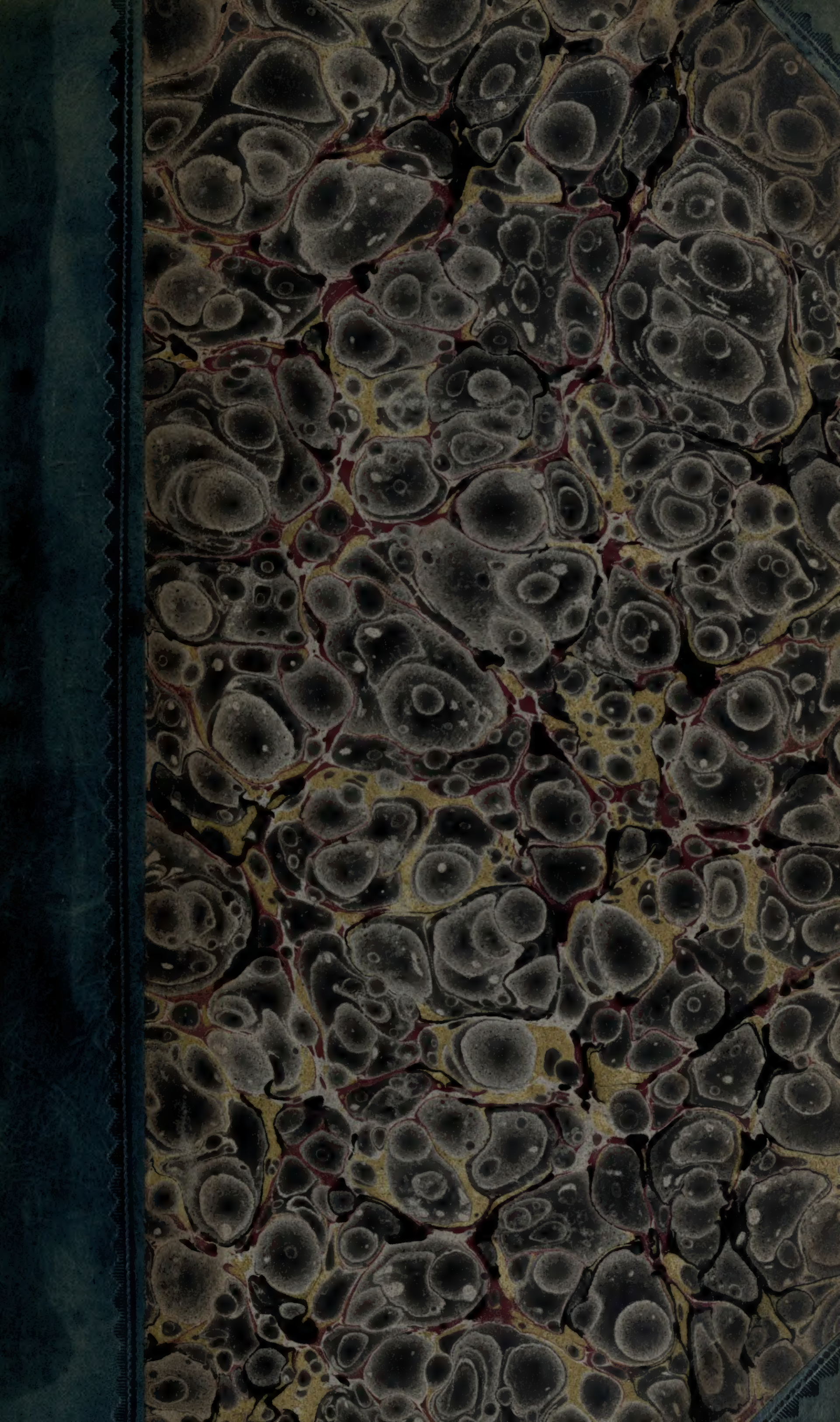
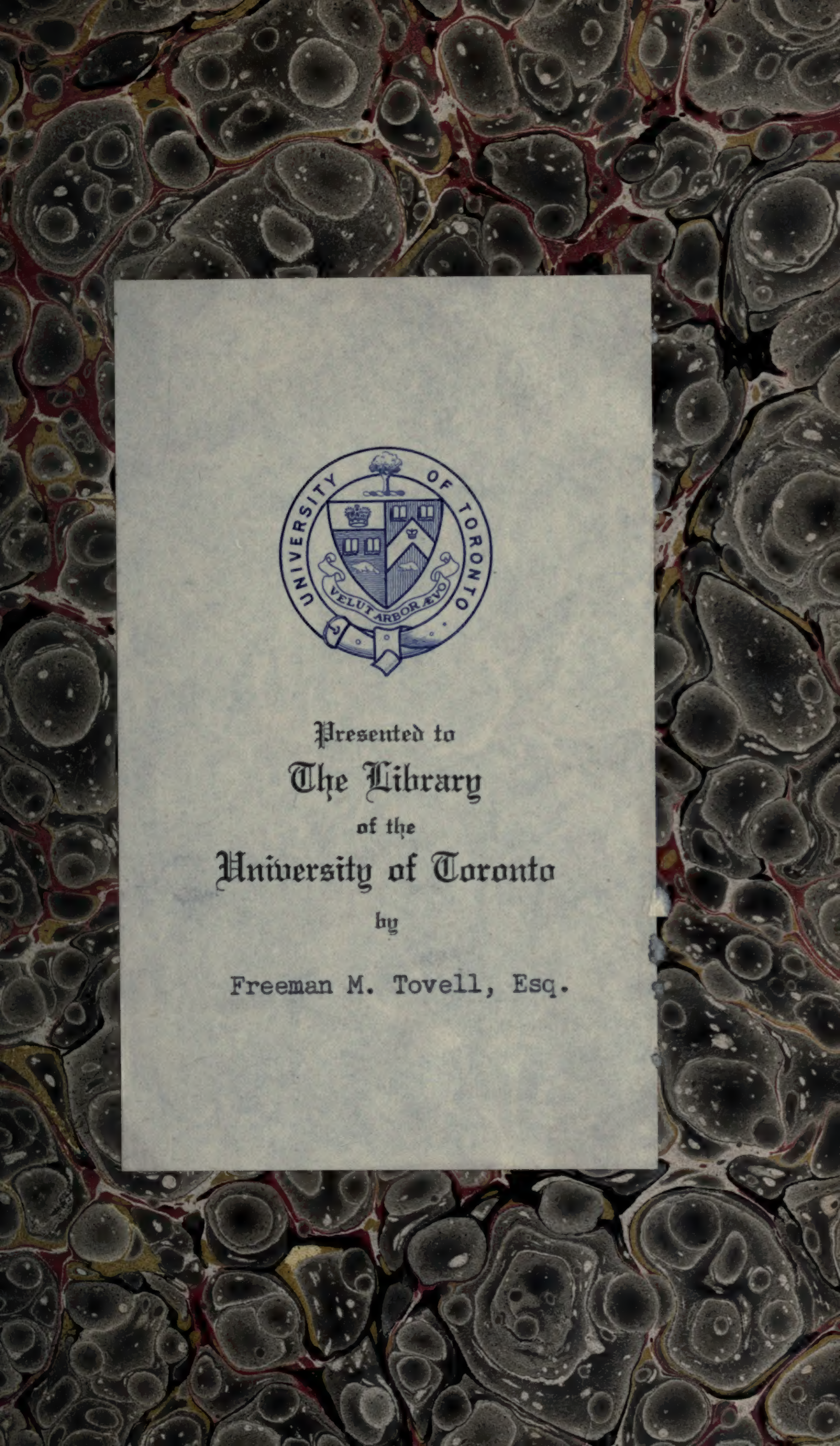



Tovell


UNIVERSITY OF TORONTO
VELUT ARBOR ÆVO



MÉMOIRES

DU DUC DE ROVIGO,

(M. SAVARY,)

ÉCRITS DE SA MAIN,

POUR SERVIR À

[illegible]

TOME II.

PREMIÈRE ET SECONDE PARTIE.

À LONDRES CHEZ COLBURN,
NEW BURLINGTON STREET;
ET BOSSANGE, BARTHÈS ET LOWELL,
14, GREAT MARLBOROUGH STREET.

1828.





MÉMOIRES

DU

DUC DE ROVIGO,

(M. SAVARY,)

ÉCRITS DE SA MAIN,

POUR SERVIR À

L'HISTOIRE DE L'EMPEREUR NAPOLÉON.

TOME II.

PREMIÈRE ET SECONDE PARTIE.

PARIS:
ET LONDRES CHEZ COLBURN,
NEW BURLINGTON STREET;
ET BOSSANGE, BARTHÉS ET LOWELL,
14, GREAT MARLBOROUGH STREET.

1828.



LONDRES :
DE L'IMPRIMERIE DE G. SCHULZE,
13, POLAND STREET.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS CE SECOND VOLUME

PREMIERE PARTIE.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES DE LA PREMIERE PARTIE.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS LA SECONDE PARTIE.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES DE LA SECONDE PARTI.

MÉMOIRES

DU

DUC DE ROVIGO.

CHAPITRE PREMIER.

L'Autriche menace de reprendre les armes.—Dispositions pour la contenir.—Mesures administratives.—Organisation de la Prusse.—L'empereur échelonne ses troupes sur la Vistule.—Prétentions de l'Angleterre.—Blocus continental.

PENDANT que nous achevions de disperser les forces qui nous étaient opposées, l'empereur s'occupait d'asseoir sa position. Nous longions la Bohême pour courir aux Russes; l'Autriche en prit occasion d'affecter des craintes pour sa neutralité; et, comme si nous n'eussions pas eu assez de l'hiver et des Moscovites, elle feignit de redouter que nous ne franchissions les gorges de ses montagnes que pour la chercher. L'empereur ne pouvait se méprendre au prétexte: l'irruption de la Bavière lui avait appris le cas qu'il devait faire de la foi des cabinets. Il appela une nouvelle conscription, la fit rapidement arriver sur le Rhin, admit sous ses drapeaux les troupes de l'électeur de Hesse, qui venaient d'être licenciées. Il les envoya, partie en France, partie en Hollande et à Naples; il les éloigna, en un mot, des lieux

où on eût pu les ameuter contre nous. Il ne se borna pas à ces mesures ; il fit armer les places, occuper les débouchés qui couvrent l'Italie ; il réunit des troupes considérables à Vérone, à Brescia, sur l'Izonso ; le roi de Bavière en assembla sur l'Inn. Nous fûmes bientôt en mesure sur tous les points.

Un autre objet non moins important était de régulariser l'action de la conquête. L'empereur y pourvut avec la supériorité de vues qui lui était propre ; il donna une nouvelle organisation aux vastes possessions que le sort des armes lui avait livrées ; il divisa la Prusse en quatre départemens, auxquels il assigna pour chefs-lieux, Berlin, Custrin, Stettin et Magdebourg. Il fixa les limites de chacun, conserva les subdivisions, les institutions qui pouvaient faciliter la marche des affaires ; il ne déplaça aucun fonctionnaire, laissa chacun gérer son emploi, juger, administrer, et se borna à exiger qu'ils ne tournassent pas contre lui la portion d'autorité dont il leur continuait l'exercice.* Un administrateur général des finances et des domaines, un receveur général des contributions, furent chargés de surveiller, de diriger l'action de cette vaste machine, et de prendre les mesures que les circonstances exigeraient. Chaque département reçut aussi un commissaire impérial, qui assistait aux délibérations des chambres de guerre et des domaines, et chaque province un intendant, qui remplissait les fonctions de préfet. Des receveurs particuliers furent institués pour veiller aux recettes, constater les versemens.

Les mouvemens, les passions qui agitaient la Prusse,

* Formule du serment. "Je jure d'exercer loyalement l'autorité qui m'est "confiée par Sa Majesté l'empereur des Français et roi d'Italie, de ne m'en "servir que pour le maintien de l'ordre et de la tranquillité publique, de concourir de tout mon pouvoir à l'exécution des mesures qui seront ordonnées "pour le service de l'armée française, et de n'entretenir aucune correspondance avec les ennemis."

exigeaient des moyens de répression capables de réprimer le pillage et la malveillance. Des brigades de gendarmerie furent détachées ; le gouverneur général devait en déterminer l'emplacement et la force, mais elles ne pouvaient se recruter que parmi les propriétaires du pays. Les commandans particuliers conservèrent, en outre, auprès d'eux, des piquets de troupes françaises.

Berlin, comme centre du mouvement, méritait une attention particulière. L'empereur unit sa magistrature aux élections : deux mille bourgeois se réunirent, et choisirent soixante magistrats pour les gouverner. Ils formèrent également une garde nationale de seize cents hommes pour faire la police de leur ville. Les revenus, qui s'étendirent bientôt à la Hesse, au Hanovre, au duché de Brunswick, au Mecklembourg et aux villes anséatiques, prévinrent le gaspillage, assurèrent des rentrées abondantes, et pourvurent aux besoins de l'armée, sans fouler le peuple.

L'empereur était encore occupé à organiser la Prusse, lorsque les députés du palatinat de Posen vinrent lui présenter les vœux de leurs concitoyens, et le solliciter de proclamer l'indépendance de leur patrie. Il les accueillit avec une bienveillance particulière, mais refusa de faire la reconnaissance qu'ils demandaient. "La France, leur dit-il, "n'a jamais reconnu les différens partages de la Pologne ; "je ne puis néanmoins proclamer votre indépendance que "lorsque vous serez décidés à défendre vos droits, comme "nation, les armes à la main, par toutes sortes de sacrifices, "celui même de la vie. On vous a reproché d'avoir, dans "vos continuelles dissensions civiles, perdu de vue les vrais "intérêts et le salut de votre patrie. Instruits par vos "malheurs, réunissez-vous, et prouvez au monde qu'un même "esprit anime toute la nation polonaise."

Je cite cette réponse parce qu'elle fait voir combien sont dénués de sens les reproches que l'on a faits à l'empereur de

n'avoir pas proclamé l'indépendance de la Pologne au début de la campagne de 1812. L'indépendance est une force; rien ne peut l'empêcher de la reconnaître lorsqu'elle existe, tandis que la proclamer lorsqu'elle n'existe pas, c'est prendre pour un intérêt étranger un engagement dont on ne peut mesurer les suites. L'empereur répéta, en 1812, ce qu'il avait dit en 1807, et ne pouvait, sans compromettre la France, faire plus qu'il n'a fait.

Je reviens aux affaires de Prusse. Avec quelque instance que Frédéric-Guillaume eût sollicité un armistice, l'empereur n'avait mis qu'une médiocre confiance en ses protestations. C'était moins d'ailleurs ce prince que l'Angleterre qu'il voulait atteindre, et il savait que celle-ci, toujours ardente à provoquer la guerre, était insensible aux malheurs de ses alliés. Il prit ses mesures en conséquence; il disposa ses corps de manière à prendre immédiatement possession des places dont il exigeait l'abandon, et à marcher aux alliés suivant que l'armistice serait ou ne serait pas ratifié. Ses ordres avaient été donnés dans cette double hypothèse; rien n'était précis comme les instructions qu'il avait fait expédier au grand-duc de Berg.

« L'empereur, mandait à ce prince le major-général, me charge de vous faire connaître qu'il vient de recevoir des dépêches du maréchal Davout, datées de Sampolno, le 20, à deux heures du matin. Il résulte de ces dépêches que les Russes sont arrivés, le 13, à Varsovie, et que, le 18, ils avaient une avant-garde d'infanterie et de cavalerie le long de la rivière de Bsura, c'est-à-dire, à plus de dix lieues de Varsovie, sur Jochazew et Lowicz. Par l'ordre que j'ai envoyé à.... le 18, je lui ai prescrit, dans le cas où il ne serait pas entré à Thorn, de longer la rive gauche de la Vistule, en s'étendant sur la droite. Le maréchal Augereau a eu l'ordre de suivre les mouvemens du maréchal Lannes à une journée en arrière. Sur ces entrefaites, l'armistice est venu. Le

maréchal Duroc est arrivé, le 20, à Graudentz pour rejoindre le quartier-général du roi de Prusse; et, dans le cas où le roi de Prusse aurait ratifié la suspension, l'empereur avait décidé que le maréchal Lannes, avec son corps d'armée, occuperait Thorn; que le maréchal Augereau occuperait Graudentz et Dantzick, et qu'enfin le maréchal Davout occuperait Varsovie; mais dans le nouvel état de choses, S. M. pense que le maréchal Davout seul ne suffirait pas pour occuper Varsovie; même pendant le temps de l'armistice. L'intention de l'empereur, monseigneur, est donc que vous vous rendiez à Varsovie avec la brigade du général Milhaud, qui a été augmentée du 1er régiment de hussards; avec la brigade du général Lasalle, partie aujourd'hui de Berlin; avec les divisions Klein, Beaumont et Nansouty: ils sont avec le maréchal Davout depuis plusieurs jours; enfin, avec le corps d'armée de M. le maréchal Davout tout entier et celui de M. le maréchal Lannes, ce qui fera plus de cinquante mille hommes. Si la suspension d'armes est ratifiée, la cavalerie légère bordera la rivière de Bug, et le reste de vos troupes à cheval sera cantonné à plusieurs jours de Varsovie, de manière à pouvoir vivre facilement; et ces troupes s'étendraient davantage à mesure que les Russes s'éloigneraient, et que les dispositions de la suspension d'armes se trouveraient exécutées. Le corps du maréchal Augereau occuperait Thorn, Graudentz et Dantzick, tenant ses principales forces à Thorn. Voilà, monseigneur, les dispositions pour le cas d'armistice.

“ Si, dans la supposition contraire, la suspension d'armes n'est pas ratifiée par le roi de Prusse, le maréchal Augereau maintiendra sa brigade de cavalerie sur l'extrémité de la gauche, près de Graudentz, bordant la Vistule, et il filera avec toute son infanterie, en suivant, à une marche en arrière, le maréchal Lannes, à la rive gauche de la Vistule, par Bresec et Koweld; de manière que, si vous pouviez penser que l'ennemi voulût risquer une bataille avant d'éva-

cuer Varsovie, le maréchal Augereau puisse vous joindre, hormis sa cavalerie, qui resterait toujours détachée le long de la Vistule pour observer la gauche. Vous aurez bien soin, monseigneur, si l'ennemi passait la Vistule à Varsovie, que le corps du maréchal Augereau se trouvât toujours assez élevé le long de ce fleuve pour défendre le passage entre Varsovie et Thorn, et maintenir la jonction du corps d'armée qui se réunira à Posen avec celui de Varsovie. Ainsi donc vous recevrez cette lettre le 24 ; vous expédierez de suite les ordres ci-joints aux maréchaux Lannes et Augereau, et vous vous porterez de votre personne à Sampolno, de manière à pouvoir arriver à Varsovie, avant le 30 du mois, avec votre réserve de cavalerie et avec les corps des maréchaux Davout et Lannes, si la suspension d'armes est ratifiée, et vous laisserez le corps du maréchal Augereau à Thorn pour occuper Graudentz et Dantzick ; et si la suspension d'armes n'est pas ratifiée, vous arriverez à Varsovie avec votre réserve de cavalerie, les corps des maréchaux Davout, Lannes et Augereau, et vous aurez sur le champ de bataille quatre-vingt mille hommes.

" Le 24 de ce mois, la tête du corps du maréchal Ney arrivera à Posen, où son corps d'armée sera réuni le 26, fort d'environ douze mille hommes, par les corps qu'il a été obligé de laisser, tant pour la garnison de Magdebourg que pour l'escorte de prisonniers. Le 25, le corps entier du maréchal Soult sera réuni à Francfort-sur-l'Oder. Enfin le prince Jérôme reçoit l'ordre de partir le 24 du blocus de Glogau, avec le corps bavarois, fort d'environ quatorze à quinze mille hommes, et sera rendu le 28 de ce mois à Kalitsch.

" Je viens d'ordonner à la division de dragons du général Becker, qui est avec le maréchal Lannes, de vous joindre à Sampolno ; le 25ème de dragons, qui est parti aujourd'hui de Berlin, a reçu l'ordre de rejoindre la division Becker."

L'empereur, comme on vient de le voir, avait échelonné les troupes avec une admirable prévoyance. Il était prêt ;

que la guerre fût suspendue ou se continuât, il était également en mesure. Mais ces dispositions n'atteignaient l'Angleterre que par ricochet : c'était cette puissance qu'il s'agissait de toucher au vif. La victoire avait agrandi notre influence ; nous disposions d'une étendue de côtes immense ; nous étions maîtres de l'embouchure de la plupart des grands fleuves. L'empereur résolut de la frapper avec les armes dont elle faisait usage. Elle avait mis notre littoral en interdit ; elle avait proclamé un blocus que ses flottes étaient hors d'état de réaliser : il s'empara de cette conception vigoureuse, et résolut de lui fermer le continent. La mesure était sévère ; mais l'Angleterre méconnaissait tous les droits : il fallait mettre un terme à ses violences, la contraindre d'abjurer ses injustes prétentions. La marche de la civilisation a depuis long-temps assigné des bornes à la guerre : restreinte aux gouvernemens, l'action de ce fléau ne s'étend plus aux individus ; les propriétés ne changent plus de mains, les magasins sont respectés, les personnes restent libres ; les combattans, ceux qui portent les armes, sont, de toute la population vaincue, les seuls individus exposés à perdre leur liberté. Ces principes sont consacrés par une foule de traités reconnus par tous les peuples. Cependant les Anglais affichèrent tout à coup des prétentions qu'ils n'avaient jamais élevées avant que la prise de Toulon et la guerre de l'Ouest n'eussent anéanti notre marine. Eriger en maximes que les propriétés particulières qui se trouvaient à bord des bâtimens de commerce sous pavillon ennemi devaient être saisies et les passagers faits prisonniers, c'était nous ramener aux siècles de barbarie où paysans et soldats étaient réduits en esclavage, où personne n'échappait au vainqueur qu'en lui payant rançon. Le ministre des relations extérieures, chargé de développer la matière, flétrit justement les odieuses prétentions de l'Angleterre et les

considérations dont elle les appuyait. Ses rapports firent sur nous une impression dont je conserve encore le souvenir, le dernier surtout ; il est ainsi conçu :

" Trois siècles de civilisation ont donné à l'Europe un droit des gens que, selon l'expression d'un écrivain illustre, la nature humaine ne saurait assez reconnaître. Ce droit est fondé sur le principe que les nations doivent se faire dans la paix le plus de bien, et dans la guerre le moins de mal qu'il est possible.

" D'après la maxime que la guerre n'est point une relation d'homme à homme, mais d'Etat à Etat, dans laquelle les particuliers ne sont ennemis qu'accidentellement, non point comme hommes, non pas même comme membres ou sujets de l'Etat, mais uniquement comme ses défenseurs, le droit des gens ne permet pas que le droit de la guerre, et le droit de conquête qui en dérive, s'étendent aux citoyens paisibles sans armes, aux habitations et aux propriétés privées, aux marchandises du commerce, aux magasins qui les renferment, aux chariots qui les transportent, aux bâtimens non armés qui les voiturent sur les rivières ou sur les mers ; en un mot, à la puissance et aux biens des particuliers. Ce droit, né de la civilisation, en a favorisé les progrès. C'est à lui que l'Europe est redevable du maintien et de l'accroissement de ses prospérités, au milieu des guerres fréquentes qui l'ont divisée.

" L'Angleterre seule a repris l'usage des temps barbares. La France a tout fait pour adoucir du moins un mal qu'elle n'avait pu empêcher. L'Angleterre, au contraire, a tout fait pour l'aggraver. Non contente d'attaquer les navires du commerce, et de traiter comme prisonniers de guerre les équipages de ces navires désarmés, elle a réputé ennemi quiconque appartenait à l'Etat ennemi, et elle a aussi fait prisonniers de guerre les facteurs du commerce et les né-

gocians qui voyageaient pour les affaires de leur négoce. Restée long-temps en arrière des nations du continent qui l'ont précédée dans la route de la civilisation, et en ayant reçu d'elles tous les bienfaits, elle a conçu le projet insensé de les posséder seule et de les leur ôter. C'est dans cette vue que, sous le nom de droit de blocus, elle a inventé et mis en pratique la théorie la plus monstrueuse.

" D'après la raison et l'usage de tous les peuples policés, le droit de blocus n'est applicable qu'aux places fortes. L'Angleterre a prétendu l'étendre aux places du commerce non fortifiées, aux navires, l'embouchure des rivières. Une place n'est bloquée que quand elle est tellement investie, qu'on ne puisse tenter d'en approcher, sans s'exposer à un danger imminent. L'Angleterre a déclaré bloqués des lieux devant lesquels elle n'avait pas un bâtiment de guerre. Elle a fait plus : elle a osé déclarer en état de blocus des côtes immenses et tout un vaste empire.

" Tirant ensuite d'un droit chimérique et d'un fait supposé la conséquence qu'elle pouvait justement faire sa proie, et la faisait en effet, de tout ce qui allait aux lieux mis en interdit par une simple déclaration de l'amirauté britannique, et de tout ce qui en provenait, elle a effrayé les navigateurs neutres, et les a éloignés des ports que leur intérêt et que la loi des nations les invitaient à fréquenter.

" Le droit de défense naturelle permet d'opposer à son ennemi les armes dont il se sert, et de faire réagir contre lui ses propres fureurs et sa folie.

" Puisque l'Angleterre a osé déclarer la France entière en état de blocus, que la France déclare à son tour que les îles britanniques sont bloquées ! Puisque l'Angleterre répute ennemi tout Français, que tout Anglais ou sujet de l'Angleterre trouvé dans les pays occupés par les armées fran-

çaises soit fait prisonnier de guerre ! Puisque l'Angleterre attente aux propriétés privées des négocians paisibles, que les propriétés de tout Anglais ou sujet de l'Angleterre, de quelque nature qu'elles soient, soient confisquées ; que tout commerce de marchandises anglaises soit déclaré illicite, et que tout produit de manufactures des colonies anglaises trouvé dans les lieux occupés par les troupes françaises soit confisqué !

" Puisque l'Angleterre veut interrompre toute navigation et tout commerce maritime, qu'aucun navire venant des îles ou des colonies britanniques ne soit reçu ni dans les ports de France, ni dans ceux des pays occupés par l'armée française ; et que tout navire qui tenterait de se rendre de ces ports en Angleterre soit saisi et confisqué !

" . . Aussitôt que l'Angleterre admettra le droit des gens que suivent universellement les peuples policés ; aussitôt qu'elle reconnaîtra que le droit de guerre est un et le même sur mer que sur terre, que ce droit et celui de conquête ne peuvent s'étendre ni aux propriétés privées, ni aux individus non armés et paisibles, et que le droit de blocus doit être restreint aux places fortes réellement investies, Votre Majesté fera cesser ces mesures rigoureuses, mais non pas injustes, car la justice entre les nations n'est que l'exacte réciprocité."

L'empereur adopta les considérations et les mesures que lui proposait son ministre. Il interdit tout commerce, toute correspondance avec l'Angleterre ; il déclara ce pays en état de blocus,* l'isola tout-à-fait du continent, et le plaça dans

* *Extraits des Minutes de la Secrétairerie d'Etat.*

En notre camp impérial de Berlin, le 21 novembre 1806.

" NAPOLEON, empereur des Français et roi d'Italie, considérant,

" 1° Que l'Angleterre n'admet point le droit des gens suivi universellement par tous les peuples policés ;

une situation dont il ne tarda pas à sentir les fâcheuses conséquences.

" 2° Qu'elle répute ennemi tout individu appartenant à l'Etat ennemi, et fait, en conséquence, prisonniers de guerre, non seulement les équipages des vaisseaux armés en guerre, mais encore les équipages des vaisseaux de commerce et des navires marchands, et même les facteurs de commerce et les négocians qui voyagent pour les affaires de leur négoce ;

" 3° Qu'elle étend aux bâtimens et marchandises du commerce et aux propriétés des particuliers le droit de conquête, qui ne peut s'appliquer qu'à ce qui appartient à l'Etat ennemi ;

" 4° Qu'elle étend aux villes et ports de commerce non fortifiés, aux havres et aux embouchures de rivières, le droit de blocus, qui, d'après la raison et l'usage des peuples policés, n'est applicable qu'aux places fortes ;

" 5° Qu'elle déclare bloquées des places devant lesquelles elle n'a pas même un seul bâtiment de guerre, quoiqu'une place ne soit bloquée que quand elle est tellement investie, qu'on ne puisse tenter de s'en approcher sans un danger imminent ;

" 6° Qu'elle déclare même en état de blocus des lieux que toutes ses forces réunies seraient incapables de bloquer, des côtes entières et tout un empire ;

" 7° Que cet abus monstrueux du droit de blocus n'a d'autre but que d'empêcher les communications entre les peuples, et d'élever le commerce et l'industrie de l'Angleterre sur la ruine et l'industrie du continent ;

" 8° Que tel étant le but évident de l'Angleterre, quiconque fait sur le continent le commerce de marchandises anglaises, favorise par là ses desseins et s'en rend complice ;

" 9° Que cette conduite de l'Angleterre, digne en tout des premiers âges de la barbarie, a profité à cette puissance au détriment de toutes les autres ;

" 10° Qu'il est de droit naturel d'opposer à l'ennemi les armes dont il se sert, et de le combattre de la manière qu'il combat, lorsqu'il méconnaît toutes les idées de justice et tous les sentimens libéraux, résultat de la civilisation parmi les hommes ;

" Nous avons résolu d'appliquer à l'Angleterre les usages qu'elle a consacrés dans sa législation maritime.

" Les dispositions du présent décret seront constamment considérées comme principe fondamental de l'empire, jusqu'à ce que l'Angleterre ait reconnu que le droit de la guerre est un, et le même sur terre que sur mer ; qu'il ne peut s'étendre, ni aux propriétés privées, quelles qu'elles soient, ni à la personne des individus étrangers à la profession des armes, et que le droit de blocus doit être restreint aux places fortes réellement investies par des forces suffisantes.

" Nous avons en conséquence décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1er. " Les îles britanniques sont déclarées en état de blocus.

Art. 2. " Tout commerce et toute correspondance avec les îles britanniques sont interdits. En conséquence, les lettres ou paquets adressés ou en Angleterre ou à un Anglais, ou écrits en langue anglaise, n'auront pas cours aux postes, et seront saisis.

Art. 3. " Tout individu de l'Angleterre, de quelque état ou condition qu'il soit, qui sera trouvé dans les pays occupés par nos troupes ou par celles de nos alliés, sera fait prisonnier de guerre.

Art. 4. " Tout magasin, toute marchandise, toute propriété, de quelque nature qu'elle puisse être, appartenant à un sujet de l'Angleterre, ou provenant de ses fabriques ou de ses colonies, est déclarée de bonne prise.

Art. 5. " Le commerce des marchandises anglaises est défendu ; et toute marchandise appartenant à l'Angleterre, ou provenant de ses fabriques et de ses colonies, est déclarée de bonne prise.

Art. 6. " La moitié du produit de la confiscation des marchandises et propriétés déclarées de bonne prise par les articles précédens, sera employée à indemniser les négocians des pertes qu'ils ont éprouvées par la prise des bâtimens de commerce qui ont été enlevés par les croisières anglaises.

Art. 7. " Aucun bâtiment venant directement de l'Angleterre ou des colonies anglaises, ou y ayant été depuis la publication du présent décret, ne sera reçu dans aucun port.

Art. 8. " Tout bâtiment qui, au moyen d'une fausse déclaration, contreviendra à la disposition ci-dessus, sera saisi ; et le navire et la cargaison seront confisqués comme s'ils étaient propriété anglaise.

Art. 9. " Notre tribunal des prises de Paris est chargé du jugement définitif de toutes les contestations qui pourront survenir dans notre empire ou dans les pays occupés par l'armée française, relativement à l'exécution du présent décret. Notre tribunal des prises à Milan sera chargé du jugement définitif desdites contestations qui pourront survenir dans l'étendue de notre royaume d'Italie.

Art. 10. " Communication du présent décret sera donnée, par notre ministre des relations extérieures, aux rois d'Espagne, de Naples, de Hollande et d'Etrurie, et à nos autres alliés dont les sujets sont victimes, comme les nôtres, de l'injustice et de la barbarie de la législation maritime anglaise.

Art. 11. " Nos ministres des relations extérieures, de la guerre, de la marine, des finances, de la police, et nos directeurs généraux des postes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret."

Signé, NAPOLEON.

CHAPITRE II.

L'armée entre en Pologne.—Chute du grand-maréchal.—Fatigues et privations des troupes.—L'armée prend ses cantonnemens.—Le quartier-général revient à Varsovie.

Ces mesures prises, l'empereur se mit en route pour la Pologne. Il savait que l'armée russe continuait sa marche ; il lui importait, pour le succès de ses opérations ultérieures, de ne pas lui laisser le temps de franchir la Vistule ; autrement nous aurions été obligés de prendre nos quartiers d'hiver dans une mauvaise position, entre l'Oder et la Vistule, ou bien de repasser l'Oder pour hiverner en Prusse. Dans ce cas, nous aurions découvert la Silésie, où nous avions des opérations à suivre ; nous aurions vu, en outre, l'armée prussienne se recruter de tous les Polonais, qui, au lieu de cela, se rangèrent sous nos drapeaux.

D'après ces considérations, l'empereur se détermina à mettre l'armée en campagne au mois de décembre ; elle marcha à la fois sur Varsovie, Thorn et Dirschau ; elle ne rencontra ni obstacle, ni troupes russes, si ce n'est quelques centaines de cosaques, à quinze ou vingt lieues en deçà de Varsovie, auxquels elle ne fit point attention. Elle arriva sur les bords du fleuve, dont on rétablit les ponts de bateaux avec les moyens du pays.

Celui de Varsovie venait d'être brûlé ; il était sur pilotis, on le reconstruisit en bateaux ; celui de Thorn, également sur pilotis, n'était que légèrement endommagé ; celui de Dirschau, qui était en bateaux, fut rétabli de même.

Nous avions trouvé dans les arsenaux de Berlin tous les moyens de la monarchie prussienne ; réunis à ceux que nous avions, ils nous mettaient à même d'aplanir en un instant

des difficultés qui paraissaient insurmontables. Par exemple, ces trois ponts furent rétablis si vite, que les troupes ne furent pas retardées une heure : elles eurent à traverser des boues affreuses entre l'Oder et la Vistule.

L'empereur fit ce trajet en voiture ; celle qui était devant la sienne versa, la nuit, dans un mauvais passage. Le maréchal Duroc, qui s'y trouvait, eut la clavicule droite cassée ; on fut obligé de le laisser sur la place, et de l'envoyer chercher du premier village que l'on rencontra.

L'empereur arriva le lendemain à Varsovie ; son entrée dans cette ville mit la Pologne en délire ; il ne put y rester. L'armée russe s'approchait, il n'y avait pas un instant à perdre ; il fit passer la majeure partie de l'armée par Varsovie pour la porter sur le Bug.

Le reste s'avança par Thorn, et vint par sa droite se mettre en communication avec ce qui avait passé à Varsovie ; tout ce qui avait traversé la Vistule plus bas que Thorn marcha sur Marienbourg et Elbing.

Dantzick, dès ce moment, n'eut plus de communication avec sa métropole (Kœnigsberg) que par la langue de sable qui sépare le Frisch-Haff de la mer.

La droite de l'armée, qui avait passé à Varsovie, eut bientôt rencontré les Russes ; ils se retirèrent par des plaines de terre noire et légère qui étaient transformées en étangs de boue : il fallait quadrupler les attelages de l'artillerie pour la faire avancer ; aussi en avaient-ils laissé une bonne partie en chemin.

L'empereur faisait manœuvrer les corps qui avaient paru à Thorn, pour venir couper la route de Preuss-Eylau à Varsovie, de manière à faire abandonner ce chemin aux Russes ; mais malheureusement ils trouvaient aussi de la boue, et ne marchaient qu'à très petites journées pour ne pas abandonner leur artillerie.

Le besoin de subsistances se fit bientôt sentir ; on trouvait

de quoi se chauffer et nourrir les chevaux, mais aucun chariot de vivres n'était encore entré même à Varsovie, et d'ailleurs il n'aurait pu arriver où était l'armée; il n'y avait donc que la gaîté du caractère du soldat qui pouvait lui donner la force de supporter toutes ces privations et toutes ces fatigues. L'empereur se montrait beaucoup au milieu d'eux dans ces momens de souffrance; il était toujours à cheval, et ne s'épargnait ni à la boue, ni à la fatigue, ni aux dangers; aussi les soldats l'accueillaient-ils toujours avec plaisir. Il causait avec eux; souvent ils lui disaient les choses les plus singulières; un jour qu'il faisait un temps affreux, l'un d'eux lui dit: "Il faut que vous ayez un fameux coup dans la tête, pour nous mener sans pain par des chemins comme ça." L'empereur répondit: "Encore quatre jours de patience, et "je ne vous demande plus rien; alors vous serez cantonnés." Et les soldats de répondre: "Allons, quatre jours encore; "eh bien! ce n'est pas trop, mais souvenez-vous-en, parce "que nous nous cantonnerons tout seuls après." Il aimait les soldats qui prenaient la liberté de lui parler, et riait toujours avec eux; il était persuadé que ceux-là étaient les plus braves.

A force d'opiniâtreté et de patience, on parvint enfin à joindre l'armée russe à l'entrée de la forêt, au-delà de la petite ville de Pultusk, où elle s'était formée pour couvrir la route qui mène par Macloff à Preuss-Eylau, ainsi que celle qui mène par Ostrolenka vers Grodno.

L'empereur la fit attaquer sur-le-champ. On avait de part et d'autre très peu de canons, de sorte que la mousqueterie fut vive; et comme à chaque heure il nous arrivait quelque nouveau corps qui parvenait à se tirer de la boue, nous eûmes, vers trois heures après midi, une supériorité numérique si forte, que l'on attaqua de front la ligne russe, qui fut rompue et dispersée dans les bois. On la poursuivit pendant plusieurs jours. La partie de cette armée qui avait

pris la route de Preuss-Eylau tomba sur une suite d'échelons de corps de troupes qui lui firent éprouver des pertes considérables, et lui prirent environ cinquante ou soixante pièces de canon, avec sept ou huit mille hommes prisonniers.

L'empereur tint parole aux troupes ; il trouva qu'il y aurait eu de l'inhumanité à leur en demander davantage ; il fit prendre des cantonnemens à l'armée.

Elle fut placée à cheval sur la Vistule, l'infanterie le plus resserrée possible ; la grosse cavalerie sur la rive gauche. La cavalerie légère eut un mauvais hiver à passer, parce qu'elle resta dans le pays qu'avaient abandonné les deux armées, et où elle fut sans cesse harcelée par les cosaques.

L'armée russe se retira jusque derrière la Pregel, occupant Kœnigsberg comme point central.

L'empereur vint s'établir à Varsovie ; c'était le 1er janvier 1807 : il comptait y rester jusqu'au retour de la belle saison, et employer ce temps à tâcher de faire la paix.

Il envoya ordre à M. de Talleyrand de venir le joindre à Varsovie, et de faire connaître aux ministres accrédités près de lui par les puissances étrangères, qu'il désirait qu'ils y vinssent aussi. Cette mesure eut plusieurs bons effets : d'abord ces divers agens étaient plus promptement et plus exactement informés de tout ce qu'il y avait à leur communiquer, et ensuite ils n'étaient pas dupes de tous les mauvais contes qui se débitent dans une grande ville comme Paris. L'Autriche envoya, de Vienne, au quartier impérial, à la place de M. de Metternich, qui resta à Paris, le général Vincent. Je n'ai pas su si cette disposition avait été la conséquence d'un désir manifesté par la France, ou une mesure du gouvernement autrichien.

Tant de monde réuni à Varsovie en avait fait de nouveau une capitale. Il y avait une exactitude dans tous les services de la maison civile de l'empereur, qui faisait que le luxe et les agrémens de la manière de vivre de France le suivaient

partout, sans que cela fît ni étalage, ni efforts : on était accoutumé à emballer et déballer avec une promptitude incroyable ; j'ai vu la même argenterie qui servait à Paris, servir à l'armée, et retourner à Paris sans être endommagée le moins du monde.

Le séjour de Varsovie eut pour nous quelque chose d'enchanteur ; au spectacle près, c'était la même vie qu'à Paris : il y avait deux fois par semaine concert chez l'empereur, à la suite desquels il tenait un cercle de cour où se formaient beaucoup de parties de société. Un grand nombre de dames de la première qualité s'y faisaient admirer par l'éclat de leur beauté et par une amabilité remarquable. On peut dire avec raison que les dames polonaises inspireraient de la jalousie à tout ce qu'il y a de femmes gracieuses dans les autres pays les plus civilisés ; elles joignent, pour la plupart, à l'usage du grand monde, un fonds d'instruction qui ne se trouve pas communément, même chez les Françaises, et qui est fort au-dessus de celui qu'on remarque dans les villes où l'habitude de se réunir est la suite d'un besoin. Il nous a paru que les Polonaises, obligées de passer la belle moitié de l'année dans leurs terres, s'y adonnaient à la lecture ainsi qu'à la culture des talens, et que c'était ainsi que, dans les capitales, où elles vont passer l'hiver, elles paraissent supérieures à toutes leurs rivales.

L'empereur, comme les officiers, paya tribut à leur beauté. Il ne put résister aux charmes de l'une d'entre elles ; il l'aima tendrement, et fut payé d'un noble retour. Elle reçut l'hommage d'une conquête qui comblait tous les désirs et la fierté de son cœur, et c'est la nommer que dire qu'aucun danger n'effraya sa tendresse, lorsqu'au temps des revers, il ne lui restait plus qu'elle pour amie.

C'était ainsi que se passait le temps à Varsovie. Les devoirs n'y étaient cependant pas négligés. L'empereur travaillait à ravitailler son armée et à se créer des approvision-

nemens : la gelée était venue sécher les chemins, les convois pouvaient voyager ; mais le désordre de nos administrations était à son comble, et au milieu d'un pays bien pourvu nous étions au moment d'éprouver les plus insupportables privations.

A cette occasion, l'empereur prit un peu d'humeur contre l'intendant général. Il n'y avait cependant pas trop de sa faute, il ne pouvait qu'écrire et requérir ; mais comme chaque général, dans les cantonnemens occupés par les troupes sous ses ordres, agissait en maître absolu, il défendait aux employés civils d'exécuter les réquisitoires de l'intendant.

L'empereur fut obligé de soigner lui-même ce service, et de donner des ordres sévères pour faire cesser les abus d'autorité, qui n'auraient pas manqué de nous devenir funestes ; en même temps, pour obvier à tout ce qu'ils pourraient entraîner à l'avenir, il fit faire les approvisionnemens de l'armée par la régence polonaise, qui écrivit directement à tous ses agens dans les provinces : on leur donna ordre de dresser procès-verbal de la moindre difficulté que leur feraient éprouver les officiers-généraux ou autres employés militaires qui tenteraient de les empêcher d'obéir aux réquisitoires qu'ils étaient chargés d'exécuter pour l'approvisionnement de l'armée.

L'ordre s'établit alors, et nous vîmes arriver l'abondance à Varsovie. Toutes les distributions furent assurées, et les magasins regorgèrent bientôt. Il ne restait plus qu'à établir le service des hôpitaux, à assurer à nos malades les moyens de soulager leurs souffrances et de réparer leurs forces ; l'empereur s'appliqua avec un soin particulier à pourvoir à tout ce qu'exigeait leur fâcheuse position. On peut juger de sa sollicitude à cet égard par les instructions suivantes qu'il avait déjà adressées de Posen à l'intendant général.

Posen, le 12 décembre.

" 1° Il sera confectionné sans le moindre délai, à Berlin, six mille matelas ; on emploiera à cet effet les cent vingt mille livres de laine qui se trouvent en magasin, et les seize mille aunes de toile d'emballage ou de coutil qui sont tant à Berlin qu'à Spandau. A mesure que deux cents matelas seront faits, ils seront envoyés à Posen, et ainsi de tous successivement.

" 2° Douze mille tentes seront sur-le-champ employées pour confectionner neuf mille paires de draps, et douze mille autres tentes seront également employées pour la confection de quarante mille chemises, et pour celle de quarante mille pantalons, affectés au service des hôpitaux. A mesure que cinq mille de chacun de ces objets seront confectionnés, on les enverra par la voie la plus prompte à Posen, pour être affectés au service des hôpitaux dans la Pologne.

" 3° Il sera passé à Posen un marché pour la confection de mille paillasses. M. l'intendant général fera requérir dans la Basse-Silésie deux mille couvertures et deux mille matelas ; il fera également requérir à Stettin deux mille couvertures et deux mille matelas. Il sera requis dans le département de Custrin, et plus particulièrement à Landsberg et Francfort, quatre mille couvertures.

" 4° Le prix des objets requis ainsi qu'il est ordonné ci-dessus, sera fixé par l'intendant général, et la valeur en sera déduite sur la contribution imposée à chaque département. A mesure qu'il y aura mille couvertures de fournies de celles requises dans le département de Custrin, elles seront dirigées sur Posen. On fera en sorte qu'il y en ait mille de livrées avant le 18 décembre ; il faut, à cet effet, prendre de préférence celles qui sont déjà faites.

" 5° Il sera attaché à chaque hôpital, en Pologne, un prêtre catholique comme chapelain ; il sera nommé par l'in-

tendant général. Ce prêtre sera aussi chargé de la surveillance des infirmiers, et il lui sera alloué à cet effet une somme de 100 francs par mois, qui lui sera payée le 30 de chaque mois.

“ Les infirmiers seront payés tous les jours par les soins du chapelain, à raison de 20 sous par jour, et indépendamment d'une ration de vivres qui leur sera distribuée. Le directeur de l'hôpital paiera les infirmiers en présence du chapelain, sur les fonds mis à sa disposition, ainsi qu'il sera dit ci-après.

“ 6° L'intendant général, sur les fonds mis à sa disposition par le ministre de la guerre, prendra des mesures pour que chaque directeur d'hôpital ait toujours en caisse, et par avance, un fonds égal à 12 francs pour chaque malade que l'hôpital doit contenir par son organisation. Ce fonds servira à payer la solde des infirmiers, à subvenir à l'achat des menus besoins, comme œufs, lait, etc. La viande, le pain et le vin seront fournis par l'administration ; en conséquence, il est expressément défendu, et sous la responsabilité de chacun, de faire aucune réquisition aux municipalités pour les petits alimens ou menus besoins. Tous les huit jours, le commissaire des guerres chargé de la surveillance de l'hôpital fera connaître à l'intendant général la dépense faite sur le fonds de 12 francs par malade que peut contenir l'hôpital, et qui aura été payée par l'économe pour le paiement des infirmiers et pour l'achat des petits alimens, ainsi que pour le blanchissage, afin que l'intendant général fasse de nouveaux fonds pour remplacer ce qui aura été dépensé au fur et à mesure.

“ Les commissaires des guerres chargés de la surveillance des hôpitaux en sont responsables.

“ 7° Cet ordre étant commun à tous les hôpitaux de l'armée, à l'exception du chapelain dans les hôpitaux hors de la Pologne, S. M. ordonne que vingt-quatre heures après que

les présentes dispositions seront connues à qui de droit, toutes les pharmacies soient approvisionnées pour deux mois, et pour le nombre de malades que les hôpitaux doivent contenir, en payant comptant les médicamens aux apothicaires du lieu qui les fourniront, et sur les fonds que l'intendant général mettra à cet effet à la disposition des directeurs d'hôpitaux. S. M. ordonne que tout ce qui peut être dû jusqu'à ce jour aux différens apothicaires qui, sur les lieux, ont fourni nos hôpitaux, sera payé sans délai par les soins de l'intendant général, et ce qui peut être dû, à Posen, aux apothicaires leur sera payé aujourd'hui.

« L'intendant général prendra les mesures nécessaires, et le ministre de la guerre mettra à sa disposition les fonds dont il aura besoin.

« 8° L'inventaire général des achats de médicamens dont les pharmacies des hôpitaux doivent être approvisionnées pour deux mois, sera envoyé au bureau général des hôpitaux de l'armée ; mais lesdits médicamens seront payés avant la livrée desdits inventaires, et le seront sur les lieux d'après l'ordonnance du commissaire des guerres chargé de la police de l'hôpital, sur le crédit que lui aura ouvert l'intendant général. Les intendans de province ou de département sont autorisés à faire acquitter d'urgence ces ordonnances, sauf aux receveurs de province ou de département à porter les ordonnances acquittées en paiement.

« 9° Lorsqu'un médicament ne se trouvera pas dans la pharmacie de l'hôpital, d'après l'approvisionnement fait en conséquence des dispositions ci-dessus, le directeur d'hôpital sera, dans ce cas seul, autorisé à acheter ce médicament où il le trouvera, sur le fonds des petits alimens, c'est-à-dire sur celui de 12 francs ; et dans les huit jours au plus tard, toute dépense faite sur ce fonds par l'économe sera visée par le commissaire des guerres chargé de la police de l'hôpital.

"10° Il sera pris des mesures pour qu'il soit fabriqué du bon pain affecté au service des hôpitaux, et fait avec de la farine de froment ; M. l'intendant général fera, autant qu'il pourra, distribuer du vin de Stettin, qui est le meilleur qu'on puisse se procurer."

Indépendamment de ces minutieux détails que j'ai pris plaisir à citer, parce qu'ils prouvent toute la sollicitude de l'empereur pour les blessés, d'autres soins l'occupaient encore : il passait une partie de la nuit avec M. de Talleyrand ; il songeait sérieusement à faire la paix, et à ce qu'il pouvait être obligé d'entreprendre pour en finir, si on ne parvenait pas à nouer une négociation. Cette pensée, ainsi que les détails de son armée, ne l'occupaient cependant pas exclusivement. Pendant ses absences, le conseil des ministres se tenait à Paris sous la présidence de l'archi-chancelier ; mais il ne s'y rapportait que des affaires d'un intérêt général. Les rapports y étaient faits comme à l'empereur, et accompagnés d'un projet de décret ; mais lorsqu'il s'agissait de quelque chose de délicat qui touchait la politique ou se rattachait à quelque projet d'un intérêt particulier, les ministres lui en écrivaient confidentiellement, et presque toujours il décidait sans l'intermédiaire de personne.

Quant au grand travail de tout le personnel de l'administration des affaires locales des départemens ou des communes, il passait par la secrétairerie d'Etat ; ce qui donnait à M. Maret un crédit et une influence considérable au-dehors.

Ce travail des ministres était apporté de Paris à l'armée par un auditeur au conseil d'Etat, qui, en arrivant au quartier-général, descendait chez le secrétaire d'Etat pour lui remettre tous les portefeuilles dont sa voiture était remplie. Celui-ci les lisait tous, et prenait ensuite les ordres de l'empereur pour le travail. Cette habitude eut un mauvais ré-

sultat en ce qu'elle mécontenta plusieurs ministres. Cela se conçoit aisément, parce que tout le travail administratif passant d'abord entre les mains du secrétaire d'Etat, il était naturel que ce fût lui qui, en le portant à la signature, donnât à l'empereur des détails que le ministre avait omis pour abréger le travail : c'est là précisément ce qui est devenu funeste, parce que le succès d'une proposition d'un ministre quelconque dépendait de M. Maret.

Par exemple, dans les nominations aux places de finance, de tribunaux et de l'administration de l'intérieur, il était devenu impossible de faire passer l'homme que le ministre ne voulait pas admettre. Après une révolution comme la nôtre, il n'y a guère d'hommes (dans la catégorie de ceux propres aux emplois) qui n'aient eu quelque part à des faits que l'opinion n'a pas toujours approuvés, et c'était là que l'on trouvait facilement une cause d'exclusion, lorsqu'on voyait sur un travail de proposition le nom de l'homme qui déplaisait. Comme le ministre qui le proposait n'avait pas prévu un refus, et qu'il fallait bien pourvoir à l'emploi vacant dans son département, M. Maret proposait de suite un autre sujet ; l'empereur en était satisfait, et appelait cela du zèle à lui aplanir les difficultés. On se gardait bien de lui dire que les ministres étaient fort mécontens de voir à chaque instant leurs propositions ou tronquées ou rejetées ; cela faisait rejaillir sur eux une sorte de déconsidération : on les appelait méchamment les premiers commis du secrétaire d'Etat. Personne ne s'abusait : on faisait croire à l'empereur que l'on disait à Paris " que l'on ne comprenait rien à son activité ; qu'il n'était pas possible de lui en imposer, même sur les moindres choses ; qu'il lisait tout." Basse adulation qui eut des conséquences fâcheuses. Il se forma autour de la secrétairerie d'Etat une clientelle composée de tous les postulans qui étaient en instance auprès des autres

ministères ; avec eux arrivèrent les coteries de femmes et d'hommes qui protégeaient telle personne au préjudice de telle autre, et avec celles-ci les intrigues, qui sont toujours aux aguets du vent qui souffle, et qui trouvèrent le moyen de s'introduire dans la secrétairerie d'Etat : en sorte que ce n'était pas assez d'être agréé par le ministre dans le département duquel on était placé, il fallait encore être agréable au secrétaire d'Etat et à ses amis, d'abord pour être nommé, puis ensuite pour être conservé, et être à l'abri de toute atteinte et des suites de mauvais rapports.

Cette manière de travailler commença à Varsovie ; elle était trop commode à l'empereur, auquel on ne parlait pas des plaintes qu'elle excitait, et trop avantageuse à quelqu'un qui recherchait le pouvoir, pour qu'elle changeât jamais. Les ministres, malgré leur répugnance, durent s'y soumettre, mais n'en furent pas plus satisfaits.*

Je n'ai cité ceci que parce que j'ai vu, quelques années après, combien de mal nous en avons éprouvé : j'ai été le premier à oser en faire la remarque à l'empereur, et à lui dire que les nombreux ennemis que tout cela nous faisait se réunissaient à ceux que nous n'avions pas cessé d'avoir, et qu'un jour pourrait venir où le tort qu'ils nous feraient serait irréparable.

* On peut juger de l'influence que M. Maret acquit dans cette campagne : l'empereur resta dix mois absent, à quatre portefeuilles par mois.

CHAPITRE III.

Les Russes essaient de nous surprendre dans nos quartiers d'hiver.—Mouvement de Mohrungen.—L'empereur me confie le commandement du 5ème corps.—Bataille d'Eylau.—Bernadotte.—Affaire d'Ostrolenka.

Le mois de janvier s'écoulait assez paisiblement; l'armée se reposait; la tête de l'empereur n'était guère occupée de ce qui se passait à Paris, mais bien de ce qui pouvait arriver autour de lui.

L'Autriche venait de rassembler un corps d'observation de quarante mille hommes en Bohême; il pouvait devenir offensif le lendemain d'un revers, surtout depuis que les souverains avaient adopté de ne plus déclarer la guerre que par les hostilités, sans avertir ni faire connaître de motifs.

L'empereur était très préoccupé de ce qui pourrait résulter dans un cas de succès comme dans un cas de malheur, et allait se déterminer à tenter une nouvelle ouverture, lorsqu'une entreprise de l'armée russe vint l'obliger de remettre la sienne en mouvement, le 31 janvier, par une gelée à fendre les pierres. Voici comment cela arriva: Le corps du maréchal Bernadotte était à notre extrême gauche; son quartier-général était à Mohrungen. Il avait ordre d'étendre sa gauche le plus possible, mais de manière à ne donner aucune inquiétude à l'ennemi, avec lequel on voulait passer l'hiver en repos. Dans cette position, il couvrait les opérations que l'on se disposait à ouvrir devant Dantzick, et pour lesquelles on rassemblait un corps dont je parlerai plus bas. On avait envoyé le général Victor pour en prendre le commandement; mais il fut enlevé en chemin par un parti prussien sorti de Colberg, et qui ne

craignit pas de pousser jusqu'aux environs de Varsovie. Le maréchal Lefebre fut envoyé pour remplacer le général Victor. La rigueur de la saison ne permettait pas d'ouvrir la terre devant Dantzick. La garnison n'entreprenait rien ; ainsi le complètement du corps qui devait agir contre cette place ne devenait pas pressant : on se contenta d'observer.

A la droite du maréchal Bernadotte était le maréchal Ney, qui avait, comme tout le monde, l'ordre de se tenir en repos. Tout à coup il lui prend fantaisie, sans ordre, de porter son corps d'armée en avant. On lui imputa des intentions d'intérêt personnel ; on eut tort : on ne met pas une armée en marche pour cela. A la vérité, le maréchal Ney marcha sans en avoir reçu l'ordre, et découvrit, par son mouvement, la droite du maréchal Bernadotte ; mais aussi il rencontra en pleine route l'armée russe qui venait à l'improviste fondre sur Bernadotte par son centre ; mouvement qui, sans cela, serait resté ignoré. Ney donna de suite l'alarme à toute l'armée jusqu'à Varsovie.

On fut bientôt revenu de l'opinion que l'ennemi ne voulait que repousser des maraudeurs. On se convainquit qu'il était en pleine opération, dans l'espérance de nous surprendre dans nos cantonnemens, de pouvoir nous jeter au-delà de la Vistule, et, selon les circonstances, achever l'hivernage sur ses bords, ou passer ce fleuve sur le pont de Dantzick.

Il n'y avait pas un moment à perdre ; l'ennemi avait déjà l'initiative sur nous, lorsque l'empereur envoya ordre à ses différens corps d'armée de se centraliser, et de le rejoindre sur la route de Varsovie à Kœnigsberg. Il ordonna à Bernadotte de refuser sa gauche, et de se retirer lui-même s'il y était obligé, de manière à refuser toute la gauche de l'armée, et de laisser l'ennemi s'enfoncer sur la Basse-Vistule ; c'est ce qu'exécuta ce maréchal. Il revint jusqu'à une petite ville qu'on appelle Strasbourg. L'ennemi, en s'avançant sur notre gauche, nous donnait autant d'avance par notre droite,

qui marchait toujours, que lui-même en prenait du côté opposé. L'armée russe, indépendamment de sa masse principale, qui partait de Kœnigsberg, avait un corps de vingt-deux mille hommes en observation sur le Bug, et menaçant Varsovie.

Les choses en étaient là lorsque l'empereur quitta cette ville en même temps que les troupes. Il s'arrêta à Pultusk, où le maréchal Lannes était resté malade, ayant été obligé de quitter le commandement du cinquième corps, qui avait passé par cette ville pour aller s'opposer à ce corps russe, qui était sur le Haut-Bug. Il alla voir ce maréchal, et le trouva en si mauvais état, qu'il le fit transporter à Varsovie.

L'empereur passa ce jour-là à dix lieues plus loin que Pultusk; le soir, étant couché, il me fit appeler et me demanda si je me sentais en état d'aller commander le cinquième corps en place du maréchal Lannes. J'acceptai; et, pendant que le prince de Neufchâtel écrivait les ordres dont j'avais besoin, l'empereur me donna ses instructions: elles étaient d'observer le corps russe de si près, qu'il ne pût ni faire un mouvement sur lui pendant qu'il allait attaquer la grande armée russe, ni surtout marcher à Varsovie, que je devais couvrir à tout prix; et enfin, si ce corps russe n'était pas tellement fort que je pusse le culbuter, de le faire, mais à coup sûr; me recommandant de ne pas me laisser séduire par un espoir de succès.

Je quittai l'empereur, et passai chez le major-général, qui me remit une lettre de commandement, avec les instructions qui devaient me diriger. Les deux pièces étaient ainsi conçues:

Au Général Savary.

Praznitz, le 21 janvier.

« Je vous préviens, général, que la santé de M. le maréchal Lannes ne lui permettant pas de commander son corps d'armée, S. M. vous donne une marque éclatante de la confiance qu'elle porte à vos talens militaires, en vous nommant commandant en chef du 5ème corps.

« Vous partirez sur-le-champ pour vous rendre au quartier-général, à Brock, où le plus ancien général de division de ce corps d'armée vous fera recevoir. Vous ferez mettre votre nomination à l'ordre du corps d'armée ; vous jouirez des honneurs, appointemens et traitemens attachés au grade de général en chef.

Ordres et Instructions pour le Général Savary.

« Le 5ème corps de la grande armée, que vous commandez, général, occupe en ce moment Brock ; le corps russe commandé par le général Essen occupe Nur. Si les forces de ce général ne sont pas trop considérables, vous devez l'attaquer, et le culbuter dans sa position de Nur ; mais, pour peu que les renseignemens que l'on aurait portassent à penser que le corps du général Essen, au lieu de s'être affaibli, se serait augmenté, vous vous bornerez à occuper Brock et Ostrolenka avec votre cavalerie.

« Vous consulterez le général Gazan et le général Campana, qui, étant depuis long-temps en présence de l'ennemi, connaissent ses mouvemens.

« Que l'on reste en observation, qu'on attaque l'ennemi, ou qu'on n'ait point de succès, le principal but du corps d'armée que vous commandez est de couvrir la rive droite de la Narew, depuis la rivière de l'Omulew (c'est-à-dire la petite rivière qui se jette près d'Ostrolenka) jusqu'à Siérock ;

de garder la position de Siérock et la rive droite du Bug, depuis Siérock jusqu'à la partie autrichienne.

" Il serait très utile, général, de faire construire un petit pont au confluent de la Narew dans le Bug, c'est-à-dire au-dessus du confluent. C'est un travail peu considérable, et ce pont sur le Bug rendrait beaucoup plus faciles les subsistances à tirer de Varsovie.

" Vous ordonnerez que l'on travaille avec activité à la tête de pont de Pultusk ; car, en cas d'événement, la plus grande partie de votre corps d'armée devrait se retirer sur Pultusk ou sur Ostrolenka ; un régiment et quelques pièces d'artillerie se retireraient aussi sur le Bug pour garder la rive gauche de cette rivière. Vous sentez bien que ce que je vous dis là est hypothétique, mais vous prouve la nécessité de travailler à la tête du pont.

" Envoyez dans la Gallicie pour savoir si les nouvelles que l'on donne, et qui font connaître que le général Essen se retire, sont vraies.

" Je dois vous faire observer qu'il faudra mettre quelque infanterie à Ostrolenka avec quelques pièces de canon, sans quoi votre cavalerie serait trop inquiétée. Jamais cette infanterie ne peut être compromise, puisqu'en passant le pont elle se trouve couverte."

Je me mis aussitôt en route, et allai prendre le commandement de ce 5ème corps, à Brock, en avant de Pultusk, au-delà de la Narew.

Je n'y fus pas très bien reçu, parce que tous les généraux de division qui y étaient employés étaient mes aînés en grade ; il fallut donc, par de bons procédés, leur rendre supportable ce qui leur paraissait une injustice. Ce corps était composé de deux divisions d'infanterie, une aux ordres du général Suchet, l'autre commandée par le général Gazan ; de trois régimens de cavalerie légère et d'une di-

vision de dragons, aux ordres du général Becker : il devait être appuyé par le corps des grenadiers réunis, commandés par le général Oudinot, qui en achevait la formation à Varsovie, et avait reçu ordre de venir se placer à Pultusk.

J'avais pris le commandement du 5ème corps le 2 février ; le 5, je reçus ordre de quitter ma position de Brock, et de venir me placer à Ostrolenka pour me mettre en communication avec l'empereur, qui avait rencontré l'avant-garde ennemie à Hoff, et se disposait à lui livrer bataille. Les troupes étaient bien souffrantes ; elles étaient sans cesse à la maraude pour trouver quelques pommes de terre. Je fis, par cette raison, mon mouvement sur Ostrolenka par Pultusk, en remontant la Narew, au lieu de le faire par un mouvement de flanc gauche, qui m'aurait fait perdre un nombre considérable d'hommes isolés et de maraudeurs.

Je vis bientôt que j'avais mal fait ; la faute tenait à ce que je connaissais mal la topographie du pays. Si mon commandement avait daté de quelques jours de plus, je n'aurais pas exposé la division Becker à une défaite dont l'habileté de son général la préserva. Néanmoins je ne me laissai pas décourager ; je bouillonnais d'impatience d'en venir aux mains à la première occasion que la fortune m'offrirait. Heureusement pour moi, l'empereur était occupé d'autres choses ; il ne vit que le résultat de mon mouvement, qui, en définitive, s'était fait sans accident, sans quoi j'aurais eu la tête lavée de main de maître, pour m'y être pris comme je l'avais fait.

En approchant de l'armée ennemie, l'empereur resserrait les corps de la sienne ; il leur avait envoyé à chacun, par un officier différent, l'ordre d'être rendus à Preuss-Eylau dans la journée du 8, *de manière à pouvoir livrer bataille le* 9 ; il avait ajouté cette phrase afin que chacun amenât tout ce dont il prévoyait avoir besoin.

Le malheur voulut que celui de ces officiers qui allait au

corps du maréchal Bernadotte fût un jeune homme sans expérience, qui, sans prendre aucun renseignement en chemin, se dirigea sur le lieu qu'on lui avait indiqué ; il alla, de cette manière, se faire prendre par les cosaques, sans avoir détruit sa dépêche, qui fut portée au général en chef de l'armée russe. Ce petit accident, qui n'aurait eu que peu d'importance dans toute autre circonstance, eut, comme on le verra, des conséquences désastreuses dans celle-ci. En voyant le contenu de l'ordre, le général Benningsen abandonna ses projets, et ne songea qu'à réunir son armée; elle était déjà rassemblée. Il prit immédiatement le chemin de Kœnigsberg, et se trouva, le 7 février, en mesure d'attaquer l'armée française, qui ne devait être réunie que dans la journée du 8, de manière à pouvoir opérer le 9.

L'empereur arriva la veille à Eylau avec le 7ème corps, commandé par le maréchal Augereau, la garde et le corps du maréchal Davout, à peu de distance. Il fut en effet attaqué par toute l'armée russe le 8, à sept heures du matin, par une neige très épaisse. Le 7ème corps, serré en colonne, fit une résistance extrêmement vigoureuse; mais la supériorité du feu des ennemis parvint à éteindre le sien en décomposant les régimens qui formaient ce corps. Le maréchal Davout arriva, et donna vivement. Les ennemis marchaient toujours ; déjà ils étaient près de Preuss-Eylau, lorsque l'empereur fit donner la garde, dont l'artillerie l'arrêta. Le combat de canon s'engagea, et devint terrible. Le maréchal Soult et le maréchal Ney arrivèrent sur ces entrefaites. L'action continua ; des charges de cavalerie, conformément aux instructions qu'ils avaient reçues, souvent répétées, empêchaient les progrès des Russes, mais ne mettaient pas l'empereur en état d'entreprendre quelque chose de décisif; on attendait le maréchal Bernadotte, qui avait quatre divisions d'infanterie et deux de cavalerie. On ignorait l'aventure arrivée à l'officier qui lui avait porté des ordres ; on était impatient ; on

en envoyait à sa rencontre dans toutes les directions : ce fut en vain. On fut obligé de gagner la nuit comme l'on put, et on s'estima heureux d'avoir pu coucher sur le champ de bataille après tout ce que l'on avait perdu.

Ce combat d'Eylau n'avait été donné par les Russes que pour faire respecter leur retraite, qu'ils effectuèrent ensuite sur Kœnigsberg, sans coup férir. On les suivit, pour l'honneur des armes, avec de la cavalerie ; mais, pendant ce temps, on évacuait de Preuss-Eylau les blessés avec tout le matériel inutile.

On accusa le général Bernadotte de n'être pas arrivé sur le champ de bataille, encore bien que l'ordre ne lui fût pas parvenu. Ceci paraît singulier ; mais le fait est qu'il était en communication avec la division de cuirassiers du général d'Hautpoult, lorsque celui-ci reçut l'ordre de se réunir à l'empereur pour livrer bataille. Il a même dit qu'il avait averti Bernadotte de son départ, et de ce qu'on allait faire. Quoi qu'il en soit d'Hautpoult arriva, fut tué, en sorte qu'on ne put donner suite à cette affaire. D'ailleurs comment Bernadotte n'avait-il pas marché d'après la communication que lui avait faite le général d'Hautpoult ? Il avait trop d'expérience de la guerre et de ses événemens pour ne pas voir que, s'il n'avait pas reçu d'ordre direct, c'est que quelque méprise ou quelque accident avait empêché qu'il ne lui parvînt. Il attendit ; enfin, il marcha lui-même avec son corps, autant pour s'informer de ce qui se passait que pour mettre sa responsabilité à couvert ; mais il était trop tard. Arrivé près d'Osterode, il apprit le mouvement rétrograde de l'armée, qui venait se placer derrière la Passarge. L'empereur eut l'air d'attribuer à la prise de l'officier une négligence sur laquelle son opinion était arrêtée, il se souvint d'Iéna ; mais le mal était fait, il ne lui en parla qu'en termes de douceur.

Après cette mauvaise journée d'Eylau, nous nous trouvâmes heureux de passer le reste de l'hiver derrière la Pas-

sarge, tandis que, sans la prise de l'officier porteur de la dépêche de l'empereur au maréchal Bernadotte, l'armée russe aurait continué son mouvement offensif sur la Basse-Vistule, et l'empereur l'eût forcée de combattre acculée, ou au Frisch-Haff, ou à la Vistule. Que l'on juge maintenant de la différence qu'il y aurait eu dans les résultats : l'armée russe ne pouvait pas manquer d'être détruite, la paix se serait faite sur-le-champ ; au lieu de cela, le succès de nos armes devint douteux, et la fierté empêcha réciproquement de se rien proposer.

La position militaire de l'empereur était moins bonne qu'en partant de Varsovie, tandis qu'elle aurait dû être infiniment meilleure ; elle eut des inconvéniens de toute espèce, dont un autre que lui ne se serait jamais tiré. Avant d'en tracer le tableau, je vais achever de parler de la bataille d'Eylau, que les Russes prétendent avoir gagnée, et que nous voulons n'avoir pas perdue.

Bernadotte ayant déclaré qu'il n'avait pas reçu l'ordre de marcher, et Berthier soutenant le lui avoir envoyé, on alla aux recherches sur le registre des expéditions, et l'on trouva que l'officier qui avait été porteur de cet ordre était un jeune élève de l'école de Fontainebleau, qui rejoignait un régiment du corps du maréchal Bernadotte ; on avait mal à propos profité de son départ pour la transmission d'un ordre aussi important. L'empereur en leva les épaules de pitié, et ne dit pas un mot de reproche à Berthier. Bernadotte fut en partie justifié, quoiqu'il n'eût fait aucun cas de l'avis que lui avait donné d'Hautpoult en quittant sa position pour rejoindre la grande armée.

Si l'on appelle gagner une bataille, rester maître du champ de bataille et suivre la retraite de son ennemi, il n'y a pas de doute que nous n'ayons gagné celle d'Eylau ; elle l'eût été bien mieux, et d'une manière incontestable, si l'armée russe, au lieu de se retirer sur Kœnigsberg, eût encore suivi

son premier plan de se porter sur la Vistule, et eût été forcée de l'abandonner par suite de la bataille. Au lieu de cela, elle a suivi tranquillement son plan de retraite, elle ne peut donc avoir perdu la bataille ; il est bien vrai qu'elle n'a tiré aucun avantage de sa supériorité, et que, si elle avait été commandée par un homme comme l'empereur, c'en était fait de l'armée française ; cela est d'autant plus extraordinaire de la part du général russe, qu'il connaissait le plan d'opérations de l'empereur, et qu'il n'a attaqué que parce qu'il était convaincu qu'il surprendrait l'armée française dans son mouvement de réunion, et que, de plus, il était assuré que Bernadotte, avec quatre divisions d'infanterie et deux de cavalerie, ne s'y trouverait pas. Ces considérations obscurcissent le succès des Russes, surtout si l'on remarque que leur armée, dont le but avait été de nous jeter derrière la Vistule, fut obligée d'aller passer le reste de l'hiver derrière Kœnigsberg, et de laisser l'armée française se replacer dans la position qu'elle occupait auparavant derrière la Passarge ; elle couvrait ainsi le blocus de Dantzick, dont le siége fut commencé au mois de mars, et mené jusqu'à la fin sans que les Russes entreprissent de le faire lever (cette place ne capitula que le 12 de mai). En cela, au moins, l'armée russe a manqué le but pour lequel elle s'était mise en mouvement.

D'un autre côté, si l'on appelle perdre la bataille, la perte considérable qu'a éprouvée l'armée française, dont les corps combattaient l'un après l'autre, à mesure qu'ils arrivaient sur le champ de bataille, contre toute l'armée russe, on peut dire, sous ce point de vue, que les Français ont perdu la bataille ; ca cette perte fut telle qu'il devenait impossible à notre armée de rien entreprendre d'offensif le lendemain, et qu'elle aurait été complètement battue, si les Russes, au lieu de se retirer, l'eussent attaquée de nouveau, parce que Bernadotte ne pouvait arriver que le surlendemain.

Si l'on prétendait que, parce que le plan qu'avait l'empereur d'acculer l'armée ennemie au Frisch-Haff, ou à la Vistule, pour la combattre avec tous ses moyens réunis, a totalement manqué, il a perdu la bataille, ce serait une erreur : ce plan ne manqua pas par suite de la bataille, mais bien parce que, d'une part, les Russes se retirèrent, et que, de l'autre, le corps de Bernadotte n'avait pas rejoint.

L'empereur aurait eu toute son armée réunie, que si l'armée russe, ayant été informée de son projet, eût pris le parti de la retraite avant que notre droite l'eût débordée, au lieu de poursuivre son premier mouvement sur la Vistule, le plan de l'empereur aurait encore échoué, et à plus forte raison avec toutes les circonstances qui survinrent. Le fait est que les deux armées ont manqué chacune leur but; qu'elles se sont trouvées après la bataille dans la même position qu'avant de s'ébranler, et que leurs pertes ont été réciproquement sans résultats; mais cet événement donna au moral et à l'opinion une secousse qui ne fut point favorable à l'empereur, et sans son extrême habileté, il eût eu des conséquences bien fâcheuses, que j'expliquerai plus loin. Je vais auparavant terminer le récit des événemens militaires qui firent suite à ceux d'Eylau.

L'empereur m'écrivit ce qui venait d'arriver en me mandant que, si je ne pouvais rien entreprendre sur les ennemis, je vinsse me mettre en communication avec la grande armée, dans la position qu'elle prenait derrière la Passarge. La dépêche ne m'en disait pas autant que l'officier qui en était porteur m'en racontait.

Après avoir réfléchi à ma situation, je me décidai à sortir de ma position et à marcher aux ennemis : je fis porter ma cavalerie légère en avant, et la fortune lui fit prendre un officier russe en dépêche, qui était expédié en retour par le général en chef du corps d'observation sur le Haut-

Bug*, au général en chef Benningsen, commandant la grande armée russe. Par le contenu des lettres dont il était porteur, je vis que le général Benningsen avait fait sonner haut son succès d'Eylau; qu'il n'avait pas parlé de sa retraite, et avait donné ordre aux généraux Essen et Muller, commandant le corps du Haut-Bug, de marcher franchement sur moi et de m'attaquer; cet officier m'apprit qu'il avait laissé ces deux généraux faisant leurs préparatifs pour exécuter cet ordre.

J'étais à Sniadow, en avant d'Ostrolenka, lorsque cette circonstance m'arriva, et j'y fus informé qu'un corps russe de quatre à cinq mille hommes avait été envoyé pour me tourner par ma gauche, et avait déjà passé la Narew, qui était gelée partout, à Tikolshin. Je ne crus pas prudent de sortir de ma position d'Ostrolenka, d'autant plus que j'avais encore un ou deux jours à marcher avant de joindre les Russes, et que, pendant ce temps, ce corps de quatre à cinq mille hommes pouvait être arrivé par la rive droite de la Narew et m'y faire beaucoup de mal; d'ailleurs, les Russes venaient eux-mêmes m'attaquer, il était inutile que je leur diminuasse le trajet en perdant de mes avantages. Je revins donc le lendemain reprendre ma première position, et portai un corps de troupes sur la rive droite de la Narew à la rencontre de celui que les Russes y avaient envoyé.

Je ne tardai pas à être resserré par l'armée russe; le 15 février, je l'étais à un point extrême, et je devais m'attendre à un événement; j'adoptai pour dispositions de garder Ostrolenka en défensive, et de prendre vivement l'offensive sur le corps qui venait par la rive droite. Pour cela, je fis repasser mes troupes sur la rive droite derrière Ostrolenka, ne laissant que trois brigades d'infanterie placées hors de l'in-

* Le *Bug* sépare le pays de la rive gauche de la Narew d'avec la Gallicie.

sulte du canon, dans les dunes de sable qui entourent cette ville; je plaçai mon artillerie de manière à flanquer, de la rive droite, les ailes des brigades d'infanterie dont je viens de parler; ma cavalerie me fut inutile, et je la laissai en repos.

Je fis attaquer, le 16, de grand matin, le corps russe qui descendait la rive droite de la Narew; il fut mené vivement par le général Gazan, qui le rencontra en marche pour venir l'attaquer lui-même; il le refoula sur une chaussée étroite entre deux bois, sans qu'il pût jamais s'arrêter pour se déployer; et comme le général Gazan avait eu la précaution de le faire prolonger par des colonnes d'infanterie qui passaient des deux côtés de la route dans les deux bois, il le mena battant plus de deux lieues, le fusillant à mi-portée de mousqueterie. Cette attaque eut un succès si prompt, qu'il surpassa mon espérance.

J'entendais une bien vive canonnade à Ostrolenka; j'y envoyai le général Reille, qui était chef d'état-major du corps d'armée; il y arriva bien à propos pour me suppléer: les Russes débouchaient par les trois routes qui arrivent à cette petite ville; ils la canonnaient avec à peu près cinquante bouches à feu, et les officiers qui commandaient les troupes demandaient des ordres. Je voyais bien que l'on n'était pas très disposé à faire quelque chose pour ma propre gloire; mais je ne fus pas dupe, et j'étais déterminé à me faire obéir.

J'envoyai ordre au général Reille de tenir Ostrolenka jusqu'à mon arrivée, ajoutant que je partais pour m'y rendre; je laissai Gazan poursuivre son succès, en le prévenant de ne pas aller trop loin, parce que je ne pouvais pas le faire échelonner, ayant besoin de mes troupes à Ostrolenka où je courais. J'y arrivai comme le général Reille venait de soutenir le choc de l'attaque des trois colonnes russes, qui vinrent, sans tirer un coup de fusil, sous la protection du feu de leur artillerie, pour forcer la ville.

Le général Reille les attendit bravement jusqu'à portée de

pistolet; alors, comme ils ne pouvaient plus être protégés par leurs canons, il fit habilement débusquer ses troupes et les accueillit par toute la mitraille et la mousqueterie qu'il avait de prêtes à leur envoyer : il les arrêta sur place, et son feu continuant avec la même vivacité, il les fit rebrousser chemin.

Les deux colonnes qui venaient par les deux ailes pour forcer la ville par le bord de la Narew, furent repoussées par le canon de la rive droite. Le premier moment de fureur des Russes une fois passé, je fis à la hâte repasser toute l'infanterie et la cavalerie sur la rive gauche; je me déployai en avant de la ville, et après m'être formé, et couvert de mon artillerie, je marchai droit aux ennemis et les menai battant jusqu'à la nuit; je leur tuai beaucoup de monde, surtout à l'attaque du général Gazan; je leur pris sept pièces de canon et trois drapeaux. Ils me laissèrent environ mille blessés sur le terrain, mais je ne fis pas un grand nombre de prisonniers, parce que je ne pus pas les poursuivre, le général Oudinot ayant reçu l'ordre de partir avec son corps pour rejoindre l'empereur.

Je perdis dans cette action le général Campana, qui fut tué; le général Boussard fut grièvement blessé, ainsi que presque tous les colonels des régimens que j'avais engagés.

Je fus satisfait, parce que le but de l'empereur était bien rempli: les Russes s'en allèrent reprendre la position qu'ils avaient quittée pour venir m'attaquer. La tranquillité de Varsovie fut assurée et la communication avec l'empereur couverte. L'empereur lui-même fut satisfait, il me fit l'honneur de me l'écrire et de m'envoyer le grand cordon de la Légion d'Honneur avec le brevet d'une pension viagère de 20,000 francs: il y avait un certain nombre de ces pensions sur la Légion-d'Honneur; le général d'Hautpoult, qui venait de mourir, en avait laissé une vacante. Mais comme chaque chose doit porter son correctif avec soi, Berthier m'adressa une

longue dépêche* qu'il sema de conseils, d'assertions propres à tempérer la satisfaction, que le succès et les félicitations de

* *Au Général Savary.*

Liebstadt, le 21 février.

" Vous recevrez demain, général, les avancemens que vous avez demandés à l'empereur pour votre corps d'armée. Je reçois votre lettre du 17, trois heures après-midi, que, par erreur, on avait datée du 28. Je vous dirai de confiance, mon cher Savary, que l'empereur trouve vos dépêches obscures, parce qu'il n'y a pas de division. Il faut d'abord raconter les faits, présenter la position respective des deux armées, au moment où vous écrivez : vous pouvez alors expliquer quelle est votre position, mais en raisonnant il faut avoir soin de distinguer les différentes hypothèses. Songez que la lettre à laquelle vous répondez est déjà loin de la mémoire de l'empereur, et qu'en discutant ces lettres, il faut poser les questions. Vous sentez que ce que je vous dis tient à mon ancienne amitié pour vous et à ma vieille expérience.

" L'empereur est fâché que le général Oudinot vous ait quitté, parce qu'ayant trouvé l'ennemi, il aurait fallu faire une demi-marche sur lui. Il serait fâcheux pour vous qu'instruit du départ du général Oudinot, il se reportât en avant pour se rapprocher de vous, et fît en quelque sorte disparaître le fruit de votre victoire. Puisque vous avez envoyé le général Suchet à Willenberg, et que les communications étaient libres, vous deviez sentir que le départ du général Oudinot n'était plus d'une pressante utilité.

" La saison, la leçon qu'a reçue le général Essen, le détermineront vraisemblablement à se tenir tranquille : mais soyez bien persuadé qu'il n'a que vingt mille hommes.

" Si vous pouvez vivre à Ostrolenka, l'intention de l'empereur est que vous y réunissiez votre corps d'armée, d'abord parce qu'il faut évacuer tous vos blessés. Faites quelques détachemens de cavalerie et quelques détachemens d'infanterie pour soutenir les hommes à cheval, et qu'ils ne puissent être compromis. Ces détachemens appuieront et soutiendront les lignes de l'Omulew et même celle de la Wkra.

" Si vous ne pouvez pas vivre à Ostrolenka, l'intention de Sa Majesté est que vous portiez votre quartier-général à Pultusk, occupant toujours Ostrolenka par un corps composé d'infanterie, de cavalerie et d'artillerie. Vous garderez la ligne de l'Omulew par des piquets d'infanterie et de cavalerie détachés du corps d'observation d'Ostrolenka.

" Au premier mouvement offensif que l'ennemi ferait sur Ostrolenka, le corps d'observation se jetterait sur la rive droite de la Narew et derrière l'Omulew, et s'il était forcé dans cette position, il se retirerait derrière la petite

l'empereur m'avaient causée. Ces conseils, sa longue expérience l'autorisait sans doute à les donner, et je les reçus avec

rivière d'Orezyc. Dans cette circonstance, vous manœuvreriez de manière à soutenir vos postes de l'Orezyc, puisque vos postes sur cette rivière couvriraient la communication de l'armée; mais enfin, si les forces de l'ennemi étaient considérables, et que vous crussiez devoir avec avantage le combattre à Pultusk, vous repasseriez la Narew en gardant en force Siérock, dont les fortifications doivent déjà avoir acquis un caractère de force imposant.

" Telle est votre instruction générale : vos opérations ne doivent jamais être liées à celles de la grande armée ; votre rôle est de défendre Varsovie en défendant, autant que possible, Siérock et la Narew, et si vous étiez forcé dans ces positions, vous défendriez Praga et la Vistule. Vous sentez assez, général, que ceci n'est que dans le cas où l'ennemi tenterait une grande opération sur vous, ce qui n'est pas probable, car la position qu'une partie de la grande armée occupe à Osterode et à Guttstadt lui en imposerait trop.

" Si l'ennemi, de son côté, se tient en observation, vous devez, comme je vous l'ai dit, agir de manière à le tenir éloigné de nos communications, et garder par un corps d'observation de cavalerie, d'infanterie et d'artillerie, Ostrolenka et l'Omulew. Un seul régiment que le maréchal Davout a laissé avec le général Grandeau à Mysziniec, en a tellement imposé à l'ennemi, qu'il a maintenu les communications pendant quinze jours, et cependant ce régiment se trouvait éloigné de vingt lieues, et n'avait aucune ligne pour le couvrir.

" L'empereur, général, désire que vous cantonniez vos troupes, afin qu'elles se reposent des fatigues qu'elles ont éprouvées. Vous pouvez même les étendre jusqu'à Praznitz, où il y a une manutention ; il y en a aussi à Makow. La petite ville de Pultusk, Nasielzk et tous les pays environnans sont à votre disposition. Vous pouvez donc en tirer ce qui est nécessaire pour bien faire vivre votre armée, etc.

" Une division de dix mille Bavarois est en marche pour se rendre de la Silésie à Varsovie ; elle sera réunie à votre corps d'armée et concourra au même but. L'empereur regarderait comme une chose nécessaire que vous puissiez occuper Wiskowo. La légion polonaise qui se réunit à Varsovie pourrait être chargée d'occuper ce point.

" Vous voyez, général, par le système d'opérations qui vous est prescrit, que vous ne devez avoir aucun embarras d'équipages, bagages, etc., même à Pultusk. Il suffit que vous y ayez seulement en magasin des farines, du pain et de l'eau-de-vie pour votre corps d'armée pendant quinze jours. Occupez-vous essentiellement de l'administration, afin que votre armée soit bien nourrie ; faites reposer la division de dragons du général Becker ; enfin ayez de bons espions ; tendez quelques embuscades, et ordonnez quelques surprises,

reconnaissance; mais sa constance à reproduire une évaluation dont je lui avais fait connaître l'inexactitude m'étonna. Je le lui témoignai, il persista; de mon côté, je restai bien convaincu que j'avais devant moi les forces que j'aurais à combattre.

CHAPITRE IV.

L'empereur à Osterode.—Etat de l'opinion.—Fouché.—Agitation du cabinet de Madrid —Mesures diverses de l'empereur.—Le divan arme contre les Russes. —Mission du général Gardanne.

Je me mis en mesure d'exécuter les ordres que m'avait transmis le major-général; je me portai à Pultusk et me mis en communication avec Osterode, où l'empereur s'était établi. J'étais à peine arrivé dans la première de ces deux places,

afin de faire quelques prisonniers; par là vous obtiendrez des nouvelles. Ecrivez-moi tous les jours, et envoyez-moi l'état de vos cantonnemens.

" Je crois devoir vous observer, général, qu'en vous disant que vos opérations n'ont rien de commun avec la grande armée, cela n'a rapport qu'aux grandes opérations militaires; car vous devez toujours avoir l'œil et porter un grand soin pour couvrir les communications de Varsovie à Osterode, et, par conséquent, vous devez correspondre avec le général Davout, qui aura des postes à Neidenburg. Vous voyez que cette instruction se divise en deux: en grande opération de guerre, en cas que l'ennemi prenne l'offensive, et en opération ordinaire pour rester en observation, et couvrir les communications de Varsovie.

" Dans la première supposition, vous agissez seul;

" Dans la seconde, il faut que vous ayez soin de couvrir les communications de Varsovie.

" Vous trouverez ci-jointe la route de l'armée, qui se trouve défendue par l'Omulew et la Wkra."

qu'il envoya le maréchal Masséna pour prendre le commandement du cinquième corps, m'enjoignant de le rejoindre le plus tôt possible.

Je le fis en passant par Varsovie, où M. de Talleyrand était encore avec le corps diplomatique, que l'on s'applaudissait beaucoup de n'avoir pas laissé à Paris dans une semblable circonstance; les contes qui se débitaient auraient gâté l'opinion et le jugement de tous ses membres.

M. de Talleyrand servait l'empereur on ne pouvait pas mieux; il avait à ménager l'Autriche, à laquelle l'événement d'Eylau donnait la tentation d'en venir aux mains, d'autant plus qu'il venait d'y avoir à Vienne des altercations entre notre ambassadeur et quelques personnages importans, et que ces différends se seraient volontiers mis sur le compte de la politique pour justifier une aigreur que l'on voulait exciter, afin de la faire suivre d'une rupture. Heureusement, notre ambassadeur tint ferme et fut prudent, et, par cette conduite, il aida M. de Talleyrand à maintenir l'harmonie. D'un autre côté, il avait à donner de la confiance à la régence polonaise, qui était fort effrayée, précisément au moment où l'empereur lui demandait des efforts en tous genres.

L'administration de l'armée avait été transférée à Thorn; je trouvai l'empereur à Osterode, à peu de choses près comme au bivouac, travaillant, mangeant, donnant audience et couchant dans la même chambre: il résistait à tout ce qui l'entourait, ainsi qu'au grand-duc de Berg et au maréchal Berthier, qui le sollicitaient de repasser la Vistule; lui seul tenait tête. Il venait de recevoir de Paris la nouvelle de l'arrivée du bulletin de la bataille d'Eylau dans cette capitale; les esprits en étaient retournés: ce n'étaient que lamentations partout; les fonds publics avaient éprouvé une baisse notable. Il comprit bien qu'il arriverait pis encore, si, à la suite de cela, il repassait la Vistule: sa position morale était

horrible il luttait contre tous; il tint tête à l'orage, eut du courage pour tout le monde, et son inflexible opiniâtreté fit rentrer la raison dans les têtes d'où elle était sortie.

Il écrivit d'une manière sévère au ministre de la police sur la baisse des fonds, lui faisant observer qu'il ne pouvait qu'y avoir inertie de sa part, puisqu'il n'y avait pas lieu à un pareil discrédit, ou bien qu'il avait laissé le champ libre à la malveillance, habile à saisir tout ce qui peut nuire à l'autorité souveraine.

Le ministre, effrayé par la seule pensée de voir, pour la seconde fois de la campagne, l'empereur de mauvaise humeur contre lui, se procura une lettre du général Defrance à son beau-père, dans laquelle il lui racontait l'événement d'Eylau, ajoutant qu'il allait, avec sa brigade de carabiniers, reprendre les cantonnemens qu'il avait auparavant derrière la Vistule. Il envoya cette lettre à l'empereur, comme la cause du mouvement des fonds publics, parce que, disait-il, le beau-père du général Defrance l'avait fait circuler.

L'empereur gronda le général Defrance; mais le ministre avait fait un lourd mensonge: il aurait mieux fait de dire que cette baisse provenait de la frayeur dont tout le monde était atteint, chaque fois que l'on voyait les destinées de la France et de chaque famille soumises à un coup de canon. Mais il ne l'osait pas, et l'empereur, tout en grondant le général Defrance, ne fut pas dupe du verbiage de son ministre; il s'occupa moins de tout ce qui se passait à Paris que de ce qu'il avait à faire à l'armée.

Il faisait réunir les élémens du corps du maréchal Lefebvre, qui devait commencer le siége de Dantzick. Les pertes d'Eylau l'avaient obligé de supprimer le 7ème corps, dont les régimens étaient réduits à un bataillon; le maréchal Augereau, qui l'avait commandé, ayant été blessé d'un coup de feu, partit pour la France; une partie de ses troupes forma le noyau du corps assiégeant.

Depuis que l'empereur avait fait la paix avec la Saxe, il avait demandé au souverain de ce pays de porter son armée à Posen ; elle y était arrivée, et il la fit venir devant Dantzick au corps de siége. Il y ajouta des troupes de Baden et de quelques principautés d'Allemagne, de même que quelques corps francs qu'il avait fait former des déserteurs ; enfin il eut à la fin de mars une armée de siége respectable, quoique composée de troupes de toutes les nations.

C'était lui seul qui soignait les détails infinis que cela entraînait ; en même temps, il avait son armée mobile à renforcer.

Après la bataille d'Iéna et l'occupation de la Prusse, il avait offert la paix au roi de Prusse ; après celle d'Eylau il aurait eu l'air de la demander : d'ailleurs, le roi de Prusse s'était mis dans la dépendance de l'empereur de Russie, dont les troupes étaient sa sauvegarde ; il n'aurait rien pu faire sans le lui communiquer, et l'empereur de Russie n'était pas à l'armée, il était à Saint-Pétersbourg ; une négociation aurait donc été impossible à nouer. Cependant on essaya de parlementer ; on saisit des prétextes frivoles, mais on ne trouva que hauteur et fierté, quelquefois même de l'arrogance.

Tout en ne négligeant pas les moyens d'amener un rapprochement, on suivait vivement ceux de se rendre respectable.

On appela le corps du maréchal Mortier, qui était en Poméranie ; il prit le n° 7 ; on le grossit de quelques troupes saxonnes, et il remplit complètement le vide qu'avait fait la disparition du corps d'Augereau.

Le prince Jérôme avait assez avancé les opérations en Silésie pour qu'on pût lui retirer quelque chose ; on lui prit deux divisions bavaroises : il jeta les hauts cris, mais on ne l'écouta pas.

On fit venir en poste, de France, tout ce qui était dans les dépôts des différens régimens ; on imprima décidément

un grand mouvement à la Pologne, et on ne craignit pas de se compromettre avec elle, ni de la compromettre vis-à-vis de qui que ce fût.

L'empereur envoya ordre à son ambassadeur à Constantinople de faire déclarer la guerre aux Russes par les Turcs ; c'étaient les travaux d'Hercule, cependant il fut obéi.

Il écrivit au roi d'Espagne pour réclamer l'exécution des conditions de l'alliance qu'il avait contractée avec lui, et lui demander de faire passer en France un corps de troupes dont il détermina la force, et de le mettre à sa disposition pour l'appeler sur l'Elbe au besoin, bien entendu qu'il passait dès-lors à la solde de la France. Enfin il peignit la situation de l'Europe au sénat, et demanda qu'on rappelât, par précaution, la conscription de 1807, ce qui fut fait.

Il fut partout servi à souhait, hormis de l'Espagne, qui fit des observations que je n'ai pas trop bien connues ; mais elle avait fait paraître, au mois d'octobre précédent, une proclamation au peuple espagnol, tendant à le porter aux armes. Comme le gouvernement n'avait donné à ce sujet aucune explication préalable, on ne put se défendre d'inquiétude, d'autant plus que l'empereur avait déjà été trompé deux fois, et que les souverains paraissaient avoir renoncé à toute espèce de loyauté vis-à-vis de lui, ne reconnaissant de juste que ce qui pouvait être exécuté.

Cependant nos liaisons avec l'Espagne étaient si étroites et si anciennes, que l'on se défendait encore, quoique mal, d'un mauvais soupçon. On avait déjà su que l'intrigue ennemie, qui poursuivait notre politique, de cabinet en cabinet, avait trouvé quelque accès près de celui de Madrid, où le prince de la Paix, qui y était soutenu en grande partie par la pensée qu'il nous était agréable, avait dû se relâcher et céder pour ne pas faire éclater l'orage qui le menaçait. Les intrigues des favoris, des confesseurs, des chevaliers, avaient quelque-

fois porté le trouble dans l'intérieur de la famille du roi, qui avait été obligé de parler en maître à ses enfans, et d'envoyer dans leurs terres ou au couvent les courtisans et les confesseurs.

A la distance où était l'empereur, on n'en voyait le mal qu'avec un verre à multiplians, en sorte que, quoiqu'ayant l'air rassuré, on resta impatient de savoir à quoi on devait attribuer ce changement subit de la part de l'Espagne ; elle en avait trop fait par sa proclamation pour le maintien de la sécurité, et pas assez pour faire la guerre, si tel avait été son projet.

L'empereur reçut bien toutes les excuses qu'on lui donna, d'autant qu'il était occupé ailleurs sérieusement ; il ne devait donc pas fournir à ses ennemis une circonstance favorable pour se rapprocher de l'Espagne, mais il n'en resta pas moins convaincu qu'il y avait quelque chose à revoir dans les affaires avec ce pays.

Il en insista d'autant plus sur l'entrée en France du contingent espagnol, et on le lui fournit ; il le fit venir dans les villes anséatiques pour relever les Hollandais, qui vinrent remplacer le corps de Mortier dans la Poméranie ; un autre corps espagnol passa en Italie.

Tous les ordres qu'il avait à donner pour le recrutement et le ravitaillement de l'armée étaient partis ; tout ce qu'il avait à communiquer à ses alliés l'était aussi, et enfin les coups de levier qui devaient ébranler de tous côtés la puissance de ses ennemis étaient donnés ; il avait envoyé jusqu'en Perse, pour porter cette puissance à prendre les armes. Ses ennemis personnels ont envenimé cette démarche, en lui donnant un motif d'ambition, dont le but aurait été de s'approcher de l'Inde : l'empereur n'a pas donné à son ambassadeur d'autres instructions que de suivre avec activité tout ce qui pouvait amener les Persans à établir une armée régulière, et à

les rendre assez menaçans pour obliger les Russes à diviser les forces qu'ils avaient contre lui.* Les Anglais eux-mêmes gagnaient à cela, et sont aujourd'hui les plus intéressés à reprendre l'ouvrage de l'empereur dans cette partie.

La Perse doit devenir pour l'Inde, ce que la Pologne et la Suède ont été pour l'Europe jusqu'à leur destruction.

* *Monsieur Decrès,*

" En lisant avec attention l'état de la marine du 1er avril, je vois avec satisfaction le bon état de mon escadre de Cadix. Je vois avec peine qu'à Toulon vous n'ayez pas encore fait armer *le Robuste* et *le Commerce de Paris.* Je voudrais savoir ces deux vaisseaux en rade, ce qui me ferait cinq vaisseaux avec *l'Annibal, le Génevois* et *le Borée.*

" Le grand-seigneur me demande à force d'envoyer cinq vaisseaux devant Constantinople, pour, avec son escadre, faire des incursions dans la mer Noire. Il a, lui, quinze vaisseaux armés : faites donc sans retard, je vous prie, mettre ces deux vaisseaux en rade ; faites aussi commencer *l'Ulm* et *le Danube ;* faites achever *le Donawerth* et *le Superbe* à Gênes. Si *le Donawerth* pouvait être fini, cela me donnerait six vaisseaux de mon escadre de Toulon, six de celle de Cadix, cela me ferait douze vaisseaux. Faites donc finir à Rochefort *le Tonnant,* afin que j'aie là bientôt sept vaisseaux ; faites finir à Lorient *l'Alcide,* afin qu'avec *le Vétéran* cela me fasse trois vaisseaux. Il faut que les sept vaisseaux que j'ai à Brest soient mis en état de faire toute espèce d'entreprises, même d'aller aux Indes. Je désire donc qu'au mois de septembre je puisse disposer et faire partir, dans vingt-quatre heures, pour les missions les plus éloignées, sept vaisseaux de Brest, trois de Lorient, sept de Rochefort : total de l'Océan, dix-sept vaisseaux ; six de Cadix, compris *l'Espagnol,* six de Toulon : total de la Méditerranée, douze. Total général, vingt-neuf vaisseaux. Le roi de Hollande aura également sept vaisseaux propres à toute expédition ; mais pour arriver à ce but, il n'y a pas un moment à perdre, puisque nous voilà déjà en mai. Vous n'avez donc plus que quatre ou cinq mois. Ces vingt-neuf vaisseaux ne me seront pas inutiles pour la guerre dans laquelle je suis engagé. Je vous prie de faire des recherches, et de me faire une note sur une expédition en Perse. Quatre mille hommes d'infanterie, dix mille fusils, et une cinquantaine de pièces de canon sont désirés par l'empereur de Perse. Quand pourraient-ils partir et où pourraient-ils débarquer ? Ils feraient un point d'appui, donneraient de la vigueur à quatre-vingt mille hommes de cavalerie qu'il a, et obligeraient les Russes à une diversion considérable. Je vous dirai, pour vous seul, que j'envoie en ambassade extraordinaire le général Gardanne, mon aide-de-camp ; des officiers

Si au lieu d'être resté dans un trou comme Osterode, où chacun était sous sa main et où il pouvait faire marcher tout le monde, l'empereur eût été se mettre dans une grande ville, il aurait employé trois mois pour faire ce qu'il obtint en moins d'un mois.

d'artillerie et du génie. Un ingénieur de la marine, qui ne serait pas très utile en France, qui verrait les ports, serait d'une grande utilité dans cette ambassade.

" J'ai vu avec plaisir le bon état de la petite division qui est à Bordeaux. Ces quatre frégates paraissent être bonnes à toute espèce de missions. La frégate qui est au port du Passage y restera-t-elle donc perpétuellement ? Quand les deux frégates qui sont au Havre iront-elles à Cherbourg ? Nous aurions là une division qui serait prête à tout ? La division qui est à Saint-Malo est-elle prête à tout ? Cela nous ferait dix frégates disponibles. Il y a deux ans nous avions fait partir plusieurs frégates une à une pour nos îles. Ce serait-il le cas cette année ? Vous pouvez, à ce que je vois, augmenter la division de Saint-Malo de *l'Avranches*. Je n'ai pas vu dans tous ces états de situation *la Thétis*, qui revient de la Martinique. Il faudrait bien cependant, si cela était possible, envoyer quelque chose à Saint-Domingue, et à la Martinique quelque brick ou bâtimens légers.

" Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte et digne garde.

" *Signé*, NAPOLÉON.

" Finkenstein, 22 avril 1807."

CHAPITRE V.

Siége de Dantzick.—Le général Kalkreuth.—L'ambassadeur du shah de Perse arrive à Finkenstein.—L'armée ennemie se remet en campagne.—Bernadotte et Soult.—Affaire de Heelsberg.—Murat s'entête à faire donner la cavalerie.—L'empereur envoie à son secours.—Je suis chargé de conduire les fusiliers de la garde à l'ennemi.—Belle conduite de cette jeunesse.

Aussitôt que le soleil eut reparu et séché la terre, l'empereur fit camper toute l'infanterie dans chaque corps d'armée; dès-lors il vint établir son quartier-général à Finkenstein, où il resta jusqu'au renouvellement des opérations qui terminèrent la campagne. C'est de là qu'il fit commencer sérieusement le siége de Dantzick; cette place n'était pas encore bloquée par la langue de terre qui sépare le Frisch-Haff de la mer, et le gouverneur, le général Manstein, avait été relevé par le maréchal Kalkreuth. Cette ville, d'un immense développement, exigea des remuemens de terre considérables, et le siége fut long, laborieux et savant; les détails seraient trop longs à rapporter ici.

On l'attaqua avec l'artillerie prussienne que l'on tira de Stettin, de Custrin et de Breslau; on fut obligé de faire la descente du fossé dans les règles, et de faire brèche. On en était là, nous étions pressés par la belle saison, qui devait probablement remettre les armées en campagne, lorsque la garnison demanda, vers la mi-mai, à sortir avec les honneurs de la guerre, pour aller rejoindre son armée.

Tout bien considéré, l'empereur imagina qu'en faisant traîner le siége plus long-temps, il s'exposait à voir la saison trop avancée pour espérer finir la campagne cette même année, au lieu qu'en réunissant à son armée le corps de siége, et en marchant de suite, il était vraisemblable qu'il

trouverait encore l'armée russe en cantonnement, où on la croyait hors d'état d'agir, puisqu'elle n'entreprenait rien pour faire lever le siége ; alors il y avait lieu d'espérer que le résultat serait décisif et amenerait la paix. Il ordonna donc qu'on accordât à M. de Kalkreuth les conditions qu'il demandait, et le maréchal Lefebvre, avec son corps d'armée, entra dans la place vers le 14 ou 15 de mai : cette ville fut d'une immense ressource pour nous ; on y établit l'administration de l'armée, et on se prépara à commencer les hostilités.

La Perse venait d'envoyer un ambassadeur à l'empereur ; il vint de Constantinople joindre notre quartier-général à Finkenstein. L'empereur le mena à Dantzick pour voir le spectacle d'une armée européenne ; ce grave Oriental ne concevait pas pourquoi, puisque nous étions ennemis, nous ne faisions pas couper la tête à tous les habitans : il était curieux de tout, la parade l'amusait beaucoup ; il demandait comment il pouvait se faire que tous les soldats marchassent ensemble, et il aimait particulièrement la musique militaire. Il demandait si l'empereur voudrait bien lui donner quelques-uns des musiciens, comme s'ils avaient été des esclaves.

L'empereur ne resta à Dantzick que le temps nécessaire pour voir la place, et visiter les travaux du siége ; il les approuva tous. Il donna audience de congé à l'ambassadeur de Perse, qui retourna chez lui, à Téhéran (en Perse), et l'on envoya comme notre ambassadeur en ce pays, le général Gardanne, gouverneur des pages. Il faisait cette campagne comme aide-de-camp de l'empereur, et lui témoigna le désir d'aller en Perse ; il emmena avec lui des officiers de toutes armes, et partit. La paix se fit pendant qu'il était encore à Constantinople.

Il y avait à peine sept à huit jours que l'empereur était rentré à Finkenstein, de retour de Dantzick, que le maréchal Ney fut attaqué le 5 juin à Guttstadt, où il avait son

quartier-général : comme il était très en avant de la ligne de l'armée, il fut tourné par sa gauche, perdit son parc de munitions, et eut beaucoup de difficultés à revenir se placer derrière la Passarge; il s'y maintint cependant jusqu'à ce que toute l'armée fût rassemblée.

Au moment où les hostilités recommencèrent, l'armée était postée ainsi : Bernadotte occupait la gauche derrière la Passarge, depuis le Frisch-Haff, ayant sa droite au point de Spanden, où il avait fait faire une bonne tête de pont ; il avait à sa droite le maréchal Soult, dont le quartier était à Mohrungen ; ses troupes étaient sur la Passarge, dont il avait fait couper le pont. L'empereur fut mécontent de la coupure de ce pont ; il nous disait : " Voyez, Bernadotte a " agi plus militairement, il a gardé son pont, et Soult, qui " aurait dû le garder plutôt que Bernadotte, l'a coupé ; par " là il s'est mis dans l'impossibilité d'aller secourir Ney, que " les Russes n'auraient pas attaqué peut-être, s'ils avaient " su que Soult avait conservé un pont sur la Passarge, parce " que le corps qui a tourné Ney se serait exposé à une des- " truction totale."

A la droite de Soult était le maréchal Ney, et à la droite de ce dernier Davout. Le reste était en deuxième ligne.

Après l'affaire de Guttstadt, les Russes vinrent pour forcer aussi le maréchal Bernadotte dans sa tête de pont de Spanden ; ils y furent repoussés, et le maréchal blessé à la tête par une balle qui lui entra derrière l'oreille. Il fut obligé de quitter l'armée, et fut relevé par le général Victor, qui venait d'être échangé contre le général Blucher, pris à Lubeck, comme on peut se le rappeler.

Les Russes firent la faute de ne pas se retirer de suite et de nous donner le temps d'arriver.

Le maréchal Soult, qui était à la gauche du maréchal Ney, vint sur Guttstadt; la droite, où était le corps du maréchal Davout, se porta également d'Osterode sur Guttstadt.

4*

Le général Victor et le maréchal Mortier, qui étaient à la gauche et au centre, marchèrent devant eux, en passant la Passarge à Spanden.

Les grenadiers réunis, la garde, ainsi que des troupes nouvellement arrivées de France en poste, marchèrent aussi des environs de Finkenstein sur Guttstadt; la cavalerie en fit de même.

Ce mouvement s'exécuta avec une rapidité incroyable; le 8 juin, tout était concentré derrière la Passarge, que l'on passa le 9. On poussa devant soi la cavalerie légère ennemie, et on entra le même soir à Guttstadt. Le 10, de grand matin, l'on partit en descendant l'Alle, et vers le soir on accula l'arrière-garde ennemie sur le bord de cette rivière, à Heelsberg; la majeure partie de l'armée ennemie occupait la rive droite, qui est beaucoup plus élevée que la rive gauche; toute son artillerie y était portée.

Le grand-duc de Berg s'entêta à faire donner plusieurs fois sa cavalerie, qui avait fait des merveilles toute la matinée, mais qui, arrivée sous le feu de ce canon, fut assaillie de boulets qui l'obligèrent à rétrograder; elle le fit en désordre; les Russes la firent poursuivre par quelques escadrons qui achevèrent de la mettre en déroute totale.

Heureusement pour elle l'empereur, qui, du point où il observait, l'avait vue s'engager maladroitement, avait bien vite fait marcher la brigade des fusiliers de la garde avec douze pièces de canon pour prévenir une échauffourée; il m'en donna le commandement.

Cette brigade, nouvellement formée, n'était pas encore une troupe sûre. Elle était composée de deux régimens de très beaux jeunes gens.

Pour arriver dans la plaine où manœuvrait le grand-duc de Berg, j'avais un long défilé de marais et un village à traverser; je ne me mis pas en mouvement sans inquiétude, parce que c'était le seul chemin par lequel notre cavalerie

pouvait se retirer, si elle avait été culbutée avant que j'eusse achevé de passer; cependant il le fallait, et je le fis au pas le plus accéléré possible, et sur le plus grand front que je pouvais montrer; bien m'en prit, car à peine étais-je formé dans la plaine, à deux cent cinquante toises de l'autre côté du défilé, ayant en avant deux bataillons déployés et mes deux ailes serrées en colonne, et à peine ma dernière pièce était-elle en batterie, que je fus enveloppé par la déroute de notre cavalerie, qui revenait sur le défilé pêle-mêle avec la cavalerie russe. Je n'eus que le temps d'ouvrir le feu de tout mon front; il arrêta la cavalerie russe et donna à la nôtre le temps de se rallier et de se reformer.

Les Russes avaient fait suivre leur cavalerie par de l'infanterie et du canon, qu'ils avaient placé dans des redoutes ébauchées, en avant de Heelsberg, du côté par où nous arrivions. Il fallut s'engager avec ceux-là. La canonnade et la fusillade furent vives, et j'aurais eu une mauvaise journée, si une des divisions du maréchal Soult, commandée par le général Saint-Hilaire, qui était à ma droite, ainsi qu'une du maréchal Lannes,* commandée par le général Verdier, qui était à ma gauche, n'eussent pas joint leurs feux aux miens; néanmoins je fus bien maltraité: je couchai encore à deux cents toises en avant du terrain sur lequel j'avais combattu; mais j'éprouvai une perte considérable: j'eus à regretter la mort du général de brigade Roussel, et j'eus plusieurs caissons de munitions, entre autres un d'obus, qui sautèrent pendant le combat, et qui nous firent beaucoup de mal, étant formés dans un ordre serré.

Sans l'intrépidité du commandant de notre artillerie, le colonel Greiner, qui fit un feu des plus vifs et des plus meurtriers, j'aurais été enfoncé et par conséquent sabré et pris par

* Le maréchal Lannes, après s'être rétabli à Varsovie, était venu rejoindre l'empereur, et il avait pris le commandement d'un corps formé avec des troupes qui venaient du siége de Dantzick et avec les grenadiers réunis.

toute la cavalerie russe qui m'entourait et qui venait déjà de maltraiter la nôtre ; le danger était d'autant plus grand, que la division Saint-Hilaire était en retraite décidée.

J'eus une explication vive avec le grand-duc de Berg, qui m'envoya, dans le plus chaud de l'action, l'ordre de me porter en avant et d'attaquer; j'envoyai l'officier qui me l'apportait à tous les diables, en lui demandant s'il ne voyait pas ce que je faisais. Ce prince, qui voulait commander partout, aurait voulu que je cessasse mon feu, dans le moment le plus vif, pour me mettre en marche ; il ne voulait pas voir que j'aurais été détruit avant d'arriver ; il y avait un quart d'heure que mon artillerie échangeait de la mitraille avec celle des Russes, et il n'y avait que la vivacité de la mienne qui me donnât de la supériorité.

La nuit arriva bien à propos : pendant que tout sommeillait, l'empereur m'envoya chercher pour venir lui parler. Il était content du coup d'essai de cette jeune troupe ; mais il me gronda pour avoir manqué au grand-duc de Berg ; et en me défendant, je me hasardai à lui dire que c'était un extravagant qui nous ferait perdre un jour quelque bonne bataille ; et qu'enfin il vaudrait mieux pour nous qu'il fût moins brave, et eût un peu plus de sens commun. L'empereur me fit taire en me disant que j'étais passionné, mais il n'en pensa pas moins.

Le lendemain, c'était le 11 juin, les Russes restèrent toute la journée en avant d'Heelsberg ; on releva de part et d'autre ses blessés, et nous en avions autant que si nous avions eu une grande bataille. L'empereur était de fort mauvaise humeur ; le maréchal Davout venait d'arriver, il le fit manœuvrer sur notre gauche, et son seul mouvement fit évacuer aux Russes leur position en avant d'Heelsberg ; ils repassèrent l'Alle, et dans la nuit du 11 au 12 ils partirent pour Friedland.

L'empereur coucha le 12 à Heelsberg, et, selon son habi-

tude, il alla visiter la position que les ennemis avaient occupée la veille ; il devint furieux lorsqu'il vit que l'on avait été assez imprudent pour venir se faire mitrailler d'un bord de la rivière à l'autre, comme cela était arrivé.

C'est à Heelsberg qu'il apprit du bourguemeister, que l'empereur de Russie était l'avant-veille en ville avec le roi de Prusse, et qu'ils en étaient partis avant l'armée. Le 13 nous partîmes de bon matin pour aller à Preuss-Eylau ; l'empereur y coucha la nuit du 13 au 14. Notre cavalerie ne put fournir un rapport précis de la marche de l'armée ennemie, en sorte que ce fut encore l'empereur, qui, de son cabinet, ordonna de marcher sur trois directions où il était impossible que l'armée russe n'eût pas été chercher à passer pour gagner les bords de la Pregel et couvrir Kœnigsberg ; il jugeait des opérations de l'ennemi d'après ce qu'il aurait fait à sa place.

Il fit marcher le maréchal Soult avec le grand-duc de Berg sur Kœnigsberg, où ce dernier affirmait que s'était retirée l'armée ennemie ; il fit marcher le corps de Davout à la droite de celui du maréchal Soult, et l'empereur garda avec lui le reste de l'armée.

Il avait fait marcher dès la veille, après midi, par le chemin de Friedland ; c'était le général Oudinot, qui, avec les grenadiers réunis, était en tête de la colonne, sous les ordres du maréchal Lannes ; la division des cuirassiers du général Nansouty était de cette colonne.

CHAPITRE VI.

L'armée russe repasse sur la rive droite.—L'empereur ne peut croire à cette imprudence.—Nos colonnes débouchent.—Belle conduite du général Dupont.—L'action devient générale.—Bataille de Friedland.—Les Russes sont culbutés.

Les grenadiers du général Oudinot étaient en face de Friedland le matin du 14, à la pointe du jour. L'armée russe était de l'autre côté de la rivière ; elle apprend qu'il n'y a devant elle que cette division de grenadiers, et conçoit le projet d'aller à elle et de l'attaquer avec toute la supériorité qu'elle était en mesure de lui opposer, ne se doutant pas qu'elle serait soutenue aussi promptement. Effectivement elle passe le pont, et attaque avec furie le maréchal Lannes ; il avait les divisions d'Oudinot et de Verdier. Nous étions dans la saison des grands jours, qui, sous cette latitude-là, n'ont presque pas de nuit.

L'empereur est presque aussitôt averti ; il part de Preuss-Eylau, pressant la marche de la garde à pied et à cheval, ainsi que celle du maréchal Ney, du maréchal Mortier et du corps de Bernadotte, que commandait le général Victor. Il ne tarda guère à arriver sur le champ de bataille, où il trouva le maréchal Lannes, qui venait de prendre une position à l'entrée des bois qui bordent la circonférence de la plaine autour de Friedland. Il avait soutenu, depuis la pointe du jour, avec une grande infériorité de forces, un combat qui avait déjà coûté passablement de monde.

L'empereur, en arrivant, alla lui-même reconnaître l'armée russe ; il ne croyait pas qu'elle resterait de ce côté-ci de Friedland ; il ne concevait pas son but, puisqu'elle était inférieure en forces à ce qu'il pouvait lui opposer : la position lui pa-

raissait si extraordinaire, qu'il envoya en reconnaissance tous les officiers qui étaient autour de lui. Il me donna, à moi, l'ordre de m'en aller seul, le long du bois qui était à notre droite, chercher un point d'où l'on pût découvrir le pont de Friedland, et, après avoir bien observé si les Russes passaient sur notre rive ou bien s'ils repassaient sur la rive droite, de venir lui en rendre compte.

Je pus exécuter cet ordre avec facilité ; je revins trouver l'empereur, et lui dire que non seulement les Russes ne se retiraient pas, mais qu'au contraire ils passaient tous sur notre rive, et que chaque demi-heure on voyait leurs masses grossir sensiblement ; qu'ainsi il fallait s'attendre à ce qu'ils seraient prêts dans une bonne heure. " Hé bien ! moi, dit " l'empereur, je le suis ; j'ai donc une heure sur eux, et, " puisqu'ils le veulent, je vais leur en donner ; aussi-bien " c'est aujourd'hui l'anniversaire de Marengo ; c'est un jour " où la fortune est pour moi." Il avait fait former ses colonnes dans les immenses bois à la lisière desquels s'était placé le maréchal Lannes ; l'artillerie seule était sur les grands chemins, et ne sortait pas non plus du bois ; par bonheur pour nous, il y avait dans le bois trois belles et larges percées qui permettaient de mettre dans chacune une colonne d'infanterie et une de cavalerie ou d'artillerie.

Tout ce que l'empereur attendait était arrivé ; on laissa une demi-heure au soldat pour se reposer ; on s'assura, par les plus minutieuses observations, si les armes étaient en bon état, si chaque soldat était amplement pourvu de munitions. Cela fini, l'empereur, qui était sur le terrain, fit déboucher tout à la fois : ses instructions étaient données comme pour une manœuvre d'exercice ; aussi on ne s'arrêta point. Il y avait un défilé à passer pour joindre les Russes à la mousqueterie. L'empereur avait prévu l'embarras, et chaque colonne le traversa par un passage différent, de sorte qu'elles se

formèrent toutes ensemble de l'autre côté. La majeure partie de la cavalerie était à notre gauche.

L'empereur pressa l'attaque : le maréchal Ney occupait la droite sur le champ de bataille ; à sa gauche, en échelons, était le corps du général Victor ; à la gauche de celui-ci était le maréchal Mortier, qui avait peu de monde, et à la gauche de Mortier était le maréchal Lannes. En deuxième ligne, au centre, était la garde, et en deuxième ligne, à sa gauche, était la brigade de fusiliers, dont l'empereur me fit reprendre le commandement pour cette action. Lors du commencement de l'attaque l'armée était généralement en échelons, la droite en tête, refusant légèrement sa gauche.

Le maréchal Ney commença, et s'engagea très-vivement ; ses troupes s'emportèrent, et voulurent, d'un premier élan, insulter jusqu'au pont de Friedland. La division qui l'avait entrepris fut si vertement ramenée, qu'elle aurait entraîné infailliblement le reste de ce corps d'armée si la première division du corps de Victor, commandée par le général Dupont, n'eût fait, fort à propos, sans l'ordre de son maréchal, un changement de direction à droite, et n'eût chargé rudement tout ce qui poursuivait le maréchal Ney.

J'ai entendu l'empereur louer, d'une manière toute particulière, ce mouvement du général Dupont, et dire hautement qu'il avait beaucoup avancé la bataille. Le maréchal Ney arrêta ses troupes, les reforma, et attaqua de nouveau, si rapidement, que l'on s'aperçut à peine de son accident.

Le mouvement que venait de faire le général Dupont avait allumé le feu d'un bout à l'autre de la ligne, et c'est à cette bataille, comme à celle d'Eylau, que l'on vit encore déployer une artillerie effroyable ; le corps de Bernadotte, entre autres, que commandait Victor, avait réuni quarante-huit pièces de canon dans la même batterie ; c'est avec cela qu'il reçut l'attaque de la colonne russe qui venait à lui. Le général en

chef russe vit bientôt qu'il avait fait une faute; qu'il trouvait des forces considérables où il ne croyait rencontrer qu'une division; il aurait voulu être encore de l'autre côté de la rivière; mais il ne pouvait entreprendre d'y repasser sans s'exposer à perdre son armée: le gant était jeté, il aima mieux le ramasser de bonne grace. Nous étions déjà si près de lui qu'il n'eut que le temps de se former en beaucoup de carrés, qui se flanquaient réciproquement, et une fois dans cette position, qui le privait d'une grande partie de son feu, il attendit une destruction devenue inévitable. Ses masses étaient amoncelées en avant de Friedland; acculées à la ville, elles formaient le centre d'un demi-cercle dont nous occupions presque toute la circonférence. Chaque coup de nos canons portait, et démolissait les carrés russes l'un après l'autre. Vers six heures du soir, l'empereur les fit aborder à la mousqueterie, ce fut leur coup de grâce: leurs masses furent tellement décomposées, que l'on ne remarquait plus d'ordre dans leurs dispositions, et, par suite d'un instinct naturel à l'homme, tous ceux qui faisaient partie de ces débris cherchèrent leur salut en fuyant vers le pont. Ils furent obligés d'y renoncer parce que l'artillerie de notre centre, qui tirait dans cette direction, en faisait un carnage affreux. Ils se jetèrent alors pêle-mêle dans la rivière avant de s'être assurés s'il y avait un gué: beaucoup s'y noyèrent;* mais d'autres trouvèrent un gué en face de notre gauche; dès-lors rien ne put retenir le reste, qui s'enfuit vers ce point, sans ordre et semblable à un troupeau de moutons.

Les Russes avaient à leur droite vingt-deux escadrons de cavalerie, qui protégeaient cette retraite; nous en avions plus de quarante, par lesquels nous aurions dû les faire charger; mais, par une fatalité sans exemple, les quarante escadrons

* Quand on connaît l'accoutrement du soldat russe, on ne peut en être étonné.

ne reçurent aucun ordre, et ne montèrent même pas à cheval; ils restèrent, pendant toute la bataille, pied à terre, sur un vaste terrain, en arrière de notre gauche. En voyant cela, j'ai regretté sincèrement le grand-duc de Berg : s'il eût été là, il n'eût pas manqué d'employer ces quarante escadrons, et certes pas un Russe n'échappait.

La nuit était close, et le feu éteint; notre armée coucha dans la position où elle avait combattu. L'empereur passa aussi cette nuit au bivouac, et, le lendemain, à la pointe du jour, il était à cheval, parcourant les lignes de ses troupes, dont les soldats dormaient encore, et étaient fort fatigués. Il défendit qu'on les éveillât pour lui rendre des honneurs, ainsi que cela était d'usage; il passa ensuite sur le champ de bataille des Russes : c'était un spectacle hideux à voir; on suivait l'ordre des carrés russes par la ligne des monceaux de leurs cadavres; on jugeait de la position de leur artillerie par les chevaux morts. On pouvait se dire avec raison qu'il fallait que les souverains eussent de bien grands intérêts à démêler en faveur de leurs peuples pour nécessiter une semblable destruction.

On prit à Friedland beaucoup d'artillerie, environ quinze ou vingt mille blessés et quatre ou cinq mille prisonniers.

CHAPITRE VII.

L'empereur reçoit la nouvelle de la prise de Kœnigsberg.—Je suis nommé gouverneur de cette place.—Ressources de toute espèce.—Affluence des blessés qui rejoignent leurs corps.—Organisation et tenue des hôpitaux.—Les Russes demandent un armistice.—Entrevue de Tilsitt.

L'ARMÉE russe, qui ne consistait plus que dans quelques bataillons des régimens des gardes, prit en toute hâte le chemin du Niémen par Tilsitt.* Nous partîmes de suite pour la suivre, et arrivâmes le même jour 15, à Vehlau sur la Pregel. Les Russes en avaient brûlé le pont ; mais il y avait un bon gué pour la cavalerie : l'infanterie se fit un pont avec le bois dont ce pays-là est couvert. L'empereur resta à

* La garde russe, à cette époque-là, était composée du régiment Fréologinski fort de .... 4 bataillons.

Du régiment Semonwski	2
Du régiment Ismullowski	2
D'un bataillon de chasseurs	1
Des grenadiers du corps	2
Total......	11 bataillons.

Les régimens Semonwski, Ismullowski et les grenadiers du corps furent engagés à Friedland et souffrirent aussi ; de sorte qu'il n'y avait que 5 bataillons qui fussent réellemment intacts, chaque bataillon russe n'a pas plus de 500 hommes.

Il y avait en cavalerie :

Les cosaques du corps	100 hommes.
La garde à cheval, 5 escadrons	500
Les chevaliers-gardes, 5 escadrons	500
Les hussards du corps	500
Le régiment des hussards, du grand-duc, 10 escadrons	1000
Total......	2600 hommes.

C'était cette troupe qui formait les 22 escadrons qui couvrirent la retraite des Russes, après la bataille de Friedland.

Vehlau la journée du 16, pour faire défiler son armée; il y reçut le même jour la nouvelle de l'occupation de Kœnigsberg, cela lui fit grand plaisir : il m'en nomma le gouverneur, ainsi que de la Vieille-Prusse, et ne me donna pas d'autres instructions que d'empêcher le pillage, de bien soigner les hôpitaux, et de lui envoyer abondamment des vivres et des munitions pour l'armée qui marchait sur Tilsitt.

J'arrivai à Kœnigsberg le 17; le maréchal Soult y avait son quartier-général, et son corps d'armée était campé sous les murs de cette grande ville. En faisant la reconnaissance des magasins, je fus bien étonné d'y trouver de quoi nourrir toute la grande-armée pendant au moins quatre mois : c'était un bien grand avantage que cette prise de Kœnigsberg, si l'on avait dû continuer la guerre. La ligne d'opérations fut établie par cette ville, Braunsberg et Marienbourg ou Marienverder.

L'empereur était si prévoyant, que, dès les premiers jours de mon installation à Kœnigsberg, je recevais de tous les points de la Vistule où nous avions des établissemens, des colonnes entières de soldats de tous les corps, qui, sortant des hôpitaux où ils avaient été bien guéris de leurs blessures, avaient été formés en bataillons de marche, et réunis à des conscrits venant de France, et sous la conduite d'officiers de différens corps sortis aussi des hôpitaux. A leur arrivée à Kœnigsberg, ils étaient équipés complètement, et encadrés dans les corps auxquels ils appartenaient avant d'aller à l'hôpital.

Il y avait des jours où je recevais jusqu'à sept mille hommes de toutes armes : or, j'ai été trente jours à Kœnigsberg, pendant lesquels j'ai reçu plus de cinquante mille hommes, que j'ai envoyés aux différens corps de l'armée. Cette affluence, et les fonctions dont j'étais revêtu, me firent porter mon attention sur une branche d'administration à laquelle j'avais donné peu d'importance jusqu'alors : je fus curieux de connaître l'organisation et la tenue des hôpitaux. Je fis

des recherches, et j'acquis de nouvelles preuves que l'empereur n'était pas moins admirable dans sa sollicitude pour les blessés, que dans ses combinaisons de batailles. Le compte-rendu que lui adressa quelques mois plus tard l'intendant général, montre l'intérêt avec lequel il suivait tous les détails qui intéressaient la vie des hommes ; je reproduis quelques fragmens de cette pièce remarquable, parce qu'elle fera apprécier le reproche d'indifférence pour les victimes de la guerre, si grotesquement imaginé par des écrivains qui sûrement ne l'ont jamais faite.

Première Epoque.

“ Après le combat de Saalfeld et la bataille d'Iéna, le nombre des blessés s'élevait à plus de cinq mille ; la marche rapide de l'armée par des routes difficiles n'avait pas permis aux magasins des hôpitaux de suivre le mouvement général ; ainsi on n'eut d'autres moyens de secours que ceux que l'on trouva dans les caissons d'ambulance des divisions, et ceux bien insuffisans que l'on prit à l'ennemi : il fallut se procurer des ressources dans le pays même. On frappa des réquisitions d'effets et de denrées ; on établit des hôpitaux sur tous les points susceptibles de recevoir des malades, les principaux furent à Saalfeld, Iéna, Erfurt, Schlitz, Weimar, Hall, Nieubourg, etc. ; avant la fin d'octobre, la ligne d'évacuation fut établie sur l'armée, par Leipsick, Wittemberg, Potsdam et Berlin : elle fut ensuite prolongée jusqu'à Posen.

“ Ce fut dans cette dernière ville qu'on travailla à se procurer des ressources pour la campagne de Pologne ; S. M. ordonna de confectionner des chemises avec la toile de trente mille tentes qui venaient d'être prises au campement à Berlin : cette ressource était précieuse dans le moment. Quatre mille cinq cent quatre-vingt-seize matelas et six mille cinq cent trente-cinq couvertures furent livrés par les villes de

Custrin, Stettin, Francfort et Glogau; cette fourniture était imputable sur la contribution de guerre, et coûta 316,225 francs 44 centimes ; cependant les effets du magasin général, partis de Broberg, étaient dirigés sur Custrin. Les ordonnances des corps d'armée, et les commissaires des guerres des divisions remplaçaient à mesure, par des réquisitions, les effets qui avaient été consommés dans les différentes affaires.

" La défaite du général Blucher, et la prise de Lubeck, avaient fourni beaucoup de blessés ; la fatigue avait aussi développé des maladies ; des hôpitaux furent ouverts à Hambourg, Lunebourg, Lubeck, etc., et entretenus aux frais du pays. En général la plupart des dépenses des hôpitaux, jusqu'à l'arrivée de l'armée française à Varsovie, furent supportées par les villes conquises ; la caisse de l'armée fournit des fonds pour la solde des officiers de santé et autres employés, ainsi que pour les achats d'alimens légers et d'autres dépenses extraordinaires dans plusieurs établissemens. De cette manière, dans moins de deux mois et demi, une ligne d'évacuation fut établie depuis Iéna, Hambourg et Lubeck, jusqu'à Varsovie.

" Avant le premier janvier 1807, tous les hôpitaux établis dans le Wurtemberg et la Bavière étaient évacués, et les malades en étaient tous sortis, à l'exception d'environ deux cents incurables qui furent évacués sur Strasbourg ; et le seul hôpital qui fut encore en activité dans cette partie, était celui de *Braunau*, qui recevait les malades de la garnison.

" Pendant cette époque, la mortalité fut dans la proportion de cinquante sur mille malades, ou de vingt-un hommes pour dix mille journées.

Deuxième Epoque.

" Cette époque a été la plus pénible pour le service des hôpitaux : l'armée se trouvant dans un pays où les commu-

nications étaient difficiles, soit par le mauvais état des chemins, soit par le défaut de moyens de transport ; cependant, après l'affaire de Pultusk, il y avait en Pologne plusieurs milliers de blessés ou de malades, et il fallait créer ou organiser des hôpitaux pour les recevoir. Les emplacemens étaient peu convenables ; on n'avait ni effets, ni fournitures, ni ustensiles.

" Les employés et les officiers étaient en nombre insuffisant ; plusieurs avaient été retenus dans les établissemens qui se trouvaient sur les derrières de l'armée ; cependant, avant la fin du mois de janvier, il y avait vingt-un hôpitaux en activité dans la seule ville de *Varsovie*, et plus de dix mille malades y avaient été reçus. Le mobilier et quelques denrées provenaient de réquisitions ; mais on avait passé des marchés pour la fourniture du pain, du vin et des médicamens. Les malades arrivaient dans ces établissemens sur des voitures ou des traîneaux ; ceux qui étaient légèrement blessés, s'y rendaient à pied : c'est ainsi qu'on trouva moyen d'évacuer en partie les établissemens de première ligne de *Nasielzk* et *Pultusk*.

" Après la bataille d'Eylau, on eut besoin de faire de nouveaux efforts ; on était éloigné des grandes villes, qui eussent pu offrir de grandes ressources. Les hôpitaux que l'on réussit à établir se trouvèrent encombrés, parce que les évacuations étaient difficiles. L'empereur ayant désiré que l'on constatât, par un recensement exact, le nombre de nos blessés après la bataille d'*Eylau*, et aux affaires qui l'avaient précédée, il fut fait le même jour une revue nominative dans tous ces hôpitaux : le résultat en est établi dans un des états ci-joints.

" On ouvrit des hôpitaux à Bromberg, Fordon, Schwedt, Nieubourg, Dirschau, Marienverder, Marienbourg et Elbing. Dans quelques-uns de ces établissemens, le vin, les alimens légers étaient payés sur le fonds des hôpitaux ;

il en était de même pour les dépenses de propreté et de médicamens.

« Pendant cette époque, le nombre des morts fut dans la proportion de soixante-dix-neuf sur mille malades, ou de vingt-neuf sur dix mille journées.

Troisième Epoque.

« Dans les premiers jours de mai, les circonstances étaient beaucoup plus favorables : la prise de Dantzick le 27 mai, et postérieurement l'occupation de Kœnigsberg, facilitaient l'arrivage des subsistances et le passage des évacuations. Elles se faisaient par le Frisch-Haff, sur Elbing et Dantzick, et ensuite sur Bromberg, par Marienbourg, Mewe, Marienverder, etc. L'encombrement des hôpitaux de la Pologne avait cessé en partie ; on avait précédemment évacué sur Breslau environ trois mille malades ; ils y trouvèrent de superbes casernes qui servirent d'hôpitaux. Le pays fournit le mobilier, les subsistances, les médicamens ; on n'eut besoin que de quelques officiers de santé français pour surveiller et diriger le traitement : le plus grand nombre de ces malades sortit après guérison.

« Cependant, le nombre des malades augmenta journellement jusqu'au mois de juin 1807. Il était, le 30, de vingt-sept mille trois cent soixante-seize, et on calculait, à cette époque, que le nombre des établissemens en activité pouvait en recevoir plus de cinquante-sept mille ; mais la prompte paix qui fut le résultat de la victoire de Friedland, obligea de resserrer la ligne des hôpitaux, pour évacuer le pays qui allait être rendu à l'ennemi. Tous les malades qui se trouvaient sur la rive droite de la Vistule durent être envoyés à *Thorn* et *Bromberg* avant le 31 juillet ; il n'y eut d'exception, à cet égard, que pour les hôpitaux de Kœnigsberg, Elbing, Marienverder et Marienbourg.

Au 24 juillet, il n'y avait plus que quatre cent soixante-dix malades à Kœnigsberg ; jusqu'au 25 août il y eut six cent quatorze entrans, sept cent trente-quatre sortans et quarante-deux morts ; ainsi, à cette dernière époque, il restait deux cent huit malades, qui furent presque tous évacués après guérison. Cet hôpital fut formé le 20 novembre 1807. Par suite de cette mesure d'évacuation, les hôpitaux de Thorn et de Bromberg étaient menacés d'encombrement ; il fallait prévenir cet inconvénient : on passa un marché pour le transport des malades par le canal de la *Netz*, et on les évacua sur Custrin, Berlin, Spandau, Potsdam et Magdebourg ; plus de vingt mille malades furent transportés de cette manière. Ceux qui appartenaient au 3ème corps restèrent en Pologne, et ceux du 4ème furent répartis dans les hôpitaux entre l'*Oder* et la *Vistule*. L'hôpital d'Elbing et celui de Marienbourg furent conservés. Le premier fut supprimé le 26 mars 1808, après la guérison de presque tous les malades ; le dernier subsiste encore et va être évacué.

“ Pendant cette époque, le nombre des morts fut dans la proportion de quatre-vingt-quinze sur mille malades, ou de trente-cinq sur dix mille journées.

Quatrième Epoque.

“ Au mois de décembre 1807, les évacuations étaient finies ; les malades ne sortaient des hôpitaux qu'après guérison, pour rejoindre leurs corps. La ligne d'établissement s'étendait depuis *Elbing* jusqu'à *Mayence*, et embrassait la Pologne, la Silésie, la Saxe, la Poméranie, la Westphalie, le Hanovre et les villes anséatiques. Chaque établissement recevait les malades des corps cantonnés aux environs, en sorte que les hommes guéris n'avaient qu'un court trajet à faire pour rejoindre leurs régimens. Dès le mois de septembre 1807, les officiers de santé français avaient remplacé

les officiers de santé du pays, que le besoin du moment avait forcé de mettre en activité.

“ Les hôpitaux avaient des fournitures et des effets en quantité suffisante ; les comptes et les registres de l’état civil étaient tenus avec autant de soin que dans l’intérieur. Le pays faisait presque tous ces frais, comme par le passé ; les officiers de santé, les employés et les servans français étaient seuls payés par la caisse des hôpitaux. Il n’y avait eu exception, à cet égard, que pour les hôpitaux de *Leipsick*, de *Weisserfels en Saxe:* on avait passé un marché à la journée, à raison de 1 fr. 50 cent. pour l’un, et de 1 fr. 60 cent. pour l’autre. Enfin, dans plusieurs établissemens, et notamment dans ceux de la Pologne, on acheta le pain blanc, les alimens légers, et quelques objets de pansement et de médicamens ; cette objection avait cessé entièrement lorsqu’on avait eu connaissance de la décision de l’empereur, du 31 octobre 1807, qui laissait les dépenses quelconques des hôpitaux à la charge du pays où ils étaient établis.

“ Depuis cette époque, le service dans toute l’étendue de l’armée a été à la charge des villes.

“ Ce principe a éprouvé depuis une autre modification, relativement au duché de *Varsovie;* l’empereur, d’après une convention conclue avec la cour de Saxe, ordonna que toutes les dépenses de l’armée en Pologne seraient acquittées par la caisse française, et même remboursées à partir du 17 septembre 1807. Les paiemens devaient se faire en bons de Saxe, et le remboursement était l’objet d’une liquidation, dont l’ordonnateur en chef du 3ème corps eut la direction.

“ Une somme de 575,000 francs en bons de Saxe, fut mise à la disposition de cet ordonnateur pour assurer le service des hôpitaux de la Pologne; mais on ne trouvait point d’entrepreneurs pour les hôpitaux, ce qui laissait beaucoup d’inquiétudes pour l’avenir; ces incertitudes cessèrent, le ministre de l’intérieur du duché de *Varsovie* consentit à un

accommodement, au moyen duquel la journée du soldat revint à 2 fr. 30 cent. et celle d'officier à 3 francs, payables en bons, ou susceptibles de compensation avec la valeur des magasins réunis à la Pologne. Ces prix étaient très élevés, mais le 3ème corps ayant quitté la Pologne, il n'y eut pas beaucoup de malades dans les hôpitaux du duché.

" Vers le commencement du printemps de 1808, le nombre des malades augmenta beaucoup, et plusieurs points furent menacés d'encombrement : on ouvrit quelques nouveaux établissemens, et on donna de l'extension à ceux qui existaient déjà, et toute inquiétude fut bientôt dissipée à cet égard. Cependant, il y avait dans les hôpitaux un grand nombre de militaires, que leurs infirmités ou leurs blessures rendaient incapables de servir ; ils couraient risque d'y contracter de nouvelles maladies.

" Ce fut l'objet d'un rapport à son altesse le prince vice connétable, qui autorisa le renvoi de ces invalides en France, après leur avoir fait subir deux inspections. La première, dans l'hôpital où ils se trouvaient ; la dernière, qui était définitive, dans trois villes centrales, *Berlin*, *Hanovre*, et *Francfort-sur-le-Mein*. Cette inspection eut pour résultat de débarrasser l'armée de quelques centaines de bouches inutiles. Trois cent quatre-vingt-seize militaires furent visités à Berlin, et trente-neuf à Hanovre ; sur ce nombre, soixante-quatorze furent réformés définitivement, et deux cent soixante-un furent envoyés en convalescence aux dépôts de leurs corps. On n'a pas eu de renseignemens exacts sur l'inspection qui devait avoir lieu à *Francfort*, parce que M. le maréchal duc de Valmy l'a fait faire à Mayence, et que les résultats en ont été adressés directement au ministre de la guerre. Elle a dû être moindre que celle du *Hanovre*.

La position stationnaire de l'armée fit penser qu'on pourrait profiter de la belle saison pour établir des hôpitaux près les eaux minérales. *Warbrunn*, en Silésie, et *Rehbourg*

dans le Hanovre, furent désignées par le premier médecin comme les points les plus convenables. Malheureusement les corps d'armée ne purent envoyer leurs malades aussi promptement qu'il eût été à désirer, et l'étendue de chaque établissement ne permettait pas de les traiter tous à la fois. Les malades durent être admis successivement; plus de cinq cents militaires, soldats et officiers, ont pris les eaux, et le sixième de ce nombre en a ressenti les effets salutaires. Les corps qui ont envoyé des malades aux eaux sont le 3ème et le 4ème, et la division de grenadiers. Les 5ème et 6ème ont fourni principalement des officiers. Celui du prince de Ponte-Corvo n'a envoyé qu'une trentaine d'hommes, parce que les événemens survenus en Danemarck ne lui ont pas permis d'en envoyer un plus grand nombre. Les hôpitaux d'eaux minérales ont été formés le 1er octobre.

" Au mois de juin 1808 les ambulances de tous les corps d'armée se trouvaient approvisionnés au grand complet; mais l'empereur ayant décidé qu'il serait attaché à chaque régiment d'infanterie et de cavalerie de la grande armée, un caisson d'ambulance, muni d'objets de premiers secours, des mesures furent prises pour l'exécution de cette décision. Les régimens qui n'avaient pas de caissons reçurent des fonds pour en faire construire sur le modèle adopté par le ministre directeur de l'administration de la guerre, et on demanda en France le linge à pansement, la charpie et les caisses de chirurgie qui devaient servir à l'approvisionnement de ces caissons. Soixante assortimens de ce genre furent envoyés et distribués aux 1er, 5ème et 6ème corps, à la division des grenadiers, et à vingt-deux régimens de la réserve de cavalerie.

" Cinquante six nouveaux assortimens envoyés de France sont encore arrivés à Berlin, et sont destinés aux différens régimens de l'armée du Rhin et des villes anséatiques. On n'a point acheté ces objets dans ces pays, parce qu'ils auraient

coûté beaucoup plus ; et d'ailleurs la qualité en est bien meilleure en France. Cette observation est surtout applicable au linge à pansement et aux caisses de chirurgie.

" Pendant tout le cours de 1808 on a travaillé à faire blanchir et réparer les effets du magasin général, et ceux qui y ont été versés des autres établissemens de l'armée, et on a cherché à compléter l'approvisionnement de charpie et de linge dans le cas où l'armée devrait entrer en campagne. Quatre mille livres de charpie et douze mille aunes de toile blanche ont été achetées à Berlin ; deux mille matelas ont été confectionnés avec des laines qui existaient en magasin ; le linge hors de service a été converti en bandes et compresses. On a fait quarante caisses de linge préparé, et autant de caisses de premiers secours pour la pharmacie. Enfin on s'est procuré six mille paires de draps à une place. Cette dernière fourniture complétait un approvisionnement indispensable pour la guerre, et elle était avantageuse dans tous les cas par la modicité du prix d'achat. La paire de draps revenait à 16 francs 70 centimes, pendant qu'elle était estimée 20 francs en France, malgré la différence de qualité dans la toile. Tous ces objets furent emballés, et le magasin fut prêt à suivre le mouvement de l'armée. On donna des ordres pour faire expédier sur le magasin général tous les objets appartenant à l'administration française dans les hôpitaux, à mesure que ces objets devenaient disponibles par la diminution du nombre des malades ; et on calcula approximativement que ces objets, une fois réunis, formeraient environ vingt-quatre mille demi-fournitures.

" Le magasin général des médicamens était approvisionné pour assurer le service de l'armée pendant deux mois. Dans le courant de mars, l'empereur donna l'ordre d'y verser le quinquina saisi par les douanes à Hambourg. Il y en avait trois mille quatre cent vingt livres, suivant le procès-verbal

de réception dressé à Berlin le 9 avril. Malgré cette précieuse ressource, on ne s'écarta point du système d'économie qu'on avait suivi jusqu'alors. Afin de ménager les ressources du pays, on fit des essais pour le remplacement du quinquina par des amers ou l'écorce du marronnier; mais les épreuves n'ayant point été assez multipliées, il n'a pas été possible d'apprécier bien au juste l'efficacité des médicamens qu'on essayait.

"Les travaux du matériel n'ont pas fait négliger les autres parties du service. Les registres de l'état civil ont été tenus avec une régularité qui ne laissait rien à désirer. Les feuilles d'appel des militaires décédés dans les hôpitaux de l'armée ont été dressées afin de faciliter les moyens de satisfaire aux demandes des familles; enfin, on a suivi ponctuellement les dispositions arrêtées par le ministre directeur de l'administration de la guerre, pour la destination à donner aux effets laissés par des morts. On s'est assuré chaque mois de l'exécution précise de ces dispositions dans tout l'arrondissement de l'armée.

" Pendant cette époque, le nombre des morts a été dans la proportion de trente-cinq sur mille malades, ou de treize sur dix mille journées."

Qu'on juge d'après ces détails, qu'on aura sans doute trouvés bien longs, si l'empereur était un homme à cœur dur qui livrait bataille pour le plaisir de la livrer, et pour qui les souffrances de ses soldats n'étaient rien. Qu'on me cite un souverain qui ait gémi davantage du prix auquel s'achète la gloire, et qui ait fait preuve d'une sollicitude plus paternelle pour les blessés? Mais il est un fait que personne ne contestera, c'est l'enthousiasme et le dévoûment que les soldats avaient alors pour sa personne; c'est, au moment où je parle, le respect religieux qu'ils ont tous gardé pour sa glorieuse mémoire. Ils disent que ce n'est pas lui qui causait leurs maux,

et que c'était à lui seul qu'ils devaient les consolations et les bienfaits. Qu'on me pardonne cette digression, je reprends le fil de mon récit.

L'armée avait réparé ses pertes; elle avait des magasins dans Kœnigsberg, dans Dantzick et tout le long de la Vistule; une navigation par le Frisch-Haff de Dantzick à Kœnigsberg, un canal superbe de Kœnigsberg à Tilsitt; on pouvait donc transporter dans cette dernière ville une surabondance de tout. De plus, les ennemis avait fait construire à Kœnigsberg un équipage de ponts de bateaux, qu'ils destinaient au passage de la Vistule; je trouvai cet équipage tout entier avec ses agrès à Kœnigsberg; ainsi ce n'était donc pas le passage du Niémen qui nous aurait arrêtés. Avec cela plus d'armée russe, tout au plus vingt ou vingt-cinq mille Prussiens, en y comptant ce qui était rentré de la garnison de Dantzick. En outre, l'empereur avait les corps des maréchaux Davout et Soult qui ne s'étaient pas trouvés à la bataille, et il était au 20 juin, ayant détruit l'armée ennemie.

Je demande à tout homme raisonnable si un souverain qui aurait aimé la guerre, qui l'aurait préférée à tout, qui aurait eu une ambition dangereuse pour la sûreté des autres Etats, si, dis-je, un souverain possédé de ce mal pouvait désirer une position meilleure ? et si l'on ne doit pas rendre justice à celui qui a renoncé à tous les avantages qu'il avait, pour accepter les conditions qu'on est venu lui demander, tandis que peu de mois auparavant on avait refusé les siennes !

Il n'y a nul doute que, dans cette position, l'empereur pouvait ce qu'il aurait voulu; quels qu'eussent été ses projets, leur exécution ne l'eût pas obligé de passer plus que l'automne en Pologne. Par exemple, s'il eût passé le Niémen (cela pouvait être fait avant le 24 juin,) il est incontestable qu'il se fût trouvé sur la Dwina dans les premiers

jours de juillet; il n'y avait pas de bataille à redouter; il n'y avait pas d'armée ennemie; qu'arrivé à Wilna, il eût proclamé l'indépendance de la Pologne, et il y a d'autant moins de doute qu'elle n'eût éclaté avec transport, que les Polonais vinrent même avant Tilsitt demander s'ils pouvaient commencer. Il enlevait d'abord à l'armée russe les moyens de se recruter et de se remonter; elle n'aurait pu le faire qu'avec des Russes, et par conséquent au milieu d'une infinité d'embarras, parce qu'on ne l'aurait pas laissé en paix.

L'empereur avait, pour armer les Polonais, tous les arsenaux prussiens, indépendamment de tout ce qu'il avait tiré d'ailleurs, comme de France, par exemple; qui est-ce qui aurait pu s'opposer à l'exécution de ce projet, qu'enfin il aurait bien fallu suivre si la paix ne s'était pas faite? Ce n'auraient pas été les Russes ni les Prussiens. Etait-ce l'Autriche? Il n'y avait plus que cette puissance qui fût intéressée à intervenir.

Or, nous avions une armée considérable en Italie et en Dalmatie; et, avant que l'armée russe eût été ravitaillée, nous aurions eu le temps de descendre sur les Autrichiens et de terminer avec eux, pendant que l'on aurait habillé et exercé les Polonais; ce qui aurait bien été aussi vite fait que chez les Russes. On eût donc été en état de se présenter en campagne la saison suivante, si l'on y avait été obligé.

L'empereur avait ordonné qu'on réunît dans le Dauphiné et lieux environnans, la portion de conscription provenant des départemens méridionaux; elle aurait pu passer en Italie pour y grossir l'armée. Cependant, malgré tous ces avantages, la paix s'est conclue; on est bien obligé de convenir qu'au moins il n'y a pas eu d'opposition de la part de l'empereur, et qu'il n'avait pas d'autre projet de ce côté-là.

C'est ici le moment de parler d'autres choses que des évé-

nemens de guerre, et de se rendre un compte fidèle de tout ce qui s'est passé depuis l'arrivée de l'empereur à Tilsitt, jusqu'à son départ pour Paris.

A Tilsitt, il y eut un parlementage entre notre avant-garde et l'arrière-garde russe. Un officier de celle-ci fut envoyé avec une lettre à l'adresse du général en chef de l'armée française, pour proposer un armistice. On sut que l'empereur de Russie était de l'autre côté du Niémen, dans un village très peu éloigné. L'empereur ne voulait pas être trompé, comme cela était déjà arrivé ; il voulait bien faire la paix ; mais, si elle ne devait pas se conclure, il ne voulait point d'un armistice qui n'aurait été qu'à son désavantage. Pour éviter toutes ces observations que l'on rend moins bien dans une lettre que dans une conversation, il envoya le maréchal Duroc porter sa réponse. Je crois qu'il fut reçu par le prince Labanow,* qui était arrivé depuis peu avec quelques milliers de basquirs, de kalmouks et de cosaques, le tout formant à peu près dix mille hommes. Cela ne produisit pas d'autre effet sur nous que de nous persuader que c'était le *nec plus ultra* des efforts de la puissance russe dans cette campagne, d'autant plus que c'était la première fois qu'elle avait recours à l'emploi des peuplades asiatiques.

Le prince Labanow, qui n'avait pas de pouvoir pour traiter l'objet de la mission du maréchal Duroc, en référa à l'empereur de Russie, qui était près et commandait son armée ; il proposa au maréchal Duroc de le voir. Celui-ci répondit que si l'empereur de Russie témoignait le désir d'avoir des explications sur l'objet de sa mission ou de l'entendre de lui, il ne faisait non seulement aucune difficulté de se rendre près de lui, mais qu'il saisirait avec empressement cette occasion de lui rendre ses hommages. Cette disposition du maréchal Duroc satisfit tant le prince Labanow, qu'il l'eut

* Il est appelé en Russie Lanabow Rostoski.

bientôt amené chez l'empereur de Russie. Je crois bien que le maréchal Duroc n'avait pas commission de proposer une entrevue ; mais il avait au moins l'ordre de ne pas la refuser, si on la désirait ; c'est-à-dire de se borner à répondre que cela n'avait pas été prévu lorsqu'il avait été dépêché, mais que si c'était l'intention de l'empereur Alexandre, il allait retourner en faire part à l'empereur, et lui rapporterait sa réponse. Je le crois d'autant mieux, que le maréchal Duroc est revenu à Tilsitt, et est retourné une seconde fois près de l'empereur de Russie, et que c'est à la suite de cette seconde mission que l'on a préparé tout à Tilsitt pour cette célèbre entrevue. Ce qui me confirme dans cette opinion, c'est que j'ai vu entre les mains de M. de Talleyrand, qui venait d'arriver à Kœnigsberg, la lettre par laquelle l'empereur lui ordonnait de venir à Tilsitt, et dans laquelle il y avait cette phrase : "On me demande une entrevue : je ne m'en soucie "que médiocrement ; cependant je l'ai acceptée ; mais si "la paix n'est pas faite dans quinze jours, je passe le "Niémen."

Je reçus en même temps l'ordre de disposer l'équipage de pont que j'avais trouvé dans l'arsenal, de manière à pouvoir l'expédier au premier mot. Je fis part de cette circonstance à M. de Talleyrand. "Ne vous pressez pas, me répondit ce ministre ; à quoi bon pousser au-delà du Niémen ? qu'aller chercher derrière ce fleuve ? Il faut que l'empereur abandonne ses idées sur la Pologne ; cette nation n'est propre à rien, on ne peut organiser que le désordre avec elle. Nous avons un autre compte bien autrement important à régler. Voici une occasion honorable d'en finir avec ceux-ci, il ne faut pas la laisser échapper." Je ne compris rien d'abord au discours ni aux prévisions du diplomate ; ce ne fut que plus tard, lorsque je le vis dérouler ses projets sur l'Espagne, que je me les expliquai. M. de Talleyrand partit le même soir pour Tilsitt, après, toutefois, avoir envoyé un courrier à

Constantinople pour prévenir le général Sébastiani de ce qui allait probablement se faire.

L'entrevue eut effectivement lieu, le lendemain ou le surlendemain du second retour du maréchal Duroc. L'empereur, qui était gracieux dans tout ce qu'il faisait, avait fait établir, au milieu de la rivère, un large radeau, sur lequel était construit un grand salon bien décoré et bien couvert, avec deux portes opposées, précédées chacune d'une petite salle d'attente ; on n'aurait rien fait de mieux avec les ouvriers de Paris. La toiture était surmontée de deux girouettes, l'une à l'aigle de Russie, l'autre à l'aigle de France ; les deux portes d'entrée étaient également surmontées des mêmes armes. Le radeau fut placé au plus juste milieu du fleuve, présentant les deux portes d'entrée du salon aux deux rives opposées.

Les deux empereurs arrivèrent en même temps sur les deux rives, et s'embarquèrent au même moment ; mais l'empereur Napoléon ayant un canot bien armé, monté par des marins de la garde, arriva le premier dans le salon, et alla à la porte opposée, qu'il ouvrit ; il se plaça sur le bord du radeau pour recevoir l'empereur Alexandre, qui avait encore un peu de trajet à faire, n'ayant pas eu d'aussi bons rameurs que l'empereur Napoléon. L'accueil qu'ils se firent fut amical, au moins il en eut l'air ; ils restèrent assez long-temps ensemble, et se quittèrent avec le même extérieur que l'on avait remarqué lorsqu'ils s'étaient abordés.

Le lendemain, l'empereur de Russie vint s'établir à Tilsitt, avec un bataillon de sa garde ; on avait eu soin de faire évacuer la portion de la ville où il devait loger, ainsi que le bataillon ; et quoique l'on fût très à l'étroit, on ne pensa jamais à se donner du large en s'étendant dans la partie destinée aux Russes. Le jour de l'entrée de l'empereur Alexandre à Tilsitt, toute l'armée prit les armes ; la garde impériale

borda la haie sur trois rangs, depuis l'embarcadaire jusqu'au logement de l'empereur, et jusqu'à celui de l'empereur de Russie ; l'artillerie le salua de cent un coups de canon, au moment où il mit pied à terre à l'endroit où l'empereur Napoléon l'attendait pour le recevoir ; il avait poussé la recherche jusqu'à envoyer de chez lui tout ce qui devait meubler la chambre à coucher de l'empereur Alexandre ;* le lit était un lit de campagne de l'empereur ; il l'offrit à l'empereur Alexandre, qui parut accepter ce cadeau avec plaisir.

Cette réunion, la première de ce genre et de cette importance dont l'histoire nous ait transmis le souvenir, attira à Tilsitt une foule de curieux de cent lieues à la ronde ; M. de Talleyrand était arrivé, et l'on commença à parler d'affaires après les complimens d'usage.

Le ministre des affaires étrangères de Russie était M. de Budberg, homme absolument incapable de négocier avec M. de Talleyrand : aussi les questions se décidaient-elles par les deux souverains. Ces conférences impériales durèrent une quinzaine de jours ; on parlait d'affaires le matin, on dînait ensemble, et pour passer le reste de la journée on faisait manœuvrer quelques-unes des troupes des corps d'armée qui étaient aux environs.

L'empereur de Russie avait plus à traiter pour la Prusse que pour lui. L'empereur Napoléon avait plusieurs intérêts ; d'abord la Pologne, c'est-à-dire la partie qu'il occupait, et à laquelle il avait fait prendre les armes, puis la Turquie, à laquelle il avait fait déclarer la guerre aux Russes.

La Suède avait le malheur d'être gouvernée par un prince qui avait pris conseil de la haine, et qui ne voulait pas comprendre que lorsque la France se battait avec la Russie, cela devait tourner au profit de la Suède comme de la Pologne et

* L'attention alla jusqu'à des cuisiniers, domestiques et autres détails de ce genre.

de la Turquie ; il était en guerre contre nous, et, quoi qu'on ait tenté, on ne put faire changer la politique de ce prince, qui, dans cette occasion, montra moins de sens que les Turcs. Ces derniers avaient été malheureux dans leur guerre ; après s'être réveillés lentement d'un long assoupissement, ils entrèrent en campagne, comme ils avaient coutume de le faire ; mais l'Europe était changée, et leurs antagonistes, déjà redoutables pour eux dans leurs guerres précédentes, avaient plus qu'eux suivi les progrès des lumières ; la Porte vit trop tard qu'il lui fallait faire des efforts extraordinaires ; elle s'y détermina, et au moment de les employer, il éclata dans ce pays une révolution de sérail qui les neutralisa : le sultan fut déposé, et retenu prisonnier par un de ses propres neveux, qui s'était assuré des moyens de faire réussir sa coupable entreprise.

CHAPITRE VIII.

Révolution de sérail.—Le sultan Sélim est étranglé.—Son successeur se montre peu favorable à la France.—L'empereur ne sait que présumer de la politique turque.—Il abandonne les intérêts des Osmanlis.—Les Grecs.—Considérations générales sur les vues et la politique de l'empereur.—Méprise de la France.

L'AMBASSADEUR de France, le général Sébastiani, surpris par cet événement, ne se déconcerta pas, et songea à précipiter l'usurpateur. Il trouva les moyens de communiquer avec le sultan déposé et captif, et déjà il avait fait mettre l'armée turque en marche sur Constantinople, dont elle n'était pas éloignée, lorsque cet usurpateur, effrayé du sort qui va l'atteindre, entre comme un furieux chez son oncle,

et l'étrangle de ses propres mains. Cependant l'armée turque arriva, et il fut fait justice de cet homme dénaturé. Un autre neveu de l'infortuné sultan lui succéda.

Je n'ai su ces événemens que sommairement ; mais il est vrai que ce mouvement que l'armée turque fut obligée de faire devint funeste aux provinces de cet empire qui sont situées sur la rive gauche du Danube, lesquelles passèrent de suite sous la domination russe. L'armée turque ne put pas les reconquérir.

Cette révolution de Constantinople changea réciproquement la politique de l'Europe envers cette puissance, et la sienne envers le reste de l'Europe. Il arriva malheureusement que nous traitions de la paix dans un moment où nous devions stipuler pour un sultan avec lequel nous ignorions sur quel pied et en quels termes nous allions être. Le temps était trop court pour s'assurer à la fois des intentions du nouveau sultan, et pour régler avec les Russes la position dans laquelle on voulait se placer. Cependant la Turquie ne pouvait pas y être considérée comme un objet indifférent ; on ne pouvait s'expliquer pour quelle cause cette révolution de sérail s'était faite ; puisque le sultan étranglé était notre allié et notre ami, on soupçonna son successeur de favoriser la faction ennemie de la France. On le crut d'autant mieux que ce sultan avait fait décapiter le prince Sutzo, comme agent du parti français ; il avait effectivement rendu compte à notre ambassadeur, que la Porte, dont il était alors premier drogman, traitait de la paix avec l'Angleterre, ce qui était vrai.

A travers toutes les catastrophes orientales, on jugea que, quoi que l'on fît à Constantinople, on ne s'y établirait jamais d'une manière durable. Les Russes y entretenaient avec activité une influence qui était leur affaire principale, et depuis qu'ils étaient possesseurs de la majeure partie des côtes de la mer Noire et des embouchures des fleuves qui s'y jettent après avoir traversé les Etats russes, leur domination

s'y faisait sentir sans qu'on pût y apporter du contre-poids. La nation grecque commençait à entrevoir le moment où elle secouerait le joug sous lequel elle gémit depuis si long-temps. Le gouvernement turc était sans ressort, et n'offrait aucun point d'appui où poser le levier dont le jeu pouvait l'affermir. On venait de perdre le seul prince avec lequel on pût stipuler d'une manière à peu près sûre.

En Europe, on considérait les Turcs moins comme une nation que comme une grande tribu à laquelle les Grecs sont devenus supérieurs, et qu'ils pourraient bien un jour rejeter en Asie, étant aidés par une forte puissance. On préféra donc s'arranger avec la Russie, indépendamment des Turcs, et au moyen de la politique, qui justifie les actions des souverains, nous nous servîmes de la circonstance de la mort du sultan pour abandonner la nation. Fîmes-nous bien ? fîmes-nous mal ? je ne m'en établis pas le juge ; mais du moins il faut convenir que nous ne fîmes point une action loyale, d'autant plus que c'était nous qui leur avions fait faire la guerre.

Une considération qui détermina encore à abandonner les Turcs fut celle-ci : nous traitions en gardant la majeure partie de nos conquêtes ; c'était la résolution prise ; on ne pouvait donc pas raisonnablement exiger que les Russes rendissent les provinces turques dont ils s'étaient emparés, sans que la Porte puisse les reconquérir. Or, si déjà les Russes menaçaient de ruiner l'empire de Constantinople, que devait-il devenir après la perte de ses provinces ? Pour le soutenir, il fallait évidemment soutenir la guerre avec tous les moyens de la nation, et par conséquent ne se dessaisir d'aucun des avantages dont on se trouvait pourvu, et renoncer à l'ouvrage dont on s'occupait pour commencer celui qu'il y aurait eu à faire ; c'est-à-dire marcher à la destruction de l'empire russe. Ce plan fut proposé à l'empereur ; mais il était occupé d'une autre idée ; il voulait mettre fin à la guerre, et contracter une

alliance dont il avait besoin en Europe. Il croyait pouvoir le faire avec l'empereur de Russie, pour lequel il se sentait de l'attraction.

Si l'on partait du point qui avait, jusqu'à cette époque, servi de régulateur à la politique de la France vis-à-vis des puissances orientales, il n'y a nul doute que l'on serait autorisé à dire que c'est une grande faute que d'avoir abandonné les Turcs à Tilsitt; moi-même, quoique soumis à l'empereur en tout, j'ai trouvé que nous manquions à la loyauté; mais, en examinant les choses de près et sans passion, on ne peut s'empêcher de justifier l'empereur, s'il a eu le projet de prendre dans le Levant une position meilleure, d'autant plus qu'il avait bien pénétré ce qui devait infailliblement arriver dans ces contrées, surtout lui n'étant plus sur la scène du monde, et la France sous une minorité. Dans le cours de son administration, il avait fait faire beaucoup d'observations sur l'Orient, et il y avait été bien servi.

Pendant que toutes les nations de l'Europe avaient les regards tournés vers la révolution française, et qu'en général les idées anciennes faisaient petit à petit place aux nouvelles, avec lesquelles on était successivement obligé de transiger, les Turcs sont restés dans leur léthargie, et ont fini par se trouver à une distance très grande de celle à laquelle ils étaient déjà, à la fin de leur dernière guerre avec la Russie et l'Autriche.

La disparition de la Pologne et de la Suède a particulièrement pesé sur eux; les moyens de ces deux puissances, jadis leurs alliées, étant passés entre les mains de leurs ennemis, leur sort est devenu indubitable, et il ne faut pas être profond politique pour voir que la Turquie ne sera bientôt plus qu'une vassale de la Russie.

Toutes les nations qui ont intérêt à la conservation des Turcs, n'ont pas fait assez d'attention aux différentes routes que les Russes se sont ouvertes à travers ce pays; tout le

monde a été plus ou moins accessible à la séduction du cabinet de Saint-Pétersbourg, qui fera payer fort cher les services qu'il a rendus pour la destruction de la France. Il y a travaillé avec ardeur, parce que cela assurait l'exécution de ses projets à venir, en ne la faisant dépendre que de lui; mais il n'a pas cessé de faire marcher sa politique dans le Levant, et, depuis vingt-cinq ans, il s'est distribué dans les îles de la Grèce et dans la Géorgie plus de bagues, de diamans au chiffre de l'empereur de Russie, qu'il n'y en a eu de données dans toutes les autres cours de l'Europe.

Les Grecs, qui sont naturellement observateurs et commerçans, n'ont pas tardé à s'apercevoir de ce qui pouvait les favoriser. La mesure qu'a prise le gouvernement français de rendre le commerce du Levant libre, servira les Grecs au gré de leurs désirs, et ils ont commencé à voir luire l'espérance depuis qu'en France et en Italie ils ont part aux mêmes faveurs de commerce que les nationaux de ce pays. La guerre ayant introduit le commerce anglais dans la Méditerranée, et lui-même ayant été exclu des ports d'Italie, les Grecs en sont devenus les facteurs, et se sont ainsi créé une marine marchande, qui compte déjà au-delà de mille bâtimens de toute grandeur, et qui ont remplacé ceux que la France avait autrefois dans ces mers, sous le nom de bâtimens de caravane.

Les établissemens français dans les échelles du Levant ont vu leurs affaires passer successivement entre les mains des Grecs, qui sont devenus riches de la dépouille de la France. Avec l'opulence sont venus les goûts de luxe et de science, parce que l'on sait que l'ambition est inutile aux Grecs, puisque les Turcs ne les admettent dans aucun emploi: ils n'ont pas même le droit d'être armés. Mais, sous le rapport des sciences et des arts, ils ont fait de grands pas pendant que les Turcs dormaient. Aujourd'hui les Grecs ont des colléges dans toutes les îles, et trois grands, entres autres, à Smyrne,

Chio et Athènes, où leur populeuse jeunesse apprend, avec des succès remarquables, les langues ; le latin, dont ils traduisent tous les bons auteurs ; l'histoire, et particulièrement celle de leur pays ; la géographie, les mathématiques, la physique et la chimie ; ils ont des postes, et des professeurs excellens dans toutes les parties. Leur goût est borné par la crainte de s'attirer des impositions arbitraires de la part du gouverneur turc ; en sorte que les bénéfices de leur commerce sont enfouis et dérobés aux regards observateurs.

Voilà donc une nation riche, industrieuse et savante qui, chaque jour, sent mieux le poids de sa servitude qu'avant d'avoir pu en juger par des objets de comparaison désavantageux pour elle. Dans cette situation, elle tourne ses regards vers un libérateur,* et secondera des efforts qui doivent lui devenir aussi profitables. Il y a vingt-cinq ans, on aurait eu de la peine à faire raccommoder une chaloupe en Grèce ; aujourd'hui on y fait des vaisseaux, de la tonnellerie, de la corderie, de la voilerie ; on y travaille le fer et le cuivre comme à Marseille ; il y a beaucoup de fabriques, entre autres une verrerie à l'île de Chio, qui aura plus d'un imitateur ; et il est à remarquer que tous les établissemens commencent en adoptant les mêmes perfections que toutes les nations étrangères ont fini par préférer après avoir traversé les âges.

Un peuple nombreux, robuste et sobre, comme le Grec, qui a tous les germes d'un retour à la civilisation, ne peut pas reculer ; il y est sans cesse rappelé par les souvenirs de son histoire, et il n'est pas difficile de prévoir qu'il doit nécessairement reprendre un rang parmi les nations indépendantes ;† il n'a besoin pour cela que de secouer le joug des

* On trouve dans toutes les maisons grecques un peu aisées, les portraits des membres de la famille impériale russe, et de tous les généraux des armées de ce même pays.

† Avec lui il faut comprendre les Arméniens et les Juifs ; dans l'empire ottoman d'Europe, ces trois classes réunies égalent celle des Turcs.

Turcs. Les Grecs les méprisent, mais ils les craignent, et ils n'ont pas assez de confiance en eux-mêmes pour tenter de secouer le joug seuls.

Il faut que les Turcs s'écroulent, ou par la guerre, ou par l'intrigue, ou par vétusté ; ce qui ne peut tarder. Alors les Grecs n'auront plus qu'à se reconstituer, si la puissance prépondérante le leur permet ; ils auront, dans un même jour, un gouvernement d'hommes sages et éclairés, une foule de jeunes gens très instruits, une marine, une armée, enfin une industrie et des richesses, qui ne craindront plus de se montrer lorsqu'elles seront protégées. Le résultat de cette émancipation des Grecs sera immense pour la puissance riveraine de la Méditerranée, et le commerce français achevera d'en être chassé. On a beau vouloir s'en imposer sur cette époque, elle est marquée et réservée au règne de l'empereur Alexandre* : il ne voudra pas laisser à son successeur le rôle de régénérateur de la Grèce ; tout lui permet de hâter cet événement, qui, comme tous ceux de cette importance, n'ont qu'un moment pour éclore, après quoi ils avortent ou rencontrent des difficultés.

Si, comme cela est probable, la catastrophe des Turcs arrive, on voudra venir à leur secours, au moins on peut le penser ; mais il ne sera plus temps : les troupes russes seront aux Dardanelles avant l'arrivée des flottes qui voudront protéger les Turcs. Il n'y aura donc qu'une guerre par terre qui sera de quelque effet ; mais les puissances qui pourraient la faire efficacement n'ont pas toutes le même intérêt à ce que la marine de guerre et marchande russe ne vienne point dans la Méditerranée ; aussi les Anglais, qui sont prévoyans, ont pris à l'avance les îles Ioniennes, et nous les verrons aller en Egypte lorsque les Turcs s'écrouleront : c'est le seul point

* Le lecteur ne doit pas oublier que ces Mémoires étaient écrits avant la mort de l'empereur Alexandre.

d'où ils pourront rester encore quelque temps les maîtres exclusifs du commerce de l'Inde, jusqu'à ce que les idées d'indépendance y soient inoculées.

C'est vraisemblablement parce que l'empereur avait envisagé les choses sous ce rapport-là à Tilsitt, qu'il renonça à soutenir seul les Turcs, et il aima mieux saisir les avantages que lui avait donnés la guerre, pour profiter d'une catastrophe inévitable, que de remettre encore les armes à la main pour juger une difficulté qu'il était le maître de faire tourner à sa guise, dans ce moment-là, en s'alliant avec les Russes, et en les intéressant à son système politique.*

L'Autriche avait une armée d'observation en Gallicie et en Bohême, c'est-à-dire sur nos derrières ; son ambassadeur, M. de Vincent, était, ainsi que tout le corps diplomatique, à Varsovie, et ne pouvait pas pénétrer ce qui se faisait à Tilsitt, d'où l'on avait écarté tout ce qui n'était pas partie contractante. L'Autriche y envoya directement, de Vienne, le général Stuterheim, qui y arriva pendant les conférences ; il eut soin de prendre sa route de manière à éviter Kœnigsberg, où bien certainement je l'aurais retenu ; il était chargé des complimens d'usage en pareil cas ; mais je crois que le véritable motif de sa mission était de suppléer à ce que M.

* Lorsque l'on verra les Russes maîtres de Byzance, on se rappellera les prédictions de l'empereur Napoléon, et l'on s'expliquera mieux pourquoi il fit la guerre à la Russie, après qu'elle se fut elle-même détachée de son alliance ; pourquoi il s'était allié à l'Autriche ; pourquoi il avait fait entrer l'Espagne dans son système, et enfin de quelle importance était l'occupation de l'Egypte à laquelle il pouvait toujours atteindre ayant Ancône et Corfou. Lorsque ce moment arrivera, que dira le commerce maritime de France et que deviendra-t-il ? n'ayant point de colonies, il rencontrera partout la concurrence des étrangers, et il se trouvera grevé de plusieurs droits de douane à leur profit, avant de rapporter dans la métropole des denrées de retour, qui y seront apportées de tout côté à meilleur compte. Il sera bien temps alors de reconnaître l'erreur dans laquelle on est tombé ; on paiera cher l'égarement où l'on s'est laissé entraîner en 1814.

de Vincent se trouvait dans l'impossibilité de faire à Varsovie.

M. de Stuterheim était parti de Vienne après que l'on y avait su la bataille de Friedland : venait-il savoir quels en seraient les résultats pour les Russes, juger de ce qu'ils pouvaient encore, et leur donner des paroles de consolation de la part de sa cour : cela n'était pas invraisemblable ; comme aussi il pouvait avoir la mission inverse, c'est-à-dire en cas que les Russes fussent perdus, et la Pologne régénérée, ainsi que cela dépendait de l'empereur alors, M. de Stuterheim pouvait être chargé d'un arrangement à conclure avec la France pour ce cas-là.

Je pense bien que le ministère de l'empereur a considéré les choses sous les deux points de vue, et qu'il s'en est servi pour décider l'empereur à faire la guerre. Or, comme il ne cherchait qu'à lier une puissance à son système, et à contracter une alliance pour la France et lui, il crut l'avoir trouvée, et renonça au reste. On ne pourra pas du moins le suspecter de mauvaise foi ; et il lui paraissait moins difficile de rapprocher la Russie de la France que la France de l'Autriche. Les Prussiens avaient donné une mission semblable à M. Haugwitz en 1805.

Après la bataille de Friedland, les moyens de l'empereur Napoléon étaient immenses. La Russie n'avait plus d'armée, et l'empereur pouvait, en quelques marches au-delà du Niémen, se trouver maître de la meilleure partie des moyens de recrutement de la Russie, comme du reste de la Prusse. La Pologne pouvait être régénérée, et son armée organisée avant que les armées autrichiennes pussent se mettre en opération. Tout cela ne se fit pas, parce que l'empereur Napoléon cherchait de bonne foi une alliance, et les conférences de Tilsitt eurent lieu. Les deux puissances ne cherchant qu'à se rapprocher, ne songèrent qu'à s'accorder, ce qui faisait l'objet de leurs désirs, et non à ouvrir de nouvelles contestations.

La France demandait à la Russie d'entrer franchement dans sa querelle contre l'Angleterre, et de consentir à des changemens en Espagne, qui devaient d'abord être le départ de la maison régnante pour l'Amérique, et la réunion des cortès pour le changement de la dynastie, c'est-à-dire recommencer l'ouvrage de Louis XIV en sens inverse. La Russie demandait la Finlande et les provinces turques, jusqu'au Danube, avec les arrangemens que les localités obligeraient de prendre, telles que l'émancipation des Serviens; et, si cela était possible, la séparation de la Hongrie.

La révolution de sérail, qui venait d'éclater à Constantinople contre le sultan Sélim, et le rapprochement subit de son successeur avec l'Angleterre, donna de l'inquiétude à l'empereur Napoléon, qui n'avait plus assez de temps pour refaire là sa politique. On pouvait craindre que les Anglais ne fissent faire la paix aux Turcs, et que l'armée russe de Moldavie ne vînt réparer les pertes de Friedland. Si cela était arrivé, la Russie aurait traîné en longueur, et donné à l'Autriche la possibilité d'entreprendre quelque chose avec succès; il aima donc mieux saisir ce qui se présentait que de courir de nouvelles chances; il traita sans les Turcs, et laissa les Russes continuer leurs opérations contre eux, et en retour, les Russes promirent de le laisser agir de même en Espagne.

Les Russes allèrent franchement contre les Suédois et les Turcs; mais les affaires d'Espagne ayant pris une fâcheuse tournure, l'empereur Napoléon en prévit les suites et demanda l'entrevue d'Erfurth pour affermir sa politique avec la Russie. Il en revint moins satisfait qu'il ne l'espérait; mais cependant loin de la pensée de croire à la guerre qui eut lieu en 1809. Elle fit évanouir sa confiance dans son alliance de Tilsitt, et en demandant les provinces Illyriennes au mois d'octobre 1809, c'était un chemin de plus qu'il voulait s'ouvrir pour marcher au secours des Turcs, sans compliquer sa politique en passant par des pays étrangers, il était alors

résolu de défendre les Turcs, trouvant que la Russie avait déjà trop acquis par la seule résistance que lui-même éprouvait en Espagne.

Il aurait cependant voulu s'unir à cette puissance; mais il vit que son ouvrage de Tilsitt était à refaire en entier, puisque la seule guerre que la Russie pouvait faire aux Anglais était par le commerce, qui était protégé à peu de chose près comme auparavant: on vendait à Mayence du sucre et du café qui venait de Riga. Dès-lors il ne restait que les inconvéniens du traité de Tilsitt, sans aucun de ses avantages; et il se détermina à son alliance avec l'Autriche, avec la résolution de reprendre tous les avantages qu'il avait après Friedland. Depuis le mariage, la Russie le voyait bien, ou du moins il ne lui était pas permis d'en douter.

Si la guerre de 1812 avait été heureuse, il n'y a pas de doute que l'Illyrie ne fût point restée détachée de l'Autriche; et c'est pourquoi l'empereur en avait fait un gouvernement séparé, afin de pouvoir la négocier plus facilement.

Maintenant que la France ne porte plus d'ombrage à la Russie, doit-on croire qu'elle se gênera davantage pour exécuter ce qu'elle n'avait pas craint d'entreprendre avant. Il y aurait de la déraison à le penser. Peut-être y mettra-t-elle un peu plus de temps; mais le résultat sera le même. Son commerce la pousse dans la Méditerranée, et il faudra malgré elle qu'elle arrive aux Dardanelles. Il n'y a pas un Grec qui n'en soit convaincu et ne l'attende. Les Russes n'ont que des armes à porter à cette population, qui tend à sortir du joug qui pèse sur elle, et les Russes le savent.

CHAPITRE IX.

L'empereur Napoléon cède aux instances de l'empereur Alexandre—L'autocrate prend une part de la dépouille de son allié.—Le roi et la reine de Prusse à Tilsitt.—Formation du royaume de Westphalie.—M. de Nowosilsow avertit l'empereur Alexandre de se rappeler le sort de son père.

L'EMPEREUR de Russie fut obligé de nous faire, de son côté, des abandons. Le ministre français proposait d'abord de rayer la Prusse du nombre des puissances, et ce n'est assurément qu'aux instances de l'empereur de Russie qu'elle doit d'avoir été conservée ; elle fit des pertes énormes, mais il n'y avait pas de compensation à donner pour leur restitution : elle fut donc obligée d'y souscrire.

L'empereur de Russie lui-même prit à la Prusse, sur les bords de la Narew, le district de Bialystock ; nous devions donc, nous, ennemis, nous attendre à ne pas être taxés de spoliation en la divisant comme nous l'avons fait, parce qu'enfin, si la conquête est un droit, nous l'avions acquis.

Le roi de Prusse et même la reine de Prusse vinrent à Tilsitt,* pour chercher à conjurer cette ruine ; ils y furent reçus avec égards, beaucoup de démonstrations de respect ; mais ni l'un ni l'autre n'obtinrent rien. L'empereur de Russie, leur protecteur, fut obligé de songer à lui, ne pouvant rien faire pour eux.

Il y avait bien autour de l'empereur Napoléon un petit parti qui cherchait à éloigner la paix dans des vues particulières d'ambition ; M. de Talleyrand le voyait, et se hâtait tant qu'il

* L'empereur ayant su que la reine de Prusse venait le voir (elle le lui avait fait demandèr), envoya ses voitures, ses chevaux, ses écuyers et ses gardes pour l'accompagner, la conduire jusqu'à Tilsitt et ensuite la ramener chez elle.

pouvait de conclure. Un jour qu'il sortait du cabinet de l'empereur, il trouva dans le salon à côté le grand-duc de Berg, qui, pendant ces conférences, se donnait beaucoup de mouvement pour obtenir quelques portions de territoire qu'il trouvait à sa convenance ; M. de Talleyrand lui dit haut devant tout le monde : " Monseigneur, vous nous avez fait " faire la guerre, mais vous ne nous empêcherez pas de faire " la paix." Il n'en dit pas davantage, et quitta la compagnie; la paix se signa effectivement deux ou trois jours après.

L'empereur de Russie reconnut tout ce qu'on voulait lui faire reconnaître à Austerlitz, et s'il avait accepté le rendez-vous qui lui a été proposé alors, il aurait épargné la vie de bien des braves gens ; et aurait empêché le malheur d'un grand nombre de familles.

A Tilsitt, la Prusse rendit tout ce qu'elle avait acquis depuis l'avénement de Frédéric II au trône, excepté la Silésie ; mais elle perdit Magdebourg. La Hesse, le duché de Brunswick, avec quelques autres territoires, formèrent le royaume de Westphalie, que l'empereur de Russie reconnut. La portion de la Pologne qui était échue à la Prusse, dans les divers partages, fut érigée en grand-duché de Varsovie*, et placée sous la domination de la Saxe.

L'empereur de Russie reconnut aussi la possession du Hanovre par la France ; il lui rendit Corfou. En général, il fut d'accord avec l'empereur Napoléon, non seulement sur les changemens qui étaient la conséquence du traité patent, mais encore sur d'autres changemens que l'empereur méditait et dont il avait conféré avec lui ; j'expliquerai du mieux qu'il me sera possible les raisons que j'ai de le croire.

Comme la Russie était encore en guerre avec la Porte, il ne fut stipulé autre chose sinon que nous emploierions nos bons

* L'empereur rendit la liberté aux paysans et abolit le servage dans le duché de Varsovie ; ce bienfait, qui s'étendra sans doute aux autres parties de la Pologne, date de l'entrée de l'empereur dans ce pays.

offices pour déterminer la Porte à faire la paix; et je crois, sans en être bien assuré, que nous avions consenti à la cession des provinces occupées par les Russes au moment de l'ouverture des négociations, bien entendu que dans le cas où les Turcs se refuseraient à traiter, notre intervention cesserait sur-le-champ, c'est ce qui arriva; ils furent indignés d'être abandonnés dans une querelle dont ils ne s'étaient mêlés que par respect pour leur alliance avec nous, et je viens d'expliquer comment nous fûmes obligés de les abandonner, et il est juste d'ajouter que le nouveau sultan avait cherché à nous devancer en faisant la paix avec l'Angleterre, qui ensuite la lui aurait fait faire avec les Russes. Dès ce moment, il fallut renoncer plus que jamais à rien obtenir de la Turquie, et notre ambassadeur, après avoir joui à Constantinople de la plus haute estime et de la plus grande faveur, ne fut tranquille que lorsqu'il eut obtenu son rappel.

Les choses réglées à Tilsitt*, les deux souverains se quittèrent paraissant s'estimer et s'aimer beaucoup; l'empereur Napoléon accompagna l'empereur de Russie jusque sur la rive gauche du Niémen, où la garde Russe était en bataille; c'est là qu'en s'embrassant l'empereur Napoléon détacha sa croix de la légion-d'honneur, et l'attacha à la boutonnière du grenadier qui était à la droite du premier rang de la garde russe, en disant: "Tu te souviendras que c'est le jour où "nous sommes devenus amis, ton maître et moi."

* Je tiens d'un témoin qu'à Tilsitt même, M. de Nowosilsow, employé à la chancellerie russe et fort attaché à l'empereur Alexandre, avait dit à ce prince: "Sire, je dois vous rappeler le sort de votre père"; et que l'empereur lui avait répondu: "Eh mon Dieu! je le sais, je le vois, mais que voulez-vous que je fasse contre la destinée qui m'y conduit?" En Russie les nobles sont-ils donc comme les janissaires à Constantinople, faut-il leur plaire ou mourir?

CHAPITRE X.

Retour de l'empereur.—Ivresse de la France.—Fêtes : Opéra de Trajan.—Mission pour Saint-Pétersbourg.—Instructions de l'empereur.—Mon arrivée à Pétersbourg.—Exaspération contre les Français.—J'ai peine à trouver un logement.—L'empereur Alexandre.

Après la paix de Tilsitt, l'empereur revint à Kœnisberg ; il n'y resta que peu de temps, après quoi il partit pour Paris en passant par Dresde, où il s'arrêta deux jours.

La France était en délire et croyait jouir d'une paix qui serait suivie d'une longue série de bonheur. L'empereur arriva à Saint-Cloud avec la rapidité d'un trait, et deux jours plus tôt qu'on ne l'attendait ; il fut content de tout ce qu'il vit, et fut convaincu que l'administration n'avait failli en rien pendant sa longue absence. Tout prospérait, finances, industrie, et en général tout ce qui touche à la félicité publique.

Il vint de tous les points de la France des députations lui présenter des hommages avec des assurances de dévouement. Il en eut pour plus de quinze jours à recevoir les uns et les autres ; il aurait eu de quoi être enivré, s'il n'avait su depuis long-temps apprécier tout cela à sa juste valeur. On était d'autant plus aise de le revoir, que l'on n'ignorait pas à combien d'avantages il avait renoncé pour mettre fin à la guerre.

Paris fut tout en fête ; il était entré un argent énorme provenant des contributions levées en Prusse* ; lequel,

* *Etat des Contributions de divers Genres imposées aux Pays conquis dans la Campagne.*

RECOUVRÉES AU 31 OCTOBRE, 1808.

Contribution extraordinaire de guerre	311,661,982 f.	75 c.
Impositions ordinaires	76,676,960	66
Saisies des caisses	16,171,587	62
Ventes	66,842,119	50
Total	471,352,650 f.	53 c.

joint à celui qui aurait dû être envoyé pour l'entretien de l'armée, et qui n'en était pas sorti, avait répandu partout une aisance inconnue jusqu'alors. Des travaux publics étaient ouverts partout; les différentes classes d'artisans avaient leurs métiers en activité; chacun d'eux gagnait honorablement sa vie et de quoi augmenter ses jouissances. Grandes routes nouvelles, canaux et établissemens publics, tout était

A RECOUVRER.

Royaume de Westphalie.			
Contributions de guerre..........	7,065,437 f.	63 c.	
Impositions ordinaires............	6,917,692	61	
Dantzick.			
Contributions de guerre..........	1,229,643	14	
Intérêts des obligations..........	2,446,369	16	
Comté de Hanau................	2,428	58	
Bayreuth.			
Contributions de guerre..........	1,628	53	39,391,759 f. 62 c.
Pour les domaines suivant le traité du 15 octobre................	15,000,000	00	
Les fournitures pour l'armée......	2,000,000	00	
Poméranie suédoise, contributions de guerre..................	1,728,559	97	
Villes anséatiques, *ibid.*..........	3,000,000	00	
Aperçu estimatif de la valeur des fournitures prises sur l'ennemi ou faites par le pays et non imputées sur les contributions.			
Subsistances.....................	55,333,926 f.	44 c.	
Hôpitaux........................	18,177,957	50	
Habillemens....................	7,636,950	43	
Chevaux........................	6,840,920	00	90,483,511 f. 94 c.
Artillerie.			
3,000 pièces d'arbres à 75 fr. 225,000 fr. des dépôts des mines, 812,706 fr. 8 c...............	1,037,706	08	
Bois de chauffage, à Berlin........	1,373,935	49	
Porcelaine.....................	65,860	00	
Métaux trouvés à la monnaie......	16,256	00	
Total général....			601,227,922 f. 09 c.

entrepris à la fois et marchait avec un ordre admirable. Il fallait bien que l'administration fût confiée à des mains habiles et probes, pour qu'aucune partie de cette immense machine ne restât en souffrance, ou n'embarrassât l'autre.

Dans le nombre des fêtes publiques qui eurent lieu à cette occasion, il ne faut pas omettre l'opéra du triomphe de Trajan. Le ministre de la police, qui n'avait point de témoignage de son zèle à donner, par des travaux semblables à ceux des ministres de l'intérieur, des finances et autres; qui, de plus, ne pouvait en faire accroire sur la part qu'il avait eue à l'enthousiasme public résultant des heureux événemens qui avaient amené la paix, ayant au contraire lieu de craindre une nouvelle réprimande pour avoir mal fait son devoir dans deux occasions pendant la même campagne, le ministre, dis-je, eut recours à l'adulation pour désarmer une colère dont il se croyait menacé, lors même que l'empereur n'y pensait pas. C'est pour cela qu'il fit faire l'opéra de Trajan, dont il ne récompensa même pas l'auteur, duquel je tiens ces détails. Ce dernier prit le sujet de son poëme dans le trait que j'ai rapporté relativement à madame la princesse de Hatzfeld de Berlin.

Cet opéra plut beaucoup par le spectacle magnifique qui y était étalé, et par tout ce que les grâces et les talens des incomparables actrices de ce théâtre peuvent offrir de mieux dans ce genre. La musique eut le même succès; mais la louange était trop directe et ne plut point. On aurait dû mettre plus de tact dans la manière de l'adresser; aussi l'empereur ne put-il pas en supporter la représentation, et cependant il eut plusieurs fois l'occasion d'entendre dire qu'on lui imputait d'avoir donné l'ordre de faire cet opéra. C'était assez l'habitude de se retrancher derrière son autorité, quand on ne se sentait pas la force de braver la critique.

Malgré le zèle du ministre, l'empereur ne fut point dupe;

il avait une adresse pour deviner tout ce qui ne lui paraissait pas naturel. Il apprit une quantité de petites intrigues qui avaient eu lieu à Paris pendant son absence, et desquelles il aurait dû être informé par son ministre, qui eut l'air de les avoir ignorées. J'en parlerai plus bas, parce que c'est sous mon administration, que l'empereur apprit, d'une manière évidente, les motifs qu'on avait eus de les lui cacher. Il resta persuadé depuis lors qu'on n'avait cherché qu'à l'abuser.

Sa confiance dans M. Fouché était disparue; il ne lui disait plus rien, il le laissait faire. Je dirai tout à l'heure ce qu'il en arriva, et ce qui faillit perdre le ministre de la police pour jamais. Mais avant je veux rendre compte de ce qui se passait à Pétersbourg, parce que c'est le moment d'en parler. Avant de quitter Kœnigsberg, l'empereur me fit appeler; il venait de voir le corps du maréchal Soult. Après m'avoir gardé quelques minutes, il me dit: "Je viens de faire "la paix; on me dit que j'ai eu tort, que je serai trompé; "mais, ma foi, c'est assez faire la guerre, il faut donner du "repos au monde. Je veux vous envoyer à Saint-Péters- "bourg, en attendant que j'aie fait choix d'un ambassadeur; "je vous donnerai pour l'empereur Alexandre une lettre qui "sera votre lettre de créance. Vous ferez là mes affaires: "souvenez-vous que je ne veux faire la guerre avec qui que "ce soit; et établissez-vous sur ce principe-là. Ce serait me "déplaire beaucoup que de ne pas m'éviter de nouveaux "embarras. Voyez Talleyrand, il vous dira ce qu'il y a à "faire pour le moment, et ce qui a été réglé entre l'empereur "de Russie et moi. Je vais laisser reposer l'armée dans les "pays que je dois encore occuper, et faire achever le paie- "ment des contributions. C'est le seul cas qui pourrait "ramener des difficultés; mais tenez-vous pour dit que je "n'en rabattrai rien. Vous aurez à presser le départ d'un "ambassadeur; faites en sorte que le choix tombe sur un

" homme qui ne vienne pas chez nous pour y faire ce qu'ont " fait ceux que nous avons déjà eus.

" Je vous ferai envoyer le traité secret après que j'aurai " reçu vos premiers rapports. Dans vos conversations, " évitez soigneusement tout ce qui peut choquer. Par " exemple, ne parlez jamais de guerre ; ne frondez aucun " usage, ne remarquez aucun ridicule : chaque peuple a ses " usages, et il n'est que trop dans l'habitude des Français de " rapporter tout aux leurs, et de se donner pour modèles. " C'est une mauvaise marche, qui vous empêchera de réussir " en vous rendant insupportable à toute la société. Enfin, " si je puis reserrer mon alliance avec ce pays, et y faire " quelque chose de durable, ne négligez rien pour cela. " Vous avez vu comme j'ai été trompé avec les Autrichiens " et les Prussiens ; j'ai confiance dans l'empereur de Russie, " et il n'y a rien entre les deux nations qui s'oppose à un " entier rapprochement ; allez y travailler."

C'était là toute ma mission ; elle était pacifique et n'avait rien qui sentît l'envoyé d'un conquérant. L'empereur partit le même soir pour Paris, et le lendemain je me mis en route pour Pétersbourg. Nous commencions l'évacuation des bords du Niémen, lorsque je traversai ce fleuve, et de l'autre côté étaient encore les milices asiatiques que le prince Labanow avait amenées pour former une réserve à l'armée du général Benningsen, qui revenait de la bataille de Friedland.

La garde russe était partie depuis quelques jours, et ce qui restait là de troupes russes, comme sauvegarde de cet empire, ne pouvait pas être opposé à un seul de nos corps d'armée.

J'arrivai à Pétersbourg le 14 juillet, vers onze heures du matin ; je fus frappé d'admiration en me trouvant dans une aussi belle ville, après avoir traversé un pays à l'extrémité duquel j'aurais été moins surpris de rencontrer le chaos; mais il faut être arrivé jusqu'à la porte pour s'apercevoir que l'on

approche d'une grande capitale. J'avais envoyé la veille les officiers qui étaient avec moi, afin de retenir un logement convenable, pour moi et pour tout ce qui m'accompagnait. Mais quel fut mon étonnement de les trouver encore le lendemain, cherchant eux-mêmes où s'établir : l'opinion était tellement montée contre les Français, que dans aucun hôtel garni on ne voulait me loger ; j'ai été au moment d'être obligé d'avoir recours à des moyens extraordinaires, lorsque le plus heureux hasard me fit rencontrer, dans le propriétaire de l'hôtel de Londres, un homme qui était de mon département ; il passa sur toutes les considérations et me logea.

Le jour même de mon arrivée à Saint-Pétersbourg, j'eus l'honneur d'être présenté à l'empereur de Russie et de lui remettre la lettre dont j'étais porteur pour lui. Il était établi dans un petit château de plaisance nommé Kamemostrow, distant d'une bonne lieue de la ville, au-delà de la Neva. J'étais bien loin de m'attendre à un accueil aussi bienveillant que celui que j'en reçus. Cette première réception ne fut qu'une conversation de bonté de sa part ; elle ne dura qu'un quart d'heure, et il la termina en me faisant l'honneur de me faire inviter à dîner pour le lendemain ; c'est dans l'après-dîner de ce jour-là, qu'étant resté seul avec lui, il me prit à part et commença la première conversation d'affaires. Je dois hommage à la vérité, et convenir qu'en le quittant j'étais convaincu qu'il tiendrait toutes les conditions de son alliance avec nous ; mais aussi il me parla de sa position vis-à-vis des Turcs, en termes si clairs, que je ne pouvais me méprendre sur la conclusion qu'il en tirerait.

Il me répétait souvent que l'empereur lui avait dit qu'il n'avait point d'engagemens avec le nouveau sultan, que les changemens survenus dans le monde changeaient naturellement les relations des différens Etats entre eux. Je vis bien que cette matière avait été le sujet de plus d'un entretien à

Tilsitt, mais comme l'empereur Napoléon ne m'avait pas parlé de cela, je ne pouvais qu'écouter sans répondre. Je fus persuadé dès-lors qu'il ne demanderait pas mieux que de ne pouvoir pas faire la paix avec la Porte, parce que la conséquence était naturelle dans ce cas; et je ne pus mettre hors de mon esprit qu'il y avait eu entre eux deux quelque confidence réciproque sur des projets médités depuis long-temps, parce que je ne pouvais pas me persuader que nous eussions renoncé aux Turcs, sans quelque convention de la part de la Russie de nous laisser faire ailleurs, par compensation, ce qui pourrait nous convenir. J'ai même de fortes raisons pour croire qu'à ce même Tilsitt il fut question de l'Espagne.

C'était la seule affaire qui occupât sérieusement l'empereur; et comme il ne voulait plus de guerre, comment aurait-il manqué l'occasion de parler au seul monarque qui pouvait la faire d'une manière inquiétante pour nous, d'un projet qui l'aurait infailliblement rallumée, s'il avait été dans l'intention de s'y opposer. Il était bien plus naturel et raisonnable de le lui communiquer franchement, puisque le même monarque avait, de son côté, un autre projet, dont l'exécution pouvait être traversée par la France, si elle n'y avait pas préalablement donné son assentiment.

Ce qui me confirme encore dans cette opinion, c'est que, lors du commencement des affaires d'Espagne (que j'expliquerai tout à l'heure), on débitait à Saint-Pétersbourg, aussi-bien que dans les autres villes, des contes de toutes les façons sur ce qui se préparait à Madrid. L'empereur de Russie ne l'ignorait pas: il ne m'en dit que quelques mots, et l'empereur, qui m'écrivait de Paris toutes les semaines, ne m'en parlait pas du tout. Or, comme il avait à cœur de resserrer son alliance avec la Russie, qui aurait pu souffrir par le seul fait de son entreprise sur l'Espagne, il n'aurait pas manqué de me faire adresser des instructions à ce sujet, si tout n'avait

été convenu d'avance à Tilsitt : il ne le fit pas, parce qu'il avait bien jugé que cela ne serait pas nécessaire.

J'ai passé six mois à Saint-Pétersbourg, comblé des bontés de l'empereur Alexandre à un tel point, qu'il ne m'avait plus laissé le moyen de me renfermer dans la gravité du caractère diplomatique, si j'avais eu à traiter d'affaires importantes. Je le sentais bien ; mais j'eus le bonheur de n'en avoir que d'agréables, car ces six mois furent ce qu'on appelle, dans le mariage, la lune de miel ; je n'avais que de bonnes communications à faire ; je n'étais, à proprement parler, que l'intermédiaire confidentiel d'un échange de courtoisie accompagnée de dons de toutes les espèces. Je n'ai point perdu le souvenir de tous ces heureux temps-là, où il nous était permis de nous livrer à l'espérance de jouir d'un bonheur acheté par beaucoup de fatigues et de dangers.

L'accueil de la société envers moi et ce qui m'accompagnait, était en raison inverse des bontés de l'empereur Alexandre. Pendant les six premières semaines de mon séjour chez lui, je n'ai pu me faire ouvrir aucune porte, et, hormis les jours où j'avais l'honneur de dîner chez l'empereur, la promenade publique était mon seul amusement ; et chez l'empereur même, je voyais la première noblesse partir le soir pour quelques assemblées ou bals, et moi je revenais tristement à mon secrétaire. L'empereur de Russie voyait tout cela, il aurait voulu qu'on eût agi autrement ; mais toutefois je n'ai jamais eu l'air vis-à-vis de lui d'en souffrir, et je n'en ai jamais parlé.

CHAPITRE XI.

Pétersbourg.—Fêtes de Petershoff.—Les princes de la maison de Bourbon se retirent soudainement.—Communications de l'empereur Alexandre à cet égard.—Réponse de l'empereur Napoléon.—Les princes peuvent venir habiter Versailles.—Mission de M. de Blacas.—Ma biographie.—Allusions de l'impératrice.

Au moment de mon arrivée à Pétersbourg, on récitait publiquement, dans les églises, des prières contre nous et particulièrement contre l'empereur Napoléon. Comme j'arrivai le premier en Russie, je recueillis tout ce qu'on y avait semé. Pendant cette rigoureuse quarantaine à laquelle je fus soumis, j'employai mon temps à visiter tout ce que cette belle ville offre de curieux: c'est en la parcourant que j'ai entendu moi-même, dans des églises, réciter les prières dont je viens de parler; il est vrai de dire que l'empereur de Russie ne se les rappelait plus, et qu'il les fit cesser aussitôt.

Pétersbourg est bâti avec tout le luxe d'Italie et la profusion de granit et de marbre que les historiens nous rapportent avoir été remarquée dans les villes anciennes dont le nom seul nous est resté. On n'y voyait pas encore de musée ni d'académie de belles-lettres; mais le germe de la civilisation se reconnaissait partout, et, avec fort peu de temps, ce pays fera peut-être trembler le monde. Ses peuples sont neufs et vigoureux; ils ne sont point énervés par la jouissance; chaque guerre qu'ils feront vers l'occident leur apportera quelque connaissance de plus. C'est, selon moi, une bien grande faute de la part des souverains qui gouvernent des pays riches et des peuples aisés, que d'ouvrir leurs barrières à ceux qui viennent pour y prendre, sans jamais y rien apporter que le fléau inséparable d'une multitude avide de jouis-

sances qui lui étaient inconnues : les Russes en connaissent maintenant le chemin, qui les empêchera d'essayer de le reprendre ?

J'ai eu occasion de voir les fêtes de Petershoff. C'est un très beau spectacle : je l'ai trouvé assez ressemblant à celui que présentent en France les fêtes de Saint-Cloud, lorsque l'empereur est dans cette résidence ; mais j'ai trouvé la classe des bourgeois et artisans russes plus aisée et étalant plus de luxe dans sa mise extérieure qu'on ne le voit dans la classe correspondante en France. Petershoff a été construit à l'imitation de Marly près Saint-Germain. La cour y a une quantité de petits pavillons isolés les uns des autres, et contenant chacun tout ce qui est nécessaire à l'établissement complet d'une maison de représentation. L'empereur Alexandre me fit donner un de ces petits pavillons pour le temps que durèrent les fêtes de Petershoff, et il eut la bonté de s'occuper de moi les jours où le public et la cour étaient tout occupés de lui.

Les fêtes ont régulièrement lieu pendant les premiers jours d'août. On y célèbre le jour de naissance ou de nom de sa majesté l'impératrice-mère. Elle donne à toute la Russie l'exemple d'une grande piété et de grandes vertus ; sa protection est accordée à tous les établissemens de charité, et, en général, son nom est inséparable des actes de bienfaisance de ce pays-là.

C'est au retour de Petershoff à Pétersbourg que j'appris la nomination de M. de Champagny au ministère des relations extérieures, et celle de M. de Talleyrand à la dignité de vice-grand-électeur ; on apprit aussi, par le gouverneur de Mittau, le départ des princes de la maison de Bourbon, qui étaient retirés dans cette résidence. Ils s'étaient embarqués pour la Suède : je n'en ai pas connu le motif ; mais ce que je me rappelle très bien, c'est que l'empereur Alexandre m'envoya chercher tout exprès, et me dit : « Général (c'est

ainsi qu'il m'appelait,) je vous ai fait demander pour vous
" communiquer ce que je viens de recevoir de mon gouver-
" neur à Mittau." Il me montra la lettre, qu'il avait eu la bonté de faire traduire en français. " Vous verrez, ajouta-
" t-il, qu'il me rend compte du départ inopiné du comte de
" Lille et de sa famille; je n'en ai pas été prévenu d'une
" autre manière, et n'ai reçu à l'avance, ni même au mo-
" ment de leur départ, aucune communication relativement
" à cette résolution dont je ne devine pas le motif. J'ai
" voulu vous en faire part pour que vous en rendiez compte
" chez vous, afin que l'empereur ordonne ce qu'il jugera
" convenable. Vous savez que, plus d'une fois, les déplace-
" mens de cette famille ont été, en France, les précurseurs
" d'agitations, et je serais désespéré que l'empereur crût
" que j'y ai la moindre part. Ce n'est pas qu'en mon par-
" ticulier je croie qu'il eût la moindre chose à redouter de
" ces princes: je ne connaissais pas le comte de Lille,
" quoiqu'il résidât à Mittau. En partant pour la Moravie,
" en 1805, je ne pouvais passer par cette ville sans lui faire
" une visite. . . . .
" Je suis persuadé, qu'à moins d'événemens bien extraor-
" dinaires que l'intelligence humaine ne peut pas prévoir,
" cette famille ne remontera jamais sur le trône; elle finira
" comme celle des Stuarts." Je reçus cette communication avec le respect que je devais, et conformément aux ordres d'Alexandre, j'en rendis compte à l'empereur Napoléon.

Ce départ me surprit; je ne savais à quoi l'attribuer. Je me mis à écouter ce qu'en disaient les salons, et j'appris que cette fuite précipitée était attribuée à quelques démarches de ma part. L'on ne craignait pas même de répandre, qu'on avait laissé entrevoir à la famille royale qu'elle n'était pas à l'abri d'une nouvelle entreprise semblable à celle qui avait été tentée lorsqu'elle habitait Varsovie. Tout cela étant de l'énigme pour moi, je n'en devins que plus curieux, et je

saisis une des occasions de mes entretiens particuliers avec l'empereur Alexandre pour m'en expliquer. J'ai appris de lui-même, qu'effectivement il y avait eu une entreprise formée contre les jours du comte de Lille, tandis qu'il habitait Varsovie ; que son opinion avait été long-temps incertaine là-dessus, mais qu'il avait fini par reconnaître que c'était l'œuvre de quelque basse intrigue à laquelle un gouvernement comme celui de l'empereur Napoléon n'avait pu jamais avoir part. Ce ne fut qu'après mon installation au ministère, en 1810, que je pus approfondir ce que cela signifiait, et je sus effectivement que l'on n'y avait connu cette affaire que par le bruit qu'avait fait alors l'administration prussienne de Varsovie, qui avait voulu lui donner une suite sérieuse ; et j'appris que les soupçons s'étaient arrêtés sur un sieur Galomboyer, chef de division aux relations extérieures de France, qui, à cette époque-là, avait effectivement paru à Varsovie ; qu'il y avait eu des rapports avec des serviteurs de la maison du roi, qu'il en était parti subitement lorsque tout fut découvert, était revenu en France, et était mort peu de temps après son arrivée, sans avoir été réemployé.

Ce ne fut qu'alors que je m'expliquai combien étaient naturelles les craintes du roi, en voyant arriver à Pétersbourg un ministre de l'empereur, et qui était en même temps un homme de sa confiance. Je donne ces détails au public, parce qu'il existe encore des contemporains de l'époque où ces faits ont eu lieu, et qui pourront juger de leur véracité. J'étais encore occupé d'éclaircir cette affaire, lorsque je reçus la réponse que l'empereur fit à ma dépêche ; elle était conçue en ces termes :

« M. le général Savary, j'ai reçu votre lettre de.....
« Remerciez l'empereur Alexandre de la communication
« qu'il vous a chargé de me faire. Il est dans l'erreur s'il
« croit que j'attache la moindre importance à ce que peut faire

" le comte de Lille ; s'il est las d'habiter la Russie, il peut
" venir à Versailles, je ferai pourvoir à tout ce qui lui
" sera nécessaire. Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait,
" etc., etc."

Je suis très sûr d'avoir laissé cette lettre dans le nombre de celles que j'ai remises à mon successeur, comme document appartenant à l'ambassade : s'il l'a conservée, elle doit se retrouver dans le dossier du mois de septembre 1807, ou du mois d'octobre ; mais j'atteste sur ma vie qu'elle est vraie, à de très légers changemens près dans les expressions de la dernière phrase. Je l'ai laissée dans les dossiers de ma correspondance, afin que, si mon successeur rencontrait encore quelques cas semblables, il fût dispensé d'en écrire à Paris pour connaître les intentions de l'empereur sur cette matière.

Lorsque cette lettre me parvint, cette question était déjà loin, et il n'en fut plus fait mention dans les conversations subséquentes : il y en avait une autre qui m'occupait dans ce moment-là. L'empereur Napoléon, d'après les arrangemens de Tilsitt, avait érigé la Hesse, avec quelques pays qu'il y avait réunis, en royaume de Westphalie, et y avait placé le prince Jérôme, le plus jeune de ses frères. Le mariage de ce prince avec la fille du roi de Wurtemberg venait de se conclure à Paris, et l'on m'avait envoyé des lettres des nouveaux époux pour leur tante l'impératrice-mère de Russie : je ne voulais point faire une affaire ministérielle de ce message, d'autant plus que je n'avais d'autre caractère officiel que celui que la bonté de l'empereur Alexandre m'accordait ; ce fut donc à lui-même que je confiai les deux lettres, en ne lui cachant pas que le peu de bienveillance* que je savais

* J'avais été informé que, très peu de jours auparavant, elle avait dit dans son intérieur : " Je m'attends à apprendre un de ces jours que ce petit Jé-" rôme sera mon neveu ;" et si on avait voulu en faire une mauvaise plaisanterie, cela ne serait pas arrivée plus à propos.

à l'impératrice-mère pour nous, m'avait ôté le courage de lui demander la permission de les lui remettre moi-même.

L'empereur Alexandre les reçut, en me disant qu'il s'en chargeait ; il partait pour Paulwski, où résidait sa mère, et effectivement je reçus le lendemain les deux réponses aux deux missives dont il avait daigné se charger ; elles étaient accompagnées d'une lettre de l'empereur Alexandre pour moi, qui aurait satisfait la vanité d'un premier ministre. J'envoyai le tout à Paris, cherchant par tous les moyens possibles à persuader à l'empereur que l'ouvrage de Tilsitt pouvait se consolider, et j'ajoutai que je ne pouvais qu'être satisfait de tout ce que je voyais.

Il y avait à Pétersbourg, comme envoyé de M. le comte de Lille, M. de Blacas ; il y était arrivé peu de temps après moi. Les affaires qu'il pouvait y venir traiter ne devaient point m'occuper ; elles étaient purement domestiques. Je ne fais aucun doute que si j'avais demandé son éloignement, si même j'avais laissé entrevoir que cela me faisait plaisir, j'aurais été satisfait à l'instant ; mais j'étais si loin de cette pensée, qu'ayant connu une partie des objets de sa mission, sur laquelle il avait de la peine à obtenir satisfaction, j'ai contribué à faire disparaître les difficultés qu'il rencontrait ; non pas que j'en aie fait l'objet d'une communication officielle, mais j'ai employé un moyen qui a également réussi.

M. de Blacas avait, entre autres choses, à solliciter des réparations d'ameublement pour l'appartement qu'occupait madame la duchesse d'Angoulême. Etait-ce un motif vrai ou apparent de sa mission ? au moins on le disait dans la société ; le fait est que, soit crainte d'un côté de se mettre l'envoyé de la France à dos, ou, ce qui est vraisemblable, le peu de temps convenable que l'on avait pour entretenir l'empereur Alexandre de ces sollicitations, M. de Blacas restait sans rien obtenir. Lorsque je sus ce qui l'occupait dans le moment, un des premiers usages que j'aie fait de la faveur

que l'on m'avait accordée a été de m'expliquer là-dessus en termes catégoriques, vis-à-vis des personnes auxquelles M. de Blacas avait affaire ; ajoutant que, si je ne craignais pas de blesser l'empereur Alexandre, je prendrais des mesures pour que les réparations qu'on sollicitait fussent exécutées, et me chargerais d'y faire face, bien persuadé que je serais approuvé par l'empereur. Cela fut droit à son adresse, et M. de Blacas a sûrement ignoré ces détails.

Au milieu de l'ennui dont j'étais accablé, et de la tristesse qui était entrée dans mon esprit, j'étais allé dans un grand magasin de librairie : en y cherchant ce que je ne trouvais pas, je jetai les yeux sur quelques pamphlets imprimés en Angleterre, contre les Français, et particulièrement contre l'empereur. J'en achetai la collection la plus complète que je pus réunir ; ma voiture en était pleine : je les ai lus tous d'un bout à l'autre ; et, comme véridiquement parlant, c'était un tissu de mensonges parmi lesquels j'avais peine à deviner même ce que les auteurs avaient voulu dire, quoique je connusse toutes les personnes dont ils parlaient, je n'eus besoin d'aucun des secours de la philosophie pour en supporter la lecture. C'étaient cependant ces méprisables productions qui avaient formé l'opinion sur nous, aussi-bien en Russie qu'en Angleterre, et notre ministre de la police n'avait fait paraître aucune réponse à tous ces mensonges. Je trouvai ma note biographique dans un de ces ouvrages, accompagnée de mon portrait physique et moral ; ni l'un ni l'autre n'était flatté : l'on me disait le fils d'un suisse de porte cochère ; que je m'étais engagé, à la suite de quelque mauvaise action, pour me dérober à la justice ; et qu'à travers les désordres de la révolution, j'avais fait remarquer ma perspicacité dans les scènes sanglantes dont elle a offert le tableau. Mon extrait de naissance aurait pu répondre à cette injurieuse assertion ; mais enfin cette idée était logée dans toutes les têtes. Mon portrait moral était encore pire, et à en croire

ces lumineux directeurs de l'opinion de la multitude, il n'y avait guère d'exécuteur de hautes-œuvres qui eût mieux mérité que moi les épithètes qu'ils me prodiguaient.

Quoique, au fond, je ressentisse une peine vive d'être présenté sous ces couleurs à l'opinion des étrangers, qui pouvait toujours réagir un peu sur celle de mes compatriotes, je pris le seul parti qui me convenait, ce fut de descendre dans ma conscience; elle est toujours le meilleur juge des hommes de bien, et dans cette occasion elle ne m'inspira que du mépris pour ces sortes d'accusations. Elle me conseilla bien; car il n'en est resté dans mon cœur aucun ressentiment, quoique j'aie eu plus d'une fois l'occasion de me venger.

Je pris donc le parti de rire de tout cela, et d'employer tout mon esprit à aider aux plaisanteries que l'on cherchait à m'en faire. On a tant d'avantage sur les imposteurs, lorsque l'on se sent honnête homme, que je me retirais toujours victorieux de ces sortes d'explications. Je me rappelle qu'un jour je dînais chez l'empereur de Russie; il n'y avait jamais moins de douze ou quinze personnes: l'impératrice régnante me fit l'honneur de m'adresser la parole, en me disant: "Général, "de quel pays êtes-vous?—Madame, je suis de la Cham-"pagne—Mais votre famille est-elle française?—Oui, Ma-"dame, elle est aussi de la Champagne de Sedan, qui est "le pays où l'on fait les beaux draps.—Je vous croyais "étranger, on m'avait dit que vous étiez Suisse.—Madame, "je vois ce que votre majesté veut dire; je sais qu'on "l'a écrit; j'ai lu tout cela, et je la prie de ne pas "arrêter son opinion sur de pareilles productions." L'impératrice vit que je l'avais devinée, et la conversation en resta là. Le hasard avait fait que le même jour j'avais lu ce qui me concernait dans les pamphlets dont je viens de parler. L'impératrice de Russie avait probablement voulu s'assurer s'ils avaient dit la vérité, et elle avait un jugement

trop sain pour ne pas mettre la justice du côté où elle devait être.

Différentes petites circonstances de cette espèce contribuèrent à me rendre la société moins défavorable, et, peu à peu, je parvins, non sans peine, à me faire ouvrir les portes des maisons devant lesquelles, quinze jours avant, il aurait fallu que j'ouvrisse la tranchée ; et comme les extrêmes se touchent dans le monde, et surtout en Russie, j'eus, par la suite, autant à faire pour me dérober aux prévenances du grand monde que j'avais eu besoin de patience pour supporter ses rigueurs.

Je ferai observer ici que c'était précisément dans ce temps que l'ambassadeur de Russie arrivait à Paris. Je m'étais employé à le recommander, ainsi que toute sa suite, à tout ce que les cercles de cette capitale présentaient de dames aimables ; je n'en avais excepté aucune. Paris était enivré de plaisir lorsqu'ils y arrivèrent : on les invitait partout, et certes, alors, je n'étais pas payé de retour en Russie. J'en ai agi ainsi, parce que les premières dépêches d'un ambassadeur se ressentent toujours de l'impression qui a frappé son esprit en arrivant, laquelle dépend aussi fort souvent de l'accueil qu'il a reçu tant du souverain que de la société.

Mon but fut rempli, et j'eus lieu d'être bien dédommagé de toutes les bouderies que l'on m'avait faites, lorsqu'on ne put douter que j'avais évité un accueil pareil à la légation russe qui allait à Paris.

CHAPITRE XII.

Les Turcs refusent notre médiation.—Le général Guilleminot.—L'empereur Alexandre va inspecter son armée.—Invitation de l'impératrice.—Questions de cette princesse sur le goût de Napoléon pour le spectacle.—Surprise de Copenhague.—Indignation que cet attentat cause en Russie.

L'EMPEREUR Alexandre venait de recevoir des nouvelles de Turquie. Les Turcs refusaient de faire la paix. Ceci a besoin d'être expliqué. Il avait été convenu à Tilsitt que la France interposerait ses bons offices pour amener la conclusion de la paix entre la Russie et la Porte. En exécution de cet article du traité, l'empereur Napoléon avait fait envoyer à l'armée turque le général Guilleminot, pour aplanir les différends, après en avoir fait écrire au général Sébastiani, son ambassadeur à Constantinople.

Les Turcs voulurent bien traiter; mais, lorsqu'ils virent qu'il était question de céder aux Russes la Valachie et la Moldavie, et que nous les laissions dans cette position, leur indignation se manifesta; les bonnes gens avaient assez de bon sens pour voir que nous nous étions arrangés à leurs dépens. Ils disaient avec raison: « Que nous serait-il « arrivé de pis, si, au lieu d'être vainqueurs, les Français « avaient été battus? » Ils avaient raison, et peut-être ne devions-nous pas les abandonner, au risque de faire une campagne de plus. Ils déclarèrent donc qu'à moins qu'on ne leur restituât les provinces qu'ils avaient perdues, ils ne traiteraient pas, et renonceraient à l'intervention de la France. Ils allèrent même jusqu'à demander la restitution d'un vaisseau de guerre qu'ils venaient de perdre dans l'Archipel, à la suite d'un combat entre leur escadre

et l'escadre russe, lequel vaisseau était déjà emmené par celle-ci. Les Russes auraient volontiers fait la paix avec les Turcs ; ils en avaient besoin, mais pas au point de signer des conditions ridicules : j'oserai même ajouter que, si l'on avait insisté un peu, ils n'auraient pas couru de nouveaux risques pour conserver les deux provinces en question.

Les choses en étaient là lorsque l'empereur Alexandre m'envoya chercher pour me les expliquer, et me demander si je pouvais prendre sur moi d'écrire au général Guilleminot, pour qu'il s'employât à faire entendre raison aux Turcs, tant sur la paix que sur l'armistice préalablement nécessaire pour la négocier. Je le fis en termes précis, quoique cela fût tout-à-fait en dehors de mes instructions. Ce qui m'y décida, c'est que je ne voulais pas laisser à l'empereur de Russie le moindre doute sur la sincérité des sentimens dont j'étais quelquefois chargé de lui renouveler l'assurance. Je lui remis moi-même ma lettre ouverte, et il la fit parvenir au général Guilleminot ; elle ne produisit aucun effet. Le général Guilleminot fut obligé de quitter les Turcs sans en avoir rien pu obtenir, et la guerre continua.

L'empereur Alexandre s'occupait beaucoup de la réorganisation de son armée aux frontières de Pologne. Il avait, après les malheurs de Friedland, demandé de grands efforts à la nation russe, en hommes, chevaux et denrées ; tout cela venait d'arriver aux lieux où était son armée. Il partit de Saint-Pétersbourg, pour aller diriger lui-même l'emploi de tous ces moyens ; et, quoique la saison fût mauvaise, il fit le trajet avec une incroyable rapidité. Je restai à Pétersbourg pendant son absence, et je fus aussi surpris que flatté d'être invité une fois à dîner chez l'impératrice régnante. Sa sœur, la princesse Amélie de Bade, y était, ainsi que le comte de Romanzoff, ministre des relations extérieures, et M. le comte Kotchoubey, ministre de l'intérieur.

Je cite ces détails, parce qu'à ce dîner sa majesté l'impératrice mit la conversation presque continuellement sur la France et sur Paris. Il était difficile de parler de quelque chose qu'elle ne connût pas. Notre littérature lui était extrêmement familière; elle me faisait l'honneur de me parler de nos spectacles; elle aimait nos productions tragiques, et connaissait le mérite de tous nos bons acteurs. Elle me dit: " L'empereur aime-t-il le spectacle?—Beau-
" coup, madame, et préférablement la tragédie.—Quelles
" sont celles qu'il préfère?—Madame, il aime beaucoup
" tous les ouvrages de Racine et de Corneille.—Je le con-
" çois sans peine; mais encore y a-t-il du choix dans ces
" chefs-d'œuvre-là? — Je l'ai vu aller souvent voir jouer
" *Mithridate.*—Ne fait-il jamais jouer *Mérope?*—Pardon-
" nez-moi, madame." Je crus d'abord qu'il y avait dans cette question une intention maligne, et que l'impératrice voulait faire allusion à Polyphonte; mais je ne me déconcertai pas: peut-être, au reste, était-ce une conséquence de ce que je m'étais imaginé sur la manière dont on pensait généralement à notre égard en Russie.

L'empereur Alexandre revint de Pologne fort content de son armée; ses pertes étaient réparées, et il avait préparé le mouvement de la portion de cette même armée, qu'il voulait porter en Finlande pour attaquer cette province, et forcer enfin la Suède à faire la paix.

Nous étions à la fin d'octobre, lorsque les premières colonnes des troupes destinées à agir contre les Suédois arrivèrent à Pétersbourg pour y passer la Neva; l'empereur les passait en revue corps par corps. Il m'a quelquefois permis de l'accompagner à ces sortes de revues, et j'étais étonné de voir des troupes en aussi bon état après une aussi longue route. A cette même époque, les Anglais venaient de s'emparer de Copenhague et de la flotte danoise. Il n'y avait qu'un cri en Russie contre cette agression; le ministre de

Danemarck à Saint-Pétersbourg se donnait beaucoup de mouvement pour obtenir des secours de la part des Russes, qui ne pouvaient rien dans ce moment-là.

L'empereur Napoléon m'écrivit de Paris à ce sujet, et me disait que cet événement le contrariait fort, mais qu'il était le résultat de la politique équivoque du Danemarck, qui, dans la campagne précédente, avait retiré toutes ses troupes des îles pour les réunir en Holstein, où elles s'étaient encore trouvées lors de l'apparition des Anglais, et n'avaient pu porter du secours à la capitale. Cette disposition avait été prise par le gouvernement danois, sans doute par un effet de la même influence qui agissait contre nous-mêmes en Espagne; et, dans le cas où un malheur nous serait arrivé, ils auraient été prêts à prendre le parti qui aurait été le plus conforme à leurs intérêts. Néanmoins la Russie sentit cette perte du Danemarck, dont la flotte était un bon tiers de la garantie de neutralité de la Baltique. L'empereur Alexandre fit déclarer par son ministre, à l'ambassadeur d'Angleterre, qu'il prendrait fait et cause en faveur du Danemarck, et qu'il ne resterait pas indifférent à l'agression dont cette puissance avait été la victime.

Le mois d'octobre se passa sans rien offrir de remarquable; les liens entre la Russie et la France se resserraient. L'empereur Alexandre lui-même luttait contre l'opinion la plus générale, qui ne nous était pas favorable; et, en ce qui dépendait de la France, je m'efforçai de lui rendre facile ce que je lui voyais faire pour ramener tout le monde à sa manière de penser. Rien n'était égal à l'irrévérence avec laquelle la jeunesse russe osait s'expliquer sur le compte de son souverain. Quelquefois je me suis trouvé obligé d'en reprendre plusieurs et de relever leurs inconvenantes réflexions. Pendant quelque temps, je conçus de l'inquiétude sur la suite que ces licences pourraient avoir dans un pays où les révolutions de palais n'avaient été que trop com-

munes. Je me mis dès-lors à observer, sous ce rapport, les plus audacieux parleurs, qui ne tendaient à rien moins qu'à porter toute cette jeunesse à la plus criminelle des entreprises. J'étudiai toutes les conjurations qui ont eu lieu en Russie depuis un siècle. La dernière était si récente, que tous les contes absurdes qui se débitaient sur elle étaient encore le sujet des conversations de plusieurs méchantes coteries de société, dont Pétersbourg a, comme plusieurs grandes villes, le malheur d'être affligé.

Lorsque des circonstances politiques qui surviennent, sortent de la sphère de leurs petites idées, il part de ces coteries un déluge de mauvais quolibets, de faux avis, et de tout ce qui peut égarer le jugement des bons citoyens, accoutumés à suivre l'exemple de l'obéissance. Tous ces énergumènes ne sont pas redoutables pour un gouvernement fort; mais ils s'attachent à toutes ses actions, comme la rouille s'attache aux métaux, et les corrode. On est tout étonné d'apercevoir, au bout d'un certain laps de temps, le mal qu'on a éprouvé de ces chenilles qu'on a négligé d'écraser lorsque le temps pour le faire était favorable.

J'eus le courage d'écouter tout ce que l'on voulut me dire sur la mort de l'empereur Paul. Les divers récits de cette scène tragique me faisaient connaître beaucoup de détails personnels sur des hommes de marque, et il serait heureux que des ambassadeurs eussent beaucoup de renseignemens comme ceux que je pus mettre sur mes tablettes. Voici ce que j'ai appris sur cet événement, car mon auteur était un grand personnage russe, ami de l'empereur Paul; c'est sa propre narration que je rapporte. Je pourrais le nommer, parce que je le crois mort depuis; mais l'autorité de son nom ne donnerait pas plus de force à la vérité pour les Russes contemporains qui liront ces Mémoires.

CHAPITRE XIII.

Conspiration contre l'empereur Paul.—Le comte P....—Le général B....—Le grand-duc.—Assassinat de l'empereur Paul.—On répand qu'il est mort de maladie.—Position critique de l'empereur Alexandre.—Le maréchal Soult intercepte une ébauche de conspiration.—Ses ramifications.

L'EMPEREUR PAUL était monté fort tard sur le trône; il avait eu à supporter les hauteurs de tous les favoris de sa mère, et de plus il avait été souvent en butte aux intrigues des courtisans, qui, pour faire valoir leur zèle, lui avaient plus d'une fois supposé des projets de rébellion et de vengeance pour le meurtre de son père Pierre III. Ces désagrémens avaient empoisonné sa jeunesse, et avaient jeté dans son esprit des dispositions de méfiance, qui étaient toujours accompagnées d'aigreur envers tout ce qu'il soupçonnait avoir eu quelque part aux persécutions qu'il avait éprouvées.

Lorsqu'il fut empereur, il ne se défia pas des ressentimens du grand-duc Paul, et s'occupa un peu trop à faire justice de ceux dont il avait eu à se plaindre. Il se fit par là beaucoup d'ennemis; la plupart étaient puissans de richesse et d'honneurs, auxquels les hommes renoncent difficilement: les soupçons et la terreur régnèrent bientôt autour de lui; au lieu de ramener les esprits par la douceur, il les exaspéra par de la sévérité. Il crut, en vain, se faire des amis par des libéralités qu'il porta jusqu'à la profusion la plus irréfléchie; il était dans le même jour bon jusqu'à la faiblesse, sévère jusqu'à l'inhumanité, et quelquefois injuste jusqu'à la cruauté, autant qu'irrésolu et variable jusqu'à la démence; à tel point qu'il rendit des ukases ridicules pour interdire l'usage des chapeaux ronds et des pantalons, et pour défen-

dre de porter les cheveux coupés à la française : on était puni du knout lorsque l'on était trouvé en contravention avec de pareilles lois ! !

Cette manière de gouverner ne pouvait pas donner de sécurité pour l'avenir à tous ceux qui croyaient avoir quelque chose à redouter de la versatilité de son caractère et de sa violence : ce parti était nombreux, et songea dès-lors à sa sûreté. En Russie, comme dans tous les autres pays, c'est un très petit nombre d'individus riches, et le plus souvent mal famés, qui s'emparent du domaine de l'opinion publique, qu'ils dirigent pour ou contre le souverain, selon qu'il leur plaît ou ne leur plaît pas ; leur aréopage le juge sans appel, et, une fois qu'ils ont prononcé, ils ne s'occupent plus que de l'exécution de leur arrêt : ce fut le cas de l'empereur Paul.

Ses sujets le condamnèrent sous les prétextes les plus frivoles, et les passions, qui ne calculent pas, l'accusèrent de tout ce qu'il y avait de plus déraisonnable et à la fois de plus criminel. Les plus ardens à le précipiter du trône furent bientôt d'accord ; mais de grandes difficultés traversaient l'exécution de ce dessein ; c'est à Moscou qu'il se trama, parce que, dans cette ville éloignée de la cour, on peut s'envelopper de tout le mystère qu'exige une pareille entreprise.

Elle ne pouvait réussir sans la participation du gouverneur militaire de Saint-Pétersbourg, qui est tout à la fois le chef des citoyens, le général de la garnison et le gardien de l'empereur. Il exerce une surveillance qui lui eût infailliblement fait découvrir les petites menées par lesquelles il était nécessaire de commencer cette entreprise. Les conjurés prirent donc la résolution d'associer le gouverneur militaire à leurs projets : ce gouverneur était le comte de P.... L'empereur Paul avait une extrême confiance en lui, et ne l'avait fait gouverneur de cette capitale que parce qu'il le regardait comme le plus attaché à sa personne et le plus incorruptible : ce comte P.... était un homme profondément astucieux,

et, à ce qu'il paraît, d'une duplicité de caractère semblable à celle des personnages principaux que l'on voit figurer dans les révolutions d'Orient. Un conjuré, dont je dois taire le nom, se chargea de sonder P...., sans lui rien dire du projet arrêté, mais de connaître directement de lui-même sa manière de penser sur l'empereur, et sur tout ce qui était le sujet du mécontentement général. P.... s'ouvrit, et la confiance s'établit entre lui et le conjuré, qui ne manqua pas de lui répéter souvent que l'extrême confiance dont il jouissait en ce moment ne tarderait pas à être suivie d'un exil en Sibérie, aussitôt qu'un envieux, dont les hommes en place ne manquent jamais, serait parvenu à entretenir l'empereur un instant; que cela ne dépendait que d'une maîtresse, et qu'enfin avec un homme du caractère de l'empereur, rien n'était stable. M. de P.... sentit toute la force de ce raisonnement, et vit bien qu'il était le précurseur de quelque chose : lorsqu'on lui eut déroulé le projet, il s'engagea dans l'entreprise, et en connut tous les conjurés, dont il devint dès-lors le chef, parce que la réussite dépendait de lui. Il demanda quelques jours pour y réfléchir; il comprit bien que, si le coup manquait, il devenait lui seul plus coupable que les autres, dont les dépositions l'auraient accablé, et que, s'il réussissait, il devait craindre le ressentiment du grand-duc qui allait monter sur le trône, ainsi que celui de la veuve, qui ne mettrait pas de bornes à ses vengeances; qu'enfin si le projet venait à s'éventer avant son exécution, il avait à mettre les apparences de son infidélité à l'abri des reproches que l'empereur Paul lui aurait adressés : il songea à parer à tous ces incidens.

Son emploi lui donnait beaucoup d'accès dans l'intérieur de l'empereur, et il n'était pas sans savoir que Paul faisait éprouver à son fils plusieurs désagrémens semblables à ceux dont il avait lui-même eu tant à se plaindre étant grand-duc. P...., au lieu de calmer l'empereur, l'excita, et lui parla,

en termes ambigus, de ce qu'il voyait et entendait dire, laissant entrevoir à l'empereur qu'il fallait bien que les plus audacieux comptassent sur l'impunité qu'on leur avait sans doute promise pour oser parler de la sorte. De pareilles réflexions ne manquèrent pas d'atteindre leur but ; elles mettaient dans l'esprit de l'empereur une méfiance sombre qui le porta jusqu'à suspecter ses propres enfans, et à les entourer de surveillans : c'était ce que P.... voulait. Le grand-duc, poursuivi par les soupçons de son père, fut réduit à se rapprocher de P..., qui, d'un mot, pouvait attirer sur lui un accès de fureur de Paul, accès dont les suites étaient imprévoyables.

Le gouverneur militaire, ainsi placé entre le père et le fils, jouait à coup sûr ; il gagna la confiance du grand-duc en l'entretenant du malheur auquel lui, P...., serait exposé s'il venait à recevoir l'ordre de le faire arrêter ; qu'il n'osait pas répondre que cela n'arrivât pas d'un instant à l'autre ; qu'il ne pouvait deviner quel était celui qui montait la tête de l'empereur contre ses enfans, mais qu'il était exaspéré au dernier point. Il était difficile qu'une pareille duplicité n'en imposât pas à une âme neuve comme celle du grand-duc, qui commençait à trembler sur le sort qui lui était réservé. Lorsque M. de P.... l'eut amené au point d'anxiété où il voulait le voir, avant de lui rien communiquer, il se décida à l'en entretenir, en commençant par lui faire un tableau effrayant de l'état dans lequel les profusions de son père avaient mis les finances de l'empire, ainsi que l'état d'humiliation sous laquelle on vivait, avec la perspective de se voir chaque jour arraché à sa famille, mutilé, et jeté en exil pour le reste de sa vie ; ajoutant que la fureur avec laquelle on procédait à ces sortes d'exécutions menaçait tout le monde, depuis le plus grand jusqu'au plus petit ; qu'enfin lui-même y était exposé ; qu'il venait lui donner une preuve de son dévouement à sa personne en le prévenant de prendre ses précautions, parce qu'il serait peut-être une des premières victimes.

Un pareil discours était bien fait pour achever de troubler une âme déjà alarmée.

Le grand-duc demandait le remède à opposer à cet orage, qu'il voulait détourner ; P.... répliquait de manière à augmenter les inquiétudes que ses artifices avaient jetées dans l'esprit du prince, et s'engagea, pour dernière preuve de fidélité, à lui donner avis des ordres qu'il pourrait recevoir contre lui, en lui faisant observer que, s'il prenait un parti sans l'en prévenir (comme de s'enfuir), il l'exposait à tous les ressentimens de l'empereur, qui ne lui pardonnerait pas cette infidélité ; qu'en conséquence il le sommait, avant tout, de lui donner sa parole d'honneur de se conformer à ce qu'il lui proposerait dès qu'il aurait reçu l'ordre en question, si toutefois il arrivait. Le grand-duc donna la parole (assure-t-on), et crut ainsi avoir un protecteur dans le gouverneur militaire, tandis qu'au contraire le gouverneur rendait ce prince l'instrument de sa perfidie.

Les choses en étaient à ce point lorsque P.... fait parvenir, avec adresse, à l'empereur, par une voie détournée, quelques avis sur les dangers dont il est menacé ; ce moyen lui réussit encore. L'empereur l'envoya chercher, et, lui ayant communiqué l'avis qu'il venait de recevoir, lui témoigna son étonnement de ce qu'il n'avait pas su cela, et ne lui en avait pas parlé. P.... répondit qu'il n'ignorait rien du projet, et qu'il prenait des mesures pour le prévenir ; il en récita quelques détails à l'empereur, qui parut tranquille en voyant que son gouverneur militaire s'était occupé de la sûreté de sa personne. Il fut tout-à-fait rassuré lorsque M. de P.... lui eut dit qu'il attendait la liste des conjurés, qu'on devait lui donner le même jour ; mais qu'il n'avait encore osé faire arrêter personne, parce qu'il lui était revenu, et qu'il était forcé de l'avouer à Sa Majesté, que ses enfans n'étaient pas étrangers à cette entreprise ; qu'il ne pouvait pas l'assurer, mais qu'enfin, si ses soupçons se vérifiaient et étaient fondés,

il lui demandait quelle conduite il devait tenir dans cette circonstance, tant pour empêcher le grand-duc d'être averti que pour lui ôter les moyens d'échapper.

L'empereur, enchanté de tant de zèle, lui ordonna, dans ce cas-là, de ne point balancer à l'arrêter. P.... répondit que, bien que son dévouement fût sans bornes, comme il pourrait se faire que ce ne fût pas lui-même qui exécutât cet ordre, et qu'il pourrait arriver un malheur si le grand-duc résistait, il voulait avoir un mandat signé de l'empereur pour que le grand-duc n'eût rien à répliquer, et qu'il obéît.

L'empereur Paul trouva la mesure sage, et signa de suite le mandat, que P.... emporta ; il alla avec cette pièce chez le grand-duc, et, la lui montrant, lui dit que, quoi qu'il eût pu faire, l'arrêt fatal était prononcé ; qu'il n'y avait plus à feindre ; qu'il fallait prendre un parti ; que lui, gouverneur militaire, pourrait bien différer de quelques jours l'exécution de l'ordre qu'il voyait, mais qu'enfin il ne pourrait pas l'éluder, et que, dès ce moment, il était obligé de le faire observer ; qu'il l'en prévenait*. Il avait un intérêt immense à ce que le grand-duc ne vît personne à qui il aurait pu s'ouvrir, et qui lui aurait donné le sage conseil d'aller trouver son père.

Lorsque P.... le vit bien abattu, il alla promptement rassembler les principaux chefs des conjurés, avec lesquels il convint de tout, du jour, de l'heure et des officiers de leur connaissance qu'il ferait en sorte de faire tomber de garde cette nuit-là au château ; enfin, il leur donna le mot d'ordre ; et, après qu'il eut arrêté toutes les dispositions, il revint trouver le grand-duc, et lui dit qu'il n'y avait plus à ba-

* Je sens que ces détails sont hardis ; mais ils se débitaient publiquement à Saint-Pétersbourg, encore pendant mon séjour ; je les rapporte tels qu'ils m'ont été donnés, comme je l'ai dit : je dois ajouter que j'ai lu à la même époque, dans ce pays, des détails non moins graves sur l'empereur Napoléon, et ils étaient faux.

lancer; que toute la ville et la garnison se prononceraient pour lui s'il voulait se décider pour le salut de tout le monde et pour le sien; qu'il n'était point question d'une scène sanglante, mais que l'on était décidé à ôter le pouvoir à son père pour l'en revêtir, s'il était décidé à faire grâce aux auteurs de cette révolution et à ne pas les poursuivre; qu'autrement lui, P...., ne répondait de rien, parce qu'une fois qu'il aurait exécuté l'ordre de son père de l'arrêter, si, comme il n'en faisait aucun doute, l'empereur Paul était victime d'une conjuration, il n'y avait rien de moins sûr qu'on appelât le grand-duc à lui succéder, à moins qu'on ne fût tout-à-fait rassuré sur les poursuites qu'il pourrait être disposé à exercer contre ceux qui l'auraient mis sur le trône.

Un argument aussi perfidement imaginé était trop fort pour un cœur neuf comme celui auquel on s'adressait, après avoir pris les précautions de lui fermer toutes les portes de salut. Dans cette situation, le grand-duc s'appuya encore sur celui qui le perdait, et promit tout ce qu'on voulut pourvu qu'on ne fît point de mal à son père. Cet assentiment une fois obtenu, P.... eut encore un autre soin : ce fut de prévoir le cas où le coup manquerait, ou bien celui où il serait éventé. On verra comment il s'y prit pour se ménager une retraite; il va d'abord retrouver les conjurés, et fixe l'exécution à la nuit même; ils se réunissent dans la maison de l'un d'eux; ils partent la nuit, vêtus de leurs uniformes et armés de leurs épées, au nombre de treize ou quatorze en tout. P.... avait fait mettre de garde des officiers à lui pour toute main; avec le mot d'ordre les conjurés passent partout dans les vestibules et les appartemens du palais : c'était au château Saint-Michel.

Ils arrivent, de pièce en pièce, jusqu'à celle qui précède la chambre à coucher de l'empereur : il y avait, pour toute garde, un cosaque qui était couché sur un matelas. Il se lève en sursaut, et jette un cri perçant en prononçant le mot

trahison ! il tombe aussitôt percé de coups. Les conjurés se jettent à la porte de la chambre à coucher, une lumière à la main: sept d'entre eux restent à la première porte de l'appartement, les sept autres entrent dans la chambre et vont droit au lit; ils n'y trouvent personne, et se croient déjà perdus, persuadés que l'empereur n'avait pas passé la nuit chez lui. Le courage en abandonne quelques-uns qui voulaient fuir, mais les autres les retinrent, lorsque l'un d'eux, B...., observe que le lit de l'empereur est encore chaud. L'empereur Paul, au cri du cosaque, s'était jeté à bas de son lit, et, soit qu'il eût perdu la tête, ou qu'il fût mal éveillé, au lieu de se couler par la porte qui, de la tête de son lit, ouvrait sur un petit passage qui menait chez l'impératrice, et alors il était sauvé, il se blottit derrière un paravent à glace, sans avoir eu le temps de mettre aucun vêtement. Les conjurés délibéraient sur ce qu'ils allaient faire, lorsque B...., plus froid dans le crime, se met à chercher par toute la chambre, et découvre l'empereur: il appelle ses complices, en lançant des épithètes ironiques à la malheureuse victime, et, la prenant par le bras, il l'amène au milieu de la chambre; là commencent des injures et des reproches que tous lui adressent, après quoi ils lui proposent d'abdiquer: il s'y refuse; le moment était décisif.

Les conjurés qui étaient restés à la première porte venaient presser les autres d'en finir, disant qu'ils entendaient du bruit; enfin, l'un d'entre eux, qui s'en vantait encore à table, lorsqu'il commandait l'armée en 1807, dit aux autres: " Messieurs, le vin est versé, il faut le boire." En même temps il assène un coup sur la tête du monarque infortuné: dès-lors les monstres le prennent à la gorge, le mutilent par tout le corps, et terminent par l'étrangler avec sa propre écharpe: ils lui avaient donné un coup à la partie supérieure de l'œil, qui avait fait une plaie.*

* Un gentilhomme digne de foi m'a rapporté que les conjurés avaient en-

Ce meurtre commis, ils le remirent dans son lit, et le couvrirent. Ils emportèrent le cadavre du cosaque, et s'en allèrent chacun chez soi, comme s'ils n'avaient rien fait. Ils rencontrèrent P...., qui s'avançait, avec un bataillon des gardes, pour venir au secours de l'empereur si le coup avait manqué ; mais voyant qu'il avait réussi, ce fut au secours des conjurés qu'il venait : il avait enfin pour troisième but de mettre le grand-duc à l'abri d'une entreprise de leur part. Le jour avait à peine éclairé le lendemain de cette sanglante catastrophe, que toute la ville en était informée ; on fit répandre le bruit que l'empereur était mort d'une attaque d'apoplexie, et l'on disposa tout ce qui était d'usage dans cette circonstance, tant pour lui succéder, ce qui était dans l'ordre naturel, que pour lui rendre les derniers devoirs.

On plaça le corps sur un lit de parade, selon la coutume ; et, pour que le sang qui, dans la strangulation, s'était porté avec abondance à la plaie qu'il avait au-dessus de l'œil, ne fît point faire de réflexions aux spectateurs, qui commençaient à méditer sur cet événement extraordinaire, on eut soin de lui mettre du blanc sur le visage, de manière à réparer l'altération qui était la suite des mauvais traitemens qu'on lui avait fait éprouver. Personne ne fut dupe : les gens qui l'avaient lavé, habillé, pour le mettre sur le lit de parade, et ceux qui l'avaient trouvé, le matin, en entrant dans sa chambre, donnèrent tous les détails que l'on voulut apprendre. De plus, le sang du cosaque avait rougi le parquet, et l'on est toujours bien mieux informé de ce qui se passe au fond du palais des

voyé sur-le-champ chercher le docteur W...., premier chirurgien actuel de l'empereur de Russie, et lui avaient ordonné d'arranger cette plaie et de tâcher de donner au visage un air d'apoplexie ; que W....s'était ensuite rendu chez le grand-duc, et lui avait dit que tout était fini. « A-t il abdiqué ? demanda le grand duc.—Il n'a pas voulu, répondit W...., et il est mort. » La vérité se montra alors au grand-duc, mais il était lui-même sous les poignards et il feignit de ne se douter de rien.

rois, lorsque cela blesse la morale publique, que l'on ne sait ce qui concerne l'intérieur d'un particulier. Après cette exposition publique, l'empereur Paul fut inhumé avec toute la pompe due à son rang.

La vérité ne tarda pas à se découvrir : le grand-duc Alexandre voulut la savoir tout entière, et l'impératrice veuve n'entendait à aucun ménagement. Si justice n'a pas été faite sur-le-champ, de tout ce qui avait eu part à ce crime, c'est probablement par crainte des troubles que le crédit des conjurés eût probablement excités dans l'empire : néanmoins les meurtriers, atteints par l'indignation publique, furent exilés ; presque tous moururent dans leurs terres, loin de la capitale.

En écoutant ce récit de la bouche de ceux qui n'avaient pas perdu le souvenir des bontés de l'empereur Paul, je fus effrayé de la facilité avec laquelle les conjurés s'étaient accordés et avaient exécuté un tel projet, sans qu'une seule circonstance fût venue le traverser, ni que le remords fût entré dans l'âme d'aucun d'entre eux : je frémis en pensant que le sort d'un monarque, celui de tout un Etat, était à la merci d'un simple officier qui, le plus souvent, se trouve, par l'effet du hasard, placé au poste principal, et sur la fidélité duquel reposent tous les intérêts de la société. Plus j'y réfléchissais, plus je croyais voir dans tout ce que j'entendais et dans ce que j'apercevais les premiers élémens d'une conspiration de la même nature. Ce qui contribua à me le persuader, fut l'arrivée subite, à Saint-Pétersbourg, d'un aide-de-camp du maréchal Soult (M. de Saint-Chamans), que ce maréchal m'envoya en courrier, des bords de la Vistule, où était encore son corps d'armée. Le maréchal Soult avait saisi une correspondance toute fraîche dans laquelle, parmi beaucoup de lettres pleines de phrases énigmatiques, il y en avait qui, d'un bout à l'autre, ne traitaient que d'une matière semblable. Je me rappelle que, dans une de ces lettres entre autres, il y avait ces expressions : « Est-ce que vous n'avez

" donc plus chez vous des P.., des Pl.., des N..des B.., ni " des V....?"* Ces lettres étaient écrites de la Prusse à des Russes Quoiqu'elles me parussent plutôt être la production de quelque imagination exaltée, que la conséquence d'un commencement d'entreprise criminelle, je trouvai le cas trop grave pour me charger de la responsabilité, en prenant sur moi de ne pas les communiquer à l'empereur Alexandre, d'autant plus que je devais supposer qu'il aurait probablement quelques informations d'autre part, et d'ailleurs je devais saisir cette occasion de lui prouver ma reconnaissance des bontés qu'il avait pour moi.

Je m'y pris donc du mieux qu'il me fut possible pour les lui faire parvenir, en l'informant de l'arrivée de M. de Saint-Chamans ; il voulut bien ne voir, dans cette communication, que les sentimens qui me l'avaient dictée, et m'en témoigner de la satisfaction. Je me permis de l'engager à ne pas trop se fier sur les apparences extérieures, en lui faisant observer que c'était déjà être bien gardé que de faire croire que l'on se gardait, parce que, d'ordinaire, les assassins sont des lâches. Je le trouvai là-dessus tout-à-fait indifférent, et il me dit même : " Je ne crois pas qu'ils l'osent." faisant allusion à ceux qui en auraient eu la pensée ; " j'ai " confiance dans l'attachement de mes sujets ; mais si, en" fin, ils veulent le faire, qu'ils le fassent, mais je ne leur " céderai en rien : d'ailleurs, il ne faut pas croire tout ce que " l'on dit ; dans ce pays-ci on parle beaucoup, mais on n'est " pas méchant."

Je me trouvai soulagé d'un grand poids, lorsque je vis entre ses mains tout ce que m'avait envoyé le maréchal Soult. Sans être plus satisfait de la mauvaise disposition d'esprit dont j'étais moi-même le juge, je n'osais m'en plaindre, parce

* Meurtriers de l'empereur Paul.

que réellement l'empereur Alexandre y faisait tout ce qu'il pouvait : l'opinion d'une ville comme Saint-Pétersbourg ne pouvait pas se retourner facilement, et il fallait de la patience pour obtenir ce que l'on désirait ; la violence eût tout gâté.

Dans les premiers jours de novembre, j'eus occasion de lui faire remettre plusieurs pièces imprimées contenant les expressions les plus injurieuses pour lui : c'étaient des productions toutes fraîches, de la même espèce que celles qui avaient été débitées de Paris si long-temps contre l'empereur Napoléon : il fit si bien qu'il en découvrit le colporteur, et sut, par là, comment ces monstruosités avaient été apportées dans ses Etats. Il fut moins sensible à l'outrage qu'on dirigeait contre lui, qu'il n'était indigné de reconnaître que c'était un Russe attaché à sa maison qui l'avait répandu ; il le fit venir, lui lava la tête d'importance, mais ne le punit pas.

CHAPITRE XIV.

L'empereur Alexandre se constitue en état d'hostilité avec l'Angleterre.— Nomination du duc de Vicence à l'ambassade de Pétersbourg.—Le duc de Serra-Capriola —Le comte de Meerfeld.—L'opinion est peu favorable à mon successeur.—Moyens que j'emploie pour la lui ramener.—Le comte de Mestre. — Audience de congé. — Témoignage d'intérêt de l'empereur Alexandre.

C'est aussi dans les premiers jours de novembre que je reçus un courrier de l'empereur, qui m'annonçait son départ pour l'Italie ; le même courrier m'apportait les instructions du ministre des relations extérieures, pour réclamer l'exécution d'un des articles du traité secret fait à Tilsitt. M. Louis de Périgord en était porteur ; il avait aussi une lettre de l'em-

pereur Napoléon pour l'empereur Alexandre; il m'arriva à Saint-Pétersbourg, dans la matinée d'un jour où je dînais chez l'empereur Alexandre; et comme dans la soirée ce souverain avait l'habitude de m'entretenir à part, c'était ce moment-là que je prenais pour ébaucher les affaires dont j'étais chargé. Dans cette occasion, je lui parlai de l'arrivée de M. Louis de Périgord, qui était porteur d'une lettre pour lui, que je lui remis, en lui demandant la permission de le lui présenter le lendemain à la parade; il me l'accorda, et reçut la lettre, qui était étrangère à un sujet qui faisait l'objet de la mienne.

L'empereur Alexandre me demanda si j'avais reçu quelque chose, et de quoi on me parlait. "Sire, dis-je, on me charge "de témoigner à votre majesté le désir de la voir joindre sa "puissance à la nôtre, pour nous faire écouter de l'An-"gleterre, qui paraît n'avoir pas accepté, ou avoir répondu "d'une manière évasive aux ouvertures qui lui ont été faites "depuis le retour de l'empereur à Paris.—Fort bien, ré-"pondit-il, votre maître ne m'en dit pas un mot; mais il "suffit; je le lui ai promis, je lui tiendrai parole; voyez "Romanzoff, et venez me parler de cela demain."

Je n'y manquai pas; j'étais bien aise que l'empereur eût la nuit pour penser au parti que j'allais lui proposer, parce que cela me donnait aussi le temps de me préparer à répondre aux objections, et, dans ce cas surtout, il devait naturellement y en avoir. Le lendemain, après avoir reçu M. Louis de Périgord, l'empereur me parla le premier d'affaires, et commença par me dire qu'il avait été convenu que l'on se réunirait pour faire en commun une sommation à l'Angleterre, et lui offrir la médiation de la Russie pour négocier la paix, et qu'il lui semblait que c'était la démarche préalable à faire.

Je répondis que cette démarche avait été faite; qu'il savait

bien que l'Angleterre avait décliné sa médiation; que, quant à la sommation, elle était inutile de notre part, puisque depuis long-temps nous étions en état d'hostilités; que, pour lui, il pouvait, si cela était dans ses intentions, commencer par une sommation; mais que je ne croyais pas qu'elle avançât les choses, parce que, si l'Angleterre avait été disposée à traiter, elle n'aurait pas refusé d'une manière si positive sa médiation; il réfléchit un moment, et, reprenant la parole, il me dit: "Je comprends cela, et puisqu'on le désire chez vous, "je suis bien aise de montrer de l'empressement à remplir "mes engagemens; dès aujourd'hui, je donnerai des ordres "à Romanzoff," et il ajouta: "Je vous assure que cela ne "sera pas long."

Effectivement, le surlendemain, on me remit la note que le gouvernement russe se proposait de faire remettre à l'ambassadeur d'Angleterre; je n'avais aucune observation à y faire, et elle fut envoyée le lendemain à l'hôtel de l'ambassadeur, qui en accusa réception, en demandant ses passe-ports. Il y avait alors, tant dans la rivière de Saint-Pétersbourg que dans le port de Cronstadt, plusieurs centaines de navires marchands anglais, tous chargés en retour pour l'Angleterre; et quoique le principal but de la France fût de frapper le commerce anglais, en faisant déclarer la guerre à cette puissance par la Russie, qui n'avait aucun moyen maritime pour la rendre de quelque efficacité, je n'eus pas l'air de m'apercevoir de tout le loisir qu'on leur donnait pour s'éloigner, d'autant plus qu'on y mettait de la décence; j'y mis de mon côté de la modération, parce que cette mesure du gouvernement russe n'était pas populaire à Pétersbourg, et que, si j'avais exigé que l'on employât de la rigueur, je courais le risque de rompre la corde de l'arc, qui ne pouvait se tendre qu'avec de la patience; l'on m'a su gré d'en avoir agi ainsi.

L'ambassadeur d'Angleterre partit par la Suède pour re-

tourner à Londres.* La campagne contre les Suédois en Finlande était ouverte, et n'offrait aucun détail bien intéressant. J'envoyai à l'empereur Napoléon tout ce qui m'avait été remis par le ministre russe sur la question dont je viens de parler, et mon courrier ne l'ayant pas trouvé à Paris, courut sur ses traces, et ne le joignit qu'à Venise.

Vers la fin de novembre, je reçus l'avis officiel de mon remplacement à Saint-Pétersbourg par M. de Caulaincourt, qui y était nommé ambassadeur. Je m'occupais de chercher à lui louer un hôtel, afin qu'il fût établi d'une manière convenable tout en arrivant, et j'avais réussi lorsque l'empereur Alexandre, en me faisant demander le bail que j'en avais passé, me fit entrer en possession d'un magnifique hôtel qu'il avait fait acheter sur le grand quai de la Neva; il le donnait à la France en retour de celui que l'empereur Napoléon avait donné à la Russie au moment de l'arrivée de son ambassadeur à Paris. Nous gagnâmes à ce marché, parce que l'hôtel

* Il est bon de remarquer que pendant mon séjour en Russie, j'avais contracté des liaisons avec l'ambassadeur de Naples, le duc de Serra-Capriola, qui était inconsolable du malheur arrivé à ses maîtres, et qui, chaque fois que nous conversions ensemble, me priait ou de ne pas les lui nommer, ou de le faire toujours d'une manière à ménager sa douleur : je voulais savoir de lui, comment sa cour avait pu se décider à se jeter dans la coalition de 1805, où elle n'avait rien à gagner, et où elle pouvait tout perdre; il me répondit nettement que ce n'était pas sa cour qui s'y était jetée, qu'on l'y avait forcée; qu'il avait eu beau la défendre ici; qu'il n'y avait rien gagné, et qu'en un mot, c'était de Saint-Pétersbourg qu'ils avaient reçu l'ordre d'ouvrir leurs ports et de marcher, m'observant qu'ils en recevaient une bien triste récompense.

L'ambassadeur d'Autriche, qui était M. le comte de Meerfeld, me disait à peu près les mêmes choses à la même occasion; nous causions souvent de guerre, et je lui demandais où ils avaient pu trouver un motif à celle de 1805; eux surtout, les Autrichiens, qui étaient si épuisés des guerres précédentes. Il me répondit que ce n'étaient pas eux qui y avaient pensé; qu'ils s'en étaient au contraire défendus tant qu'ils avaient pu; et que ce n'était que par suite des instigations de la Russie qu'ils s'étaient enfin rendus, en ajoutant malicieusement : " Vous verrez, vous verrez, dans quelques mois."

que nous reçûmes à Saint-Pétersbourg était bien plus complet que celui que nous avions donné à Paris.

L'empereur Alexandre eut la bonté de me dire des choses personnelles extrêmement flatteuses sur la contrariété que lui causait mon rappel, et je puis dire que, si j'éprouvais quelque satisfaction à quitter sa cour, ce fut parce que je le trouvais personnellement trop entraînant. Comblé de ses bontés comme je l'avais été, il était à craindre pour moi, que, dans des circonstances où il aurait fallu se retrancher dans l'austérité du caractère diplomatique, la reconnaissance et l'attachement que j'éprouvais pour lui m'en eussent empêché. Je me serais alors trouvé dans une position gênante, ou obligé de trahir mon devoir pour suivre une inclination bien naturelle : lui-même ne m'aurait pas estimé, et les affaires dont on m'aurait chargé n'eussent pas été faites.

Je ne dois pas taire ici que l'opinion la plus générale de la société était tout-à-fait défavorable à M. de Caulaincourt, et je m'aperçus bientôt que cette mauvaise disposition apporterait des difficultés à la marche qu'il aurait à tenir, pour la conduite des affaires que j'allais lui remettre en bon chemin. En cherchant la cause de cette disposition, je fus forcé d'en reconnaître la source dans la part qu'on lui supposait avoir eue dans l'affaire du duc d'Enghien : j'étais déjà devenu assez fort en Russie, par le retour de l'opinion en ma faveur, pour l'employer à servir mon successeur, auquel j'étais attaché par des liens d'amitié étrangers à notre situation politique réciproque ; je balançai d'autant moins à le faire, qu'en rendant service à un camarade, je servais à la fois mon pays, en lui aplanissant des difficultés qui, tôt ou tard, auraient nui à ses intérêts.

L'on se gênait peu à Saint-Pétersbourg pour parler de M. de Caulaincourt sous ce rapport, et je n'eus pas de peine à rencontrer l'occasion d'entreprendre sa justification ; je le fis encore pour l'empereur Alexandre lui-même, qui ne m'en

avait cependant pas parlé, mais qui ne pouvait ignorer tout ce qui se disait autour de lui à ce sujet, et je voulais que l'accueil qu'il allait faire à l'ambassadeur de France fût dégagé de toute espèce de mauvaise impression ou arrière-pensée fâcheuse.

Il y avait à Saint-Pétersbourg des petits cercles de conversations, desquels s'écoulait, dans le reste de la société, tout ce que l'on voulait y répandre. Ce moyen me parut le plus favorable à l'exécution de mon projet: je choisis celui de M. de Laval,* qui habite sur le quai Anglais; je croyais, ce jour-là, y trouver plusieurs Russes, ainsi que le duc de Serra-Capriola, ambassadeur de Naples, et M. le comte de Mestre, ambassadeur du roi de Sardaigne; mais je n'y rencontrai que ce dernier, de sorte que la conversation s'engagea, entre nous trois seulement, sur les affaires du temps. En leur demandant leur amitié pour mon successeur, je les vis à peu près muets; j'y étais préparé, et j'ouvris l'explication que je désirais; elle est présente à ma mémoire. A cette époque, j'ignorais la circonstance de la méprise qui avait rendu le duc d'Enghien victime de son malheureux sort, puisque ce n'est qu'en 1812 que je l'ai appris; mais je connaissais tout ce que les pamphlets avaient répandu sur cette catastrophe, et ils n'avaient pas ménagé M. de Caulaincourt, non plus que moi. Il me fut donc facile de réfuter ce qu'ils lui imputaient d'une scène à laquelle il n'avait pas assisté, puisqu'il est vrai qu'il n'arriva à Paris que le lendemain de son dénoûment; je le pouvais, et le fis avec d'autant plus de force que moi, qui avais été à Vincennes, comme je l'ai dit dans le cours de ces Mémoires, je ne l'y avais pas vu, et que je pouvais en cela redresser l'injustice de ses accusateurs. Je ne savais que ce qu'il m'avait dit lui-même de sa mission à Strasbourg, et cette communication de

* M. de Laval est un émigré français qui a épousé une dame russe.

sa part faisait toute la force de mon argument; mais j'étais loin de vouloir étendre au-delà l'intérêt que mon amitié lui portait. Je lui en ai depuis parlé à lui-même, et j'ai fait un appel à son honneur de me dire si, dans cette circonstance, je pouvais avoir un autre but que d'échanger avec lui la mauvaise couverture dont on l'enveloppait, en arrivant, contre les avantages de position que je m'étais donnés. Je n'ai laissé ignorer aucun de ces détails à M. de Caulaincourt à son arrivée, et pendant les douze jours que j'ai passés avec lui à Saint-Pétersbourg. S'il est vrai que, depuis mon départ, on lui ait rapporté qu'on m'avait entendu dire, dans une société de trente personnes, *que lui, M. de Caulaincourt, était étranger à cette affaire, et qu'elle ne regardait que moi,** il avait les mêmes moyens de me défendre; cela lui était plus facile que lorsque j'ai entrepris la même chose pour lui, et je devais espérer le retour de mon procédé. Je lui en ai donné une double preuve au mois d'avril 1813, en arrêtant le jeune Ordener, qui, blessé de l'outrage fait à la cendre de son père, voulait faire publier plusieurs pièces qu'il trouva dans les papiers de sa succession. Je demande ce que cette publication aurait produit le lendemain du jour où l'on venait de voir, dans les journaux, cette justification, qui souleva l'opinion contre lui, lorsqu'on lut la lettre qu'il écrivit à l'empereur Alexandre sur ce sujet, étant près de lui le ministre de l'empereur Napoléon.

M. de Caulaincourt arriva à Saint-Pétersbourg vers le 10 ou le 15 décembre 1807. Je lui remis l'ouvrage que j'avais créé, et passai près de lui tout le temps nécessaire pour lui donner les explications dont il avait besoin; après quoi, je demandai mes audiences de congé. Celle que me donna l'empereur fut presque amicale: sa fête se célébrait le 25

* Je rapporte les propres expressions dans lesquelles il me l'a raconté lui-même, dans ces derniers temps, en mai ou juin 1815, à l'Elysée, à Paris.

décembre; je voulus y assister; et c'est en m'invitant à dîner pour le lendemain, qu'il m'emmena dans son cabinet pour me fournir l'occasion de lui témoigner ma reconnaissance de tant de bontés. Il m'entretint assez long-temps des matières politiques que j'avais traitées avec lui, et me dit encore un mot du regret qu'il voulait bien avoir de mon départ, et, enfin, en m'embrassant, il me donna congé. A tous ses bons procédés, il joignit des témoignages de sa générosité: outre les diamans d'usage, qui consistaient dans une tabatière de grand prix, il me fit remettre un collier d'améthystes, qui était le plus bel ouvrage qu'il y eût chez le joailler de la couronne; il était accompagné de tous les accessoires de cette parure; il y ajouta deux fourrures, l'une de martre zibeline, qui fit l'admiration des dames de Paris, et l'autre d'oursin noir, d'une égale rareté. Je partis de Russie comblé, et de plus j'étais persuadé d'y avoir fait succéder une estime générale aux fâcheuses préventions que j'avais trouvées établies contre moi en y arrivant.

Je pris mon chemin par Wilna, Varsovie et la Silésie. L'empereur Alexandre avait donné ordre que l'on me fît accompagner par deux feldjägers (courriers de cabinet) jusqu'à Varsovie, de sorte que je n'éprouvai pas la moindre difficulté aux postes. En passant en Silésie, je rencontrai la tête des colonnes des prisonniers russes, qui retournaient de France dans leur pays. L'empereur les avait fait armer et habiller en uniforme russe. Cette galanterie avait été appréciée en Russie, où elle était connue avant mon départ. Ce fut le 16 janvier 1808 que j'arrivai à Paris, où j'eus encore le plaisir de m'entendre donner des marques de satisfaction par l'empereur; j'y attachai d'autant plus de prix que ce n'était pas trop son habitude, sans que pour cela il en estimât moins.

Pendant plusieurs jours, il me questionna sur tout ce que j'avais remarqué en Russie, et me demandait souvent si

j'étais parti convaincu qu'il pouvait faire quelque chose de solide dans ce pays-là; je répondais affirmativement, car c'était mon opinion, et j'ai souvent regretté d'avoir vu gâter des affaires qu'il était possible de toujours tenir en bon train. Il n'y avait sorte de chose que l'empereur n'eût préférée à l'idée d'aller recommencer la guerre au-delà de la Vistule; il avait soigné cette ambassade de Russie de tout ce qui pouvait contribuer aux succès qu'il en attendait; rien n'avait été épargné en dépense, ni en détails de tout genre de tout ce qui compose la représentation. Tout cela avait été porté jusqu'à la somptuosité.

L'on verra, par la suite de ces Mémoires, comment la confiance que l'empereur avait placée dans cette alliance, a été petit à petit altérée, au point d'avoir été suivie de la catastrophe qui a englouti l'espérance et l'avenir de tant de familles dignes de l'estime publique.

CHAPITRE XV.

Expédition de Portugal.—Junot.—Composition de son armée.—Entrée à Lisbonne.—Prévoyance du régent.—Nos troupes s'approchent d'Espagne.—Considérations politiques.—Talleyrand.—Part véritable de ce diplomate à l'entreprise sur la Péninsule.—Tentative inconcevable de Fouché.

L'EMPEREUR avait passé la saison des chasses d'automne à Fontainebleau, où il avait donné la première audience à l'ambassadeur de Russie, qui était le général comte de Tolstoï, frère du grand-maréchal de la cour de l'empereur Alexandre. Je vais rendre compte de ce qui s'est passé pendant le séjour que fit la cour dans cette résidence.

Depuis le refus qu'avait fait l'Angleterre d'accepter la médiation de la Russie pour négocier la paix avec la France,

l'empereur avait sommé le Portugal de prendre un parti, le menaçant de faire marcher contre lui les troupes françaises, s'il persistait dans son alliance avec l'Angleterre. Le prince régent de Portugal hésitait et répondait d'une manière évasive aux sollicitations pressantes qu'on lui faisait faire à la fois, à Lisbonne et par la voie de son ambassadeur à Paris, le comte de Lima.

Il est à remarquer que le prince régent avait été un des premiers souverains qui eussent recherché l'alliance de la France, et que cependant, dès le temps du consulat, on avait été obligé de le faire attaquer par les troupes françaises et espagnoles combinées, pour l'obliger à entrer avec nous dans l'alliance contre l'Angleterre. C'était cet ouvrage que l'on voulait recommencer : l'ambassadeur de ce pays en France jugeant de ce qui allait arriver, crut qu'il pourrait conjurer l'orage en allant lui-même à Lisbonne faire ouvrir les yeux à son gouvernement sur les dangers d'invasion dont le Portugal était menacé ; il partit de Fontainebleau, et comme courrier près de son souverain ; mais il était trop tard, toute transaction était devenue impossible ; le prince n'eut d'autre parti à prendre que de s'embarquer sur sa flotte pour le Brésil, abandonnant ainsi ses Etats d'Europe à ce que la fortune en déciderait. Il partit effectivement avant l'arrivée du corps de troupes qui s'approchait de sa frontière. Ce corps était commandé par le général Junot, qui avait été gouverneur de Paris pendant la longue absence de l'empereur. Les troupes qui le composaient avaient été formées du troisième bataillon, et des escadrons de dépôt de plusieurs des régimens qui étaient à la grande armée.

Il pénétra sur le territoire portugais, prit possession des places fortes, sans rencontrer d'autre résistance que celle que lui opposaient les torrens, les précipices, qu'il eut à franchir. Il parvint enfin à vaincre tous ces obstacles, et, à force de constance, il triompha de la faim et de la fatigue, et entra

dans Lisbonne sans que le gouvernement essayât de s'opposer à sa marche. Loin de là, le prince régent prit soin de lui aplanir les difficultés. Il prévint ses vassaux que la défense était inutile; qu'il allait s'absenter pour laisser écouler l'orage; qu'il reviendrait quand la tempête serait passée, et venait, en attendant, d'organiser un gouvernement chargé surtout de procurer de bons logemens aux troupes françaises, de pourvoir à leurs besoins, et d'empêcher qu'il ne leur fût fait aucune insulte.* On ne pouvait faire les choses de meilleure grâce, ni être plus prévenant. Il n'avait oublié qu'une chose, c'était de parler de l'imprudence qui attirait l'orage sur ses Etats: il n'avait cependant pu ima-

* "Après avoir inutilement fait tous mes efforts pour conserver la neutralité, à l'avantage de nos vassaux chéris et fidèles; après avoir fait, pour obtenir ce but, le sacrifice de tous mes trésors, m'être même porté, au grand préjudice de mes sujets, à fermer mes ports à mon ancien et loyal allié le roi de la Grande Bretagne, je vois s'avancer vers l'intérieur de mes Etats les troupes de S. M. l'empereur des Français. Son territoire ne m'étant pas contigu, je croyais être à l'abri de toute attaque de sa part; ces troupes se dirigent sur ma capitale. Considérant l'inutilité d'une défense, et voulant éviter une effusion de sang sans probabilité d'aucun résultat utile, et présumant que mes fidèles vassaux souffriront moins dans ces circonstances si je m'absente de ce royaume, je me suis déterminé, pour leur avantage, à passer avec la reine et toute ma famille dans mes Etats d'Amérique, et à m'établir dans la ville de Rio-Janeiro jusqu'à la paix générale. Considérant qu'il est de mon devoir, comme de l'intérêt de mes sujets, de laisser à ce pays un gouvernement qui veille à leur bien-être, j'ai nommé, tant que durera mon absence ..... (ici est détaillée la composition du gouvernement.)

D'après la confiance que j'ai en eux tous, et à la longue expérience qu'ils ont des affaires, je tiens pour certain qu'ils rempliront leurs devoirs avec exactitude; qu'ils administreront la justice avec impartialité; qu'ils distribueront les récompenses et les châtimens suivant les mérites de chacun; que mes peuples seront gouvernés d'une manière qui décharge ma conscience.

"Les gouverneurs le tiendront pour dit; ils se conformeront au présent décret, ainsi qu'aux instructions qui y sont jointes, et les communiqueront aux autorités compétentes.

"Le Prince."

"Donné au palais de Notre-Dame d'Aduja, le 26 novembre 1807.

giner que le traité qui devait soulever toutes les forces de la Péninsule, ne nous avait pas échappé; et que, quoique l'Espagne seule eût éclaté, nous savions à quoi nous en tenir sur les projets du Portugal.

Pendant que l'empereur prenait ce parti vis-à-vis du Portugal, il fit rapprocher des frontières d'Espagne, du côté de la Catalogne et de la Navarre, deux corps d'armée, dont les troupes étaient encore bien moins organisées que celles du corps du général Junot: ce n'étaient pour la plupart que des bataillons de marche. On appelait ainsi

Instructions.

" Les gouverneurs du royaume nommés par mon décret de ce jour, prêteront le serment d'usage entre les mains du cardinal-patriarche. Ils maintiendront la rigoureuse observance des lois du royaume. Ils conserveront aux nationaux tous les priviléges qui leur ont été accordés par moi et par mes ancêtres. Ils décideront à la pluralité des voix les questions qui leur seront soumises par les tribunaux respectifs. Ils pourvoieront aux emplois d'administration et de finances, aux offices de justice, dans la forme pratiquée jusqu'à ce jour. Ils défendront les personnes et les biens de mes fidèles sujets. Ils feront choix pour les emplois militaires de personnes dont ils connaîtront les bons services. Ils auront soin de conserver, autant que possible, la paix dans le pays; que les troupes de l'empereur des Français aient de bons logemens; qu'elles soient pourvues de tout ce qui leur sera nécessaire pendant leur séjour dans ce royaume; qu'il ne leur soit fait aucune insulte, et ce, sous les peines les plus rigoureuses, conservant toujours la bonne harmonie qui doit exister entre nous et les armées des nations avec lesquelles nous nous trouvons unis sur le continent.

" En cas de vacance par mort ou autrement d'une des charges de gouverneur du royaume, il sera pourvu au remplacement à la pluralité des voix; je me confie en leurs sentimens d'honneur et de vertu. J'espère que mes peuples ne souffriront pas de mon absence, et que, revenant bientôt parmi eux avec la permission de Dieu, je les trouverai contens, satisfaits et animés du même esprit qui les rend si dignes de mes soins paternels.

" Le Prince.

" Donné au palais de Notre-Dame d'Aduja, le 26 novembre 1807."

des bataillons que l'on formait des détachemens de plusieurs régimens différens, qui avaient un long trajet à faire pour se rendre à la même armée. Les meilleurs étaient composés d'hommes appartenant à trois régimens différens; mais il y en avait dont les compagnies avaient des soldats de plusieurs corps, et même des officiers tirés d'autres corps que ces mêmes soldats; il fallait bien certainement que l'empereur crût n'avoir pas de grandes opérations à faire exécuter pour s'être décidé à employer des troupes dans cet état d'organisation; enfin la meilleure portion était la conscription des provinces méridionales, qui avait été appelée en 1806, lorsque l'on entra en Pologne, après que la Prusse eut refusé de traiter et se fut jetée dans les bras des Russes, lorsque nous étions à Berlin. L'empereur avait ordonné que cette portion de conscription restât en France, et il l'avait fait organiser en plusieurs corps réguliers, que l'on nomma légions: ces légions furent rassemblées à Grenoble, Dijon, Toulouse, et, je crois, Bordeaux: cette disposition fut prise après la bataille d'Eylau, et c'est d'Osterode que l'empereur ordonna d'en former des corps de réserve, dont il donna le commandement à des sénateurs qui avaient été militaires.

La proclamation de l'Espagne avait paru quelques mois auparavant; l'armée d'observation de l'Autriche était dans les environs de Prague. Ces corps de réserve auraient été grossir l'armée d'Italie, si l'Autriche avaient entrepris quelques hostilités, ou bien ces mêmes corps auraient formé une armée pour s'opposer aux Espagnols, si la proclamation de leur gouvernement avait été suivie de quelques opérations offensives de sa part: ni l'un ni l'autre cas n'était arrivé, et l'empereur trouva les légions disponibles à son retour de Tilsitt. C'est ici que commencèrent les affaires d'Espagne, que je crois nécessaire de faire précéder de quelques détails.

On a débité avec affectation dans le monde que M. de Talleyrand avait été d'un avis opposé à cette entreprise: il a pu convenir à quelques esprits de parti de chercher à établir cette opinion, mais elle est contraire à la vérité: non seulement il n'y était point opposé, mais encore il la conseilla, et fut celui qui en posa les préliminaires; et c'est dans le but de la terminer qu'il pressa tant la conclusion de la paix à Tilsitt, disant à l'empereur que son affaire la plus importante était celle du Midi, d'où tôt ou tard un prince belliqueux pourrait tenter d'ébranler son ouvrage, lui faisant remarquer qu'il avait suffi d'une proclamation pour mettre tout le pays en alarme, et que, s'il y avait eu une seconde bataille d'Eylau, ce qui pouvait arriver au centre des provinces russes, où il aurait bien fallu aller si l'on n'avait pas fait la paix, il était possible que les Espagnols et les Autrichiens arrivassent à Paris avant qu'il pût en être informé; que, d'un autre côté, s'il faisait la paix avec l'Angleterre sans avoir réglé à sa convenance les affaires d'Espagne, il y fallait renoncer pour jamais, parce qu'il retrouverait l'Europe contre lui aussitôt qu'il voudrait en entreprendre l'exécution, au lieu que, si on était assez heureux pour réussir, on traiterait avec l'Angleterre sur cette base, en faisant, d'un autre côté, les sacrifices auxquels on pourrait être obligé de souscrire. M. de Talleyrand est le premier qui ait songé à l'opération d'Espagne; il avait préparé les ressorts qu'il fallait mettre en jeu pour la faire consommer: il est bien vrai qu'il voulut la faire d'une autre manière, et peut-être l'eût-il menée à meilleure fin.

Le hasard a voulu que, dans la circonstance où l'on aurait eu le plus besoin de toutes les ressources de son esprit, de son habileté et de ses talens, qui étaient dans tout le lustre que leur donnaient les succès des armes de l'empereur, il se retirât des affaires. Par son absence, on fut privé de tous ces moyens d'intrigues dont l'Espagne four-

millait, et que M. de Talleyrand avait fait mouvoir à son gré pendant plus de dix ans; en sorte que l'on attaqua la politique maladroitement en heurtant des intérêts que l'on aurait pu se rendre favorables, si on ne les avait pas d'abord effarouchés. On a dit aussi que c'était par suite de son opposition à cette affaire qu'il avait quitté le ministère: c'est une autre erreur, encore plus lourde que la première; l'empereur lui en a voulu long-temps d'avoir quitté la direction des affaires dans cette circonstance, pour une question de vanité. Au retour de Tilsitt, il avait fait Berthier vice-connétable, ce qui le créait grand-dignitaire; il le remplaça au ministère de la guerre par le général Clarke, dont les talens administratifs s'étaient développés en Prusse et à Vienne.

M. de Talleyrand voulait être grand-dignitaire; il souffrait de voir l'archichancelier et Berthier au-dessus de lui. Il commença à dire qu'il était fatigué; que sa santé ne lui permettait plus de suivre un quartier-général; qu'il désirait de tout son cœur servir l'empereur, mais qu'il avait besoin de repos: il fit parvenir cela par le moyen des femmes qui avaient accès chez l'impératrice, et, enfin, l'empereur devina le reste. Il était trop content de M. de Talleyrand pour lui refuser ce qu'il paraissait désirer si vivement; il le fit donc vice-grand-électeur, et, ainsi que Berthier l'avait été, il fut remplacé au ministère par M. de Champagny. L'empereur fut très fâché de ce changement, surtout dans la circonstance qui approchait, et M. de Talleyrand ne tarda pas à s'en repentir lui-même, parce que, une fois hors du ministère, il fut en butte à une foule d'intrigues et de mauvais propos. On lui prêta toutes sortes d'indiscrétions sur des faits antérieurs à sa retraite des affaires et sur les projets à venir de l'empereur. L'empereur lui-même disait-il quelque chose, on en raisonnait dans tous les sens, et on en faisait des critiques méchantes que l'on attribuait

à M. de Talleyrand. N'ayant plus de conférences particulières, dans lesquelles il aurait pu détruire les menées de ses ennemis, ces absurdités, quelque ridicules qu'elles fussent, n'en laissaient pas moins une impression fâcheuse dans l'esprit de l'empereur.

Il devint bientôt le point de mire de tout ce qui voulait faire fortune et participer aux honneurs attachés à la place qu'il venait de quitter. On chercha à le rendre odieux à l'empereur; on imagina mille contes, productions de gens qui ne peuvent soutenir la concurrence de ceux dont ils sont forcés de reconnaître la supériorité, guidés par leurs intérêts particuliers, et poussés par les passions de ceux dont ils se sont entourés, ils aiment mieux perdre un Etat entier en étouffant la lumière autour du monarque, que de voir pâlir leur étoile en laissant accès aux hommes qui véritablement peuvent le servir. L'empereur résista long-temps: il continua à voir avec bonté M. de Talleyrand; mais comme tout cède à l'importunité qui ne se rebute point, Talleyrand tomba bientôt dans une sorte de disgrâce. Il n'abandonna pas néanmoins l'entreprise qu'il avait suggérée à l'empereur; au contraire, il la suivit avec constance, et profitant, avec son adresse ordinaire, d'une inspiration de colère qui était échappée à Charles IV, il alla jusqu'à vouloir intervertir l'ordre de succession au trône d'Espagne. Chargé, conjointement avec le grand-maréchal, de suivre les négociations que le prince de la Paix avait ouvertes au sujet du Portugal, il ne se borna pas a demander que Charles IV livrât le commerce de ses colonies aux Français, il voulait encore qu'il nous abandonnât celles de ses provinces qui touchent nos frontières, et qu'il reçut en échange les dépouilles du souverain qui s'était enfui à la vue de nos drapeaux. Voici, au reste, une pièce qui fixe l'état où il avait placé la question; c'est le compte rendu de la dernière conférence qui eut lieu à ce sujet entre lui et Izquierdo.

Paris, 24 mars 1808.

Au Prince de la Paix.

" L'état des affaires ne permet pas d'écrire tous les détails des entretiens qu'après mon retour de Madrid j'ai eus ici par ordre de l'empereur, avec le général Duroc, grand maréchal du palais impérial, et avec le vice-grand-électeur de l'empire, le prince de Bénévent.

" Je réduis mon discours à l'explication des moyens qui sont proposés pour régler et même pour terminer à l'amiable les affaires qui pendent entre l'Espagne et la France, car on m'a chargé de les faire connaître à mon gouvernement, en recommandant la réponse le plus tôt possible.

" Il est notoire que plusieurs corps de troupes françaises se trouvent à présent en Espagne : on ignore quel en sera le résultat. Quelques arrangemens entre les gouvernemens des deux nations pourra empêcher de mauvais effets et même produire un traité définitif et solennel sur les bases qui suivent.

" 1ère base. Les Français pourront faire leur commerce dans les colonies espagnoles aussi librement que s'ils étaient Espagnols, et les Espagnols, dans les colonies françaises, comme s'ils étaient Français : les uns et les autres paieront les droits de douanes, comme s'ils étaient natifs du territoire. Cette prérogative leur appartiendra exclusivement, de manière que la France ne l'accordera qu'aux Espagnols, et l'Espagne, non plus, qu'aux Français.

" 2ème base. Le Portugal se trouve aujourd'hui sous le pouvoir de la France : la nation française a besoin d'une route militaire pour le passage continuel des troupes qui doivent y aller, avec l'objet de conserver les garnisons et de défendre le pays contre les incursions des Anglais. Il est vraisemblable que cette affaire produira beaucoup de dépenses, de chagrins, d'obstacles, et même de fréquentes occasions de désor-

dres ; tout serait parfaitement arrangé, si l'Espagne possédait entièrement tout le Portugal : elle indemniserait la France, en lui cédant l'équivalent sur le territoire des provinces contiguës à l'empire français.

" 3ème base. Régler définitivement la succession au trône d'Espagne.*

" 4ème base. Faire un traité offensif et défensif d'alliance, en stipulant le nombre de troupes que chaque nation doit donner à son alliée dans le cas de guerre.

" Voilà les bases sur lesquelles on pourra faire un traité définitif capable de terminer heureusement la crise actuelle où les deux Etats se trouvent aujourd'hui ; mais, dans les affaires d'une telle nature, je ne dois qu'obéir. Quand on parle de l'existence de l'Etat, de son honneur, de son estime et de son gouvernement, les décisions doivent avoir leur origine seulement dans le conseil du souverain ; néanmoins, mon amour ardent pour la patrie m'a inspiré de faire au prince de Bénévent les observations qui suivent :

* *Lettre de Charles IV à l'Empereur Napoléon.*

" Monsieur mon frère,

" Dans le moment où je ne m'occupais que des moyens de coopérer à la destruction de notre ennemi commun, quand je croyais que tous les complots de la ci-devant reine de Naples avaient été ensevelis avec sa fille, je vois avec une horreur qui me fait frémir, que l'esprit d'intrigue la plus horrible a pénétré jusque dans le sein de mon palais ; hélas ! mon cœur saigne, en faisant le récit d'un attentat si affreux ! mon fils aîné, l'héritier présomptif de mon trône, avait formé le complot horrible de me détrôner ; il s'était porté jusqu'à l'excès d'attenter contre la vie de sa mère. Un attentat si affreux doit être puni avec la rigueur la plus exemplaire des lois. *La loi qui l'appelait à la succession doit être révoquée ; un de ses frères sera plus digne de le remplacer et dans mon cœur et sur le trône.* Je suis dans ce moment à la recherche de ses complices, pour approfondir ce plan de la plus noire scélératesse, et je ne veux pas perdre un seul moment pour en instruire V. M. I. et R , en la priant de m'aider de ses lumières et de ses conseils.

" Sur quoi je prie, etc.

" CHARLES.

" A Saint-Laurent, ce 20 novembre 1807."

" 1°. Accorder aux Français une liberté de commerce égale à celle des Espagnols, c'est diviser les Amériques mêmes entre les nations française et espagnole; et l'accorder exclusivement, c'est s'éloigner de plus en plus de la paix, perdre toutes nos relations commerciales, et celles des Français, avec l'Amérique, jusqu'à la signature de la paix avec l'Angleterre, excepté seulement le cas où l'arrogance de cette puissance serait châtiée. J'ai dit aussi que si mon souverain accédait à cet article, il fallait y ajouter, que les marchands français qui voudraient fixer leur domicile n'auraient pas les droits de citoyens, mais seulement de demeurans, d'après les lois expresses qui ont servi de base pour le domicile des étrangers jusqu'ici.

" 2°. En parlant de l'affaire du Portugal, j'ai fait une réminiscence du traité du 27 octobre dernier. J'ai cherché à faire connaître le sacrifice du roi d'Etrurie, que le Portugal tout entier ne vaut rien pour l'Espagne, s'il est séparé de ses colonies; que les habitans des provinces contiguës aux Pyrénées ne souffriraient pas la perte de leurs lois, exemptions, priviléges et langue, moins encore le changement de souverain. J'ai ajouté aussi qu'il me serait absolument impossible de signer la cession de la Navarre, parce que, si je le faisais, je serais sans doute l'objet de l'exécration de tous mes compatriotes, à cause de ma naissance en Navarre. A la fin, je n'ai pas hésité à dire que, si l'intention définitive est de séparer du royaume d'Espagne les dites provinces contiguës aux Pyrénées, on pourrait créer un autre royaume, nommé d'*Ibérie*, pour l'indemnité du roi d'Etrurie, sur les bases de conserver aux habitans du pays leurs lois, exemptions, usages et langue, et d'appartenir toujours à un prince de la famille royale des Bourbons d'Espagne, et, qu'en autre cas, la séparation pourrait avoir lieu sous le titre de vice-royauté, avec la condition d'être possédées toujours par un prince *Infant d'Espagne*.

" 3°. En parlant de la succession au trône d'Espagne, j'ai

dit tout ce que le roi notre seigneur m'avait fait l'honneur de m'ordonner ainsi que tout ce qui a été nécessaire pour démentir les calomnies inventées par les méchans hommes d'Espagne, et racontées ici comme vérités, jusqu'au point d'avoir perverti l'opinion publique.

" 4°. Relativement à l'alliance offensive et défensive, j'ai demandé au prince de Bénévent si l'on projetait de réduire l'Espagne à l'état de la confédération du Rhin, en lui imposant l'obligation de fournir des troupes, ce qui serait réellement l'assujettir au paiement d'un tribut de guerre, par honnêteté sous le nom d'alliance ; car si l'Espagne est en paix avec la France, jamais elle n'aura besoin des secours français pour la défense du territoire espagnol, ainsi qu'on peut le voir dans les îles Canariennes, les provinces de Buénos-Ayres et le port du Férol. Quant à l'Afrique, elle est comptée pour rien.

" Sur l'affaire du mariage, le prince et moi sommes restés d'accord ; il n'y a pas eu de difficultés. Mais on m'a dit que dans le traité qui doit avoir lieu, sur lesdites bases, on ne parlerait plus de mariage, pour lequel il y aura convention séparée.

" Il n'y a pas aussi de difficultés sur le titre d'*Empereur des Amériques* que notre roi doit prendre.

" On m'a dit qu'il fallait répondre, sur l'acceptation des bases, tout de suite, sans aucun délai, pour éviter les mauvais effets qui pourraient en résulter.

" On m'a dit aussi qu'il fallait omettre tout acte ou mouvement d'hostilité capable d'éloigner l'arrangement amiable qui peut encore avoir lieu.

" J'ai été interrogé s'il était vrai que le roi notre seigneur projetait d'aller en Andalousie ; j'ai répondu que je n'en savais rien, et j'ai dit la vérité. Croyez-vous (m'a-t-on dit alors) que Charles IV ait déjà fait ce voyage ? Je crois que non, ai-

je répondu, parce que le roi, la reine et le prince de la Paix restent tranquilles sur la bonne foi de l'empereur.

" J'ai demandé la suspension de l'entrée des troupes françaises dans les provinces intérieures de l'Espagne, jusqu'à ce que je reçusse la réponse de cette note, et cependant que les troupes françaises qui sont en Castille en sortissent. Je n'ai rien obtenu ; on m'a fait espérer seulement que si les bases étaient acceptées par le roi, on ordonnerait que les troupes s'éloignassent de la province où LL. MM. se trouveraient.

" Il y a ici des lettres datées d'Espagne, qui disent que quelques troupes espagnoles marcheront vers Madrid par la route de Talavera, et que V. A. m'en a donné avis par un courrier extraordinaire. J'y ai répondu, en disant la vérité sur ce que je savais sur cet article.

" On présume que V. A. était partie pour Séville, en accompagnant le roi et la reine ; je n'en sais rien, et c'est pourquoi j'ai ordonné au courrier qu'il ne s'arrêtât pas jusqu'au lieu de la résidence de V. A.

" Les troupes françaises n'arrêteront pas le courrier, du moins le grand-maréchal du palais m'a offert cette sécurité.

EUGENE IZQUIERDO."

Paris, 24 mars, 1808.

La révolution d'Aranjuez était faite lorsque cette dépêche arriva.

Il s'était passé à Paris, avant mon retour, une autre affaire qui avait donné beaucoup d'humeur à l'empereur : c'est lui-même qui me l'a apprise. Il avait été peu satisfait de M. Fouché, et celui-ci voyant la France entière dans l'ivresse, cherchait tous les moyens de rentrer en grâce en signalant son dévouement. Ce ministre, auquel on prêtait tant de lumières et de finesse, était l'homme le plus mal informé de ce qui se passait, et l'homme qui connaissait le moins les conve-

nances et l'usage du monde : c'était la conséquence naturelle de l'état dans lequel il était resté. Ayant appartenu à tous les partis de la révolution, et les ayant tour à tour abandonnés pour suivre le plus heureux dans le moment, il n'avait pu se défaire des habitudes que cette manière de vivre lui avait fait contracter ; il était toujours dominé, lorsqu'au contraire il croyait lui-même diriger les conducteurs. En suivant cette marche il se trompait souvent ; aussi l'empereur disait-il de lui : " M. Fouché veut toujours être mon guide et conduire la tête de toutes les colonnes ; mais comme je ne lui dis jamais rien, il ne sait pas où il faut aller, et il s'égare toujours."

Je ne sais où M. Fouché avait pris que l'empereur voulait, ou du moins était occupé d'un divorce. Comme il voyait que l'on ne négligeait rien pour resserrer l'alliance avec la Russie, il imagina que, sans lui, on n'aurait pas observé qu'il y avait dans la famille impériale russe une princesse charmante, digne de la plus belle couronne du monde, dont elle aurait encore rehaussé l'éclat par tous ses brillans avantages. On lui dit que l'empereur avait quelque scrupule de séparer sa destinée de celle d'une personne qu'il avait associée à son existence, et qui lui témoignait sa reconnaissance par les soins les plus vigilans dans tout ce qui pouvait l'intéresser.

M. Fouché entreprend de se placer entre les deux époux, et de faire sortir de la tête de quelques sénateurs dont les opinions étaient réglées d'ordinaire sur la sienne, l'idée de témoigner à l'impératrice qu'elle ferait une démarche utile à l'Etat et en même temps agréable à l'empereur, en lui proposant elle-même un divorce dont il n'osait l'entretenir : il parla à ces sénateurs comme un homme qui avait une instruction conforme au langage qu'il leur tenait, et tous approuvèrent ; aucun n'eut garde de faire la moindre objection. Le ministre, qui se croit fort d'une opinion manifestée par d'autres, qu'il avait commencé par établir, pousse l'audace jusqu'à

venir lui-même trouver l'impératrice, et ne craint pas de déchirer son cœur en l'entretenant de la nécessité de faire un sacrifice si douloureux pour elle ; il lui parle du vœu du sénat et de la reconnaissance nationale.

La première pensée qui vint à l'impératrice fut que le ministre de la police n'était que l'interprète de l'empereur, qui n'avait pas voulu être témoin de ses larmes, et lui avait donné cette commission ; mais elle ne se déconcerta pas, et lui répondit : " Monsieur, je dois ici l'exemple de l'obéissance aux ordres de l'empereur ; vous pouvez aller lui dire qu'aucun sacrifice ne me coûtera, lorsqu'il sera accompagné de la pensée consolante de m'être conformée à ses désirs." Elle laissa le ministre dans le salon et rentra chez elle. Ce n'était pas là ce que M. Fouché voulait ; il espérait nouer une longue conversation avec l'impératrice, et la porter à cette démarche comme d'elle-même, en faisant disparaître ce qui était relatif au sénat et à lui, au lieu que ce congé qu'il reçut lui laissa tout le caractère officiel qu'il avait pris pour son introduction.

L'empereur, qui dans la journée descendait souvent de son cabinet chez l'impératrice, la trouva ce jour-là tout en larmes, et voulut en savoir la raison ; elle lui répondit : " Pouvez-vous me le demander, après ce que vous m'avez fait dire." C'était une énigme pour lui : il se la fit expliquer, et resta stupéfait de l'audace de son ministre : il l'envoya chercher, et jamais personne, dans quelque condition qu'il soit, n'a été traité comme le fut le ministre de la police dans cette circonstance ; l'empereur était indigné, et l'on ne doit attribuer qu'à la facilité avec laquelle il pardonnait les injures qui lui étaient personnelles, qu'il lui ait permis de continuer l'exercice de ses fonctions dans une place dont on pouvait si facilement abuser ; mais il n'eut plus aucune confiance en lui, et le considéra comme un homme qui avait un système personnel à lui, auquel système il rapportait les affaires d'Etat ;

mais dont tout le talent était de la subtilité, et qui n'avait que de l'intrigue sans aucune suite d'idée, et particulièrement point d'attachement pour lui. S'il s'était trouvé là un homme en état d'exercer son emploi, il en aurait été pourvu à l'instant. Cette audace du ministre de la police était seule capable de faire rompre une alliance de cette nature avec la Russie, s'il y avait eu toutefois des ouvertures de ce genre, parce qu'il donna tant de publicité à ce projet pour en paraître l'auteur, que l'empereur n'aurait eu l'air d'avoir contracté cette union que par la force d'une opinion formée par son ministre, et dès-lors il n'en aurait retiré aucun fruit.

CHAPITRE XVI.

Formation de la gendarmerie d'élite.—Composition de ce corps.—Hôpital de Sedan.—Création d'une nouvelle noblesse.—L'empereur ne haïssait pas l'opposition.

M. Fouché parvint à se faire pardonner ; il employa le grand-duc de Berg, qui avait plusieurs raisons de le ménager, comme on le verra par la suite de ces Mémoires ; il s'appuya aussi de quelques membres de la famille de l'empereur, qui avaient la faiblesse de croire qu'ils étaient redevables à M. Fouché de tout le bien que l'empereur leur faisait ; qu'il écartait de son esprit tout ce que de prétendus méchans ne cessaient de lui rapporter sur leur intérieur, tandis que jamais personne n'en parlait à l'empereur, que lui, Fouché. Il avait une habitude de lui dire : on a débité telle mauvaise chose qui aurait pu nuire au prince un tel ou à madame une telle ; on a tenu tel ou tel mauvais propos ; mais j'ai empêché que cela n'allât plus loin. On ne lui avait rien dit ; on ne disait ni ceci, ni cela ; c'était

lui qui avait inventé les mauvais propos, et qui les mettait sur le compte d'un autre ; il en imposait à l'empereur en venant lui faire un faux rapport, auquel il avait soin de faire une préface piquante ; il avait beau y mettre de l'esprit, son crédit était usé.

C'est dans ce temps-là qu'il a le plus abusé de la facilité qu'il avait de jeter, sur la gendarmerie d'élite, tout l'odieux de son administration et de ses actes particuliers. Il avait l'habitude, après avoir attiré sur un individu une mesure de rigueur qui était la suite d'un rapport qu'il avait fait précédemment, de dire aux personnes qui s'intéressaient à celle qu'il avait fait frapper : "Ce n'est pas ma faute ; l'empereur "ne me consulte plus : aussi il fait des choses en dépit du "bon sens ; il a sa gendarmerie qui fait sa police ; moi je "n'ai plus rien à faire qu'à prendre garde à moi-même, car "un jour cela pourrait bien être mon tour." C'est par des discours aussi artificieux que ce ministre astucieux éloignait de lui tout l'odieux des mesures qu'il faisait prendre à l'empereur. Lorsque je serai à l'époque où je lui ai succédé, je rapporterai plus en détail ce qui le concerne.

C'est ici le moment de parler de cette gendarmerie d'élite, qui a été si utile au ministre de la police pour voiler ses opérations, et être accablée de l'odieuse opinion qu'il en avait donnée ou qu'il avait laissé établir sur elle.

C'est moi qui ai créé ce corps, et je l'ai commandé huit ans ; j'atteste ici que jamais je n'ai reçu de l'empereur aucun ordre d'en employer les gendarmes à un service qui ne fût pas rigoureusement conforme à leur institution, et particulièrement aux dispositions des lois à l'égard de la gendarmerie. Jamais l'empereur ne les a chargés d'aucune police secrète, et j'atteste sur l'honneur, qu'avant d'être moi-même le chef de celle de l'Etat, je n'avais pas la première idée de ce que cela pouvait être ; je me suis dit souvent qu'il aurait été heureux pour moi que la gendarmerie d'élite m'eût offert

quelques ressources en ce genre ; mais personne de ce corps n'y entendait rien, pas plus que moi alors. Je vais plus loin ; dans les huit ans que je l'ai commandée, je n'ai pas connu un seul individu, dans ses rangs, auquel on eût osé aller proposer une commission du genre de celles qu'on les accuse d'avoir remplies, et la plupart de leurs accusateurs ou détracteurs n'auraient pas osé leur dire en face la moindre partie de ce qu'on a imprimé contre eux depuis ; je n'avais pas un gendarme qui n'eût été sous-officier dans les rangs de l'armée ; tous m'étaient attachés parce que je ne craignais pas de paraître pour les défendre contre la calomnie, et leur faire obtenir justice. Leur attachement était la suite de leur estime, et quelle que soit la persévérance de la basse récrimination qui les a fait dissoudre, ils n'en sont que plus recommandables à l'estime publique. Quant à moi, je regarderai toute ma vie comme des jours heureux ceux où je pourrai être utile à quelques-uns d'eux.

Il y avait encore à Paris, au moment de mon retour de Russie, quelques-unes des députations que les départemens avaient envoyées pour complimenter l'empereur ; celle de mon département (les Ardennes) était de ce nombre ; elle vint me faire une visite, et me donna en corps un dîner comme à un compatriote qu'elle estimait. Cette circonstance mit le comble à tout ce que j'éprouvais de satisfaction à cette époque-là. Parmi la députation du département des Ardennes, il y avait le maire de la ville de Sedan, qui, avec quelques députés de cette ville, était en instance pour obtenir d'abord un bâtiment de l'Etat pour un établissement de bienfaisance publique, et qui, en second lieu, sollicitait la remise, à l'hôpital militaire de cette ville, de la dotation que le maréchal de Turenne lui avait donnée sur ses biens en la fondant*. Cette dotation avait été engloutie dans la révo-

* Le maréchal de Turenne est né à Sedan, et c'est lui qui a fondé l'hôpital militaire de cette ville.

lution, et les héritiers de la maison de Bouillon, ayant eu leur fortune en grande partie confisquée, entendaient que le paiement de cette dotation fût reversé sur la portion des biens dont ils avaient été dépouillés. Le ministère observait avec raison que si l'empereur commençait une fois à faire droit à une réclamation de ce genre, toutes les villes qui étaient dans le même cas que Sedan viendraient successivement réclamer, et qu'il n'y avait aucune raison pour leur refuser ce que l'on aurait accordé à celle-ci, en sorte que leur demande fut écartée.

Mes compatriotes espéraient que je pourrais vaincre les obstacles qu'ils avaient rencontrés, et me priaient de les aider. Je saisis cette occasion de leur témoigner combien j'étais attaché aux lieux où j'étais né. Je donnai procuration au maire de Sedan, M. de Neuflize, l'homme le plus considérable du pays, qui voulut bien s'en charger, de chercher près de la ville une partie de bien d'une valeur égale au revenu de la dotation du maréchal de Turenne, et à l'abri de toute espèce de révolution, de confiscation ou aliénation, libre d'hypothèque, dont on pût faire l'acquisition de suite, et que j'en ferais les fonds, en mettant pour condition que cette acquisition ne serait rien autre chose que la reconstitution de la dotation du maréchal de Turenne, telle qu'elle existait avant la révolution, aux mêmes obligations de reconnaissance envers sa mémoire, c'est-à-dire que ses armoiries seraient replacées dans l'église, et que tous les ans, au 26 de juillet, pour anniversaire de sa mort, on y célébrerait le service divin, comme cela était d'habitude avant la révolution. Il fallut un rapport du conseil d'Etat à l'empereur sur toutes ces propositions, qui furent sanctionnées par un décret, et c'est depuis cette époque que l'hôpital militaire de Sedan a recouvré ce qu'il avait perdu, c'est-à-dire une rente de 1,200 fr., pour le capital de laquelle j'ai donné de mes économies 40,000 fr.

C'est aussi au mois de janvier 1808, et pendant le mois de février suivant, que l'empereur faisait discuter au conseil d'Etat son projet de recréer une noblesse. Cette question causa beaucoup de débats ; elle trouva des contradicteurs, et il est à remarquer que l'empereur, à qui on supposait des idées de despotisme, affectait toujours de faire prendre, dans des cas semblables, la parole à ceux des conseillers d'Etat qu'il savait être d'une opinion opposée à la sienne ; il recommandait toujours que l'on parlât franchement, disant quelquefois, sur cette matière comme sur d'autres : " Ne ménagez pas la question pendant qu'on la discute, parce qu'une " fois qu'elle aura passé, et que le décret en aura été signé, " il n'y aura plus à y revenir, ni à se plaindre."

Il n'en a jamais voulu à personne pour avoir manifesté franchement de l'opposition à ses opinions ; il aimait qu'on les combattît, et il ne lui en coûtait aucun effort pour revenir à celle qui lui était démontrée être la plus raisonnable : c'était une bonne note dans son esprit, en faveur de celui qui lui avait donné quelque lumière en lui résistant. Cette question de noblesse fut vivement discutée ; il en coûtait à tous les hommes de la révolution de devenir transfuges à leur parti ; mais, cependant, elle passa, soit que la raison ou l'amour-propre l'eût emporté, et, dans le mois de février, l'empereur créa seize ducs avec un grand nombre de comtes et de barons ; il me fit l'honneur de me comprendre dans les seize premiers, et d'ajouter à cette faveur une riche dotation, que j'ai perdue par suite des revers qui ont causé des pertes semblables à tout ce qui vivait de ses bienfaits.

CHAPITRE XVII.

Le prince de la Paix dispose souverainement de toutes les ressources de la monarchie espagnole.—Animadversion de la nation.—Il est forcé d'avoir recours aux partis extérieurs.—La duchesse d'Orléans, M. de La Bouillerie.—Nos troupes s'emparent d'une partie de l'Espagne.—Conjuration d'Aranjuez.—Ferdinand proclamé roi d'Espagne.

Au mois de février 1808, l'empereur avait fait approcher sur l'extrême frontière d'Espagne les troupes dont j'ai parlé plus haut ; le Portugal était occupé, et la politique de la Russie se dessinait de manière à donner de la sécurité. Il avait signé, à Fontainebleau, le 27 octobre, 1807, un traité avec l'Espagne, en vertu duquel une partie des provinces portugaises restait en dépôt, dans nos mains, jusqu'à la paix ; une autre passait sous la domination de la reine d'Etrurie, qui nous cédait, en échange, la Toscane ; le reste constituait une autre souveraineté pour le prince de la Paix, qui n'avait assurément pas obtenu cette élévation au suprême pouvoir, sans quelque retour en services du genre de ceux qu'il pouvait nous rendre, comme on pourra le juger.

Cet homme, qu'une faveur extraordinaire avait mis à la tête de toutes les affaires d'Espagne, gouvernait la monarchie en maître absolu, depuis plus de dix ans ; il avait établi son pouvoir en faisant nommer ses créatures aux emplois civils, militaires et ecclésiastiques, tant en Espagne que dans les Indes. Il était devenu l'arbitre de toutes les grâces, et s'était si bien rendu maître des décisions du roi, qu'il répondait à tout ce qu'on lui demandait : voyez Emmanuel (le prince de la Paix s'appelait Emmanuel Godoi). Cette suprême autorité avait élevé contre lui une masse de haine, qui contre-balançait la faveur dont il était comblé, parce qu'il avait nécessairement commis beaucoup d'injustices pour établir

sa puissance. Le prince des Asturies était déjà entré au conseil; il avait eu aussi à se plaindre des hauteurs du favori, qui ne craignait pas de le blesser, en laissant apercevoir la source d'un despotisme qui ne s'arrêtait même pas devant l'héritier de la couronne. Plus celui-ci avançait en âge, plus il portait d'ombrage au prince la Paix, qui ne dissimulait plus son aversion pour lui. De son côté le prince des Asturies devint son ennemi, au point de saisir toutes les occasions de travailler à sa perte; il y était encouragé par l'opinion publique, qui faisait une justice sévère de la cour, et qui, ainsi que la fierté nationale, tournait ses regards vers lui, et y rattachait ses espérances.

De tous côtés on s'élevait contre le prince de la Paix, qui voyait s'échapper un pouvoir qu'il exerçait depuis long-temps; bientôt il dut recourir aux derniers expédiens pour le ressaisir. Il avait senti, depuis long-temps, le besoin de consolider son autorité par la protection d'une puissance étrangère, et il n'avait rien négligé pour se rendre agréable à la France, qui avait accepté tout ce qui pouvait être utile à son influence en Espagne, dont ce favori disposait sous tous les rapports, et lui était ainsi devenu nécessaire à sa cour, qui le croyait plus agréable que qui que ce soit à la France. Ses ennemis saisirent encore ce moyen pour lui nuire, en disant qu'il était un traître; qu'il avait vendu l'Espagne à la France, et en avait fait une de ces vice-royautés, dans lesquelles on n'obéissait plus qu'aux ordres de l'empereur.

D'un autre côté, on attribuait à la France tout le mal dont on croyait avoir à se plaindre en Espagne, et on l'accusait d'y soutenir le prince de la Paix. Cet état de choses amenait tous les jours de l'aigreur entre les partisans du prince des Asturies et les créatures du favori, qui craignaient sa disgrâce autant que les premiers désiraient son renvoi. Les conseils du prince royal ne furent sans doute pas assez prudens, et s'échauffèrent un peu en voyant la chaleur de l'opinion pu-

blique ; ils firent peut-être entrer dans son esprit le projet d'arrêter l'ambition du prince de la Paix, en l'en rendant lui-même victime. Celui-ci, voyant une catastrophe s'approcher, et toute l'Espagne prononcée, jugea qu'il était perdu, lorsque les troupes françaises avancèrent sur le territoire espagnol pour l'exécution du traité de Fontainebleau, dont il avait le secret à peu près tout seul, et qui même n'était pas signé. Mais il vit bien que l'on ne manquerait pas d'attribuer l'invasion qui en serait la suite, au désir de le protéger personnellement.

En conséquence, pour consolider le reste du pouvoir qui lui était encore nécessaire pour l'exécution de son projet, il ne vit de ressource que de décider le roi Charles IV à écrire à l'empereur, pour lui faire part des mésintelligences qui divisaient l'Espagne, et qu'il était assez malheureux pour être forcé de reconnaître une trame contre ses jours, ourdie jusque dans son propre palais, par des malheureux qui entouraient son fils ; et, en même temps, qu'il lui annonçait le projet d'en faire un exemple, il lui demandait des conseils.* Ce dernier coup de vigueur rendit une nouvelle autorité au prince de la Paix, mais il ne lui ramena pas l'opinion publique, qui s'attacha tout entière au prince des Asturies, que l'on considéra comme sa victime.

Le prince des Asturies se vit dans une mauvaise position : on avait arrêté ses plus fidèles partisans ; on informait contre eux ; il avait tout à craindre des entreprises d'un homme à qui sa perte était nécessaire. Il chercha à se mettre en mesure contre la malveillance du favori ; déjà il s'était adressé à l'empereur, et avait trouvé moyen de lui faire parvenir une lettre, dans laquelle il lui demandait sa protection contre des intrigans qui avaient juré sa perte, et voulaient le rendre victime de l'ambition d'un homme qui ne mettait

* *Voyez* ci-dessus la lettre de Charles IV, page 143.

plus de bornes aux humiliations qu'il lui faisait éprouver. L'empereur avait répondu à la lettre du roi, mais il avait gardé le silence à l'égard du prince des Asturies. Cette circonstance arriva au retour du voyage que l'empereur avait fait en Italie, et je crois même que c'est au moment de partir pour s'y rendre, qu'il reçut les deux lettres dont je viens de parler.

Lorsque les troupes françaises entrèrent en Espagne, elles rencontrèrent, en Catalogne, M. le Prince de Conti, madame la duchesse de Bourbon et madame la duchesse d'Orléans, qui y vivaient paisiblement, depuis que, pour vendre leurs biens, le Directoire les avait obligés à sortir de France, en leur faisant, à chacun, une pension de 20 ou 25,000 francs, qui leur étaient payés sur des certificats de vie, et en suivant toutes les formalités prescrites pour les plus simples particuliers, qui sont rentiers viagers de l'Etat; en sorte que ces princes étaient soumis à tout ce qu'il y avait de plus outrageant, quoiqu'on ne leur payât pas le dixième de ce qu'on leur avait pris, après les avoir forcés de quitter la France. Ils avaient sans doute jugé inutile de réclamer. Les choses étaient toujours restées dans cet état, lorsque l'empereur en entendit parler, pour la première fois, par le général Canclaux, qui a donné l'éveil sur la situation de ces princes: il était resté l'ami chaud du prince de Conti. Puis le ministre des finances, M. le duc de Gaëte, vint l'en entretenir, et l'informer de tout ce qui était relatif à ces princes. M. le duc de Gaëte avait fait son affaire personnelle de celle-ci, et il connaissait si bien l'âme de l'empereur, qu'il avait joint, au rapport qu'il lui faisait, un projet de décret pour porter chaque pension à 60,000 francs, au lieu des 20 ou 25 du Directoire, et portant dans sa rédaction que ces pensions seraient payées aux lieux de la résidence de chacun des princes, par le soin du ministre du trésor, qui

verserait, pour cela, ces sommes à une maison de banque de Paris, qui avait ordre de payer exactement, et de se pourvoir au trésor.

L'empereur signa de suite, en remerciant le ministre des finances. Ainsi disparurent les formalités auxquelles on avait assujetti ces illustres infortunés. Elles étaient telles qu'ils étaient obligés d'avoir un procureur fondé de pouvoirs à Paris, et de lui envoyer des certificats de vie signés des agens de la république, qui, sans doute, grâpillaient comme de coutume, autour de l'infortune.

L'empereur avait de même fait une pension à la nourrice de feu M. le dauphin, ainsi qu'à celle de madame la duchesse d'Angoulême; c'était madame la comtesse de Ségur, la mère, qui les lui avait demandées. Mais une chose qui ne peut s'expliquer que par l'esprit de réaction, c'est que, dans le commencement de la restauration, cette pension a été supprimée, et n'a été payée de nouveau que long-temps après.

On a beaucoup dit que l'empereur était tyran et avide de spoliations; le fait suivant prouve que ces actes étaient toujours l'œuvre du ministre proposant. Le domaine extraordinaire était sous la direction de M. de La Bouillerie, c'est-à-dire les caisses, car M. Defermon en était l'intendant, et l'on avait réuni à ce domaine toutes les saisies provenant de l'exécution des décrets prohibitifs de Berlin et de Milan. Un jour, M. de La Bouillerie reçut, de l'intendant, l'avis qu'une saisie de deux navires venait d'être faite au Havre; qu'elle était évaluée environ 800,000 fr., dont il lui ordonnait de surveiller et de faire opérer la rentrée. Il était fort tard quand M. de La Bouillerie reçut cet avis, ainsi que les pièces qui l'accompagnaient.

Il y remarqua une extension outrée, que l'on s'était efforcé de donner au sens des décrets de Berlin et de Milan, pour atteindre ces deux navires. Il fit sur-le-champ un rapport

particulier à l'empereur, chez lequel il avait le droit d'entrer à toute heure; mais comme il était déjà fort tard, et qu'il pouvait se faire que l'empereur ne pût pas lire son rapport, M. de La Bouillerie écrivit lui-même en haut de la marge :

" Il est urgent d'envoyer de suite un courrier au Havre, " porter l'ordre de rendre les deux navires saisis."

M. de La Bouillerie porta lui-même son rapport. L'empereur le fit entrer de suite ; il feuilleta le rapport, qui était très long, et, sans le lire, il mit, de sa main, sous l'émargement de La Bouillerie, ces mots : *Approuvé.* NAPOLÉON ; ordonna à M. de La Bouillerie d'expédier l'ordre, et garda le rapport, en lui disant de revenir le lendemain. Le courrier fut expédié dans la nuit, et les navires rendus. Le lendemain, La Bouillerie s'étant fait présenter, l'empereur lui dit : " J'ai lu votre rapport, et je vous remercie d'avoir empêché " que l'on me fît commettre cette odieuse injustice ; c'est " comme cela qu'il faut me servir."

Je reprends ma narration.

Lorsque les troupes furent arrivées sur les frontières, on les fit entrer dans Saint-Sébastien, Pampelune, Roses, Figuières et Barcelone, et dès-lors commencèrent nos premiers actes vis-à-vis des Espagnols. Cette entrée sur le territoire fut attribuée au prince de la Paix, par la partie adverse, et aux intrigues des partisans du prince des Asturies, par ceux du prince de la Paix. Cette rivalité hâta le dénoûment des événemens : le prince de la Paix avait l'air de croire que ces prises de possession, et cette marche de troupes, n'avaient lieu que pour assurer l'exécution du traité de Fontainebleau.

Le prince des Asturies, de son côté, ne voulait y voir qu'une trahison du prince de la Paix, parce que l'opinion la plus générale l'accusait de nous être vendu.

Le prince de la Paix lui-même joua l'homme effrayé, et peut-être l'était-il réellement de la marche de nos troupes, qui étaient, d'une part, arrivées à Burgos, et, de l'autre,

entrées à Barcelone. Il déclara qu'il n'y avait d'autre parti à prendre, pour la famille royale, que de se retirer à Séville, et d'appeler la nation espagnole aux armes. Il était convenu qu'il jouerait ce rôle pour faire partir le roi et sa famille pour l'Amérique ; qu'il les quitterait clandestinement à Séville, pour venir jouir des avantages que lui assurait le traité de Fontainebleau. Telle est la version que j'ai entendu faire, mais je n'ai rien vu qui m'autorise à le penser, du moins quant au dessein de venir jouir des vastes Etats qu'il s'était assurés. Loin de là, le prince de la Paix connaissait le décret de Milan, qui nommait Junot gouverneur du Portugal, et le chargeait de l'administrer au nom de l'empereur. Il n'était donc plus question de la principauté des Algarves, et, sans doute, ce prince ne se faisait plus illusion sur sa principauté. Il fit assembler le conseil du roi au palais d'Aranjuez, et après y avoir exposé les malheurs qui menaçaient la monarchie, il fit prévaloir son avis et arrêter le départ de la famille royale pour Séville. C'est en sortant de ce conseil que le prince des Asturies dit aux gardes-du-corps, en traversant la salle dans laquelle ils se tenaient :

“ Le prince de la Paix est un traître ; il veut emmener “ mon père, empêchez-le de partir.” Ce propos courut bientôt la ville, et la populace se porta au palais du prince de la Paix, y mit tout en pièces, et après les plus minutieuses recherches, elle le trouva caché dans un grenier : il serait infailliblement devenu victime de ses fureurs, si, pour le sauver, on ne se fût servi du nom même du prince des Asturies pour le mener en prison. Ce signal de révolte donné, elle prit presque aussitôt des caractères qui effrayèrent le roi. On profita de ce moment pour lui demander son abdication en faveur de son fils ; il la donna pour sauver sa vie, et resta dans sa résidence pendant que le prince des Asturies vint à Madrid. Cet événement a sans doute été accompagné de beaucoup de détails qu'il serait intéressant de rapporter ;

mais la crainte d'être inexact m'oblige à n'en parler que sommairement. Cette révolution fut annoncée, sur tous les points de l'Espagne, par des courriers; et la joie d'être débarrassé du prince de la Paix y excita de l'enthousiasme.

Le grand-duc de Berg était arrivé à l'armée lorsqu'il apprit cet événement; il reçut, par la même occasion, une lettre de Charles IV pour Napoléon, par laquelle le roi d'Espagne faisait part à son allié de la violence qui lui avait été faite.

" Monsieur mon frère, lui mandait-il, vous apprendrez " sans doute avec peine les événemens d'Aranjuez et leurs " résultats; V. M. ne verra pas sans quelque intérêt un roi " qui, forcé d'abdiquer la couronne, vient se jeter dans les " bras d'un monarque son allié, se remettant en tout à sa " disposition, qui peut seule faire son bonheur, celui de toute " sa famille et de ses fidèles sujets. Je n'ai déclaré me dé- " mettre de ma couronne en faveur de mon fils, que par la " force des circonstances, et lorsque le bruit des armes et les " clameurs d'une garde insurgée me faisaient assez connaître " qu'il fallait choisir entre la vie et la mort, qui eût été suivie " de celle de la reine. J'ai été forcé d'abdiquer; mais ras- " suré aujourd'hui, et plein de confiance dans la magnani- " mité et le génie du grand homme qui s'est toujours montré " mon ami, j'ai pris la résolution de me remettre en tout ce " qu'il voudra bien disposer de mon sort, de celui de la " reine et de celui du prince de la Paix. J'adresse à " V. M. I. et R. une protestation contre les événemens " d'Aranjuez et contre mon abdication. Je m'en remets et " me confie entièrement dans le cœur de V. M. Sur ce, je " prie Dieu, etc.

" De V. M. I. et R., le très affectionné frère et ami,

" CHARLES."

" Je proteste et déclare que mon décret du 19 mars, par " lequel j'ai abdiqué la couronne en faveur de mon fils, est

"un acte auquel j'ai été forcé pour prévenir de plus grands
"malheurs et l'effusion du sang de mes sujets bien aimés;
"il doit, en conséquence, être regardé comme nul.

"CHARLES."

Aranjuez, 21 mars 1808.

Le grand-duc de Berg envoya cette lettre à l'empereur, et le prévint qu'il marchait, avec l'armée, sur Madrid, où il entra dans les premiers jours d'avril 1808.

CHAPITRE XVIII.

Réflexions de Napoléon au sujet de la révolution d'Aranjuez.—Je pars pour Madrid.—Instructions que me donne l'empereur.—L'infant don Carlos.—L'épée de François Ier.—Lettre de l'empereur au grand-duc de Berg.

L'EMPEREUR reçut ce courrier, à Saint-Cloud, un samedi soir. Le lendemain, dimanche, à la messe, il paraissait un peu préoccupé, quoique cela ne fût pas son habitude. Il avait fait partir la veille son ambassadeur, M. de Tournon, pour porter au grand-duc de Berg de nouvelles instructions. Il m'envoya chercher, après que tout le monde fut retiré, et, me conduisant dans le parc, où nous restâmes deux heures, il me parla ainsi:

"Vous allez partir pour Madrid. On me mande de cette "ville que le roi Charles IV a abdiqué et que son fils lui "succède, et en même temps l'on m'apprend que cela est "arrivé à la suite d'une révolution dans laquelle le prince "de la Paix paraît avoir succombé, ce qui me donne à penser "que l'abdication du roi n'a pas été volontaire. J'étais bien "préparé à quelques changemens en Espagne; mais je

" crois voir, à la tournure des affaires, qu'elles prennent une " marche tout autre que je ne croyais. Voyez notre ambas- " sadeur, et dites-moi ce qu'il a fait dans tout cela. Com- " ment n'a-t-il pas empêché une révolution que l'on ne man- " quera pas de m'attribuer, et dans laquelle je suis forcé " d'intervenir ? Avant de reconnaître le fils, je veux être " instruit des sentimens du père : c'est lui qui est mon " allié, c'est avec lui que j'ai des engagemens ; et s'il réclame " mon appui, je le lui donnerai tout entier, et le rémettrai " sur le trône en dépit de toutes les intrigues. Je vois main- " tenant qu'il avait raison d'accuser son fils d'avoir tramé " contre lui : cet événement le décèle ; et jamais je ne don- " nerai mon assentiment à une pareille action, elle déshono- " rerait ma politique et tournerait un jour contre moi. Mais " si l'abdication du père est volontaire, et, pour qu'elle le " soit, il faut qu'elle en porte les caractères, au lieu que " celle-ci n'a que ceux de la violence, alors je verrai si je " puis m'arranger avec le fils comme je m'arrangeai avec le " père.

" Lorsque Charles-Quint abdiqua, il ne se contenta pas " d'une déclaration écrite, il la rendit authentique par les " cérémonies d'usage en pareil cas, il la renouvela plusieurs " fois, et ne remit le pouvoir seulement qu'après que tout " le monde fut convaincu que rien autre chose que sa " volonté ne l'avait porté à ce sacrifice.

" Cette abdication avait un bien autre caractère que celle " d'un souverain dont on viole le ministère, et que l'on met " entre la mort et la signature de cet acte.

" Rien ne pourra me le faire reconnaître, avant qu'il ne " soit revêtu de toute la légalité qui lui manque ; autrement, " il suffira d'une troupe de traîtres qui s'introduira, la nuit, " chez moi, pour me faire abdiquer et renverser l'Etat.

" Si le prince des Asturies règne, j'ai besoin de connaître " ce prince, de savoir s'il est capable de gouverner lui-même,

“ et, dans ce cas, quels sont ses principes? S’il doit gou-
“ verner par ses ministres, je veux savoir par quelle intrigue
“ il est dominé, et si nos affaires pourront rester à cette
“ cour sur le pied où elles étaient à la cour du roi son père.
“ Je ne le crois pas, parce que les extrêmes se touchent
“ en révolution; et il est vraisemblable qu’un des grands
“ moyens de popularité du nouveau roi aura été l’intention
“ manifestée de suivre une marche opposée à celle de son
“ père qui, lui-même, m’avait déjà donné de l’inquiétude
“ après Iéna.

“ Sans doute les alentours du prince des Asturies seront
“ différens, et il fera bien; cela m’importe peu. Le roi
“ son père trouvait bien la manière dont il s’était établi, ce
“ n’était pas à moi à le désapprouver: j’avais fini par m’en
“ accommoder et par m’en trouver très bien. Je voudrais
“ pouvoir m’établir sur le même pied avec le fils, et finir
“ d’une manière honorable avec le père.

“ Si, comme je le crains, le fils a donné dans une marche
“ opposée, il se sera entouré de tout ce que le roi Charles IV
“ avait éloigné de sa cour et de ses affaires; alors je dois
“ m’attendre à avoir des embarras, parce que les hommes se
“ gouvernent le plus souvent par leurs passions, et que
“ ceux-ci, ayant attribué leur disgrâce à l’influence de la
“ France, ne laisseront échapper aucune occasion de s’en
“ venger, si je leur en laisse le temps et les moyens.

“ Lorsque j’ai fait la paix avec les Russes, je pouvais
“ rétablir la Pologne, dont les sentimens étaient tout à moi.
“ La confiance que j’ai eue dans l’empereur de Russie, pour
“ maintenir la paix en Europe et me garantir, par son al-
“ liance, de nouvelles entreprises semblables à celles dont
“ j’ai heureusement triomphé, m’a fait abandonner mon
“ projet, à la renonciation duquel j’ai mis pour condition
“ que l’empereur de Russie se rendrait médiateur de la paix
“ à laquelle je désire enfin amener l’Angleterre, et qu’en cas

" de refus de la part de cette puissance, il s'unirait avec moi " dans la guerre contre elle, malgré tout ce que la Russie " a à souffrir d'une privation de commerce avec l'Angleterre.

" Il faudrait que l'on eût bien peu de sens en Espagne, " si on croyait que, n'ayant retiré que ce seul avantage de " tous ceux que m'offrait une guerre heureuse, je laisserais " les Espagnols me préparer de nouveaux embarras en s'al- " liant avec l'Angleterre, et donnant par là, à cette puis- " sance, des avantages beaucoup au-dessus de ceux que la " déclaration de guerre des Russes leur fait perdre.

" Je crains tout d'une révolution dont je ne conçois ni la " direction ni l'intrigue; le mieux du mieux serait d'éviter " une guerre avec l'Espagne, elle serait une sorte de " *sacrilége* (ce fut son expression); mais je ne balancerai " pas à la faire à la maison de Bourbon, si le prince qui veut " gouverner cet Etat adoptait une politique semblable. Je " me trouverais alors dans la même position où se trouva " Louis XIV, lorsque ce monarque s'occupa de la succession " de Charles II : on a dit que c'était par ambition, mais non; " c'est que s'il n'avait pas mis un de ses petits-fils sur le " trône d'Espagne, un archiduc d'Autriche y eût été appelé; " dès-lors l'Espagne devenait l'alliée naturelle de l'Angle- " terre, et Louis XIV, dans toutes les guerres qu'il aurait " eues, soit avec l'une, ou avec l'autre de ces deux puis- " sances, aurait eu bientôt les deux ensemble à combattre. " Comment aurait-il résisté à une guerre maritime accom- " pagnée d'attaques en Flandre, en Alsace, en Italie, en " Roussillon et en Navarre ? Voilà le motif qui lui a fait " faire la guerre en faveur de son petit-fils; à la vérité il " avait pour lui le testament de Charles II, qui appelait le " duc d'Anjou au trône d'Espagne, et malgré la légitimité de " ce titre, l'Autriche lui a fait la guerre pour mettre l'ar- " chiduc Charles sur le trône d'Espagne. Ici ce n'est pas le " même cas : le trône est occupé, il a même des héritiers;

“ cela rend la question plus compliquée, mais cela ne change “ rien à la politique ni à l'intérêt des peuples ; et la France “ a aujourd'hui, comme elle l'avait dans ce temps-là, le “ même besoin de rester alliée de l'Espagne, dans la paix “ comme dans la guerre.

“ Tant que Charles IV aurait régné, je pouvais compter “ sur la paix, et je n'avais que très peu de changemens à lui “ demander. Nous aurions bientôt été d'accord si le prince “ de la Paix n'avait pas succombé, parce que nous pouvions “ compter sur lui. Aussi vous voyez que les troupes que j'ai “ fait marcher ne sont que des enfans et des dépôts.

“ Mais si l'Espagne veut prendre une marche opposée, je “ ne balancerai pas à y entrer, parce que ce pays peut, un “ jour, être gouverné par un prince belliqueux, qui saura “ diriger contre nous toutes les ressources de cette nation, “ et qui finira peut-être par se mettre en tête de faire rentrer “ le trône de France dans sa famille ; voyez où on en serait “ en France si cela arrivait : c'est à moi à le prévoir et à en “ ôter les moyens à celui qui pourrait l'entreprendre. Je “ vous le répète, si le père veut remonter sur le trône, je suis “ prêt à le seconder ; s'il persiste dans son abdication, “ mandez-moi ce que je puis croire des sentimens du fils, et “ de ses alentours, que je ne connais pas.

“ Dans tous les cas, je ne reconnaîtrai pas la marche qui “ a été suivie pour le faire succéder à son père ; il faudra que “ cet acte soit *purifié* par une sanction publique du roi “ Charles IV. Mais si je ne puis m'arranger avec le fils “ ni avec le père, je ferai maison nette ; j'assemblerai les “ cortès, et je recommencerai l'ouvrage de Louis XIV ; je “ suis prêt pour ce cas-là.

“ Je vais me rendre à Bayonne ; si les circonstances “ l'exigent, j'irai à Madrid, mais pour cela il faudrait que “ j'y fusse absolument forcé.”

Il me congédia, et je partis le même jour pour Madrid.

Chemin faisant, je rencontrais presqu'à chaque poste un courrier espagnol qui allait à Paris avec des dépêches pour l'ambassadeur d'Espagne, que le nouveau roi s'était empressé d'accréditer près de l'empereur.

Vers Poitiers, je rencontrai le comte de Fernand-Nuñez, chambellan de la cour d'Espagne; il était porteur d'une lettre du roi Ferdinand VII pour l'empereur, et allait à Paris.

A Bayonne, je trouvai l'infant don Carlos, qui venait au-devant de l'empereur. Il croyait le trouver dans cette ville, d'après ce qui lui avait été dit lors de son départ de Madrid. Lorsque j'entrai en Espagne, je vis, dans toute la Biscaye, des arcs de triomphe élevés pour le passage de l'empereur; le peuple espagnol était impatient de le voir arriver, et vociférait partout contre le prince de la Paix. Je rencontrai à Vittoria un officier français que le grand-duc de Berg envoyait à l'empereur pour lui porter l'épée de François 1er, qu'il avait demandée au cabinet de l'arsenal de Madrid; c'était un moyen de la recouvrer qui n'effaçait pas l'affront de l'avoir vu conquérir. Louis XIV aurait pu la demander cent ans avant le grand-duc de Berg; mais ce monarque avait sagement pensé qu'il ne fallait pas outrager une nation jusque dans les monumens de sa gloire. Les Espagnols furent sensibles à cette offense, qui fit tort à la popularité du grand-duc de Berg. L'empereur ne cessait cependant de lui recommander la plus grande réserve. Sans doute il se défiait de ses accès de zèle ou d'ambition, car j'avais déjà été précédé de plusieurs courriers, et cependant, je n'étais pas en route qu'il lui expédia de nouvelles instructions. On jugera, d'après la nature de cette pièce, de l'incertitude de ses idées, et du point de vue sous lequel la question se montrait à ses yeux.

Lettre de l'Empereur au Grand-Duc de Berg.

29 mars 1808.

" Monsieur le grand-duc de Berg, je crains que vous ne " me trompiez sur la situation de l'Espagne, et que vous " ne vous trompiez vous-même. L'affaire du 19 mars a " singulièrement compliqué les événemens : je reste dans " une grande perplexité. Ne croyez pas que vous attaquiez " une nation désarmée, et que vous n'ayez que des troupes " à montrer pour soumettre l'Espagne. La révolution du " 20 mars prouve qu'il y a de l'énergie chez les Espagnols. " Vous avez affaire à un peuple neuf : il a tout le courage, et il " aura tout l'enthousiasme que l'on rencontre chez des " hommes que n'ont point usés les passions politiques.

" L'aristocratie et le clergé sont les maîtres de l'Espagne ; " s'ils craignent pour leurs priviléges et pour leur existence, " ils feront contre nous des levées en masse *qui pourront* " *éterniser la guerre.* J'ai des partisans ; si je me pré- " sente en conquérant, je n'en aurai plus.

" Le prince de la Paix est détesté, parce qu'on l'accuse " d'avoir livré l'Espagne à la France ; voilà le grief qui a " servi l'usurpation de Ferdinand ; le parti populaire est le " plus faible. Le prince des Asturies n'a aucune des qua- " lités qui sont nécessaires au chef d'une nation ; cela n'em- " pêchera point que, pour nous l'opposer, on en fasse un " héros. Je ne veux pas que l'on use de violence envers " les personnages de cette famille : il n'est jamais utile de " se rendre odieux et d'enflammer les haines. L'Espagne " a plus de cent mille hommes sous les armes, c'est plus " qu'il n'en faut pour soutenir avec avantage une guerre " intérieure ; divisés sur plusieurs points, ils peuvent servir " de noyau au soulèvement total de la monarchie.

" Je vous présente l'ensemble des obstacles qui sont inévi-
" tables, il en est d'autres que vous sentirez.

" L'Angleterre ne laissera pas échapper cette occasion de
" multiplier nos embarras : elle expédie journellement des
" avisos aux forces qu'elle tient sur les côtes du Portugal et
" dans la Méditerranée ; elle fait des enrôlemens de Siciliens
" et de Portugais.

" La famille royale n'ayant point quitté l'Espagne pour
" aller s'établir aux Indes, il n'y a qu'une révolution qui
" puisse changer l'état de ce pays : c'est peut-être celui de
" l'Europe qui y est le moins préparé. Les gens qui voient
" les vices monstrueux de ce gouvernement, et l'anarchie
" qui a pris la place de l'autorité légale, font le plus petit
" nombre ; le plus grand nombre profite de ces vices et de
" cette anarchie. Dans l'intérêt de mon empire, je puis
" faire beaucoup de bien à l'Espagne. Quels sont les
" meilleurs moyens à prendre ? Irai-je à Madrid ? exercerai-
" je l'acte d'un grand protectorat, en prononçant entre le
" père et le fils ? Il me semble difficile de faire régner
" Charles IV ; son gouvernement et son favori sont telle-
" ment dépopularisés, qu'ils ne se soutiendraient pas trois
" mois.

" Ferdinand est l'ennemi de la France, c'est pour cela
" qu'on l'a fait roi. Le placer sur le trône sera servir les
" factions qui, depuis vingt-cinq ans, veulent l'anéantisse-
" ment de la France. Une alliance de famille serait un
" faible lien : la reine Elisabeth et d'autres princesses fran-
" çaises ont péri misérablement, lorsqu'on a pu les immoler
" impunément à d'atroces vengeances. Je pense qu'il ne
" faut rien précipiter, qu'il convient de prendre conseil des
" événemens qui vont suivre. . . . Il faudra fortifier les corps
" d'armée qui se tiendront sur les frontières du Portugal, et
" attendre. . . .

" Je n'approuve pas le parti qu'a pris V. A. I. de s'em-

“ parer aussi précipitamment de Madrid. Il fallait tenir “ l'armée à dix lieues de la capitale. Vous n'aviez pas “ l'assurance que le peuple et la magistrature allaient reconnaître Ferdinand sans constitution. Le prince de la Paix “ doit avoir, dans les emplois publics, des partisans; il y “ a d'ailleurs un attachement d'habitude au vieux roi, qui “ pouvait produire des résultats. Votre entrée à Madrid, “ en inquiétant les Espagnols, a puissamment servi Ferdinand. J'ai donné ordre à Savary d'aller auprès du vieux “ roi voir ce qui se passe. Il se concertera avec V. A. I. “ J'aviserai ultérieurement au parti qui sera à prendre; en “ attendant, voici ce que je juge convenable de vous prescrire. Vous ne m'engagerez à une entrevue, *en Espagne*, “ avec Ferdinand, que si vous jugez la situation des choses “ telle que je doive le reconnaître comme roi d'Espagne. “ Vous userez de bons procédés envers le roi, la reine et le “ prince Godoy. Vous exigerez pour eux, et vous leur “ rendrez les mêmes honneurs qu'autrefois. Vous ferez en “ sorte que les Espagnols ne puissent pas soupçonner le “ parti que je prendrai: cela ne vous sera pas difficile, *je* “ *n'en sais rien moi-même.*

“ Vous ferez entendre à la noblesse et au clergé que, si “ la France doit intervenir dans les affaires d'Espagne, leurs “ priviléges et leurs immunités seront respectés. Vous leur “ direz que l'empereur désire le perfectionnement des institutions politiques de l'Espagne, pour la mettre en rapport “ avec l'état de civilisation de l'Europe, pour la soustraire “ au régime des favoris. . . Vous direz aux magistrats et “ aux bourgeois des villes, aux gens éclairés, que l'Espagne “ a besoin de recréer la machine de son gouvernement; qu'il “ lui faut des lois qui garantissent les citoyens de l'arbitraire “ et des usurpations de la féodalité, des institutions qui “ raniment l'industrie, l'agriculture et les arts. Vous leur “ peindrez l'état de tranquillité et d'aisance dont jouit la

“ France, malgré les guerres où elle s’est trouvée engagée ;
“ la splendeur de la religion, qui doit son rétablissement au
“ concordat que j’ai signé avec le pape. Vous leur démon-
“ trerez les avantages qu’ils peuvent tirer d’une régénération
“ politique ; l’ordre et la paix dans l’intérieur, la consi-
“ dération et la puissance à l’extérieur. Tel doit être l’esprit
“ de vos discours et de vos écrits. Ne brusquez aucune
“ démarche. Je puis attendre à Bayonne, je puis passer
“ les Pyrénées, et, me fortifiant vers le Portugal, aller con-
“ duire la guerre de ce côté.

“ Je songerai à vos intérêts particuliers, n’y songez pas
“ vous-même.... Le Portugal restera à ma disposition....
“ Qu’aucun projet personnel ne vous occupe, et ne dirige
“ votre conduite ; cela me nuirait et vous nuirait encore plus
“ qu’à moi. Vous allez trop vite dans vos instructions du 14.
“ La marche que vous prescrivez au général Dupont est trop
“ rapide ; à cause de l’événement du 19 mars, il y a des
“ changemens à faire. Vous donnerez de nouvelles disposi-
“ tions ; vous recevrez des instructions de mon ministre des
“ affaires étrangères. J’ordonne que la discipline soit main-
“ tenue de la manière la plus sévère : point de grâce pour
“ les plus petites fautes. L’on aura pour l’habitant les plus
“ grands égards ; l’on respectera principalement les églises
“ et les couvens.

“ L’armée évitera toute rencontre, soit avec les corps de
“ l’armée espagnole, soit avec des détachemens : il ne faut
“ pas que d’aucun côté il soit brûlé une amorce.

“ Laissez Solano dépasser Badajoz, faites-le observer ;
“ donnez vous-même l’indication des marches de mon armée
“ pour la tenir toujours à une distance de plusieurs lieues
“ des corps espagnols. *Si la guerre s’allumait, tout serait*
“ *perdu.*

“ C’est à la politique et aux négociations qu’il appartient

" de décider des destinées de l'Espagne. Je vous recom-
" mande d'éviter des explications avec Solano comme avec
" les autres généraux et les gouverneurs espagnols.

" Vous m'enverrez deux estafettes par jour ; en cas d'évé-
" nemens majeurs, vous m'expédierez des officiers d'ordon-
" nance ; vous me renverrez sur-le-champ le chambellan de
" T...., qui vous porte cette dépêche ; vous lui remettrez
" un rapport détaillé. Sur ce, etc.

" *Signé*, NAPOLÉON."

En arrivant à Madrid, je descendis chez le grand-duc de Berg, qui était logé au palais du prince de la Paix.

CHAPITRE XIX.

Le grand-duc de Berg et le prince de la Paix.—Analogie de leurs positions.—Charles IV invoque l'appui de l'empereur Napoléon.—Sa protestation.—Escoiquiz.—Le duc de l'Infantado.—Ma conversation avec ces deux personnages.—Je suis présenté à Ferdinand.

LE grand-duc de Berg avait conduit les affaires de l'empereur un peu trop à sa manière, et je vis, à sa conversation, qu'il songeait à celles de l'Espagne un peu pour lui. La portée d'esprit de ce prince n'était pas des plus étendues, et les premiers malheurs que nous avons éprouvés dans ce pays sont dus en grande partie à sa légèreté et à ses folles espérances.

J'appris de lui que, depuis plusieurs années, il avait une correspondance avec le prince de la Paix : la raison en aurait été difficile à donner, et je ne puis me l'expliquer que par les réflexions suivantes.

Ils étaient tous deux placés au même degré d'élévation

dans les deux pays, et n'avaient pas moins d'ambition l'un que l'autre. Leur fortune ayant été la même, ils avaient cru devoir se rapprocher; mais, de la part de Murat, c'était un calcul, comme on pourra en juger par la suite de ces Mémoires, et de la part du prince de la Paix, c'était finesse, parce qu'il n'avait pas le même genre d'ambition que le grand-duc de Berg. Mais comme il était le seul homme vraiment fort que l'Espagne eût alors, soit pour l'intrigue, soit pour la résolution, il avait jugé que cette correspondance, outre qu'elle était sans inconvénient pour lui, pouvait un jour lui devenir utile, si le grand-duc de Berg parvenait à l'exécution du projet qu'il lui supposait.

A la réception de la lettre qu'il avait transmise à l'empereur, Murat avait mis les troupes en mouvement, et avait envoyé l'adjudant-général Monthion prendre les ordres de Charles IV; mais il n'était pas en route, qu'il reçut une seconde lettre, qui lui était personnellement adressée:

" Monsieur et très cher frère, lui écrivait en italien le roi " détrôné, j'ai informé votre adjudant de tout ce qui s'est " passé. Je vous prie de me rendre le service de faire " connaître à l'empereur la prière que je lui fais de délivrer " le prince de la Paix, qui ne souffre que pour avoir été " l'ami de la France, et de nous laisser aller avec lui dans le " pays qui conviendra le mieux à notre santé. Pour le pré- " sent, nous allons à Badajoz; j'espère qu'avant que nous " partions, vous nous ferez réponse, si vous ne pouvez abso- " lument nous voir, car je n'ai confiance que dans vous et " dans l'empereur. En attendant, je suis votre très affec- " tionné frère et ami de tout mon cœur.

" CHARLES IV."

A cette pièce était jointe une note, de la main de la reine d'Espagne, non moins pressante, qui peint toute l'anxiété des souverains détrônés, et donne une idée des violences qui avaient amené l'abdication; elle était conçue en ces termes:

“ Le roi mon mari, qui me fait écrire, ne pouvant le faire à cause des douleurs et enflure qu’il a à la main droite, désirerait savoir si le grand-duc de Berg voudrait bien prendre sur lui, et faire tous ses efforts avec l’empereur pour assurer la vie du prince de la Paix, et qu’il fût assisté de quelques domestiques ou chapelains. Si le grand-duc pouvait aller le voir, ou du moins le consoler, ayant en lui toutes ses espérances, étant son grand ami, il espère tout de lui et de l’empereur, à qui il a toujours été très attaché. Que le grand-duc obtienne de l’empereur qu’on donne au roi mon mari, à moi et au prince de la Paix de quoi vivre ensemble tous trois dans un endroit bon pour nos santés, sans commandemens ni intrigues, et nous n’en aurons certainement pas. L’empereur est généreux : c’est un héros ; il a toujours soutenu ses fidèles alliés et ceux qui sont poursuivis. Personne ne l’est plus que nous trois ; et pourquoi ? parce que nous avons toujours été ses fidèles alliés. De mon fils nous ne pourrons jamais espérer, sinon misères et persécutions. L’on a commencé à forger, et l’on continue, tout ce qui peut rendre aux yeux du public et de l’empereur même, le plus criminel, cet innocent ami et dévoué aux Français, au grand-duc et l’empereur, le pauvre prince de la Paix : qu’il ne croie rien ; ils ont la force et tous les moyens pour faire paraître comme véritable ce qui est faux.

“ Le roi désire, de même que moi, de voir et de parler au grand-duc ; qu’il lui donne lui-même la protection qu’il a en son pouvoir. Nous sommes bien sensibles à ces troupes qu’il nous a envoyées, et à toutes les marques qu’il nous a données de son amitié. Qu’il soit bien persuadé de celle que nous avons toujours eue et avons pour lui ; que nous sommes entre ses mains et celles de l’empereur, et que nous sommes bien persuadés qu’il nous accordera ce que nous lui demandons, qui sont tous nos désirs, étant entre les mains d’un si grand et généreux monarque et héros.”

La reine ne se contenta pas de réclamer la protection du

grand-duc au nom de son mari, elle la sollicita elle-même.* La reine d'Etrurie joignit ses instances à celles de sa mère. Toute cette correspondance portait l'empreinte de la consternation et de l'abattement. Il fallait que la violence eût été bien grande, que la menace eût été bien loin, pour avoir réduit toute cette famille à craindre pour son existence, à ne plus songer qu'à implorer un asile où la vie fût sauve et les besoins physiques assurés.

* *Lettre de la Reine d'Espagne au Grand-Duc* (écrite en français).

" Monsieur mon frère,

" Je n'ai aucun ami, sinon V. A. I.; mon cher mari vous écrit, vous demande votre amitié : seulement en vous et en votre amitié, nous nous confions mon mari moi. Nous nous unissons pour vous demander que vous nous donniez la preuve la plus forte de votre amitié pour nous, qui est de faire que l'empereur connaisse notre sincère amitié, de même que nous avons toujours eue pour lui et pour vous, de même que pour les Français. Le pauvre prince de la Paix, qui se trouve emprisonné et blessé pour être notre ami, et qui vous est dévoué, de même qu'à toute la France, se trouve ici pour cela, et pour avoir désiré vos troupes, de même parce qu'il est notre unique ami. Il désirait et voulait aller voir V. A. I., et actuellement il ne cesse de le désirer et l'espérer. V. A. I., obtenez-nous que nous puissions finir nos jours tranquilles dans un endroit convenable à la santé du roi, qui est délicate, de même que la mienne, avec notre ami, unique ami, l'ami de V. A. I., le pauvre prince de la Paix, pour finir nos jours tranquillement. Ma fille sera mon interprète, si je n'ai pas la satisfaction de pouvoir connaître et parler à V. A. I.; pourrait-elle faire tous ses efforts pour nous voir ? quoique ce fût un instant de nuit, comme elle voudrait.

" L'adjudant-commandant de V. A. I. vous dira tout ce que nous lui avons dit. J'espère que V. A. I. nous obtiendra ce que nous désirons et demandons, et que V. A. I. pardonne nos griffonnages et oubli de lui donner de l'altesse, car je ne sais où je suis, et croyez que ce n'est pas pour lui manquer; l'assurance de toute mon amitié.

" Je prie Dieu, etc.

" Votre très affectionnée,

" LOUISE."

Charles IV était naturellement, pour le grand-duc, le roi des Espagnes, jusqu'à ce que son gouvernement lui eût fait connaître que Ferdinand était devenu le chef de la nation espagnole. Il dut céder à ses instances, à celles de la reine, qui étaient plus vives encore, et prit le prince de la Paix sous la protection de ses drapeaux : il fit plus, il envoya une garde d'honneur à Charles IV, et annonça ouvertement, jusqu'à plus ample information, qu'il ne reconnaissait pas d'autre souverain d'Espagne.

Dès-lors le parti du prince des Asturies, c'est-à-dire la nation, et le grand-duc de Berg furent en observation réciproque, et, par conséquent, en méfiance l'un de l'autre.

J'étais fort mécontent de ce que j'apercevais, et qui n'était que le résultat de la conduite de deux partis l'un envers l'autre, qui ne voulaient pas apprécier la position du général en chef; il était difficile qu'on ne jugeât pas, par sa conduite, de la nature des instructions qu'il avait reçues. Il se permettait d'ailleurs une foule d'actes qu'elles ne commandaient pas. Les Espagnols ne savaient qu'augurer, et je n'étais pas moi-même plus avancé. Tout ce que je voyais était contraire à ce que l'empereur m'avait dit. Je ne fus pas long-temps dans l'incertitude. Lorsque le grand-duc de Berg commençait le chapitre de notre ambassadeur (M. de Beauharnais), il en disait des choses déraisonnables et marquées au coin de la passion : je ne doutai plus dès-lors de la réalité des projets que je ne faisais d'abord que soupçonner, et je me hâtai de les traverser.

J'allai chez notre ambassadeur, qui jouissait de beaucoup d'estime à Madrid, où il servait bien, mais n'intriguait pas. Lorsque j'entrai chez lui, il y avait dans son cabinet un prêtre espagnol de haute stature, qu'il me présenta, et je sus après que c'était le confesseur du prince des Asturies (M. d'Escoiquiz). Il venait entretenir l'ambassadeur de France

de tout ce qui tourmentait le roi Ferdinand, et du désir qu'il avait de faire ce qui plairait à l'empereur.

M. de Beauharnais était embarrassé, il n'avait point de lettres de créance près du nouveau roi. On ne lui avait adressé aucune instruction depuis la révolution d'Aranjuez, et il se trouva d'autant plus à son aise en me voyant arriver, que le grand-duc de Berg le traitait mal.

M. d'Escoiquiz, particulièrement, était impatient de causer avec moi, qui venais de Paris, afin d'aller rapporter au roi Ferdinand ma conversation. Nous causâmes effectivement très longuement ; je ne connaissais de l'Espagne que son histoire et sa carte de géographie, et n'avais pas la première idée de toutes les intrigues qui ont désolé ce malheureux pays pendant une longue suite d'années.

Le cabinet de Madrid avait été accoutumé à traiter l'argent à la main, et on avait l'air de croire que je ne venais que pour faire mon prix.

L'abbé d'Escoiquiz m'inspira de la vénération, par l'attachement que je lui vis manifester pour son prince : ce bon chanoine versait un torrent de larmes à la seule pensée de le voir malheureux. La confiance s'établit entre nous deux, autant que cela se pouvait dans une première conversation, et je commençai à lui témoigner mon étonnement d'un changement si subit de l'Espagne à notre égard, et sans motif. Le chanoine se défendait de ce projet, et assurait que le roi n'avait rien tant à cœur que de continuer à bien vivre avec la France. Je lui dis que je ne pouvais m'empêcher de remarquer que, jusqu'à présent, les apparences ne répondaient pas aux bonnes intentions dont il me donnait l'assurance, parce que ce qui frappait le regard de l'observateur impartial, c'était l'attitude du gouvernement espagnol vis-à-vis de notre armée, et celle de notre armée vis-à-vis de lui ; qu'enfin il était difficile que, de part et d'autre, cela n'occasionnât pas un peu d'aigreur, ce qui était au moins une maladresse dans une cir-

constance pareille, où l'Espagne avait tant besoin de l'intervention de la France, pour une révolution qu'elle commençait, et qui pouvait devenir une seconde représentation de la nôtre, d'autant plus qu'il ne faudrait, pour la contrarier, qu'appuyer le rappel du père au trône ; ce qui était une chose facile, puisque une bonne partie de l'Espagne, tout en se réjouissant d'être débarrassée du prince de la Paix, était cependant fort attachée au roi Charles IV, et que la masse de la nation n'approuvait assurément pas la violence qui lui avait été faite pour lui arracher la couronne ; que, quant à l'empereur, cet événement le contrariait d'autant plus qu'il n'y était pas préparé.

On lui a bien envoyé des courriers, ajoutai-je, mais il n'en recevra pas un avant de savoir si le roi Charles IV est content, parce que c'est avec lui qu'il a des engagemens, et, avant d'en prendre avec son fils, il faut qu'il règle avec le père. Ce sera malgré lui qu'il interviendra dans une discussion d'intérieur de famille ; mais il ne permettra pas qu'elle se termine à son préjudice. C'est à tous les Espagnols qui entourent le roi à le préserver d'une direction qui serait le résultat de la récrimination de quelques favoris, parce que nous n'attendrions pas, pour nous trouver offensés, que vos armées fussent sur la Bidassoa.

Le bon chanoine m'écoutait très attentivement, et me disait, de tout son cœur, qu'il était bien malheureux que l'empereur n'eût pas envoyé un autre maréchal pour commander l'armée en Espagne ; mais qu'il ne pouvait me cacher que le grand-duc de Berg se conduisait mal avec le roi. Il entendait, sans doute, qu'il ne l'avait pas reconnu ; mais cependant il ajoutait quelques détails de plus, comme d'insister sur la mise en liberté du prince de la Paix, et de faire répandre partout le bruit que l'empereur ne reconnaîtrait pas le prince des Asturies comme roi ; que c'était cela qui jetait de l'inquiétude partout, et refroidissait l'enthousiasme. Il finit par me

demander la permission d'aller rapporter cette conversation au roi, et de lui dire en même temps où j'étais logé.

La conversation que j'eus avec notre ambassadeur, après le départ du chanoine Escoiquiz, me confirma dans l'opinion où j'étais déjà, que la révolution d'Aranjuez n'était que la suite d'une conjuration ourdie de longue main, et qui venait d'éclater dans une circonstance qui avait paru favorable à l'exécution des projets du parti ennemi du prince de la Paix, et je commençai à m'expliquer l'empressement que l'on mettait à obtenir l'assentiment de l'empereur, sans lequel cette révolution ne pouvait se consolider. On était plus occupé d'obtenir le sien que celui des autres puissances de l'Europe, parce qu'on ne doutait pas qu'elles ne l'auraient jamais refusé à un nouvel ordre de choses qui pouvait diminuer l'influence de la France en Espagne. En même temps j'acquis la preuve que l'abdication du roi Charles IV n'avait pas été volontaire ; autrement elle eût été solennelle, revêtue de toute la pompe qu'un peuple aussi formaliste que l'Espagnol met à tous ses actes.

Peu d'heures après être rentré chez moi, je reçus la visite du duc de l'Infantado, président du conseil de Castille, homme jouissant d'une grande faveur auprès du prince des Asturies. Il sortait de chez le roi Ferdinand, et avait entendu le rapport de M. Escoiquiz, qui venait de me quitter. Nous eûmes ensemble à peu près la même conversation que celle que j'avais eue avec le chanoine ; mais il me demanda si je voulais voir le roi. Je lui répondis que je serais flatté d'avoir cet honneur-là, si telle était sa volonté ; mais que je lui faisais observer que je n'avais aucune mission pour l'entretenir, et que je ne pourrais que lui répéter ce que j'avais dit à M. d'Escoiquiz, ainsi qu'à lui. Il me répliqua qu'il serait bien aise que j'entendisse, de la bouche du roi lui-même, l'expression des sentimens qui l'animaient pour la France, et l'empereur en particulier. A cela je n'avais

rien à répondre, et je lui dis que j'attendrais les ordres du roi Ferdinand.

Il me quittait, lorsque, s'arrêtant, il me demanda : "Com-
" ment le traiterez-vous ?—Que voulez-vous dire ? répondis-
" je.—Mais, oui, dit le duc de l'Infantado ; l'appellerez-vous
" Votre Majesté ?" Je ne pus m'empêcher de rire, et de dire au président du conseil de Castille que c'était jouer à des jeux d'enfans ; que peu importait que je le saluasse du titre de majesté ou de sultan, puisque je n'étais point accrédité près de lui ; que l'on ne pourrait jamais rien arguer de l'expression dont je me serais servi, et que le roi me faisant, comme à un voyageur, l'honneur de m'admettre près de lui, je me servirais de l'expression qui lui serait la plus agréable ; qu'autrement je déclinerais la proposition du duc de l'Infantado. Je ne m'abusai point sur le but de cette visite de M. de l'Infantado ; il avait été une victime du prince de la Paix, et n'avait été rappelé de ses terres que par le prince des Asturies. Il était bon Espagnol, mais naturellement mal disposé pour la France, à l'influence de laquelle il attribuait toutes les tracasseries auxquelles il avait été en butte.

Il y avait à peine quarante-huit heures que j'étais à Madrid, que je voyais partout un extrême désir de faire sanctionner la révolution d'Aranjuez ; si elle avait été naturelle, on n'aurait pas été aussi inquiet. M. de l'Infantado vint me chercher dans l'après-midi, et je crois que c'est lui qui me conduisit chez le roi Ferdinand ; peut-être fut-ce une autre personne du palais, mais toujours est-il que M. de l'Infantado vint me prévenir que le roi me recevrait après son dîner. J'y allai, et, sans me faire attendre, on m'introduisit dans son cabinet : il y avait avec lui le chanoine Escoiquiz, le duc de San-Carlos et M. de Ovallos. Je le saluai comme je l'avais dit à M. de l'Infantado, et m'exprimai ainsi :

" Sire, l'empereur ne prévoyait pas que j'aurais l'honneur d'être présenté à Votre Majesté, et ne m'a chargé d'aucune

mission près d'elle ; il venait d'apprendre sommairement ce qui s'était passé à Aranjuez : comme il n'y était pas préparé, il en a été étonné, et en a cherché la cause.

" L'attachement qu'il portait au roi votre père lui a fait prendre un grand intérêt à ce qui lui est arrivé, et, dans son premier mouvement, il a craint que la révolution qui a placé Votre Majesté sur le trône, en paraissant dirigée contre des projets que l'on suppose à la France, ne fût le signal d'une rupture entre deux pays qui ont essentiellement besoin l'un de l'autre ; dans ce cas, l'empereur est tout préparé. Je crois qu'il n'entre point dans les intentions de Votre Majesté de lui faire la guerre ; mais, sire, on est souvent entraîné par une masse d'opinions que l'on n'est plus maître de ramener, lorsqu'une fois elle a été mise en mouvement ; et il faut avouer que ce qui frappe les regards des moins clairvoyans, c'est un revirement subit de tout ce que l'on voyait il y a moins de quinze jours. On ne nous accuse pas encore, mais on y pense." Le roi et ses deux conseillers m'interrompirent pour me dire : " Non, on n'en veut pas à la France ; on croit que vous voulez protéger le prince de la Paix, et cela ne vous regarde pas.

—" J'ignorais que nous nous occupassions de cette ques tion-là ; je conçois l'effet qu'elle produirait." On m'objecta que le grand-duc de Berg le réclamait tous les jours.

—" Je ne le savais pas ; mais cependant ce serait un bien léger motif pour commencer une querelle. Le prince de la Paix a pu nous intéresser beaucoup dans le temps qu'il était l'arbitre de tout en Espagne ; telle était la volonté du roi : nous n'avions pas d'observations à y faire, et nous avons trouvé plus simple de nous arranger avec le favori ; mais notre intérêt, sous ce rapport, l'abandonne avec son crédit.

" Je ne vois qu'un cas où nous le couvririons de notre protection : ce serait celui où le roi Charles IV la réclamerait, parce que nos liens avec lui ne sont pas rompus, et, jusqu'à

ce que Votre Majesté soit reconnue, nous suivrons ponctuellement nos engagemens avec le roi son père. Or, comme il s'est mis sous la protection de notre armée, elle fera son devoir, s'il était dans le cas de le lui demander.

"Je le répète à Votre Majesté, l'empereur est inquiet de la marche que peut prendre cet événement; il a besoin de connaître si les sentimens de Votre Majesté sont les mêmes que ceux qui animaient votre père, et si nos rapports politiques doivent souffrir de ce changement." Le roi, ou, pour dire plus vrai, le chanoine Escoiquiz et M. de San-Carlos reprirent vivement: "Ah! mon Dieu non; nous voulions vivre avec l'empereur encore mieux qu'on y vivait auparavant.

— "Je le crois, messieurs; mais il faut que les effets répondent aux assurances que vous m'en donnez, et vous conviendrez que, jusqu'à présent, les apparences ne sont pas en votre faveur. Je rendrai un compte fidèle des uns et des autres; au reste, l'empereur met tant d'intérêt à ce qui se passe en Espagne, qu'il s'approche lui-même de la frontière, et je suis assuré qu'en ce moment il est parti de Paris. Il recevra mon courrier en chemin, ainsi que beaucoup d'autres que lui adresseront les différentes autorités qui sont ici. Vous avez à craindre que beaucoup de rapports ne vous soient pas aussi favorables que vous paraissez le croire, et que l'empereur ne veuille prendre aucun parti avant de s'être entendu avec Charles IV sur tout ceci, parce qu'il sait ce qu'il peut perdre par l'effet de sa retraite, et il n'y restera pas indifférent avant de connaître sur quel pied il sera avec son successeur: voilà la disposition d'esprit où je l'ai laissé."

Mon audience se termina là, et je reçus congé.

CHAPITRE XX.

Le roi et la reine d'Espagne réclament l'assistance du grand-duc de Berg.— Considérations qui décident Ferdinand à se rendre à Bayonne.—Il s'arrête à Vittoria.—Entretien avec ses ministres.—Réflexions sur l'écrit de M. Cevallos.

Je fus en causer avec le grand-duc de Berg, qui, de son côté, était en communication très active avec le roi Charles IV, la reine et le prince de la Paix; ils étaient restés à Aranjuez, et lui écrivaient plusieurs fois, par jour. Le général qui commandait la division française postée à Aranjuez servait d'intermédiaire. Leurs lettres, les détails qu'il donnait lui-même, étaient déchirans.

" Conformément aux ordres de Votre Altesse Impériale, lui mandait-il le 23 mars, je me suis rendu à Aranjuez avec la lettre de Votre Altesse pour la reine d'Etrurie. Il était huit heures du matin; la reine était encore couchée: elle se leva de suite, et me fit entrer. Je lui remis votre lettre. Elle m'invita à attendre un moment, en me disant qu'elle allait en prendre lecture avec le roi et la reine. Une demi-heure après, je vis entrer la reine d'Etrurie avec le roi et la reine d'Espagne.

" Sa Majesté me dit qu'elle remerciait Votre Altesse Impériale de la part que vous preniez à ses malheurs, d'autant plus grands que c'est un fils qui s'en trouve l'auteur. Le roi me dit que cette révolution avait été machinée; que de l'argent avait été distribué, et que les principaux personnages étaient son fils et M. Cavallero, ministre de la justice; qu'il avait été forcé d'abdiquer pour sauver la vie de la reine et la sienne; qu'il savait que, sans cet acte, ils auraient été assassinés pendant la nuit; que la conduite du prince des

Asturies était d'autant plus affreuse, que, s'étant aperçu du désir qu'il avait de régner, et lui approchant de la soixantaine, il était convenu qu'il lui céderait la couronne lors de son mariage avec une princesse française, ce que le roi désirait ardemment.

“ Le roi a ajouté que le prince des Asturies voulait qu'il se retirât avec la reine à Badajoz, frontière de Portugal; qu'il lui avait observé que le climat de ce pays ne lui convenait pas, qu'il le priait de permettre qu'il choisît un autre endroit; qu'il désirait obtenir de l'empereur la permission d'acquérir un bien en France, et d'y finir son existence. La reine m'a dit qu'elle avait prié son fils de différer le départ pour Badajoz, qu'elle n'avait rien obtenu, et qu'il devait avoir lieu lundi prochain.

“ Au moment de prendre congé de Leurs Majestés, le roi me dit : J'ai écrit à l'empereur, entre les mains duquel je remets mon sort. Je voulais faire partir ma lettre par un courrier; mais je ne saurais avoir une occasion plus sûre que la vôtre. Le roi me quitta alors pour entrer dans son cabinet. Bientôt après, il en sortit tenant à la main la lettre ci-jointe, qu'il me remit, et il me dit encore ces mots : Ma situation est des plus tristes; on vient d'enlever le prince de la Paix, qu'on veut conduire à la mort. Il n'a d'autre crime que celui de m'avoir été toute sa vie attaché. Il ajouta qu'il n'y avait sorte de sollicitations qu'il n'eût faites pour sauver la vie de son malheureux ami, mais qu'il avait trouvé tout le monde sourd à ses prières et enclin à l'esprit de vengeance; que la mort du prince de la Paix entraînerait la sienne; qu'il n'y survivrait pas.

Le grand-duc voyait tous les soirs la sœur du roi Ferdinand, la reine d'Etrurie, qui habitait le château de Madrid avec son frère. Cette princesse n'était pas contente de la retraite de son père : elle perdait, avec son existence, ses espérances et celles de son fils; en conséquence, elle ne

cachait rien au grand-duc de Berg de tout ce qu'il avait envie de connaître du despotisme de son frère, avec qui elle passait sa vie. On n'ignorait donc rien des mauvaises intentions du roi Ferdinand envers la France ; et toutes ces communications faisaient la matière de fréquens rapports à l'empereur. Il était bien difficile qu'il se formât une autre idée que celle qu'il avait déjà sur ces événemens, en voyant d'où partaient les informations qu'on lui envoyait ; cependant il n'y ajoutait pas une confiance exclusive, et n'en devenait que plus impatient de connaître la vérité.

Le grand-duc de Berg montrait un désir de voir partir le roi qui ne pouvait que lui déplaire beaucoup ; et je crois que, s'il s'est décidé aussi promptement qu'il l'a fait venir traiter ses affaires personnelles lui-même, c'est qu'il craint que la résolution de l'empereur ne fût prise d'après une quantité d'avis qu'il aurait reçus de tous côtés, de la part de personnes qu'il soupçonnait ne lui être pas favorables, et ensuite parce qu'il savait que son père avait protesté contre son abdication, et qu'il craignait qu'en remontant sur le trône, il ne reprît son ministre, le prince de la Paix, dont les ressentimens auraient mis le prince des Asturies dans la plus fâcheuse position.

Je ne sais pas ce qui fut objecté dans le conseil tenu avant de s'arrêter au parti de venir à Bayonne ; mais cette observation n'a pas dû manquer d'y être exposée une des premières. J'allai rendre à M. le duc de l'Infantado la visite qu'il m'avait faite, et il m'apprit le départ du roi pour le lendemain, me disant qu'il serait parti le jour même, s'il n'avait pas fallu un jour au moins pour placer les relais sur la route. Je demandai la faveur d'accompagner le roi, uniquement par ce motif-ci : j'étais venu de Bayonne à Madrid à franc étrier, ainsi que cela était alors l'usage de voyager en Espagne ; j'étais à peine arrivé, qu'il fallait refaire le même chemin, de la même manière, pour arriver près de l'empe-

reur en même temps que Ferdinand, et je trouvai beaucoup plus commode de prier le grand-écuyer du roi de comprendre un attelage pour moi dans les relais destinés à ce prince. Je l'obtins, et c'est ce qui a fait que ma voiture s'est trouvée dans le convoi des siennes.

M. le duc de l'Infantado ne paraissait pas content de ce départ: était-ce parce qu'il y soupçonnait un piége, ou parce qu'il se doutait que l'empereur serait déjà informé de quelques particularités sur lesquelles on aurait de la peine à s'expliquer d'une manière satisfaisante? Je l'ignore; mais il est bien resté dans mon esprit qu'il n'en était pas satisfait. Pour un piége, il n'y en avait pas; il n'était pas autorisé à le croire, ou du moins, s'il avait des motifs pour le soupçonner, il ne serait pas excusable de ne pas s'être opposé de toute sa force à un voyage dans lequel il croyait que le roi courait des dangers. S'il avait d'autres craintes, il devait descendre dans sa conscience, et savoir si elles étaient fondées: il n'y avait qu'elle qui pouvait le rassurer. Toutes ces incertitudes, de la part d'une cour qui recherchait tant l'appui de la nôtre, n'étaient pas faites pour inspirer de la confiance, et recommandaient au contraire beaucoup de prudence dans les engagemens que l'on allait prendre avec elle.

Je prévins le grand-duc de Berg de la résolution du roi. En entrant chez lui, pour lui faire cette communication, j'y trouvai M. de la Forest (notre dernier ministre en Prusse;) l'empereur l'avait envoyé pour être encore mieux informé de ce qui se passait à Madrid. Il avait sans doute des instructions pour tous les cas qui pouvaient arriver.

Le roi Ferdinand VII partit comme il l'avait annoncé, et nomma son oncle, l'infant don Antonio, pour présider au gouvernement pendant son absence. Je suivis le roi, qui alla coucher le premier jour à Buitrago, où j'eus l'honneur de dîner avec lui. Le deuxième jour, il vint à Arenda-del-

Duero, et le troisième, à Burgos : il y avait dans cette ville plusieurs grands personnages espagnols, entre autres M. de Valdez et M. de la Cuesta, tous deux grands partisans de la révolution contre le prince de la Paix, et ennemis très prononcés de la France ; ils furent ceux que le roi accueillit le mieux et auxquels il donna le plus de marques de sa bienveillance. Nous avions à Burgos un petit corps de troupes, commandé par le maréchal Bessières, duc d'Istrie. Ce maréchal était naturellement bon observateur, et sans que nous ayons été dans le cas d'échanger nos opinions, il ne me cacha pas que tout ce qu'il apercevait ne lui inspirait aucune confiance.

Je laissai le roi au milieu de l'enivrement que lui causaient les premiers honneurs qu'il recevait des Espagnols, et ne vins que le soir à son logement, pour apprendre à quelle heure il partirait le lendemain. Lorsque j'en fus informé, je revins m'entretenir avec le maréchal Bessières, et en même temps l'en prévenir, afin qu'il rendît les honneurs dus au roi au moment de son départ, ce qu'il fit, en mettant ses troupes sous les armes, et en faisant saluer par son artillerie.

Le roi arriva à Vittoria, où il fut reçu avec les mêmes démonstrations qu'à Burgos, et où se trouvaient réunies les autorités civiles et militaires des provinces de Biscaye et d'Alava. Nous avions également à Vittoria une division aux ordres du général Verdier.

Le soir, je me rendis au quartier du roi, ainsi que je l'avais fait à Burgos, pour prendre l'heure du départ que je croyais devoir s'effectuer le lendemain ; le roi ne me reçut pas, et me fit dire par M. de Cevallos qu'il était fatigué. C'est ici qu'eut lieu cette conversation dont M. de Cevallos a parlé dans son Mémoire*, où elle est rapportée d'une manière invraisemblable pour un homme de sens

* Mémoire publié au commencement de 1809.

et accoutumé aux affaires. Ce Mémoire est écrit dans le style d'un homme qui a été plus occupé de se justifier aux yeux d'un parti violent, avec lequel il lui importait de se raccommoder, que dans le style d'un homme impartial qui n'aurait rien eu à redouter de la vérité. Voici, mot à mot, comme les choses se sont passées.

Le logement du roi était peu spacieux; après la pièce qui précédait celle où il couchait, il n'y avait pas une autre où on pût s'entretenir. Ce fut donc lui, M. de Cevallos, qui me mena dans la chambre où le chanoine Escoiquiz était couché: il était indisposé, mais cependant il prit part à notre conversation, à laquelle étaient aussi présens les ducs de l'Infantado et de San-Carlos.

M. de Cevallos parla le premier, et me dit d'un ton assez impoli: “ Monsieur, le roi n'ira pas plus loin; ce n'était même pas son projet de venir jusqu'ici; il y attendra l'empereur, s'il vient; d'ailleurs, il n'est pas encore arrivé à Bayonne, et il ne nous convient pas que le roi d'Espagne aille l'attendre: il faut au moins que l'empereur l'ait fait prévenir de son arrivée.” M. de Cevallos parlait mal le français, et comme je ne parlais pas l'espagnol, M. de l'Infantado était obligé de répondre souvent pour M. de Cevallos.

“ Monsieur, répondis-je, le roi est le maître de rester où il veut, comme il a été le maître de partir. Cette résolution a été prise dans son conseil, comme l'a été sans doute celle dont vous me faites part. Cependant, j'ai du regret de ce changement, parce que sur ce qui m'a été dit à Madrid, de l'intention où était le roi de venir au-devant de l'empereur, je me trouve avoir annoncé cette résolution en prévenant l'empereur de son départ, et en lui envoyant l'itinéraire de sa marche. Je vais avoir l'air d'un homme qui ne s'est pas fait informer, ou qui a été dupe; ou bien, s'il en était autrement, ce changement de détermination

de la part du conseil du roi ne peut manquer de lui donner beaucoup à penser. Puisque je me trouve en communication avec vous sur cette partie de vos affaires, sans avoir aucune mission pour m'en charger (je l'ai dit au roi lorsque j'ai eu l'honneur de lui être présenté), pouvez-vous me faire connaître les motifs qui vous ont portés à suspendre la marche du roi ?

— " Nous ne l'avons pas suspendue, dit M. de Cevallos, le roi ne devait même aller qu'à Burgos, et cependant il est venu jusqu'ici.

— " Monsieur, repris-je, ce n'est pas moi qu'on abuse. Le roi est parti de Madrid avec l'intention d'aller voir l'empereur, et vous ne pouvez me nier qu'en ce moment même les relais ne soient placés sur la route d'ici à Bayonne. Croyez-vous que la remarque ne m'en sera pas faite ? il y a donc un motif pour ce changement. Que vous ne me le disiez pas, je le conçois, vous en êtes le maître ; mais que vous prétendiez m'abuser par une question d'étiquette, j'en croirai ce que je voudrai, et ne serai point votre dupe. Je ne vous ai point pressé de partir, et j'ai commencé par vous dire que je n'avais près de votre maître aucun caractère.

" Puisque vous soumettez à l'étiquette la situation du roi, par la même raison, nous nous conformerons à la nôtre, qui a aussi ses difficultés ; de cette manière, les deux souverains viendront chacun de leur côté jusqu'à l'extrémité du pont de la Bidassoa."

Cevallos. " Mais c'est ainsi que cela devait être, et que cela s'est déjà passé."

— " Fort bien, Messieurs, il y aura encore à faire mesurer exactement la longueur du pont afin que chacun fasse le même nombre de pas. J'ajouterai à tout cela une observation : c'est que l'empereur n'a pas manifesté le désir de

cette visite d'étiquette; vous viendriez à Irun*, qu'il ne serait pas obligé de venir à Saint-Jean-de-Luz†. Attendez-vous de lui qu'il vienne vous reconnaître roi d'Espagne, et peut-être vous prêter foi et hommage pour le Roussillon? Mais, Monsieur, aux yeux de l'empereur, le trône d'Espagne n'est pas vacant, c'est Charles IV qui l'occupe. S'il nous appelle à son aide, il nous trouvera prêts à le servir : à quoi bon alors prendre tant de soins de ce que l'on fera et de ce que l'on croit ne devoir pas faire. L'étiquette sur laquelle vous vous appuyez ne peut apporter de difficultés dans une question où elle n'a point de droits; si c'est elle qui est la règle de votre conduite, elle ne permettait peut-être pas au roi de sortir de Madrid, dans ce cas-ci; et si vous avez eu d'autres motifs pour porter le roi à cette démarche, ce qui est plus vraisemblable, c'est à vous à juger si vous avez assez fait en l'amenant jusqu'ici, et à réfléchir aux conséquences qui peuvent être le résultat d'une réticence sur laquelle on pensera ce que l'on voudra, puisque vous ne voulez en donner aucune explication."

Le chanoine Escoiquiz prit la parole, et, de son lit, me répondit qu'il était inutile de me cacher l'inquiétude où l'on était; qu'il revenait de tous côtés que l'empereur était mal disposé pour le roi, et qu'il ne le reconnaîtrait pas. Il ajouta: " Combien il serait malheureux pour moi et pour " ces messieurs, en voulant servir le roi, d'être cause de sa " perte. Enfin, il me dit que cette idée s'était emparée d'eux, et qu'il ne pouvait me dissimuler tout le chagrin qu'il en éprouvait.

" A cela, je n'ai rien à répondre; il ne m'est rien parvenu depuis mon départ de Paris, et je ne suis point auto-

* Dernière ville d'Espagne du côté de Bayonne:

† Dernière ville de France.

risé à donner à l'instruction de l'empereur une autre interprétation que celle qui était manifestée par les sentimens dans lesquels il m'a parlé en m'envoyant en Espagne. Je n'y ai rien aperçu qui pût faire augurer ce que vous craignez. Si, depuis, le roi a appris quelque chose de plus, comme je l'ignore, je ne puis m'en faire juge. Vous ne m'avez pas manifesté cette crainte-là en partant de Madrid ; elle vous est venue depuis ; il faut prendre garde ici d'attirer le mal que vous redoutez. Je ne puis vous guérir de la peur ; c'est à vous à voir si elle est fondée."

Cevallos. " Mais nous n'avons pas besoin de l'empereur ; nous nous arrangerons bien sans son secours ; nous ne voulons avoir rien à faire avec lui.

— " Monsieur, voilà une mauvaise réponse, parce que l'on ne fait pas ce que l'on veut en ce monde ; et si l'empereur veut avoir affaire avec vous, il faudra bien malgré vous avoir à affaire avec lui."

Cevallos. " Mais pouvez-vous assurer le roi que l'empereur le reconnaîtra.

— " Je n'en sais rien ; je ne suis autorisé ni à l'affirmer ni à en douter, et il n'y a rien à arguer de ce que je puis dire là-dessus, parce que je ne connais rien de la détermination de l'empereur. Mais je crois en conscience qu'avant tout il veut éviter une guerre avec l'Espagne. Il m'a dit, en m'en parlant, qu'il la regarderait comme une *guerre sacrilége ;* mais aussi je suis convaincu que sa détermination sera subordonnée à ce qu'il aura appris et à ce qu'il jugera par ce qu'il verra. Tout cela dépend de vous. Descendez dans votre conscience, et voyez si ce qui s'y trouve est conforme à ce que l'empereur peut désirer. Surtout ne croyez pas l'abuser ; vous savez qu'il est difficile de le tromper."

Cevallos. " Le roi a les meilleures intentions pour la France, mais il ne veut dépendre que de lui. La France s'est trop mêlée de nos affaires ; il faut que cela finisse.

—" Ceci peut s'entendre de bien des manières. Est-ce un congé que vous nous donnez, ou que vous voulez prendre? Sans y être autorisé, je prendrai sur moi d'accepter l'un et l'autre et vous laisserai, Monsieur, la responsabilité des conséquences.

Cevallos. " Mais je ne vois pas pourquoi l'empereur voudrait se mêler de nos affaires; avons-nous manqué à quoi que ce soit de notre alliance?

—" L'empereur se mêle de vos affaires parce qu'elles sont devenues celles d'Espagne, et que celles d'Espagne sont liées aux siennes. Peu lui importe qui régnera en Espagne lorsque ses relations avec ce pays n'en souffriront pas. Enfin, Monsieur, en dernière analyse, ou vous avez le projet de lui résister, et alors il prendra son parti; ou bien vous avez l'intention de le satisfaire, et dans ce dernier cas vous ne devez pas être embarrassés de lui en donner la preuve, puisque, vous particulièrement, monsieur de Cevallos, vous savez bien mieux qu'aucun de ces Messieurs ce que l'empereur peut désirer; ayant été attaché au prince de la Paix, vous connaissez toutes nos relations les plus intimes avec votre pays. Je ne comprends rien à toutes les objections que vous me faites, et je ne puis que préjuger qu'elles cachent de mauvais desseins..

" Avez-vous le projet de faire la guerre? Nous serons bientôt prêts..

" Nous soupçonnez-vous de mauvaises intentions envers le roi? il serait trop tard pour en être effrayé; et comment, dans ce cas, vous justifierez-vous de l'avoir amené jusqu'ici au milieu de nos troupes? N'est-il pas ici sous notre garde et à notre dévotion? Nous avons ici une division d'infanterie, une à Brivierca, et une à Burgos; si vous commencez les hostilités, dites-moi par où vous vous retirerez?

" Avez-vous le projet d'être pour nous ce que l'Espagne a été sous le père du roi Ferdinand? Si cela est, d'où vien-

nent toutes vos inquiétudes, qui ne sont propres qu'à nous en communiquer d'autres ? Si le roi se sent disposé à satisfaire l'empereur, pourquoi craindrait-il d'aller le joindre n'importe où, s'expliquer franchement avec lui, tant sur ce qui a amené son avénement au trône, que sur ce qui peut en être la suite ? Il me semble que cette conduite serait conforme aux sentimens qui ont porté le prince des Asturies à avoir recours à l'empereur pour fléchir son père offensé. Cette époque est récente : comment, à travers tout ce qui tourmente votre imagination, ne vous êtes-vous pas aussi arrêtés à l'idée que la première réception de l'empereur serait peut-être un peu froide ?* Parce qu'enfin il est l'aîné en âge et en droit ; mais une fois la règle des bienséances observée et les intérêts nationaux réglés d'une manière conforme à notre vieille alliance, pourquoi ne serait-il pas le premier à

* M. de Cevallos, dans son Mémoire, présente à ses lecteurs, comme le motif qui a déterminé le roi à aller à Bayonne, la réponse qui termine ici mon dialogue avec lui. Il la présente même d'une manière qui prêterait à rire plutôt qu'elle ne paraîtrait un motif suffisant pour avoir autorisé le départ du roi. M. de Cevallos sait bien mieux que personne qu'il a obscurci la vérité, dans la manière dont il a rapporté ce fait Qui mieux que lui pouvait savoir si le roi était dans l'intention de satisfaire la France ? Il n'ignorait pas ce que la France pouvait exiger et désirer de la part de l'Espagne, dont il avait suivi les relations politiques les plus intimes avec cette même France ; et dès-lors qui est-ce qui pouvait mieux juger que lui où se trouverait la difficulté, s'il devait y en avoir une ? Je ne lui ferai pas l'injure de croire qu'il l'ignorait ou qu'il ne l'avait pas aperçu : il a donné trop de preuves de sa perspicacité en ce genre. C'est sans doute parce qu'il connaissait les deux revers de la médaille qu'il s'efforçait de m'exposer des difficultés sur lesquelles j'avais l'avantage d'un homme qui, n'ayant rien à cacher, avait un argument franc plus fort que le sien. M. de Cevallos avait trop d'esprit, sans doute, pour être la dupe de qui que ce fût, mais ce n'était pas une raison pour que je fusse la sienne.

En supposant que la réponse qu'il me prête soit vraie, il savait mieux que moi si je m'abusais moi-même ou si je le trompais, puisqu'il connaissait nos affaires avec son pays ; dès-lors comment se justifiera-t-il d'être parti d'un argument qu'il savait ne pouvoir être vrai, pour avoir consenti au départ du

reconnaître le roi Ferdinand ? Montrez-moi l'impossibilité que cela soit ainsi ? cela dépend plus de vous que de l'empereur.

"Je vais, au reste, aller le rejoindre, et lui dirai tout ce qu'il faut craindre, ainsi que ce que l'on doit espérer, et je ne doute pas qu'il ne me renvoie ici sous deux ou trois jours."

Je quittai ces messieurs pour m'occuper de mon voyage à Bayonne.

CHAPITRE XXI.

Encore M. Cevallos.—Retour à Bayonne.—Arrivée de l'empereur dans cette ville.—Je lui rends compte de ma mission.—Vues de l'empereur.

J'avais emmené de Paris à Madrid le fils aîné de M. Hervas ; il avait besoin de s'y rendre, et cela me convenait d'autant mieux que je ne savais pas un mot d'espagnol. Je le pris aussi avec moi pour retourner à Bayonne.

Pendant que l'on disposait ma voiture, et que l'on cherchait mes mules, ce qui n'est pas l'affaire d'un instant en Espagne, je le priai d'aller, de ma part, trouver M. de Cevallos, et de lui dire que je ne concevais rien à l'opposition qu'il m'avait manifestée d'autant plus que, si ma mission en Espagne avait eu quelque but obscur ou équivoque, je me serais encore moins attendu à le rencontrer dans mon

roi ? Il y a là quelque chose qui ne peut s'expliquer que de ces deux manières : ou M. de Cevallos a dénaturé ma réponse, et c'est ce que j'atteste ; ou bien il a trahi le roi dans l'intérêt d'une nouvelle fortune à laquelle il voulait s'attacher, et dès-lors son Mémoire n'est qu'un pamphlet qu'il a écrit à la hâte, pour se mettre à l'abri du ressentiment de ses compatriotes ; car on verra par la suite de ces Mémoires qu'il pouvait y être exposé.

chemin, puisque depuis qu'il était employé aux affaires d'Espagne, il avait fait ouvertement profession d'être dévoué aux intérêts de la France; qu'il avait été l'intermédiaire dont le prince de la Paix s'était servi encore récemment pour les arrangemens conclus à Fontainebleau entre la France et l'Espagne; qu'il ne pouvait douter que la faction qui avait fait succomber le prince de la Paix n'ignorait pas la part qu'il avait eue à sa confiance, et que, lorsqu'elle se serait servi de lui, il n'échapperait pas à ses ressentimens, comme tout ce qui avait été attaché à ce premier ministre, dont il avait épousé la sœur; qu'enfin, dans tous les cas, il ne pouvait manquer de devenir victime du juste ressentiment de la France, dont il dénaturait les intentions, après avoir servi ses projets pendant aussi long-temps.

M. Hervas trouva M. de Cevallos, et fit ma commission: on verra dans peu que ce dernier était d'une opinion tout opposée à celle qu'il manifestait dans cette circonstance-là.

Je partis pour Bayonne, où j'arrivai quelques heures avant l'empereur, que l'on attendait de Bordeaux. M. de Champagny, alors ministre des relations extérieures, y était arrivé, et je l'entretins long-temps de tout l'embarras que je prévoyais avant de parvenir à rétablir l'harmonie entre nous et l'Espagne; je lui dis que je n'épargnerais pas l'empereur dans les détails que je lui donnerais, et que, sans rien préjuger de la marche qu'il adopterait pour s'établir en Espagne sur le pied où il était avant la révolution dans laquelle il était forcé d'intervenir, je le préviendrais de l'opposition qu'il rencontrerait partout; que l'on avait osé lui supposer des projets desquels on parlait tout haut chez le grand-duc de Berg; que je ne savais qu'en croire, parce que l'empereur ne m'avait paru déterminé à rien encore; que j'ignorais si depuis il avait changé d'avis, mais que l'on devait se méfier beaucoup de l'opinion que le grand-duc de Berg ne manquerait pas de vouloir donner, tant des individus

que des dispositions du pays même ; qu'il avait déjà fait un tort notable aux sentimens qui animaient les Espagnols pour la France et pour l'empereur, particulièrement avant qu'il allât y commander. J'ajoutai que cette révolution espagnole pouvait mener l'empereur au-delà de ce que l'on croyait, et que j'étais persuadé que nous n'avions jamais jugé ce pays qu'à travers toutes les intrigues qui l'avaient gouverné sous l'abri de notre protection ; mais qu'aujourd'hui que l'idole (le prince de la Paix) était abattue, nous allions voir le peuple espagnol prendre un essor qui trouverait des imitateurs.

L'empereur arriva le même soir, et eut un long entretien avec M. de Champagny, qui lui rendit compte de ma conversation. Il ne tarda pas à me faire appeler. Il n'avait encore reçu d'Espagne que les rapports journaliers du grand-duc de Berg, dans les lumières duquel il avait moins de confiance que dans son courage au moment d'un danger. Il avait aussi reçu toutes les lettres que le roi Charles IV, ainsi que la reine, avaient écrites au grand-duc : tout cela occupait son esprit, mais ne suffisait pas pour l'éclairer. Il me garda une grande partie de la nuit pour lui raconter tout ce que j'avais vu et fait ; il était contrarié de tout ce que je lui apprenais, et surtout mécontent des projets qu'on lui supposait ; je lui répondis que cela n'était que la conséquence de tout ce qui se répandait autour du grand-duc de Berg, ajoutant que, s'il n'agissait pas d'après des instructions de lui, il était grandement tenu d'y prendre garde, qu'autrement on lui préparait beaucoup d'embarras.

L'empereur me répliqua : « Mais enfin, le prince des Asturies, quel homme est-ce ? Gouvernera-t-il, ou sera-t-il gouverné ? De quelle manière pourrai-je m'arranger avec lui, ou bien faudra-t-il y renoncer ? Je ne suis pas prêt pour ce dernier cas, parce que, si, comme vous le dites, cela doit amener la guerre, je voudrais l'éviter. »

Je répondis à l'empereur: "Sire, on m'a manifesté les meilleures intentions du monde; pour des promesses, j'en ai plein mes poches, autant du prince que des ministres; mais, pour vous les garantir, je m'en garderai bien;" et je lui racontai tout ce que l'on m'avait dit, et qu'on vient de lire.

"Il n'y a nul doute, ajoutai-je, que la révolution d'Aranjuez n'ait été faite contre le gré du roi Charles IV, et que conséquemment son abdication n'ait été à peu près forcée, n'y en aurait-il pour preuve que l'empressement du roi Charles IV à se mettre sous la protection de nos troupes, qui, en effet, le gardent au palais d'Aranjuez; et, de l'autre part, le même empressement que témoigne le prince des Asturies, de voir Votre Majesté sanctionner l'événement qui le met sur le trône, parce que cela une fois fait, il n'y aura pas la plus légère difficulté à obtenir l'assentiment des autres puissances de l'Europe.

"Je ne crois pas que vous parveniez à être en Espagne, avec le prince Ferdinand, sur le même pied qu'avec son père, quoiqu'il le promette: cela ne dépendra pas de lui, et c'est l'espérance qu'il a donnée à ses adhérens de secouer le joug de la France, qui lui a prêté toute la force d'opinion qui, dans ce moment, s'est ralliée à lui, au point que lutter contre ce prince serait lutter contre la nation, qui nous sera entièrement opposée sur ce point.

"Il manifeste les meilleures dispositions pour Votre Majesté; mais il est tourmenté de tout ce qu'on lui dit: que Votre Majesté ne le reconnaîtra pas; qu'une fois arrivé à Bayonne, il ne pourra plus en sortir. Il a de la peine à se le persuader; mais néanmoins cela occupe son esprit, et paraît lui avoir fait prendre la résolution de rester à Vittoria.

"Pour gouverner par lui-même, il ne le peut pas; il a reçu une éducation de palais, et n'a pas la première idée d'une affaire de gouvernement. Ce seront des ministres qui

feront tout pendant qu'il trônera, et ses ministres me paraissent avoir des principes qui ne vous conviendront guère."

L'empereur répliqua : " Voilà une affaire qui se présente mal ; mais où a-t-il pris que je ne le reconnaîtrais pas : cela dépendra de lui, sinon je remets son père sur le trône. Je m'accommodais si bien avec lui qu'avant d'être instruit des projets du prince des Asturies, je faisais des vœux pour qu'il vécût cent ans ; mais s'il faut que je me brouille avec le fils, je ne commencerai pas par faire ce qu'il désire de moi : j'aime mieux voir sur le trône d'Espagne un de mes amis qu'un de mes ennemis. D'où lui vient donc cette peur qu'il a conçue de moi ?

—" Plusieurs causes y ont concouru : d'abord sa position, qui le rend inquiet. Peut-être se reproche-t-il quelque chose, je n'en sais rien ; et comme il est naturellement timide, il a conçu beaucoup de frayeur du grand-duc de Berg, dont il se plaint beaucoup, comme voulant le dépopulariser, et cherchant à lui nuire personnellement ; il a cru voir dans cette conduite la conséquence des ordres donnés par V. M., et cela lui donne à penser.

" Par exemple, le grand-duc insiste chaque jour pour obtenir la liberté du prince de la Paix ; il a mis là toute sa sollicitude, et semble n'être venu en Espagne que pour le délivrer, tandis que, d'un autre côté, il met tout en œuvre contre le prince des Asturies. Il y a au moins de la maladresse à vouloir détacher la nation d'un prince qui est l'objet de son culte en ce moment, et d'employer tous ses moyens à en protéger un autre qui est l'objet de son exécration : la moindre conséquence d'une telle conduite est un cri de vengeance contre nous, et l'on part de là pour déranger toutes les têtes et les préparer aux troubles."

L'empereur répondit : " Je n'ai pas dit un mot qui ressemble à ce que vous me dites. Il faut que le grand-duc de Berg soit fou.

— " Je ne le crois pas si fou ; mais il fait beaucoup de calculs dans lesquels il se trompe, sans doute ; et je ne serais pas surpris qu'il eût envisagé les choses comme devant tourner à son profit. Il paraît s'être mis dans la tête qu'il remplacera le roi d'Espagne." L'empereur ne put s'empêcher de rire. Il me demanda ce que pensaient les ministres du prince Ferdinand.

" Les ministres du prince sont tout aussi inquiets que lui, et partagent la résolution qu'il a prise d'attendre à Vittoria, après cependant lui avoir conseillé de partir de Madrid. Je crois que c'est à Burgos qu'ils ont commencé à être atteints de frayeur, autant par ce qu'on leur aura dit dans cette ville, que par ce qu'ils auront pu recevoir de Madrid, d'où on leur expédie un courrier tous les jours ; et je crois qu'après le départ du roi, le grand-duc de Berg aura voulu aller trop vite en besogne, et qu'on le leur a écrit.

" Les ministres du prince des Asturies sont des hommes de parti : ils ont une manière d'envisager cette révolution qui ne vous conviendra pas, du moins je le pense ; d'ailleurs la plupart ne connaissent pas assez les affaires de leur pays, et il n'est pas possible que l'Espagne n'ait pas des hommes plus forts que ceux-là. Si V. M. ne trouve pas un moyen de les appeler près d'elle, elle aura mille peines à savoir la vérité, d'autant plus qu'il n'est pas certain que le prince des Asturies vienne à Bayonne.

— " Il faudra cependant bien que nous nous entendions ici ou ailleurs ; autrement, comment s'arranger ?

— " Alors il faut que V. M. lui rende de la sécurité."

Il était très tard, l'empereur était fatigué, et il me congédia en me disant : " Nous verrons cela demain, la nuit porte conseil. Je ne fais aucune difficulté de lui écrire, si nous devons nous entendre ; mais c'est que, dans le cas contraire, il sera autorisé à dire que je l'ai attiré dans un guet-à-pans, et, dans le fait, cela en aura l'air. D'un autre côté, s'il ne

vient pas, je marche pour m'entendre avec le père, et assembler les cortès à Madrid. Si le prince des Asturies avait été bien conseillé, j'aurais dû le trouver ici; mais je conçois, d'après tout ce que vous me dites, qu'il a eu peur des démonstrations du grand-duc de Berg. Allez vous reposer, et tenez-vous prêt à partir demain."

Il me fit effectivement appeler le lendemain, après qu'il eut reçu l'estaffette de Madrid. Il y répondit par le courrier qui m'accompagna, et me remit une lettre pour le prince des Asturies, en me disant: "Allez le trouver et remettez-lui cette lettre de ma part. Laissez-lui faire ses réflexions. Il n'y a pas de finesse à employer, cela l'intéresse plus que moi; qu'il fasse ce qu'il voudra. Sur votre réponse, ou sur son silence, je prendrai mon parti, ainsi que des mesures pour qu'il n'aille pas ailleurs que près de son père." Il ajouta: "Voyez où mènent les mauvais conseils; voilà un prince qui, peut-être, ne régnera pas dans quelques jours, ou qui apportera à l'Espagne une guerre avec la France. Parbleu, les peuples sont bien à plaindre lorsqu'ils tombent en de pareilles mains! Allez au plus vite."

Il écrivit au grand-duc de Berg, et lui ordonna de ne pas souffrir que l'on attentât à la vie du prince de la Paix, de se le faire remettre, et de prendre des mesures pour le lui envoyer à Bayonne, en le préservant de tout accident en chemin. Il lui dit aussi, par le même courrier, de lui envoyer M. Dazenza, le ministre des Indes, ainsi que plusieurs autres Espagnols éclairés et jouissant d'une considération bien acquise; il voulait s'en former un conseil, avant de se décider à quelque chose.

CHAPITRE XXII.

On dissuade Ferdinand de poursuivre son voyage.—Urquijo.—Considérations qu'il oppose à la politique des ministres de Ferdinand.—Lettre de l'empereur Napoléon à Ferdinand.

Je revins rapidement à Vittoria, mais tout avait changé depuis mon départ. Plusieurs Espagnols étaient accourus auprès de Ferdinand. Ils lui avaient représenté l'imprudence de sa démarche, la facilité de revenir sur ses pas ; et s'ils ne lui avaient pas fait abandonner la résolution de poursuivre son voyage, ils l'avaient du moins fort ébranlé. Urquijo, ancien ministre de Charles IV, fut celui de tous qui insista le plus vivement sur les dangers de passer la frontière. Il a lui-même rendu compte de la discussion qu'il eut à cet égard avec les conseillers de Ferdinand. Je reproduis sa relation, parce qu'elle prouve qu'on n'employa ni insinuations, ni supercheries pour déterminer ce prince à poursuivre sa route, et que tout fut spontané de sa part ou de celle de ses ministres. Elle est ainsi conçue :

A. D. Gregorio de la Cuesta, Capitaine-Général de la Vieille-Castille.

“ Mon cher ami, j'ai reçu hier à midi la lettre datée du 11, que vous m'envoyâtes par l'exprès ; je montai de suite à cheval, et je suis arrivé en cette ville à trois heures et demie du soir : notre ami Mazzanedo n'a pas pu m'accompagner, parce qu'il était au lit, à cause d'une forte attaque de goutte, et ceci a été son bonheur, puisque, outre l'inutilité du voyage, il aurait été témoin de scènes très désagréables. Vous me témoignez, dans votre lettre, que je serai très bien

reçu, d'après ce que vous aviez entendu dire au roi Ferdinand et à sa suite à l'égard de ma personne, et que vous ne doutiez pas que, par mes persuasions et les notions qu'ils pourraient avoir acquises, ils s'arrêteraient dans un voyage si dangereux, et n'iraient pas plus avant.

" Quant au premier point, vous avez très bien prévu, et moi-même je ne pouvais en douter, puisque le roi, à peine assis sur son trône, avait déclaré spontanément injuste et arbitraire tout ce que j'avais souffert par la voie du même Cevallos, qui avait été l'un des ministres qui avaient signé les ordres pour toutes les vexations faites contre ma personne pendant sept ans. Lorsque j'arrivai, je me présentai à Sa Majesté, qui venait d'arriver depuis une demi-heure; elle me traita avec la plus grande bonté, me combla d'honneurs et m'invita à son dîner. Ceux qui l'accompagnaient m'ont fait beaucoup de politesse, particulièrement les ducs de San-Carlos et de l'Infantado; j'ai eu aussi le plaisir de revoir mes amis Muzquiz et Labrador.

" La seconde partie est la plus affligeante; je crois qu'ils sont tous aveugles, et marchent à une ruine inévitable. J'ai exposé la manière dont le *Moniteur* (qu'ils n'avaient pas bien lu à ce qu'il paraît) rapportait le tumulte d'Aranjuez qui occasionna l'abdication du roi Charles IV; je leur ai fait voir que le langage de ces gazettes n'était que l'explication des desseins de l'empereur; je leur ai rappelé la proclamation adressée aux Espagnols en 1805, parce que depuis ce temps j'ai toujours cru que Napoléon projetait d'éteindre la dynastie régnante en Espagne, comme absolument contraire à l'élévation de la sienne; que ce dessein n'avait été suspendu que jusqu'au moment d'une occasion favorable, et qu'elle venait de se présenter dans les malheureux démêlés du père avec le fils, arrivés à l'Escurial; que les projets de l'empereur se faisaient voir clairement par la manière dont il avait rempli l'Espagne de troupes, et pris possession des places fortes,

des arsenaux et de la capitale ; que, dans cette même ville de Vittoria, le roi et tous ceux qui l'accompagnaient étaient comme dans une prison, et gardés à vue par le général Savary, et que l'ordre que j'avais observé, depuis mon entrée, pour l'emplacement des troupes et la situation des casernes, tout venait à l'appui de mes soupçons.

“ Après tout cela, je leur demandai quel était l'objet de leur voyage; comment le souverain d'une monarchie telle que celle de l'Espagne et des Indes avilissait sa dignité aussi publiquement ? comment on le conduisait vers un royaume étranger, sans invitation, sans préparatifs, sans toute l'étiquette que, dans de pareils cas, on doit observer, et sans avoir été reconnu comme roi, puisqu'on l'appelait toujours le prince des Asturies ? qu'ils devaient se rappeler l'île des Faisans dans les Pyrénées, où on prit tant de précautions pour l'entrevue qui devait y avoir lieu entre les souverains d'Espagne et de France ; qu'il y eut un égal nombre de troupes des deux côtés de la rivière Bidassoa, et qu'on pesa jusqu'aux harnais afin d'éviter toute crainte.

“ Etonnez-vous-en, mon cher ami : on m'a seulement répondu qu'ils allaient contenter l'ambition de l'empereur par quelques cessions de territoire et de commerce. Je ne pus m'empêcher de dire, en entendant cette réponse : Vous pouvez lui donner toute l'Espagne.

“ Il y en eut qui parlèrent de guerre éternelle entre les deux nations, de construire deux forteresses inexpugnables dans chacune des deux Pyrénées, d'avoir toujours sous les armes cent cinquante mille hommes, enfin de mille autres chimères. Je fis observer seulement que, du côté des Pyrénées occidentales, il n'existait d'autre place plus forte que Pampelune, et que, d'après les généraux les plus expérimentés, et parmi plusieurs, mon ami le général Vnutia (à qui je l'avais moi-même entendu dire), elle offrait très peu de résistance ; qu'on n'avait pas les cent cinquante mille hommes;

qu'une grande partie de l'armée avait été envoyée au nord, sous le prétexte du traité d'alliance ; que les armées ne s'organisaient pas, ni les forteresses ne se construisaient pas dans un jour ; que la guerre perpétuelle était un délire, car les nations avaient leurs relations naturelles, et elles étaient très intimes avec la France et très resserrées ; qu'il ne fallait pas confondre celles-ci, dans les Etats, avec les hommes qui se trouvent momentanément à leur tête ; et surtout qu'il ne s'agissait aujourd'hui que d'abolir la dynastie des Bourbons en Espagne, en imitant l'exemple de Louis XIV, et d'établir celle de France, et qu'ils allaient eux-mêmes inviter l'empereur à le faire. L'Infantado (sur qui je crois que mon langage a fait plus d'impression), qui sentit le poids de mes réflexions, me dit : Serait-il possible qu'un héros tel que Napoléon fût capable de se souiller d'une semblable action, quand le roi se met entre ses mains de la meilleure foi possible ? Je lui répondis : Lisez *Plutarque*, et vous trouverez que tous ces héros de la Grèce et de Rome n'acquirent leur renommée et leur gloire qu'en montant sur des milliers de cadavres, mais qu'on oubliait tout cela, et qu'on le lisait sans attention, voyant seulement les résultats avec respect et étonnement ; qu'il devait se rappeler des couronnes que Charles V avait enlevées, des cruautés qu'il avait exercées envers les souverains prisonniers de guerre, ou par la perfidie, et malgré cela, il était compté parmi les héros ; qu'il ne devait pas oublier non plus que nous en avions fait autant avec les empereurs et rois des Indes, et que, si nous voulions défendre ces actions sous prétexte de religion, on pourrait bien le faire maintenant sous prétexte de politique ; qu'il pouvait appliquer cela à l'origine de toutes les dynasties de l'univers ; que, dans notre Espagne ancienne, on trouvait des exemples d'assassinats de rois par des usurpateurs qui s'étaient ensuite assis sûr le trône, et que même, dans les siècles postérieurs, nous avions celui qui avait été commis par le bâtard Henrique II, et l'exclusion de la

famille de Henri IV ; que les dynasties autrichienne et des Bourbons dérivaient de cet inceste, ainsi que de ces crimes, et que par conséquent ils ne devaient pas avoir confiance dans les héros, ni permettre que Ferdinand s'en allât plus avant vers la France.

" Mais quel motif, au moins apparent, m'a-t-il dit, pourrait justifier la conduite que vous supposez à l'empereur ? Je lui répondis que le langage du *Moniteur* me faisait voir qu'il ne reconnaissait pas Ferdinand comme roi ; qu'il disait que l'abdication de son père avait été faite au milieu d'un tumulte populaire et des armes, que Charles IV lui-même l'avouerait, s'il était nécessaire ; que, sans parler de ce qui était arrivé au roi de Castille Jean Ier, il y avait eu deux abdications pendant le règne des dynasties autrichienne et des Bourbons : une faite par Charles Ier d'Espagne, ou Charles V d'Allemagne, et l'autre par Philippe V ; et que, dans ces deux abdications, on avait procédé avec le plus grand calme et la plus sage délibération, et que même ceux qui représentaient la nation demandèrent jusqu'où l'abdication devait s'étendre, en cas que les personnes qui devaient régner de suite en seraient empêchées, et que c'est par cette raison que Philippe V régna une seconde fois, après la mort de Louis Ier, en faveur de qui S. M. avait renoncé à la couronne ; enfin qu'il est à craindre que si le père réclame contre la violence de son abdication, et qu'ils poursuivent le voyage jusqu'à Bayonne, aucun d'eux ne règne, et que tous les Espagnols soient malheureux.

" Il me répliqua alors que l'Europe et la France même condamnerait ce trait, et que l'Espagne pourrait devenir redoutable, étant soutenue par l'Angleterre. Je lui répondis sur les trois points. Quant à l'Europe, elle était pauvre et sans moyens pour entreprendre de nouvelles guerres sans union, parce que les intérêts particuliers et les vues ambitieuses de chaque souverain et de chaque Etat avaient plus de force que la nécessité de faire de grands sacrifices pour détruire le système adopté par la France depuis sa funeste

révolution. Je lui expliquai, pour preuve de ce que j'avançais, la conduite des coalitions, leurs plans mal combinés, leurs défections, et que le résultat de ces ligues avait lui-même produit l'accroissement de la France ; que je ne voyais d'autre cour que celle de Vienne capable de s'opposer actuellement aux projets de l'empereur, si l'Espagne se soulevait, et qu'elle serait appuyée par l'Angleterre ; mais que si la Russie, l'Allemagne et le monde européen se montraient contraires à ce système, l'Autriche essuierait des revers et perdrait une partie de son territoire, nous perdrions entièrement notre marine, et l'Espagne serait seulement le théâtre de la guerre des Anglais contre la France, et où jamais ils ne seraient exposés, à moins qu'ils n'eussent quelque chose à gagner, puisque l'Angleterre n'est pas une puissance capable de tenir tête à la France dans une guerre continentale ; enfin que tout finirait par une conquête après avoir produit notre désolation.

« Quant au second point, du mécontentement de la France pour une conduite aussi injuste de l'empereur, je suis entré diffusément dans l'explication du caractère de cette nation ; qu'elle est toujours enchantée de tout ce qui est surprenant ; qu'elle n'avait d'autre esprit public pour agir, que l'impulsion donnée par le gouvernement ; que, d'un autre côté, la nation française elle-même gagnerait beaucoup pour l'intérêt de son commerce, si les souverains des deux nations étaient d'une même famille ; que si l'empereur se contenait dans de certaines limites d'agrandissement, et s'il consolidait son empire par de bonnes institutions morales, la France l'adorerait, le regarderait comme un libérateur de la terrible révolution dans laquelle la nation avait été plongée, bénirait sa dynastie, et regarderait comme une gloire l'occupation de plusieurs trônes de l'Europe par des membres de la famille de son souverain, et que par conséquent l'argument n'effaçait pas mes suspicions ; que d'ailleurs nous ne devions jamais oublier que les rois espagnols s'appelaient Bourbons, et qu'ils étaient

une branche de l'ancienne maison de France ; qu'il existait en France beaucoup de changement dans les fortunes, par la suppression de plusieurs corporations privilégiées, des confiscations et des ventes ; car il est certain que tous les Français avaient eu plus ou moins de part dans la révolution ; que ces derniers, les littérateurs, ceux qui aiment la réforme, les juifs et les protestans composent la partie la plus nombreuse de la nation. Ils sont maintenant libres de l'oppression qui pesait sur eux avant cette époque, et il est très probable qu'ils regarderont sans chagrin l'anéantissement des Bourbons en Espagne, craignant que l'un d'eux pourrait contraindre un jour peut-être les Français à recevoir malgré eux un Bourbon, si l'Espagne était bien gouvernée.

" Sur le troisième point, relativement à l'armement de notre nation, je suis entré encore dans de plus grands détails ; j'ai fait voir que par malheur, depuis Charles V, la nation n'existe plus, parce qu'il n'existait point réellement de corps qui la représentât, ni d'intérêts communs qui la réunissent vers un même but ; que notre Espagne était un édifice gothique composé de morceaux avec autant de forces, de priviléges, de législations et de coutumes qu'il y a presque de provinces ; que l'esprit public n'existe plus ; que ces causes empêcheraient la formation d'un gouvernement solidement constitué pour réunir les forces, l'activité et le mouvement nécessaires ; que les émeutes et les tumultes populaires étaient de très courte durée ; que tous ces troubles produiraient des effets pernicieux dans nos Amériques, parce que les naturels du pays voudraient développer leurs forces et secouer le joug qui pesait beaucoup sur eux depuis la conquête de leur pays ; que l'Angleterre même les aiderait, en juste revanche de ce que nous fîmes imprudemment, unis aux Français, pour soulever leurs colonies ; qu'on ne devait pas oublier les tentatives du cabinet de Saint-James à Caracas et dans d'autres provinces de notre Amérique. Enfin,

mon ami, j'ai dit à l'Infantado tout ce qu'on peut dire sur les dangers de ce voyage, et qu'il pouvait produire la ruine de notre nation. Je me suis plus avancé encore : j'ai promis d'aller, en qualité d'ambassadeur, à Bayonne, s'ils se désistaient du voyage ; de parler, faire des conventions avec l'empereur, et terminer cette affaire, autant bien que possible, si désagréable, si mal commencée et dirigée ; mais qu'en attendant on pouvait faire partir, à minuit, le roi incognito par une des maisons voisines de celle où logeait Sa Majesté, et le faire conduire en Aragon ; que M. Urbina, alcade de la ville, faciliterait les moyens de cette fuite, qui, lorsqu'elle serait parvenue aux oreilles de Napoléon, et qu'il saurait que le roi aurait la liberté d'agir par lui-même, l'obligerait à changer ses plans. Mais tout a été inutile, absolument tout.

“ Après cet entretien, on m'a présenté don Joseph Hervas, qui m'a confirmé dans l'opinion que l'empereur projetait de changer notre dynastie ; car il m'a prié d'agir de manière que le voyage de France n'eût pas lieu. Ce jeune homme (qui a beaucoup d'esprit et de clairvoyance, promet beaucoup et est un excellent Espagnol) vient d'arriver de Paris avec le général Savary. Comme il est le beau-frère du général Duroc, grand-maréchal du palais de l'empereur, il connaît tous les complots de cette affaire ; il me les a racontés, et se plaint du mauvais traitement qu'il avait éprouvé à Madrid, et de ce qu'on n'avait pas voulu l'écouter lorsqu'il avait voulu parler. Il me pria de lui obtenir une audience particulière du duc de l'Infantado : je la lui ai obtenue. Il a parlé, mais il n'a pu rien obtenir. M. Escoiquiz s'était mis au lit, parce qu'il était enrhumé ; il était entouré de beaucoup de monde, de sorte que je n'ai pu lui parler. J'ignore sa manière de penser, et même l'influence qu'il exerce sur les affaires. Labrador et Muzquiz sont piqués de ce qu'on semble les mépriser, et qu'on ne les consulte nullement et dans aucun cas, par la rivalité de M. Ce-

vallos. Je vois avec la plus profonde affliction qu'ils sont tous aveugles, et qu'ils marchent tous vers le précipice.

" Le dîner fini, et S. M. s'étant retirée, un aide-de camp est arrivé avec des dépêches de l'empereur. Le ton avec lequel il s'est annoncé, en exigeant que S. M. l'écoutât de suite ; la condescendance qu'on lui montra en l'annonçant au roi ; la manière dont j'ai vu moi même qu'on l'a fait sortir, et la circonstance d'avoir compris quelque chose dans l'affaire dont il était question, tout cela a aigri mon amour-propre d'Espagnol, et j'ai pris enfin mon congé, leur rappelant, mais inutilement, mes prédictions, et suis entré dans mon logement pour vous écrire si diffusément, comme je l'ai fait, pour vous faire connaître ce qui s'est passé ; car demain à la pointe du jour, ou dans trois heures, je pars pour Bilbao.

" Un officier de marine, appelé don Miguel de Alva, neveu du général de marine de même nom, que vous connaissez, vient de me faire une visite dans ce moment ; il était chez moi quand j'y revins ; il causait avec un ami qui m'avait accompagné depuis Bilbao. En profitant de cette occasion, je lui ai dit, ainsi qu'à tous ceux qui voulaient m'écouter, que si le roi quittait l'Espagne, les Bourbons seraient éloignés pour jamais du trône ; que toute l'Espagne pourrait être dans la désolation, et que nous aurions beaucoup à pleurer. J'ai parlé dans ce sens à M. Alava, en désirant qu'il profite de l'influence qu'il peut avoir dans la ville et dans la province pour tâcher de l'empêcher. C'est tout ce que j'ai pu faire. On a beaucoup de considération pour moi dans cette province, par la protection que j'ai procurée à ses habitans, et parce que j'y ai pris naissance. Peut-être que les peuples verront plus clair et feront plus ; peut-être aussi déchireront-ils le voile épais qui couvre les yeux de ces personnes.

" Quand je pris mon congé, il m'a semblé que le duc de l'Infantado était piqué de voir que je ne pensais pas à les ac-

compagner, au moins jusqu'à Bayonne. Je lui ai dit que j'étais prêt à tout, si on voulait suivre mon plan ; mais que, dans le cas contraire, je ne voulais pas ternir ni perdre ma réputation, seule idole de mon cœur. Vous serez témoin de mille malheurs ; je ne sais qui en est le coupable. Je plains l'Espagne, et je retourne dans mon coin pour y pleurer. Plût à Dieu que toutes mes craintes fussent vaines !

" Quand je serai sûr que vous êtes à Valladolid, je vous y écrirai, et en attendant faites-moi le plaisir de dire bien des choses de ma part à madame. Je suis bien triste. Adieu ; vous savez que je suis toujours tout à vous.

" *Signé*, URQUIJO."

Vittoria, 13 avril 1808.

Cet aide-de-camp si brusque, et qui par conséquent cherchait si peu à séduire, c'est moi. J'ignorais la résolution du conseil ; tout me portait même à la croire opposée à ce qu'elle était en effet. Les ministres de Ferdinand n'avaient adopté des conseils d'Urquijo que ce qui pouvait les compromettre. Au lieu de prendre une résolution franche, énergique, ils n'avaient su se résoudre à rien. Ils voulaient courir les chances du voyage, et cependant ils avaient essayé une sorte d'insurrection. Vittoria était rempli de gens de la campagne, tous armés, et qui certainement n'y étaient pas venus sans avoir été appelés, ni même sans qu'on leur eût dit à quoi on se proposait de les employer.

Je ne fus tranquille que lorsque j'entendis le général Verdier, qui y commandait nos troupes, me dire qu'il avait prévenu les rixes, en les consignant dans leurs quartiers. Sans cette prévoyance de sa part, il aurait suffi d'un excès de vin pour allumer la guerre entre la France et l'Espagne ; c'était, je crois, ce que l'on voulait, afin d'avoir une occasion de se tirer de l'embarras où l'on croyait être. On n'aurait pas

manqué de s'en justifier en répandant partout que nous avions été les agresseurs, et que nous avions voulu enlever le roi. Néanmoins j'écrivis au maréchal Bessières, à Burgos, pour lui faire connaître la position du général Verdier, et le prier de faire marcher quelques troupes à Miranda, afin que nous pussions être secourus, en cas d'une entreprise dans le genre des vêpres siciliennes. Il y fit effectivement marcher quatre bataillons avec six pièces de canon et six escadrons de cavalerie.

Ce ne fut qu'après avoir reçu toutes les informations dont j'avais besoin, et pris mes précautions, que je fis prévenir le prince des Asturies de mon retour avec mission de lui remettre une lettre de la part de l'empereur. Il envoya de suite un de ses officiers pour me prendre et m'accompagner près de lui. La maison dans laquelle je l'avais laissé presque seul quatre jours auparavant, était transformée en un véritable corps-de-garde. La place de Vittoria, sur laquelle elle était située, était un bivouac de paysans espagnols armés; le vestibule, ainsi que les degrés de l'escalier de la maison, étaient jonchés de soldats, d'hommes armés de poignards, au point de ne savoir où mettre le pied; et jusqu'à la pièce qui précédait celle dans laquelle le prince se tenait, les préparatifs de défense étaient tels que je n'en vis pas les murailles.

Je fus introduit de suite près de Ferdinand, et, après les saluts d'usage, je lui remis la lettre dont l'empereur m'avait rendu porteur. Elle était conçue en ces termes:

« Mon frère, j'ai reçu la lettre de Votre Altesse Royale: elle doit avoir acquis la preuve, dans les papiers qu'elle a eus du roi son père, de l'intérêt que je lui ai toujours porté. Elle me permettra, dans la circonstance actuelle, de lui parler avec franchise et loyauté. En arrivant à Madrid, j'espérais porter mon illustre ami à quelques réformes nécessaires dans ses Etats, et à donner quelque satisfaction à l'opinion

publique. Le renvoi du prince de la Paix me paraissait nécessaire pour son bonheur et celui de ses peuples. Les affaires du Nord ont retardé mon voyage. Les événemens d'Aranjuez ont eu lieu. Je ne suis pas juge de ce qui s'est passé et de la conduite du prince de la Paix; mais ce que je sais bien, c'est qu'il est dangereux pour les rois d'accoutumer les peuples à répandre du sang et à se faire justice eux-mêmes. Je prie Dieu que Votre Altesse Royale n'en fasse pas elle-même un jour l'expérience. Il n'est pas de l'intérêt de l'Espagne de faire du mal à un prince qui a épousé une princesse du sang royal, et qui a si long-temps régi le royaume. Il n'a plus d'amis: Votre Altesse Royale n'en aura plus, si elle est jamais malheureuse. Les peuples se vengent volontiers des hommages qu'ils nous rendent. Comment, d'ailleurs, pourrait-on faire le procès du prince de la Paix sans le faire à la reine et au roi votre père? Ce procès alimentera les haines et les passions factieuses. Le résultat en sera funeste pour votre couronne; Votre Altesse Royale n'y a de droits que ceux que lui a transmis. Sa mère si ce procès la déshonore, Votre Altesse Royale déchire par là ses droits: qu'elle ferme l'oreille à des conseils faibles ou perfides; elle n'a pas le droit de juger le prince de la Paix; ses crimes, si on lui en reproche, se perdent dans les droits du trône. J'ai souvent manifesté le désir que le prince de la Paix fût éloigné des affaires. L'amitié du roi Charles m'a porté plus souvent à me taire et à détourner les yeux des faiblesses de son attachement. Misérables hommes que nous sommes! faiblesse et erreur, c'est là notre devise. Mais tout peut se concilier: que le prince de la Paix soit exilé d'Espagne, et je lui offre un refuge en France. Quant à l'abdication de Charles IV, elle a eu lieu dans un moment où nos armées couvraient les Espagnes; et aux yeux de l'Europe et de la postérité, je paraîtrais n'avoir envoyé tant de troupes que pour précipiter du trône mon allié et mon ami. Comme souverain voisin, il m'est permis de vouloir con-

naître avant de reconnaître cette abdication. Je le dis à Votre Altesse, aux Espagnols et au monde entier, si l'abdication du roi Charles est de pur mouvement, s'il n'y a pas été forcé par l'insurrection et par l'émeute d'Aranjuez, je ne fais aucune difficulté de l'admettre, et je reconnais Votre Altesse Royale comme roi d'Espagne. Je désire donc causer avec lui sur cet objet. La circonspection que je porte depuis un mois dans ces affaires doit lui être garant de l'appui qu'elle trouverait en moi, si, à son tour, des factions, de quelque nature qu'elles soient, venaient à l'inquiéter sur son trône.

" Quand le roi Charles me fit part des événemens du mois d'octobre dernier, j'en fus douloureusement affecté, et je pense avoir contribué, par les insinuations que j'ai faites, à la bonne issue de l'affaire de l'Escurial. Votre Altesse Royale avait bien des torts : je n'en veux pour preuve que la lettre qu'elle m'a écrite, et que j'ai constamment voulu oublier. Roi à son tour, elle saura combien les droits du trône sont sacrés. Toute démarche près d'un souverain étranger, de la part d'un prince héréditaire, est criminelle. Votre Altesse Royale doit se défier des écarts et des émotions populaires.

" On pourra commettre quelques meurtres sur nos soldats isolés ; mais la ruine de l'Espagne en serait le résultat. J'ai vu avec peine qu'à Madrid on ait répandu des lettres du capitaine-général de la Catalogne, et fait tout ce qui pouvait donner du mouvement aux têtes.

" Votre Altesse Royale connaît ma pensée tout entière ; elle voit que je flotte entre diverses idées qui ont besoin d'être fixées. Elle peut être certaine que, dans tous les cas, je me comporterai avec elle comme envers le roi son père. Qu'elle croie à mon désir de tout concilier, et de trouver des occasions de lui donner des preuves de mon affection et de ma parfaite estime.

" Sur ce, je prie Dieu, etc.

" NAPOLEON."

Bayonne, le 16 avril 1808.

Nous parlâmes peu; je n'avais rien à ajouter à tout ce que j'avais eu l'honneur de lui dire précédemment. La lettre était d'ailleurs si positive, qu'il n'y avait pas à s'y méprendre : l'empereur s'était expliqué sans détour.

Le conseil de Ferdinand, qui était là, et composé toujours des mêmes personnes, ne parut pas fort satisfait de la manière dont s'exprimait l'empereur, parce qu'il traitait le prince des Asturies d'altesse royale. Je fus encore obligé de leur faire observer que l'empereur ne pouvait pas employer d'autre expression, parce qu'enfin cette reconnaissance de sa part n'était pas une chose faite; qu'il y avait bien des points sur lesquels il était plus important de s'entendre que sur celui-là : ceux-ci une fois réglés, dis-je, le reste me paraît naturel. Le roi me congédia en me disant qu'il me ferait connaître sa détermination. Elle me fut communiquée à la sortie de son conseil, et l'on me fit dire qu'il partirait le lendemain pour Bayonne, que je pouvais en prévenir l'empereur.

CHAPITRE XXIII.

Emeute de Vittoria.—Ferdinand applaudit à la tentative.—M. de l'Infantado.—Ferdinand continue son voyage.—Arrivée à Bayonne.—Réception que lui fait l'empereur.—Idée qu'il prend de Ferdinand.

Le roi était prêt à monter en voiture, lorsqu'il éclata une émeute parmi cette foule de gens que l'on avait imprudemment appelés de la campagne dans la ville; en un instant, la place publique et les rues furent remplies d'hommes en armes. Heureusement nos troupes étaient enfermées dans leurs casernes; autrement on n'eût pas manqué d'in-

sulter quelques soldats, et comme il y avait une disposition réciproque à l'aigreur, cela aurait eu des conséquences funestes.

Malgré la foule qui obstruait les issues qui aboutissaient au quartier du roi, l'on parvint à faire approcher ses voitures à l'heure qu'il avait désignée lui-même pour son départ. Celle dans laquelle il devait monter était déjà au bas de l'escalier; tout à coup un redoublement de fureur se manifeste parmi le peuple; j'étais moi-même en frac, et sans aucune partie d'uniforme, au milieu de cette foule, en sorte que, sans être reconnu, j'ai pu être témoin de ce que je rapporte.

Pendant que j'observais cette émeute, ma voiture était chez moi toute prête à suivre celles du convoi du roi; j'étais persuadé que tout se passerait avec calme, lorsqu'un individu d'une figure effroyable, accompagnée d'un costume à l'avenant, et armé jusqu'aux dents, s'approche de la voiture du roi, saisit d'une main les traits des huit mules qui composaient l'attelage,* et de l'autre, dans laquelle il tenait une serpe qui ressemblait à une faucille, il coupe d'un seul coup les traits de toutes les mules qui étaient fixées au même point d'arrêt. Chacun chasse les mules; la foule crie des bravo, et le tumulte s'échauffe; les autres voitures sont éloignées et enfin le départ du roi éprouve une opposition ouverte.

J'étais encore sur la place, lorsque le roi lui-même se montra à la fenêtre en souriant à cette multitude, qui y répondit par mille cris de *viva Fernando!* C'est à ce moment-là que je fus atteint de la pensée que cette scène dont

* Pour comprendre ceci, il faut connaître la manière dont on attelle en Espagne; chaque mule d'un attelage a ses traits attachés à l'avant-train de la voiture, de sorte que les mules de la tête de l'attelage ont des traits de quarante pieds de long. Or, comme elles sont accouplées deux à deux, il en résulte qu'il y avait une réunion de seize traits à l'avant-train de la voiture du roi, en sorte que toutes les mules furent dételées par le seul coup de serpe qui coupa les traits.

j'étais témoin n'était qu'un jeu préparé. En effet, comment en douter ? Il y avait à Vittoria une compagnie de gardes-du-corps et un bataillon de gardes espagnoles : les uns et les autres étaient sous les armes devant le quartier du roi ; c'était bien le moins qu'ils pussent faire que d'empêcher que l'on insultât la voiture du roi ; s'ils ne l'ont pas fait, c'est qu'ils n'ignoraient pas que leur maître n'était point offensé de ce mouvement, et que peut être on ne l'avait fait que dans la persuasion de lui plaire. En effet, depuis le départ de Madrid, le prince des Asturies était tout changé : soit par ce qu'il avait vu en chemin, soit par ce qu'on lui avait dit, il s'était cru le plus fort, et cependant il ne négligeait pas les petits moyens, comme on le verra bientôt.

En parcourant cette émeute, je rencontrai M. le duc de l'Infantado, qui se donnait beaucoup de peine pour la calmer ; je m'approchai de lui, et m'en fis reconnaître, en témoignant que je n'étais pas dupe de ce désordre ; il me répondit d'un ton sincère : " Général, au nom du ciel, allez-vous-en ; que vos troupes ne paraissent point, sinon tout est perdu, et je ne réponds de rien. Je vais faire mon possible pour calmer ce désordre, et faire ramener les mules."

Il tint parole, car en moins d'une demi-heure, sans que j'eusse besoin de le voir, le roi était parti ; il alla sans s'arrêter jusqu'à Irun, c'est-à-dire à la dernière commune espagnole.* Il y passa la nuit, et partit le lendemain pour Bayonne. Comme il n'y avait aucunes troupes dans ce moment-là, on lui rendit peu d'honneurs de parade. L'empereur n'était point logé en ville ; il habitait une maison de campagne appelée *Marac*, où il était avec moins de cent hommes de gardes. Il avait envoyé le maréchal Duroc à la rencontre du prince des Asturies, pour le saluer de sa part ;

* Je ne pus le suivre ce jour-là, et ne le rejoignis que le lendemain matin, après avoir marché toute la nuit.

mais je doute qu'il ait été omis une seule des formalités que M. de Cevallos se plaint de n'avoir pas vu observer. D'ailleurs, il faut considérer que le voyage de l'empereur n'était pas un voyage de cour; il était à Marac sans étiquette, et ensuite, il en aurait eu dans ce moment, qu'elle aurait toujours été différente pour le prince des Asturies que pour le roi d'Espagne.

Cependant on le salua de l'artillerie des remparts, et tous les corps civils et militaires lui rendirent leurs devoirs. L'empereur lui-même fut le premier à aller le visiter; sa voiture ne s'étant pas trouvée prête aussitôt qu'il le désirait, il s'y rendit à cheval. Je l'accompagnai à cette visite; elle se passa comme elle le devait.

M. de Cevallos se plaint du logement qui avait été donné au roi; on ne peut que lui répondre qu'il n'y avait pas une plus belle maison dans Bayonne, et qu'on ne pouvait rien donner de mieux que ce que l'on avait. Si M. de Cevallos avait eu moins de tourment dans l'esprit, il n'aurait pas remarqué une chose si peu importante qu'un logement dans la circonstance d'alors.

Au retour à Marac, l'empereur envoya prier le prince à dîner, et je crois que c'est là où la mauvaise humeur aura commencé, parce que l'empereur ne l'aura pas traité de majesté; il y avait beaucoup de personnes du service de table qui étaient présentes.

Le prince des Asturies n'était venu à Bayonne que pour se faire reconnaître roi; il croyait que cet acte ne consistait que dans une expression que l'on aurait employée, et, sans considérer l'importance que l'empereur mettait au changement de règne, il avait considéré comme les moindres choses précisément celles sur lesquelles il aurait dû fixer toute son attention, en ce qu'elles intéressaient bien plus la France que le nom du monarque qui occupait le trône. Malheureusement le prince avait été élevé dans un éloignement des affaires,

qui l'avait rendu étranger au rôle que sa naissance lui destinait, et il n'avait autour de lui que des personnes qui ne pouvaient pas le diriger dans une circonstance aussi importante pour lui.

L'empereur nous dit, le soir, qu'il avait bien du regret de le trouver si médiocre, et qu'il regrettait beaucoup son père. Le lendemain et les jours suivans, il fit successivement appeler le duc de l'Infantado, ainsi que les autres Espagnols qui l'avaient accompagné à Bayonne. Il ne trouva pas encore ce qu'il cherchait, non pas qu'il ne les estimât beaucoup, et particulièrement le duc de San-Carlos ; mais il ne trouvait en eux que des sentimens opposés à ceux qu'il était accoutumé à rencontrer dans le ministère d'Espagne, et je crois que, sous ce rapport, l'opinion qu'il s'en forma ne leur fut pas favorable. Il commença à être gêné d'être obligé de parler lui-même d'affaires, parce qu'un souverain grave toujours ce qu'il dit, et n'a plus de moyen de se retirer, si par hasard il s'est trop avancé. Je crois que cette occasion est une de celles où il a le plus désiré avoir près de lui M. de Talleyrand, et qu'il l'aurait fait venir, s'il n'avait craint de blesser M. de Champagny. L'empereur était ainsi ; il lui arrivait souvent de blesser, dans les moindres choses, des hommes faciles à irriter, et, dans d'autres occasions, il sacrifiait ses propres intérêts à la crainte d'offenser l'amour-propre d'un bon serviteur.

Je ne fais nul doute que, si M. de Talleyrand fût venu à Bayonne, lorsqu'il en était temps encore, les affaires d'Espagne eussent pris une tout autre marche. Il y aurait mis beaucoup de temps, parce qu'il aurait parlé long-temps avant de rien écrire : en outre, il avait tant d'aboutissans dans ce pays-là, qu'il aurait pu prendre, vis-à-vis de ceux qui avaient accompagné le prince des Asturies, l'attitude qui convenait à la question que l'on voulait traiter ; il aurait pu former à Bayonne une cour espagnole, en opposition avec celle du

prince des Asturies, qui aurait versé en Espagne le contre-poison de ce que celle-ci y envoyait. M. de Champagny, nouvellement arrivé au ministère, ne pouvait pas encore avoir tous ces avantages-là : faute de ce moyen, le temps se passait à boire, à manger et à s'ennuyer ; les journées ne finissaient pas, lorsqu'elles auraient dû être trop courtes ; il n'y avait que pour la malveillance qu'elles n'étaient pas perdues. Cette situation avait forcé de se reposer sur l'empereur pour tout ; il était obligé de discuter lui-même ce que, dans d'autres circonstances, on lui aurait présenté tout fait ; et, comme il avait mille autres occupations, il était difficile qu'on ne le trouvât pas quelquefois de mauvaise humeur, ce qui rebutait les personnes qui n'étaient pas accoutumées à son travail. M. de Talleyrand avait cette excellente qualité, d'être impassible ; lorsqu'il ne trouvait pas l'empereur dans une disposition d'esprit telle qu'il le fallait pour traiter le sujet dont il venait l'entretenir, il n'en parlait pas avant d'avoir ramené le calme dans lequel il aimait à voir l'empereur. Si par hasard on lui donnait un ordre dans un moment d'humeur, il trouvait le moyen d'en éluder l'exécution, et il était bien rare qu'on ne lui sût pas gré d'avoir pris sur lui un retard qui avait toujours de bons effets.

Peu de jours après l'arrivée du prince des Asturies à Bayonne, le prince de la Paix arriva, conduit dans une voiture, et accompagné d'un aide-de-camp du grand-duc de Berg ; il n'avait pas été reconnu en chemin. L'empereur le fit descendre dans une maison de campagne, à une lieue de Bayonne, par ménagement pour le prince des Asturies, et ce fut moi qui allai le chercher, le lendemain de son arrivée, pour l'amener chez l'empereur. Il y resta fort long-temps, et lui donna sans doute des détails qui lui étaient inconnus jusqu'alors sur ces étranges événemens. Il demeura dans cette maison de campagne jusqu'à l'arrivée du roi Charles IV,

qui, du palais d'Aranjuez, venait d'écrire à l'empereur, et de lui déclarer que son intention n'avait point été d'abdiquer, qu'il y avait été forcé : en même temps il le prévenait qu'il allait se rendre à Bayonne, pour lui en renouveler l'assurance. Il arriva effectivement peu de jours après avec la reine.

CHAPITRE XXIV.

Arrivée de Charles IV à Bayonne.—Il repousse Ferdinand.—Ses plaintes à l'empereur.—On intercepte les dépêches de Ferdinand.—On y acquiert la preuve de ses sentimens hostiles envers la France.—L'empereur reçoit la nouvelle de l'insurrection de Madrid.—Réflexion de Charles IV.—Scène violente entre le père et le fils.—Les irrésolutions de l'empereur sont fixées.

L'EMPEREUR le fit recevoir comme roi d'Espagne. Tout ce qu'il y avait de troupes à Bayonne prit les armes ; l'artillerie tira cent et un coups de canon, et les officiers attachés à la maison de l'empereur allèrent augmenter son cortége, qui le conduisit au logement destiné auparavant pour l'empereur lui-même.

J'étais à la descente de voiture. Le prince de la Paix était venu quelques momens auparavant pour recevoir les ordres du roi. La cour de la maison était fort petite ; il ne put y entrer que la voiture du roi. Ce respectable vieillard, en descendant de sa voiture, parla à tout le monde, même à ceux qu'il ne connaissait pas, et, voyant ses deux enfans au pied de l'escalier, où ils l'attendaient, il eut l'air de ne pas les apercevoir ; il dit à l'infant don Carlos : "Bonjour, Carlos." La reine l'embrassa. Il ne dit rien au prince des Asturies. Celui-ci s'avança pour l'embrasser ; le roi s'arrêta, manifesta un mouvement d'indignation, et passa, sans s'ar-

rêter, jusqu'à son appartement. La reine, qui le suivait, fut moins sévère, et l'embrassa.

Le roi et la reine témoignèrent tous deux beaucoup de joie de revoir le prince de la Paix, avec lequel ils se retirèrent. Les deux infans prirent le chemin de leur logement.

Cette arrivée du roi Charles IV changeait tout-à-fait la position du prince Ferdinand, et livrait son esprit à toutes les conjectures les moins rassurantes pour la suite de ses projets, et je crois que c'est de ce moment que sa conduite est devenue hostile. Ce n'est point, comme l'a dit M. de Cevallos, le jour où il avait dîné chez l'empereur, que je vins lui proposer la Toscane; ce ne fut que lorsque l'empereur eut appris la protestation du père contre la violence qui avait été exercée envers lui. Le prince des Asturies, qui ignorait cette circonstance, refusa, et on ne lui parla plus de rien.

Le roi Charles IV vint dîner avec l'empereur le jour même de son arrivée; il avait de la peine à monter le perron pour arriver au salon, il disait à l'empereur qui lui donnait le bras: "C'est parce que je n'en puis plus, qu'on a voulu me chasser." L'empereur lui répondit: "Oh! oh! nous verrons! appuyez-vous sur moi, j'aurai de la force pour nous deux." A ce mot, le roi s'arrêta, et dit en regardant l'empereur: "Pour cela, je le crois et l'espère." Puis il reprit son bras, et continua de monter jusqu'à l'appartement. Je ne sais ce qui s'est dit ni fait dans la conversation qui précéda, ainsi que dans celle qui suivit le dîner; mais l'on ne peut douter que toutes deux n'aient été relatives aux affaires, parce que le prince de la Paix, qui dînait, ce jour-là, avec nous, à la table du grand-maréchal fut appelé, chez l'empereur avant même la fin du dîner.

Voilà ce qui se passait à Bayonne. A Madrid, il s'opérait une réaction, parce que le grand-duc de Berg avait, aussitôt après la déclaration du roi Charles IV, dissous la junte du

gouvernement, présidée par l'infant don Antonio, que le prince Ferdinand avait investi du pouvoir au moment de son départ. Le grand-duc de Berg, sans doute d'après des insinuations de l'empereur, avait été nommé, par Charles IV, lieutenant-général du royaume, et il avait, en conséquence, saisi toute l'autorité. Il reçut et ouvrit, comme tel, les paquets adressés de Bayonne, par le prince des Asturies, à son oncle l'infant don Antonio, président de la junte du gouvernement. Il les envoya aussitôt à l'empereur; et ce fut le mauvais esprit des ordres que contenaient ces paquets, qui suggéra l'idée de les faire arrêter à leur départ de Bayonne, parce que l'on présumait qu'il s'en trouverait dedans pour Vittoria, Burgos, et autres lieux où nous avions des troupes.

Le prince Ferdinand, qui voyait son père, sa mère et le prince de la Paix en conférence journalière avec l'empereur, ne douta plus qu'il était perdu, et, en conséquence, il eut recours aux partis extrêmes. A quelques lieues de Bayonne, on arrêtait les courriers qu'il envoyait en Espagne, ainsi que ceux qui en venaient; on les mettait dans une maison où ils étaient gardés à vue, bien nourris et soignés, mais on leur prenait leurs dépêches, que l'on apportait à l'empereur. Les premières que l'on saisit donnèrent le regret de ne pas s'être avisé de ce moyen plus tôt, parce qu'elles établissaient d'une manière évidente que le prince des Asturies avait donné, en Espagne, des ordres dont on ne devait pas tarder à éprouver les funestes effets. J'ai vu la lettre dans laquelle il mandait à son oncle, en parlant de sa position, et d'un Espagnol qui était à Madrid: "Méfie-toi de ***, c'est un traître dévoué à ces coquins de Français, et qui fera manquer tout." Il ajoutait: "Bonaparte est venu aujourd'hui "en ville; il n'y avait pas plus d'une vingtaine de polissons "qui couraient devant son cheval, en criant: *Vive l'empe-* "*reur!* et encore étaient ils payés par la police." Et cette lettre était d'un prince qui briguait son appui pour monter sur

le trône, d'où il venait de faire descendre son père ! Un homme raisonnable aurait-il osé, en voyant cela, conseiller à l'empereur de se fier à l'alliance d'un tel prince ? On a eu mille fois tort de ne pas imprimer tous ces détails.

L'empereur causait de ces petites trahisons avec le prince de la Paix, qui n'en était ni fâché ni étonné, et c'était avec lui qu'il traitait la question qui l'occupait entre le père et le fils.

Ce que l'empereur apprenait par le prince de la Paix et par les autres Espagnols qu'il avait ordonné au grand-duc de Berg de lui envoyer, et ce qu'il voyait des sentimens du prince des Asturies et de ses alentours, ne tarda pas à lui faire prendre la résolution de tenter de remettre le père sur le trône. Ce parti n'était pas sans inconvéniens, parce que le roi Charles IV étant très âgé, le même embarras ne pouvait tarder long-temps à se reproduire, et l'on eût alors trouvé le fils dans une disposition d'esprit bien plus mauvaise encore. D'un autre côté, comment l'exclure de son droit de succession ? Cela ne pouvait se faire que par suite d'une condamnation motivée, et avec le concours et l'assentiment de la nation. D'ailleurs l'infant don Carlos ne présentait pas des sentimens beaucoup plus conformes à la politique des deux pays, que ceux de son frère, et le prince des Asturies avait déjà tellement échauffé les esprits, qu'il aurait été impossible d'assembler les cortès sans mettre toute l'Espagne en feu ; puis un événement qui survint en ôta tout-à-fait la pensée.

L'empereur se promenait à cheval ; j'étais avec lui, lorsqu'il rencontra un officier qui lui était envoyé à franc étrier de Madrid par le grand-duc de Berg. Cet officier était M. Daneucourt, capitaine des chasses, et officier d'ordonnance de l'empereur, qui avait été envoyé à Madrid quelque temps auparavant. Il était porteur des détails que ce prince donnait à l'empereur sur le massacre des soldats isolés, des hôpitaux,

et de tous les Français qui étaient tombés sous le poignard d'une populace en furie dans la journée du 2 mai. Les meneurs avaient bien organisé leur entreprise; l'arsenal royal leur fut ouvert, le silence imperturbablement gardé, et, au signal donné par eux, on assassina tout ce que l'on trouva de Français dans les rues.

Les assassins avaient compté sur une surprise complète, et croyaient qu'au moins, s'ils ne tuaient pas tout ce qui se trouvait à Madrid, ils mettraient le reste en fuite; et afin qu'aucun n'échappât, ils avaient fait prévenir partout, dans les villes et villages sur la route, qu'on eût à se tenir prêt à tuer tout ce qui repasserait. Heureusement ils commencèrent trop tard; les troupes furent bientôt sous les armes, et, dans le premier moment, chaque officier particulier fit de lui-même ce qui lui parut le plus utile dans une circonstance aussi pressante. Les bataillons casernés près de l'arsenal y marchèrent de suite sans attendre d'ordre, et tirèrent une vengeance sanglante de tout ce qu'ils y trouvèrent enlevant des armes.

On marcha de même au grand hôpital, où ces misérables coupaient la gorge aux soldats malades dans leurs lits. Le spectacle de tant de barbarie excita la fureur des troupes, et il y eut un moment de représailles de leur part qui coûta la vie à bien des malheureux. Une pareille scène ne pouvait manquer d'être accompagnée de beaucoup de désordres; cependant, quand le feu qui partait des croisées fut éteint, et que l'on put traverser les rues sans recevoir des coups de fusil, on parvint à ramener les troupes à l'ordre, et à modérer leur vengeance. Le calme se rétablit. Nous perdîmes beaucoup d'officiers et de soldats qui se promenaient, et qui furent victimes de leur sécurité; d'autres furent tués par la mousqueterie qui partait des croisées. A la lecture de ces détails, l'empereur fut transporté de colère; il alla directement chez le roi Charles IV, au lieu de retourner chez lui; je l'accompagnai. En entrant, il dit au roi: "Voyez ce que je reçois de Madrid;

"je ne puis m'expliquer cela." Le roi lut la lettre que l'empereur venait de recevoir du grand-duc de Berg; il avait à peine fini, que, d'une voix ferme, il dit au prince de la Paix : "Emmanuel, fais chercher Carlos et Ferdinand." Ils tardaient à arriver; le roi Charles IV, dit à l'empereur : "Ou je "me trompe, ou les drôles savent quelque chose de cela; j'en "suis au désespoir, mais je ne m'en étonne pas."

Les deux infans arrivèrent; toutefois je ne pourrais pas assurer que l'infant don Carlos vînt, parce que je crois me rappeler que ceci se passa dans le temps qu'il eut une légère indisposition : mais, pour le prince des Asturies, il entra dans le salon de son père, où étaient l'empereur et la reine sa mère. Nous ne perdîmes pas un mot de tout ce qui lui fut dit dans cette occasion; le prince de la Paix écoutait avec nous. Le roi Charles IV lui demanda d'un ton sévère: "As-tu des nouvelles de Madrid?" (Nous n'entendîmes pas la réponse du prince.) Mais le roi repartit vivement : "Eh bien! je vais t'en donner, moi"; et il lui raconta ce qui s'y était passé. "Crois-tu, lui dit-il, me persuader que tu n'as eu aucune part à ce *saccage* (il employa cette expression), toi ou les misérables qui te dirigent? Etait-ce pour faire égorger mes sujets que tu t'es empressé de me faire descendre du trône? Dis-moi, crois-tu régner long-temps par de tels moyens?

"Qui est celui qui t'a conseillé cette monstruosité? N'as-tu de gloire à acquérir que celle d'un assassin? Parle donc."* Le prince se taisait, ou au moins nous ne l'entendîmes presque point; mais nous entendîmes distinctement la reine qui lui disait:

"Eh bien! je te l'avais bien dit que tu te perdrais; voilà

* Le roi Charles IV avait toujours à la main une très longue canne, de laquelle il avait besoin pour marcher; ce vieillard était si indigné, qu'il nous semblait qu'il allait s'oublier jusqu'à la lever sur son fils, qui conservait une physionomie imperturbable. Nous pouvions l'apercevoir par plusieurs ouvertures qu'il y avait à la porte du salon où la scène se passait.

où tu te mets, et nous aussi : tu nous aurais donc fait périr, si nous avions encore été à Madrid ? Comment l'aurais-tu pu empêcher ?" Probablement le prince des Asturies se taisait toujours, car nous entendîmes la reine lui dire : "Eh bien ! parleras-tu*? "Voilà comme tu faisais; à chacune de tes sottises tu n'en savais jamais rien."

La position de Ferdinand devait être affreuse; la présence de l'empereur le gênait horriblement, et ce fut l'empereur que nous entendîmes lui dire d'une voix assurée :

"Prince, jusqu'à ce moment je ne m'étais arrêté à aucun parti sur les événemens qui vous ont amené ici ; mais le sang répandu à Madrid fixe mes irrésolutions. Ce massacre ne peut être que l'œuvre d'un parti que vous ne pouvez pas désavouer, et je ne reconnaîtrai jamais pour roi d'Espagne celui qui le premier a rompu l'alliance qui depuis si long-temps l'unissait à la France, en ordonnant le meurtre des soldats français, lorsque lui-même venait me demander de sanctionner l'action impie par laquelle il voulait monter au trône. Voilà le résultat des mauvais conseils auxquels vous avez été entraîné ; vous ne devez vous en prendre qu'à eux.

"Je n'ai d'engagemens qu'avec le roi votre père ; c'est lui que je reconnais, et je vais le reconduire à Madrid, s'il le désire."

Le roi Charles IV répliqua vivement : "Moi, je ne veux pas. Eh ! qu'irais-je faire dans un pays où il a armé toutes les passions contre moi ? Je ne trouverais partout que des sujets soulevés ; et, après avoir été assez heureux pour traverser sans pertes un bouleversement de toute l'Europe, irai-je déshonorer ma vieillesse en faisant la guerre aux provinces que j'ai eu le bonheur de conserver, et conduire mes sujets à l'échafaud ? Non, je ne le veux pas ; il s'en chargera mieux que moi." Regardant son fils, il lui dit : "Tu crois donc

* Elle s'approcha de lui en levant la main comme pour lui donner un soufflet.

qu'il n'en coûte rien de régner ? Vois les maux que tu prépares à l'Espagne. Tu as suivi de mauvais conseils, je n'y puis rien ; tu t'en tireras comme tu pourras ; je ne veux pas m'en mêler, va-t'en."

Le prince sortit, et fut suivi par les Espagnols de son parti, qui l'attendaient dans la pièce à côté.

Il aurait fallu voir comment, après cette scène, les Espagnols qui avaient accompagné le prince des Asturies étaient soumis et humbles devant le père, dont ils parlaient si mal avant son arrivée ; ils auraient baisé la terre sous ses pas.

L'empereur resta encore un gros quart d'heure avec le roi Charles IV, et revint à Marac à cheval. Il n'allait pas vite, comme il en avait la coutume. En chemin, il nous disait : "Il n'y a qu'un être d'un naturel méchant qui puisse avoir eu la pensée d'empoisonner la vieillesse d'un père aussi respectable." En même temps, il donna ordre à un officier d'aller dire au prince de la Paix qu'il désirait qu'il vînt à Marac. Ce fut ce même jour qu'il conclut tout ce qui concernait le prince des Asturies et son frère don Carlos, ainsi que leur oncle l'infant don Antonio, qui, étant tous trois ennemis du roi Charles IV, ne purent plus rentrer en Espagne ; on s'occupa de leur sort.

On négocia de même avec le roi Charles IV ; il ne voulait point rentrer en Espagne, du moins il le manifestait ouvertement. D'ailleurs il n'y serait rentré qu'avec le prince de la Paix, auquel il était accoutumé depuis un grand nombre d'années, et celui-ci ayant beaucoup de vengeances à exercer et de ressentimens à redouter, il y aurait eu nécessairement des scènes sanglantes ; l'un et l'autre en redoutaient les suites. On fut quelques momens indécis ; puis enfin le roi Charles IV demanda un asile en France à l'empereur, et lui céda tous ses droits sur l'Espagne. Le même acte fut donné par les deux infans.

CHAPITRE XXV.

Titres des Bourbons d'Espagne à la couronne.—Politique de l'empereur.—Convocation des notables.—L'insurrection se propage en Espagne.—Les Bourbons abdiquent.—Dispositions militaires.—Arrivée de Joseph Napoléon à Bayonne.—Coup-d'œil sur son administration à Naples.—Constitution de Bayonne.

Je ne veux point ici entrer en discussion sur la légalité ou l'illégalité de ces deux actes ; je ne veux pas même examiner si un grand nombre d'Etats en Europe n'ont pas perdu leur constitution, leur gloire et leur nom par suite d'actes semblables appuyés par la force : je ne veux que raconter ce dont j'ai été le témoin, ou ce que j'ai appris d'une manière positive. Je pourrais cependant faire remarquer que, lorsque Louis XIV entreprit de mettre son petit-fils sur le trône d'Espagne, il n'avait de droits que ceux que la terreur lui avait donnés, et sa puissance pour faire valoir le testament que les menaces et l'habileté du duc d'Harcourt avaient arraché à Charles II. Le roi d'Espagne ne se décida en faveur du duc d'Anjou, préférablement à l'archiduc Charles d'Autriche, que dans la vue d'éviter le morcellement de l'Espagne et le partage de ses Etats, que Louis XIV avait successivement négocié avec le roi d'Angleterre, les Etats de Hollande et l'empereur d'Allemagne.

Le duc d'Anjou fut reconnu roi d'Espagne par la France et ses alliés : mais l'empereur Napoléon réunissait alors une puissance morale et physique plus considérable que celle qu'avait Louis XIV dans ce moment-là surtout. A la vérité, Charles II ne déshéritait personne, et une partie de la nation espagnole se déclara en faveur du duc d'Anjou ; l'Autriche néanmoins éleva des prétentions, les fit valoir par les armes,

et une autre partie de la nation espagnole se déclara pour elle. La légitimité des droits des prétendans fut donc soumise au sort des batailles. Cette longue guerre fut chanceuse, et Philippe V fut obligé de sortir de Madrid plusieurs fois.

Si la mort de l'empereur d'Allemagne, qui survint, n'eût pas fait appeler l'archiduc Charles au trône impérial, et n'eût par là désintéressé la portion de la nation espagnole qui avait pris parti pour lui; enfin, si ce même archiduc Charles eût été vainqueur, que serait devenu le testament de Charles II? Sans doute l'archiduc Charles aurait régné, et aurait, malgré le testament de Charles II, apporté le trône d'Espagne dans la maison d'Autriche, qui serait devenue héritière légitime de la souveraineté d'Espagne et des Indes, ainsi que l'était Charles-Quint, et on eût dit que Louis XIV n'était qu'un ambitieux, un usurpateur, etc., etc., et on ne lui aurait pas fait grâce de toutes les intrigues qui ont dû être employées pour arracher le testament de Charles II. La légitimité n'eut donc d'autre source que la victoire. Que faut-il conclure de ce qu'il est arrivé le contraire? Rien, sinon que Louis XIV a été heureux par l'effet d'une mort qui l'a dispensé d'avoir à construire depuis le port de Cette, en Languedoc, et depuis Perpignan jusqu'à Bayonne, une ligne de places fortes semblables à celles qu'il faisait élever en Flandre, et en un mot, qui le mit dans une position meilleure que celle où François 1er s'était trouvé. La même nécessité se reproduisait dans ce cas-ci pour la France: à la vérité, le trône d'Espagne ne courait aucun risque de passer dans la maison d'Autriche; mais celui de France pouvait repasser dans la maison d'Espagne, dont le trône était occupé par une famille avec laquelle il y avait encore moins de possibilité de rapprochement qu'il ne pouvait y en avoir entre l'Autriche et la France. Il est encore vrai de dire que cette famille avait des héritiers: la difficulté était bien là; mais fallait-il,

pour des intérêts individuels, compromettre l'harmonie qui confondait les deux nations, lorsque cette même considération avait été, un siècle auparavant, le motif de la détermination qu'avait prise le roi Charles II de transmettre son héritage à la maison de France ?

Ce n'était ni par amour pour elle, ni par conviction de ses droits à sa succession, qu'il l'avait fait : c'était par amour pour ses peuples, auxquels il ne voulait pas léguer pour héritage, en mourant, une guerre perpétuelle avec la France, qui aurait toujours eu un avantage sur eux, ou enfin, parce qu'il était convaincu qu'en s'entredétruisant toutes deux, elles auraient servi la cause de leurs ennemis. Ce sage monarque savait sans doute que les souverains sont souvent moins disposés à sacrifier leurs sentimens personnels à l'intérêt des peuples qu'ils gouvernent, qu'à employer les efforts de ces mêmes peuples à servir leurs vengeances et leurs ressentimens particuliers.

L'empereur sentait néanmoins la faiblesse des deux titres qui le mettaient en possession de l'Espagne. Il voyait bien qu'ils n'avaient d'effet réel que de rendre le trône vacant, et par la raison que lui-même n'était pas monté sur celui de France sans l'assentiment de la nation, il voulait faire intervenir la nation espagnole dans le choix du monarque qu'il voulait faire succéder aux princes de la maison de Bourbon. C'est encore dans cette circonstance qu'il fut mal secondé, et c'est encore une de celles où M. de Talleyrand lui aurait été le plus utile.

L'empereur, faisant tout lui-même, envoya sur-le-champ un courrier à son frère le roi de Naples, en lui mandant de venir sur-le-champ à Bayonne, et en même temps il fit donner ordre en Espagne* qu'on envoyât également à Bayonne, de chaque province et du gouvernement, une députation des

* Le ministère espagnol à Madrid obéissait au lieutenant général du royaume nommé par Charles IV, et c'était le grand-duc de Berg.

hommes les plus considérables, tant dans le clergé que dans le civil et le militaire : il voulait en faire une junte avec laquelle il se serait expliqué sur la politique qui le forçait à se mêler de leurs affaires intérieures ; c'était par eux qu'il voulait éclairer les Espagnols, et ôter de leur esprit l'idée qu'il avait le projet de conquérir l'Espagne. Il voulait, au contraire, leur démontrer que leur sécurité pour l'avenir serait bien plus assurée sous un monarque dont le premier intérêt personnel serait de repousser toute insinuation perfide qui aurait pour but une séparation des intérêts de la nation d'avec ceux de la France, parce que le premier effet qui en résulterait serait la perte du trône pour le monarque, qui ne manquerait pas d'être sacrifié par l'intrigue même qui serait parvenue à le séduire. L'unique but de l'empereur était de lier indissolublement l'Espagne à la France par des principes uniformes de gouvernement et par les mêmes intérêts.

Le pays est géographiquement la continuation du sol de la France : il n'a de communication qu'avec elle ; au bout ce sont les colonnes d'Hercule, enfin, il n'y a plus de Pyrénées. L'immense étendue de ses côtes le rend vulnérable de ce côté, la proie de l'Angleterre sous une mauvaise administration, et formidable sous une bonne.

Dans le système de l'empereur, comme dans tout autre temps, il était dans l'intérêt de la France de mettre l'Espagne au niveau de la civilisation, de lui donner des institutions qui l'attachassent à nous, et d'extirper les causes du cancer qui la ronge. Sous ce rapport, l'empereur faisait un acte de la plus haute politique en même temps qu'une grande et bonne action : tout le mal a été dans la forme ; on a brusqué le dénoûment de l'affaire, et on n'a pas assez ménagé l'amour-propre national.

Si Charles IV et son fils eussent convenu à ce grand projet, il les aurait gardés pour s'aplanir des difficultés ; mais indépendamment de ce que l'état de dénûment de l'Espagne pré-

venait peu en leur faveur, il reconnut, en les voyant, qu'il ne pouvait rien faire avec eux, et sentit de même qu'il n'y avait qu'un homme lié à lui par des liens de parenté, ou par le baptême du sang, qui pût réaliser un plan qui aurait eu l'assentiment de tous les Espagnols éclairés, et même de la noblesse.

L'empereur ne s'attendait pas à trouver fondue dans la nation une moinaille toute-puissante par ses relations dans chaque famille, car il n'y en avait pas une, dans toutes les classes, qui n'eût un membre prêtre ou moine, qui était le mentor, le suprême régulateur de ses sentimens. Ce sont tous des hommes ignorans, sans éducation, et qui, par leurs vices et leurs défauts, s'ingèrent bien mieux avec la population que nos prêtres, qui ont tous fait quelques études, et sont soumis à une discipline que ne subit pas, en Espagne, cette milice ignoble, intolérante, superstitieuse, et ennemie furibonde de toute amélioration. Cette milice est la seule cause de l'exaltation des Espagnols : elle n'a eu qu'un mot d'ordre à donner pour exciter au plus haut degré les esprits contre un ordre de choses qui allait amener la destruction de tout ce qui favorisait la fainéantise et ses jouissances ; elle seule en fanatisant les peuples, renversa les projets de l'empereur. Les Espagnols les plus à l'abri de ces entraînemens ont reconnu de suite que la lutte était inutile ; ayant peu d'espoir dans nos succès, et témoins de l'influence des moines, ils se sont retirés et ont fini par suivre le torrent. Le sang africain coule encore dans les veines des Espagnols, séparés des Européens ; leur union avec nous aurait retrempé leur caractère et leurs mœurs, aurait achevé leur civilisation, et, par suite, porté le coup de grâce à l'Angleterre ; mais l'on sait combien cette puissance est habile à manier les élémens de discorde.

L'empereur voulait enfin entretenir cette junte du besoin qu'avait l'Espagne d'adopter quelques principes libéraux, afin de la mettre plus en harmonie autant avec la France qu'avec les autres puissances de l'Europe, dont elle différait trop par

la distance énorme à laquelle elle était restée. Cette junte devait ramener le roi Joseph en Espagne, après avoir pris connaissance de tout ce qui s'était passé à Bayonne entre l'empereur et Charles IV. Indépendamment de cette mesure, les cortès du royaume devaient être assemblées à Madrid, et procéder constitutionnellement à l'élection du nouveau roi. On n'aurait pas eu grand'peine à faire réussir cette élection : le roi Joseph était avantageusement devancé par la réputation de ses qualités personnelles et par la bonne administration qu'il avait établie dans le royaume de Naples ; de plus, il apportait avec lui des améliorations constitutionnelles qui, depuis longtemps, étaient tellement désirées par la nation espagnole, qu'il serait devenu en peu de temps l'objet de l'amour de ce peuple. Comment tout cela n'a-t-il pas eu lieu ? C'est ce que je vais dire.

Peu de jours après que l'insurrection de Madrid eut éclaté, il s'en manifesta de semblables à Valence, à Cadix, en Andalousie, en Aragon, en Estramadure et à Santander, sur la côte de Biscaye. Les ordres du prince Ferdinand étaient arrivés sur tous ces différens points, où le fanatisme aveugle des prêtres et de la noblesse mit tout en armes contre nous. L'empereur ne s'attendait pas à cela ; il n'avait en Espagne, comme je l'ai dit, que peu de troupes, encore étaient-elles moins propres à être mises en mouvement que suffisantes pour appuyer un parti qui se serait indubitablement déclaré pour ce que l'on voulait faire, si on avait mieux agi dans cette entreprise, et qu'il ne fût pas survenu des incidens qu'on ne pouvait prévoir.

Non seulement il fallut faire marcher les médiocres troupes que nous avions vers les points importans qui, par leur population, influent sur une grande étendue de pays ; mais indépendamment de ce que nous n'en retirâmes rien, c'est que ces mêmes lieux insurgés n'envoyèrent aucun député à

Bayonne. Le temps se passait et n'amenait point d'amélioration : il ne put venir à Bayonne que les députés des quartiers que nous occupions ; cela était bien quelque chose, puisqu'ils étaient environ cent vingt, en y comprenant les Espagnols qui étaient venus avec Charles IV et les deux infans. Le témoignage de tout ce monde aurait produit quelque chose ; mais on verra comment il demeura sans aucun effet.

L'empereur, pour éviter des embarras et des scènes désagréables qui auraient eu lieu journellement à l'arrivée de tous ces députés à Bayonne, fit hâter ce qui concernait tant le roi Charles IV que les infans. Le roi partit le premier pour Compiègne ; il avait préféré cette résidence, parce qu'on lui en avait beaucoup parlé sous le rapport de la chasse, qu'il aimait passionnément. Les infans partirent après pour Valençay. Comme l'empereur fut surpris lui-même par ce dénoûment, il ne sut quelle résidence leur donner. Il demanda à M. de Talleyrand son château de Valençay, et lui écrivit de s'y rendre lui-même pour recevoir les princes, et leur tenir compagnie tant qu'ils le trouveraient bon. Il n'y eut que le prince de la Paix avec un ou deux Espagnols qui suivirent Charles IV. M. de San-Carlos et Escoiquiz furent aussi les seuls qui n'abandonnèrent pas le prince des Asturies ; M. de l'Infantado, Cevallos et autres restèrent à Bayonne pour attendre le nouveau roi. Il se passait huit ou dix jours entre le départ de Charles IV et des infans, et l'arrivée à Bayonne du roi Joseph. Pendant ce laps de temps, l'empereur ordonna, en Espagne, les mouvemens de troupes qu'il croyait nécessaires au maintien de la tranquillité. Il fit envoyer le maréchal Moncey à Valence avec une division de son corps d'armée, et porter le général Dupont avec une division en Andalousie.

D'après les rapports du grand-duc de Berg, qui avait

envoyé des officiers sur tous les points de l'Espagne où nous n'avions pas de troupes, et même jusqu'aux îles Baléares et à Ceuta en Afrique, il crut pouvoir compter sur les sentimens du général Castaños, ainsi que sur les troupes qu'il commandait au camp de Saint-Roch, vis-à-vis de Gibraltar. L'illusion du grand-duc de Berg nous coûta cher.

Le maréchal Bessières, qui commandait à Burgos, fut chargé de contenir l'insurrection des Gallices, et de faire en même temps un détachement sur Santander, où l'évêque s'était mis à la tête de la population armée.

L'on organisa à Bayonne un petit corps de troupes que l'on fit marcher vers Saragosse, sous les ordres du général Lefebvre-Desnouettes. Tous ces différens mouvemens s'exécutaient, lorsque le roi Joseph arriva à Bayonne. L'empereur alla à sa rencontre jusqu'à plusieurs lieues de la ville ; je l'accompagnai ce jour-là. Il fit monter son frère dans sa calèche, et le mena à Marac, sans s'arrêter au logement qui lui était préparé à Bayonne. Les Espagnols qui étaient dans cette ville, tant ceux qui étaient attachés à Charles IV qu'aux infans, ainsi que les députés qui y étaient déjà arrivés, avaient été prévenus, par le ministre des relations extérieures, de l'arrivée du roi à Marac : tous s'y trouvèrent une heure avant qu'il y arrivât. Ce prince quittait à regret le royaume de Naples, où il commençait à jouir de tout le bien qu'il avait fait dans ce pays, et des immenses améliorations qu'il y avait opérées. La renommée de quelques actes de son administration, qui s'était répandue en Espagne, avait disposé favorablement les Espagnols en sa faveur. Ce règne très court, qui fit prendre au royaume de Naples une face nouvelle, est si peu connu, que mes lecteurs me sauront gré de leur en tracer une esquisse rapide.

Lorsque le roi Ferdinand, comblant la mesure de tant de violations de la foi jurée, recevait une armée anglo-russe

dans ses Etats, il ne s'était pas écoulé six semaines depuis qu'un traité de neutralité avec la France avait été ratifié par lui.* A cette nouvelle, le roi Joseph fut envoyé pour prendre le commandement d'une armée destinée à punir cette inconcevable défection, en prenant possession du royaume de Naples. A l'approche de l'armée française, les Anglais et les Russes s'étaient retirés en Calabre, où ils essuyèrent plusieurs défaites, entre autres celle de Campotenese, qui les décida à se rembarquer. Le roi Ferdinand avait passé en Sicile, laissant ses Etats à la discrétion du vainqueur. Le prince Joseph fit son entrée à Naples, où il fut reçu avec enthousiasme. Son premier soin fut d'y organiser un gouvernement. Une partie de l'armée française, sous le commandement des généraux Saint-Cyr et Reynier, fut dirigée sur la province des Abruzzes, la Pouille, Tarente et sur la Calabre ; le maréchal Masséna fut chargé de garder Naples et de presser le siége de Gaëte. Après avoir fait ces dispositions, le prince Joseph partit pour visiter les différentes provinces, et surtout la Calabre, pays infesté de brigands, et habité par une population aussi sauvage que ses montagnes, s'arrêtant dans tous les villages, entrant dans les églises où le peuple se précipitait en foule, et partout accueilli par les acclamations de toutes les classes.

Forcé de remettre à un autre temps l'expédition projetée contre la Sicile, le prince Joseph continua son inspection, interrogeant les administrations sur leurs besoins, et les peuples sur leurs sujets de plaintes ; recueillant des notes et des mémoires ; faisant lever des plans pour l'établissement de nouvelles routes, de ponts, et entre autres celui d'un canal de

* Le 8 octobre 1805, le roi de Naples avait ratifié, à Portici, le traité de neutralité conclu le 21 septembre précédent par son ambassadeur à Paris, et le 20 novembre suivant, une escadre anglo-russe débarquait à Naples 12,000 hommes de troupes.

communication entre les deux mers. Ce projet, que le temps ne permit pas d'exécuter, devait puissamment contribuer à la civilisation de la Calabre.

La nouvelle de son élévation au trône de Naples lui était parvenue au fond de cette province. A son retour à Naples, il y fut reçu avec de nouveaux transports; les malheureux Napolitains, en proie à l'anarchie et décimés par la vengeance, levaient les mains vers leur libérateur, et le début du nouveau roi lui donnait la confiance d'un heureux avenir.

Une des premières mesures du roi fut de former un conseil d'Etat, auquel il appela les hommes les plus distingués que lui signalait la voix publique, sans distinction de rang ni de parti, et qui le secondèrent avec zèle dans le travail des réformes et des créations auquel il se livra avec ardeur.

La féodalité, qui tenait le peuple dans une dépendance servile de quelques familles, et que soutenait l'esprit de superstition, fut abolie de l'aveu des nobles, qui se prêtèrent à cette réforme : ceux-ci furent remboursés de leurs droits de propriété par des cédules acquittables sur le produit de la vente des biens nationaux. Les ordres monastiques furent supprimés; le produit de la vente des biens qui en provenaient pourvut aux besoins du trésor public, et contribua à la fondation de colléges et d'autres établissemens d'instruction. Trois abbayes célèbres, entre autres celle du Mont-Cassin, où étaient rassemblées des collections précieuses de manuscrits et d'anciennes chartres furent conservées; mais le nombre des religieux fut réduit à celui nécessaire pour la conservation de ces archives.

Les moines réformés qui étaient propres à l'instruction ou à propager l'étude des sciences, reçurent une destination conforme à leurs talens; d'autres furent envoyés comme curés dans les campagnes; quelques uns furent réunis dans des établissemens formés sur le modèle du Saint-Bernard, pour veiller à la sûreté des voyageurs dans les montagnes de la Calabre

et des Abruzzes, qui sont couvertes de neige pendant la plus grande partie de l'année.

Les religieux que l'âge ou les infirmités condamnaient au repos furent réunis et alimentés dans de grands établissemens formés à cet effet.

Le peuple et même les classes élevées croupissaient dans l'ignorance. L'instruction publique excita la sollicitude du roi: de nouvelles écoles normales furent créées, et dans chaque commune on vit s'élever des écoles primaires pour les deux sexes. Trente écoles furent établies dans les différens quartiers de Naples, et l'enseignement y était gratuit.

Chaque province eut un collége et une maison d'éducation de filles; une maison centrale fut fondée à Averse pour recevoir les filles des officiers et des fonctionnaires publics, sous la protection de la reine. A la fin de chaque année, un concours était ouvert pour l'admission, dans cette maison, des élèves les plus distinguées des maisons d'éducation des provinces.

Des chaires, depuis long-temps vacantes dans les différentes facultés des lettres ou des sciences, furent rétablies. Une académie royale fut fondée sur le modèle de l'Institut de France. Les deux conservatoires de musique furent réunis en un seul, qui reçut une meilleure organisation. L'usage infâme de la castration fut aboli. L'académie de peinture reçut de nouveaux encouragemens; elle comptait douze cents élèves. Les fouilles furent encouragées à Pompéi et dans toute la grande Grèce. Les douanes furent reculées jusqu'aux frontières. Des fabriques d'armes furent établies sur différens points du royaume. L'armée et la marine reçurent un commencement d'organisation. Le recrutement dans les prisons fut aboli. Quatre tribunaux furent institués pour vider les prisons encombrées de malheureux qui y languissaient depuis nombre d'années. Des dotations de biens nationaux furent assignées aux hôpitaux. Une foule de taxes et de contributions de toute

nature, établies sur des bases arbitraires et inégales, disparurent et furent remplacées par un seul impôt foncier qui répartit plus également les charges publiques. L'ordre régna dans les finances.

La dette publique était en partie acquittée, et une caisse d'amortissement, destinée à son extinction, fut créée et dotée. Les fonds assignés au paiement de la dette nationale furent administrés par une direction des domaines : ces fonds furent augmentés par les produits des biens des ordres religieux supprimés, et par ceux des plaines immenses de la Pouille, qui appartenaient à la couronne. Les plaines étaient, depuis les temps les plus reculés, enlevées à l'agriculture, et destinées à la pâture d'innombrables troupeaux qui y affluaient chaque année de tous les points du royaume : ce système nuisait à la culture des terres ; il fut aboli, au grand avantage du trésor public et de l'agriculture.

La maison du Tasse, à Sorrente, fut réparée, et toutes les éditions des œuvres de ce grand poëte y furent réunies sous la garde de son descendant le plus direct, auquel un traitement fut alloué. Cette maison était inaccessible ; une route commode fut pratiquée pour y arriver.

Le roi s'occupa des embellissemens de la ville de Naples. Des réglemens particuliers furent faits pour chaque objet de police. Au lieu de n'être éclairée que par quelques lampes brûlant devant des madones, un système d'éclairage par des réverbères y fut introduit. Sa nombreuse population, adoucie par une administration paternelle, renonça à ses habitudes d'oisiveté et de désordre, et eut des moyens de travail. Des ateliers de lazzaroni furent établis; un emplacement avait été reconnu pour former un village où devaient être employés ceux qui ne pouvaient pas l'être dans la ville; deux mille d'entre eux étaient enrégimentés en compagnies d'ouvriers occupés des travaux des routes.

La moitié de la liste civile, perçue en cédules hypothé-

caires, était employée à acquérir des propriétés nationales dont le roi gratifia plusieurs des officiers de l'armée et de sa cour : ces propriétés entouraient sa principale résidence. Le but de ces largesses était d'inspirer aux seigneurs napolitains le goût de la vie rurale.

Il encourageait les barons dont il traversait les terres à rétablir leurs anciennes habitations, et à se montrer les protecteurs du pays et les amis des pauvres : il s'en faisait accompagner dans ses voyages. Il avait désigné plusieurs grandes maisons, sur les points les plus éloignés de la capitale, pour y passer quelques mois de l'année, et être à même de juger des progrès de ses institutions. Il était accessible à tout le monde, nobles, ministres, officiers, fonctionnaires, dérogeant à l'habitude de ses prédécesseurs, qui se renfermaient dans un petit cercle de favoris. Il prêchait aux nobles la popularité, au peuple les égards pour les propriétaires, qu'il lui montrait disposés à renoncer à des droits dégradans et à des priviléges ruineux. A toutes les classes de la nation, il présentait les Français comme des amis, concourant avec lui à délivrer le pays des entraves qui s'opposaient à sa prospérité. Il recommandait la justice et la modération, employant l'aménité de ses formes et la sagesse de son caractère au succès de ses conseils et de ses exemples.

Des routes carrossables furent ouvertes ou perfectionnées qui traversaient le royaume d'une extrémité à l'autre. La route des Calabres n'était connue que par une contribution destinée à sa confection, et qui n'y était point affectée : cette route fut achevée, et la contribution abolie. Les officiers de la maison du roi qui l'accompagnaient dans ses voyages jouissaient de certains droits à la charge des villes : ces taxes onéreuses furent abolies.

Pendant le court intervalle de temps que Joseph régna à Naples, il fit plusieurs voyages dans des buts d'utilité et d'améliorations qu'il poursuivit sans relâche. Après avoir

chassé les ennemis du royaume et pris Gaëte, dissipé les troubles et les insurrections qui éclatèrent, à plusieurs reprises, dans les Calabres, et pacifié ces provinces par un mélange de sévérité et de douceur, secondé par les gardes nationales que commandaient les plus grands propriétaires, il revenait à Naples, riche des connaissances qu'il avait recueillies sur les besoins et les désirs des peuples, pour donner une nouvelle impulsion aux travaux des ministères et des différentes sections du conseil d'Etat.

Il visita les Abruzzes, trouvant partout les routes couvertes par la population qui y travaillait avec ardeur, et témoignait, par son empressement à exécuter ses ordres, qu'elle comprenait leur utilité, et qu'elle savait que cela était agréable au roi.

Les anciens chefs de bandes venaient voir le roi, qui ne refusait point de les admettre, et avait même avec eux de longs entretiens : il employa plusieurs d'entre eux, et n'eut point lieu de s'en repentir ; d'autres lui amenaient leurs troupes, qu'il incorpora dans des régimens, et qui servirent bien.

Il présidait toujours le conseil d'Etat, et, quoique roi absolu, il ne se décida jamais que par la pluralité des voix. La facilité avec laquelle il parlait l'italien le servait merveilleusement pour démontrer les théories d'administration et de gouvernement dont l'exemple de la France avait prouvé la bonté.

Toutes les améliorations dont le royaume de Naples fut redevable à son nouveau roi furent obtenues par la persuasion et par une fusion habilement ménagée de tous les intérêts. Depuis son arrivée dans le pays, il avait doublé les revenus publics de moitié : la dette, qui était de cent millions, était réduite à cinquante millions, et les moyens d'extinction étaient assurés. Tous les germes de prospérité qui furent

développés sous le règne de son successeur étaient préparés, lorsqu'il fut appelé à Bayonne.

Ces résultats lui avaient concilié l'opinion. Les Espagnols se montrèrent satisfaits de le voir appelé à régénérer leur patrie. "J'ai eu l'honneur d'être présenté au roi, qui est arrivé hier de Naples, mandait confidentiellement Cevallos à son ami Azara, et je crois que sa seule présence, sa bonté et la noblesse de son cœur, qu'on découvre à la première vue, suffiront pour pacifier les provinces, sans qu'il soit besoin de recourir aux armes." Le grand-inquisiteur et tous ses subordonnés étaient pleins de fidélité et d'affection; tous formaient des vœux pour que Joseph, chargé de régir la patrie, trouvât le bonheur dans son sein, et l'élevât au degré de prospérité qu'on devait attendre de lui.

Le duc de l'Infantado alla plus loin encore: "Nous éprouvons une vive joie, dit-il au nom des grands d'Espagne, à Joseph; nous éprouvons une grande joie en nous présentant devant Votre Majesté, les Espagnols espérant tout de son règne.

"La présence de Votre Majesté est vivement désirée en Espagne, surtout pour fixer les idées, concilier les intérêts et rétablir l'ordre si nécessaire pour la restauration de la patrie espagnole. Sire, les grands d'Espagne ont été célèbres long-temps pour leur fidélité envers leurs souverains; Votre Majesté trouvera en eux la même fidélité et le même dévoûment. Qu'elle reçoive nos hommages avec cette bonté dont elle a donné tant de preuves à ses peuples de Naples, et dont la renommée est venue jusqu'à nous."

Je ne sais ce qui mécontenta le duc de l'Infantado; mais, malgré des protestations aussi positives, il ne tarda pas à jouer le scrupule, à insinuer à ses compatriotes des craintes sur ce qu'on allait exiger d'eux. L'empereur en fut informé, et prit de l'humeur, parce que les engagemens de M. de

l'Infantado lui donnaient le droit d'attendre tout autre chose. Si le prince de la Paix avait encore été à Bayonne, j'aurais cru que cela venait de lui ; il n'y était plus, mes soupçons s'arrêtèrent sur M. de Cevallos.

L'empereur voulut donner une verte leçon à M. de l'Infantado ; le roi Joseph s'était retiré dans le cabinet de l'empereur.

M. de l'Infantado fut introduit ; j'étais présent dans le salon, ainsi que plusieurs de mes camarades, lorsque l'empereur lui dit d'un ton sévère : « Monsieur, prétendriez-vous me jouer ou me braver ? N'êtes-vous resté ici que pour entraver au lieu d'aider à la conclusion des affaires de votre pays, dans lesquelles vous m'aviez dit que vous vouliez apporter toute votre influence ? Que signifient les observations d'incompétence par lesquelles vous cherchez à ébranler vos compatriotes ? Vous me prenez donc pour un insensé ? Croyez-vous que c'est avec cent Espagnols qui sont ici que je veux faire reconnaître un roi d'Espagne ? Parbleu ! vous êtes bien abusés, si vous croyez que tous, et vous particulièrement, vous n'aurez pas besoin de mon appui pour vous soutenir près de vos compatriotes. Croyez-vous que je ne sache pas, comme vous, qu'il n'y a que les cortès qui puissent proclamer le roi ? Mais qui est-ce qui peut les assembler ? Voulez-vous que je les réunisse ici ? cela a-t-il le sens commun ? Je veux que vous emmeniez le roi à Madrid, et que, là, vous éclairiez vos compatriotes sur ce que vous avez vu et fait. Je m'en rapporte à la masse des lumières, qui est plus grande en Espagne que l'on ne pense, pour approuver et donner une force nationale à une œuvre fondée sur une politique raisonnable. Votre conduite est d'autant plus étrange, que lorsque je vous ai parlé de tout cela, en vous proposant de vous mettre à la tête des principales affaires de l'Espagne, je vous ai moi-même fait l'observation que si

cela ne vous convenait point je ne le prendrais pas en mauvaise part. Je vous ai offert de rester en France pendant une couple d'années; vous aimez l'étude, vous y passerez le temps nécessaire pour que tout se consolide en Espagne: vous m'avez répondu que non, que vous n'éprouviez aucune répugnance, que vous entreriez avec plaisir dans les affaires de votre pays; que je pouvais disposer de vous, et vous êtes le premier dont j'aie à me plaindre! Il n'y a rien de pire que ce rôle-là; soyez un honnête homme ou un franc ennemi. Je ne vous retiens pas; vous pouvez demander un passeport pour rejoindre les insurgés, je ne m'en offenserai point; mais si vous restez, conduisez-vous bien, parce que je ne vous manquerai pas."

M. de l'Infantado fut fort embarrassé; il protesta contre cette calomnie, et renouvela les assurances de son dévoûment et de sa fidélité à ses engagemens. L'empereur s'apaisa, parce qu'il n'avait grondé aussi fort que pour n'être plus dans le cas d'y revenir, tant avec M. de l'Infantado qu'avec aucun autre Espagnol.

Le moment d'humeur passé, l'empereur causa comme s'il ne se fût point fâché; il fit appeler le roi Joseph, qui fut salué comme roi d'Espagne par M. le duc de l'Infantado, ainsi que par les ministres espagnols, que l'on fit entrer. Il s'entretint un moment avec eux. La curiosité me porta à sortir du salon en même temps qu'eux, pour entendre ce qui se dirait dans la pièce à côté, où tous les députés espagnols attendaient le moment d'être présentés. Je m'approchai de la porte, et aussitôt qu'après le congé donné par le roi aux ministres, elle s'ouvrit, je sortis le premier. La curiosité dévorait tous ceux qui étaient dans le salon; ils questionnaient à droite et à gauche. J'entendis M. de Cevallos dire en français: "Ma foi il faudrait être bien difficile pour ne "pas aimer un roi comme celui-là, il a l'air si doux! il n'y a

" pas à craindre qu'il ne réussisse pas en Espagne, il n'a qu'à " s'y montrer au plus vite."

Le propos que M. de Cevallos tenait devant moi devait me faire croire à sa profession de foi dont il était le cachet, et je fus bien étonné de lire le pamphlet qu'il imprima moins d'un mois après.

Les députés furent introduits dans le salon un peu après que les ministres en furent sortis. Le roi leur parla à tous, et chacun parut content; ils revinrent fort tard à Bayonne. Dès le lendemain, les mêmes Espagnols qui, huit jours auparavant, remplissaient des charges de cour près de Charles IV et des deux infans, commencèrent à faire le même service d'honneur près du roi Joseph.

Les notables espagnols que l'empereur avait convoqués étaient, du moins en assez grand nombre, arrivés à Bayonne; ils étaient chargés de discuter l'acte constitutionnel. Les principales dispositions du projet qu'on leur présenta étaient aussi libérales, aussi judicieuses qu'ils pouvaient le désirer: elles consacraient la division du trésor public et de la liste civile; elles fixaient les bases du pouvoir législatif, précisaient les attributions de l'autorité exécutive, consacraient l'indépendance de l'ordre judiciaire, la liberté individuelle et la liberté de la presse. La propagation des idées libérales, les améliorations qui pourraient contribuer aux progrès de l'agriculture, des manufactures, des sciences, des arts, de l'industrie, du commerce, tout ce qui, en un mot, était de nature à assurer la prospérité de la patrie espagnole était sanctionné. Les notables accueillirent ce projet avec reconnaissance; ils y firent les changemens qu'exigeaient les habitudes locales, et témoignèrent la satisfaction qu'ils éprouvaient de voir enfin leurs droits garantis. Tout marchait; chacun augurait bien de l'avenir.

CHAPITRE XXVI.

Le grand-duc de Berg tombe malade.—Je pars pour Madrid.—Instructions que me donne l'empereur.—Situation des esprits à mon arrivée.—J'envoie au secours de Dupont.—Cuesta marche contre le général Bessières.—Je rappelle le corps qui occupe l'Andalousie.—Dupont conserve sa position.

COMME on vient de le voir, tout allait au mieux à Bayonne; mais il n'en était pas de même en Espagne, et, pour surcroît de contrariété, le grand-duc de Berg fut atteint d'une maladie grave, qui le mit dans l'impossibilité de vaquer aux affaires. L'empereur voulait, avant de faire partir le roi, que les vieux régimens qu'il faisait venir à Bayonne y fussent arrivés, parce qu'ils devaient composer une réserve qui aurait été en même temps la garnison de Madrid et l'escorte du roi. Ces régimens, au nombre de six, faisaient partie de ceux qui étaient revenus en France après la paix de Tilsitt. Cependant, comme il fallait absolument quelqu'un pour suppléer au grand-duc de Berg, et qu'il n'y avait personne à Bayonne, l'empereur m'envoya à Madrid, où je me trouvai dans la plus singulière position où un officier-général se soit jamais trouvé. Ma mission était de lire tous les rapports qui étaient adressés au grand-duc de Berg, de faire les réponses, de donner tous les ordres d'urgence; mais je ne devais rien signer: c'était le général Belliard qui, en sa qualité de chef d'état-major, devait tout opérer. L'empereur avait pris cette disposition, parce qu'il était dans l'intention de faire partir le roi promptement, et qu'il était inutile de rien changer avant son arrivée, époque à laquelle il m'aurait rappelé.

Il me donna des instructions verbales au moment de mon départ; elles portaient en substance qu'il fallait, autant que

possible, calmer les esprits, et que, si je pouvais éviter les désordres, je me ferais beaucoup d'honneur. Il me recommanda de ne pas perdre un moment pour rétablir la communication entre Madrid et le général Dupont, qui avait été envoyé en Andalousie, et duquel on n'avait pas de nouvelles depuis vingt et un jours. Il me dit :

" L'essentiel dans ce moment-ci, c'est d'occuper beaucoup de points, afin d'y répandre ce que l'on voudra inoculer aux Espagnols ; mais pour éviter des malheurs en s'éparpillant ainsi, il faut être sage, modéré, et faire observer une grande discipline. Pour Dieu, ajouta-t-il, ne laissez point piller. Je n'ai encore aucune nouvelle du parti qu'aura pris le général Castaños, qui commande le camp de Saint-Roch. Le grand-duc me dit bien qu'il lui a écrit ; il s'en promet beaucoup de succès, mais vous savez comme il est.

" Il ne faut rien entreprendre au-dessus des moyens des troupes que vous avez : pour des renforts, vous savez où sont ceux que je pourrais vous envoyer : ne vous mettez donc pas dans le cas d'en avoir besoin avant qu'ils puissent arriver. Faites en sorte d'attendre l'arrivée du roi ; répandez le bruit de son départ, que je vais hâter, et alors laissez agir les Espagnols, ne soyez que spectateur ; mais ne négligez rien pour assurer l'exactitude et la rapidité de vos communications : c'est une affaire capitale, soit que l'insurrection fasse des progrès, soit qu'elle se calme. La première chose en tout, c'est de se ménager de bonnes informations."

Je partis, un peu contrarié d'être obligé de retourner en Espagne, parce que je n'augurais rien de bon des affaires de ce pays, et que j'ai toujours eu de la répugnance à prendre part à des dissensions intestines, même lorsque mes propres intérêts politiques auraient dû m'en faire une loi. J'arrivai à Madrid, où je ne vis que des visages inquiets, tant du côté des Espagnols que de celui des Français, et ce ne fut

pas le moindre des obstacles que je rencontrai que de réchauffer tout le monde.

Le grand-duc de Berg partit quelques jours après mon arrivée, et avec lui cette troupe de jeunes gens qui étaient venus sur ses pas briguer les faveurs et les avancemens. On les avait tellement gâtés sous ce rapport, qu'il n'y en avait aucun susceptible de la moindre constance; ils aimaient les roses et les dangers du métier, mais ils en redoutaient les épines.

J'avais eu ordre de m'établir au palais de Madrid, parce que tous les établissemens militaires étaient voisins, et depuis l'affaire du 2 mai on était sur ses gardes. L'état-major de l'armée y était par la même raison, en sorte que l'on avait tout le monde sous la main. Je ne m'en tins pas là : je fis fortifier l'ancien palais du Retiro, où je fis construire un réduit autour de la manufacture de porcelaine, d'où je fis déloger tous les ouvriers. Je réunis dans cette enceinte toutes les munitions de guerre et de bouche de l'armée, avec tous les employés d'administration, généraux, dépôts de troupes, et, en un mot, je ne laissai dans les casernes que ce qui était dans le cas de prendre les armes et de marcher où le besoin le commandait. Je défendis à quelque officier que ce fût de loger ailleurs qu'avec sa troupe, fût-il obligé de se mettre dans la même chambre que les soldats.

Lorsque j'arrivai à Madrid, on n'avait point reçu de nouvelles du général Dupont depuis Cordoue, et l'on ne savait pas où il était. J'envoyai la division Vedel, qui était à Tolède, pour le joindre, et lui fis prendre la même route que celle qu'il avait suivie; en même temps, je profitai de cette occasion pour informer le général Dupont de tout ce qui s'était fait à Bayonne, et de l'état général des affaires en Espagne : je lui disais que sa position en Andalousie n'était plus en harmonie avec l'état des choses, qu'elles avaient changé depuis qu'il était parti pour occuper cette province;

que l'empereur m'avait bien ordonné de l'y laisser, parce qu'il croyait encore que le corps espagnol campé à Saint-Roch, sous les ordres du général Castaños, se réunirait à lui, qu'il me l'avait même mis en ligne de compte dans le nombre des troupes qui devaient se trouver sous ses ordres (à lui Dupont), mais que, si je devais m'en rapporter aux bruits du pays, le corps de Castaños s'était joint aux insurgés ; que j'attendais un rapport pour me décider sur le parti que j'aurais à prendre.

La division Vedel partit, et mit environ sept ou huit jours à pénétrer jusqu'au général Dupont.

Le maréchal Moncey, qui avait été envoyé à Valence avec une seule division, par le chemin horrible des montagnes de Cuença, avait été enveloppé d'un silence absolu, presque depuis son départ ; on n'en avait aucune nouvelle. Je fis marcher une division sous les ordres du général Frère, pour se mettre en communication avec lui. Comme je ne savais à quel point se serait arrêté ce maréchal, je ne pus que faire suivre à la division Frère la route qu'il avait tenue. Ce fut par ce général que j'appris que l'attaque de Valence avait manqué, et que le maréchal Moncey se retirait par Albacette. Sur ce rapport, j'envoyai la division Frère à Saint-Clément, où elle rejoignit le maréchal Moncey.

Pendant que j'étais occupé de ces deux points, ceux qu'occupaient le maréchal Moncey et le général Dupont, le maréchal Bessières, qui était à Burgos, m'informa que le général espagnol Cuesta, qui était capitaine-général de Castille, ou d'Estramadoure, avait jeté le masque, et marchait contre nous, et qu'en conséquence, lui, Bessières, réunissait son corps d'armée et se portait sur Rio-Seco, me priant de le faire appuyer par quelques troupes. Je lui envoyai une brigade d'infanterie avec quatre pièces de canon et trois cents chevaux, qui lui arrivèrent après la bataille, qu'il

gagna à Rio-Seco même sur les troupes espagnoles et les insurgés réunis.

De Saragosse, on me demandait également du renfort, et, qui plus est, l'empereur, après avoir ordonné, de Bayonne, à la division Verdier, qui était à Vittoria, de marcher à Saragosse, m'écrivait encore à Madrid de me mettre en communication avec le corps de Saragosse, en plaçant quelques troupes à Calahorra et Calatayud.

Les communications entre Madrid et Bayonne commençaient à devenir gênées, même irrégulières, de sorte que, quand la réponse à une lettre arrivait, l'état de la question était changé; je voyais, par ce que l'empereur m'écrivait, combien il était dans l'erreur sur notre position, et je pris sur moi de faire à ma tête. Je n'envoyai rien pour me mettre en communication avec Saragosse. C'étaient les Français qui le bloquaient, je me souciais peu d'avoir des nouvelles du siége; si les Espagnols les avaient battus, ils avaient le pays, et j'étais dans l'impuissance de leur envoyer des secours. J'envoyai ordre au maréchal Moncey de ne pas s'occuper d'autre chose que de reposer ses troupes, et de ne songer qu'à être en communication constante avec moi.

J'établis la mienne avec Bayonne d'une manière invariable, et dans cette situation, j'attendis des nouvelles du général Dupont. Mon impatience à cet égard m'avait rendu indifférent à tout; j'en reçus enfin. Le général Vedel s'était mis en communication avec lui, et m'envoyait des lettres du général Dupont lui-même, qui m'apprenait qu'après avoir été jusqu'à Cordoue, il avait été obligé de se retirer à Andujar, où il gardait une tête de pont sur le Guadalquivir; il me rendait compte de l'insurrection de l'Andalousie, et de la part qu'y avait prise le corps du général Castaños, qui était devant lui, ayant quitté les lignes de Saint-Roch, où il était campé auparavant.

La guerre prenait, dans ces contrées, un caractère qu'il était important de faire changer promptement par un succès décisif, et au lieu de cela, nous éprouvâmes un revers désastreux. J'avais prévenu l'empereur que, malgré son instruction, je prendrais sur moi de retirer le corps d'Andalousie, parce que je craignais de ne pouvoir pas le soutenir. Il me répondit que j'avais tort, que je devais l'y laisser, mais bien assurer ma communication avec Andujar, de manière à pouvoir le rappeler au premier moment.

Malgré l'ordre de l'empereur, je persistai dans mon opinion, et tout en prévenant Dupont que l'empereur m'ordonnait de le tenir jusqu'à la dernière extrémité en Andalousie, je prenais sur moi de lui ordonner de l'évacuer sur-le-champ, et de repasser les montagnes, derrière lesquelles il établirait son corps d'armée dans la Manche. Je l'engageais à ne pas se laisser séduire par la gloire d'une opiniâtreté qui était tout-à-fait hors de proportion avec les malheurs qui pourraient en être la suite; je me servis même de cette expression: *Surtout évitez un malheur dont les suites seraient incalculables.*

Ma lettre fut remise au général Dupont par Vedel; il m'en accusa réception, et j'envoyai la copie de l'une et de l'autre à l'empereur.* Il persistait à rester en Andalousie, en m'observant qu'il n'aurait rien à craindre des troupes de Castaños, s'il avait une fois réuni son corps d'armée. Lorsque sa lettre me parvint, les affaires avaient empiré sur les autres points de l'Espagne; les craintes que sa position m'inspirait devinrent encore plus vives.

* Lorsque, par ordre de l'empereur, l'on me demanda des détails sur les ordres que je pouvais avoir donnés au général Dupont, la copie de cette lettre figurait parmi les pièces qui devaient servir à commencer l'information sur la conduite du général Dupont; mais lors du jugement prononcé au conseil d'Etat sur l'exposé de cette affaire, cette pièce avait disparu. Je suis bien aise que cela ait été utile au général Dupont; mais c'est une chose coupable que de servir l'un, en mettant l'autre dans le cas d'être accusé d'imprévoyance.

Je me déterminai à faire partir une troisième division, celle du général Gobert, à laquelle je joignis la seule brigade de cuirassiers qui était en Espagne ; je lui donnai ordre d'aller se poster à Manzanarès, dans la Manche, et de se mettre en communication avec le général Vedel. Je lui remis une lettre qu'il devait faire parvenir au général Dupont. Par cette communication, je prévenais le général que je faisais marcher la division Gobert pour appuyer sa retraite, que je prévoyais devoir être forcée, mais non pour protéger aucune opération en avant de lui, que je lui défendais expressément d'entreprendre ; que conséquemment il ne pourrait appeler cette division à lui que dans le cas où la sûreté des deux qu'il avait déjà serait compromise.

En même temps, j'ordonnai au général Gobert de me prévenir de tous les ordres qu'il recevrait de la part du général Dupont.

Aussitôt qu'il eut atteint les échelons de communication du général Vedel, il envoya ma dépêche au général Dupont, qui lui envoya en retour l'ordre de passer la Sierra-Moréna, et de venir le joindre. J'en fus averti par le général Gobert ; sa lettre me jeta dans une agitation que je ne puis rendre, et qui ne se calmait que par la confiance que j'avais dans la prudence et dans les talens du général Dupont. Néanmoins je ne pus être le maître d'un pressentiment que j'éprouvais ; je me relevai la nuit pour écrire à ce général quatre lignes, par lesquelles je lui ordonnais impérativement de repasser la Sierra-Moréna avec ses trois divisions, et de se mettre au plus vite en communication avec moi. Je priai le général Belliard de faire partir cette lettre sur-le-champ par un officier d'état-major bien escorté, afin que l'on n'eût aucun doute sur son arrivée. Ce fut M. de Fénelon qui fut chargé de cette mission.

CHAPITRE XXVII.

M. de Fénelon est enlevé.—Ses dépêches sont transmises à Castaños.—Faux mouvemens de nos généraux.—Les Espagnols interceptent nos communications.—Le général Vedel culbute l'ennemi.—Inaction de Castaños.—M. Villoutray.—Singulière sollicitude de cet officier.—Position réciproque.—Castaños impose à Dupont.—Capitulation.—Le général Legendre.

Ici commencèrent les malheureux événemens qui ont fait manquer l'entreprise de l'empereur sur l'Espagne: ils ont besoin d'être détaillés.

M. de Fénelon fut pris en descendant de la Sierra-Moréna, dans l'Andalousie; ses dépêches furent portées au général Castaños, pendant qu'il faisait conclure aux plénipotentiaires du général Dupont la première et la plus honteuse transaction qui ait jamais terni l'honneur de nos armes. Voici comment ce malheureux événement arriva.

Le général Dupont était, de sa personne, à Andujar avec une de ses divisions, je crois que c'était celle du général Barbou; il avait un fort poste à Mengibar, sur le Guadalquivir, à quelques lieues au-dessus d'Andujar. Il défendait donc la tête de pont d'Andujar, en même temps qu'il observait le bac de Mengibar, où l'on passe le Guadalquivir. Il avait fait venir la division Vedel à Baylen, sur la route de la Sierra-Moréna à Andujar, à quatre lieues de cette ville, et celle du général Gobert à la Caroline, à quatre lieues plus en arrière,* c'est-à-dire que les trois divisions, n'étant qu'à quelques lieues l'une de l'autre, pouvaient, au besoin, être réunies dans le même jour.

Nous étions à la mi-juin: la chaleur était excessive, surtout en Andalousie. Les Espagnols vinrent attaquer la tête de

* Les lieues d'Espagne sont beaucoup plus fortes que celles de France.

pont d'Andujar, je crois le 14 ou le 15 de juin, et en même temps passèrent à Mengibar avec quelques troupes. Le général Dupont envoie ordre au général Vedel, qui était à Baylen, de marcher à la défense du passage de Mengibar, d'où il retirait les troupes qui y étaient postées, en ayant besoin à Andujar, où il était attaqué; et en même temps il donna ordre à la division Gobert de s'approcher depuis la Caroline, où elle était, jusqu'à Baylen, d'où venait de partir la division du général Vedel. Ce mouvement fut bien fait.

Cette première attaque des Espagnols fut insignifiante; mais le lendemain elle se renouvela, et parut vouloir devenir sérieuse.

Le général Dupont appela à Andujar la division Vedel, qu'il avait envoyée la veille de Baylen à Mengibar, et elle dut quitter ce dernier point au moment où les Espagnols faisaient mine de passer le fleuve; heureusement que Vedel y laissa environ une brigade aux ordres du général Liger-Belair: ce fut ce dernier qui appela le général Gobert à son secours. Le général Dupont avait donné ordre à la division Gobert, qui se trouvait à Baylen, de venir remplacer le général Vedel à Mengibar. Le général Gobert trouva les ennemis déjà sur la rive droite du Guadalquivir; il voulut les charger lui-même à la tête d'un escadron de cuirassiers dont il était accompagné, et en payant bravement de sa personne. Il fut tué dans cette misérable affaire. Cet événement, qui n'eût été que de peu d'importance dans toute autre occasion, devint funeste dans celle-ci.

Il fut remplacé dans le commandement de sa division par le général de brigade Dufour, qui se trouvait à la tête de la colonne d'infanterie à quelque distance en arrière, lorsqu'on vint le prévenir que c'était à lui à commander la division; celui-ci ignorait sans doute ce qu'il y avait à faire, quelles étaient les instructions qu'avait reçues le général Gobert, en sorte qu'il fut dupe de tous les rapports qu'on lui fit, entre

autres, de celui par lequel on lui rendait compte que les ennemis l'avaient tourné par la gauche, ce qui était une supposition ridicule, parce qu'il n'y avait à Mengibar qu'un bac insuffisant pour exécuter le passage du nombre de troupes nécessaire à cette opération. Effectivement, la division espagnole qui était à Mengibar (elle était commandée par le général suisse Reding) ne l'effectua pas; et, d'ailleurs, si le général Dufour avait poussé jusqu'à Mengibar, il aurait su s'il avait passé des troupes sur la rive droite du fleuve.

Le général Dufour, abusé par ce rapport, part avec sa division, abandonnant le projet de s'approcher du fleuve, pour aller chercher les ennemis qu'il supposait l'avoir tourné; il reprend la route de Baylen, où on lui apprend, dit-il, qu'ils ont paru à Linarès, se dirigeant vers les montagnes, sans doute pour intercepter les communications avec Madrid. Sur ce nouveau rapport, il part de Baylen pour la Caroline, ayant soin de faire prévenir le général Dupont, qui était encore à Andujar, de son mouvement, ainsi que du motif qui l'avait déterminé.* Celui-ci, toujours au dire de Dufour, non seulement l'approuve, mais il envoie encore à Baylen la division Vedel, qui était avec lui, pour appuyer le général Dufour, qu'il supposait être devant lui, et non pas courant après une chimère dont un bon capitaine de chasseurs à cheval n'aurait pas été dupe.

Le général Vedel arrive à Baylen,† où il passe la journée, et apprend que le général Dufour est en marche sur la Caroline, où il croit trouver l'ennemi. Cela paraissait si positif, qu'il ne vint pas à la pensée du général Vedel d'envoyer une reconnaissance sur Mengibar (il y eût trouvé M. de Reding), présumant que le général Dufour avait eu cette précaution

* Le général Dupont assure n'avoir eu aucune nouvelle de ce mouvement: c'est donc à Dufour de l'expliquer.

† Andujar, Baylen et la Caroline sont distans entre eux d'une marche ordinaire de troupes.

avant de prendre la résolution de marcher à la Caroline avec toute sa division. Comme il avait ordre d'appuyer le mouvement du général Dufour, il prévint le général Dupont que, conformément à son instruction, il allait partir le lendemain avec sa division pour la Caroline. Il envoya sa lettre au général Dupont, qui était resté à Andujar avec la division Barbou.

Cette lettre lui fut portée par un maréchal-des-logis de chasseurs à cheval, accompagné de treize chasseurs, qui partirent le soir de Baylen pour Andujar; ils y arrivèrent de grand matin, et firent bien leur commission. Le général Dupont répond de suite au général Vedel qu'il approuve sa marche pour rejoindre le général Dufour, en le prévenant que lui-même va partir d'Andujar le lendemain 17 pour se réunir à eux. Il envoie cette lettre par le retour du même maréchal-des-logis de chasseurs, qui repassa à Baylen à la pointe du jour, le lendemain du départ du général Vedel. Il n'y avait point encore d'ennemis à Baylen : il continua son chemin vers la Caroline, où il arriva sans coup férir, et remit au général Vedel les lettres du général Dupont.

Comment concevoir que le général Dupont ne soit pas parti de suite le 17, au lieu de remettre son mouvement au lendemain? Il était beaucoup plus qu'autorisé à se retirer, puisqu'il en avait reçu l'ordre de moi. Il était informé de l'état des choses derrière lui, et, qui plus est, en supposant qu'il ait soupçonné que le général Dufour avait été dupe de fausses informations, devait-il ne pas songer qu'en restant à Andujar, il allait se retrouver dans le même embarras qu'avant d'avoir été rejoint par les deux divisions que je lui avais envoyées sur ses instances réitérées? Je ne sais quel motif l'a porté à ne partir que le lendemain du jour où il reçut le maréchal-des-logis de chasseurs que lui avait envoyé le général Vedel; mais voici ce qui en arriva.

Le général espagnol Reding (Suisse de nation) était resté

à Mengibar, et n'avait pas songé à tourner le général Dufour, qui était pour le moins aussi fort que lui, et peut-être plus; aussi se contenta-t-il d'observer le mouvement de Dufour sur la Caroline, sans rien faire qui pût déceler son projet; et, voyant le général Dupont resté seul à Andujar, il passe le Guadalquivir à Mengibar, et vient se placer à Baylen sur la communication entre Dupont et Vedel. Il eut le temps de bien s'établir et de se préparer à recevoir le général Dupont, qui effectivement arriva le matin, ayant marché toute la nuit pour éviter la chaleur, et qui fut fort surpris de trouver à Baylen les mêmes Espagnols qu'il croyait poursuivis par les deux divisions de Dufour et de Vedel.

Il n'y avait pas deux partis à prendre, il se disposa à combattre pour forcer le passage; les Espagnols l'avaient prévu, et avaient, dans tous les cas, leur retraite assurée sur Mengibar. La cannonade s'engagea. On a fait sur cette action toutes sortes de contes, tant sur la manière dont elle fut engagée et conduite, que sur des motifs que l'on avait eus d'employer les meilleures troupes à une autre destination qu'au combat.* La vérité est que les troupes étaient exténuées de fatigue, et que la chaleur les trouva le lendemain dans cet état d'épuisement, sans une goutte d'eau. On ne peut se faire une idée, dans un climat tempéré, de ce que c'est que cette souffrance; il faut l'avoir éprouvée pour en juger. Une autre circonstance à ajouter à cela, c'est que le général Dupont était malade, et que, dans cet état, il n'avait pas la moitié de ses facultés.

M. de Reding sentait sa position mauvaise, parce qu'il n'obtenait point de succès sur des troupes qu'il croyait prendre aussitôt qu'il les aurait attaquées, mais surtout parce que, pendant l'action, on vint le prévenir que les troupes qui

On prétend qu'on les employa à la garde de caissons contenant des objets particuliers qui étaient la propriété de quelques généraux.

avaient pris le chemin de la Caroline (c'étaient Dufour et Vedel) s'étaient mises en marche pour revenir à Baylen, et qu'elles ne tarderaient pas à paraître. M. de Reding se tira habilement de la mauvaise situation où cette circonstance inattendue l'aurait jeté. Il profita du moment où le général Dupont ne pouvait pas encore être informé de la marche des généraux Vedel et Dufour, pour lui envoyer proposer une suspension d'armes, afin d'entrer en accommodement, si cela était possible. Cette proposition convenait d'autant mieux au général Dupont, que le moins qu'il pouvait y gagner était un peu de repos pour ses troupes, qui en avaient grand besoin.

Il accepta, et envoya près du général Reding des officiers pour régler la position des troupes, et les conditions d'un armistice qui fut conclu de suite. Il avait eu aussi la précaution d'envoyer en observation le plus loin possible sur la route d'Andujar, par laquelle il était venu, afin d'être prévenu si le corps espagnol du général Castaños s'approchait, parce qu'il présumait bien que ce général se serait mis à sa poursuite immédiatement après qu'il aurait été averti de son départ d'Andujar.

Il y avait à peine quelques heures que l'on était en armistice, que le général Vedel paraît à la vue des Espagnols de l'autre côté de Baylen, n'ayant que cette ville, que les Espagnols défendaient, entre lui, Vedel, et le général Dupont.

Le général Vedel, voyant les ennemis, attaque de suite, et pousse vivement tout ce qui est devant lui; il fait mettre bas les armes au régiment espagnol de Jaen, le chasse de sa position, en lui enlevant deux pièces de canon qui la défendaient: encore quelques efforts, et il consommait la perte du général Reding, qui, s'il n'avait été pris ou détruit, aurait dû stipuler pour lui dans les conditions qui devaient suivre l'armistice existant, et dont il tira un bien autre parti.

Il envoie, au milieu de l'action, un parlementaire au géné-

ral Vedel, pour le prévenir de ce qui s'était passé entre lui et le général Dupont, avec lequel il était en armistice. Le général Vedel ne veut entendre à rien, et poursuit ses avantages, lorsqu'enfin la persévérance de M. de Reding lui suggéra d'employer le général Dupont lui-même, par lequel il fit intimer au général Vedel de suspendre son attaque, et il le comprit dans l'armistice, en lui envoyant un de ses aides-de-camp, M. Barbara, pour l'obliger à se conformer à ses dispositions. Vedel reçut un second ordre de Dupont, de rendre au général Reding le régiment de Jaen et l'artillerie qu'il avait pris, comme l'ayant été, disait-on, postérieurement à l'armistice conclu entre la division Barbou, avec laquelle Vedel n'avait cependant rien de commun.

Dès que Vedel se vit en communication avec son général en chef, qui lui envoyait des ordres par un officier de son état-major, il s'y conforma : c'était au général en chef à profiter de cette circonstance pour rendre au moins sa position meilleure, s'il ne voulait pas détruire le général Reding, qui resta ainsi à Baylen entre la division Dupont et celles de Vedel et de Dufour, c'est-à-dire au milieu de plus de trois fois autant de monde qu'il n'en avait. Il eut la constance d'y attendre l'arrivée de son général en chef, M. de Castaños, avec lequel il ne pouvait communiquer que par Mengibar et la rive gauche du Guadálquivir; encore Castaños ne serait-il pas arrivé si tôt sans la sottise la plus incroyable qui ait jamais été faite par un officier, quelque médiocre qu'il puisse être; si ce n'était pas une turpitude, cela ne pourrait être qualifié que de trahison.

Dupont avait envoyé un officier d'état-major, M. de Villoutray, sur la route d'Andujar, le plus loin possible, pour être averti de l'approche du général Castaños. Lorsque cet officier reçut les ordres du général Dupont, l'armistice était conclu avec le général Reding. Que croirait-on qu'il fit? Je le donne en mille au plus fin, et vais le raconter comme

il me l'a dit lui-même, lorsqu'il est venu à Madrid me rendre compte du malheureux sort de ce corps d'armée.

Il alla depuis Baylen jusqu'à la première poste sur la route d'Andujar, c'est-à-dire à deux lieues du pays, qui en font à peu près trois de France ; de ce point il pousse encore une reconnaissance un peu plus loin, il n'aperçoit personne, le plus grand silence régnait autour de lui, lorsqu'il entend le canon qui recommence à tirer à Baylen, ainsi que la mousqueterie. Il ne lui vient pas dans l'esprit que ce canon pouvait être celui du général Vedel, qui serait revenu de la Caroline au bruit de celui du général Dupont, qui avait dû s'entendre toute la matinée de Baylen à la Caroline, et qui avait dû déterminer Vedel à revenir sur ses pas.

Il ne lui vint pas non plus dans l'esprit que ce pouvait être le général Dupont qui essayait de nouveau de forcer le passage, ou qui se défendait contre une perfidie dont on aurait voulu le rendre victime dans sa mauvaise position ; et au lieu de revenir à toutes jambes à Baylen prévenir le général Dupont de ce qu'il avait observé, et lui dire que dans tout état de choses, il avait au moins cinq ou six heures avant d'entendre parler de M. de Castaños, à la rencontre duquel il aurait pu d'ailleurs être envoyé une seconde fois, si cela eût été nécessaire, cet officier imagine tout le contraire : il va à la rencontre de M. de Castaños, qu'il trouve à Andujar, se disposant à partir pour Baylen. Peut-être même avait-il déjà commencé son mouvement ; mais il ignorait complétement ce qui se passait à Baylen, il n'avait pas encore reçu la dépêche du général Reding qui lui en rendait compte.

Ce fut cet officier du général Dupont qui le mit officieusement au courant de tout ce qui était arrivé, et qui lui dit qu'on l'attendait pour traiter de l'évacuation de l'Andalousie par les troupes françaises. M. de Castaños apprenant l'état des choses et la position malheureuse du général Dupont, ne se fait pas prier plus long-temps de partir, et il amène son

armée au plus vite pour augmenter les embarras dont le général Dupont ne savait déjà plus comment sortir.

Je laisse le lecteur juge de cette sottise comme de ce qui aurait pu arriver à la division Reding, si cet officier, au lieu d'aller chercher Castaños, fût venu dire à Dupont sur combien d'heures il pouvait compter avant d'être attaqué par la route d'Andujar, sur laquelle il avait été jusqu'à cinq lieues sans trouver personne. Vedel et Dufour étaient arrivés, et Dupont pouvait prendre d'abord toute la division Reding, et écraser ensuite le corps de Castaños, sur lequel il aurait eu une supériorité numérique hors de toute proportion.

L'arrivée de M. de Castaños rendait affreuse la position de la division Barbou, avec laquelle se trouvait Dupont. Les Espagnols s'attachèrent à empêcher la communication entre elle et celles de Vedel et de Dufour, parce que cette division allait devenir le gage de tout ce qu'ils se proposaient d'exiger. Je ne fais nul doute que, si le général Dupont avait eu ses trois divisions rassemblées, comme il pouvait et aurait dû les avoir sans les fautes de ses généraux ; je ne fais nul doute, dis-je, que malgré son état maladif, le général Dupont aurait mal mené Castaños et Reding ; mais dans la malheureuse position où l'avait mise l'ineptie de ceux qui exécutaient sous lui, il ne pouvait guère faire mieux que de chercher à traiter.

Il avait par hasard avec lui le général Marescot, premier inspecteur-général du génie, que l'empereur avait envoyé en reconnaissance dans l'Andalousie, et qui, pour sa sûreté personnelle, s'était réuni au corps du général Dupont ; ce fut lui qu'il chargea d'assister aux conférences avec le général Legendre et d'autres officiers. Elles s'ouvrirent à Baylen, chez le général Castaños, qui avait de même avec lui quelques officiers-généraux espagnols. Les plénipotentiaires du général Dupont demandaient le libre passage par la Sierra-Moréna, pour revenir à Madrid avec tous les corps d'armée. Ils n'avaient pas autre chose à demander, et les Espagnols n'a-

vaient d'avantage de position sur le général Dupont que de tenir la division Barbou séparée de celles des généraux Vedel et Dufour, par la position qu'avait prise, à Baylen, le général Reding, lequel pouvait aussi être considéré comme coupé du général Castaños par la position même de la division Barbou, qui le séparait de ce général. Il n'y avait donc pas plus de motifs pour imposer à la division française du général Barbou des conditions que l'on aurait pu imposer, et que cependant l'on n'imposa point à la division espagnole de Reding, qui était dans le même cas, c'est-à-dire qu'il n'y avait pas même le cas d'une négociation, et il fallait avoir perdu la tête pour se conduire comme l'ont fait les généraux français qui étaient là présens. Par une absurdité sans exemple, il fut posé en principe que les Français demandaient, et que c'était aux Espagnols à accorder ou à refuser, et pas une voix ne se fit entendre pour faire l'observation dont je viens de parler.

Cependant M. de Castaños ne manqua pas de considérer que sa division Reding était, pour le moins, aussi compromise que l'était la division Barbou, et qu'en dernière analyse le combat qui avait eu lieu entre ces deux divisions, n'avait eu aucun résultat ; il n'y avait point eu de perte d'artillerie, ni de bataillons pris,* ni enfin aucun de ces événemens qui marquent le succès ou l'infériorité. Il considérait, en outre, que le corps de Dupont, réuni, lui serait supérieur par sa nombreuse cavalerie et son artillerie, et sa réunion était infaillible au bout d'une demi-heure d'efforts de la part du général Vedel, auquel il ne pouvait pas s'opposer, et qui était impatient de combattre. Il n'y avait pas cinq cents toises entre les postes de Vedel et ceux de Barbou. Il était bien, il est vrai, de sa personne à Baylen, chez le général Reding, mais il avait à traverser la division Barbou, pour

* Vedel avait pris, au contraire, le régiment espagnol de Jaen : à la vérité, il avait reçu ordre de le rendre.

rentrer à son corps sur la route d'Andujar, et il craignait que, si l'on se séparait sans rien conclure, on eût vent de la supercherie, qui n'aurait pas manqué de tourner contre lui. Il préféra donc ne pas gâter la bonne affaire que la fortune lui présentait, en voulant obtenir trop. En conséquence, il consentit un libre passage par la Sierra-Moréna, de tout le corps qui était en Andalousie; l'acte en fut dressé et signé sur-le-champ.

Tout était terminé, lorsqu'on apporta à Castaños les dépêches prises sur le jeune M. de Fénelon, que j'avais ordonné que l'on fît partir de Madrid, pour porter au général Dupont la lettre dans laquelle je donnais à ce général l'ordre impératif de quitter l'Andalousie pour ramener son corps d'armée sur Madrid, en me faisant connaître l'itinéraire de sa marche, et s'il était suivi par les Espagnols, afin que je pusse aller à sa rencontre avec tout ce que j'avais de troupes disponibles.

M. de Castaños, ayant lu cette dépêche, appela successivement dans une pièce voisine les plénipotentiaires du général Dupont, et leur ayant fait lire la lettre que j'écrivais au général Dupont, il leur dit: "Messieurs, je venais "de vous accorder le retour à Madrid, par la Sierra-Moréna, "pour vous et les troupes sous vos ordres; je suis bien "fâché du contre-temps qui survient, mais voilà une lettre "de votre général en chef qui ordonne au général Dupont "de revenir à Madrid, et je dois m'y opposer; en consé-"quence, je change de résolution, et nous allons parler "d'autres arrangemens." M. de Villoutray, qui était présent, m'a rapporté mot pour mot ma lettre, qu'il m'a dit avoir lue entre les mains du général Castaños, avoir bien reconnu mon écriture, et l'avoir certifié aux généraux Marescot, Legendre, Pannetier, et à tout ce qui était là de Français.*

* M. de Villoutray était écuyer de l'empereur; il avait témoigné le désir de servir militairement, et on l'avait envoyé en Espagne,

Il n'y avait donc plus de doute que c'était moi qui avais écrit et ordonné que l'on se retirât sur Madrid. Peu importe par quelle voie mes intentions avaient été connues, on avait reconnu mon écriture et ma signature, conséquemment on était obligé de faire au moins tout ce qui aurait été possible pour exécuter ce que je commandais, à moins d'en être empêché par une force et des événemens majeurs. Or, ce que je prescrivais était précisément les conditions qui venaient d'être accordées par le général Castaños. On les avait obtenues avant de connaître ma lettre; et pourquoi? parce que le général Castaños avait cru ne pouvoir accorder moins à un corps d'armée qui était en état de se mesurer avec lui, et même de le battre. Ma lettre ne diminuait rien de la force du corps du général Dupont, qui était encore, après cette circonstance, ce qu'il était avant qu'elle survînt; elle ne changeait donc rien à sa situation; elle lui imposait au contraire le devoir de recourir aux armes, si le hasard avait fait qu'il eût obtenu moins que ce que j'ordonnais que l'on fît, puisqu'il avait encore son corps entier, lorsqu'il connut les ordres que je lui envoyais; et il faut avoir fait un singulier raisonnement en partant de cette lettre pour faire le contraire de ce qu'elle prescrivait.

Et en supposant que, trompé moi-même par de faux rapports, je lui eusse donné, par cette lettre, des ordres qui l'auraient mis dans une position moins heureuse que celle qu'il avait obtenue, il aurait encore dû ne se relâcher en rien des avantages auxquels la supériorité de ses armes lui donnait le droit de prétendre, surtout les ayant obtenus avant d'avoir reçu mes ordres, que, dans ce cas, il aurait pu méconnaître.

Ce raisonnement est un axiome du métier, et je rends trop de justice au général Dupont, pour douter que, s'il avait été assez bien portant pour monter à cheval, et venir lui-même juger ses ennemis et plaider ses affaires, elles

n'eussent tourné tout autrement. Au lieu de cela, elles ont été livrées à des hommes qui se sont empressés de sortir d'embarras à ses dépens, et qui n'ont pas eu honte de trouver les observations de M. de Castaños fondées et raisonnables. Par suite de cet incident, ils entrèrent dans une nouvelle négociation, en annulant la première capitulation.

Croira-t-on que, sans tirer un coup de canon ni un coup de fusil depuis la première capitulation, ils en signèrent une autre par laquelle ils rendirent prisonnier de guerre, pour être conduite en France par mer, tout le corps d'armée, qui devait défiler et mettre bas les armes, avec la sotte condition qu'on les leur rendrait au moment de leur embarquement pour la France? Enfin on eut l'infamie de ne pas rejeter un article que le général espagnol y fit insérer, par lequel les malheureux soldats qu'on sacrifiait lâchement furent déshonorés. On les obligea de mettre leurs havresacs à terre, et sous prétexte de leur faire restituer des effets d'église, qu'on les accusait d'avoir volés, on les soumit à cette dégoûtante visite. Cette seconde capitulation portait qu'il y aurait un nombre déterminé de caissons qui ne seraient point visités. Eh! c'étaient ceux-là qui auraient dû l'être.

Enfin, après ces honteuses stipulations signées, on se mit en devoir de les exécuter, et la division Barbou défila la première. Les généraux Vedel et Dufour, qui n'étaient point tournés, ayant appris de quoi il était question, s'arrangèrent de manière à partir à l'entrée de la nuit, et reprirent le chemin de la Caroline, qu'ils suivirent pendant deux jours.

Les Espagnols s'étant aperçus de ce mouvement, et n'ayant aucun moyen de s'opposer à la retraite de ces deux divisions, imaginèrent celui-ci: ils déclarèrent au général Dupont que, si ces deux divisions ne venaient pas exécuter les conditions de la capitulation dans laquelle leur intention avait été de les comprendre, ils n'exécuteraient point cette

même capitulation en ce qui concernait la division Barbou; qu'ils la traiteraient avec toute la sévérité des représailles, et ne répondaient pas des excès où ce manque de loyauté porterait la population révoltée.

On était véritablement dans la veine des sottises; cette menace fit peur (on rougirait d'avouer pourquoi) au point que l'on envoya le général Legendre, qui était le chef d'état-major du corps d'armée, courir après les deux divisions de Vedel et de Dufour, pour les ramener. Il ne put les joindre qu'à quatre lieues au-delà de la Caroline, et sans dire autre chose à ces deux généraux, sinon qu'ils étaient compris dans une capitulation d'évacuation qui avait été signée entre le général Dupont et le général Castaños, il leur ordonna, de la part du général Dupont, de ramener leurs divisions, les grondant même d'être partis du champ de bataille sans ordre, et d'avoir ainsi compromis la vie des soldats de la divison Barbou. Ce général Legendre se garda bien de dire à ces deux généraux qu'il venait les chercher pour leur faire mettre bas les armes, quoique lui-même eût déjà fait procéder au désarmement de la division Barbou avant de venir chercher Vedel et Dufour, qu'il abusait sciemment.

On a blâmé ces deux généraux d'avoir obéi, je doute qu'à leur place on eût osé ne pas le faire. Etaient-ils autorisés à soupçonner un piége dans ce que leur disait le chef d'état-major du corps d'armée au nom de leur général en chef? Non: si l'on admettait ce principe, il en résulterait les plus grands inconvéniens à la guerre, où l'on n'a le plus souvent que des jeunes gens pour porter les ordres des généraux. Devra-t-on les croire lorsqu'on ne les connaîtra pas personnellement, si l'on doit douter de la véracité du chef d'état-major du corps d'armée, qui vous porte lui-même un ordre du général en chef, surtout quand il a soin de ne pas vous dire que c'est pour vous livrer aux ennemis?

Enfin, ces deux divisions revinrent à Baylen, d'où la division Barbou était partie plusieurs jours auparavant. Elles furent remises aux généraux espagnols, qui les séparèrent et désarmèrent, puis les mirent en marche sur Séville.

Le général Dupont rendit ainsi un effectif de vingt-un mille hommes d'infanterie, avec quarante pièces de canon et deux mille quatre cents hommes de cavalerie, c'est-à-dire le bon tiers des troupes françaises qui étaient en Espagne.

Si le général Legendre avait voulu, il aurait sauvé les deux divisions de Dufour et de Vedel ; il n'avait qu'à les suivre au lieu de les faire revenir pour les déshonorer, mais tout le monde était plus occupé de suivre de l'œil les caissons réservés et non soumis à la visite. Enfin, chacun fut puni par où il avait péché : les soldats, indignés d'être soumis à cette honteuse visite, indiquèrent aux Espagnols les caissons qu'ils regardaient comme la cause de l'affront qu'on leur avait fait, et leur dirent qu'ils contenaient, bien plutôt que les havresacs, les objets que l'on cherchait. Les Espagnols ne se le firent pas dire deux fois, et les pillards furent pillés à leur tour. Si le général Dupont avait commencé par cette précaution en se mettant en marche, il aurait trouvé tout le monde prêt à faire son devoir.

Cette malheureuse armée fut victime de l'erreur de son général : la junte insurrectionnelle d'Andalousie ne ratifia pas la capitulation, tout fut fait prisonnier, et mourut de langueur ou de mauvais traitemens dans les prisons d'Espagne ; les moins malheureux furent ceux qui obtinrent d'être livrés aux Anglais.

Le général Dupont, après ce désastre, était bien obligé de m'en rendre compte ; il m'écrivit une lettre fort courte, contenant la capitulation qu'il avait ratifiée, et chargea M. de Villoutray de m'apporter cela à Madrid ; nous verrons tout à l'heure comment il y arriva. Retournons à Bayonne.

CHAPITRE XXVIII.

Fâcheuse impression que fait en Espagne le désastre de Baylen.—La Romana et Bernadotte.—Entrée de Joseph à Madrid.—Encore M. Villoutray.—Mon opinion sur ce qu'il y avait à faire.—Evénemens de Portugal.—L'amiral Siniavin.

L'EMPEREUR venait de faire partir le roi Joseph pour Madrid, avec les députés espagnols. Ce nombreux convoi était accompagné par deux vieux régimens d'infanterie légère, et marchait, par conséquent, à petites journées. Déjà l'on se flattait qu'avec de la douceur on insinuerait la persuasion, et l'on espérait qu'arrivé à Madrid avec le cortége, l'on pourrait commencer tout ce que l'on avait projeté pour nationaliser l'ouvrage qui n'avait été qu'ébauché à Bayonne. Le roi ne fut reçu avec enthousiasme nulle part, mais avec respect partout; il avait même gagné quelque chose à se faire connaître personnellement.

Le malheur voulut qu'en passant à Burgos, les avant-coureurs de la nouvelle de la défaite du général Dupont y arrivèrent presque aussitôt que lui, parce que les juntes de Cordoue et de Séville étaient fort actives dans leurs communications, et quoique le corps de Dupont ne fût pas encore pris, on anticipait sur les événemens, en sorte que l'opinion en était frappée, et la crainte retenait déjà beaucoup d'Espagnols qui, comme dans tous les pays, se seraient volontiers jetés dans une entreprise nouvelle; mais ils voulaient, auparavant, apercevoir des espérances de réussite. On se détermina donc à attendre la confirmation de l'événement dont on répandait le bruit, avant de prendre un parti.*

* J'ai dit plus haut qu'après la bataille d'Eylau, l'empereur avait réclamé le se-

Le convoi des députés diminuait tous les jours, si bien que le roi arriva à peu près seul à la maison de campagne de Chamartin, à deux lieues de Madrid, le 21 juin au matin. Les nouvelles d'Andalousie commençaient déjà à circuler dans la ville, où elles étaient parvenues par des moyens extraordinaires ; on n'y croyait pas, et moi particulièrement, parce que je ne pouvais concevoir que le général Dupont ne m'en eût rien fait dire. Néanmoins mes protestations ne persuadaient pas. La première chose que me demanda le roi, lorsque j'allai prendre ses ordres à Chamartin, ce fut des nouvelles d'Andalousie, dont on lui avait déjà parlé. Je ne pouvais que lui répondre que je ne concevrais pas qu'il y fût arrivé un malheur.

Le roi Joseph fit son entrée à Madrid le même jour, à quatre heures du soir ; il n'était escorté que par la garde à cheval de l'empereur. Je fis mettre la garnison sous les armes, et la disposai en réserve sur toutes les places, de manière à pouvoir agir, si cela devenait nécessaire.

Le cortége du roi était nombreux ; mais aucun Espagnol, hormis le capitaine-général de Navarre, ne l'accompagnait ;

cours d'un corps d'armée espagnol qui devait être mis à sa disposition par suite d'une stipulation antérieure avec Charles IV. Ce corps, après avoir traversé la France pour venir jusque sur l'Elbe, se trouvait dans les environs de Hambourg, lorsque les Anglais vinrent attaquer Copenhague et prendre la flotte danoise. Il fit partie des premières troupes que l'empereur fit marcher, sous le maréchal Bernadotte, au secours des Danois, et il était encore dans ces parages lorsque la révolution d'Espagne commença. L'empereur, voyant la tournure qu'elle prenait, manda au maréchal Bernadotte de prendre garde que les Anglais n'embarquassent à l'improviste ce corps espagnol, commandé par le marquis de la Romana. Bernadotte répondit qu'il était en mesure, et qu'il garantissait les sentimens du marquis de la Romana. Cependant huit jours après, il fut obligé de rendre compte que les Anglais étaient venus sur la côte et avaient embarqué le marquis de la Romana avec sept mille hommes de son corps d'armée, dont nous apprîmes bientôt après l'arrivée à la Corogne. Le reste devait être embarqué peu de jours après ; mais on prit des mesures pour l'empêcher.

les ministres, ainsi que les députés qui étaient partis de Bayonne avec lui, l'avaient déjà abandonné. Il y avait une assez grande curiosité parmi le peuple, même quelques marques d'approbation ; mais il y eut de la décence partout. Les gardes wallonnes étaient sous les armes, et bordaient la haie au château, où le roi descendit vers cinq heures du soir, le 21 juin. Il reçut, le lendemain, les autorités de la ville de Madrid et plusieurs Espagnols de marque, et commença de suite à prendre connaissance de l'état des affaires du pays. Il est très probable que l'on se serait accoutumé petit à petit à ce que cette révolution avait de choquant pour la fierté espagnole, en considérant tout ce que les différentes classes de la nation gagnaient à un changement qui aurait apporté plus d'égalité dans les conditions. Malheureusement les correspondances particulières apprirent de tous côtés le désastre du général Dupont, avec des détails qui ne permettaient plus d'en douter ; et enfin le commandant d'un des bataillons placés sur la ligne de correspondance, depuis Madrid jusqu'à la Sierra-Moréna, me rendit compte du passage par son poste, de M. de Villoutray, allant à Madrid, escorté par un officier et un détachement de cavalerie espagnole, venant de Baylen, et étant porteur de la capitulation du général Dupont.

J'envoyai sur-le-champ ordre au commandant d'Aranjuez d'arrêter le détachement de cavalerie espagnole, de le garder jusqu'à nouvel ordre, et de faire partir M. de Villoutray en poste pour Madrid, où il arriva le 29 juin, apportant l'acte conclu, à la suite de la journée du 20, entre le général Dupont et le général Castaños.

Cet officier ne me donna d'abord que des détails obscurs, qui rendaient ma curiosité plus impatiente. Je lui demandai pourquoi il m'avait amené une escorte de cavaliers espagnols jusqu'à Madrid, où leur présence aurait suffi pour encourager un soulèvement, au lieu de les laisser au Puerto de la Sierra-Moréna, et de prendre les deux bataillons qui gardaient ce pas-

sage, pour s'en faire escorter, puisqu'il revenait à petites journées. Après quelques momens d'hésitation,* il me dit qu'il n'avait pas eu cette pensée, et qu'il s'était cru plus en sûreté avec son escorte espagnole, pour traverser un pays qu'il me disait insurgé. " Mais au moins, lui répondis-je, avez-" vous dit à ces bataillons, comme à ceux que vous avez dû " trouver à Valdepenas, à Manzanarès et à Madrilejos, ainsi " qu'à la brigade du général Laval, que vous avez rencontrée, " ce qui était arrivé au général Dupont ? Puisque vous me " dites que le pays est insurgé, il va devenir très difficile de " communiquer avec eux."

Il répliqua qu'en sa qualité de parlementaire il ne leur avait rien dit, et plus tard, c'est-à-dire de retour à Paris, il m'avoua que du Puerto de la Sierra-Moréna, où il avait trouvé les deux bataillons qui gardaient ce passage, il avait écrit à Castaños de les envoyer chercher comme faisant partie du corps d'Andalousie, tant il était loin de les prévenir de se retirer. Les militaires qui me liront ne concevront pas une pareille démence, et plaindront le général Dupont d'avoir été dans le cas d'employer de tels hommes. Castaños ne manqua pas de profiter de l'avis, et fut beaucoup mieux servi par M. de Villoutray, dans le cours de sa campagne, qu'il ne l'avait été par aucun officier de l'armée espagnole.

Le roi Joseph m'envoya chercher aussitôt qu'il reçut cette nouvelle, pour avoir une opinion sur ce qu'il se proposait de faire. Je fus d'avis de rappeler bien vite le corps du maréchal Moncey, qui était encore entre San-Clemente et Aranjuez ; d'envoyer prévenir le maréchal Bessières, qui était en mouvement dans le royaume de Léon ; de faire également

* J'ai su depuis le motif pour lequel M. Villoutray s'était fait escorter par une garde espagnole, et pourquoi il revenait à petites journées ; c'est parce qu'il voyageait dans une calèche à lui, conduite par ses propres chevaux, et sa calèche était chargée d'objets non soumis à la visite. Ce sont les seuls qui aient été sauvés de tout le corps d'armée.

prévenir le général Verdier, qui continuait d'assiéger Saragosse, afin qu'il prît garde à une insurrection qui devenait probable, et enfin j'insistai fortement pour que l'on évacuât de suite, de Madrid, les hôpitaux avec les administrations, et que l'on n'y gardât que les troupes en état d'agir.

Le roi fit donner ses ordres de suite pour que l'on exécutât tout cela ; mais il me demandait si mon opinion était que l'on pût encore tenir en Espagne après ce malheur. Je lui répondis franchement que je ne le croyais pas ; qu'il ne fallait compter sur aucun secours de France, où il n'y en avait pas, à moins que l'on ne les tirât de la grande armée, c'est-à-dire des bords de l'Oder, et qu'avant leur arrivée, une persévérance irréfléchie nous amenerait de nouveaux malheurs, parce que le prestige attaché jusqu'à ce moment à nos armes venait de recevoir une atteinte assez forte pour encourager une insurrection générale, qui serait d'autant plus entreprenante, qu'elle ne verrait que des corps isolés composés de très jeunes gens, qui lui présenteraient de nouveaux succès encore plus faciles à obtenir que celui auquel nous devions si peu nous attendre.

Le roi me dit : " En ce cas, vous évacueriez donc Madrid ?"

Je répondis : " Oui assurément, sire, aussitôt que le général Castaños se présenterait dans la Manche, quoique ce soit la capitale, et malgré l'avantage que nous donne la fortification du Retiro, parce que, si Castaños s'approche, il agira de concert avec une insurrection qui éclatera dans la capitale, et sur toute la route depuis Madrid jusqu'à Burgos ; il a sur nous, dans ce moment-ci, un grand avantage moral ; il sait que nous n'avons pas plus de troupes à lui opposer que n'en avait le général Dupont ; il n'aura donc garde de manquer cette seconde occasion d'acquérir une nouvelle gloire qui lui paraîtra sûre.—Mais que dira l'empereur ?—L'empereur grondera ; mais cela ne tue pas. Eh ! que diraitil, si on allait lui donner une seconde représentation de

Baylen ?—Je sais bien que s'il était ici, il ne songerait pas à s'en aller ; mais aussi là où il se trouve le monde obéit à l'envi, personne ne se plaint. Ici nous sommes bien éloignés d'être dans ce cas-là. Demandez quelque chose, tout le monde sera fatigué ou malade, au lieu qu'un regard de l'empereur ferait relever tous ces câlins. Personne ne peut faire ce que fait l'empereur : malheur à celui qui aura la prétention de l'imiter ! il s'y perdra.—Mon opinion est qu'il faut, sans différer, lui écrire ce qui est arrivé ; il jugera bien lui-même les conséquences qui doivent en résulter. On aura le temps de recevoir ses ordres, avant d'être trop loin pour les exécuter. D'ailleurs, avec les moyens qui nous restent, et sans le secours d'aucun parti dans la nation, les affaires d'Espagne doivent rentrer dans un cadre dont je ne puis déterminer l'étendue ; il faut adopter une autre marche, et ensuite il est possible que le désastre de Dupont soit le signal d'un nouvel incendie en Europe. L'empereur connaît sa position ; il ne faut donc pas l'engager plus avant qu'il n'a le projet d'aller, parce qu'à présent c'est à lui à conquérir l'Espagne, et à voir ce qu'il veut y risquer."

Cette conversation se termina là. Non seulement l'insurrection nous gagnait en Espagne, mais c'était encore pis en Portugal : les Anglais venaient d'opérer un débarquement de troupes à Cintra, près de l'embouchure du Tage. Le général Junot, qui y commandait, ne put les combattre avec son armée réunie, parce qu'il avait reçu ordre de faire plusieurs détachemens, un, entre autres, d'une brigade entière qui marchait, par l'Alentejo, pour se réunir au général Dupont. Ce mouvement avait été ordonné en même temps qu'eut lieu le départ, de Madrid, du corps du général Dupont. Sa première destination était Cadix, où nous avions six vaisseaux qui y étaient restés depuis le malheureux événement de Trafalgar.

Lorsque le général Dupont fut obligé de se retirer de

Cordoue, les communications devinrent si difficiles, que le général Junot ne put en être prévenu. Il avait également un autre détachement très fort vers Elvas, pour s'opposer aux entreprises du rassemblement espagnol qui se faisait à Badajoz. Il lui devenait donc impossible d'obtenir un grand avantage sur les troupes anglaises, dont le nombre avait été proportionné à la force des nôtres en Portugal. Il fit rappeler de suite tous ces détachemens; mais ils ne purent le rejoindre avant qu'il fût forcé à un engagement avec l'armée anglaise. Il eût été bien important pour les affaires d'Espagne que le général Junot eût eu un succès décisif dans cette occasion, c'était le début des troupes anglaises dans la Péninsule; mais au lieu d'avoir été battues, elles furent victorieuses.

Le général Junot avait trouvé, en entrant à Lisbonne, l'escadre russe, qui y était au mouillage; elle venait de la Méditerranée, et avait appris la déclaration de guerre de la Russie à l'Angleterre, de sorte que, n'osant pas continuer sa route pour la Baltique, elle était entrée à Lisbonne. Si, en bon allié, l'amiral russe avait débarqué les troupes, ainsi que les équipages qu'il avait à bord, et se fût chargé de la garde de la ville, cela aurait donné quelques moyens de plus au général Junot; mais, soit qu'il ne le voulût pas, ou que cela ne fût pas conforme à sa manière particulière de voir sur une alliance qui avait plus d'un censeur en Russie, le fait est qu'il ne le fit pas, en sorte que Junot se trouva livré à ses propres forces. Il eut une affaire où, sans emporter d'avantages, il n'en laissa pas prendre sur lui.

J'ai peu connu les détails qui l'ont précédée; mais le résultat fut qu'il entra en négociation avec le général anglais, pour l'évacuation du Portugal; il n'aurait sans doute pas obtenu d'autres conditions que celles d'être prisonnier de guerre, sans le ton de fermeté avec lequel il rejeta cette proposition, et ce n'est qu'à son opiniâtreté qu'il dut d'ob-

tenir une évacuation pure et simple, en faisant embarquer ses troupes sur les mêmes transports qui avaient amené l'armée anglaise. Elles furent ramenées à Rochefort et à La Rochelle.

Il eût sans doute mieux valu qu'il les ramenât par l'Espagne; mais, les Anglais s'y refusaient, et la crainte de perdre beaucoup de monde, par le fait de l'insurrection, lui fit accepter ce mode d'évacuation. Ce second événement acheva de perdre les affaires du roi Joseph, car outre qu'il diminuait considérablement nos forces, il porta un coup funeste au moral du soldat, et ôta au roi toute confiance de la part des peuples. Ce fut dans cette occasion qu'on eut lieu de se féliciter d'avoir fait venir les troupes portugaises en France;* elles étaient peu considérables, à la vérité; mais elles furent autant de moins contre nous.

Peu de jours après l'arrivée à Madrid du porteur de la capitulation d'Andalousie, les bataillons avancés sur la communication de Madrid avec cette province, rendirent compte de l'approche de l'armée espagnole, commandée par le général Castaños, qui venait de faire prisonniers les deux bataillons qui gardaient le défilé du Puerto de la Sierra-Moréna. Cela parut, à Madrid, un mouvement décidé sur la capitale, parce que M. de Villoutray ne nous avait rien dit de la lettre qu'il avait écrite à Castaños, en passant à la Sierra-Moréna, pour le prier d'envoyer chercher ces deux bataillons; il avait eu soin de dire que l'armée espagnole était très forte, mais aussi il ajoutait qu'il ne croyait pas qu'elle vînt de si tôt à Madrid, ce qui paraissait une contradiction.

Dans tous les cas, on était déterminé à évacuer: on au-

* On a vu, plus haut que le général Junot avait dissous l'armée portugaise; l'empereur lui ordonna, depuis, de la réorganiser et de l'envoyer à Bayonne. Il en déserta une bonne moitié en chemin, et l'on forma du reste six beaux bataillons et un régiment de chasseurs à cheval; ils servirent avec l'armée française de manière à mériter sa confiance et son estime.

rait pu attendre encore douze ou quinze jours, mais il aurait toujours fallu en venir là. Néanmoins nous fîmes mal, parce qu'en restant ce temps-là à Madrid, si nous avions mieux su ce qui se passait en Andalousie, le siége de Saragosse aurait pu se continuer ; et si cette ville avait été prise, cet événement aurait été un grand point pour la campagne suivante, au commencement de laquelle il fallut employer un gros corps d'armée à recommencer cette opération. D'un autre côté, les secours les plus près que l'empereur pouvait envoyer étaient en Silésie ; on jugea que, quelque parti que l'on prît, on n'attendrait jamais, avec les moyens qui restaient, le moment de l'arrivée de ceux qui devenaient nécessaires.

Toutes ces considérations portèrent le roi Joseph à ordonner l'évacuation : elle commença le 3 juillet, et, le 4, tout était hors de Madrid, sauf quelques malades que leur état ne permettait pas d'emporter, et que l'on fut obligé de laisser dans les hôpitaux.

Le général Foy parle de cet événement à la page 118 et suivantes de son quatrième volume. Comme il était en Portugal lorsque cet événement se passa, il n'est pas étonnant qu'il n'en ait pas été mieux informé. C'est moi qui fis partir de Madrid la colonne du général Lefebvre-Trevisani pour appuyer Bessières, et cela, avant la rentrée à Madrid du corps de Moncey et de la division Frère.

Ce fut également moi qui fis marcher le corps de Laval sur la route d'Andalousie.

M. de Villoutray m'avait été expédié, par Dupont ; mais comme il s'était fait accompagner d'une escorte espagnole et voyageait à petites journées, les courriers de l'insurrection l'avaient devancé, et c'est ce qui me fit concevoir la nécessité du mouvement de Laval. Le roi avait pris le commandement quand M. de Villoutray arriva à Madrid, et il n'y avait plus de combinaison possible à faire en faveur de Dupont, dont les troupes n'existaient plus : s'il en avait

été autrement, on n'eût pas attendu l'offre faite par le maréchal Moncey de marcher à son secours, dont parle le général Foy, et que je n'ai apprise que par lui. Aller au secours! de qui? Dupont était dans ce moment-là près d'arriver à Cadix avec ses malheureux soldats; et puis quel moyen avait-on à employer pour cela? L'auteur savait qu'il n'en existait aucun. Comment un homme comme Foy a-t-il pu hasarder cette phrase? Je suis bien persuadé que si le général Foy eût bien connu l'état des choses, il aurait été de mon opinion. Assurément il ne devait pas être agréable à aucun maréchal de France d'avoir à obtempérer à ce que je prescrivais d'après la position où je me trouvais placé; mais peu importait alors aux affaires l'amour-propre offensé de ces messieurs. Je le savais, je le voyais, et si un seul, quel qu'il fût, avait essayé de s'affranchir de la déférence qu'à ce titre il me devait, j'aurais su me servir de mon autorité pour l'en faire repentir, et l'empereur m'eût approuvé, ainsi qu'il l'avait fait en 1807. Foy est dans l'erreur. Très peu de jours après son arrivée, le roi me fit apercevoir que ma présence le gênait autant qu'elle contrariait les maréchaux, mes aînés en grade; mais je savais que les troupes étaient bien loin de manquer de confiance en moi. Néanmoins le roi m'envoya son aide-de-camp, le général Saligny, pour me redemander la correspondance relative aux affaires militaires, ajoutant que je n'aurais plus à m'en occuper, parce que cela devenait l'affaire du roi.

Je rendis compte de ce fait, à l'instant même, à l'empereur; mais je ne pus recevoir sa réponse : ce ne fut que plus tard que j'appris de lui-même qu'il avait écrit à son frère de bonne encre, en lui disant qu'avec des passions on ne voyait rien, et qu'il jugerait bientôt que, de tout ce qui était en Espagne, j'étais le plus en état de comprendre sa position et celle de ses affaires. Je fus effectivement appelé au conseil qui eut lieu après l'arrivée de M. de Villoutray, et je vis aisément que l'on était bien aise de pouvoir couvrir sa responsabilité par mon

vote, parce que l'on connaissait les bontés de l'empereur pour moi. Je n'hésitai pas à être le premier à donner mon opinion, qui était d'évacuer par la route de Burgos.

Le général Foy ne paraît pas l'approuver, mais en matière de guerre, que je faisais à bonne école, depuis autant de temps que lui,* son jugement n'est pas pour moi sans appel. Dupont venait de perdre un bon tiers des troupes en état de tenir la campagne ; Garrot venait de me faire connaître l'arrivée des Anglais en Portugal ; Bessières était fortement engagé dans les Gallices, et bien qu'il eût été rejoint par le renfort que je lui avais envoyé, il n'était pas impossible que, vu l'ardeur de l'insurrection, il fût bientôt dans la nécessité d'être secouru ; et c'était bien plus alors que dans le premier cas que j'aurais mis l'armée dans une situation déplorable, si j'avais laissé battre Bessières, surtout avant d'apprendre le sort du corps de Portugal, qui ne put éviter d'être ramené en France par mer, ce que l'on ne pouvait prévoir. Je savais la position du corps de Saragosse, et ses embarras pour renvoyer l'équipage du siége. Il y en avait pour le moins autant à Madrid, où l'on fut obligé de doubler les attelages de l'artillerie pour ne laisser aucune voiture de munition.

Dans cette position, un homme du métier m'eût-il conseillé d'abandonner la ligne d'opérations de l'armée sur laquelle était le peu de magasins qu'elle avait, où étaient ses fours, ses hôpitaux, la route d'étape de ses renforts, pour aller en prendre une nouvelle par la Navarre ? Il y aurait eu de la folie à cela ; et si je l'avais fait, et que Bessières eût éprouvé un revers, par suite de l'abandon où je l'aurais placé, à quoi eût abouti un mouvement sur Saragosse ?

Les Espagnols auraient fait évacuer l'Ebre, en marchant à

* Nous étions capitaines ensemble à l'armée du Rhin, et fûmes tous deux promus au grade de chef de bataillon à la même affaire, le second passage du Rhin, de vive force, où je commandai les troupes du premier débarquement qui prirent pied à la rive droite ; depuis, Foy a suivi la fortune de Moreau, et moi celle de l'empereur.

Bayonne. Voilà les considérations qui ont motivé mon opinion dans le conseil dont parle le général Foy, et l'empereur a été loin de me désapprouver. Il conserva la même ligne d'opérations, en entrant en Espagne, l'automne suivante. Assurément je ne prétends point à un suffrage unanime pour la part que j'ai eue à la direction des affaires en Espagne; cependant j'observerai aux critiques que toute la grande armée et les maréchaux y ont successivement été employés, excepté le maréchal Davout, et l'on sait comment cela a fini.

A la page 34 du même volume, le général Foy est dans une erreur plus grande encore sur le genre de service auquel il prétend que j'étais employé près de l'empereur : il veut sans doute désigner une police dans l'armée ; or, je donne un démenti formel à cette supposition. Pendant tout le temps que j'ai servi l'empereur, il ne m'a jamais donné une commission relative aux individus ; souvent il m'a demandé mon opinion sur des rapports de cette espèce, qui lui étaient adressés (de l'armée même) par des officiers généraux qui se servaient de ce moyen pour capter sa confiance. C'était là sa vraie police parmi ces messieurs, et elle ne laissait rien à faire à d'autres. On n'entend pas, sans doute, par police, l'espionnage dans le camp ennemi, d'où j'ai réussi souvent à tirer des renseignemens qui ont eu de l'importance pour les opérations ultérieures.

CHAPITRE XXIX.

L'armée se retire.—Je rentre en France.—Détails de mon voyage.—Je rejoins l'empereur à Toulouse.—Les deux ingénieurs.—Ce qui l'affectait surtout dans la capitulation de Baylen.—Les hommes de la révolution.—La Saint-Napoléon.—Empressement des courtisans.

Les troupes revinrent à petites journées; le premier jour, elles couchèrent à Chamartin, à deux lieues de Madrid; le second, à deux lieues plus loin: on allait aussi lentement que possible, pour mettre plus facilement de l'ordre partout. Le troisième jour, le roi Joseph vint de sa personne coucher à Buitrago. C'est dans cette ville que je lui communiquai tout ce que je considérais devoir être la suite du malheureux événement d'Andalousie, qui nous obligeait à songer à notre sûreté, au lieu que nous comptions occuper ce temps-là à conquérir par la confiance, ce à quoi il ne fallait plus songer, et qu'enfin l'insurrection allait employer ce temps-là à s'organiser, à faire prononcer la nation et à lui chercher des alliés. Je lui fis observer que, n'ayant nullement besoin de moi, puisque j'avais remis le commandement dont j'étais chargé avant son arrivée, je croyais qu'il était urgent que j'allasse vers l'empereur, pour lui parler de tout ce qui se passait, de manière à y attirer toute son attention; qu'autrement les correspondances n'avaient qu'à être interrompues, l'empereur ne saurait plus rien. Il fut de mon avis, et je partis le soir même pour la France.

Mon voyage m'apprenait à chaque pas combien il était important de prendre un parti. Je rencontrai partout des estafettes espagnoles portant les détails de la capitulation de

Baylen, et je voyais les têtes s'échauffer. Je faillis, par suite d'une perfidie, être victime de cette effervescence naissante.

Un maître de poste espagnol crut me reconnaître, et pour s'en assurer, il me demanda si je n'étais pas passé chez lui six semaines auparavant, allant à Madrid. Je répondis affirmativement, et je le vis aussitôt dire quelques mots à l'oreille du postillon qui était le guide de mon valet de chambre, lequel courait devant moi. J'avais eu la précaution de prendre un gendarme d'élite d'une bravoure éprouvée, et je le faisais courir à côté de ma voiture.

En arrivant à la poste suivante, tout était en émeute ; on allait se porter sur moi, lorsque ce gendarme, qui, sans perdre de temps, avait été seller un cheval dans l'écurie, me l'amena en me disant : " Mon général, il n'y a pas de " temps à perdre, montez mon cheval et sauvez-vous, je " vous rejoindrai hors du village." Comme il n'était pas homme à s'effrayer de peu de chose, je suivis son conseil, et laissai ma voiture aux officiers qui étaient avec moi.

Heureusement la nuit approchait ; je fis la course sans accident jusqu'à la poste suivante, où le hasard fit qu'un régiment français était arrivé le matin. Au lieu d'aller descendre à la poste, je fus chez le commandant de ce régiment, où je payai bien mon postillon ; mais je le fis reconduire hors de la ville, et fermer la porte sur lui, sans le laisser aller à la poste. Puis ayant ôté mon uniforme et pris le frac d'un de mes domestiques, j'envoyai chercher des chevaux de poste de chez le commandant même et comme pour lui ; je partis de son logement et déjouai ainsi la perfidie. Je fus bien avisé, car bien qu'il fût nuit, en arrivant à la poste suivante, je trouvai encore la même émeute qui attendait ma voiture. En voyant arriver des courriers, ils s'approchèrent et me demandèrent en espagnol à moi-même : " Est-" il encore bien loin le seigneur général ?" J'eus l'air de ne

pas entendre malice à cette question, et répondis en italien : « Dans un quart d'heure, il sera ici. » J'en entendais qui se félicitaient déjà, mais je ne m'amusai pas à la conversation ; j'entrai moi-même dans l'écurie, et, glissant un double napoléon au postillon, j'eus dans quelques minutes le meilleur bidet de la poste, ainsi que mon fidèle gendarme. Je fis une grande civilité à la foule, et, faisant claquer mon fouet, je gagnai des jambes. Ma voiture arriva un quart d'heure après ; mais indépendamment de ce qu'on leur dit que je n'y étais plus, ils virent dedans trois officiers avec deux domestiques, et quelques soldats qu'ils avaient eu la sage précaution de prendre au régiment qu'ils avaient trouvé auparavant, et où j'avais recommandé que l'on guettât leur passage : on les laissa passer sans leur rien dire. Je me regardais comme hors d'affaire, parce que j'avais entre les jambes le cheval qui devait me mener à Vittoria. Je me félicitais d'avoir joué mes ennemis, lorsque je vis revenir à moi, à toute bride, un cavalier que je reconnus pour mon valet de chambre. Il courait si fort, que je pus à peine l'arrêter. Il m'apprit qu'à chaque poste son postillon parlait au maître de poste, mais qu'il ne savait pas ce qu'il lui disait, et qu'enfin il venait d'être attaqué par une bande de gens armés qui attendaient sur le chemin, et que son postillon était resté avec eux.

La position était critique ; je n'étais pas tenté à retourner à la poste d'où je venais. Je m'arrêtai un instant pour laisser prendre haleine aux chevaux, et faire préparer les armes à mon gendarme et à mon valet de chambre, et je préparai aussi les miennes. Le postillon qui m'accompagnait, auquel j'avais déjà donné un double napoléon, avait l'air d'un fort brave garçon ; nous étions quatre, et mon valet de chambre m'assurait que la bande était au moins de douze ou quinze hommes armés ; il n'y avait pas de proportion, mais nous n'avions pas d'autre parti à prendre que

d'essayer de passer à travers. Je partis donc avec cette résolution, et après un quart d'heure de petit galop, je fus le premier à l'apercevoir; elle avait un homme en observation sur le bord du chemin, au sommet d'une petite élévation, et l'embuscade se trouvait sur la pente de la colline, de l'autre côté. Il était nuit, je fis mettre le pistolet à la main à mes hommes, et aussitôt que je vis cet homme courir à toutes jambes pour prévenir ses camarades, je fis prendre le grand galop, et arrivai avant lui au milieu de cette canaille, sur laquelle nous fîmes feu; elle prit la fuite aussitôt, sans remarquer que nous n'étions que quatre. J'arrivai ainsi à Vittoria, où ma voiture me rejoignit. Là j'avais devancé les avis que l'on avait donnés de mon voyage, et jusqu'à Bayonne je n'eus plus rien à redouter.

L'empereur était parti de cette ville peu après le roi Joseph, et avait profité de la circonstance qui l'avait amené dans le Midi pour visiter les départemens qu'il n'avait pas encore vus; il avait pris sa route par Pau, Toulouse, Montauban et c'est dans ce voyage qu'il forma le département de Tarn-et-Garonne, dont Montauban est le chef-lieu, en sorte que cette ville lui doit une nouvelle existence. Pendant son séjour à Toulouse, il se rappela les contestations qu'avait éprouvées un plan de travaux proposés sur un pont du canal du Languedoc, et qui, malgré les opposans dans le conseil, avaient été exécutés, et avaient réussi, à la gloire de l'auteur du projet. Ces travaux avaient exigé la construction d'un pont à canal sur une rivière.

L'empereur voulut voir par lui-même les travaux exécutés, et se proposait d'en récompenser l'auteur sur le théâtre même de sa gloire. Il fait prévenir le préfet, ainsi que l'ingénieur en chef des ponts-et-chaussées (qui passait généralement pour l'auteur du projet et pour celui de son exécution), de se rendre sur les lieux, au pont en question. L'empereur, qui ne se faisait jamais attendre, arriva avant le préfet, et

trouva l'ingénieur en chef seul; il en était bien aise, parce qu'il voulait lui témoigner de la bienveillance. Il se mit à causer art avec cet ingénieur, et le mettait sur tous les points des difficultés qu'il avait dû rencontrer dans d'aussi beaux travaux. L'ingénieur ne répondait qu'avec embarras, et plus l'empereur lui disait de se mettre à son aise, plus son embarras augmentait, au point que l'ingénieur trouva un prétexte pour s'éloigner un moment.

Dans cet intervalle, l'empereur dit à ceux qui l'accompagnaient: "On me trompe, ce n'est pas cet homme qui a "fait ce pont-là; il n'en est pas capable." Il s'étendait là-dessus, lorsque le préfet arriva (je crois que c'était M. Trouvé); il le pressa de lui dire la vérité, qu'il était venu pour la savoir. Le préfet avoua en effet que l'ingénieur en chef n'était ni auteur du projet, ni exécuteur des travaux, et que c'était un ingénieur ordinaire du département qui avait fait l'un et l'autre.

L'empereur l'envoya chercher sur-le-champ, et s'informa de lui de tout ce qu'il voulait savoir, et pendant la conversation, il lui disait: "Je suis bien aise d'être venu moi-même, "sans quoi j'aurais ignoré que vous étiez l'auteur d'aussi "beaux travaux, et je vous aurais privé de la récompense à "laquelle vous avez droit." Il lui ordonna de le suivre à Toulouse, écrivit sur-le-champ une réprimande sévère au ministre de l'intérieur, et nomma ingénieur en chef l'ingénieur ordinaire, auteur des travaux, et le fit venir à Paris. L'autre n'eut que le désappointement de voir lui échapper ce qu'il croyait déjà tenir, et que ses amis lui avaient sans doute préparé.

L'empereur revint par Rochefort, Nantes, Saumur et Tours, où je le rejoignis. Comme il n'arriva que la nuit, je ne pus l'entretenir que le lendemain matin. On m'avait fait craindre que j'en serais mal reçu; mais, aurait-il dû me battre, j'étais résolu à ne lui point ménager les couleurs du ta-

bleau. Je connaissais l'empereur ; il n'aimait pas plus qu'un autre les mauvaises nouvelles, mais il méprisait le mensonge, et c'est lorsque ce misérable esprit d'adulation eut pris racine dans ses alentours, qu'il devint impossible et même dangereux à ses meilleurs serviteurs de persister dans l'austère vérité qu'ils mettaient dans leurs rapports sur les objets dont il les avait chargés de prendre connaissance. Ces courtisans, ces perfides adulateurs, étaient parvenus à élever une telle barrière entre l'empereur et la vérité, qu'il a ignoré des détails qui ont amené les circonstances les plus pénibles où il se soit trouvé. J'étais accoutumé à mépriser l'opinion des courtisans, et à avoir confiance dans la justice de l'empereur. D'ailleurs il n'était pas question ici d'une affaire personnelle ; aurais-je dû être sacrifié, il fallait encore que la vérité fût connue de lui. Je dois ajouter aussi qu'il avait un tel discernement, un tel sentiment de justice, d'attachement pour ceux dans lesquels il avait confiance, qu'il y avait non seulement sécurité, mais avantage à tout lui dire. Il avait beau bouder ceux de ses amis qui lui disaient la vérité, il revenait toujours à eux avec plus de confiance et d'estime qu'auparavant. Nous causâmes effectivement très longuement, et je voyais bien que ma narration l'occupait fortement ; à chaque moment, il me faisait répéter, et ne pouvait comprendre ce qui était arrivé en Andalousie. Il me gronda d'y avoir envoyé autant de monde ; mais je lui répondis que ce n'était pas pour le perdre que je l'avais fait. De tout ce qu'on pouvait lui apprendre de fâcheux, rien ne lui faisait autant de peine que cet événement ; il ne se dissimulait aucune des conséquences qui pouvaient en résulter. Ce qui contribuait à lui donner beaucoup d'humeur contre les généraux qui avaient signé cette capitulation, c'était l'article de la visite des havresacs des soldats.

“ J'aurais mieux aimé apprendre qu'ils sont morts, disait-il, que de les savoir ainsi déshonorés, et encore sans com-

" battre ; cela ne se conçoit pas, et je ne m'explique cette in-
" signe lâcheté que par la crainte de compromettre ce que
" l'on avait volé. Enfin, voilà tout ce qui pouvait arriver de
" pis ; c'est à présent une grande affaire. Allez-vous-en à
" Paris, et nous reparlerons de tout cela."

Il employait tous les chevaux de poste ; mais je m'arrangeai si bien, que j'arrivai à Paris aussitôt que lui. Il avait déjà dit au maréchal Duroc de m'envoyer chercher, et il fallut lui rendre compte des plus minces détails. Il scrutait tout, et ne pouvait pas comprendre qu'un corps comme celui que commandait le général Dupont, qui aurait dû prendre le corps de Castaños, eût été pris par lui sans avoir eu d'affaire à perdre une pièce de canon. C'est dans le cours des enquêtes qu'il fit faire à ce sujet qu'il apprit la sottise de l'officier qui avait été avertir Castaños à Andujar, pour l'amener à Baylen, et qui ensuite avait écrit à ce général d'envoyer chercher les deux bataillons qui étaient au Puerto de la Sierra-Moréna : l'empereur en levait les épaules de pitié en faisant le signe de la croix, ce qui était chez lui une marque du peu de cas qu'il faisait des gens ; il disait : " Il vaut mieux croire que
" c'est par bêtise qu'il a fait cela ; autrement il n'y aurait
" pas de mauvais traitement qu'il n'eût mérité : mais comme
" je ne veux point de lâches autour de moi, j'ai ordonné
" qu'on lui demandât sa démission."

Quand l'on considère de sang-froid l'influence malheureuse qu'a eue la capitulation de Baylen sur l'insurrection d'Espagne, on peut n'en être qu'affligé ; mais lorsqu'on remarque à quels incidens cet événement est dû, on en est justement indigné ; et est-ce avec bonne foi qu'on a pu reprocher à l'empereur d'avoir puni avec trop de sévérité des généraux qui, d'une part, déshonoraient leurs propres troupes, et qui, de l'autre, compromettaient la plus grande entreprise qu'il ait formée ? L'empereur n'a eu que le tort de ne pas les punir assez ni plus tôt : la sévérité qu'on lui reproche a été une

véritable clémence, et il n'y a pas un de ces mêmes généraux qui n'eût condamné, un an auparavant, à la peine capitale celui de ses camarades qui aurait été traduit devant lui pour un cas semblable.

Il donna à ce sujet plusieurs ordres ; mais tel était un des malheurs de la situation de l'empereur, qu'il avait pris, avec l'ouvrage de la révolution, les hommes qu'elle avait formés : il n'y avait encore que les grades subalternes qui fussent peuplés d'hommes nouveaux ; les autres, qui avaient parcouru ensemble les phases de la révolution, avaient en commun leurs amis et leurs ennemis ; lorsqu'on voulait en atteindre un, toute la confédération courait aux armes, et c'est ce qui arriva dans ce cas-ci. On n'osa pas résister ouvertement à l'empereur, mais on fit tant et si bien, que l'exemple qu'il voulait faire tourna contre lui, en ce que chacun de ces faux serviteurs se fit un mérite d'avoir désarmé une colère que l'on avait eu soin d'exagérer, afin de faire mieux sentir le prix du service que l'on rendait. Mais lorsqu'il était question d'un homme sans appui, n'ayant que son courage, ces mêmes hommes s'empressaient de le charger encore au-delà de ce qui l'accablait déjà : par là, ils montraient leur zèle, et se donnaient du crédit de plus pour servir leurs amis dans une autre occasion. Ces courtisans n'osaient jamais dire ni oui, ni non ; ils ne savaient qu'être les premiers à s'humilier et à faire suspecter les intentions de ceux qui ne voulaient pas s'abaisser comme eux, mais qui avaient plus de dévoûment.

L'empereur ne rentra à Saint-Cloud que le 13 août ; sa fête avait lieu le 15 : c'était un des jours solennels de l'année, où l'on voyait tout le monde revenir, les uns de la campagne, les autres de la province, ayant grand soin de dire à la ronde quelques contes qui faisaient voir combien de chemin ils avaient fait pour avoir le bonheur de présenter leurs hommages *à notre auguste empereur*, qui avait eu l'extrême bonté de leur demander comment ils se portaient, ainsi que leur famille,

ajoutant : “ Je m’en retourne bien content de l’avoir vu en
“ bonne santé ; que Dieu nous le conserve pour le bonheur de
“ tous. Ah ! monsieur, je le répète bien tous les jours, di-
“ saient les plus dévoués, que deviendrions-nous sans lui ?
“ Moi, j’ai telle place, mon frère a celle-ci, mon fils est là :
“ nous ne pourrons jamais acquitter notre dette de reconnais-
“ sance envers lui.”

C’était à peu près la même antienne tous les ans au 15 août, jour de la naissance de l’empereur, et au 2 décembre, anniversaire de son sacre. L’empereur écoutait tout cela, mais savait ce qu’il en devait croire ; cela voulait dire : Soyez toujours heureux, riche et puissant, et vous pourrez compter sur le plaisir avec lequel nous recevrons vos bienfaits. Il a cependant cru à la sincérité des sentimens de plusieurs, et il ressentit beaucoup de chagrin d’être obligé de reconnaître qu’il s’était trompé.

Le 15 août de cette année se passa encore gaîment, parce que l’on ignorait les affaires d’Andalousie, et que l’on croyait à la continuation de la prospérité ordinaire. Ce ne fut que quelque temps après qu’on en eut connaissance, et il était curieux de voir comment les courtisans, dont le métier n’est point de se trouver aux batailles, arrangeaient les militaires qui, dans cette occasion, avaient jeté quelques soucis sur le front devant lequel ces messieurs venaient s’humilier pour solliciter un regard de bonté qu’ils étaient heureux de voir tomber sur leurs bassesses. L’empereur n’était pas dupe de tout cela ; il laissait faire à chacun son métier, sans négliger un moment les affaires auxquelles il lui importait de songer ; et après avoir vu tout ce dont il était menacé par cet événement de Baylen, il prit un grand parti.

CHAPITRE XXX.

Perplexité de l'empereur.—A quoi se réduit la question.—L'empereur fait demander une entrevue à Alexandre.—Elle est fixée à Erfurth.—Napoléon va à la rencontre d'Alexandre.—Protestations de l'empereur d'Autriche.—Fêtes, spectacles.

L'armée était encore en Prusse, où elle devait séjourner et vivre jusqu'à l'entier paiement des contributions dont ce pays avait été frappé. L'empereur aurait bien voulu l'y laisser encore, d'abord parce que c'était une manière commode de l'entretenir, et, en second lieu, parce que la position dans laquelle il se trouvait était un moment d'épreuve pour la sincérité des sentimens que paraissait lui avoir voués l'empereur de Russie. Son alliance avec cette puissance pouvait n'être basée que sur la nécessité, et dès-lors la présence de l'armée en Allemagne en était la garantie ; mais si elle l'était sur un retour franc à la paix, et une renonciation à toute espèce d'entreprises semblables à celles qui nous avaient ramenés en Allemagne en 1805 et 1806, il pouvait, sans inconvénient, prendre cette armée pour la transporter en Espagne ; l'on ne pouvait qu'en concevoir de la sécurité en Allemagne. La question, pour l'empereur, était donc celle-ci : « Si je puis « laisser mon armée en Allemagne, je n'aurai pas la guerre ; « mais comme je suis dans l'obligation de la retirer presque « en totalité, aurai-je pour cela la guerre ? Voilà, disait-il, « le moment de juger de la solidité de mon ouvrage de « Tilsitt. »

Il me fit l'honneur de me communiquer ses inquiétudes, et je persistai dans l'opinion que les autres puissances ne cherchaient qu'une occasion favorable pour entreprendre de

nouveau de le détruire ; j'ajoutai que si la Russie ne s'en mêlait pas, cela deviendrait impossible ; mais que, d'un autre côté, si cette puissance n'était pas d'accord avec nous sur l'entreprise d'Espagne, je ne faisais nul doute qu'on ne manquerait pas de lui faire saisir ce motif pour éclater. L'empereur eut l'air rassuré là-dessus : il me dit cependant que les affaires d'Espagne l'avaient engagé plus loin qu'il ne croyait d'abord, mais que cela serait facile à expliquer. Cette dernière observation me confirma encore dans l'opinion où j'étais que l'empereur de Russie avait eu connaissance du premier projet, et qu'il n'y avait qu'à s'expliquer sur la différence entre le premier et le second ; en même temps, je devinai le motif qui nous avait fait abandonner les Turcs.

L'empereur me disait : " En retirant l'armée de Prusse, " je vais faire rapidement les affaires d'Espagne ; mais " aussi qui est-ce qui me garantira de l'Allemagne ? Nous " allons le voir."

Il venait de recevoir un courrier de Saint-Pétersbourg ; quelques nuages s'étaient déjà élevés ; sans me dire en quoi consistait la difficulté, il se plaignit de la manière dont on menait ses affaires en Russie ; il disait : " Caulaincourt m'a créé là des embarras, au lieu de m'en éviter. Je ne sais où il a été engager une explication sur la Pologne, et se laisser présenter une proposition par laquelle je m'engagerais à ne jamais la rétablir ; cette idée-là porte son ridicule avec elle. Comment ! j'irais entreprendre de rétablir la Pologne, lorsque j'ai la guerre en Espagne, pour laquelle je suis obligé de retirer mon armée d'Allemagne ! C'est par trop absurde. Et si je ne puis songer à la Pologne, pourquoi m'en faire une question ? Je ne suis pas le Destin, je ne puis prédire ce qui arrivera. Est-ce parce que je suis embarrassé, que l'on soulève cette question ? C'était au contraire le moment de l'éloigner : il y a là quelque chose que je ne puis expli-

quer. Au reste, l'on me parle d'une entrevue dans laquelle je pourrai régler mes affaires : j'aime encore mieux l'accepter que de m'exposer à les voir gâter ; au moins cela aura l'avantage d'en imposer par un grand spectacle, et de me donner le temps de finir avec cette Espagne."

Telle était la situation d'esprit dans laquelle se trouvait l'empereur vers la fin d'août 1808 ; elle était bien différente de celle dans laquelle il s'était trouvé à la même époque l'année précédente.

Je crois que c'est alors qu'il ordonna à son ambassadeur en Russie de fixer, avec l'empereur Alexandre, l'entrevue à Erfurth. Elle avait été convenue à la paix de Tilsitt, mais on n'en avait indiqué ni l'époque ni le lieu. Il fallut tout le mois de septembre pour s'entendre sur le jour des départs de Saint-Pétersbourg et de Paris, afin que chacun réglât sa marche de manière à n'arriver ni trop tôt ni trop tard. Ce fut l'empereur Napoléon qui fournit aux détails des gardes, logemens, tables et menus frais de représentation, non seulement pour l'empereur de Russie, mais encore pour les autres souverains qui vinrent à cette entrevue. De sorte qu'il partit du service du grand-maréchal une troupe de cuisiniers, de maîtres d'hôtel et de gens de livrées.

On envoya les sociétaires du Théâtre-Français pour jouer nos chefs-d'œuvre tragiques et nos meilleures comédies ; enfin, on soigna, dans les plus petits détails, tout ce qui devait contribuer aux amusemens des souverains pendant leur séjour à Erfurth.

L'empereur partit de Paris dans les derniers jours de septembre, ou même dans les premiers d'octobre.* Il alla jus-

* Il avait d'abord fait partir pour Naples le grand-duc de Berg, et à son retour d'Erfurth, il fit partir la grande-duchesse, qui était restée de quelques semaines en arrière.

qu'à Metz sans s'arrêter, et passa, pendant cette course, la revue de tous les corps qui revenaient de la grande armée pour se rendre en Espagne. Il les arrêtait même sur le grand chemin, les examinait homme par homme, et leur faisait ensuite continuer leur route. Il en agit ainsi jusqu'à Francfort.

Le mouvement qu'il faisait faire sur l'Espagne était considérable, puisque de toute cette immense armée, il ne laissa en Allemagne que quatre divisions d'infanterie, avec les cuirassiers et quelques régimens de troupes légères, c'est-à-dire un quart de ce qu'il y avait auparavant.

La nouvelle de l'entrevue d'Erfurth avait fait tant de bruit en Allemagne, que de tous côtés l'on y arrivait ; il y avait, chez le prince primat à Francfort, un nombre prodigieux de princes d'Allemagne, qui s'y étaient réunis pour rendre leurs hommages à l'empereur à son passage. Il coucha chez le prince primat, où étaient, entre autres, le prince et la princesse de Bade, ceux de Darmstadt, de Nassau, ainsi que beaucoup d'autres. La contenance de chacun d'eux devant l'empereur était celle qu'ils devaient avoir devant le protecteur de la confédération du Rhin, et c'était à qui lui marquerait plus de respect et de soumission.

Il partit le lendemain, et alla sans arrêter jusqu'à Erfurth ; il vit en chemin le roi de Westphalie, qui était venu à sa rencontre depuis Cassel jusqu'à la frontière de ses Etats. M. de Caulaincourt, ambassadeur de France en Russie, était venu à la rencontre de l'empereur, et nous rejoignit entre Erfurth et Gotha. Il nous apprit que l'empereur de Russie attendait à Weimar l'arrivée de l'empereur à Erfurth, en sorte que l'on se hâta, et nous arrivâmes à Erfurth de très grand matin. On y avait fait venir quelques troupes, et le 1er régiment de hussards, qui en faisait partie, avait été placé en plusieurs détachemens, depuis Erfurth jusque

près de Weimar, pour rendre honneur à l'empereur Alexandre.

D'après des arrangemens, pris sans doute à l'avance, l'empereur monta à cheval avec tout ce qui l'accompagnait. On avait fait suivre un cheval pour l'empereur de Russie, et on avait poussé la recherche jusqu'à envoyer prendre à Weimar la selle dont il avait coutume de se servir; on l'avait apportée de Saint-Pétersbourg pour la mettre sur ce cheval.

Il alla ainsi jusqu'à trois lieues d'Erfurth, où l'on découvrit enfin le cortége de l'empereur Alexandre, qui arrivait en voiture, suivi de douze ou quinze calèches. L'empereur Napoléon arriva au galop, et mit pied à terre pour embrasser l'empereur de Russie, à la sortie de sa voiture. La rencontre fut amicale, et l'abord franc, autant que peuvent l'être les sentimens des souverains les uns envers les autres. Ils remontèrent tous deux à cheval, et revinrent en conversant jusqu'à Erfurth. Toute la population des campagnes bordait le grand chemin. Le temps était magnifique et souriait à cet événement. L'artillerie des remparts les salua, les troupes bordaient la haie, et toutes les personnes de marque qui étaient venues à Erfurth, dans cette occasion, se trouvèrent au logement qui avait été préparé pour l'empereur Alexandre, au moment où il venait y mettre pied à terre, accompagné de l'empereur Napoléon.

Ce jour-là, ils dînèrent ensemble, ainsi que le grand-duc Constantin, qui accompagnait son frère. Le grand-maréchal avait soin de faire tenir dans la rue un homme qui revenait à toutes jambes prévenir, lorsque la voiture de l'empereur Alexandre paraissait, et chaque fois qu'il est venu chez l'empereur Napoléon, celui-ci s'est toujours trouvé au bas de l'escalier pour le recevoir. La même chose avait lieu, lorsque c'était l'empereur Napoléon qui allait chez l'empereur de Russie. Pendant tout le séjour qu'ils firent à Erfurth,

ils mangèrent presque tous les jours ensemble, hormis ceux où ils avaient affaire chacun chez eux. Ensuite vinrent les rois de Saxe, de Bavière, de Wurtemberg, de Westphalie, le prince primat, les princes d'Anhalt, de Cobourg, de Saxe, de Weimar, de Darmstadt, Baden, Nassau, et en général tout ce qui crut devoir venir rendre hommage à une réunion de tant de puissances.

Le roi de Prusse n'y était pas ; il s'y trouvait représenté par son frère le prince Guillaume, qui avait résisté tout un hiver, à Paris, aux désagrémens de la plus horrible situation dans laquelle un prince de son rang puisse jamais se trouver, et qui sut s'en tirer avec l'estime et l'intérêt de la société. C'est lui qui avait été chargé, près de l'empereur, des affaires de la Prusse pendant l'hiver qui suivit le traité de Tilsitt.

L'empereur d'Autriche ne parut pas à l'entrevue. Les dispositions qu'il avait prises, les levées, les réquisitions de tout genre qu'il pressait dans ses Etats, avaient excité les réclamations de la France : ses préparatifs n'étaient pas achevés ; les protestations lui coûtaient peu, il résolut d'essayer encore de donner le change à l'empereur Napoléon. Il chargea le général Vincent, qu'il savait lui être agréable, d'aller rendre à ce prince une lettre où il repoussait les doutes qu'on avait élevés sur la persévérance de ses sentimens.*

* " Monsieur mon frère,

" Mon ambassadeur à Paris m'apprend que V M. I. se rend à Erfurth, où elle se rencontrera avec l'empereur Alexandre. Je saisis avec empressement l'occasion qui la rapproche de ma frontière, pour lui renouveler le témoignage de l'amitié et de la haute estime que je lui ai vouée, et j'envoie auprès d'elle mon lieutenant général le baron de Vincent, pour vous porter, monsieur mon frère, l'assurance de ces sentimens invariables. Je me flatte que V. M. n'a jamais cessé d'en être convaincue, et que si de fausses représentations qu'on avait

Il y avait aussi à Erfurth les princes héréditaires de Mecklenbourg, Schwerin et Strélitz.

L'empereur Napoléon avait emmené le ministre des relations extérieures, M. de Champagny ; il avait, en outre, M. de Talleyrand, et comme d'habitude, M. Maret et le prince de Neuchâtel. Le général Oudinot avait été envoyé comme gouverneur à Erfurth, et le maréchal Soult, dont le corps d'armée se rendait en Espagne, passa à Erfurth tout le temps du séjour de l'empereur, laissant ainsi prendre de l'avance à ses troupes, qu'il rejoignit à Bayonne.

Il vint aussi des princesses d'Allemagne, celle de Bade, ainsi que quelques-unes des différens pays du voisinage, la princesse de la Tour-Taxis, celle de Wurtemberg, née Cobourg, etc., etc. Toutes les matinées se passaient en visites. On dînait en réunions nombreuses, et le soir on avait un bon spectacle. Comme on savait que l'empereur de Russie avait l'ouïe dure, on avait fait disposer la salle de manière que tous les souverains étaient à l'orchestre. Je me rappelle qu'à une représentation d'*Œdipe*, au moment où l'acteur dit : "L'amitié d'un grand homme est un bienfait des dieux," l'em-

répandues sur les institutions intérieures organiques que j'ai établies dans ma monarchie lui ont laissé, pendant un moment, des doutes sur la persévérance de mes intentions, les explications que le comte de Metternich a présentées à ce sujet à son ministre les auront entièrement dissipées. Le baron de Vincent se trouve à même de confirmer à V. M. ces détails et d'y ajouter tous les éclaircissemens qu'elle pourra désirer. Je la prie de lui accorder la même bienveillance avec laquelle elle a bien voulu le recevoir à Paris et à Varsovie. Les nouvelles marques qu'elle lui en donnera me seront un gage non équivoque de l'entière réciprocité de ses sentimens, et elles mettront le sceau à cette entière confiance qui ne laissera rien à ajouter à la satisfaction mutuelle.

" Veuillez agréer l'assurance de l'inaltérable attachement et de la considération avec laquelle je suis, monsieur mon frère,

" De V. M. I. et R. le bon frère et ami.

" FRANÇOIS."

Presbourg, le 18 septembre 1808.

pereur de Russie se tourna vers l'empereur Napoléon pour lui faire l'application de ce vers. Un murmure flatteur, qui s'éleva dans toute l'assemblée, témoigna combien on sentait la force et la justesse de cette application. La vie était remplie de manière à ne pas voir le temps s'écouler.

En général, cette année offrit un singulier tableau. L'empereur Napoléon était à Venise, au mois de janvier, entouré des hommages de toutes les cours et princes de l'Italie. Au mois d'avril, il était à Bayonne, entouré de celle d'Espagne et des grands personnages de ce pays ; et enfin, au mois d'octobre, il se trouvait à Erfurth en communication avec tout ce que je viens de citer.

L'observateur qui a été temoin de ces rencontres ne peut s'expliquer comment d'aussi heureux rapprochemens n'ont pas été suivis d'une paix éternelle ; et quelque respect que l'on ait pour les gouvernemens, l'on ne peut s'empêcher de leur attribuer tout ce qui a fait disparaître la franchise et la probité dans les transactions politiques qu'ils ont signées, depuis plus de vingt ans, au nom des intérêts des peuples qu'ils administrent : il faut bien qu'il y ait eu, ou duplicité, ou mauvaise foi, ou manque de courage, ou ignorance volontaire, au moins dans les cabinets, pour que, après s'être vus tant de fois, avoir eu mille occasions de s'expliquer, la malheureuse humanité ait encore eu tant de calamités à souffrir pour consoler l'amour-propre des uns et satisfaire l'avidité des autres. Ces pensées sont tristes, et l'on ne peut plus dire que, si la justice et la probité étaient bannies de chez les hommes, elles se retrouveraient dans le cœur des rois.

Si à cette réunion d'Erfurth avait pu se joindre un ministre d'Angleterre, les querelles du monde entier auraient pu s'arranger, et, faute de cette puissance, on ne fit que préparer les désordres effroyables qui sont survenus depuis. Les deux empereurs de Russie et de France avaient respec-

tivement des affaires à régler, de l'importance desquelles il était difficile de juger assez sainement pour déterminer lequel des deux devait être le plus empressé à accepter l'entrevue d'Erfurth.

La Russie était encore occupée à la campagne qu'elle avait ouverte en Finlande contre les Suédois, auxquels elle voulait arracher cette province pour la réunir à sa couronne. C'est même à son arrivée à Erfurth que l'empereur Alexandre a refusé de ratifier l'armistice convenu entre son armée de Finlande et les Suédois. La Russie avait, en outre, sa guerre de Turquie, qu'elle voulait pousser vivement; c'était outre-passer ce qui avait été convenu à Tilsitt à cet égard.

L'empereur de Russie revint encore à la proposition du partage de cette puissance; mais l'empereur Napoléon détourna cette question. Depuis Tilsitt, il avait fait demander à son ambassadeur à Constantinople, le général Sébastiani, ses idées personnelles sur cette proposition de l'empereur de Russie. Cet ambassadeur fut tout-à-fait opposé à ce projet, et, dans un long rapport qu'il remit à l'empereur à son retour de Constantinople, il lui démontra la nécessité, pour la France, de ne jamais consentir au démembrement de l'empire turc; l'empereur Napoléon avait adopté cette opinion.

La Russie avait encore à demander, je crois, quelques mots d'explication sur les projets futurs dont la Pologne pouvait être l'objet. Voilà les questions qui étaient toutes dans l'intérêt des Russes; puis venaient celles qui étaient dans l'intérêt des Prussiens, leurs alliés. D'après le traité de Tilsitt, dont l'empereur Alexandre était garant, la Prusse devait payer à la France des sommes considérables, et l'armée française devait rester en Prusse jusqu'à l'entier paiement de ces contributions. Le roi de Prusse, pour avoir la paix,

en avait passé par où l'on avait voulu ; mais depuis quelque temps il réclamait fortement contre des sommes aussi exorbitantes, et profitait du moment où l'empereur était engagé dans une nouvelle entreprise pour essayer de se faire remettre le plus possible de ces impositions. L'empereur de Russie s'y intéressa d'autant plus volontiers, que l'évacuation de la Prusse était une stipulation du traité de Tilsitt, dont on avait différé l'exécution en proportion du retard de l'acquittement des contributions, tellement que le roi de Prusse était encore à Kœnigsberg, et que nous occupions à peu près tous ses Etats, quoique la paix fût faite depuis un an et plus.

L'empereur Napoléon avait, de son côté, de bien grands intérêts à faire concourir la Russie aux changemens qu'il avait amenés en Europe depuis la paix de Tilsitt. Il avait, à la suite d'un arrangement fait avec la maison d'Espagne, pris la Toscane sur le fils de l'infant de Parme, roi d'Etrurie ; ensuite, il avait très légèrement acquis des droits à la succession de Charles IV, qui déshéritait ses enfans. Il avait donc besoin de s'arranger avec l'empereur de Russie, afin qu'il n'apportât aucun empêchement à un projet dont il avait déjà été question entre eux, mais qui finissait autrement qu'on ne l'avait pensé. De plus, à la suite de ce même projet, le grand-duc de Berg était monté sur le trône de Naples en remplacement du roi Joseph, qui avait été appelé à celui d'Espagne. Ces trois questions à régler avec les Russes étaient pour le moins aussi importantes que celles que les Russes pouvaient avoir à régler avec nous.

Tels étaient les véritables motifs de l'entrevue d'Erfurth, de laquelle dépendait la tranquillité de l'Europe. Les deux plus puissans souverains du monde réglaient eux-mêmes leurs affaires, dont celles de toutes les autres puissances devaient dépendre. Si l'on ne peut rapporter en détail ce qui fut dit entre eux, on doit penser que, n'ayant fait chacun

trois ou quatre cents lieues que pour s'entendre, ils se seront réciproquement dit tout ce qui les intéressait, et qu'ils se seront de même passé tout ce qu'ils désiraient entreprendre. Or, ce qui leur était nécessaire à tous deux, pour donner suite à leurs projets ultérieurs, c'était de se garantir la paix dont ils avaient besoin pour l'exécution de ces mêmes projets. On ne peut pas supposer que l'entrevue d'Erfurth se soit passée sans que l'on y ait agité tout ce qui pouvait paraître douteux dans la politique des deux puissances, comme dans les sentimens des deux souverains.

On pourrait donc juger de ce qui a été dit à Erfurth entre les deux souverains, par ce qu'ils ont entrepris tous deux à la suite de cette conférence, de même qu'on pourra juger de celui qui a manqué à ses engagemens, par ce qui est survenu, et qui ne devait pas arriver (la guerre d'Autriche). Il n'est pas besoin de longs raisonnemens pour démontrer que, s'il y avait eu le moindre nuage entre les deux souverains, la conséquence eût été, pour les Russes, de suspendre leur expédition de Finlande, leur guerre contre les Turcs, et de se préparer à revoir encore sur le Niémen l'armée française, qui, dans ce cas, n'aurait pas évacué la Prusse ; de même que, pour la France, la première conséquence aurait été d'abandonner son entreprise sur l'Espagne, et de mettre, autant que possible, les choses au point où elles étaient avant toute espèce de dérogation au traité de Tilsitt, en reprenant les avantages de position que l'on avait à cette époque. Mais, loin de là, l'harmonie entre ces deux souverains a été telle que non seulement ils se sont accordé réciproquement tout ce qu'ils avaient à se demander, mais que la France ayant manifesté quelque désir de voir changer l'ambassadeur de Russie à Paris contre celui de Russie à Vienne, l'empereur Alexandre s'empressa d'y obtempérer ; et le prince Alexandre Kourakin, qui était ambassadeur de

Russie à Vienne, reçut ordre de venir occuper le même poste à Paris. Le motif de ce changement était que son prédécesseur, le général comte Tolstoy, plus militaire que diplomate, s'engageait souvent à Paris dans des discussions de guerre avec des généraux qui n'étaient pas plus diplomates que lui, mais aussi bons militaires, et qu'il pouvait en résulter des inconvéniens, en ce que ces généraux rapportaient comme des paroles d'oracle ce que leur avait dit l'ambassadeur de Russie.

Les conférences d'Erfurth n'eurent pas un seul jour d'ombrage ; les souverains y étaient aux petits soins l'un pour l'autre, et tout présentait le spectacle d'une union parfaite, dont tout le monde se réjouissait.

Le duc de Saxe-Weimar, dont le fils avait épousé une sœur de l'empereur de Russie, et chez lequel avait lieu, en quelque sorte, cette réunion, donna une fête pleine de magnificence. Elle commença, par un déjeuner, sous une tente absolument pareille à celle qu'avait l'empereur la veille de la bataille d'Iéna ; elle était tendue au même endroit ; les feux de bivouac étaient allumés à la même place. Il fallait que le duc de Weimar se fût bien fait rendre compte de toutes ces particularités pour en avoir retracé le souvenir aussi exactement. Après le déjeuner, on monta à cheval, et il conduisit lui-même la compagnie absolument par la même direction qu'avait suivie la tête de nos colonnes pour attaquer la ligne prussienne ; il fit de même suivre tout le mouvement qu'avait fait notre armée, et, arrivé sur le terrain où la bataille avait été décidée, on y trouva, de distance en distance, des baraques sur un alignement déterminé ; elles étaient garnies de fusils et de gardes-chasse.

A peine les souverains y avaient-ils pris chacun une place, que des traqueurs, que l'on n'apercevait pas, commencèrent à faire lever une quantité prodigieuse de gibier, qu'ils chas-

sèrent sur les baraques, d'où les tireurs les tuaient à loisir : c'était une seconde bataille d'Iéna contre des perdreaux. Après cette chasse, on vint en faire une à tir au cerf, puis on alla dîner à Weimar chez le duc régnant.

Le grand-maréchal Duroc avait eu soin d'y envoyer la troupe des acteurs français qui était à Erfurth, de sorte que la soirée fut complète ; elle se termina par un bal qui dura toute la nuit.

FIN DE LA PREMIÈRE PARTIE.

SECONDE PARTIE.

MÉMOIRES

DU

DUC DE ROVIGO.

CHAPITRE PREMIER.

Nouvelles de Portugal.—Concessions réciproques.—L'empereur Napoléon m'offre l'ambassade de Russie.—Fin des conférences d'Erfurth.—Adieux des deux souverains.—Le comte de Romanzow.—Conversation avec ce seigneur.—Réponse négative de l'Angleterre aux ouvertures pacifiques convenues à Erfurth.—Confiance de l'empereur dans son traité d'alliance avec la Russie.

C'EST pendant le séjour d'Erfurth que l'empereur reçut du général Junot le rapport de ce qui était survenu en Portugal. Il lui envoyait le traité qu'il avait conclu avec le général anglais Dalrymple pour l'évacuation du Portugal. Par le même courrier, l'empereur reçut des nouvelles de la flotte russe, commandée par l'amiral Siniavine, que le général Junot avait trouvé à Lisbonne. Cet amiral venait de son côté d'entrer en arrangement avec les Anglais et avait consenti à mettre son escadre en ôtage en Angleterre, jusqu'à la paix entre cette puissance et la Russie. L'empereur Napoléon communiqua ces détails à l'empereur Alexandre, sans y ajouter aucune réflexion, et l'empereur de Russie, de son côté, désapprouva la conduite de son amiral; mais c'était un mal sans remède.

Les conférences d'Erfurth tiraient à leur fin sans avoir

présenté le moindre sujet d'inquiétude. Je me rappelle que notre ministre des relations extérieures, me dit un jour en conversant, que l'empereur n'obtiendrait rien de plus que ce qui avait été convenu précédemment ; que la Russie était fixée sur ces bases-là et n'en démordrait pas ; il ne m'en a pas dit davantage. J'ai cherché à quoi cela pouvait avoir rapport, et je crois que ce ne pouvait être qu'à des propositions d'arrangemens nouveaux dont la Prusse, et particulièrement la Silésie, auraient été le sujet ; je le crois d'autant plus que nous évacuâmes de suite cette province, et que ce n'est réellement qu'alors que le traité de Tilsitt reçut sa pleine exécution. L'empereur se relâcha même un peu sur l'article des contributions, et j'ai vu l'empereur de Russie en être particulièrement satisfait. Il avait obtenu tout ce qu'il désirait, et avait de même reconnu tout ce qui intéressait l'empereur Napoléon.

L'empereur de Russie envoya un ministre près du roi de Naples ; il donna ordre à celui qu'il avait eu près du roi Charles IV en Espagne, de reprendre ses fonctions près du roi Joseph. Voilà donc également l'empereur Napoléon satisfait, c'était à lui, après cela, à mettre son frère sur le trône, il allait s'en occuper et y employer tous les moyens de sa puissance. Il abandonna donc l'Allemagne à la foi des traités qu'il avait signés, et crut que la paix ne pouvait être troublée, puisqu'on regardait sa présence, c'est-à-dire, celle de ses troupes en ce pays comme un motif d'inquiétude continuelle, et qu'il les retirait pour les porter en Espagne.

Tout étant fini à Erfurth, on se disposa à se séparer, et auparavant l'on résolut de faire encore une démarche en commun près de l'Angleterre, pour tâcher de nouer seulement une négociation. Il fut convenu que le comte de Romanzow, ministre des relations extérieures de Russie, se rendrait à Paris avec des pleins-pouvoirs, pour donner suite, en ce qui concernait la Russie, à la réponse que l'on devait

attendre du gouvernement anglais. La veille du jour où l'empereur Alexandre quitta Erfurth, l'empereur me fit appeler la nuit; il était couché et voulait me faire causer comme cela lui arrivait quelquefois. Il me parla d'abord de tout autre chose que de ce qu'il voulait me dire, puis me demanda si je retournerais volontiers en Russie. "Non, Sire, lui dis-je, parce que c'est un climat effroyable, et ensuite parce que si j'y retournais sur le pied de faveur où j'y ai vécu six mois, j'y ferais mal vos affaires, pour lesquelles il faut ne rien perdre des avantages que donne la gravité du caractère ministériel. Autrement je ne pourrais jamais être que le courtisan de l'empereur Alexandre, et non pas l'ambassadeur de France."

Ma réponse prouva à l'empereur que je comprenais pourquoi il avait songé à me renvoyer en Russie; il insista un peu, mais j'opposai de la résistance; il me gronda légèrement, mais je tins bon. Il me dit: "Je vois que vous êtes piqué de n'avoir pas été le premier ambassadeur après la paix de Tilsitt." Je lui répliquai, en riant: "Un peu, Sire, quoique j'aie fait des instances pour quitter Pétersbourg. Je voulais connaître le terrain sur lequel on me faisait marcher, et on m'a répondu par la nomination de M. de Caulaincourt. Maintenant je ne pourrais plus lui succéder, parce que je courrais risque de gâter vos affaires, en voulant suivre une marche toute différente de celle qu'il paraît avoir adoptée."

L'empereur me répliqua: "Ainsi vous ne voulez pas y aller?"

Réponse. "Sire, je suis loin de le désirer; ensuite, si V. M. l'ordonne, je suis prêt; mais je crois que vous n'y gagneriez pas la peine d'un tel changement."

L'empereur me répondit: "On m'avait dit que vous regrettiez la Russie, et que vous y retourneriez avec plaisir."

Je n'avais rien à dire plus, sinon que j'avais joui en Russie de tout ce qui peut éblouir l'ambition et la vanité; que j'étais

confiant dans l'opinion qu'on y aurait conservée de moi; mais qu'à moins d'ordre de sa part, je désirais poursuivre ma carrière militaire. « Alors, me dit l'empereur, n'en parlons plus.»

Je me reprochais en secret de n'avoir pas accepté, parce que j'étais sûr de pouvoir détourner de grands malheurs, tout en ménageant la dignité et même l'amour-propre des deux souverains. C'était tout ce qu'il y avait à faire alors entre la France et la Russie; il fallait un ministère et un ambassadeur sans raideur, qui se comptât lui-même pour rien, et qui n'envisageât que l'harmonie des deux pays, laquelle consistait dans celle des deux souverains, qui alors étaient dans la ferveur de leur rapprochement. Nous verrons comment tout cela a tourné.

Le moment des adieux arriva; ils furent gracieux de part et d'autre. L'empereur Alexandre vint dire adieu à l'empereur; ils eurent une longue conversation, et se quittèrent pour monter à cheval. Ils sortirent ensemble de la ville, et allèrent au pas jusqu'à la distance de deux lieues, où les voitures de l'empereur Alexandre l'attendaient. Quant à ce qu'ils se dirent pendant le trajet, personne n'en sut rien; mais il est bien évident qu'ils s'intéressaient tous deux, parce que l'on ne trotta même pas, et que par discrétion les deux suites restèrent à une assez bonne distance en arrière. On arriva enfin aux voitures; ils mirent tous deux pied à terre, se promenèrent encore à pied quelques momens, puis se dirent adieu en s'embrassant. Je courus me rappeler aux bontés de l'empereur Alexandre, qui m'embrassa en me disant: « Je ne change jamais « quand j'ai une fois accordé mon estime.» J'y ai compté dans l'adversité, et j'ai eu tort. Ainsi finit cette entrevue d'Erfurth, qui sera célèbre dans l'histoire. Elle devait assurer le repos et le bonheur du monde, et elle ne fut suivie que de calamités.

L'empereur revint à Erfurth au petit pas, n'articulant pas un mot, et paraissant rêveur et pensif. Il avait donné congé à tous les souverains et princes étrangers qui étaient à Erfurth. Il partit le lendemain pour revenir à Paris sans s'arrêter nulle part. Nous y arrivâmes dans les derniers jours d'octobre.

Le comte de Romanzow, qui nous suivait, arriva peu de jours après nous. Il descendit d'abord dans un hôtel garni, puis l'empereur lui donna l'hôtel du vice-roi d'Italie, qu'il fit pourvoir de laquais et de tout ce qui était nécessaire à une grande représentation. Le comte de Romanzow donna plusieurs dîners dans cet hôtel, et c'est à un de ces repas que j'eus avec lui une conversation qui, dans l'intérêt de l'empereur, augmenta encore mes regrets de n'avoir pas accepté l'ambassade de Russie, en remplacement de M. de Caulaincourt, qui sollicitait son retour à Paris. Le comte de Romanzow me disait des choses si obligeantes, que quand bien même il les aurait exagérées de moitié, je n'aurais pu qu'être excessivement flatté de tout ce que l'empereur de Russie avait conçu de moi. Il m'apprit dans cette conversation le prochain mariage de S. A. I. la grande-duchesse Catherine avec un prince d'Oldembourg. Je me gardai bien de lui supposser d'autre motif, en me faisant cette confidence, que l'intention de me faire plaisir, en m'apprenant cet événement heureux pour une princesse dont j'étais l'admirateur, et qui m'a toujours parue digne d'occuper un des premiers trônes du monde; mais sans lui témoigner autre chose que la part que je prenais à ce que sa majesté l'impératrice mère allait trouver de bonheur dans une union formée par ses soins, j'avoue que je ne pus comprendre comment notre ambassadeur ne traversait pas ce dessein-là, même sans avoir d'instructions positives à ce sujet. Quel mal y aurait-il eu pour l'Europe à ce qu'un prince d'Oldembourg restât célibataire un an de plus ou de moins, tandis que la main de la grande-duchesse Catherine pouvait être un lien de paix éternelle pour deux pays entre lesquels il ne pouvait exister trop

d'harmonie ou d'intérêt d'union ? c'était à quoi il fallait que travaillassent sans cesse ceux qui par leurs fonctions étaient chargés de ces rapprochemens-là.

Toutefois, je rends justice à M. de Caulaincourt: il en a eu la pensée. J'ai lu ce qu'il écrivit sur ce sujet à un tiers, dans la persuasion que cela serait mis sous les yeux de l'empereur; mais c'était précisément un moyen de faire manquer un projet qu'il avait conçu que de l'éventer. La première conséquence que l'on dût en tirer, c'est que cette communication de sa part n'était que la suite d'une ouverture qui lui avait été faite, et sur laquelle il aurait consenti à ne pas donner d'explication avant d'avoir eu une réponse à la lettre dont je viens de parler. Je sais qu'elle donna beaucoup d'humeur à l'empereur, parce qu'il n'aimait ni à être deviné, ni à être prévenu, encore moins à paraître influencé; et M. de Caulaincourt ignorait sans doute la scène de M. Fouché, qui avait eu lieu l'hiver précédent; mais l'empereur pouvait croire qu'il en avait été informé: aussi la lettre de M. de Caulaincourt à ce tiers resta-t-elle sans réponse. Mais je donne à penser à un homme raisonnable de quel côté l'empereur aurait penché, ou du côté d'une princesse, belle, aimable, d'une instruction peu commune, même parmi les souveraines célèbres, et dont la main resserrait une alliance utile avec son frère pour lequel l'empereur Napoléon avait véritablement une amitié qu'il était aisé d'entretenir, ou bien d'une princesse qui était alors inconnue à toute la France, dont les liens de parenté seuls effarouchaient tout ce qui avait eu quelque part à la révolution, et dont le père enfin avait été armé quatre fois contre nous, souvent avec des circonstances que la politique seule pouvait excuser. Il est vrai de dire que l'on fut bien rassuré et dédommagé de la perte de la première, lorsque l'on connut tous les avantages personnels de la seconde qui arriva parmi nous; mais cela était indépendant de ce qu'il était possible de faire en Russie, en traversant le mariage de la grande-duchesse Catherine; et puisque l'ambassadeur avait lui-même songé à ce mariage, il

devait agir de telle sorte que cette princesse fût encore libre, lorsqu'on s'occupa en France d'en chercher une.

Le comte de Romanzow resta à Paris jusqu'à l'arrivée de la réponse de Londres ; elle n'était autre chose qu'un refus qu'il était facile de deviner, parce qu'il n'était pas raisonnable de supposer que l'Angleterre entrât en arrangement avec la France depuis l'entreprise de celle-ci sur l'Espagne, lorsqu'elle avait auparavant refusé la médiation de la Russie après le traité de Tilsitt, et il faut convenir que, dans ces deux occasions, la Russie s'y livra de bonne foi, et voulait amener une paix générale, autant, je crois bien, par bonne intention philanthropique, que pour voir la France désarmer et pouvoir elle-même bientôt reprendre des relations commerciales, de la privation desquelles elle souffrait trop, le pays ne pouvant s'en passer. Je crois bien aussi que s'il y avait eu des négociations ouvertes avec l'Angleterre, l'empereur Napoléon se serait relâché de beaucoup de choses, particulièrement en Allemagne ; mais je ne sais à quelle fatalité il a tenu que tout ce qui a été fait et écrit pour amener des pourparlers, a toujours porté le caractère de défi ou un ton d'aigreur, qui a constamment éloigné au lieu de calmer et de rapprocher. La mission du comte de Romanzow étant ainsi terminée, il reprit le chemin de Saint-Pétersbourg.

Vers cette époque, l'empereur ouvrit la session du corps-législatif, et dans le discours d'usage dans ces circonstances, il s'exprima en ces termes :

"L'empereur de Russie, mon illustre allié, et moi sommes "unis dans la paix comme dans la guerre. Je vais avec con-"fiance rejoindre mon armée ; nous nous sommes mutuelle-"ment nécessaires, etc." S'il n'y avait pas eu à Erfurth une réciprocité d'engagemens et de confidences sur les projets de l'avenir, il ne se serait pas expliqué de cette manière en face de la nation, quinze jours après avoir quitté l'empereur de Russie. Il comptait donc sur une paix profonde en Allemagne.

CHAPITRE II.

Arrivée de l'empereur à Bayonne.—Son entrée en Espagne.—Combat de Somo-Sierra.—Madrid est sommé d'ouvrir ses portes.—Embarras des grands de la cour d'Espagne.—Attaque.—Entrée à Madrid.—Correspondance de la reine de Naples et de Ferdinand VII.—Nouvelles de l'armée anglaise.—Marche pénible et périlleuse du Guadarama.—L'empereur à pied à la tête de la colonne. —Poursuite de l'armée anglaise.—Témérité du général Lefèvre-Desnouettes. —Arrivée d'un courrier de France.—L'empereur investit le maréchal Soult du commandement de l'armée.

L'EMPEREUR prit la route d'Espagne avec toute son armée. Il arriva à Bayonne avec la rapidité d'un trait, de même que de Bayonne à Vittoria. Il fit ce dernier trajet à cheval, en deux courses : de la première il alla à Tolosa, et de la seconde à Vittoria, où il rejoignit le roi Joseph qui y était retiré avec les débris de la première armée qui était entrée en Espagne. Il pressa tant qu'il put l'arrivée de toutes les troupes, et fit commencer les opérations d'abord sur Saint-Ander, et en même temps sur la Navarre et l'Aragon. Nous avions une telle supériorité, que toutes ces expéditions se réduisirent à des marches, excepté en avant de Burgos, où il fallut faire quelques efforts, et à Tudela, en Navarre, où le maréchal Lannes livra bataille ; le reste ne mérite pas la peine d'être cité.

L'empereur se transporta à Burgos, où les troupes le rejoignirent ; c'est de là qu'il ordonna de recommencer le siége de Sarragosse, et fit avancer son infanterie par la route de Aranda-del-Duero, pendant que sa cavalerie prenait le chemin de la plaine, par Valladolid. Lui-même suivit, avec toute sa garde, la même route que son infanterie ; il n'allait jamais qu'à cheval. Le jour de son départ de Burgos, il vint à Aranda, et le lendemain il s'approcha jusqu'à l'entrée de la

gorge de la Somo-Sierra, à un lieu nommé Boceguillas, où il campa au milieu de ses troupes. Le jour suivant, de très-bonne heure, il fut rejoint par le corps du maréchal Victor, qui avait d'abord été envoyé pour appuyer le maréchal Lannes, mais que l'on avait rappelé avant de partir d'Aranda, où l'on avait appris la brillante affaire du maréchal Lannes à Tudela. L'empereur fit de suite pénétrer le corps du maréchal Victor par la vallée. Nous étions à la fin de novembre 1808, et comme la vallée est bordée de montagnes très-hautes, dont le sommet est caché dans les nuages, les Espagnols qui y étaient postés ne nous découvrirent que lorsque nous étions déjà sur eux, sans quoi ils auraient pu nous faire bien du mal.

Au puerto de la Somo-Sierra, ils avaient quinze pièces de canons qui, si nous avions été aperçus de plus loin, nous auraient fait payer cher la hardiesse avec laquelle elles furent enlevées. L'empereur était là de sa personne; il fit former les lanciers polonais en colonne sur le grand chemin; ils le montèrent ainsi au pas, jusqu'à ce que la batterie eût commencé à tirer, alors, prenant le grand galop, ils l'enlevèrent avant d'avoir reçu la seconde volée. Cette audacieuse entreprise était commandée par le général Montbrun, et fut exécutée par la cavalerie polonaise, qui, après avoir forcé le passage, continua le galop jusqu'à Buitrago, où l'empereur vint coucher ce soir-là. Le lendemain il vint à Saint-Augustin, qui est le second relai de poste en partant de Madrid par cette route-là. Il attendit dans cette position le reste de l'armée qui n'avait pu le suivre; il y fut également rejoint, le 1er décembre, par son frère le roi Joseph.

L'empereur s'attendait que, si près de Madrid, la junte qui y gouvernait enverrait faire des propositions; mais l'on ne considérait pas que nous arrivions aussi vite que les mauvaises nouvelles, et que cette junte ne pouvait pas encore être informée du mauvais état de ses affaires; elle ignorait

la bataille de Tudela, et croyait l'empereur encore bien loin, lorsque le 2 décembre, de grand matin, il fit faire la circonvallation de Madrid, et planter sa tente à portée de canon de la muraille.

Le général qui commandait les premières troupes qui s'approchèrent de la ville la somma, selon l'usage, d'ouvrir ses portes. Il s'engagea un parlementage à la gauche, pendant que l'on faisait attaquer le quartier des gardes-du-corps et une des portes de la ville qui étaient à la droite.

La marche de l'empereur avait été si rapide, que pas un des grands personnages de la cour d'Espagne qui, après avoir prêté serment de fidélité au roi Joseph, l'avaient abandonné pour rester parmi les insurgés n'avait eu le temps de faire des dispositions pour s'enfuir. Presque tous ceux qui étaient venus à Bayonne se trouvaient dans Madrid. L'inquiétude commença à s'emparer d'eux; ils ne voyaient point de moyens de résistance au dedans, et se regardaient comme perdus s'ils ne parvenaient pas à désarmer la vengeance d'un vainqueur irrité. Ils songèrent donc à employer leur influence pour lui faire ouvrir les portes d'une capitale, de laquelle on ne se serait point rendu maître sans des torrens de sang et des monceaux de ruines. Ils portèrent tous les esprits à la modération, et parvinrent petit à petit à faire abandonner l'idée d'une résistance inutile à l'intérêt de la patrie, pour écouter des propositions plus conformes à l'intérêt de chacun, d'autant plus que ce dernier parti était commandé par la nécessité.

Malgré cela, on n'obtenait rien, et chaque fois que l'on approchait ou de la muraille ou d'une porte, on y était reçu à coups de fusil. L'empereur se détermina à faire ouvrir la muraille sur trois ou quatre points où il y avait assez de distance entre elle et les premières maisons de la ville pour y former des troupes. Il choisit, entr'autres, le côté extérieur, du jardin du Retiro, dont la muraille en brique et crénelée

fut démolie à coups de canon, sur une largeur d'à peu près vingt toises. On y fit de suite entrer les troupes en bon ordre. Ce seul mouvement dégagea la porte d'Alcala, et porta les troupes jusqu'aux bords de la promenade du Prado.

Les trois grandes rues qui aboutissent de la ville à cette promenade étaient défendues par des coupures, derrière lesquelles il y avait un bon parapet. Dans les premiers momens, il partit un feu de mousqueterie assez vif des croisées des maisons qui se trouvent à l'entrée de ces rues, particulièrement de l'hôtel Medina-Celi, mais on lui riposta si vivement qu'on le fit taire, et comme on avait eu la maladresse de laisser la porte cochère ouverte, nos soldats y entrèrent, tuèrent tout ce qu'ils trouvèrent ayant les armes à la main; en même temps la maison fut mise au pillage, de telle façon qu'on ôta aux autres l'envie de s'exposer au même sort. Le général Labruyère, qui était à la tête du 9ème érgiment d'infanterie légère, fut tué d'un coup de fusil tiré d'une des fenêtres de cet hôtel de Medina-Celi.

Cette position fit ouvrir les yeux aux membres de la junte, qui ne voulurent pas exposer Madrid à un saccage qui allait devenir inévitable, si une fois les troupes se répandaient dans les maisons. Ils envoyèrent donc bien vite au camp de l'empereur des parlementaires avec de pleins pouvoirs pour traiter de la reddition de Madrid, qui se soumit et reconnut le roi Joseph; mais comme nous n'avions pas pu entourer la ville, à cause de son grand développement, il y eut une émigration considérable la nuit suivante. La population, ainsi que les milices andalouses qui composaient la garnison, sortirent par la porte d'Aranjuez, et se rendirent par toutes les directions vers Valence, la Manche et l'Estramadoure. On ne fit point d'efforts pour les en empêcher; on laissa au temps le soin de les ramener.

Les troupes françaises entrèrent à Madrid, mais l'empe-

reur ne s'y établit point ; il resta à Chamartin, distant de la ville d'environ deux lieues. Le roi Joseph n'entra pas non plus dans sa capitale ; il resta au Pardo, château des rois d'Espagne, situé à une lieue de Madrid ; mais de là il commanda et organisa l'administration.

Les grands d'Espagne qui, après être venus à Bayonne, y avoir reconnu le roi Joseph et lui avoir prêté serment de fidélité, l'avaient trahi, étaient pour la plupart restés à Madrid et voulurent de nouveau s'arranger avec lui, mais il ne voulut pas les recevoir ; tous furent arrêtés comme traîtres et envoyés en France, où ils furent détenus fort long-temps. Un d'entre eux, M. le duc de St-Simon, manqua de perdre la vie, parce qu'étant dans le même cas que les autres il avait été pris les armes à la main, commandant une troupe d'insurgés : il aurait été infailliblement victime de la sévérité des lois militaires, si l'empereur ne se fût laissé toucher par les larmes de sa famille et ne lui eût fait grâce. On en usa envers les chefs de l'insurrection espagnole à peu près comme ils en avaient agi envers le général Dupont, qu'ils dépouillèrent après lui avoir accordé une capitulation. On s'empara donc de tout ce qu'ils possédaient et on nè les ménagea en rien, comme on agit avec des hommes qui n'ont point de foi.

Il n'est pas indifférent que l'on sache ici qu'en faisant la visite du cabinet du duc de l'Infantado l'on trouva la correspondance de la reine de Naples et du prince Royal de ce pays, avec le prince des Asturies, qui, comme l'on sait, avait épousé une fille de la reine de Naples. La plupart de ces lettres avaient été écrites dans le temps que les Français s'emparaient du royaume de Naples, à la suite de l'ouverture du port aux troupes russes et anglaises en 1805. On y voyait que dans ses lettres, auxquelles celle-ci faisaient réponse, le prince des Asturies avait témoigné à sa belle-mère une grande impatience de régner pour contribuer à la venger. Il est inconcevable que M. de l'Infantado n'eût pas pris plus de soin

de cacher des lettres de cette importance. Elles furent trouvées sur la table de son cabinet dans deux vieilles boîtes où il y avait eu auparavant des cigares de la Havanne.

L'empereur resta à Chamartin jusque vers la fin de décembre; il cherchait partout des nouvelles de l'armée anglaise et était persuadé en venant à Madrid qu'il la trouverait. Il le supposait parce qu'il la considérait comme la principale force de l'insurrection, et qu'ainsi elle n'aurait pas été loin de Madrid, afin de pouvoir l'animer d'une part et de se retirer sur Cadix, si elle y était forcée. Mais tel était le silence des Espagnols à notre égard, et la fatale insouciance de ceux qui dirigeaient notre cavalerie, que, pendant que l'empereur envoyait des troupes à cheval de Burgos sur Valladolid pour avoir des nouvelles, l'armée anglaise était tout entière sur le Douro, occupant Zamora et Toro sur cette rivière, et ayant son quartier-général à Salamanque.

L'empereur était livré à son impatience à Chamartin, lorsque le général qui commandait à Valladolid lui envoya trois Français qui avaient été faits prisonniers avec le corps du général Dupont et que la misère avait forcés à prendre du service dans les corps francs que faisait lever l'Angleterre. Ils avaient déserté aussitôt qu'ils avaient su les Français arrivés à Valladolid, et venaient donner avis que toute l'armée anglaise était à Salamanque ayant son avant-garde à Zamora; qu'ils l'y avaient laissée, je crois le 10 ou le 11 du mois, et qu'elle ne songeait pas encore à se retirer, parce que les bâtimens de transports n'étaient pas arrivés. Ces soldats parlaient si clairement de tout ce qu'ils avaient vu que l'empereur ajouta foi à leur rapport: il les fit récompenser; mais il prit de l'humeur de n'avoir appris ces détails que par le zèle de ces trois soldats, tandis qu'il avait dans les environs de Valladolid plus de dix régimens de cavalerie qui ne lui donnaient aucune nouvelle. Que l'on juge des regrets qu'il dut éprouver d'avoir été amené à Madrid, qui ne pouvait pas

lui échapper, lorsqu'il était encore en mesure de prendre tous les avantages possibles sur l'armée anglaise, dont la présence faisait toute la force de l'insurrection d'Espagne !

Il donna sur-le-champ ordre à l'armée de partir dans le jour même pour traverser la chaîne de montagnes qui sépare la province de Madrid de celle de Ségovie, en se dirigeant par le Guadarama, c'est-à-dire la route de Madrid au palais et couvent de l'Escurial. L'empereur partit le lendemain matin, veille de Noël ; il faisait beau en partant, et le soleil nous accompagna jusqu'au pied de la montagne. Nous trouvâmes la route remplie d'une profonde colonne d'infanterie qui gravissait lentement cette montagne, assez élevée pour conserver de la neige jusqu'au mois de juin. Il y avait en avant de cette infanterie un convoi d'artillerie qui rétrogradait, parce qu'un ouragan de neige et de verglas, accompagné d'un vent effroyable, rendait le passage dangereux ; il faisait obscur comme à la fin du jour. Les paysans espagnols nous disaient qu'il y avait à craindre d'être enseveli sous la neige, comme cela était arrivé quelquefois. Nous ne nous rappelions pas d'avoir eu aussi froid en Pologne ; cependant l'empereur était pressé de faire passer ce défilé à son armée, qui s'accumulait au pied de la montagne, où il n'y avait aucune provision. Il fit donner ordre qu'on le suivît, et qu'il allait lui-même se mettre à la tête de la colonne. Effectivement il passa avec le régiment des chasseurs de sa garde à travers les rangs de l'infanterie ; il fit ensuite former ce régiment en colonne serrée, occupant toute la largeur du chemin ; puis ayant fait mettre pied à terre aux chasseurs, il se plaça lui-même à pied derrière le premier peloton et fit commencer la marche. Les chasseurs marchaient à pied pêle-mêle avec leurs chevaux, dont la masse rendait l'ouragan nul pour ceux qui les suivaient, et en même temps ils foulaient la neige de manière à indiquer une trace bien marquée à l'infanterie.

Il n'y avait que le peloton de la tête qui souffrait beaucoup. L'empereur était bien fatigué de marcher, mais il n'y avait aucune possibilité de se tenir à cheval. Je marchais à côté de lui ; il prit mon bras pour s'aider, et le garda jusqu'au pied de la montagne, de l'autre côté du Guadarama. Il avait le projet d'aller ce soir-là jusqu'à Villa-Castin, mais il trouva tout le monde si épuisé et le froid si excessif qu'il arrêta à la maison de poste, au pied de la montagne ; elle se nomme Espinar. Tel était le zèle avec lequel tout le monde le servait, que dans cette mauvaise maison qui était seule pour l'immensité de monde qui était là, on fit arriver le mulet qui portait son bagage ; de sorte qu'il eut un bon feu, un lit et un souper passable. Dans ces occasions-là, l'empereur n'était pas égoïste, comme on a voulu le faire croire : il ne savait pas ce que c'était que de penser au lendemain, lorsqu'il n'était question que de lui ; il partageait son souper et son feu avec tout ce qui avait pu le suivre ; il allait jusqu'à forcer à manger ceux qu'il voyait en avoir besoin, et qui étaient retenus par la discrétion.

On passa à cette maison d'Espinar une triste nuit. Des soldats périrent même de froid, mais enfin l'exemple que l'empereur avait donné, avait fait passer tout le monde par un défilé qui aurait demandé deux jours pour tout autre que lui. Il s'arrêta un jour à Villa-Castel pour rallier les traînards, puis on partit à longue marche pour arriver sur le Douro, que l'on passa à Tordesillas le second jour.

L'empereur allait lui-même fort vite pour être plus tôt informé de ce qu'on aurait pu découvrir en avant. Il apprit à Tordesillas que l'armée anglaise était partie de Salamanque et avait passé le Douro à Zamora, prenant sa route vers le royaume de Léon. Il était d'une impatience sans pareille de ne point voir son infanterie arriver, et était bien mécontent qu'on ne lui eût pas fait connaître huit jours plus tôt la présence de l'armée anglaise à Salamanque ; néanmoins il es-

pérait encore en avoir quelques débris. Le corps du maréchal Ney étant arrivé le premier, il partit lui-même avec, et se rendit, par un temps affreux, à peu près à travers champs, jusqu'à Valderas, où il eut connaissance de l'arrivée à Léon d'un corps qu'il y avait fait marcher de Burgos.

Il s'arrêta à Valderas pour attendre des nouvelles de tout ce qui le suivait, et envoyer des reconnaissances dans toutes les directions ; on commençait déjà à sentir que l'on approchait de l'armée anglaise. Les paysans répondaient, lorsqu'on leur faisait des questions sur les troupes anglaises, qu'elles avaient passé il y avait tant d'heures, et suivaient le chemin de Benavente. L'empereur pressait tant qu'il pouvait, mais les boues étaient épouvantables, et l'artillerie ne pouvant pas suivre, les autres troupes étaient obligées de l'attendre ; cela donna quelqu'avance à l'armée anglaise. Enfin l'impatience fit envoyer le régiment des chasseurs à cheval de la garde en avant pour atteindre l'arrière-garde de l'armée ennemie. Le général Lefèvre-Desnouettes qui le commandait, impatient d'en venir aux prises, se lança sans précaution, et arriva au bord de l'Exla, au moment où les ennemis venaient de rompre le pont sur lequel on passait cette rivière pour arriver à Benavente. Il voit la cavalerie ennemie à l'autre bord, et forme de suite le hardi projet d'aller la culbuter. Il cherche long-temps un gué dans les eaux de la rivière, considérablement enflée par les pluies qui tombaient depuis quelques jours ; mais enfin il en trouve un, et passe la rivière avec quatre escadrons de chasseurs de la garde, à la tête desquels il marche à la cavalerie anglaise qui était de l'autre côté ; il est bientôt assailli par le nombre, qui le ramène battant jusqu'au gué, où tout aurait été pris sans l'adresse des chasseurs qui le repassèrent promptement ; mais le général Lefèvre voulut, en brave homme, ne repasser que le dernier, et fut pris avec soixante chasseurs de son régiment. L'empereur reçut cette nouvelle à Valderas ; elle lui fit beaucoup

de peine, parce qu'il aimait les chasseurs de la garde par-dessus tout. Mais il ne condamnait pas la détermination courageuse de leur colonel, qu'il aurait cependant voulu voir plus prudent.

Il partit lui-même de Valderas aussitôt que la cavalerie y arriva, et se porta avec elle sur Benavente, ordonnant à l'infanterie de suivre. Les pluies avaient encore augmenté la rivière de l'Exla au point que l'on ne pouvait plus passer au gué qui avait favorisé les chasseurs. Il fallut en chercher un autre; on ne le trouva que très tard au-dessous du pont; on y fit passer toute la cavalerie; l'empereur y passa lui-même, et on marcha de suite sur Benavente, que l'on dépassa encore de beaucoup dans la nuit, en prenant le chemin d'Astorga. On trouva dans la ville de Benavente, des matériaux pour raccommoder le pont de l'Exla, sur lequel l'infanterie passa toute la nuit.

L'empereur coucha à Benavente, et y resta le lendemain pour faire prendre de l'avance à l'armée. L'on suivait les Anglais de près, mais ils ne nous abandonnaient rien. Nous trouvions beaucoup de chevaux de la cavalerie anglaise morts sur le chemin, et nous remarquions qu'il leur manquait à tous un pied. Nous apprîmes depuis que le cavalier anglais qui perdait son cheval était obligé d'en apporter le pied à son capitaine pour lui prouver qu'il était mort; autrement il aurait été suspecté de l'avoir vendu. Nous commencions à les serrer de près; notre avant-garde couchait tous les soirs en vue de l'arrière-garde ennemie; mais notre colonne était d'une longueur infinie, et avait de la peine à se serrer et à se réunir. C'était l'ouragan que nous avions éprouvé en passant le Guadarama, ainsi que la boue et les pluies de Valderas, qui nous avaient mis dans cet état de procession, qui durait depuis plusieurs jours.

L'empereur était si impatient qu'enfin il partit de Benavente, pour suivre l'armée sur le chemin de la Corogne;

j'étais avec lui ; il allait au grand galop, lorsqu'un officier, qui venait de Benavente, d'où il était parti quelques instans après nous, nous dit qu'il venait de quitter un courrier de Paris qui courait après l'empereur. Sur ce rapport l'empereur arrêta, mit pied à terre, et fit établir un feu de bivouac sur le chemin, où il resta par une neige très-froide et très-épaisse, jusqu'à l'arrivée du courrier. Le prince de Neuchâtel était avec lui ; il ouvrit la valise du courrier, et remit à l'empereur les lettres qui étaient pour lui. Quoique sa figure ne changeât presque jamais, je crus cependant remarquer que ce qu'il venait de lire lui donnait à penser, d'autant plus que nous remontâmes à cheval, et qu'il ne dit pas un mot jusqu'à Astorga, où il arriva sans avoir repris le galop.

A Astorga, il ne parla plus d'aller à la Corogne. Il y attendit toute l'armée, et passa la revue des différens corps de troupes à mesure qu'ils arrivaient. Le parti de l'armée anglaise était pris ; elle se retirait, et ne pouvait pas aller moins loin qu'à la Corogne. La question était de savoir si elle y trouverait ses transports arrivés lorsqu'elle-même le serait : dans ce cas rien ne pouvait s'opposer à son embarquement, ou bien si elle serait obligée d'attendre ses transports, ce qui alors aurait donné à notre armée un temps qu'elle aurait pu mettre à profit.

L'empereur donna le commandement de l'armée au maréchal Soult, et lui recommanda de marcher promptement de manière à ne pas laisser prendre haleine aux Anglais. Il le prévint qu'il allait de sa personne rester encore un jour ou deux à Astorga ; qu'il en demeurerait davantage à Benavente, où il attendrait de ses nouvelles, soit pour revenir sur la Corogne, si les Anglais étaient forcés de tenir dans cette province, soit pour aller à Valladolid, si les Anglais se rembarquaient. Le maréchal Soult partit et poussa l'arrière-garde anglaise de si près, que son avant-garde avait souvent affaire

avec elle. Le général Auguste Colbert fut tué dans une de ces rencontres, et emporta les regrets de tous ses camarades. Tous les jours l'empereur recevait de l'armée des nouvelles qui lui faisaient connaître jusqu'où elle avait marché, et où étaient les Anglais. Il était encore à Benavente lorsqu'il apprit l'entrée de nos troupes dans Lugo, et peu de jours après il eut avis de l'arrivée à la Corogne des transports destinés à embarquer l'armée anglaise. Il vit dès lors que rien n'empêcherait cette armée d'arriver en Angleterre, et il ne songea plus qu'à partir de Benavente.

CHAPITRE III.

L'empereur à Valladolid.—Le général Legendre.—Députation de la ville de Madrid.—Audience que lui accorde l'empereur.—Le roi Joseph entre à Madrid.—Nouvelles de France.—Conversation avec l'empereur à ce sujet.—Disposition des relais.—Retour de l'empereur à Paris.—M. de Metternich.

L'EMPEREUR fit placer ses relais pour arriver à Valladolid dans un seul jour ; il ramena toute la garde à pied et à cheval dans cette ville, où il resta quelque temps ; il envoya de là le maréchal Lannes commander le siége de Sarragosse, et il prit plusieurs autres dispositions relatives à la sûreté de l'armée et à la promptitude de ses opérations. Il reçut, à Valladolid, un officier de la cour de Milan, qui venait lui apporter la nouvelle de la naissance d'un enfant du vice-roi d'Italie ; mais il eût de l'impatience en recevant un de ses anciens officiers d'ordonnance qui, en remplissant une mission à la Corogne, au commencement de l'insurrection, y avait été fait prisonnier : on l'avait gardé prisonnier à bord d'un vaisseau pendant cinq ou six mois, et il venait de recouvrer sa liberté, par l'entrée des troupes françaises à la Corogne. Il vint

nous apprendre que le jour où l'affaire qui avait eu lieu entre le maréchal Soult et les Anglais, en avant de la Corogne, et dans laquelle le général en chef de l'armée anglaise Moore avait été tué ; ce jour, dis-je, les transports de l'armée anglaise n'étaient pas encore arrivés. L'empereur ne put être maître d'un mouvement d'humeur ; il renouvela encore sa plainte de n'avoir pas été prévenu comme il aurait dû l'être de la présence des Anglais à Salamanque et à Zamora ; il aurait été à eux avant d'aller à Madrid, et il les aurait combattus avec une supériorité de quatre contre un. Il gronda les uns et les autres, mais il le faisait toujours en riant, et jamais il n'était si près d'accorder une marque de bonté à quelqu'un que lorsqu'il venait de lui bien laver la tête.

C'est aussi pendant qu'il était à Valladolid qu'il apprit du ministre de la guerre l'arrivée à Toulon des généraux Dupont et Marescot, les mêmes qui avaient signé la capitulation de Baylen. Cela lui échauffa de nouveau la bile, et il donna des ordres sévères à leur égard.

Le général Legendre, qui était le chef d'état-major de ce corps d'armée, était revenu en France quelque temps avant, et n'avait pas craint de venir trouver l'empereur à Valladolid. L'empereur le reçut à une parade, et ne voulut pas le voir auparavant ; c'était le 17ème régiment d'infanterie qui était passé en revue ce jour-là. Il y avait trente généraux et plus de trois cents officiers présens, lorsque l'empereur fit approcher le général Legendre ; il le traita sévèrement, et lui dit, entre autres choses : « Vous étiez un des colonels de l'armée « que j'estimais le plus, et vous vous êtes rendu un des « instrumens de cette honteuse transaction de Baylen ! Com- « ment, vous, ancien soldat de l'armée d'Italie ! votre main « n'a-t-elle pas séché avant de signer une pareille iniquité ? « et, pour couronner l'œuvre, vous vous rendez l'organe « d'une fourberie pour abuser votre camarade Videl qui « était hors d'affaire, et le forcer à subir le déshonneur im-

« posé à ses troupes, sans lui dire pourquoi vous veniez le « chercher ! »

Le général Legendre s'excusait du moins mal qu'il pouvait : il disait qu'il n'avait rien pris sur lui ; qu'il n'avait fait qu'exécuter les ordres du général en chef. L'empereur eut l'air de se laisser persuader, mais sans être dupe ; il se fâchait d'autant plus fort qu'il y avait un grand nombre d'officiers de tous grades qui l'écoutaient, et qui pouvaient d'un jour à l'autre se trouver dans la même position où s'étaient trouvées les troupes du général Dupont. Il ne punit pas le général Legendre, parce que tel était l'empereur : quand un homme lui était connu par plusieurs actions de courage, une faute ne le perdait pas dans son esprit, surtout lorsque cet homme n'était, à proprement parler, qu'un être obéissant. Un autre individu qui aurait eu pour lui plus d'actions de courage que le premier, mais qui, n'agissant qu'avec méditation et réflexion, aurait commis une faute semblable, il la lui aurait comptée en raison des moyens que son jugement, son éducation et sa position lui fournissaient pour l'éviter, en sorte que dans une circonstance pareille, commune à deux hommes différens, l'un était traité avec indulgence et l'autre perdu sans retour dans son esprit, c'est-à-dire que, sans le priver de ce que ses services lui avaient acquis, il ne fallait plus rien demander pour lui.

C'est à Valladolid que l'empereur reçut une députation considérable de la ville de Madrid. Elle venait lui demander de permettre que le roi Joseph entrât à Madrid ; il était toujours resté au Pardo, parce que l'empereur voulait voir comment les affaires d'Espagne se dessineraient avant de faire entrer le roi dans une capitale d'où il aurait pu être dans le cas de sortir une seconde fois.

J'étais présent lorsqu'il reçut cette députation. Il avait pour interprète M. Hédouville, ministre de France près le prince primat d'Allemagne, qu'il avait fait venir à son quar-

tier-général, parce qu'il parlait très-bien l'espagnol. Il aimait M. Hédouville, qu'il avait connu avant la révolution.

L'empereur demanda à la députation " si c'était une démarche libre et exempte de toute insinuation qu'elle faisait en ce moment, et ajouta que, si cette mission n'était pas la suite d'un mouvement sincère de leur part, elle ne pouvait lui être agréable, et qu'il leur rendait leur liberté."

Il aurait fallu les voir tous se prosterner et jurer qu'ils étaient venus d'eux-mêmes, après s'être réunis entre eux à Madrid, avec l'approbation du roi, dont ils avaient l'autorisation, pour venir près de l'empereur exprimer leurs vœux.

L'empereur leur répondit : " Si c'est ainsi, votre démarche m'est agréable, et je vais m'expliquer avec vous.

" Si vous désirez avoir le roi parmi vous pour l'aider à éclairer vos compatriotes, et à éviter une guerre civile, pour le servir comme de bons Espagnols et ne pas faire comme ceux qui, après lui avoir prêté serment de fidélité à Bayonne, l'ont abandonné à la plus légère apparence d'un danger, je consens à ce qu'il aille demeurer avec vous ; mais alors, messieurs, vous m'en répondez tous personnellement.

" Si, au contraire, vous ne demandez le roi que comme un moyen de vous soustraire aux charges inséparables de la présence d'une aussi grande armée, je veux vous désabuser. Tout ce que vous souffrez me fait d'autant plus de mal, que je voulais l'éviter en faisant par vous-mêmes les changemens que je suis obligé d'appuyer par les armes. La présence du roi à Madrid ne changera rien à cette position-là, à moins que vous ne vous hâtiez de lui rallier tous les hommes sensés de votre patrie, lesquels, une fois qu'ils se seront prononcés, produiront bientôt un grand changement et amèneront le calme, sans lequel il ne sera pas possible de rétablir l'ordre dans vos cités, en proie aux agitations et aux troubles. Réfléchissez-y bien, et ne vous exposez pas à quelques résultats fâcheux, si vous n'avez pas la ferme résolution de le servir."

Tous protestèrent de leurs sentimens, et furent étonnés de la franchise du discours de l'empereur. Ils le supplièrent de croire à la sincérité avec laquelle ils serviraient le roi, ajoutant que jamais ils ne prendraient aucune part directe ni indirecte aux agitations politiques dont le pays était affligé : enfin ils renouvelèrent leurs instances pour avoir le roi.

L'empereur leur répondit qu'il se fiait à leur parole ; qu'ils pouvaient s'en retourner et voir le roi au Pardo ; qu'il allait lui écrire et lui faire connaître qu'il ne mettait plus aucun obstacle à son entrée à Madrid. Elle eut effectivement lieu, et l'administration espagnole se mit en devoir de s'établir et de faire respecter son autorité. Si, avant cela, on eût pu joindre l'armée anglaise et la forcer à une bataille qu'elle eût infailliblement perdue, l'administration du roi Joseph aurait fait plus de prosélytes ; mais, faute de ce succès, les Espagnols restèrent froids. D'un autre côté, nos troupes devenaient tellement à charge par leur exigence et par les vexations de beaucoup d'officiers supérieurs, et même de généraux, que les habitans se livrèrent au désespoir.

Ils commencèrent par opposer de l'inertie à ce qu'on leur demandait ; les difficultés de vivre et de communiquer, au lieu de s'aplanir, s'accrurent ; les plus forts voulurent être obéis en conquérans, et les Espagnols, que l'on aurait pu persuader, ne voulurent point être asservis. On s'excita des deux côtés, et bientôt tout fut en armes. Il ne faut pas mettre en doute que la mauvaise conduite d'une bonne partie des officiers qui ont exercé des commandemens particuliers en Espagne, a plus contribué au soulèvement absolu du pays que les événemens de guerre qui nous ont été défavorables.

L'empereur attendit à Valladolid la nouvelle de l'entrée du roi à Madrid. Il y reçut plusieurs courriers de Paris qui lui donnèrent de l'humeur. Il me fit un jour appeler pour me questionner sur des choses dont il supposait que je serais informé.

C'est le cas de dire ici qu'avant de partir de Paris il avait eu plus d'un motif pour faire partir le grand-duc de Berg. Je partageais l'opinion de ceux qui lui supposaient le projet de succéder à l'empereur ; son esprit avait assez de complaisance pour se laisser aller à cette illusion, et des intrigans en France n'auraient pas demandé mieux que de voir à la tête du gouvernement un homme qui aurait eu continuellement besoin d'eux, et dont ils auraient tiré tel parti que bon leur eût semblé. Je ne crois pas que le grand-duc de Berg se fut jamais prêté à quelque tentative sur la personne de l'empereur ; mais comme les machinateurs d'intrigues avaient mis en principe que l'empereur périrait ou à la guerre ou par un assassinat, chaque fois qu'on le voyait partir pour l'armée, on tenait prêt quelque projet qui était toujours désappointé par son heureux retour.

Lorsqu'on le vit partir pour l'Espagne, cela fut bien pis ; ces mêmes hommes pariaient qu'il y serait assassiné avant d'avoir fait dix lieues ; et comme ils savaient que l'habitude de l'empereur était d'être à cheval et partout, ils se plaisaient à n'entrevoir aucun moyen pour lui d'éviter un malheureux sort. En conséquence, ils mirent les fers au feu de plus belle. Voilà pourtant comment l'empereur était servi par des hommes dont le devoir était de rassurer l'opinion et de l'éclairer, au lieu de la laisser errer en lui donnant eux-mêmes l'exemple d'une vacillation qui ne put jamais s'arrêter. Chaque fois qu'ils voyaient l'empereur revenir heureusement, ils ne trouvaient d'autre moyen de se tirer du mauvais pas où ils s'étaient mis qu'en se dénonçant réciproquement.

L'empereur me demanda si j'étais dans l'habitude de recevoir des lettres de Paris. Je lui répondis que non, hormis celles de ma famille, qui ne me parlait jamais d'affaires. C'est dans cet entretien qu'il me dit qu'on le servait mal ; qu'il fallait qu'il fît tout, et qu'au lieu de lui faciliter la besogne il ne rencontrait que des gens qui avaient pris l'habitude de le tra-

verser. Il ajouta : " C'est ainsi que ces gens-là entretiennent " les espérances des étrangers, et me préparent sans cesse de " nouveaux embarras, en leur laissant entrevoir la possibilité " d'une désunion en France ; mais qu'y faire ? ce sont des " hommes qu'il faut user tels qu'ils sont."

Je lui disais tout ce que je pensais, et mon opinion sur cette matière était formée sur la manière de voir de plusieurs bons serviteurs qui désiraient autant que moi la continuation de ses succès, et auxquels je faisais part de mes craintes sur les résultats de toutes ces intrigues. Il ne me dit pas un mot de son retour prochain à Paris. Il me dit qu'il allait envoyer un officier d'ordonnance à Saint-Pétersbourg ; c'est ce qui me fit penser que ce retour à Paris avait été résolu dans sa rêverie de Benavente à Astorga, d'autant plus que le courrier dont il avait lu les dépêches sur le grand chemin était expédié par M. de Champagny. Je sus par le prince de Neuchâtel, qui avait reçu une lettre du roi de Bavière, que ce souverain avait mandé à l'empereur de se mettre en mesure vis-à-vis de l'Autriche, qui armait et préparait tous les ressorts de la monarchie ; c'était la première fois qu'elle levait la landwehr. Il lui envoyait copie de la dépêche que lui avait adressée son ministre à Vienne. Je m'expliquai alors tout ce que j'avais remarqué depuis huit jours, et je devinai la cause de l'envoi d'un officier d'ordonnance à Saint-Pétersbourg.

L'empereur donna ses instructions sur la marche qu'il voulait que l'on suivît pour les opérations militaires tant en Navarre qu'en Aragon et en Catalogne ; il organisa la formation de l'armée mobile, pour l'emploi de laquelle il laissa une instruction générale, et fit partir la garde pour Burgos, où elle devait rester jusqu'à de nouveaux ordres. Il ne l'emmena pas d'abord, parce qu'il ne savait encore rien de positif sur ce qu'il ferait ; ses projets étaient subordonnés à ce qu'entreprendraient les ennemis. Il fit mettre ses chevaux de selle en relais sur le chemin de Valladolid à Burgos, avec un piquet

de chasseurs à chacun des relais, de manière à n'avoir que trois à quatre lieues d'un relais à l'autre. Ces dispositions se prenaient souvent et sans bruit chez l'empereur. Pour les comprendre, il faut savoir que son écurie de chevaux de selle était divisée par brigades de neuf chevaux, dont deux étaient pour lui, et les sept autres pour les personnes de son service qui ne le quittaient pas. L'écurie des chevaux de traits était divisée par relais ; un relais était composé de trois attelages. Il y avait un piquet attaché à chaque brigade, comme à chaque relais. Ainsi, lorsque l'empereur avait vingt lieues à parcourir à cheval, c'était ordinairement six brigades qui allaient se placer sur le chemin à faire. Les chevaux des palefreniers portaient des porte-manteaux où étaient des rechanges complets et des portefeuilles avec papier, plume, encre et cartes de géographie; ils portaient aussi des lunettes d'approche. S'il fallait faire vingt lieues en calèche ou en voiture, c'étaient six relais qui marchaient au lieu de six brigades de chevaux de selle. Les uns et les autres étaient numérotés ainsi que les piquets d'escorte, et pouvaient s'assembler la nuit sans que cela causât le moindre mouvement. Les aides-de-camp de l'empereur étaient tenus d'avoir dans ces cas-là un cheval à chaque brigade ; mais lorsque l'on voyageait en voiture ils y avaient place.

L'empereur partit donc ainsi de Valladolid de grand matin, par une belle gelée, et vint au grand galop de chasse jusqu'à Burgos. Il y arriva en cinq ou six heures : jamais souverain n'a fait autant de chemin à cheval aussi rapidement. Il avait également fait placer des relais d'attelage depuis Burgos jusqu'à Bayonne, en sorte qu'il n'arrêta qu'un moment à Burgos et alla à Bayonne sans sortir de sa voiture. Il n'y resta qu'une matinée, et partit de suite pour Paris. Il allait si vite, que personne ne put le suivre. Il y arriva seul vers les derniers jours de janvier. Son retour aussi subit fut un événement : on ne l'attendait pas de tout l'hiver ; les plaisirs

de cette saison y occupaient la société, et en général celle de Paris tourne peu ses regards vers les affaires; une comédie nouvelle y fait parler bien plus que dix batailles perdues ou gagnées. Un étranger apprend à Paris tout ce qu'il veut savoir, et un Français y peut ignorer tout ce qui l'intéresse, sans pour cela cesser d'avoir sa journée bien employée.

C'était M. le comte de Metternich qui était dans ce moment-là ambassadeur d'Autriche en France. Il était revêtu de ce caractère depuis à peu près 1806. Il y avait eu, entre la paix qui a terminé la campagne de 1805 et son arrivée, un intérim rempli par le général baron de Vincent. Je ne suis pas bien fixé sur l'époque à laquelle il présenta ses lettres de créance; mais il n'y avait pas fort long-temps qu'il était parmi nous, qu'il avait déjà une connaissance très approfondie de toutes les intrigues dont le pavé de Paris fourmille toujours. L'on eut beau appeler l'attention de M. Fouché sur les personnes qui fréquentaient les intimités des ambassadeurs; on n'en obtint rien, et j'ai connu tels ambassadeurs qui avaient à Paris un espionnage monté dans toutes les parties; politique, administration, opinion et galanterie, tout y était soigné. Ils s'en servaient habilement pour faire lancer des sornettes au ministre de la police, qui a été souvent leur dupe.

M. de Metternich avait poussé ses informations si loin, qu'il serait devenu impénétrable pour un autre que l'empereur. Il était parvenu à faire arriver à l'oreille du ministre de la police tout ce qu'il lui convenait de lui faire dire, parce qu'il disposait en dominateur d'une personne (la discrétion m'empêche de la nommer, ce serait une révélation inutile) dont M. Fouché avait un besoin indispensable. De sorte que c'était souvent lui qui était l'auteur de quelques contes dont M. Fouché venait entretenir l'empereur. Il se persuadait qu'il le mettait dans une lanterne; mais il y avait long-temps que l'empereur ne croyait plus à ses informations. L'on ne

tarda pas à voir l'aigreur se manifester dans nos relations avec l'Autriche ; cette puissance fit paraître (je crois dans le courant de février ou vers la fin de ce mois) une sorte de manifeste dans lequel elle déclarait que, dans le but d'assurer son indépendance, elle allait prendre des mesures propres à la mettre à l'abri de toutes les entreprises qui pourraient être formées contre elle. Cette déclaration en pleine paix, lorsque la France venait de retirer ses armées de l'Allemagne, ne pouvait assurément pas reposer sur des motifs d'inquiétude raisonnables ; elle paraissait plutôt être le signal d'une nouvelle croisade dans une circonstance que l'on considérait comme favorable au recouvrement de ce que cette puissance avait perdu dans les guerres précédentes. C'est ainsi que cela fut envisagé.

CHAPITRE IV.

Réception du corps diplomatique.—Paroles de l'empereur à M. de Metternich. —Protestations de la cour de Saint-Pétersbourg.—Degré de confiance qu'y ajoute l'empereur.—Préparatifs de guerre.—Opinion publique.

Cette déclaration de l'Autriche venait de paraître depuis très-peu de temps, lorsqu'arriva un des jours d'étiquette où l'empereur était dans la coutume de recevoir le corps diplomatique. Toutes les personnes qui le composaient avaient l'habitude de se former en cercle dans la salle du trône, dans laquelle elles entraient selon leur date de résidence à Paris (usage adopté entre les envoyés des grandes puissances), et l'empereur commençait par sa droite à en faire le tour, en causant successivement avec chacun des ambassadeurs, ministres, envoyés, etc. Ce jour-là, en arrivant à M. de Metternich, il s'arrêta, et comme l'on s'atten-

dait à quelque scène, d'après la connaissance que tout le monde avait de la déclaration du gouvernement autrichien, il régna un silence profond lorsqu'on vit l'empereur en face de M. de Metternich. Après le compliment d'usage, il lui dit : "Eh bien ! voilà du nouveau à Vienne ; qu'est-ce que "cela signifie ? est-on piqué de la tarentule ? qui est-ce qui "vous menace ? à qui en voulez-vous ? voulez-vous encore "mettre le monde en combustion ? Comment ! lorsque "j'avais mon armée en Allemagne, vous ne trouviez pas "votre existence menacée, et c'est à présent qu'elle est en "Espagne, que vous la trouvez compromise ! Voilà un "étrange raisonnement. Que va-t-il résulter de cela ? c'est "que je vais armer, puisque vous armez ; car enfin je dois "craindre, et je suis payé pour être prudent."

M. de Metternich protestait que sa cour n'avait aucun projet semblable, que ce n'étaient que des précautions que l'on prenait dans une circonstance où la situation de l'Europe paraissait le commander, mais que cela ne couvrait aucun autre projet.

L'empereur répliqua : "Mais où avez-vous pris ces in-"quiétudes ? Si c'est vous, monsieur, qui les avez commu-"niquées à votre cour, parlez, je vais vous donner moi-même "toutes les explications dont vous aurez besoin pour la "rassurer. Vous voyez qu'en voulant porter votre cour à "affermir sa sécurité, vous avez troublé la mienne, et en "même temps celle de beaucoup d'autres."

M. de Metternich se défendait, et il lui tardait de voir rompre cet entretien, lorsque l'empereur, lui dit : "Mon-"sieur, j'ai toujours été dupe dans toutes mes transactions "avec votre cour ; il faut parler net, elle fait trop de bruit "pour la continuation de la paix et trop peu pour la guerre."

Il passa ensuite à un autre ambassadeur, et acheva ainsi l'audience, à la suite de laquelle il y eut assurément plus d'un courrier expédié. Celui de M. de Metternich à sa cour fut sans

doute pressant, car l'Autriche rassemblait déjà ses armées, tandis que l'empereur n'avait pas encore les premiers élémens de la sienne à sa disposition. On appela sur-le-champ une conscription; on l'habilla à la hâte, et on la fit partir en voiture. La garde, qui était encore à Burgos en Espagne, eut ordre de se rendre en Allemagne.

Jamais l'empereur n'avait été pris si fort au dépourvu. Il ne revenait pas de cette guerre; il nous disait: « Il faut qu'il « y ait quelques projets que je n'aperçois pas, car il y a de la « folie à me faire la guerre. Ils me croient mort, nous allons « voir comment cela ira cette fois-ci. Et puis ils diront « que c'est moi qui ne peux rester en repos; que j'ai de « l'ambition, lorsque ce sont leurs bêtises qui me forcent d'en « avoir. Au reste, il n'est pas possible qu'ils aient songé à « me faire la guerre seuls; j'attends un courrier de Russie: si « les choses y vont comme j'ai lieu de l'espérer, je la leur don- « nerai belle."

Ce courrier attendu de Russie ne tarda pas à arriver; il apportait la réponse aux dépêches dont l'officier d'ordonnance qui avait été expédié de Valladolid était chargé. Alexandre renouvelait l'assurance de ses sentimens, apprenait succinctement à l'empereur Napoléon ce qui avait eu lieu entre lui et l'Autriche au sujet des projets de cette dernière puissance. Notre ambassadeur, M. de Caulaincourt, écrivait d'une manière plus positive encore. Il racontait que l'Autriche avait envoyé M. le prince Schwarzemberg* à Saint-Pétersbourg pour solliciter une alliance et faire entrer la Russie dans un nouveau projet de guerre contre la France, mais que l'empereur Alexandre avait rejeté toutes ces propositions, et se montrait ferme dans la résolution qu'il avait prise de rester dans les sentimens qu'il avait manifestés à l'empereur Napoléon. Bien plus, il déclarait qu'il ne resterait pas indifférent à l'agression à laquelle son allié pourrait être exposé par suite

* Le même qui depuis a été ambassadeur à Paris.

du refus qu'il exprimait à l'ambassadeur d'Autriche. M. de Caulaincourt était fort rassurant : ce qu'il voyait, comme ce qu'on lui disait, lui inspirait une sécurité parfaite. Le colonel Boutourlin nous a appris plus tard combien tout cela était cependant peu sincère. " L'empereur Alexandre, nous dit-il, " ne pouvait méconnaître l'esprit des dispositions du traité de " Tilsitt ; mais les circonstances malheureuses où se trouvait " l'Europe à l'époque où il l'avait souscrit, lui avaient prescrit d'éloigner à tout prix la guerre. Il s'agissait surtout " de gagner le temps nécessaire pour se préparer à soutenir " convenablement la lutte que l'on savait bien être dans le " cas de se renouveler un jour." Voilà dans quelles dispositions Alexandre avait traité, la bonne foi avec laquelle il avait posé les armes. Sa conduite ne fut pas plus franche dans l'alliance qu'elle ne l'avait été dans la négociation, et s'il ne viola pas, presque au sortir d'Erfurth, les engagemens qu'il avait pris, s'il ne fit pas cause commune avec l'Autriche, ce fut par suite de l'impossibilité où l'avait mis la dispersion de ses armées, occupées contre la Suède et la Turquie, de soutenir efficacement cette puissance.* Mais

* " L'empereur Napoléon, tranquillisé (par les conventions d'Erfurth) sur les affaires d'Allemagne, fit passer de puissans renforts à ses armées d'Espagne, et se rendit lui-même dans la Péninsule pour diriger les opérations dans une campagne brillante et qui semblait décisive ; il dispersa les armées espagnoles, réoccupa Madrid, et obligea une armée anglaise qui s'était avancée jusqu'à Toro à se rembarquer à la Corogne. Ces succès faisaient prévoir la conquête prochaine de toute la Péninsule ; mais l'activité que l'Autriche continuait à mettre dans ses armemens obligea l'empereur des Français à quitter l'Espagne pour retourner en toute hâte à Paris.

" Les sacrifices que le traité de Presbourg avait arrachés à l'Autriche étaient trop grands pour que le cabinet de Vienne pût se résigner à les supporter avec patience ; mais la désorganisation de ses armées, suite inévitable des revers multipliés qu'elle avait essuyés, l'avait empêché jusque-là de se livrer à la réalisation des projets qu'elle nourrissait en secret. Il n'avait pas saisi l'occasion que la guerre de la France avec la Russie lui avait présentée ; il jugea plus propice celle que semblaient lui offrir les événemens d'Espagne et les embarras qu'ils suscitaient à Napoléon.

l'enthousiasme qu'il avait affecté durait encore. On était bien loin d'exagérer la profonde duplicité que nous a révélée Boutourlin. Il est vrai cependant qu'il y a une règle naturelle où tout se mesure, et qui est comme la pierre de touche à laquelle on reconnaît les fausses monnaies : cette règle, que l'ambassadeur n'eût pas dû méconnaître, est le bon sens et la droiture.

Il y avait à peine quatre mois que l'entrevue d'Erfurth avait eu lieu : on ne pouvait avoir oublié tout ce qui y avait été dit. Or, que nous fallait-il pour nous donner le temps de finir, si ce n'était de maintenir la paix en Allemagne ? Qui est-ce qui le pouvait, ou du souverain qui venait d'en

" Le cabinet de Vienne commença donc avec sécurité les préparatifs de la guerre. L'entrevue d'Erfurth augmenta les alarmes des ministres de l'empereur François ; mais comme leurs armemens n'avaient pas encore atteint le degré de maturité convenable, ils résolurent de dissimuler avec la France. Ils réussirent même à endormir l'empereur Napoléon, qui, rassuré par leurs protestations, ne craignit pas de porter en Espagne la majeure partie de ses forces. Profitant de ces circonstances l'Autriche poussa ses armemens avec une vigueur qui ne laissait plus de doute sur la nature de ses projets.

" L'empereur Napoléon désirait sincèrement éviter une nouvelle guerre, qui devait faire une diversion fâcheuse à ses affaires en Espagne ; mais toutes ses démarches pour en venir à un accommodement ne furent considérées par les Autrichiens que comme un aveu de sa faiblesse, et ne servirent qu'à les fortifier dans leurs projets, en leur persuadant qu'ils prendraient la France au dépourvu.

" Le rôle que la Russie avait à jouer devenait difficile. D'un côté, il n'était pas de son intérêt de coopérer à la ruine de la seule puissance qui présentât encore une masse intermédiaire entre elle et l'empire de Napoléon. D'un autre côté, elle ne pouvait refuser d'assister la France sans violer ouvertement les engagemens contractés envers elle, et dont aucune infraction de la part de Napoléon n'avait affaibli la sainteté. D'ailleurs, quand même le cabinet de Pétersbourg, passant par dessus ces considérations morales en faveur de plus hautes vues politiques, se fût décidé à soutenir l'Autriche, il n'aurait pu le faire efficacement à cause de l'éloignement de ses armées, occupées des affaires de la Suède et de la Turquie, et le faible corps qui lui restait de disponible sur les frontières de la Gallicie n'aurait fait que participer aux revers de l'Autriche sans pouvoir y remédier." *Histoire militaire de la campagne de Russie* par le colonel Boutourlin, tom. 1er, p. 36.

retirer son armée, ou de celui qui y avait tout le poids de sa puissance physique et morale? surtout quand cette même puissance avait suffi en 1805 pour décider l'Autriche à une guerre à laquelle elle a déclaré qu'elle n'avait pas pensé auparavant. Etait-ce une chose déraisonnable de supposer que cette puissance (la Russie), réunie d'intention et d'efforts avec la France, empêcherait l'Autriche d'entrer seule en campagne, lorsque cette même Autriche avait eu besoin, quatre ans auparavant, d'être stimulée par la Russie pour entrer dans la coalition contre la France? Ce serait choquer le bon sens que de vouloir persuader que les Autrichiens eussent osé commencer la guerre si les Russes leur avaient déclaré positivement qu'ils entreraient aussitôt en campagne avec nous, ou qu'ils eussent même paru disposés à le faire. Si donc les Autrichiens ont commencé, c'est qu'ils ont été assurés au moins d'une neutralité armée, semblable à celle qu'eux-mêmes avaient observée après la bataille d'Eylau. Voilà ce qu'il était si important à l'empereur de savoir, et ce qu'il ne sut que trop tard par l'expérience des faits.

Ce qui commença à donner de l'inquiétude, c'est que l'on apprit que dans le conseil de guerre qui fut tenu à Vienne au retour du prince Schwarzemberg de Saint-Pétersbourg, la guerre fut résolue, malgré les objections du général Meyer, membre de ce conseil, qui déclara net que faire la guerre à la France sans le concours de la Russie était une folie. L'opinion du général Meyer était de quelque poids à cette époque-là, et pour que l'on ne s'y rendît pas, il fallait que l'on eût quelques espérances dont on n'avait pas entretenu le conseil.

L'empereur se flattait toujours, d'après ce que lui avait mandé M. de Caulaincourt, que la Russie ne s'en tiendrait pas à observer la neutralité, et que ses menaces seraient suivies de quelques effets qui retiendraient l'Autriche. Mais il fut désabusé en apprenant par son ambassadeur à Vienne, ce qui s'était passé au retour du prince Schwarzemberg.

Il prit bien vite son parti, c'est-à-dire la résolution de ne compter que sur lui; et tout ce qui lui avait été promis à Tilsitt et à Erfurth se réduisit de la part de la Russie, à faire paisiblement ses affaires avec ses ennemis, et à nous laisser le soin de nous arranger avec les nôtres, supposant sans doute que c'était nous faire une grande grâce que de ne pas se joindre à eux. Je n'ai jamais vu l'empereur aussi calme qu'en apprenant ces détails. Il disait: "Nous allons voir "si la Russie est une puissance, et si elle marchera pour "moi comme elle a marché pour les Autrichiens en 1805. "Je suis son allié; on m'attaque; je réclame son secours; "nous verrons comment je serai secouru."

Il se plaignait de la manière dont il était servi, et il avait bien quelque raison; mais il n'y avait pas de temps à perdre pour se mettre en mesure; il demanda au plus vite les contingens des souverains et princes confédérés; ces troupes devaient former la majeure partie de son armée. Il donna ses ordres en Italie, en même temps prépara en France tout ce qui devait précéder et s'exécuter après son départ.

Cette levée de boucliers de la part de l'Autriche fut un coup d'assommoir pour l'opinion publique. On se voyait de nouveau dans des guerres interminables, et comme la session du corps-législatif était terminée, on ne put se servir de ce moyen pour éclairer les esprits sur cet événement et calmer les inquiétudes que causait cette guerre inattendue. Lorsque l'opinion en France n'est point dirigée, elle divague et devient le jouet des intrigues qui la font servir à quelques projets. C'est ce qui arriva dans ce cas-ci. Faute d'avoir fait connaître la conduite de l'Autriche, la malveillance lui donna tous les honneurs de cette nouvelle guerre, dont on eut soin de rattacher la cause à l'entreprise sur l'Espagne.

L'ambassadeur d'Autriche, qui était resté à Paris, d'où il servait très-bien les projets de sa cour, eut grand soin de profiter d'une disposition d'opinion qui lui était si favorable,

en se servant des moyens dont j'ai parlé plus haut pour faire croire que l'Autriche ne se dévouait que pour la cause de l'Espagne, qui était celle de toutes les puissances. Il l'avait tellement dit qu'il le faisait répéter par le ministre de la police lui-même, dont il avait fait sa dupe. Il m'a été rapporté au ministère de la police même, des choses extraordinaires à cette occasion, et qui m'ont, avec plusieurs autres, démontré que M. Fouché n'avait jamais persuadé que des hommes connus pour être crédules, et qu'il avait toujours été dupé par tous ceux un peu clairvoyans qu'il avait cru jouer. Il fit à l'empereur un tort notable cette année en laissant établir cette opinion qui n'avait d'autre but que de le dépopulariser, lorsqu'au contraire il aurait dû lutter contre elle, l'éclairer, ou au moins en combattre les effets.

Cela lui aurait été d'autant moins difficile que la guerre que commençait l'Autriche n'avait pas pour motif l'entreprise de la France sur l'Espagne ; mais au contraire c'était dans cette entreprise, où elle savait toute l'armée française engagée, qu'elle puisait l'espérance des succès qu'elle se flattait d'obtenir, et au moyen desquels elle aurait justifié son agression.

Il est au moins juste d'observer que, quoi que l'on eût pu dire ou faire, on n'eût pas calmé les esprits, ni ramené cette faveur d'opinion dont l'empereur jouissait après le traité de Tilsitt. On avait obtenu à cette époque une paix qui avait coûté tant de sacrifices, que l'on ne put s'accoutumer à l'idée de voir évanouir si promptement toutes les espérances qui s'y étaient déjà rattachées. On n'avait plus la guerre qu'avec l'Angleterre, et on ne pouvait pas comprendre qu'il fallût passer par Madrid pour arriver aussi à faire une paix avec ce pays-là. On ignorait que l'affaire d'Espagne avait, par un concours particulier d'événemens, pris une autre tournure que celle qu'on voulait lui donner d'abord, si les choses avaient été conduites comme elles devaient l'être, et l'on ne pardonnait pas qu'un projet médité et préparé eût eu pour

résultat de remettre en question tout ce qui semblait devoir être immuablement fixé après le traité de Tilsitt.

Si l'on avait été heureux tout aurait été trouvé le mieux du monde ; on ne le fut pas, et tout fut blâmé. Je ne répéterai pas ici tout ce qui fut dit à ce sujet. La plupart des personnes qui parlaient d'affaires en déraisonnaient. Il suffira de dire qu'après le traité de Tilsitt nous n'avions plus de paix à conclure qu'avec l'Angleterre, et que dix-huit mois après nous avions de plus la guerre avec l'Espagne et l'Autriche, ce qui, pour la politique anglaise, était la même chose que si nous avions continué à l'avoir avec la Russie et la Prusse ; et, tout bien considéré, cette situation était plus désavantageuse pour nous que si nous eussions continué la guerre au lieu de faire la paix à Tilsitt, parce que nos deux adversaires alors étaient épuisés, tandis que les deux nouveaux étaient en très-bon état, frais et dispos. En effet, c'était la même chose pour le peuple en France, c'est-à-dire que c'était encore des conscriptions et autres charges publiques, qui étaient toujours mises en contraste avec les prospérités et les accroissemens des autres intérêts nationaux, qui étaient si encourageans. Il y avait mille bons raisonnemens à faire pour entretenir l'esprit national, l'empêcher de se détériorer et de s'abandonner au découragement comme cela arriva.

Il n'y avait qu'à rapporter les choses comme elles s'étaient passées ; on ne pouvait rien y perdre, et peut-être au contraire y eût-on gagné ; mais en s'entêtant à garder le silence, on laissa le champ libre à la malveillance, qui, petit à petit, détacha de l'empereur l'intérêt national. Il ne s'abusait pas ; il voyait bien la différence de sa situation présente d'avec celle de Tilsitt, et il aurait bien voulu en être encore à ce point-là ; mais tout cela était indépendant de lui, et il ne dut songer qu'à ne pas être victime de ses ennemis ni de la confiance qu'il avait mise en des alliés, sur l'attachement desquels il avait compté jusqu'alors. Il avait besoin d'être rassuré sur ce dernier point. Il semblait qu'un sentiment

secret lui disait qu'il ne devait pas beaucoup en espérer. Cependant il s'arrêtait avec plaisir à l'idée que cette circonstance allait resserrer l'alliance entre lui et l'empereur de Russie.

Un jour que j'avais l'honneur d'être dans sa voiture seul avec lui, il me dit : " Il paraît que cela va bien en Russie ;*
" ils font marcher cinquante mille hommes en Pologne pour
" m'appuyer ; c'est quelque chose, mais je comptais sur
" davantage."—Je lui répondis : " Ainsi la Russie fait pour
" nous à peu près ce que fit la Bavière. Certes ce ne sont
" pas ses cinquante mille hommes qui empêcheraient les
" Autrichiens de commencer ;† il y a plus, dis-je, c'est que
" je crois que, s'ils ne donnent que ce nombre-là, cette
" armée n'agira pas, et je ne serais pas étonné que cela fût
" convenu d'avance parce que cela est trop ridicule, lors-
" qu'ils ont mis en 1805 plus de deux cent mille hommes
" contre nous."

L'empereur me répondit : " Aussi je compte plus sur moi
" que sur eux."

Il était cependant bien cruel d'être obligé de se rendre à d'aussi tristes pensées, après avoir eu son ennemi à sa discrétion en 1807, et ne lui avoir imposé de condition que celle de devenir son ami. Que l'on se rappelle tout ce que l'empereur pouvait faire au lieu de conclure la paix à Tilsitt ; on va voir tout ce qui lui en a coûté pour avoir été généreux envers ses ennemis. La Russie avait une armée occupée en Finlande contre les Suédois ; mais les Suédois ne menaçaient point Pétersbourg. Elle avait une autre armée en Moldavie contre les Turcs : ceux-ci étaient aussi bien éloignés de prendre l'offensive, et, même en supposant qu'ils eussent pu la

* Il avait reçu un second courrier de Saint-Pétersbourg.

† Un corps de cinquante mille hommes n'était pas en état de prendre l'offensive, et dès-lors aurait été sans cesse dans une position d'observation.

prendre, les armées turques ne peuvent jamais être dangereuses pour une armée européenne lorsqu'elles ont de longues marches à faire. Malgré tout cela la Russie devait encore faire plus qu'elle n'a fait pour remplir son alliance avec nous. Elle pouvait bien lever du monde ; elle a su le faire toutes les fois que cela lui est devenu nécessaire. Des démonstrations seules eussent suffi pour arrêter les Autrichiens et nous donner le temps d'avancer prodigieusement les affaires d'Espagne. Mais il fallut y renoncer ; l'empereur donna pour instruction dans ce pays de faire le siége de Sarragosse et des places de Catalogne, de pacifier la Castille, mais de ne pas pénétrer dans le sud au-delà de la Manche. Il reçut à la fin de février la nouvelle de la reddition de Sarragosse après une défense dont l'histoire offre peu d'exemples. Il ne se passait pas un jour qu'il ne fît quelques créations nouvelles pour augmenter l'armée qu'il devait emmener en Allemagne et qui n'existait encore que sur le papier.

CHAPITRE V.

Rappel des Français qui servent à l'étranger.—Motifs de cette mesure.—Situation de l'armée.—Mesures diverses.—L'empereur passe le Rhin.—Le garde forestier et sa fille.—Arrivée à l'armée.—Position critique de Davout.—Berthier.—Mission que je reçois.—Je réussis à franchir les avant-postes ennemis.—Défense de Ratisbonne.—Le maréchal Davout fait son mouvement.—Situation dans laquelle se trouve l'empereur.

Au mois de mars l'empereur fit partir le maréchal Berthier pour aller réunir sur le Danube les divers contingens des troupes des princes confédérés. Pour lui, il avait encore quelques affaires qui le retenaient à Paris.

C'est à cette époque qu'il faisait prendre une mesure législ-

lative pour obliger tous les Français de naissance, ou ceux qui l'étaient devenus par la réunion de quelque nouveau territoire, à quitter le service militaire étranger. L'empereur observait qu'en Prusse, comme en Russie et en Autriche, la plupart des officiers à talens étaient Français, et il trouvait inconvenant que, quand la patrie ne repoussait pas un citoyen, il allât porter chez ses ennemis le fruit de l'éducation qu'il avait reçue dans les institutions de son pays.

On a beaucoup crié contre cette mesure, qu'il n'a cependant étendue qu'aux militaires ; les négocians ou artisans ont toujours été les maîtres d'aller où bon leur semblait. Il faisait courir dans tous les dépôts des régimens pour que l'on en fît partir tous les hommes en état de faire la campagne, et qu'on les envoyât en poste à Strasbourg. Tout cela se faisait à peu près comme il l'ordonnait ; il partit des hommes des dépôts ; il en arrivait à l'armée ; mais déjà l'administration militaire, tant de l'intérieur que de l'armée, n'avait presque plus de ces hommes à grandes ressources qui trouvent toujours ce dont ils ont besoin. On les avait éparpillés en faisant des conquêtes, de sorte que l'armée éprouva des besoins dans tout ce qui était particulièrement confié aux soins de ces messieurs. L'empereur fut obligé d'y pourvoir lui-même, et d'ajouter aux combinaisons du général les embarras du munitionnaire.* Ces choses là paraissent des

* " Paris, le 12 avril 1809.

" Au Prince de Neuchâtel,

" Mon cousin,

" Je reçois vos lettres du 8. Je trouve fort ridicule qu'on envoie des farines de Metz et de Nancy sur Donawert ; c'est le moyen de ne rien avoir, d'écraser le pays de transports, et de faire de très grandes dépenses. Je ne m'attendais pas à de pareilles mesures. Il était bien plus simple de faire passer des marchés, dans un pays aussi abondant en blé que l'Allemagne ; on aurait eu en vingt-quatre heures tous les blés et farines qu'on aurait voulu. Vous ne me mandez pas si les boulangers et les constructeurs de fours, dont

misères, mais l'on ne tarde guère à reconnaître que c'est un point capital.

L'empereur voulait s'étourdir sur les observations qu'on lui en faisait, et d'ailleurs il n'avait pas de remède à y apporter ; il était pris au dépourvu, et s'il n'avait pas été là lui-même jamais on n'eût tiré une armée des ressources qu'il avait. Le moment de l'employer arriva beaucoup plus tôt qu'il n'aurait fallu. Il est nécessaire de dire d'abord que le seul corps français que nous eussions alors en Allemagne était celui du maréchal Davout, que l'on avait fait venir du

j'ai ordonné la réquisition à Metz, Strasbourg et Nancy, sont arrivés. Je suis fâché que vous ne m'ayez pas écrit là-dessus ; cela est très-important. Faites lever une compagnie de maçons bavarois à Munich. Je les prendrai à mes frais ; vous savez qu'on ne saurait trop en avoir. Je vous ai écrit hier matin par le télégraphe, à midi par l'estafette : en réfléchissant sur les pièces que j'ai dans les mains, je me confirme dans l'idée que l'ennemi veut commencer les hostilités du 15 au 20. Je suppose que le duc de Rivoli arrivera le 15 sur le Lech, à Landsberg ou à Augsbourg. Il me tarde de savoir le jour positif où le duc d'Auerstaedt arrivera à Ratisbonne avec son armée, quand la cavalerie légère du général Montbrun et la grosse cavalerie du général Nansouty arriveront entre Ratisbonne, Munich et le Lech, de manière à pouvoir se former sur le Lech, si l'ennemi prenait l'offensive avant que nous fussions prêts. Il me tarde aussi de vous savoir à Augsbourg. Je suppose que, sans s'arrêter aux mesures prises, le commissaire que j'ai envoyé à Donawert, aura fait des marchés ou requis le blé et la farine nécessaires. J'ai envoyé à Inspruck mon officier d'ordonnance Constantin ; dépêchez-lui un courrier pour qu'il vous donne l'itinéraire des quatre mille hommes qui arrivent d'Italie par le Tyrol, et des nouvelles de ce que l'ennemi fait de ce côté. Donnez ordre au général Moulin, qui est à Strasbourg, de se rendre à Augsbourg pour prendre le commandement de la ville.

" Sur ce, etc.

" *P. S.* Je vous prie bien de dire à Daru que mon intention est de ne rien tirer de France de tout ce qu'on peut se procurer en Allemagne ; qu'on n'aille pas traîner à la suite de l'armée un tas de couvertures, de matelas, de linge, ce qui occasionne d'immenses dépenses, et fait qu'on manque de tout, tandis qu'avec l'argent qu'on y emploierait à Munich, à Augsbourg, et partout où nous serons, on sera abondamment pourvu de tout.

" NAPOLÉON."

duché de Varsovie (où il était resté,) par la Saxe et les pays neutres et confédérés, jusque sur les bords du Danube à Ratisbonne. Les troupes venant de France formèrent les corps du maréchal Masséna et du général Oudinot. Les Bavarois donnèrent trois belles divisions; les Wurtembergeois une très-forte; les Badois de même, et le reste des troupes des petits princes formèrent une autre division.

Les ordres que l'empereur avait donnés au prince de Neuchâtel, en l'envoyant à l'armée, étaient ceux-ci:

"Si les ennemis n'entreprennent rien, vous laisserez les "troupes dans leurs positions jusqu'à mon arrivée; mais "s'ils commencent les hostilités, vous réunirez bien vite l'ar- "mée derrière le Lech.*"

* Paris, 10 avril 1809, à midi.

Au Prince de Neuchâtel.

Mon cousin,

Je vous ai écrit par le télégraphe la dépêche ci-jointe. Des dépêches interceptées, adressées à M. de Metternich par sa cour, et la demande qu'il fait de ses passe-ports, font assez comprendre que l'Autriche va commencer les hostilités, si elle ne les a déjà commencées. Il est convenable que le duc de Rivoli se rende à Augsbourg avec son corps; que les Wurtembergeois se rendent également à Augsbourg, et que vous vous y rendiez de votre personne Ainsi, vous aurez en peu de temps réuni à Augsbourg beaucoup de troupes. Communiquez cet avis au duc de Dantzick. La division Saint-Hilaire, les divisions Nansouty et Montbrun doivent être à Ratisbonne depuis le 6; le duc d'Auerstaedt doit avoir son quartier-général à Nuremberg Prévenez-le que tout porte à penser que les Autrichiens vont commencer l'attaque, et que, s'ils attaquent avant le 15, tout doit se porter sur le Lech. Vous communiquerez tout cela confidentiellement au roi de Bavière.—Ecrivez au prince de Ponte-Corvo, que l'Autriche va attaquer, que si elle ne l'a pas fait, le langage et les dépêches de M. de Metternich font juger que tout cela est très imminent; qu'il serait convenable que le roi de Saxe se retirât sur une de ses maisons de campagne du côté de Leipsick.—Prévenez le général Dupas, pour qu'il ne se trouve point exposé, et pour qu'en cas que l'ennemi attaque avant que son mouvement ne soit fini, il se concentre sur Augsbourg. Comme les Autrichiens sont forts lents, il serait possible qu'ils n'attaquassent pas avant le 15; alors ce serait différent, car moi-même je vais partir. Dans tous les cas, il n'y

Il était dans une pleine sécurité à Paris, lorsqu'il reçut un courrier du roi de Bavière, qui lui apprenait que les Autrichiens avaient passé l'Inn (rivière qui sépare l'Autriche de la Bavière), ayant toutefois publié une déclaration par laquelle ils annonçaient qu'ils entraient en Bavière, et ayant, je crois, sommé quelques-unes de nos troupes qui s'y trouvaient de se retirer.

L'empereur était tranquille, quoique cette déclaration vînt un peu trop tôt. Il expédia un courrier à Saint-Pétersbourg pour prévenir qu'il marchait, et recommandait à son ambassadeur de faire en sorte que son alliance avec ce pays ne lui fût pas inutile. Il expédia aussi en Italie pour que l'on se préparât à prendre l'offensive ; mais, comme on le verra, les Autrichiens y prévinrent le vice-roi, qui y commandait notre armée. Ayant donné ses derniers ordres à Paris, l'empereur partit le 11 avril 1809, et alla sans s'arrêter jusqu'à Strasbourg, où il se fit rendre quelques comptes, puis il passa le Rhin. Il descendit à Kehl pour visiter les travaux de fortifications qu'il y faisait exécuter,* et recommanda aux ingénieurs beaucoup d'activité. Il alla de là par Rastadt à Durlach, où il vit le

aurait pas d'inconvénient que la cour de Bavière se tînt prête à faire un voyage à Augsbourg. Si l'ennemi ne fait aucun mouvement, vous pourrez toujours faire celui du duc de Rivoli sur Augsbourg ; celui des Wurtembergeois sur Augsbourg ou Raïn, selon que vous le jugerez convenable, et celui de la cavalerie légère, et des *divisions Nansouty et Saint-Hilaire* sur Landshut ou Freising, selon les événemens. Le duc d'Auerstaedt aura son quartier-général à Ratisbonne, et son armée se placera à une journée autour de cette ville, et cela dans tous les événemens. Les Bavarois ne feront aucun mouvement si l'*ennemi n'en fait pas*. Quant à la division Rouger, elle se rapprochera de Donawert, si elle ne peut pas attendre la division Dupas.

NAPOLEON.

* Depuis qu'il était devenu protecteur de la confédération du Rhin, il avait acquis du prince de Baden, le territoire sur lequel avait été construit l'ancien fort de Kehl sous Louis XIV, et il le fit reconstruire.—Il faisait de même construire une tête de pont à Mayence.

prince et la princesse de Baden, qui y étaient venus pour lui rendre hommage à son passage. Il ne s'y reposa que deux heures, et partit pour Stuttgard. Le roi de Wurtemberg envoya à sa rencontre jusqu'à sa frontière, et le fit accompagner jusqu'à Louisbourg, résidence d'été, où la cour de Wurtemberg était déjà établie.

L'empereur ne s'y arrêta qu'une nuit; il venait d'apprendre que le roi de Bavière, avec toute sa famille, avait été obligée de se retirer de Munich, et se trouvait à Dillingen, sur le Danube, et que les troupes bavaroises étaient vers Abensberg, pour se mettre en communication avec le maréchal Davout, qu'il sut par là être encore à Ratisbonne, car il l'en croyait parti. Il ne pouvait pas s'expliquer comment ce maréchal était encore là, ou comment le roi de Bavière avait été obligé de quitter sa capitale : ces deux idées étaient incohérentes. Cela le tourmenta, et il partit de suite pour se rendre à l'armée. Le prince de Neuchâtel avait son quartier-général à Donawert, où l'empereur lui avait dit de l'établir.

En partant de Louisbourg, nous ne prîmes pas la route qui mène à Ulm, nous prîmes la même que nous avions suivie en 1805, et nous vînmes déboucher des montagnes (où le Neker prend sa source) à Dillingen. L'empereur ne s'était point arrêté depuis Louisbourg. Il soupa ce soir chez un officier forestier du roi de Wurtemberg, où le grand-maréchal avait fait préparer un repas. L'empereur aimait à causer avec les propriétaires de toutes les maisons dans lesquelles on le faisait descendre. Cet officier forestier était un fort brave homme. L'empereur lui fit beaucoup de questions sur sa famille, et il apprit qu'il n'avait qu'une fille en âge d'être mariée, mais qu'il était sans fortune. L'empereur dota cette demoiselle d'une manière proportionnée à sa condition, en sorte que ce jour vit luire pour elle l'espérance d'un avenir heureux, dont elle vouera sans doute la reconnaissance à son bienfaiteur.

Nous arrivâmes à Dillingen la nuit, et nous descendîmes chez le roi de Bavière, qui était couché, n'ayant pas été prévenu de l'arrivée de l'empereur. Il se leva, et ils causèrent une heure ensemble, puis nous repartîmes à l'instant pour Donawert. Nous y trouvâmes le prince de Neuchâtel ; mais peu après nous vîmes l'empereur dans une colère que nous ne pouvions pas nous expliquer ; il disait à Berthier : "Mais ce "que vous avez fait là me paraît si étrange, que, si vous "n'étiez pas mon ami, je croirais que vous me trahissez ; "car enfin Davout se trouve en ce moment plus à la dispo-"sition de l'archiduc Charles qu'à la mienne." Cela était vrai par le fait ; le prince de Neuchâtel avait interprêté l'ordre de l'empereur d'une manière particulière, qui faillit nous amener un grand désastre tout en commençant la campagne.

On se rappelle que l'empereur lui avait écrit en ces termes: "Si les ennemis commencent les hostilités, vous rassemblerez l'armée derrière le Lech." Mais ce prince n'avait pas pris pour un commencement d'hostilités le passage de l'Inn, celui de l'Iser, et l'occupation de la moitié de la Bavière par les Autrichiens (à la vérité il n'y avait pas eu un coup de canon de tiré) ; en sorte qu'il avait laissé le corps du maréchal Davout à Ratisbonne et les Bavarois à Abensberg.

L'empereur partit de suite pour Neubourg, présageant déjà quelque fâcheux événement. Il passa par Raïn, où il faisait construire une tête de pont sur le Lech, et où se rassemblaient les contingens de plusieurs princes d'Allemagne ; il s'y arrêta un moment pour voir en quel état elle était, et continua jusqu'à Neubourg, où il arriva en même temps que les divisions de cuirassiers qui étaient aussi restées en Allemagne. Le soir il reçut du maréchal Lefèvre (auquel il avait donné le commandement des Bavarois) l'avis que la communication entre lui et le maréchal Davout était coupée ; qu'il venait de lui arriver un officier de hussards avec un piquet, qui avait laissé le maréchal coupé en arrière de Ratis-

bonne. Cet officier voulant venir avec son piquet par le grand chemin, avait été mené vivement par des chevau-légers autrichiens jusqu'aux portes d'Abensberg. Ce rapport donna de vives inquiétudes à l'empereur; il m'envoya chercher et me donna l'ordre suivant: "Lisez ce rapport de Lefèvre que je viens de recevoir. Il faut, coûte que coûte, que vous me trouviez un moyen de pénétrer chez le maréchal Davout, que Berthier a laissé à Ratisbonne: voici ce que je désire qu'il fasse, mais qui est subordonné à ce qui se passe autour de lui, dont je n'ai pas de nouvelles assez certaines pour donner un ordre précis. S'il pouvait garder sa position de Ratisbonne en restant en communication avec moi, jusqu'à ce que je sois joint par Masséna, Oudinot et les autres troupes confédérées, ce serait un grand avantage, parce qu'en gardant Ratisbonne il empêche la réunion du corps autrichien qui est en Bohême (commandé par le général Klenau*) avec l'armée de l'archiduc Charles, et me donne par là une force double pour battre celui-ci, surtout si, comme je l'espère, je parviens à lui couper sa retraite sur l'Inn: ce serait là le mieux. Mais je ne crois pas que Davout puisse m'attendre; il sera attaqué avant que je puisse aller à son secours: c'est là ce qui m'occupe. S'il peut garder Ratisbonne, c'est une chose immense pour les suites de la campagne, mais s'il ne le peut pas, qu'il rompe le pont de manière à ce que l'on ne puisse pas le raccommoder et qu'il vienne se mettre en communication avec moi; de cette manière la réunion du général Klenau à l'archiduc n'aura pas lieu, et nous verrons après; mais qu'il se garde bien de rien risquer ni d'engager ses troupes avant de m'avoir rejoint."

L'empereur était à Neubourg lorsqu'il m'expédia. Je partis de suite et vins par Ingolstadt joindre le quartier-général du maréchal Lefèvre, où celui du prince royal de Bavière, qui commandait une division de l'armée de son père,

* Ce corps de Klenau avait quarante mille hommes.

était établi. Je demandai au maréchal une escorte pour Ratisbonne, et pour réponse il me mena en avant d'Abensberg et me montra effectivement les postes autrichiens, qui étaient placés à une portée de canon d'Abensberg sur le chemin même de Ratisbonne. Néanmoins je m'arrangeai de telle sorte qu'à l'aide d'une escarmouche que le prince royal de Bavière fit engager et d'un détachement de cinquante chevau-légers de son propre régiment qui devaient me servir d'escorte, je me jetai à gauche dans les bois qui bordent le Danube. J'y laissai respirer les chevaux un moment, et m'abandonnant à la conduite d'un des chevau-légers bavarois qui était natif des environs, il me mena déboucher juste à l'entrée de la plaine qui se trouve au bord du Danube, entre le bois que nous venions de traverser et le bourg appelé Abbach, sur la grande route, à deux milles allemands de Ratisbonne.

Avant de sortir du bois j'entendais un tiraillement qui me donnait de l'inquiétude sur la rencontre que j'allais faire de l'autre côté. Effectivement un des chevau-légers qui étaient en avant revint me dire que l'on voyait des piquets de cavalerie qui tiraillaient dans la plaine en avant d'Abbach. J'y courus, et je vis des troupes opposées les unes aux autres, sans pouvoir distinguer quelles pouvaient être les nôtres. J'attendis dans cette incertitude une bonne demi-heure que l'escarmouche m'apprît quelque chose, et je vis effectivement déboucher d'Abbach des hussards habillés en blanc. Comme les Antrichiens n'en avaient pas de vêtus ainsi, je jugeai que ce ne pouvaient être que des hommes de notre 5ème régiment, que je savais être au corps du maréchal Davout. Je courus à eux, et je ne m'étais pas trompé; mais ils ne savaient rien du maréchal Davout, en sorte que je fus obligé d'aller à Ratisbonne. J'y trouvai le 65ème régiment d'infanterie, commandé par le colonel Coutard, homme du premier mérite, comme on va en juger.

Il m'apprit que le maréchal Davout était parti le matin avec toute l'armée sur l'avis d'un mouvement de l'archiduc Charles tendant à le tourner par sa droite ; que l'on avait fait des efforts pour détruire le pont, mais que c'était une maçonnerie indestructible*; qu'il avait fallu abandonner cette idée, de sorte que le maréchal Davout ayant eu peur de livrer ce passage au corps autrichien de M. de Klenau qui serait venu aussitôt l'attaquer, n'avait laissé ce colonel à Ratisbonne avec son régiment uniquement que pour défendre le pont.

La ville est tout entière sur la rive droite ; elle est entourée d'un bon fossé et d'une muraille à la romaine, mais d'un développement beaucoup trop étendu pour être défendu par un seul régiment. D'ailleurs, l'armée manœuvrant sur la rive droite du Danube, il ne paraissait pas que ce serait par là qu'il serait forcé.

Ce colonel avait fait des dispositions admirables pour défendre son pont et pour employer son régiment de la manière la plus avantageuse possible. Je restai deux heures avec lui pour lui expliquer les intentions de l'empereur, dont il devenait l'exécuteur, puisque le maréchal Davout les avait prévenus en ce qui concernait son corps d'armée. On commençait à entendre le canon au loin dans la campagne ; je me dirigeai sur le bruit, et ne tardai pas à trouver le maréchal Davout engagé avec son corps d'armée contre toute celle de l'archiduc Charles. L'affaire se passait à la hauteur d'Abbach, à une lieue sur la droite du chemin, en allant d'Abbach à Ratisbonne ; je crois que le village s'appelle Tanereberg. Je le joignis sur le champ de bataille, au moment où il remportait un avantage, et je lui appris l'arrivée

* Le pont de Ratisbonne est le seul en pierre qui existe sur le Danube depuis Ulm, où le fleuve est peu considérable, jusqu'à la mer. Ce pont est un ouvrage des Romains. Il est construit en grès et briques minces et liés avec du ciment de Pouzolane ; ce monument est à l'abri des destructions.

de l'empereur à l'armée, en lui faisant connaître ce dont il m'avait chargé pour lui ; il avait déjà manœuvré comme s'il en avait été informé. A la vérité, ne sachant pas l'arrivée de l'empereur, il ne comptait pas faire de mouvement par sa droite ; il projetait au contraire ne pas trop s'éloigner de Ratisbonne, tant pour porter secours aux troupes qu'il y avait laissées que pour empêcher la jonction du général Klenau avec l'archiduc Charles.

Mais l'empereur voulait tirer encore un parti de plus de ce même corps d'armée ; en conséquence, le maréchal Davout fit de suite ses dispositions. Il envoya d'abord des cartouches d'infanterie au régiment qui était dans Ratisbonne. Malheureusement la route était déjà interceptée, et ces munitions furent prises. Ce petit accident, qui ne semble qu'une bagatelle, eut des conséquences bien malheureuses, comme on va le voir.

Le maréchal Davout fit marcher son armée par son flanc droit, ayant en tête les deux divisions Morand et Gudin, avec une division de cuirassiers, et vint le soir de ce même jour se mettre en communication avec les Bavarois, en prenant position à portée de canon d'Abensberg. J'étais revenu avec mon détachement de chevau-legérs bavarois, par le même chemin que j'avais pris le matin, et du quartier du maréchal Lefèvre je vins la nuit trouver l'empereur à Ingolstadt. Il était couché sur un banc de bois, les pieds près d'un poêle dans lequel il y avait du feu, et la tête sur un havre-sac de soldat, ayant une carte de géographie étendue à côté de lui. Le maréchal Duroc seul était dans la même pièce que lui

L'empereur attendait avec impatience des nouvelles du maréchal Davout. Il avait reçu toutes sortes de rapports sur la canonnade que l'on avait entendue toute la matinée, et ne croyait pas que j'aurais pu parvenir jusque là. Il commença d'abord par me gronder d'avoir entrepris, à ce qu'il disait, cette extravagance ; mais bref il fut bien aise d'avoir des

nouvelles du maréchal Davout, tellement que j'avais à peine achevé de lui dire ce que j'avais vu, qu'il monta à cheval et partit au galop à travers toutes les troupes confédérées, et arriva lui-même à Abensberg.

CHAPITRE VI.

L'armée prend les armes.—Le prince royal de Bavière.—Distribution des forces autrichiennes.—Affaire d'Abensberg.—Prise de Landshut.—Bataille d'Eckmuhl.—Masséna.—Prise de Ratisbonne.—Le prince Charles réussit à s'échapper.

Selon sa coutume, l'empereur commença sa visite par les bivouacs des troupes, qui, de la droite à la gauche, l'eurent bientôt vu et reconnu; en sorte qu'aucun soldat ne doutait plus de la campagne. Il fit de suite prendre les armes à l'armée bavaroise, et la forma en avant d'Abensberg. Il n'était escorté et accompagné que d'officiers et de troupes bavaroises; le prince royal de Bavière était à côté de lui dans ce moment-là. L'empereur lui frappant sur l'épaule, lui dit: "Eh bien, prince royal, voilà comme il faut être roi de "Bavière, quand ce sera votre tour, et ces messieurs vous "suivront toujours; autrement, si vous restez chez vous, "chacun ira se coucher; alors, adieu l'état et la gloire."

Les officiers bavarois qui parlaient français le répétèrent en allemand, et cela courut parmi les soldats bavarois, qui, comme ceux des autres nations, jugent bien de la vérité.

Les deux divisions Gudin et Morand étant prêtes, l'empereur en fit pour le moment un corps d'armée dont il donna le commandement au maréchal Lannes, qui, la veille ou l'avant-veille, était arrivé de Sarragosse. Il joignit à ce corps une brigade de chasseurs à cheval avec la division de cuiras-

siers du général Saint-Sulpice. Les Bavarois, c'est-à-dire deux divisions, celle du prince royal et celle du général Deroy, marchèrent avec le maréchal Lefèvre, à la suite du reste du corps du maréchal Davout, qui avait encore avec lui les deux divisions Saint-Hilaire et Friant.

La division bavaroise du général Wrede étant plus à droite, elle suivit la direction du corps du maréchal Lannes. C'est de ce jour-là que l'empereur a commencé les manœuvres qui eurent un si brillant résultat.

Les Autrichiens avaient commencé la campagne avec quatre armées ; savoir : une en Italie, sous l'archiduc Jean ; une en Galicie, sous l'archiduc Ferdinand ; une en Bohême, sous M. de Klenau ; la grande armée, sous l'archiduc Charles, en Bavière, et un petit corps détaché pour appuyer les insurgés du Tyrol, était commandé par M. de Bellegarde.

La grande armée, sous l'archiduc Charles, avait pris sa ligne d'opérations par Vienne, Wels, Braunau, et était venu passer l'Isère à Landshut, d'où elle avait jeté un corps passablement fort sur Abensberg, puis avait pris la route de Ratisbonne avec toutes ses forces pour y attaquer le maréchal Davoût. A la suite de l'armée de l'archiduc, se trouvait la réserve de grenadiers, commandée par le prince Jean Lichtenstein, puis les équipages de ponts, etc., etc. Indépendamment des troupes régulières, ils avaient levé et armé la landwehr (garde nationale), ce qui leur donnait un personnel de troupes considérable.

Le mouvement de l'archiduc sur Ratisbonne avait eu pour but de rallier à lui le corps de Bohême, et au moyen de ce qu'il aurait occupé la ville qui couvre le pont, tous les événemens de la campagne se seraient passés autour de cette ville, par l'occupation de laquelle il aurait couvert Vienne. Pendant que l'archiduc travaillait à l'exécution de cette partie de son plan d'opérations, l'empereur fit forcer et mener l'épée dans les reins le corps autrichien qui était venu de Landshut

sur Abensberg ; on le culbuta et on le mit dans une déroute complète ; la nuit seule empêcha qu'il ne fût entièrement pris ce jour-là. On recommença le lendemain de très bonne heure à le poursuivre, et l'on entra pêle-mêle avec lui dans Landshut. Il voulut en défendre le pont ; il s'engagea une fusillade d'un bord de l'Iser à l'autre, et nous aurions infailliblement vu le pont de l'Iser brûlé, si le général Mouton, aide-de-camp de l'empereur, ne fût venu l'enlever de vive force avec un bataillon du 57ème régiment. On prit à Landshut des bagages et des parcs à l'infini, des ponts de bateaux, en un mot, un matériel immense. Mais nous y apprîmes que toute la réserve de grenadiers, aux ordres du prince Jean de Lichtenstein, était partie de Landshut deux jours avant pour Ratisbonne, en sorte que toute l'armée de l'archiduc Charles se trouvait réunie et en état d'agir. Comme elle était beaucoup plus forte que le maréchal Davout, il se trouvait dans un danger imminent. L'empereur, heureusement, fut rejoint à Landshut par le maréchal Masséna,* auquel il avait écrit

* Lettre de Napoléon au Maréchal Masséna.

Donawert, le 18 avril 1809.

Mon cousin,

Je reçois votre lettre ; la division que vous avez à Landsberg, et les quatre régimens de cavalerie légère, doivent tâcher de gagner Aicha, ou au moins faire ce qu'ils pourront sur la route d'Augsbourg à Aicha ; mais il est indispensable que le général Oudinot, avec son corps et vos trois autres divisions, que vos cuirassiers et ce que vous avez d'autre cavalerie couchent à Pfaffenhofen. Dans un seul mot vous allez comprendre ce dont il s'agit. Le prince Charles avec toute son armée a débouché hier de Landshut sur Ratisbonne ; il avait trois corps d'armée, évalués à quatre-vingt mille hommes. Les Bavarois se sont battus toute la journée avec son avant-garde, entre Siegenbourg et le Danube. Cependant aujourd'hui 18, le duc d'Auerstaedt, qui a soixante mille hommes français, part de Ratisbonne et se porte sur Neustadt ; ainsi, lui et les Bavarois agiront de concert contre le prince Charles. Dans la journée de demain 19, tout ce qui sera arrivé à Pfaffenhofen de votre corps ; auquel se joindront les Wurtembergeois, une division de cuirassiers et tout ce qu'on pourra, pourra agir, soit pour tomber sur les derrières du prince Charles, soit

ces paroles flatteuses : *Activité, activité, vitesse, je me recommande à vous.* Le maréchal, dont ces mots avaient stimulé le zèle, avait précipité son mouvement, et était arrivé sur le champ de bataille comme l'action finissait. Il n'amenait que de bien jeunes soldats, ainsi que le général Oudinot ; mais encore c'était un assez bon renfort. Ils venaient l'un et l'autre d'Augsbourg.

Les Wurtembergeois arrivèrent aussi. L'empereur passa la journée à Landshut, ne faisant qu'y questionner tout le monde. Il s'impatientait de ne pas voir arriver ses secrétaires, ni le matériel de son cabinet. Il était venu depuis Paris avec une telle rapidité que rien n'avait pu le suivre. Il

pour tomber sur la colonne de Freysing et de Maubourg, et enfin entrer en ligne. Tout porte donc à penser qu'entre le 18, le 19 et le 20, toutes les affaires de l'Allemagne seront décidées. Aujourd'hui 18, l'armée bavaroise peut encore continuer à se battre sans grand résultat, puisqu'ils cèdent toujours du terrain, ce qui harcèle et retarde d'autant la marche de l'armée ennemie. Le duc d'Auerstaedt est prévenu de tout et le général Wrede lui envoie tous les prisonniers. Aujourd'hui il est possible que l'on tire quelques coups de fusil. Entre Ratisbonne et le lieu où était le prince Charles, il n'y avait encore que neuf lieues. Ce n'est donc que le 19 qu'il peut y avoir quelque chose ; et vous voyez actuellement d'un coup d'œil, que jamais circonstance ne voulut qu'un mouvement fût plus actif et plus rapide que celui-ci. Sans doute que le duc d'Auerstaedt, qui a près de soixante mille hommes, peut à la rigueur se tirer honorablement de cette affaire ; mais je regarde l'ennemi comme perdu si Oudinot et vos trois divisions ont débouché avant le jour, et si dans cette circonstance importante, vous faites sentir à mes troupes ce qu'il faut qu'elles fassent. Envoyez des postes de cavalerie au loin. Il paraît que les Autrichiens ont à Munich et sur cette direction un corps de douze mille hommes. L'importance de votre mouvement est telle, qu'il est possible que je vienne moi-même joindre votre corps. Votre cavalerie qui était à Wachau peut en partir, se diriger et venir vous rejoindre à Pfaffenhofen. Quant au général qui est à Landsberg, il forme avec son corps notre arrière-garde, qui sera à six à sept lieues de distance. Cela peut être utile et n'a pas d'inconvénient. S'il le faut, il aura toujours rejoint le deuxième ou le troisième jour. Enfin, les quatre régimens de cavalerie légère peuvent même, au plus tard après demain, avoir rejoint votre tête.

Sur ce, je prie Dieu, etc.

vivait comme un soldat, et avait à peine de quoi se changer. Il n'avait pour chevaux de monture que ceux que le roi de Bavière lui avait prêtés, les siens étant fort loin en arrière; ils n'étaient pas même arrivés à Strasbourg. Son habitude de juger les Autrichiens était si extraordinaire, qu'il arrivait toujours à point nommé lorsqu'il ordonnait un mouvement contre eux. Il calcula qu'il n'avait pas de temps à perdre pour manœuvrer sur l'archiduc Charles, qui aussitôt qu'il aurait su sa ligne d'opérations sur Landshut coupée, ne ménagerait rien, soit pour forcer Ratisbonne, soit pour écraser le maréchal Davout. En conséquence, il ne laissa qu'un faible corps; il donna le commandement de ce corps au maréchal Bessières (duc d'Istrie), parce que la garde, qui venait d'Espagne à marches forcées, devait arriver à Landshut peu de jours après. Le maréchal Bessières la commandait en chef en avant de Landshut, pour observer le corps des Autrichiens, commandé par le général Hiller, qu'on venait de déloger, et il partit avec le reste de l'armée par la route de Ratisbonne, le lendemain du jour où il était parti d'Abensberg pour venir à Landshut.

Un peu avant d'arriver à Eckmuhl, distant de cinq lieues de Ratisbonne, nous trouvâmes les avant-postes de l'aile gauche de l'armée de l'archiduc Charles, qui était appuyée au bourg d'Eckmuhl même, et dont tout le front était couvert par une petite rivière que l'on nomme le Laber.

L'empereur ne prit que le temps de les reconnaître pendant que l'on formait les troupes à mesure qu'elles arrivaient sur le bord de la rivière. Dans le même temps, le maréchal Davout se mettait en communication avec nous en prenant position sur le prolongement de notre gauche; il y avait trois jours qu'il était dans une horrible situation, depuis le jour où j'avais été lui porter les ordres de l'empereur, et qu'il avait dû se séparer des divisions Gudin et Morand. A la vérité, il avait avec lui le maréchal Lefèvre, avec deux divisions bavaroises, pouvant être enlevé d'un moment à l'autre.

On ne dépensa pas son temps à manœuvrer, on attaqua de suite, en débordant la gauche des ennemis. Ils avaient flanqué le village d'Eckmuhl de beaucoup d'artillerie ; le village lui-même était garni d'infanterie. On fit passer la rivière par l'infanterie de notre droite, au moyen d'une quantité de moulins et autres usines, dont le cours d'eau est bordé, et qui ont presque toutes un moyen de passer d'un bord à l'autre. Ce mouvement seul déconcerta l'infanterie qui était dans le village d'Eckmuhl, et c'est dans ce même instant que l'empereur m'envoya porter au général Saint-Sulpice l'ordre de former sa division en colonne par division, et de forcer le passage d'Eckmuhl, de manière à enlever toute l'artillerie autrichienne qui flanquait le village.

Le général Saint-Sulpice eut pendant deux cents toises à essuyer un feu de canon qui lui aurait causé un mal effroyable s'il n'avait pas mené sa cavalerie si rapidement. Son premier escadron eut à souffrir, mais les autres n'eurent rien ; il enleva toute l'artillerie ennemie, et repoussa sa cavalerie fort loin, sans lui laisser reprendre aucun avantage dans le reste de la journée. Le général qui commandait sa première brigade, et qui comme tel se trouvait à la tête de la colonne, était le général Clément ; il aurait dû y être tué mille fois, et ne perdit qu'un bras. Le colonel du régiment de cuirassiers qui formait la tête de la colonne était M. de Berkeim. L'empereur fut fort content de la hardiesse de ce mouvement, qui facilita le débouquement de toute l'armée par le village d'Eckmuhl. Le reste de l'après-midi se passa en manœuvres pour déborder successivement toutes les positions que les ennemis prenaient en se retirant.

Il n'y avait plus moyen pour les Autrichiens d'éviter une grande bataille ; ce à quoi l'empereur voulait les amener, ou bien à repasser le Danube s'ils avaient un pont, ce que l'on ignorait encore. On les serra le plus près que l'on put, et jusqu'à la nuit on les fit charger par notre cavalerie jusque dans les plaines de Ratisbonne.

Une bataille était inévitable pour le lendemain; nous y comptions lorsque nous apprîmes par les prisonniers faits dans la journée que la ville de Ratisbonne s'était rendue depuis deux jours par capitulation, et que le 65ème régiment avait été fait prisonnier et conduit en Bohême.

Cette nouvelle dérangea nos espérances, soit que l'archiduc Charles livrât bataille, parce qu'alors il aurait avec lui le corps du général Klenau, soit qu'il ne voulût pas la livrer, parce qu'il avait le pont de Ratisbonne pour se retirer, et que la ville seulement pouvait être défendue, elle nous aurait occupés long-temps. Nous nous en approchâmes tant que nous pûmes, et l'empereur vint mettre son quartier-général ce soir-là, 22 avril, (onzième jour de son départ de Paris) dans un château où l'archiduc Charles avait eu le sien toute la journée. Il n'avait même abandonné le projet d'y passer encore cette nuit que fort tard dans l'après-midi, car nous soupâmes avec les mets qui avaient été préparés pour lui et sa suite.

Ce mouvement nous donna à craindre qu'il n'eût adopté le parti de la retraite. L'empereur, selon sa coutume, ne voulut prendre aucun repos qu'il ne sût où chaque division de son armée avait pu se placer après la marche et les travaux de la journée, et il ordonna que l'on se tînt prêt pour commencer le lendemain à la pointe du jour, si l'ennemi était dans sa position.

Comme on ne vit pas beaucoup de feux la nuit, on jugea qu'ils étaient en mouvement, et effectivement le lendemain nous ne trouvâmes plus dans la plaine que leur cavalerie avec quelques pièces d'artillerie; on se porta dessus sans les tâter, et après deux charges de cuirassiers on les avait tellement acculés à la ville que tous leurs canons ne purent y entrer. Ils les abandonnèrent après en avoir dételé les chevaux, qu'ils emmenèrent, et fermèrent les portes avec précipitation dans la crainte que nous ne pénétrassions en ville avec eux. C'est dans ces deux charges que nous vîmes qu'indépendamment

du pont de Ratisbonne, ils avaient jeté un pont de bateaux au-dessous du pont de pierre, et c'est par ce pont que se retira toute la cavalerie ennemie. La ville était encore encombrée de troupes tant à pied qu'à cheval; aussi fut-elle défendue toute la journée, et l'on fut obligé d'attendre l'arrivée de nos colonnes d'infanterie pour en commencer l'attaque.

Ainsi que je l'ai dit, Ratisbonne est entourée d'une muraille soutenant une banquette à sa partie supérieure, et ayant ses portes flanquées de tours. Les Autrichiens avaient garni les unes et les autres de soldats d'infanterie, ce qui rendait l'approche de la muraille dangereuse et empêchait d'enfoncer les portes. On fut obligé d'avoir recours à l'emploi de l'artillerie. Tout le monde était si fatigué, et l'empereur entre autres, que chacun s'endormait, et quelqu'ordre qu'on eût pu donner, il aurait été mal exécuté. On fit approcher des pièces de douze bavaroises si près, que dans moins de deux heures elles eurent abattu un pan tout entier de la muraille d'enceinte de la ville.

CHAPITRE VII.

Attaque de Ratisbonne.—L'empereur est blessé.—Alarmes des soldats.—Le colonel Coutard.—L'empereur suit l'ennemi.—Affaires d'Italie.—Le général Cohorn.—Bataille d'Ebersberg.—Horrible aspect du champ de bataille.—Paroles de l'empereur.—Arrivée à Saint-Polten.

L'EMPEREUR était impatient d'entrer dans Ratisbonne; il se leva de dessus le manteau sur lequel il était étendu, pour ordonner l'attaque; il était à pied à côté du maréchal Lannes: Il appelait le prince de Neuchâtel, lorsqu'une balle tirée de la muraille de la ville vint lui frapper au gros orteil du pied gauche; elle ne perça point sa botte, mais malgré cela lui fit

une blessure fort douloureuse, en ce qu'elle était sur le nerf, qui était enflé par la chaleur de ses bottes, qu'il n'avait pas quittées depuis plusieurs jours. J'étais présent lorsque cela est arrivé. On appela de suite M. Yvan, son chirurgien, qui le pansa devant nous et tous les soldats qui étaient aussi présens : on leur disait bien de s'éloigner ; mais ils approchaient encore davantage. Cet accident passa de bouche en bouche ; tous les soldats accoururent depuis la première ligne jusqu'à la troisième. Il y eut un moment de trouble, qui n'était que la conséquence du dévouement des troupes à sa personne ; il fut obligé aussitôt qu'il fut pansé de monter à cheval pour se montrer aux troupes. Il souffrait assez pour être obligé d'y monter du côté hors montoir, étant soutenu par dessous les bras. Si la balle eût donné sur le coude-pied, au lieu de donner sur l'orteil, elle l'aurait infailliblement traversé ; l'heureuse étoile fit encore son devoir cette fois-ci. Après ce petit accident, l'ouverture faite à la muraille ayant été reconnue praticable, on disposa l'assaut. De plus, on trouva dans le fond du fossé une petite porte de jardin qui communiquait dans la ville ; on profita des deux moyens : on descendait des deux fossés par beaucoup d'échelles, et on entrait en ville par l'ouverture faite à la muraille et par la porte du jardin.

Pendant toute cette attaque, l'artillerie foudroyait les parties de la muraille ainsi que les tours d'où il partait de la mousqueterie autrichienne, et l'artillerie bavaroise entre autres se fit remarquer. L'attaque réussit complétement ; on pénétra dans Ratisbonne, on s'empara d'un grand nombre de soldats autrichiens qui étaient encore dans les rues et de tous ceux qui garnissaient les remparts, ainsi que des réserves destinées à les soutenir qui ne purent pas regagner le pont du Danube. On fit de suite passer ce fleuve à quelques troupes pour suivre les Autrichiens ; mais le reste de l'armée, sans perdre de temps, s'achemina vers Straubing. L'empe-

reur s'établit à Ratisbonne, où il resta quelques jours, pour disposer un autre mouvement, et donner de l'avance à l'armée pendant qu'il guérissait son pied.

Nous trouvâmes dans Ratisbonne le colonel du 65ème régiment, qui avait trouvé moyen de ne pas être emmené prisonnier, et qui s'était caché en ville jusqu'à l'entrée de nos troupes. Il nous apprit que, dans l'après-midi du jour où le maréchal Davout avait quitté les hauteurs en avant de la ville, il avait été attaqué au pont du Danube par le corps de M. de St-Siran, qui avait fait de vains efforts ce jour-là et le lendemain pour forcer le passage, et qu'au contraire lui, colonel du 65ème régiment, l'avait tellement repoussé, qu'il lui avait fait huit cents prisonniers, mais qu'il avait presque totalement brûlé ses munitions ; au point qu'il fit distribuer à son régiment les cartouches qui se trouvèrent dans les gibernes des prisonniers et des morts. Néanmoins il serait encore parvenu à défendre le pont contre le général Klenau, lorsque la réserve de grenadiers commandée par le prince Jean de Lichtenstein, arrivant de Landshut par la route d'Eckmuhl, menaça de donner l'escalade à la ville, et de passer tout au fil de l'épée, s'il n'entrait pas de suite en capitulation ; une résistance était impossible, il n'avait pas de quoi garnir le quart de la muraille. Après avoir soigné la défense du pont, il fut donc obligé d'en passer par des conditions dures pour lesquelles il n'était pas fait ; sa glorieuse résistance était digne d'un meilleur sort. Ceci se passait à Ratisbonne, moins de soixante-douze heures avant l'arrivée de l'empereur avec toute son armée ; que l'on juge maintenant de ce qui serait arrivé ou de ce qui aurait pu arriver, si, au lieu d'avoir eu un régiment dans Ratisbonne, le maréchal Davout avait pu y mettre une brigade avec des munitions ; à coup sûr la ville aurait été défendue en même temps que le pont ; alors comment aurait fui l'archiduc Charles, qui n'avait que ce point de retraite ?

On n'est pas fondé à croire qu'il aurait livré bataille, n'étant pas rejoint par le corps de M. de Klenau, puisqu'il n'a pas cru devoir le faire après que ce général eut opéré sa jonction. Il n'aurait pas pu jeter un pont de bateaux sous les murs de Ratisbonne; d'ailleurs de la ville on l'aurait détruit en lançant des radeaux chargés de pierres au courant du fleuve. On ne peut rien avancer sur ce qui n'est pas arrivé; mais si l'archiduc Charles n'avait pu s'ouvrir un chemin à travers nos rangs, il aurait été réduit à la plus triste des extrémités pour un général d'armée. Que l'on compulse l'histoire et que l'on y trouve une combinaison aussi hardie, menée à point nommé d'aussi loin, et exécutée le douzième jour du départ de Paris, avec une armée dont la moitié des soldats étaient encore un mois auparavant dans leurs champs, la pioche à la main, et ne comprenaient rien à tout ce qu'ils avaient fait depuis si peu de temps.

Cette manœuvre est un des chefs-d'œuvre des immortels travaux de l'empereur. Il fit, comme je viens de le dire, marcher l'armée par Straubing, Scharding et Etturding. Elle se trouvait avoir moins de chemin à faire pour arriver à Vienne que l'archiduc Charles, et l'on ne rencontra pas d'arbustes jusqu'à la Traun, au-delà de Lintz.

L'empereur revint de Ratisbonne à Landshut, où il trouva la garde à pied et à cheval réunie, arrivant d'Espagne. Il marcha de suite de Landshut à Muhldorf, où il passa l'Iser, et vint s'arrêter à Burckhausen, sur la Salza. Il avait fait marcher à sa droite la division bavaroise du général Wrede, pour repousser le corps autrichien du général Bellegarde, qui était dans le pays de Salzbourg, et qu'il voulait empêcher de se jeter sur Vienne, en l'obligeant à parcourir un grand arc de cercle, dont la division Wrede ne parcourait que la corde, et cela réussit effectivement. Le corps ne put arriver à Vienne, et fut obligé d'aller gagner le Danube beaucoup plus bas.

Nous trouvions les ponts brûlés partout. Cela nous fit

perdre du temps pour les raccommoder ; heureusement le bois est extrêmement commun dans ces pays-là, sans quoi les difficultés nous seraient devenues bien préjudiciables ; nous en surmontions beaucoup à l'aide de l'équipage des pontons autrichiens que nous avions pris à Landshut.

Le général autrichien Hiller, qui commandait le corps qui depuis les bords de l'Iser se retirait devant nous, avait toujours le temps de s'établir, et nous le trouvions tout reposé lorsque nous arrivions ; il reprenait ensuite de l'avance pendant que nous rétablissions un pont.

Pendant le séjour de quarante-huit heures que l'empereur fit à Landshut, avant d'en partir pour venir sur Vienne, il reçut du vice-roi d'Italie la fâcheuse nouvelle que les Autrichiens, au début de la campagne, avaient eu sur lui des avantages marqués. Il avait d'abord passé l'Adige et marchait aux ennemis, qui étaient sur le Tagliamento, lorsqu'il fut attaqué à Sacile, où il éprouva des pertes qui l'obligèrent à se retirer derrière la Piave. Les Autrichiens ne purent pas donner beaucoup de suite à leurs succès, parce qu'ils apprirent presque aussitôt la marche de l'empereur sur Vienne, et qu'ils furent obligés par ce mouvement d'évacuer toute l'Italie ; en sorte que l'armée d'Italie, sous les ordres du vice-roi, reprit l'offensive presque aussitôt, et n'eut plus que des succès pendant tout le reste de la campagne.

On eut beaucoup de peine à réparer les passages de la Salza, mais on regagna le temps perdu au moyen de ce que l'on eut deux ponts pour la passer, savoir : celui de la ville que l'on avait raccommodé, et celui de bateaux que l'on avait jeté. On croyait être retardé à Braunau ; mais, à notre grande satisfaction, les ennemis en avaient détruit les fortifications depuis la guerre ; ainsi nous arrivâmes à Wels, sur la Traun, sans nous arrêter, et en même temps que l'armée, qui avait passé par Scharding, et arrivait sur cette même rivière par Lintz. Le point où elle devait la traverser se

nomme Ebersberg; en cet endroit, la rivière est divisée en une quantité de bras, qui ont obligé de construire un pont d'une longueur égale à celle des plus larges fleuves, et fort étroit, et, pour surcroît de contrariété, la rive autrichienne, c'est-à-dire la droite, était escarpée au point de nous découvrir de fort loin, même avant d'arriver à l'entrée du pont sur la rive gauche.

En débouchant de Lintz pour s'approcher de la rivière, le maréchal Masséna avait la tête de la colonne.

L'empereur était resté à Wels, pour voir si l'on parviendrait à forcer le passage d'Ebersberg; dans le cas contraire, il aurait fait déboucher par Wels et marcher sur l'Ems (l'Ems coule dans la même direction que la Traun, à quelques lieues plus loin vers Vienne), mais malheureusement cela ne devint pas nécessaire: le maréchal Masséna fit forcer le pont d'Ebersberg, où il se passa un fait d'armes qu'on peut regarder comme une des plus grandes extravagances de courage dont les histoires militaires offrent l'exemple.

Il y avait dans le corps d'armée un général Cohorn, descendant du fameux ingénieur de ce nom, qui, à la tête de sa brigade, passa au pas de course toute la longueur de ce pont sous le feu de six pièces de canon placées à l'extrémité et sous une grêle de mitraille et de mousqueterie qui lui était tirée de plusieurs étages de l'autre rive, et qui devenait plus meurtrière à mesure qu'il approchait de la rive droite. Il y avait de quoi reculer d'effroi en voyant la difficulté naturelle; mais rien ne pouvait intimider cet intrépide général, dont le caractère se raidissait au danger; il arrive malgré tout à la rive opposée. Les ennemis n'avaient pas eu le temps de brûler le pont, ils en avaient seulement ôté quelques solives auprès de la porte de la ville; mais le général Cohorn pénètre partout, et parvient jusqu'à l'intérieur d'Ebersberg, repoussant devant lui tout ce qui lui avait disputé le passage du pont.

Les ennemis vont se rallier à quelques centaines de toises dans la plaine au-delà, et Cohorn, ne consultant que son courage, va les attaquer, au lieu de rester embusqué dans les haies et jardins dont la ville était entourée du côté de la campagne, et d'attendre dans cette position que le maréchal Masséna eût fait passer assez de troupes pour l'appuyer. Cette témérité lui coûta cher : il fut repoussé et ramené en déroute jusque sur la porte d'Ebersberg ; on n'observait plus de rangs ; chaque soldat allait par le chemin qu'il croyait le plus court ; la compagnie qui était de garde à la porte de la ville imagine de fermer la porte pour arrêter par-là la déroute et sauver le pont. Elle fit bien en cela, mais cette opération devint funeste à la brigade de Cohorn, qui, s'étant enfilée dans un chemin creux fort profond, ne put pas se servir de sa mousqueterie, et resta ainsi fusillée de la partie supérieure pendant quelques minutes, jusqu'à ce qu'elle fût dégagée par les troupes que le maréchal Masséna avait fait passer à gauche de la ville pour venir prendre à dos celles qui faisaient tant de mal au général Cohorn. Sans ce mouvement, il était perdu sans ressource.

Les Autrichiens en se retirant canonnèrent les vergers d'Ebersberg, dans lesquels nos troupes s'établissaient, et mirent ainsi le feu à la ville, qui fut réduite en cendre jusqu'à la dernière maison ; tous les malheureux blessés qui s'y étaient réfugiés furent brûlés. Nous en trouvâmes deux ou trois de vivans au milieu de la place, où les flammes n'avaient pu les atteindre ; mais le reste des rues et des maisons présentait le plus hideux spectacle des maux que souffre l'humanité pour les querelles des rois, et il n'y a pas d'amour de la gloire qui puisse justifier un pareil massacre. Pour achever le tableau, il suffira de dire que l'incendie était à peine achevé que l'on fut obligé de faire passer les cuirassiers d'abord, puis l'artillerie à travers la ville pour les porter sur la route de Vienne. Que l'on se figure tous ces hommes morts, cuits

par l'incendie, foulés ensuite aux pieds des chevaux, et réduits en hachis sous les roues du train d'artillerie. Pour sortir de la ville par la porte où le général Cohorn avait perdu tant de monde, on marchait dans un bourbier de chair humaine cuite qui répandait une odeur infecte. Cela fut au point que pour tout enterrer, on fut obligé de se servir de pelles comme pour nettoyer un chemin bourbeux.

L'empereur vint voir cet horrible tableau; en le parcourant il nous dit: "Il faudrait que tous les agitateurs de guerres "vissent une pareille monstruosité; ils sauraient ce que leurs "projets coûtent de maux à l'humanité."

Cohorn avait avec lui un régiment d'infanterie légère, composé de Corses, qui avait tenu la tête de la colonne pendant son attaque. L'empereur passait à côté d'eux et leur parlait en italien pour voir s'ils n'étaient pas démoralisés par la perte qu'ils avaient éprouvée. Un d'eux lui répondit: "Oh! il y "en a encore pour deux fois." Il parla ensuite au général Cohorn avec bonté de son trait de courage, mais lui fit observer que s'il n'avait pas été aussi emporté et qu'il eût attendu les troupes qui le suivaient avant d'attaquer, toute cette perte n'aurait pas eu lieu; néanmoins Cohorn resta dans son esprit recommandé comme un homme d'une grande valeur.

L'armée se mit en marche de suite, et arriva de bonne heure à Ems. Cette ville est sur la rive gauche de la rivière de ce nom, laquelle est encore très-forte, et a un pont en bois que le général Hiller avait aussi brûlé. Nous fûmes obligés de rester là deux jours pour le raccommoder et en faire un de bateaux. Après que l'on eût passé la Salza à Burckhausen, on se contenta du pont sur pilotis qui y était, on rechargea sur les haquets les pontons autrichiens avec lesquels on avait fait le pont de bateaux. Ils servirent à en faire un à Ems, ainsi que quelques bateaux que l'on trouva au bord du Danube, à l'embouchure de l'Ems, qui n'est pas à une lieue de là. De cette manière on faisait passer l'armée sur les deux

ponts à la fois, et on réparait ainsi le temps perdu pour la marche à la reconstruction de tous ces ponts.

De Ems, petite ville à cinq lieues de Lintz, l'empereur alla sans s'arrêter jusqu'à Mœlck; il logea à l'abbaye, et y resta un jour plein, tant pour donner à toutes les troupes le temps d'arriver, que pour faire prendre de l'avance à celles qui étaient déjà en avant.

De Mœlck il vint jusqu'à Saint-Polten, où il apprit que le corps du général Hiller avait pris en totalité ou au moins en grande partie le chemin de Krems. Il s'arrêta à Saint-Polten pour voir ce que devenait le mouvement, et s'il ne se liait pas avec l'arrivée de l'armée de l'archiduc Charles, quoiqu'il ne fût guère présumable qu'elle pût être déjà arrivée à cette hauteur, en ce qu'elle avait plus de chemin à faire et de très-mauvaises routes. Ce fut moi que l'empereur envoya pour observer le mouvement sur Krems. Il m'expédia de Saint-Polten avec une brigade de cuirassiers, une compagnie d'artillerie à cheval, et un régiment d'infanterie.

Je vins m'établir à Mautern, où j'appris qu'effectivement la veille, les troupes du général Hiller avaient repassé le Danube, sur le pont qui était reconstruit à neuf depuis la dernière guerre; mais je fus frappé en remarquant que le général Hiller ne l'avait pas brûlé, et avait seulement retiré les madriers de deux arches à notre bord; on avait même laissé les poutres, de sorte qu'en deux heures de travail, une compagnie d'ouvriers aurait rétabli le pont d'autant plus aisément que par la nature du terrain, le feu de la rive gauche l'aurait protégé contre celui de la rive droite. Les gens de l'endroit où j'étais, qui avaient été la veille à Krems (à l'autre bord) me rapportèrent qu'on y attendait dans peu de jours l'archiduc Charles, et je ne doutai point qu'on ne gardât le pont de Krems que pour lui faciliter un passage lorsqu'il serait arrivé, et lui donner par-là les moyens de couvrir Vienne. J'envoyai un de mes aides-de-

camp faire ce rapport à l'empereur, qui était encore à Saint-Polten. Il me le renvoya de suite avec ordre de brûler le pont et de revenir le joindre à Vienne.

Je fis tirer quelques coups de canon sur les postes qui étaient à l'autre bord, et je fis prendre les armes à mes troupes. Les ennemis crurent que j'allais entreprendre le passage, ils allumèrent eux-mêmes le pont, qui fut consumé en quelques heures sans qu'il en restât vestige; il faut croire qu'ils avaient prévu ce cas, et qu'ils avaient fait des dispositions pour l'incendier. Après cette opération je remis mes troupes en marche pour Vienne, où j'arrivai le lendemain.

CHAPITRE VIII.

L'empereur à Schœnbrunn.—Siége de Vienne.—Passage d'un bras du Danube.—Bombardement.—Capitulation.—Position des armées.—Passage du Danube la nuit.—J'accompagne le premier débarquement.—Construction des ponts.—L'armée passe le fleuve.

L'EMPEREUR était pour la seconde fois au château de Schœnbrunn, où il avait eu son quartier-général en 1805. Il avait fait occuper les faubourgs de Vienne, mais la ville avait fermé ses portes, et avait même envoyé quelques coups de canon des remparts.

L'archiduc Maximilien y était enfermé; mais il n'y avait d'autres troupes que quelques dépôts et la bourgeoisie, à laquelle on avait distribué les fusils de l'arsenal.

Vienne a une bonne enceinte régulière et moderne, des fossés d'une très-grande profondeur, un chemin couvert, mais point d'ouvrages avancés. Le glacis est bien découvert, et les faubourgs sont bâtis à la distance voulue par les réglemens militaires. Les faubourgs sont très grands, et depuis l'irruption des Turcs on les a entourés d'un retranchement

revêtu en maçonnerie, ce qui forme un vaste camp retranché, qui ferme avec de bonnes barrières, et que l'on ne pourrait pas escalader. L'empereur vit bien que si Vienne ne se rendait pas sous peu de jours, l'archiduc Charles arriverait, et que rien ne l'empêcherait d'accumuler son armée dans cette vaste enceinte des faubourgs, d'où elle déboucherait sur nous par autant de points qu'elle voudrait, et nous mettrait par-là dans une position d'autant plus fâcheuse que l'empereur comptait sur les ressources qu'il allait trouver dans Vienne, et dont il voulait augmenter ses moyens. Il fit le tour de cette immense enceinte, et, avant de rentrer chez lui, il ordonna au général d'artillerie Andréossi, qui était avec lui, et qui auparavant était notre ambassadeur à Vienne, de faire réunir le soir de ce même jour tous les obusiers de l'armée, et de les placer comme il le jugerait convenable pour qu'à commencer de dix heures du soir il ouvrît un feu de bombardement, qu'il ne cesserait que lorsque la ville aurait demandé à parlementer. Il fit en même temps sommer l'archiduc de remettre la place.* Ce

* *Lettre du Major-Général à l'Archiduc Maximilien.*

10 mars 1809.

Monseigneur,

Le duc de Montebello a envoyé ce matin à Votre Altesse un officier parlementaire, accompagné d'un trompette. Cet officier n'est pas revenu; je la prie de me faire connaître quand elle a l'intention de le renvoyer. Le procédé peu usité qu'on a eu dans cette circonstance, m'oblige à me servir des habitans de la ville pour communiquer avec Votre Altesse. S. M. l'empereur et roi, mon souverain, ayant été conduit à Vienne par les événemens de la guerre, désire épargner à la grande et intéressante population de cette capitale les calamités dont elle est menacée. Elle me charge de représenter à Votre Altesse que, si elle continue à vouloir défendre la place, elle occasionnera la destruction d'une des plus belles villes de l'Europe, et fera supporter les malheurs de la guerre à une multitude d'individus que leur état, leur sexe et leur âge devraient rendre tout-à-fait étrangers aux maux causés par les armes.

prince ne répondit pas d'une manière satisfaisante ; le général Andréossi exécuta l'ordre, et réunit, je crois, trente-deux obusiers, qui furent placés dans un lieu reconnu à l'avance, et d'où, à très petite portée, on pouvait faire sillonner les obus dans la plus grande largeur de la ville.

Indépendamment de cette disposition, l'empereur alla lui-même, avec une des divisions du corps de Masséna, faire éxecuter à l'extrémité de la promenade du Prater le passage du bras du Danube qui sépare cette île de la terre ferme ; le point était défendu par quelques milices qu'on éloigna à coups de canon, et au moyen de bateaux que l'on alla détacher à la nage de l'autre bord*, on passa d'abord les troupes, puis on construisit un pont. Dès lors nous étions les maîtres d'incendier le grand pont, appelé du Tabor,

L'empereur mon souverain a manifesté dans tous les pays où la guerre l'a fait pénétrer sa sollicitude pour épargner de pareils désastres aux populations non armées. Votre Altesse doit être persuadée que Sa Majesté est sensiblement affectée de voir toucher au moment de sa ruine cette grande ville, qu'elle regarde comme un titre de gloire d'avoir déjà sauvée. Cependant, contre l'usage établi dans les forteresses, Votre Altesse a fait tirer le canon du côté des faubourgs, et ce canon pouvait tuer non un ennemi de Votre Souverain, mais la femme ou l'enfant d'un de ses plus fidèles serviteurs. J'ai l'honneur d'observer à Votre Altesse que, pendant cette journée, l'empereur s'est refusé à laisser entrer aucunes troupes dans les faubourgs, se contentant seulement d'en occuper les portes, et de faire circuler des patrouilles, pour maintenir l'ordre. Mais si Votre Altesse continue à vouloir défendre la place, Sa Majesté sera forcée de faire commencer les travaux d'attaque, et la ruine de cette capitale sera consommée en trente-six heures, par le feu des obus et des bombes de nos batteries, comme la ville extérieure sera détruite par l'effet des vôtres. Sa Majesté ne doute pas que toutes ces considérations n'influent sur Votre Altesse, et ne l'engagent à renoncer à un projet qui ne retarderait que de quelques momens la prise de la ville. Je prie Votre Altesse de me faire connaître sa dernière résolution.

Signé, ALEXANDRE BERTHIER.

* Ce bras est celui dont le commerce se sert pour la navigation ; il est toujours rempli de bateaux.

parce que rien ne pouvait s'opposer à ce que nous pénétrassions jusque-là.

L'empereur ordonna de faire passer dans l'île du Prater la division du général Boudet, et il revenait à son quartier-général à Schœnbrunn la nuit lorsqu'en passant à hauteur des faubourgs de Vienne, nous vîmes commencer le feu des obusiers, qui était un véritable bouquet d'artifice ; il y avait toujours dix ou douze obus en l'air ; aussi le feu éclata-t-il presque aussitôt dans plusieurs endroits. Cela, joint à l'occupation de l'île du Prater, ayant sans doute démontré aux généraux ennemis que l'armée de l'archiduc Charles arriverait en vain ; qu'elle trouverait le pont du Tabor détruit, et qu'il était par conséquent inutile d'exposer Vienne à un incendie total, ils se déterminèrent à parlementer. Ils firent la nuit même repasser le Danube au peu de troupes qu'ils avaient ; l'archiduc Maximilien donna ses pouvoirs pour que l'on entrât en capitulation pour la ville, et il suivit les troupes sur la rive gauche du Danube, en faisant brûler le pont du Tabor aussitôt après son passage.

Le lendemain Vienne se rendit, sans autres conditions que celles que l'on stipule ordinairement pour les villes de guerre, et le 12 mai, à un mois du départ de l'empereur de Paris, nos troupes en prirent possession. On y trouva des ressources en tout genre, et en un mot nous nous trouvâmes riches d'une capitale de laquelle nous pouvions disposer comme de Paris.

Dès les premiers jours de l'occupation de Vienne, nous apprîmes l'arrivée de l'armée de l'archiduc Charles de l'autre côté du Danube. Elle était bien plus nombreuse que la nôtre, et elle aurait pu nous donner de l'inquiétude si elle avait entrepris de suite un passage du fleuve ; c'était le seul moyen de nous faire évacuer Vienne sur-le-champ, et je crois que c'est là la principale raison qui a déterminé l'empereur à tant hâter son passage du Danube, afin de tenir

l'archiduc Charles sur la défensive. Les frondeurs ont beaucoup parlé sur une opération de cette importance entreprise avec aussi peu de moyens, mais ils n'ont pas observé tous les motifs que l'empereur avait de s'y décider ; c'est le cas de dire que la critique est aisée, mais l'art difficile.

Effectivement, l'empereur n'avait pas le tiers des moyens qui étaient indispensablement nécessaires au passage du Danube, soit en bateaux, soit en cordages et autres apprêts. Il avait, dès que la guerre lui avait paru inévitable, chargé le ministre de la marine de lui expédier des marins de la flottille,* mais notre marche avait été si rapide, qu'ils n'avaient pas eu le temps d'arriver. L'empereur avait des officiers d'artillerie et du génie si laborieux et créateurs de ressources, qu'il lui a suffi de leur dire qu'il était déterminé à l'exécuter pour qu'ils trouvassent les moyens de faire réussir cette entreprise. On peut dire ici que si l'armée russe avait fait une diversion en notre faveur, nous n'eussions pas été obligés de passer le Danube ; à la vérité, elle n'était pas prête ; mais pourquoi ne l'était-elle pas ? Elle n'avait pas plus de chemin à faire que nous, qui avions amené des troupes depuis Burgos.

* Monsieur le vice-amiral Decrès.

Je désire avoir un des bataillons de la flottille à l'armée du Rhin. Voici quel serait mon but : faites-moi connaître s'il serait rempli. Douze cents marins seraient fort utiles à cette armée pour le passage des rivières et pour la navigation du Danube. Nos marins de la garde m'ont rendu de grands services dans la dernière campagne ; mais ils faisaient un service qui était indigne d'eux. Les marins qui composent les bataillons de la flottille savent-ils tous nager ? sont-ils tous capables de mener un bateau dans une rade ou dans une rivière ? savent-ils l'exercice d'infanterie ? S'ils ont cette instruction, ils me seront fort utiles. Il faudrait envoyer avec eux quelques officiers de l'artillerie de marine, et une centaine d'ouvriers avec leurs outils. Ce serait une grande ressource pour le passage et la navigation des rivières. Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde.

Paris, le 9 mars 1809.

NAPOLÉON.

Nous voyions arriver toutes les semaines un officier de l'empereur de Russie à notre quartier-général ; il y avait un commerce de lettres fort actif entre la Russie et nous ; c'était un commerce de bataillons qu'il nous aurait fallu, mais enfin l'on en était privé, et il n'y eut de ressources que celles que l'on pouvait trouver en soi-même.

L'armée était postée depuis les environs de Saint-Polten jusqu'en face de Presbourg ; l'empereur avait été obligé d'envoyer un petit corps d'observation dans la vallée de Neustadt, pour défendre le défilé qui conduit en Italie. Les esprits de la population étaient plus portés à la résistance, et même disposés à l'exaltation, que dans la guerre précédente ; en sorte que la position de l'armée avait cet inconvénient de plus, lequel aurait pu devenir grave, en cas qu'elle eût éprouvé un revers.

L'armée autrichienne de Gallicie venait d'entrer dans le duché de Varsovie et avait pénétré jusqu'à la capitale, que la brave petite armée polonaise avait été obligée d'évacuer en passant sur la rive droite de la Vistule, dans l'espérance qu'elle y serait bientôt jointe par l'armée russe (l'armée autrichienne était arrivée par la rive gauche). Le prince Poniatowski, qui commandait les Polonais, déploya dans cette campagne un grand courage et un grand talent.

L'empereur, maître de Vienne, était entouré de difficultés sans nombre ; il avait en outre à craindre l'armée autrichienne d'Italie, qui, en se retirant, pouvait lui faire un mal incalculable avant qu'il pût être rejoint par l'armée du vice-roi. C'eût été bien pis si dans ces conjonctures l'armée de l'archiduc Charles eût passé le Danube.

Ce sont toutes ces considérations qui ont forcé l'empereur à le passer lui-même. Il eut encore dans cette occasion du courage pour tout le monde ; car personne n'augurait bien de cette opération, qui paraissait légère, à laquelle on n'osait rien objecter à cause de l'empereur, dont on craignait de

combattre les décisions. Enfin, le 19 mai au soir, il fit descendre de Vienne tous les moyens de navigation qui avaient été réunis dans le bras du Danube qui entoure le Prater; nous n'avions qu'une compagnie de pontonniers, il en aurait fallu six. Tous ces moyens furent rassemblés ainsi que les troupes au bord du fleuve, à quelques centaines de toises au-dessus du village d'Elbersdorf, lequel est lui-même à près de deux lieues au-dessous de Vienne. Il était presque nuit, au moins on ne pouvait pas être aperçu de la rive ennemie, lorsque l'empereur lui-même fit embarquer les premiers bataillons qui devaient aller prendre poste à la rive gauche; il faisait lui-même placer les soldats dans les bateaux, où il les arrangeait de manière à ce qu'il en tînt le plus grand nombre possible; il fit devant lui distribuer des cartouches, et parla presque à chaque soldat. Il fit suivre le transport, d'un bateau disposé pour recevoir deux pièces de canon qu'il y fit embarquer sans leurs caissons, mais avec un nombre de gargousses et de boîtes à mitraille suffisant pour ce qu'on allait entreprendre. Le convoi quitta la rive droite du Danube à la nuit close, le 19 mai, et aborda à la rive gauche du fleuve, dans une vaste île appelée la Lobau, qui avait été reconnue et jugée d'avance convenable à cet objet. Elle se trouve précisément en face du village d'Ebersdorf à la rive droite; elle est très-grande, et était alors toute couverte de bois comme une forêt. Elle est traversée dans sa plus grande longueur de deux petits bras du Danube, qui peuvent avoir chacun dix-huit ou vingt pieds de large. Lorsque le Danube est bas, ils n'ont qu'un filet d'eau, guéable partout pour des enfans; mais du jour au lendemain ils sont eux-mêmes de petits fleuves; après les deux bras on trouve celui qui sépare définitivement l'île de Lobau de la rive gauche; il est aussi fort que la Moselle en France, très rapide et sans gué. Les Autrichiens avaient un fort poste dans l'île. Ils le relevaient tous les jours au moyen

d'un bateau qui était placé en face de la petite ville d'Euzerf-dorf (à la rive gauche) qui jouissait des pâturages de l'île. Ce poste ne mettait que deux ou trois sentinelles sur le bord du grand fleuve, et se tenait à une cahutte appelée la Maison du Garde-Chasse, qui conservait les faisans dont l'île entière était pleine.

L'empereur m'ordonna d'accompagner le premier débarquement et de revenir dans la nuit lui dire comment cela aurait été. Je me mis dans une nacelle conduite par deux pontonniers, et j'arrivai avec tout le convoi à la rive ennemie. Les sentinelles donnèrent l'alerte, mais on ne nous opposa aucune résistance, et toute la nuit fut employée à passer de nouvelles troupes dans l'île de Lobau, en même temps que les officiers d'artillerie faisaient construire le pont. Ce dernier devait être d'une longueur immense, et divisé en deux parties, parce qu'il se trouvait un îlot de sable au milieu du fleuve; mais les deux ponts ensemble formaient une longueur de deux cent quarante toises. On employa toute la journée du 20 mai à achever cette construction, pendant laquelle l'empereur ne quitta pas le bord du fleuve, veillant lui-même à ce que le passage des troupes en bateaux ne discontinuât point pendant que l'on achevait les ponts.

Dans la matinée du 20 on vint rendre compte à l'empereur que les ennemis avaient effectué un débarquement au-dessus de Vienne à un village appelé Nusdorf, qui est, à proprement parler, un des faubourgs de la ville, tant il en est près. Il ne craignait pas un grand événement à la suite de ce passage, parce que les troupes qui se rendaient de Saint-Polten à Vienne, pour se trouver au passage du Danube, arrivaient précisément à cette hauteur-là dans le moment du passage des Autrichiens, aussi n'eut-il aucune suite; il se réduisit à nous donner de l'inquiétude pendant deux heures. L'empereur était si soigneux de ne rien laisser derrière lui qui pût compliquer son entreprise, qu'il profita

du moment où l'on faisait les ponts pour m'envoyer à Nusdorf avec une brigade de cuirassiers, afin d'être rassuré sur ce que pouvait devenir le débarquement, que je trouvai repassé à la rive gauche. Je n'eus donc qu'à aller et revenir joindre l'armée.

Le 21, les ponts étaient entièrement achevés ; ils n'avaient coûté tant de peines que parce que l'on manquait de moyens, et que, pour remplacer les ancres, par exemple, on avait été obligé de se servir de fardeaux, tels que des pièces de canon autrichiennes que l'on fixait à l'extrémité des câbles, mais ces fardeaux tombant sur un fond de gravier ne s'y enfonçaient pas assez pour résister à la chasse du courant, en sorte que les bateaux descendaient malgré tout ce que l'on faisait pour les tenir en position fixe. Les officiers d'artillerie qui travaillèrent à ce pont firent un tour de force en le mettant en état de passer l'armée.

L'armée défila toute l'après-midi du 20 et la journée du 21 mai ; on jeta le pont sur le dernier bras du Danube avec les pontons autrichiens pris à Landshut. Ils étaient sur des haquets et pouvaient se transporter partout. A la faveur d'un rivage fourré de bois d'une assez grande profondeur, on déboucha à la rive gauche, entre les villages d'Essling et d'Aspern, cependant un peu plus près de ce dernier que du premier. On les occupa comme points de défense en utilisant les clôtures de muraille, les cimetières et les jardins. A mesure que les troupes débouchaient on se développait en prenant du terrain en avant.

CHAPITRE IX.

Affaire d'Ebersdorf.—Ardeur des troupes.—Ordre de bataille de l'armée.—Bataille d'Essling.—Le pont sur le Danube est rompu.—Belle conduite du général Mouton.—Le maréchal Lannes mortellement blessé.—Douleur et regrets de Napoléon.—Mort du général Saint-Hilaire.—Retraite.—Napoléon tient conseil au bord du fleuve avec Masséna et Berthier.

Le corps du maréchal Masséna était déjà passé ainsi que deux divisions de cuirassiers, lorsque les Autrichiens, qui occupaient une position non loin de là, arrivèrent. Depuis le 19, ou au moins le 20, c'est-à-dire la veille, ils ne pouvaient plus avoir d'incertitude sur le point de notre passage; ils avaient donc eu le temps de rassembler leur armée et de marcher; néanmoins ils ne furent pas entreprenans, et je crois que si nous n'avions pas cherché à nous étendre trop ce soir-là, ils ne nous auraient pas attaqué, et nous aurions évité une mauvaise affaire, dans laquelle nous avons éprouvé des pertes qui nous ont fait faute le lendemain.

Le soleil se couchait, lorsqu'on fit déboucher d'entre les villages d'Essling et d'Aspern. On ne marcha pas cent toises dans cette vaste plaine, que l'on y fut sillonné de coups de canon qui venaient dans toutes les directions. On voulut écarter cette foudroyante artillerie en faisant charger la cavalerie à outrance. On parvint effectivement à se donner du large à notre droite, mais à notre gauche nous fûmes acculés jusqu'au village d'Aspern, dont les ennemis occupèrent la moitié sans que nous pussions les en déloger. La nuit fit cesser le combat qui avait été meurtrier pour nous. Nous y éprouvâmes une perte en tués et blessés qui n'allait guère moins qu'à cinq ou six mille hommes; mais surtout nous y consumâmes une grande quantité de munitions. Nous

passâmes la nuit à une petite portée de fusil des Autrichiens, et les sentinelles étaient, dans certains endroits, à moins de trente pas les unes des autres. Dans cette position, il était difficile qu'une des deux armées fît un mouvement sans que l'autre en fût avertie aussitôt, d'autant plus qu'elles n'étaient séparées par aucun obstacle et se trouvaient sur le même terrain.

L'empereur vint passer la nuit au bivouac sur le sable, au bord du Danube, qu'il ne repassa pas ; il était ainsi à moins de trois cents toises de l'armée autrichienne. Toute la nuit fut employée à faire passer les troupes de la rive droite à la rive gauche ; cela allait lentement parce qu'à chaque instant il arrivait des accidens au pont. Ce fut avec beaucoup de peines et de soins que l'on parvint à faire arriver sur la rive gauche tout le corps du maréchal Oudinot et du maréchal Lannes, la garde à pied et quelques troupes de réserve. On fut en mouvement toute la nuit pour se trouver en mesure contre une attaque que l'on craignait de la part des ennemis pour le lendemain à la pointe du jour. C'était le 22 mai ; le jour commençait à deux ou trois heures du matin ; l'empereur était déjà à cheval, et allait parcourir les lignes de son armée ; chaque fois qu'il paraissait, il y excitait le délire : on commença à crier *Vive l'empereur !* et comme l'on était à portée de fusil de l'armée ennemie, elle prit aussi les armes et commença la première à nous envoyer quelques coups de canon, à travers les brouillards qui nous masquaient, et qui règnent toujours le long des bords du Danube. Un de ces coups de canon tua le cheval du général Monthion, dans le groupe de l'empereur.

Les généraux pressaient l'empereur pour qu'il leur permît de commencer l'attaque, afin, disaient-ils, de profiter du premier élan des soldats. Il ne le voulait pas trop, parce qu'il attendait le corps du maréchal Davout qui était encore de l'autre côté du Danube, ainsi que la division de cuirassiers

du général Nansouty, avec la majeure partie de la garde à cheval et beaucoup de troupes alliées ; mais on le poussa tant, qu'il se rendit, et laissa commencer les mouvemens offensifs à trois heures et demie du matin. Le maréchal Masséna déboucha à la gauche par le village d'Aspern ; il avait avec lui les divisions des généraux Molitor, Legrand, Carra-Saint-Cyr, et une division de réserve, commandée par le général Démont. Le maréchal Lannes déboucha à la droite du maréchal Masséna, entre Aspern et Essling ; il avait avec lui la division Saint-Hilaire et la division du général Oudinot, et en réserve, la division du général Boudet. Derrière, en deuxième ligne, était la garde à pied, composée de deux régimens de fusiliers, de deux régimens de tirailleurs et de deux régimens de la vieille garde ; savoir : un de grenadiers et un de chasseurs. En cavalerie, nous avions une brigade de cavalerie légère aux ordres du général Marulaz ; deux autres sous les ordres du général Lasalle ; la division de cuirassiers que commandait avant le général d'Espagne (tué la veille), et la division du général Saint-Sulpice ; quelques escadrons de la garde, Polonais, chasseurs et dragons. Sur la rive droite, prêt à passer, se trouvait le maréchal Davout avec la division du général Friant et celles des généraux Morand et Gudin qui étaient rentrés à son corps d'armée ; le général Vandamme avec les Wurtembergeois, la division Nansouty et le reste de la garde à cheval. Les Bavarois avaient été envoyés dans le Tyrol pour combattre les insurgés et couvrir Munich ; je crois qu'ils avaient une de leurs divisions, celle du général Wrede, vers Lintz : l'empereur aimait le général Wrede, et le tenait près de lui toutes les fois qu'il le pouvait.

Nous perçâmes, dans cet ordre, par notre gauche et par notre centre, nous tenant en observation à notre droite, où était placée notre cavalerie. Je marchais avec le maréchal Lannes, qui se tenait à la division Saint-Hilaire. Comme

nous traversions une plaine immense, toutes les troupes étaient formées selon l'ordre profond, les unes en carrés et les autres en colonnes.

La canonnade commença presque aussitôt que nous fûmes ébranlés ; elle était meurtrière parce que, outre que nous étions près, nous présentions des masses. Les ennemis étaient aussi formés en carrés par échiquier et commencèrent un feu de mousqueterie qui ne nous faisait pas autant de mal qu'il aurait pu nous en faire s'ils avaient eu quelques bataillons déployés, comme, de notre côté, nous les eussions bien maltraités, si, au lieu d'avoir eu des troupes composées de soldats aussi neufs, nous eussions eu des troupes exercées comme l'étaient celles du camp de Boulogne que l'on pouvait hardiment ployer et déployer sous le feu sans craindre le désordre. Nous persistions à pénétrer dans cette ligne d'échiquier lorsque la mitraille et la mousqueterie décomposant nos colonnes, nous forcèrent d'arrêter et d'engager un feu de canon et de mousqueterie, avec le désavantage du nombre. Chaque quart d'heure que nous passions dans cette position rendait encore le désavantage plus grand. Il fut dès lors facile de prévoir que non-seulement la journée ne pouvait pas avoir une issue heureuse, mais qu'au contraire elle se terminerait probablement par quelqu'événement fâcheux ; on essaya de balancer tous ces désavantages par des charges de cuirassiers que l'on fit donner successivement dans plusieurs directions ; mais ils avaient à peine percé la ligne d'infanterie des Autrichiens qu'ils étaient ramenés battant par leur cavalerie trois fois supérieure. A tous ces inconvéniens se joignit celui du manque de munitions, qui fut général vers huit heures et demie du matin. A cette heure on voyait courir par tout le champ de bataille des officiers qui demandaient où était le parc aux munitions, et il était encore de l'autre côté du Danube. On éprouvait de même le besoin de troupes nouvelles ; on attendait avec im-

patience le corps du maréchal Davout, lorsque des officiers qui avaient été envoyés pour le chercher vinrent apprendre que le grand pont du Danube était rompu.

Les ennemis, en nous repoussant la veille, avaient pris, au bord du fleuve, une position d'où ils découvraient notre pont d'un bout à l'autre; ils s'imaginèrent de remplir de pierres les plus gros bateaux qu'ils purent se procurer, et de les lancer au courant du fleuve. Ce moyen leur réussit trop bien, car, de nos deux ponts, un fut enlevé en entier et l'autre détruit dans une bonne moitié de sa longueur. L'insuffisance de barques et de pontonniers de notre côté nous avait empêché de construire une estacade pour couvrir notre pont, et cela nous devint funeste. Cet événement, qui fut bientôt connu des troupes qui combattaient, leur fit perdre l'espérance d'être secourus, et l'on vit petit à petit la retraite des divers corps s'opérer successivement. Dans le fait, on ne pouvait pas exiger d'eux que, sans munitions, ils restassent dans une position où leur destruction était certaine.

L'empereur ordonna la retraite et la dirigea lui-même en restant au milieu d'une canonnade à laquelle nous ne répondions plus; elle devenait plus incommode à mesure que nous nous retirions sur le pont qui communiquait à l'île de la Lobau, lequel faisait le centre d'un cercle dont l'artillerie occupait la circonférence. Notre gauche ainsi que notre centre ne rendaient le terrain que pied à pied, et n'étaient pas encore rentrés entre les villages d'Essling et d'Aspern, d'où ils avaient débouché le matin, lorsque les ennemis firent une attaque de vive force à notre droite et enlevèrent le village d'Essling qui était défendu par la division Boudet. Le salut de notre retraite était dans la reprise prompte de ce poste duquel les ennemis seraient arrivés à notre pont bien avant les maréchaux Masséna et Lannes. La situation

était des plus critiques; le désordre allait commencer, lorsque l'empereur donna l'ordre à son aide-de-camp, le général Mouton, de prendre la brigade des fusiliers de la garde et d'attaquer sur-le-champ. Le général Mouton, qui avait bien jugé de l'importance de son succès, ne perd pas un moment, se met lui-même à la tête des fusiliers et les fait entrer au pas de charge dans le village d'Essling, sans s'inquiéter du nombre de troupes auquel il avait affaire, et il emporte le village où l'on se maintint jusqu'à ce qu'on eut l'ordre de l'évacuer. Ce coup de vigueur nous donna les moyens de faire notre retraite. Le brave général Mouton, grièvement blessé, fut forcé de quitter le champ de bataille.

Le maréchal Lannes rentra dans la position de laquelle il était parti le matin pour attaquer; il essaya de la garder, et il avait mis pied à terre, parce que le canon des ennemis s'était tellement rapproché qu'il y avait de la témérité à rester à cheval; la cavalerie avait depuis long-temps repassé le bras du Danube, et était dans l'île de Lobau; l'empereur venait lui-même de quitter le champ de bataille où il avait donné ses derniers ordres sur la manière dont on devait repasser le pont, et il était occupé à faire placer de l'artillerie dans l'île de Lobau pour protéger la retraite de nos colonnes, lorsqu'on vint lui annoncer que le maréchal Lannes venait d'avoir les jambes emportées d'un coup de canon. Il en fut vivement affecté et versa des larmes. Pendant qu'on lui racontait les détails de cet événement, il aperçut le brancard sur lequel on rapportait le maréchal Lannes du champ de bataille. Il le fit diriger à l'écart, et voulut être seul auprès de lui; il l'embrassa en fondant en larmes; le maréchal Lannes, épuisé par une grande perte de sang, lui dit d'une voix basse: « Adieu, sire; vivez pour tous, et accordez « quelque souvenir à un de vos meilleurs amis, qui dans deux

"heures n'existera plus." Cette scène fut touchante et causa une vive émotion à l'empereur. Peu de temps auparavant on avait rapporté le général Saint-Hilaire, blessé aussi d'un coup de canon au pied; il en mourut quinze jours après. La perte du maréchal Lannes fut sentie de toute l'armée: elle mettait le complément aux malheurs de la journée.

Les ennemis ne furent point entreprenans dans notre retraite, ils nous laissèrent toute l'après-midi entre Aspern et Essling, et ce ne fut que vers les quatre heures du soir que nous nous retirâmes dans le bois qui couvre l'extrême bord du fleuve, que nous repassâmes la nuit sans être inquiétés. On reploya le pont de bateaux qui était sur le bras du fleuve. On jeta sur des haquets les pontons dont il était formé, ainsi que les ancres, poutrelles, cordages, madriers, et on les envoya au pont du grand bras, où ils servirent à remplacer les bateaux que le courant avait emportés.* Dès le 24 au ma-

* Au Maréchal Masséna,

23 mai, 1809, après minuit.

"L'empereur arriva au premier pont sur le petit bras. Le pont de chevalets est rompu: on donne des ordres pour le réparer. Mais il est nécessaire que vous y envoyiez des sapeurs pour faire deux ponts de chevalets au lieu d'un. Ce qui sera plus long, c'est le premier pont sur le grand bras, qui est à moitié défait, et qui ne peut être reconstruit au plus tôt que vers la fin de la journée de demain. Il est donc nécessaire que vous teniez fortement la tête du premier pont que vous passez demain matin; c'est-à-dire de placer de l'artillerie et de retirer les pontons, pour faire croire à l'ennemi, d'après votre disposition, que nous nous réservons les moyens de rejeter le pont pour passer, ce qui tiendra l'ennemi en respect. Mais le fait est qu'il faudra, aussitôt que les pontons seront retirés, les faire charger sur des haquets avec les cordages, ancres, poutrelles, madriers, etc., pour les envoyer de suite au pont du grand bras, pour lequel il manque quatorze ou quinze bateaux. Vous enverrez les compagnies de pontonniers qui sont avec vous pour aider à faire le pont. Vous sentez combien tout ceci demande d'activité, etc.

tin, toute l'armée se trouvait dans l'île de Lobau, infanterie, cavalerie, artillerie, état-major, blessés, en un mot tout. Le 22, à la nuit close, l'empereur y était lui-même encore; il vint sur le bord du grand fleuve dont le pont était détruit: le Danube était enflé, parce que nous étions dans la saison de la fonte des neiges du Tyrol, en sorte que, même les deux petits bras qui traversaient l'île et que l'on avait toujours passés à pied sec ou au moins à gué, étaient devenus des torrens dangereux, sur lesquels il fallut construire des ponts en chevalets.

L'empereur les passa en nacelle; j'étais avec lui ainsi que le prince de Neuchâtel. Nous ne pûmes pas faire passer nos chevaux, et fûmes obligés de continuer notre marche à pied. Arrivés au bord du Danube, l'empereur s'assit sous un arbre en attendant le maréchal Masséna qu'il avait envoyé chercher. Il arriva bientôt, et l'empereur forma un petit conseil pour avoir les opinions de ce qui était là, sur ce qu'il convenait de faire dans la situation où l'on était.

Que l'on se figure l'empereur assis entre Berthier et Masséna au bord du Danube, regardant le pont dont il restait à peine quelques débris. Le corps du maréchal Davout de l'autre côté du grand fleuve et toute l'armée derrière eux dans cette île de Lobau, séparés des ennemis par un seul bras du Danube de trente ou quarante toises de large, et n'ayant aucun moyen de l'en retirer: il fallait bien une âme comme la sienne pour ne pas en être découragé. Il s'attendait bien aux opinions que l'on allait lui émettre, de repasser le Danube comme l'on pourrait, abandonnant ce que l'on n'aurait aucun moyen d'enlever, c'est-à-dire toute l'artillerie, les chevaux, etc., etc.

" L'empereur passe de l'autre côté pour activer tous les moyens, et surtout pour faire passer des vivres. L'important est donc de vous tenir fortement et avec beaucoup de canons dans la première île, et d'envoyer vos pontons pour le pont rompu."

ALEXANDRE.

L'empereur écouta toutes les raisons qu'on voulut lui donner, puis il dit : " Mais, Messieurs, c'est comme si vous " me donniez le conseil d'aller à Strasbourg : si je repasse le " Danube, il faut que j'évacue Vienne, parce que les ennemis " vont le repasser après moi, et dès lors ils me mèneront " peut-être à Strasbourg. Dans l'état où je suis, la seule dé- " fense que j'aie contre eux maintenant, c'est de pouvoir " passer sur la rive gauche du fleuve s'ils passaient sur la " rive droite, de manœuvrer ainsi autour de Vienne, qui est " ma capitale et le centre de mes ressources. Si je repasse " le Danube, et que l'archiduc aille le passer à Lintz par " exemple, il faudra que je marche à Lintz, au lieu que dans " la position où je suis, s'il l'entreprend, je passerai et le " suivrai jusqu'à ce qu'il soit revenu sur moi. Il est impos- " sible que je m'éloigne de Vienne sans y laisser une perte de " vingt mille hommes, dont dix mille rentreront dans leurs " rangs avant un mois."

Il ramena tout le monde à son opinion, et quoique l'on n'eût pas été fâché de pouvoir aller se reposer au-delà du Danube, il fallut faire son sacrifice et rester dans l'île. Le maréchal Masséna prit le commandement de toutes les troupes qui s'y trouvaient; l'empereur lui donna une instruction écrite sur la défense qu'il voulait qu'il fît, si, comme il le croyait, il venait à être attaqué.

CHAPITRE X.

L'empereur repasse le fleuve.—Arrivée de douze cents marins de la garde.—Stratagème des Autrichiens pour détruire nos ponts.—Prodigieuse activité de l'empereur.—Construction d'un pont sur pilotis.—L'empereur expédie des ordres au prince Eugène, en Italie, et à Marmont, en Dalmatie.—Dispositions générales.—Gratifications distribuées dans les hôpitaux.—Reconnaissance des blessés.

Cette disposition prise, il fit embarquer sur les débris du pont les ingénieurs et sapeurs qui se trouvaient dans l'île, pour les faire repasser à la rive droite, et lui-même s'embarqua avec le prince de Neuchâtel et moi pour la même destination. Nous traversâmes le Danube vers minuit; l'empereur était exténué de fatigue; je lui donnai le bras pour marcher jusqu'à la maison qu'il occupait au village d'Ebersdorf avant le passage du fleuve. Son esprit travaillait, mais n'était point agité; en arrivant, il se jeta sur de la paille et prit quelques momens de repos. Il n'y avait pas deux heures qu'il faisait jour, que déjà il était à cheval, parcourant les bivouacs des troupes qui n'avaient pu se trouver à l'affaire, à cause de la rupture du pont.

La méchanceté s'est plu à représenter l'empereur comme un homme méfiant, et dans cette circonstance, où des hommes malintentionnés pouvaient entreprendre sur sa personne tout ce qu'ils auraient voulu, il n'eut pour garde, à son quartier-général, que la légion portugaise, qui le soignait avec autant d'exactitude qu'auraient pu le faire des vétérans de l'armée d'Italie.

La première chose dont il s'occupa fut de réunir quelques bateaux pour envoyer des subsistances dans l'île Lobau; on fut assez heureux pour réussir à en pourvoir l'armée. On

s'occupa de faire descendre de tous les points du Danube des bateaux et des agrès pour reconstruire des ponts, et l'on y parvint. Ils étaient déjà rétablis, et on allait faire repasser la cavalerie, lorsque les Autrichiens recommencèrent à nous lancer des bateaux chargés de pierres, qui les rompirent de nouveau. Heureusement que cela arriva en plein jour, et que l'on put faire courir après les débris du pont avec des nacelles qui, en descendant plus rapidement, rattrapaient les débris, les conduisaient à la rive gauche, d'où, avec beaucoup d'efforts, on les remontait jusqu'aux ponts. Ce pénible travail aurait encore été sans résultat si nous n'avions vu arriver un corps de douze cents matelots, venant d'Anvers, commandés par des officiers de la marine. Ce corps était suivi d'un bataillon d'ouvriers de toutes professions, aussi de la marine ; cet envoi nous sauva. Les matelots furent sur-le-champ réunis aux pontonniers ; on tint en croisière, dans le courant du fleuve, une quantité de très-petites nacelles, toutes montées par un nombre proportionné de ces matelots. Les nacelles se tenaient sur les bancs de sable qui bordent les îles dont le cours du Danube est parsemé, et lorsqu'elles voyaient arriver un bateau ou radeau, elles forçaient de rames pour le joindre, les matelots montaient à bord et conduisaient l'embarcation à bon port, en sorte que les mêmes bateaux qui détruisaient nos ponts la veille finirent par nous donner des moyens de les réparer. Dès-lors ils ne furent plus rompus, et l'on put faire repasser à la rive droite toute la cavalerie, l'artillerie, ainsi que tout ce qui était inutile ; les chevaux n'avaient vécu que de l'herbe et des feuilles de l'île depuis le jour de la bataille.

C'était un grand avantage que d'avoir rétabli les ponts et de les avoir mis à l'abri d'une rupture au moyen de toutes les nacelles garnies de matelots, et desquelles on avait formé une estacade.

L'empereur renvoya les troupes dans les cantonnemens

qu'elles occupaient avant cette malheureuse opération ; il ne laissa dans l'île que le maréchal Masséna avec son corps. Il ne concevait pas que, le lendemain de la bataille, les Autrichiens n'eussent pas approché toute leur artillerie sur le bord du bras du Danube qui les séparait de l'île, et qu'ils n'eussent pas fait un feu de canon dont pas un coup n'aurait été perdu ; ils auraient eu d'autant plus beau jeu que nous n'avions pas de quoi leur répondre, et que nous étions les uns sur les autres dans cette île. Cela nous fit présumer qu'ils méditaient un passage du fleuve sur un point plus haut que Vienne.

L'empereur plaça son armée de manière à pouvoir la réunir en un jour ; il garda près de lui toute l'infanterie qui avait repassé de l'île sur la rive droite et la fit camper. Il travailla à la réorganisation de son artillerie ; c'est à cette occasion qu'il nomma le général La Riboissière premier inspecteur de l'artillerie, à la place du général Songis, atteint d'une maladie mortelle. On prit également des mesures pour procurer des chevaux de remonte à la cavalerie ; tous les ordres qu'il avait à donner pour cela furent expédiés dans une soirée, et il songea dès le lendemain à recréer les matériaux nécessaires pour effectuer un nouveau passage, qu'il voulait exécuter, disait-il, dans un mois. Il n'avait eu qu'un pont sur le bras du Danube qui le séparait des ennemis, et il voulut en avoir quatre, quoiqu'il n'eût pas le premier bateau pour la construction des trois qu'il demandait. Il fit établir dans l'île de Lobau le bataillon des ouvriers de la marine avec les ingénieurs de ce corps qui étaient venus avec eux ; il y fit conduire de Vienne des bois de toute grandeur et de toute espèce.

En très-peu de jours, tous les bateaux dont il avait besoin furent sur leur quille, et bientôt après lancés à l'eau, dans un des petits bras qui traversent l'île. Ce travail fit beaucoup d'honneur aux ingénieurs-constructeurs de la marine. En

même temps que l'on faisait ces pontons dans l'île de Lobau, l'empereur faisait exécuter la construction d'un pont sur pilotis, sur toute la largeur du Danube. Ce fut le général Bertrand, son aide-de-camp, qui exécuta ce magnifique ouvrage; Bertrand était, en sa qualité d'officier du génie, un des meilleurs que la France ait eus depuis M. de Vauban; il s'établit lui-même avec tous les officiers du génie et les bataillons de sapeurs, aux bords du fleuve.

On avait trouvé dans l'inépuisable arsenal de Vienne des bois en profusion destinés à la réparation des ponts de Vienne et de Krems; des cordages, des ferrures, et enfin quarante moutons à sonnettes pour frapper les pilotis. Tout cela fut amené à Ebersdorf, et on changea les environs de ce village en chantiers de construction semblables à ceux d'un grand port. On travaillait tout à la fois à enfoncer les pilotis, à scier les bois, les planches et à faire des bateaux. Jamais l'intelligence humaine n'embrassa autant de détails à la fois. Pendant que l'on s'occupait des moyens de franchir le fleuve, on ne négligeait pas ceux de défendre l'île de Lobau, qui devaient aussi être ceux qui protégeraient le passage à la rive gauche. On borda le bras du Danube d'épaulemens et d'embrasures, que l'on garnit de pièces d'artillerie autrichiennes, tirées de l'arsenal de Vienne, dont le général La Riboissière avait réuni tous les ouvriers, lesquels étant très-malheureux, avaient consenti à travailler pour avoir la ration du soldat. Cette partie de l'administration de l'armée créa des prodiges, et mit sur pied une artillerie immense de tout calibre. L'activité que l'on déploya pour créer des ressources ne pouvait à peine se concevoir par ceux même qui en étaient les témoins, et, à plus forte raison, ne peut se peindre par une narration qui aurait toujours l'air exagéré.

En même temps qu'il faisait travailler dans les arsenaux et les chantiers, l'empereur songea à recomposer un personnel tellement nombreux, qu'il ne fût plus exposé à une mauvaise

journée comme celle du 22 mai, ni même à une affaire douteuse. Ce que son génie imagina, et ce que son esprit eut d'obstacles à surmonter n'est pas croyable. Il envoya d'abord ordre au vice-roi, qui commandait l'armée d'Italie, de ne pas perdre de temps pour lui amener son armée, ce que ce prince fit sur-le-champ; il avait quatre belles divisions. Il manda également au général Marmont, qui commandait en Dalmatie, de venir le rejoindre sans perdre un moment; ce général avait avec lui deux divisions, et ne pouvait arriver à Vienne qu'à travers un nombre infini de difficultés, presque toutes capitales. L'événement d'Essling avait été répandu avec soin et profusion par les agens de l'Autriche, qui ne négligeaient rien de ce qui pouvait soutenir l'espérance des sujets de leur monarchie; en sorte que le général Marmont, en traversant toutes ces provinces, ne rencontra partout que soulèvement et mauvaise volonté. Il fallait être animé par un sentiment plus fort que celui de l'amour du devoir, pour vaincre toutes ces difficultés et amener un corps de vieilles troupes en bon état; ce service fut senti par l'empereur, qui aimait Marmont, et fut bien aise d'avoir une occasion de lui témoigner qu'il était content de lui.

Au commencement de la campagne, il avait envoyé des maréchaux ou généraux français pour commander les contingens des différens princes confédérés; cela était ainsi convenu, sans préjudice à l'autorité des généraux de ces princes, qui commandaient tout ce qui était relatif aux détails militaires et à la discipline des corps. Il n'avait mis ces généraux à la tête de ces contingens que parce qu'ils étaient plus accoutumés à sa manière de vouloir être obéi, et pour correspondre avec le prince de Neuchâtel, dans la même forme que les autres généraux français. C'est ainsi que le maréchal Bernadotte avait été envoyé pour prendre le commandement de l'armée saxonne, qui formait deux belles divisions d'infanterie et une de cavalerie. Avant que l'armée autrichienne qui était en Bohême fût réunie à celle de l'archiduc Charles,

le corps saxon couvrait Dresde ; mais depuis que cette jonction avait eu lieu, et qu'il n'y avait plus que quelques partisans qui entraient en Saxe, l'empereur avait appelé à lui ce corps saxon, qui arriva le dernier, à cause des détours qu'il eut à faire. Il manda aussi au roi de Bavière de faire quelques efforts extraordinaires de plus contre les insurgés du Tyrol, afin de pouvoir en retirer une division bavaroise, pour l'appeler à lui au besoin. Tous les ordres nécessaires à la recomposition du personnel de son armée étaient donnés et expédiés dans les premiers jours qui suivirent le 22 mai. Il ne lui restait plus qu'à soigner les troupes qu'il avait avec lui et à les empêcher de se fondre, comme cela arrive d'ordinaire dans des circonstances de guerre difficiles. Il s'attacha aux hôpitaux ; il les faisait visiter régulièrement par ses aides-de-camp. Après la bataille, il fit porter par les mêmes officiers une gratification de 60 fr. en écus à chaque soldat blessé, et depuis 150 jusqu'à 1,500 fr. aux officiers, selon les différens grades ; il en envoya de plus considérables aux généraux qui étaient dans cet état. Pendant plusieurs jours, les aides-de-camp de l'empereur n'eurent que cela à faire : pour mon compte, j'ai été employé deux jours entiers pour faire cette distribution dans trois hôpitaux. L'empereur avait recommandé qu'on ajoutât tout ce qui était fait pour consoler ces malheureux blessés. Par exemple, on procédait à ces visites d'hôpitaux en grand uniforme, accompagné du commissaire des guerres, des officiers de santé et du directeur. Le secrétaire de l'hôpital marchait en avant avec le registre des malades ; il les nommait, ainsi que le régiment auquel ils appartenaient, et l'on mettait douze écus de cinq francs à la tête du lit du blessé ; pour cela, on était suivi de quatre hommes de la livrée de l'empereur, qui portaient des corbeilles pleines d'argent ; l'argent de ces gratifications n'était pas pris dans les caisses de l'armée : c'était celui de la cassette particulière de l'empereur qui y fournissait.

On aurait fait un recueil bien précieux pour l'histoire et

pour la gloire de l'empereur de toutes les expressions de la reconnaissance de ces braves gens, ainsi que de celles qu'ils employaient pour exprimer leur amour et leur dévouement à sa personne. Quelques-uns ne devaient même pas dépenser ces douze écus ; mais aux portes du tombeau, de grosses larmes disaient encore qu'ils étaient sensibles à ce souvenir de leur général. L'empereur en toutes choses ne me parut jamais si admirable que quand il s'occupait de ses soldats ; c'était lui dilater le cœur que de leur faire du bien et de lui dire qu'il en était aimé. On l'a accusé de ne les avoir pas ménagés ! mais ils n'ont jamais eu à affronter aucun danger qu'il ne fut à leur tête ; il faisait tous les métiers en un jour, et il n'y a que la plus lâche malveillance qui puisse calomnier le sentiment qui lui était le plus naturel, et qui est un des mille droits que ses immenses travaux lui donnent aux hommages de la postérité. Les soldats le chérissaient, et il les aimait tous ; aucun ne peut lui avoir conservé plus d'attachement qu'il n'en avait pour eux.*

Il passa un mois de juin excessivement laborieux. Il était encore à Ebersdorf, où il avait le projet de rester jusqu'au moment de passer le Danube, lorsqu'il fut obligé d'en partir

* L'empereur ne voyait jamais faire des efforts de vaillance aux troupes sans éprouver le besoin d'honorer la mémoire des braves de quelque pays ou siècle que ce fût. Au milieu de ses occupations à Vienne, en 1809, il fit quelque chose pour celle du chevalier Bayard. Ce guerrier, comme l'on sait, était du Dauphiné ; il était né en 1474, et mourut en 1524, à la retraite de Rebec, dans le Milanais. L'empereur fit relever et réparer à grands frais la chapelle dans laquelle ce héros avait été baptisé au village de la Martinière. L'empereur ordonna que l'on y portât en cérémonie le cœur du chevalier Bayard, qui avait échappé aux fureurs insensées de nos discordes civiles, et, pour donner plus de pompe à cet hommage rendu à la mémoire du héros, l'empereur ordonna à toutes les autorités civiles et militaires d'y assister, et en se rendant sur les lieux, de ne rien omettre de tout ce qui pouvait donner un nouvel éclat aux vertus du héros dont on régénérait la mémoire. On mit sur la boîte de plomb qui contenait le cœur du chevalier sans peur et sans reproche une inscription à sa louange. L'empereur l'avait dictée lui-même.

pour venir remettre son quartier-général à Schœnbrunn; il restait à Ebersdorf parce qu'il se persuadait que les ennemis ne le laisseraient pas tranquille, et il voulait être prêt à saisir ce que la fortune lui présenterait d'heureux.

CHAPITRE XI.

Fâcheuse impression que fait la bataille d'Essling.—Détresse des Viennois.—L'empereur d'Autriche persiste à intercepter les arrivages.—Détails sur la mort du maréchal Lannes.—Conduite de la Russie.—Réorganisation de l'armée.—L'archiduc Jean menace de déboucher par Presbourg.—Dispositions pour attaquer la place.—Le prince Charles demande qu'on les suspende.—Les proclamations des archiducs.

La bataille d'Essling semblait avoir volcanisé toutes les têtes allemandes; en Prusse particulièrement, on voulait éclater, et si l'on n'avait regardé un second succès comme indubitable de la part des Autrichiens, on n'eût été retenu par rien; on voulait agir à coup sûr. L'opinion était telle, qu'un colonel d'un régiment de hussards, nommé Schill, ne craignit pas de sortir de sa garnison, à la tête de son régiment, et de l'emmener faire le vagabond et le partisan dans des contrées où il n'y avait pas de troupes françaises. Le roi de Prusse désavoua la conduite de ce colonel; mais l'on est autorisé à penser que, si le colonel Schill n'avait pas connu les sentimens secrets du prince et de la nation, il n'eût pas osé agir ainsi, et compromettre de nouveau la monarchie prussienne. On le fit poursuivre par des troupes westphaliennes, et il fut tué vers Stralsund.

L'effet moral avait agi tout-à-fait contre nous; il avait suffi aux autorités allemandes de défendre dans tout le pays, d'apporter aucune subsistance à Vienne, pour qu'elles fus-

sent obéies : on n'entendait parler que d'insurrection dans les pays que nos troupes évacuaient pour venir grossir l'armée. La position était difficile, et elle devint critique, parce que la disette se fit sentir. Il n'y eut plus de pain chez les boulangers : les groupes, les queues de populace s'attroupaient à leurs portes ; on fut obligé d'y mettre des gardes. C'est alors qu'on vit l'empereur se promener à cheval dans les faubourgs et travailler avec l'intendant de l'armée à ramener l'abondance à Vienne, avec le même zèle que s'il avait travaillé pour la population de Paris. Cependant, que craignait-il pour ses troupes ? les magasins de l'armée étaient pleins, et si la populace de Vienne avait voulu se révolter, il ne lui devait aucun ménagement.

Il nous disait quelquefois : « Par Dieu ! l'empereur d'Au-
« triche se ferait bien plus d'honneur en repassant le Danube
« et délivrant sa capitale, que d'affamer ses sujets, et me
« laisser le soin de les préserver des maux auxquels sa haine
« pour moi les expose. »

Il ne faut pas omettre de dire que, dans cette affligeante position, les magistrats de Vienne vinrent supplier l'empereur de leur permettre d'envoyer une députation à l'empereur d'Autriche, pour obtenir de lui qu'il lui donnât des ordres pour laisser passer sur le Danube et par la frontière de la Hongrie des subsistances dont ses sujets de Vienne avaient besoin.

L'empereur leur accorda leur demande, et les fit conduire aux avant-postes. Ils allèrent effectivement au quartier-général de leur souverain ; mais, soit que le prince ait cru que c'était une ruse de notre part pour avoir des subsistances, soit qu'il ait eu d'autres motifs pour ne pas accorder à la députation tout ce qu'elle demandait, elle revint avec la douleur de n'avoir pas obtenu ce qu'elle avait désiré ; ce ne fut qu'un peu plus tard que l'empereur d'Autriche donna une latitude entière à cet égard, et nous connûmes que ce ne fut

qu'après qu'il eut appris que nous n'étions pas les premiers intéressés à cet acte d'humanité.

Pendant le séjour que l'empereur fit à Ebersdorf, il allait tous les jours après midi voir le maréchal Lannes, qui n'avait pu être transporté plus loin que dans une maison du village. Un jour, on vint lui dire que le maréchal Lannes voulait le voir ; il y courut. Le délire commençait à prendre cet infortuné général, dont les esprits se ranimèrent en voyant l'empereur. Il avait rêvé qu'on voulait l'assassiner, et lui disait que ne pouvant pas marcher, il l'avait prié de venir pour qu'il puisse le défendre. L'empereur fut affligé de le voir en cet état ; les médecins le prièrent de sortir parce que le malade était au plus mal ; il revint chez lui tout triste. Deux heures après, on vint encore lui dire que le maréchal Lannes voulait lui dire adieu. Il y alla ; mais en arrivant, le médecin, M. Yvan, vint à sa rencontre pour lui dire qu'il était mort depuis quelques minutes. Ainsi finit un des hommes les plus braves qui aient été dans nos armées. Il eut une carrière trop courte pour ses amis, mais sans égale pour l'honneur et la gloire.

L'empereur fut très sensible à cette perte sous beaucoup de rapports. Il partit d'Ebersdorf le soir même : nous étions dans les premiers jours de juin, la chaleur était excessive ; pour éviter l'incommodité de la poussière, l'empereur fit rester derrière tout ce qui l'accompagnait, c'est-à-dire à peu près une cinquantaine de personnes de tous les grades.

Il m'emmena seul en avant ; je me doutais qu'il voulait me parler de Russie, et effectivement c'était ce qui l'occupait. Il me demanda ce que je pensais du tour qu'on lui avait joué dans ce pays-là, en ajoutant : " Bien m'a valu de ne pas compter sur des alliés comme ceux là ; que pouvait-il m'arriver de pis en ne faisant pas la paix avec les Russes ? et quel avantage ai-je à leur alliance, s'ils ne sont pas en état de m'assurer la paix en Allemagne ? Il est plus vraisemblable

qu'ils se seraient aussi mis contre moi, si un reste de respect humain ne les eût empêché de trahir aussitôt la foi jurée ; il ne faut pas s'abuser : ils se sont tous donnés rendez-vous sur ma tombe, mais ils n'osent s'y réunir.

" Que l'empereur Alexandre ne vienne pas à mon secours, c'est concevable ; mais qu'il laisse envahir Varsovie à la face de son armée, on peut en croire tout ce que l'on veut ; ce n'est pas une alliance que j'ai là, et j'y suis dupé. Il croit peut-être me faire une grande grâce en ne me faisant pas la guerre ; parbleu ! si j'avais pu me douter de cela avant de commencer les affaires d'Espagne, je m'inquiéterais peu du parti qu'il pourrait prendre. Et puis, on dira que je manque à mes engagemens et que je ne peux pas rester tranquille !"

Il m'adressait ensuite la parole pour me demander ce que je croyais de St-Pétersbourg ; ma réponse fut celle-ci : " Je crois, sire, que tout sentiment personnel de l'empereur de Russie pour V. M. étant mis à part, il n'est pas fâché de vous voir occupé, et que les Autrichiens n'auraient jamais commencé la guerre injuste dans laquelle nous voilà engagés, s'ils n'avaient été assurés au moins de l'inaction des Russes. Mais je crois aussi que dans toute la Russie, l'empereur est encore le seul qui tienne encore à l'alliance avec nous ; que de tous côtés on le tiraille pour le faire déclarer, et que, si nous lui en fournissons le prétexte, ce sera lui ôter le peu de force qu'il oppose encore à l'opinion de tout ce qui l'entoure, et conséquemment lui donner beau jeu. Il est bien vrai aussi que nous ne gagnons rien à cette alliance, sinon que la Russie ne nous fera pas la guerre ; mais elle n'empêchera pas qu'on nous la fasse, et je crois que ce sera fort bien faire que de n'être pas dans le cas de compter sur ses efforts, quoiqu'il ne puisse guère se rencontrer une occasion dans laquelle nous en ayions plus besoin."

L'empereur m'écouta, mais ne répliqua pas un mot ; il continua à marcher au pas jusqu'à la porte des faubourgs de Vienne, où il prit le galop jusqu'à Schœnbrunn. Son quartier-général resta à ce château jusqu'au moment de rouvrir la campagne ; mais tous les jours il venait visiter l'île de Lobau ainsi que les travaux du grand pont.

Chaque semaine qui s'écoulait ainsi dans le repos, lui donnait un avantage immense ; les régimens se recomposaient, l'artillerie se réorganisait ; les munitions de guerre autrichiennes nous furent d'un grand secours. L'empereur travaillait continuellement et chacun suivait son exemple. Les travaux les plus extraordinaires qu'on eût jamais faits en campagne furent ceux que le génie exécuta sur le Danube, cette année-là. Les armées romaines n'ont rien fait de pareil dans leurs immortels travaux. On n'attendait que l'entière perfection des nôtres pour commencer les opérations qui devaient mettre fin à la campagne. Les armées autrichiennes ne restaient pas oisives, mais elles n'allaient pas aussi vite que nous en besogne. La plus considérable, sous les ordres de l'archiduc Charles, qui avait réuni à lui celle du général Klenau, était campée presque perpendiculairement au Danube, ayant sa gauche au village de Margraffneusidel, son centre à Wagram et sa droite vers Aderklaw. Cette armée avait une avant-garde le long du bord du Danube, en face de l'île de Lobau. Celle qui était dans le duché de Varsovie, quoique du double plus forte que l'armée polonaise du prince Poniatowsky, ne put jamais la forcer à un engagement désavantageux à celle-ci, qui se couvrit d'honneur dans toutes les occasions où elle était obligée d'accepter le défi. Si elle eut été aidée en la moindre chose, elle eût pris l'offensive en grand et aurait indubitablement obtenu des succès dignes de son patriotisme et du courage particulier aux militaires de cette nation. Mais les Russes promettaient sans cesse de marcher, et ne bougeaient

jamais. Ces assurances de secours n'avaient pour but que de les compromettre.*

* *Lettre du Prince Poniatowski au Major-Général.*

" Au quartier-général de Pulawy, le 27 juin 1809.

" Monseigneur,

" J'avais eu l'honneur de porter à la connaissance de Votre Altesse-Sérénissime, en date du 21 de ce mois, que, malgré l'engagement positif pris par le prince Galitzin, de faire passer ce jour deux divisions de son armée au-delà du San, on ne s'apercevait d'aucune disposition pour cet objet. En effet, sous prétexte de manque de vivres, cette mesure n'a été effectuée qu'en partie deux jours après, avec la même lenteur qui a caractérisé jusqu'ici tous les mouvemens des troupes russes. Ces retards ont donné au corps autrichien, qui s'était porté sur la rive droite de la Vistule, le temps de faire sa retraite avec la plus grande tranquillité; on n'a, en aucune manière, cherché à l'inquiéter. La connaissance certaine que, dès cette époque, on eut à l'armée autrichienne que celle aux ordres du prince Galitzin ne passerait pas la Vistule, a engagé l'archiduc Ferdinand à porter avec rapidité la plus grande partie de ses forces, savoir : environ vingt-cinq mille hommes jusque sur la Piliça, et de menacer ainsi les frontières du duché. Ce mouvement m'a mis dans le cas de me porter sur Pulawy. Les troupes sous mes ordres s'y trouvent depuis trois jours. Au moyen du pont que j'y ai fait jeter sur la Vistule, je puis de ce point, sans quitter la Gallicie, observer la marche ultérieure de l'ennemi, me porter au besoin sur la rive gauche, et, en manœuvrant sur une des extrémités de sa ligne, lier par-là mes opérations avec celles des généraux Dombrowsky et Sockolniki, qui, avec environ huit mille hommes, ont pris une position à Gora. Toute ma cavalerie, jetée vers Zwolin et Radom, soutenue par l'infanterie, observe les mouvemens de l'ennemi, et se trouve à portée de se réunir sur le point où il sera possible d'agir le plus avantageusement. Je ne négligerai aucune occasion, et quand même des circonstances favorables ne permettraient point aux troupes polonaises d'obtenir de nouveaux succès, je remplirai toujours les intentions de sa majesté l'empereur, en occupant ici un corps de troupes autrichiennes infiniment plus fortes que celles que j'ai à leur opposer. L'arrivée de l'armée russe en Gallicie, et les événemens auxquels elle a donné lieu, ayant permis à l'ennemi d'inquiéter une partie de la Gallicie située sur la rive droite de la Vistule, cette circonstance a ralenti nécessairement les nouvelles formations, et les généraux russes y contribuent encore plus, en mettant partout où ils arrivent, des employés autrichiens, qui se font un devoir de tourmenter les habitans, et d'étouffer tout ce qui peut être contraire aux intérêts de leur souverain. J'espère cependant que le zèle à toute épreuve des Galliciens saura vaincre cette

La grande armée autrichienne faisait faire quelques préparatifs d'un passage à Presbourg. Il y avait un équipage de pont, et les Autrichiens venaient de s'emparer, en face de cette ville, d'une petite île très rapprochée de la rive droite dont elle n'était séparée que par un très-petit bras du Danube, en sorte qu'ils auraient pu établir leur grand pont tout à leur aise. Si ce passage leur avait réussi, la position de l'empereur aurait été critique, parce que la jonction des armées autrichiennes aurait été opérée par ce seul fait, et comme il n'y a que six lieues de Presbourg à Vienne, tous nos travaux d'Ebersdorf auraient été abandonnés, malgré l'importance dont il était pour nous de les continuer.

L'empereur ordonna au maréchal Davout de forcer les ennemis à évacuer cette île, et cela fut aussitôt exécuté ; il accompagna l'attaque qu'il en fit d'une centaine d'obus qu'il envoya dans Presbourg. Ces démonstrations suffirent ; l'état-major autrichien se plaignit de voir cette grande ville exposée aux ravages de l'incendie, et demanda qu'elle fût épargnée. L'empereur y consentit ;* dès ce moment, les projets de passage furent abandonnés.

nouvelle entrave, et que nous ne serons point frustrés des moyens qu'offre le pays pour ajouter à nos forces, si le manque total d'armes ne met des bornes à leur désir de mériter une patrie, en se rendant dignes de la protection de l'empereur. Veuillez bien, Monseigneur, agréer l'assurance de ma haute considération.

Le général de division, commandant les troupes polonaises du neuvième corps. "JOSEPH, prince PONIATOWSKI."

* *Rapport du Major-Général au Baron de Wimpfen.*

Schœnbrunn, le 30 juin 1809.

"Aussitôt que j'ai reçu votre lettre du 18, monsieur le baron de Wimpfen, je l'ai mise sous les yeux de l'empereur. Les travaux que vous avez faits devant Presbourg, les mouvemens de bateaux faits sur les quais, l'occupation des îles retranchées, ont, d'après le rapport du général français commandant, motivé l'attaque de cette ville. Il est conforme aux principes de la guerre qu'on cherche à déjouer les projets de son ennemi, et toutes les fois qu'on fait des pré-

L'armée autrichienne qui venait d'évacuer l'Italie était arrivée sur le plateau en avant de la ville de Raab, sur la rivière de ce nom, en même temps que l'armée sous les ordres du vice-roi d'Italie venait de traverser les montagnes qui séparent l'Allemagne de l'Italie.

Le vice-roi avait marché contre l'armée qui était en avant de Raab. Il eut un peu de peine à se maintenir sur le plateau, mais en payant de sa personne, il ramena les troupes à la charge, et non seulement il parvint à s'y maintenir, mais il entama l'armée autrichienne et la força à repasser la Raab après avoir mis une garnison dans la ville de ce nom, dont il fit le blocus sur-le-champ. L'empereur était pressé d'avoir cette place pour qu'il ne restât plus de passage aux ennemis sur cette rivière, et qu'il pût appeler le vice-roi à prendre part aux grands événemens qu'il préparait et dont le moment approchait. On pressa tant les travailleurs qu'en peu de jours l'on put ouvrir le feu de la tranchée. Les ennemis ne voulurent sans doute point sacrifier une ville importante en pure perte, puisqu'ils avaient adopté une autre manière d'employer l'armée qu'ils avaient dans cette partie. Ils la rappelèrent sur la rive gauche du Danube et elle vint se placer à Presbourg, d'où elle se tint en communication avec l'archiduc Charles par les ponts établis sur la Marche, rivière qui sépare la Hongrie de la Moravie.

paratifs offensifs près d'une grande ville, elle se trouve nécessairement exposée à de grands dommages, et c'est à ceux qui ont choisi ce point d'opérations qu'il faut les attribuer. Toutefois, monsieur le général Wimpfen, il a suffi à S. M. de savoir qu'il était agréable à votre généralissime que l'attaque de Presbourg cessât, pour qu'il m'ait autorisé à en donner l'ordre. L'empereur, mon souverain, n'a pas fait attention aux proclamations de jeunes princes sans expérience ; mais il a été fâché que S. A. I. l'archiduc Charles, pour lequel, depuis seize ans, il témoigne l'estime due à ses grandes qualités, ait aussi tenu un langage que S. M. n'attribue qu'à l'entraînement des circonstances. Elle vous prie de faire agréer à votre généralissime ses complimens.

Je vous prie, Monsieur, etc. « ALEXANDRE. »

Les Autrichiens étaient alors vraiment en mesure ; ils auraient même pu rappeler les corps qu'ils avaient en Pologne ; les Polonais n'étaient point à craindre pour une masse comme celle qu'ils avaient alors. En supposant même que les Russes eussent été franchement contre eux, ils étaient si éloignés qu'ils n'auraient pu arriver qu'après l'événement. Mais au lieu de cela, ils attendaient que l'empereur fût prêt ; la frayeur que son nom leur inspirait était telle qu'ils ne songeaient qu'à ce qu'il allait faire, sans envisager ce que leur force permettait d'entreprendre.

L'empereur ne manquait pas un seul jour de passer la revue de quelques troupes, d'examiner lui-même si les ordres qu'il avait donnés avaient été exécutés ; il allait tous les après-midi dans l'île de Lobau visiter les constructions ; c'est dans ces revues qu'il faisait le contrôle des ordres qu'il avait donnés. Lorsqu'il était ainsi au milieu des officiers d'artillerie et du génie on ne pouvait plus l'en arracher, et il était toujours nuit close lorsque nous rentrions à Schœnbrunn.

Le moment tant désiré arriva enfin. En vingt-deux jours d'un travail sans exemple, le génie de l'armée, sous les ordres du général Bertrand, mit à perfection un pont sur pilotis d'une rive du Danube jusqu'à l'autre, c'est-à-dire d'une longueur de deux-cent-quarante toises ; ce pont servait d'estacade à celui de bateaux qui resta au-dessous ; et au-dessus de celui sur pilotis, il y en avait un autre sur pilotis, de huit à dix pieds de large, qui servait à la fois d'estacade au grand et en même temps au passage pour les petites communications continuelles qui auraient pu interrompre celui des colonnes qui défilaient sur les deux grands ponts. Indépendamment de ces moyens-là, il y avait trois larges ponts sur chevalets pour passer les deux petits bras qui traversaient l'île de Lobau, et enfin, dans une espèce de cloaque qui communiquait au bras qui nous séparait des ennemis, se trouvait : 1° l'équipage des ponts qui avaient servi au passage du 20 mai,

plus trois autres équipages neufs que l'empereur avait fait construire dans l'île sur le bord de ce cloaque. Ils étaient ainsi rangés : les deux qui étaient dans le fond étaient formés par fraction de deux bateaux garnis de leurs agrès, déjà recouverts de leurs poutrelles et madriers, de manière que, pour construire le pont, cela se réduisait à assembler cinq ou six de ces pièces ainsi disposées. Celui qui était à l'embouchure du cloaque était tout composé, recouvert de ses madriers, et devait être ainsi lancé d'une seule pièce, quoiqu'il eût deux cent quarante pieds de long. C'est un officier du corps du génie de la marine qui en fut l'inventeur et qui se chargea de le mettre en place. Cet ouvrage a paru si extraordinaire que l'artillerie en a pris le modèle que j'ai vu depuis à Paris dans la salle du Conservatoire des objets d'art de ce corps. Le pont qui avait servi au premier passage fut rechargé sur des haquets, et de plus encore un pont fait en bateaux du commerce, fut disposé dans le grand Danube, de manière à pouvoir être jeté à l'embouchure du bras que nous avions à franchir. Le bord de ce dernier bras du fleuve était dans toute sa longueur garni d'un grand nombre de pièces d'artillerie autrichiennes, auxquelles on avait fait faire des affûts neufs à l'arsenal de Vienne. La plupart de ces pièces étaient d'un très-gros calibre, et se trouvaient auparavant sur les remparts de Vienne, sans affûts ou dans les fossés. On avait réuni à Ebersdorf des subsistances pour toute l'immense armée qui allait s'y rendre ; l'administration de l'armée était préparée aussi sous le rapport des hôpitaux.

Le mois de juin s'était écoulé sans orage ni au loin ni autour de nous ; l'empereur fit expédier à tous les corps les ordres de réunion à Ebersdorf ; ils étaient écrits et signés depuis plusieurs jours ; ils portaient la date précise de leur expédition et l'heure du jour à laquelle il fallait être rendu à Ebersdorf. Les officiers qui devaient les porter étaient retenus au quartier-général, d'où ils ne pouvaient pas s'ab-

senter. Toutes ces dispositions étant prises, l'empereur resta encore un ou deux jours à Schœnbrunn, où il travailla avec M. Maret, qui lui apportait régulièrement les porte-feuilles des ministres, lesquels arrivaient chaque semaine à l'armée par un auditeur au conseil d'état, comme je l'ai déjà dit.

CHAPITRE XII.

L'armée se concentre dans l'île de Lobau.—Disposition d'attaque.—Le parlementaire autrichien.—Pont d'une seule pièce.—Violent orage.—L'empereur est à cheval toute la nuit.—Le corps d'Oudinot engage l'action.

L'EMPEREUR partit de Schœnbrunn le 2 juillet dans l'après-midi, pour venir mettre de nouveau son quartier-général à Ebersdorf; il me donna l'ordre d'y faire venir le lendemain le reste des bagages de tout le grand quartier-général, et de ne laisser aucun Français à Schœnbrunn.

Le 3, à la pointe du jour, il monta à cheval, et donna des ordres pour que toute sa suite se rendît à ses tentes, qui étaient dressées dans l'île de Lobau.

Dès l'après-midi de la journée du 2 juillet les troupes commencèrent à arriver dans toutes les directions, dans la nuit du 2 au 3, dans la journée du 3, dans la nuit du 3 au 4 et enfin dans la journée du 4. Elles défilèrent sur les deux ponts pour être placées dans l'île de Lobau. Cent cinquante mille hommes d'infanterie, sept cent cinquante pièces de campagne et trois cents escadrons de cavalerie composaient l'armée de l'empereur. Les différens corps d'armée se plaçaient dans l'île selon l'ordre dans lequel ils devaient passer les ponts du dernier bras, afin d'éviter les encombremens.

Le général Oudinot prit l'extrême droite, derrière lui était le corps du maréchal Davout, à la gauche, derrière le corps de Masséna, était l'armée d'Italie, à côté d'elle le corps de Marmont qui arrivait de Dalmatie, à sa gauche était Bernadotte qui venait d'arriver avec les Saxons. Je ne me rappelle pas ou étaient placés les Wurtembergeois ; je crois qu'ils ne devaient arriver qu'en réserve.

La cavalerie fut placée derrière l'infanterie. On était tellement serré dans cette île qu'on s'y touchait en tous sens.

Le 4, l'empereur fit rejeter à la même place qu'au 20 mai le pont qui avait servi au premier passage, et le maréchal Masséna fit de suite occuper les bois fourrés qui bordent le cours du bras du Danube dans cette partie, mais rien de plus. Vraisemblablement cela donna un grand éveil aux ennemis, puisque le même jour ils envoyèrent un officier-général en parlementaire, sous un prétexte dont je ne me souviens plus, mais au fait pour tâcher de savoir ce que nous faisions dans cette île. On amena ce parlementaire à l'empereur, qui ordonna de lui débander les yeux et lui dit : "Monsieur, je me "doute pourquoi l'on vous a envoyé ici: tant pis pour votre "général s'il ne sait pas que demain je passe le Danube avec "tout ce que vous voyez. Il y a cent quatre-vingt mille "hommes; les jours sont longs; malheur aux vaincus! Je "ne puis vous laisser retourner à votre armée, on va vous "conduire à Vienne dans votre famille, où vous resterez jus-"qu'à l'issue de l'événement."

L'empereur savait que ce général, qui s'appelait Wolf, était frère de Mme de Kaunitz, laquelle était du nombre des dames qui n'avaient pas eu le temps de sortir de Vienne à notre approche, et il le fit effectivement conduire chez elle.

On a peine à concevoir comment l'armée autrichienne, au centre de son pays, ignorait nos dispositions au point de n'avoir pas eu la précaution d'appeler l'armée qui était à

Presbourg, d'où elle aurait dû être partie le 2 au plus tard. Mais la fortune couronnait les veilles et les travaux de l'empereur; elle voulut que son armée fût prête la première. Cette île de Lobau était une vallée de Josaphat; tels qui s'étaient quittés depuis six ans sans jamais s'être rencontrés depuis, se retrouvaient là sur le bord du Danube. Le corps du général Marmont, qui arrivait de Dalmatie, était composé de quelques corps qu'on n'avait pas vus depuis le camp de Boulogne.

Le 4 après-midi tout était prêt, et l'on n'apercevait sur la rive ennemie aucune disposition extraordinaire. Aussitôt que la nuit fut arrivée, l'empereur étant à cheval fit commencer lui-même l'opération par la droite où était le corps du général Oudinot; tout était si bien disposé que le pont fut jeté dans un instant; que ces troupes y passèrent et occupèrent le point qu'elles étaient chargées d'enlever. J'ai omis de dire que dans la matinée du 4, il fit jeter un second pont pour le corps du maréchal Masséna, à deux cents toises environ au-dessous de celui qui avait servi au premier passage. Ce second pont fut canonné par les Autrichiens toute la journée, sans que non seulement aucun homme, mais encore aucun bateau ne fût touché. On avait formé ce pont avec les excédans des matériaux.

Après avoir vu établir le pont destiné au corps du général Oudinot, l'empereur vint faire jeter les trois ponts qui étaient réunis dans le cloaque dont je viens de parler. Comme on n'avait plus eu besoin du corps des matelots pour la conservation du grand pont de bateaux, on l'avait départi au service de tous ces différens ponts, en sorte qu'il y avait une surabondance de bras partout.

Le pont d'une seule pièce sortit le premier; il était précédé d'une nacelle montée par des pontonniers vigoureux. Ils avaient avec eux une ancre qu'ils allèrent jeter à la rive opposée, et sur laquelle d'autres pontonniers hâlaient le pont

où ils étaient eux-mêmes placés. La cinquenelle qui devait le fixer était disposée d'avance, et il n'y eut plus qu'à l'amarrer aux deux extrémités ; cette besogne fut si bien faite qu'à la dixième minute après la sortie de ce pont hors du cloaque, les troupes passaient dessus.

Les deux autres ponts furent jetés dans le même moment, mais demandèrent un peu plus de temps, néanmoins le tout réussit à point nommé. Les ennemis s'en étaient à peine aperçus d'abord : il fit cette nuit-là un orage qui avait trempé tout le monde, et les gardes se tenaient à l'abri d'une pluie qui tombait par torrens ; elle était si violente, que personne n'aurait travaillé si l'empereur n'avait pas été là lui-même. Il était à pied au bord du fleuve, écoutant ce qui passait à la rive ennemie, examinant lui-même les pontonniers qui le reconnaissaient au milieu de l'obscurité, et mouillé comme s'il avait été trempé dans le Danube. A cet orage accompagné d'éclairs et de tonnerre se joignait le vacarme effroyable de toute cette artillerie qui garnissait les batteries le long du fleuve ; elles vomirent pendant deux heures des boulets, des obus et de la mitraille sur la rive ennemie ; aussi nos troupes y descendirent-elles sans rencontrer aucune difficulté.

Tous les ponts ayant été jetés, l'empereur ordonna que l'on fît passer les troupes, et pendant qu'elles défilaient il vint prendre un peu de repos, ayant été toute la nuit à cheval par cet orage ; il n'y avait avec lui que le vice-roi d'Italie, le prince de Neuchâtel et moi. Il ne resta pas long-temps sans remonter à cheval ; c'était alors le 5 au matin. Il passa sur la rive gauche, et commença à rectifier l'ordre de bataille de son armée, qui, après avoir passé, se trouva dans l'ordre suivant :

Masséna à la gauche, ayant sous ses ordres Molitor, Boudet, Legrand et Carra-Saint-Cyr ; à sa droite Bernadotte avec les Saxons ; à la droite de celui-ci Oudinot, et enfin à l'extrême droite le maréchal Davout avec les divisions Friant,

Gudin et Morand. En seconde ligne était à gauche le vice-roi avec les quatre divisions de l'armée d'Italie ; à sa droite, Marmont avec deux divisions ; en réserve, la garde à pied, composée de six régimens ; en troisième ligne, la cavalerie composée de quatre divisions de cavalerie légère, de trois de dragons, de trois de cuirassiers ; de la garde, ayant quatre régimens, et enfin de la cavalerie saxonne. Le premier mouvement que fit toute cette armée, après avoir effectué son passage, c'est-à-dire à dix heures du matin, fut de changer de front sur l'extrémité de l'aile gauche, portant l'aile droite en avant. Ce mouvement fut très-long. La droite avait plus de deux lieues à faire pour arriver en ligne. L'empereur ne faisait que courir çà et là pour reconnaître le terrain, en attendant que son armée fût placée : il fit ce jour-là un chemin incroyable. Il avait encore sa brillante santé, et pouvait rester à cheval autant qu'il le voulait. Dans les soixante-douze heures des journées des 4, 5 et 6 juillet, il passa au moins soixante heures à cheval. Il était environ deux heures après midi lorsque son armée eut achevé son mouvement, et qu'il put la pousser en avant. Il s'attendait à rencontrer quelques obstacles dans la plaine de l'autre côté du Danube, comme des redoutes fermées qui auraient empêché le déploiement de ses colonnes ; au lieu de cela, tout se retirait devant lui, et le seul moment où l'on pouvait le combattre avantageusement, celui du passage des ponts, ne lui coûta pas un homme. Il témoignait son étonnement de ne pas trouver l'armée autrichienne, et qu'on lui laissât ainsi franchir autant d'obstacles sans lui rien disputer. On ne savait pas encore d'une manière positive le parti qu'avait pris l'armée de l'archiduc qui était à Presbourg. L'empereur avait admis l'hypothèse où elle aurait rejoint l'archiduc Charles, qu'il supposait informé de son passage. Lorsque son armée fut prête, il la fit marcher droit devant elle, et ce ne fut que vers quatre heures du soir qu'elle arriva en vue de l'armée autrichienne, qui n'avait

point bougé de sa position de Wagram.* A cette heure seulement nous apprîmes que le corps qui était à Presbourg ne l'avait pas rejoint. Or, comme il ne pouvait plus effectuer cette jonction sans faire un grand détour, l'empereur ne s'occupa point de lui, et ne songea qu'à faire attaquer l'archiduc Charles, dont la position, quoique fort bonne, était trop étendue pour ne pas présenter des points faibles.

Vers six heures, du soir, la canonnade s'engagea au centre des deux armées ; notre droite marchait encore, parce que la position de la gauche des ennemis refusait un peu, en sorte qu'il ne s'y passa rien ce soir-là.

Notre gauche eut affaire avec la droite des ennemis, mais ce ne fut que peu de chose : il n'y avait de part et d'autre que le projet de se placer pour le lendemain. Au centre, cela fut plus sérieux : l'empereur voyant l'armée ennemie si près, essaya de faire déboucher par notre centre, pour pénétrer s'il

* Tous les grands états militaires ont eu, pour la plupart, des ingénieurs qui se sont amusés à lever la topographie des environs de la métropole, et qui ont accompagné leurs reconnaissances d'un mémoire de défense, en forme de plan de campagne, dans lequel ils indiquent les positions à prendre dans un cas d'invasion de la part d'ennemis qui pénétreraient jusqu'au centre de la monarchie. Ils ont tout prévu, et ont donné des conseils pour toutes les circonstances. Les mémoires sont accompagnés de beaux plans, où le campement de chaque corps est désigné ; la position des grand'gardes, des sentinelles, les moindres détails de l'établissement du camp y sont rigoureusement soignés ; mais ces hommes habiles n'ont oublié qu'une chose, c'est de placer l'armée ennemie comme il arrive toujours.

Nous avons trouvé dans le cabinet impérial de Vienne un ouvrage précieux comme topographie, accompagné d'un mémoire de défense pour le cas où se trouvait précisément la monarchie autrichienne. La carte des environs de Vienne offrait le tracé d'un camp pour défendre le passage de la Marche en se plaçant à Schloshoff, et celui d'un second camp, en prenant absolument la position qu'a prise l'archiduc Charles à Wagram. L'ingénieur autrichien qui a fait ce bel ouvrage n'a pas dit un mot de l'île de Lobau, ni de six ponts jetés dans une nuit, et certainement s'il avait pu se douter que cette vaste île deviendrait une place d'armes, de laquelle on ferait déboucher cent quatre-vingt mille hommes, il n'aurait pas donné le conseil de les laisser passer librement, et d'aller les attendre à Wagram.

était possible et s'établir sur le plateau où se trouvait l'armée autrichienne, ne voulant toutefois mettre de l'opiniâtreté qu'à ce qu'il était possible d'obtenir.

On laissa reposer les troupes un moment. Le point où se trouvait le général Oudinot étant le plus avancé, il fut le premier en mesure d'attaquer ; on le fit appuyer par une division de l'armée d'Italie. L'empereur avait ordonné que ces deux colonnes attaquassent ensemble : la division de l'armée d'Italie, avait un peu plus d'espace à parcourir, en sorte qu'elles ne montèrent point ensemble. La division du général Oudinot se présenta la première à la crête du plateau, d'où elle fut presque aussitôt culbutée et repoussée dans un grand désordre, que l'on répara en établissant de la cavalerie pour rallier les soldats, qui, à la vérité, rentrèrent de suite dans leurs rangs malgré le feu du canon.

La division de l'armée d'Italie ne fut pas plus heureuse : elle avait en tête le 106ème régiment ; il fut chargé tout en se montrant sur le plateau et ramené battant jusqu'en bas, sous la protection de notre artillerie ; il perdit un de ses aigles dans cette occasion.

L'empereur était présent dans ce moment de confusion, et ne voulut pas donner de suite à ces deux attaques, parce que la nuit approchait. D'ailleurs un événement décisif pour le lendemain était infaillible. On avait eu un exemple du mal que nous avait fait la perte du 21 mai au soir pour la bataille du lendemain 22. En sorte que l'empereur ordonna de prendre position, et de ne pas commencer d'hostilités, afin de passer la nuit tranquillement. Il établit son bivouac entre les grenadiers et chasseurs à pied de la garde, qu'il avait fait approcher jusqu'à la première ligne ; il fit appeler les généraux qui commandaient en chef des corps d'armée, et passa une grande partie de la nuit avec eux à causer de tout ce qu'il était possible qui arrivât le lendemain.

Le maréchal Masséna avait fait la veille du passage du Danube une chute de cheval qui l'obligea de se faire conduire

en calèche sur le champ de bataille. L'empereur avait voulu lui donner un successeur, mais il le supplia de n'en rien faire ; néanmoins l'empereur prévoyant bien que dans une journée qui allait être aussi laborieuse, le maréchal Masséna ne pourrait pas se transporter en calèche partout où il pourrait aller à cheval, il mit près de lui un de ses aides-de-camp. L'empereur avait d'abord eu la pensée de m'y envoyer ; il m'en avait même parlé, quoique je fusse chargé près de lui du service de M. de Caulaincourt, et que je lui fusse très-nécessaire ; mais il ne voulait pas désobliger le maréchal Masséna, qui dans ce cas aurait quitté son corps d'armée. Il préféra envoyer Reille, qui avait été aide-de-camp du maréchal, et accoutumé à lui obéir, afin qu'il eût avec lui quelqu'un de confiance.

Le corps du maréchal Masséna n'était pas encore en ligne avec nous ; l'empereur en renvoyant le maréchal Masséna à ses troupes, lui dit de les amener le lendemain matin pour se réunir à la grande armée. Il renvoya successivement à leurs corps tous les officiers-généraux ; il n'y eut que le maréchal Davout qui demeura près de lui une grande partie de la nuit. La plaine sur laquelle était bivouaquée l'armée était si dépouillée d'arbres et d'habitations, qu'il n'y eut pas un feu depuis la droite jusqu'à la gauche. On eut beaucoup de peine à trouver une couple de bottes de paille, et quelques débris de portes pour faire un très-petit feu à l'empereur ; tout le monde coucha dans son manteau, et l'on eut grand froid toute la nuit.

Je la passai debout près du feu, parce que l'empereur m'avait chargé de veiller à ce qu'on répondît aux officiers et ordonnances, qui dans ces circonstances-là courent la nuit à travers les lignes, cherchant le plus souvent l'empereur et les généraux qui commandent les corps d'armée ; il était soigneux des plus petites choses la veille d'une bataille, et voulait qu'on ne laissât passer personne sans lui donner les indications dont il avait besoin.

Il ne dormit pas beaucoup cette nuit-là; je m'étais mis devant lui pour lui garantir les yeux de l'ardeur du feu avec les pans de mon manteau, et soit qu'il eût froid, ou qu'il eût l'esprit trop occupé, il était debout avec le jour; il ne fit prendre les armes que vers quatre heures du matin : c'était le 6 juillet 1809.

CHAPITRE XIII.

L'ennemi commence l'attaque.—Notre gauche est défaite.—L'empereur parcourt la ligne deux fois au milieu d'une grêle de boulets.—Mort de Bessières.—Paroles de l'empereur.—Le général Reille.—Macdonald.—Résultats de la bataille de Wagram.—Pressentiment du général Lasalle avant la bataille.—Sa mort.

Les ennemis commencèrent l'attaque par leur gauche sur notre droite, c'est-à-dire sur le corps du maréchal Davout, qui se présentait au village de Margraff-Neusidel. Du point où nous nous étions, nous appelions le village la Tour-Carrée, parce qu'il y a effectivement un vieux château féodal, surmonté d'une grosse tour carrée que l'on apercevait de tous les points de la plaine.

J'ai ouï dire que c'était le prince Jean de Lichtenstein qui conduisait l'attaque contre le maréchal Davout; elle fut menée avec assez de vivacité pour nous persuader qu'elle était une entreprise sérieuse de la part des ennemis sur ce point; nous pouvions leur supposer le projet de déborder notre droite pour communiquer avec le corps qui devait être en marche de Presbourg. Mais, quel que fût leur projet, l'empereur ordonna au maréchal Davout de les repousser vivement, et lui envoya la division de cavalerie de Nansouty qui avait une compagnie d'artillerie à cheval, pour lui aider à profiter d'un

succès. Il est à observer que le maréchal avait déjà la division de cuirassiers du duc de Padoue, laquelle était, avant la bataille d'Essling, celle que commandait le général d'Espagne. Le combat fut bientôt engagé. L'empereur s'y porta, et fit marcher dans cette direction toute la garde à pied et à cheval avec toute son artillerie, s'attendant à voir paraître le corps qui venait de Presbourg; mais à peine l'empereur était-il arrivé, que nous vîmes l'armée autrichienne en mouvement pour se retirer de devant le maréchal Davout, et faisant la manœuvre opposée à la nôtre. L'empereur arrêta le mouvement de la garde, et se mit à observer ce que faisaient les ennemis. Le général Reille arriva du corps de Masséna dans ce moment-là, et nous annonça que les choses allaient mal de ce côté-là, que tout l'effort de l'armée autrichienne se portait sur ce point, et qu'il n'y avait pas un moment à perdre pour s'y porter, c'est-à-dire traverser le champ de bataille entier de la droite à la gauche. L'empereur commença par renvoyer avec le général Reille le prince de Neuchâtel, qui, un jour de bataille, ne se ménageait pas et observait bien; il fit faire à la garde le mouvement inverse à celui qu'elle venait de faire. Elle l'exécuta en faisant marcher en tête son artillerie composée de quatre-vingts bouches à feu. L'empereur passa le long du front de bandière de toutes les troupes et arriva à la gauche qui n'existait plus, c'est-à-dire, que le corps du maréchal Masséna était dans un état complet de dissolution, et les quatre divisions qui le composaient ne présentaient pas un seul corps réuni; en sorte que la gauche de notre armée était effectivement le corps des Saxons commandé par Bernadotte, qui, une heure avant, était à la droite du maréchal Masséna. Voici comment cela s'était passé.

Le maréchal Masséna avait manœuvré toute la matinée pour se rallier à la grande armée. Pendant qu'il faisait ce mouvement, l'armée autrichienne renforçait considérablement sa droite dans le projet d'attaquer notre gauche; il

arriva de là que le maréchal Masséna fut écrasé dans un si court espace de temps, que l'on eut à peine le temps d'aviser à lui porter du secours. En effectuant son mouvement de jonction avec l'empereur, il avait dû faire attaquer le village d'Aderklau ; la division du général Carra-Saint-Cyr en fut chargée. Le 24ème régiment d'infanterie légère, ayant la tête de la colonne, donna le premier et si vivement, qu'il emporta le village ; la fortune semblait avoir pris le soin de faire trouver de l'autre côté de ce village d'Aderklau un large chemin creux (celui qui mène à Wagram), où ce brave régiment aurait été à couvert jusqu'à hauteur des épaules des soldats. Le bon sens indiquait de se mettre dans ce chemin, qui était une redoute naturelle ; mais, par une faute capitale de celui qui commandait là, on fit franchir le chemin creux au 24ème régiment pour le poster à l'entrée du village, où, étant découvert de la tête aux pieds, il éprouva un feu de mousqueterie des plus meurtriers, fut chargé après avoir essuyé une grande perte, et dans le désordre de sa retraite, il entraîna le reste de la division de Saint-Cyr, qui avait beaucoup de troupes alliées, telles que les Badois, Darmstadt, etc., etc.

La déroute de ces troupes amena celle des troupes commandées par les généraux Legrand et Boudet. Ce dernier perdit toute son artillerie, et, en un mot, notre gauche n'était plus qu'une large trouée par laquelle la droite de l'armée autrichienne pénétrait si avant, que les batteries de l'île de Lobau, qui avaient protégé notre passage, furent obligées de recommencer leur épouvantable feu pour arrêter les colonnes ennemies, qui marchaient effrontément à nos ponts ; la droite des ennemis prenait position perpendiculairement à l'extrémité de notre gauche, ce qui nous avait obligés de faire faire un coude à celle-ci, afin d'opposer du feu à celui des ennemis.

Ils avaient placé de l'artillerie qui tirait à l'angle, c'est-à-

dire au coude, en même temps qu'ils nous canonnaient sur les deux côtés de l'angle.

Je ne sais pas ce qu'avait l'empereur, mais il resta une bonne heure à cet angle qui était véritablement un égout à boulets ; comme il n'y avait point de mousqueterie, le soldat était immobile et se démoralisait. L'empereur sentait bien mieux que personne que cette situation ne pouvait durer long-temps, et il ne voulait pas s'éloigner afin de pouvoir remédier aux désordres ; dans le moment du plus grand danger, il passa en avant de la ligne des troupes, monté sur un cheval blanc comme la neige (on appelait ce cheval l'Euphrate ; il venait du sophi de Perse, qui lui en avait fait présent). Il alla d'un bout à l'autre de la ligne, et revint sur ses pas par le même chemin ; je laisse à penser combien il passa de boulets autour de lui ; je le suivais, je n'avais les yeux que sur lui, et je m'attendais à chaque instant à le voir tomber.

Lorsqu'il eut vu ce qu'il voulait voir, il fit ses dispositions ; toute la garde venait d'arriver à cette périlleuse gauche. Il ordonna à son aide-de-camp, le général Lauriston, qui en commandait les quatre-vingts pièces d'artillerie, de les porter dans une seule batterie sur le centre de l'armée ennemie. Il fit suivre cette batterie par la division de la jeune garde, que commanda pour cette opération le général Reille, qui auparavant était près du maréchal Masséna. Il se plaça à la gauche de Lauriston, à la droite de cette même batterie, et fit marcher les deux divisions de l'armée d'Italie, qui étaient sous les ordres du maréchal Macdonald. Ces trois masses s'avancèrent dans la direction d'Aderklau ; elles furent suivies de la cavalerie de la garde, dont l'empereur ne garda avec lui que le régiment des grenadiers à cheval. Le reste de la cavalerie fut dirigé pour arrêter la marche de la droite des Autrichiens.

L'empereur avait ordonné qu'aussitôt que la trouée qu'il

allait faire au centre serait exécutée, on fît charger toute la cavalerie, en prenant à revers tout ce qui avait pénétré à l'extrémité de notre gauche; il venait de donner des ordres en conséquence au maréchal Bessières,* qui partait pour les exécuter, lorsqu'il fut abattu par le plus extraordinaire coup de canon que l'on ait vu : un boulet en plein fouet lui ouvrit sa culotte depuis le haut de la cuisse jusqu'au genou, en lui sillonnant la cuisse d'un zigzag comme si c'eût été la foudre qui l'eût frappé; il en fut jeté à bas de cheval au point que nous le crûmes tous tué roide; le même boulet emporta sa fonte de pistolet et le pistolet. L'empereur l'avait vu tomber aussi, mais ne le reconnaissant pas dans le premier moment, il avait demandé : "Qui est celui-là ? (c'était son expression ordinaire) ou lui répondit : "C'est Bessières, sire;" il retourna son cheval en disant : "Allons-nous-en, car je n'ai pas le temps de pleurer; évitons encore une scène." (Il voulait parler des regrets que lui avait coûtés le maréchal Lannes.) Il m'envoya voir si Bessières vivait encore, on venait de l'emporter; la connaissance lui était revenue; il n'avait que la cuisse paralysée.

Ce malheureux coup de canon mit la cavalerie sans chef pendant le quart d'heure le plus important de la journée, et où l'on devait en tirer un parti immense. Immédiatement après cet accident, l'empereur m'envoya porter au général Nansouty, l'ordre de charger ce qui était devant lui, c'est-à-dire la droite des Autrichiens qui s'étaient réunie en grosse masse. La division Nansouty avait six régimens, parmi lesquels étaient les deux de carabiniers; il avait derrière lui celle du général Saint-Sulpice, qui en avait quatre.

Je le trouvai dans une situation peu propre à encourager; il était sous une canonnade extrêmement meurtrière; il reçut l'ordre de charger, et se mit en devoir de l'exécuter; il partit au trot; mais la canonnade des Autrichiens était tellement

* Il commandait toute la cavalerie.

vive qu'elle arrêta cette division, qui perdit sur place douze cents chevaux emportés par le boulet ; elle ne pouvait pas en perdre davantage en chargeant à fond, et si elle avait pu le faire elle aurait obtenu un résultat immense, en ce qu'elle aurait pris une bonne partie de la droite des Autrichiens. Pendant ce temps, l'artillerie de la garde faisait au centre des ennemis un ravage effroyable et tel que pouvaient le faire quatre-vingts pièces de canon de douze et de huit servies par l'élite de l'artillerie. Les troupes du général Reille s'avancèrent jusqu'à Aderklau ; et le général Macdonald, qui était à la droite de cette batterie, donna à toute l'armée le spectacle d'un courage admirable, en marchant à la tête de ses deux divisions formées en colonnes et les conduisant sous une pluie de mitraille et de boulets jusque dans les lignes ennemies, et cela en les faisant marcher au pas sans qu'elles éprouvassent le moindre désordre*.

Le feu du canon et la marche de Macdonald ouvrirent le centre des ennemis, et séparèrent leur droite du reste de l'armée. L'empereur, qui était présent sur le terrain, voulut encore faire profiter la cavalerie de cette belle occasion ; il envoya dire à la garde de charger ; mais soit que l'ordre fût mal rapporté, il ne s'exécuta point ; et cette immense et superbe cavalerie ne nous fit pas un prisonnier, tandis que si elle avait été entre les mains d'un homme vaillant et résolu, elle en aurait fait sans nombre. Il y eut un moment où un grand quart de l'armée autrichienne était à prendre : c'est dans cette occasion-là que nous avons regretté le grand-duc

* Dans les jours qui suivirent celui de la bataille, le général La Riboissière qui commandait l'artillerie de l'armée, ayant besoin de boulets, fit mettre à l'ordre de toute l'armée, qu'il paierait cinq sols par boulet de canon ramassé sur le champ de bataille, et qui serait rapporté au parc d'artillerie ; je tiens de lui-même qu'on en rapporta vingt-six mille autrichiens seulement. On peut bien évaluer que la moitié n'a pu être trouvée.

de Berg; c'était l'homme qu'il aurait fallu dans un moment comme celui-là.

L'empereur était fort mécontent de la cavalerie, et disait sur le terrain même: " Mais elle ne m'a jamais rien fait de pareil. Elle sera cause que cette journée sera sans résultat." Il en a gardé, rancune très long-temps aux généraux qui commandaient les régimens de cavalerie de sa garde, et sans d'autres services anciens et recommandables ils les aurait punis exemplairement.

Malgré toutes ces fautes l'événement était décidé en notre faveur; à deux heures et demie après midi, la droite des ennemis était retirée, et cherchait à se réunir à son armée, en évitant la trouée que nous avions faite à son centre. A notre droite, le maréchal Davout était monté sur le plateau de Margraff-Neusiedel, et s'y maintenait avec succès.

L'empereur fit attaquer Wagram par le corps d'Oudinot, appuyé des deux autres divisions de l'armée d'Italie. Cette colonne pénétra aussi sur la position des Autrichiens, et s'y maintint toute la soirée; l'ennemi se mit en retraite sur tous les points, vers les quatre heures, nous abandonnant le champ de bataille, mais sans prisonniers ni canons, et après s'être battu d'une manière à rendre prudens tous les hommes à entreprise téméraire; on le suivit sans trop le presser, car enfin il n'avait pas été entamé, et nous ne nous soucions pas de le faire remettre en bataille avant d'en avoir détaché quelque lambeau. Le corps du maréchal Masséna s'était réorganisé et avait repris sa position.

Quoiqu'il n'y eût rien de douteux pour la gloire de nos armes, nous ne menâmes pas notre poursuite fort loin; car nous n'allâmes pas jusqu'à la grande route qui conduit de Vienne à Brême. Les Autrichiens marchèrent toute la nuit, et se retirèrent par la route de Vienne à Znaim, et par la traverse de Wolkersdorf aussi sur cette ville de Znaim.

L'empereur coucha sur le champ de bataille au milieu de ses troupes. Sa tente était à peine dressée qu'il y eut une alerte qui se communiqua dans un instant par toute l'armée, où elle faillit mettre le désordre ; elle commença par des maraudeurs, qui s'étant éloignés furent chassés par des partis de cavalerie de l'armée de l'archiduc Ferdinand, qui était arrivé sur la rivière de la Marche, et qui cherchait sans doute à se mettre en communication avec la grande armée. On courut aux armes de toutes parts, mais cette alerte n'eut aucune suite.

Ainsi se termina cette mémorable journée de Wagram, dont les résultats sur le champ de bataille ne répondirent pas aux laborieux travaux et aux savantes conceptions qui en avaient précédé les dispositions ; il aurait fallu dans l'armée encore quelques-uns de ces hommes accoutumées à tirer parti d'un succès, et à enlever les troupes dans un moment décisif. C'est l'empereur seul qui y a tout fait, et qui, par sa présence a contenu tout au moment du désastre de notre gauche.

La population entière de Vienne monta sur les édifices de la ville et sur les remparts, d'où elle fut témoin de la bataille ; le matin les dames y étaient dans l'espérance de notre défaite, et à deux heures après midi tout le monde à Vienne était dans la tristesse. On pouvait voir la retraite de l'armée autrichienne comme si l'on avait été sur le terrain même.

L'armée autrichienne nous tint tête presque partout ; elle était très-nombreuse, elle aurait même dû avoir encore l'armée qui était à Presbourg, et quoiqu'elle eût beaucoup de landwehr médiocrement instruite, elle a eu dans la journée deux circonstances notables où elle pouvait mieux faire. La première était de ne pas abandonner l'attaque faite sur notre droite au commencement de l'action ; par là elle aurait

retenu ce grand mouvement de troupes que nous reportâmes de notre droite à notre gauche. La seconde était de donner suite au succès obtenu par sa droite sur le corps d'armée de Masséna, et de faire agir vivement son centre avant d'attendre que nous eussions amené sur le point où était Masséna, cent pièces de canon et autant d'escadrons avec trois divisions d'infanterie fraîche, qui ont réparé nos affaires. L'armée autrichienne n'avait aucune raison pour se retirer ; elle était plus forte que nous, en ce qu'un tiers de notre armée était composé de troupes étrangères, dont l'amalgame avec les nôtres avait plus d'un inconvénient. Mais enfin elle s'est retirée, et elle n'a sans doute pas cru pouvoir s'exposer plus long-temps à d'autres événemens dans l'issue desquels elle n'avait pas de confiance.

L'empereur parcourait le champ de bataille le soir lorsqu'on vint lui annoncer la mort du général Lasalle, qui venait d'être tué par un des derniers coups de fusil qui avaient été tirés. Il en avait eu un singulier pressentiment le matin. Il s'était toujours plus occupé de sa gloire que de sa fortune. La nuit qui précéda la bataille il paraissait avoir pensé à ses enfans, il s'éveilla pour écrire à la hâte une pétition à l'empereur en leur faveur ; il l'avait mise dans sa sabredache. Lorsque l'empereur passa le matin devant sa division, le général Lasalle ne lui parla pas ; mais il arrêta M. Maret, qui passa un moment après, pour lui dire que, n'ayant jamais rien demandé à l'empereur, il le priait de se charger de cette pétition, en cas qu'il lui arrivât malheur : et quelques heures après il n'était plus.

L'empereur fut médiocrement content de la bataille de Wagram ; il aurait voulu une seconde représentation de Marengo, d'Austerlitz ou de Jéna, et il avait soigné tout pour obtenir ce résultat ; mais bien loin de là, l'armée autrichienne était entière ; elle partait pour aller se jeter dans

quelque position qui aurait nécessité encore de nouveaux efforts de conception pour l'amener à un engagement suivi d'un meilleur résultat. De plus, elle pouvait parvenir à réunir à elle l'armée qui venait de Presbourg, et nous n'avions de notre côté plus de renforts à attendre. Nous n'étions que trop persuadés qu'il ne fallait pas compter sur l'armée russe; tout ce que nous avions gagné de ce côté, c'est qu'elle ne se réunirait pas aux Autrichiens dans un moment qui ne semblait pas encore être celui de l'abandon des faveurs de la fortune envers nous; elle ne mit en mouvement qu'un corps de quinze mille hommes, et sa coopération se borna à essayer de gagner de vitesse les Polonais à Cracovie: ce qui a toujours paru suspect à l'empereur.

Les grands événemens de guerre sont toujours suivis d'un état moral qui forme l'opinion pour ou contre un des deux partis; la bataille d'Essling nous avait rendu l'opinion défavorable; celle de Wagram détruisit ce que la première avait produit de fâcheux, et nous rendit un peu de notre première popularité; ce qui acheva de nous ramener l'opinion, qui s'entêtait à douter de notre succès, c'est que nous suivîmes l'armée autrichienne dans sa retraite.

CHAPITRE XIV.

L'empereur à la recherche des blessés.—Paroles de l'empereur à la vue d'un colonel tué la veille—Le maréchal-des-logis des carabiniers.—Paroles de l'empereur à Macdonald.—Bernadotte.—Ordre du jour secret de l'empereur au sujet de ce maréchal.—Schwarzemberg propose un armistice.—L'empereur l'accepte.

Le lendemain, 7, l'empereur parcourut à cheval le champ de la bataille comme cela était sa coutume, et pour voir si l'administration avait fait exactement enlever les blessés; nous étions au moment de la récolte, les blés étaient fort hauts et l'on ne voyait pas les hommes couchés par terre. Il y avait plusieurs de ces malheureux blessés qui avaient mis leur mouchoir au bout de leur fusil, et qui le tenaient en l'air pour que l'on vînt à eux. L'empereur fut lui-même à chaque endroit où il apercevait de ces signaux; il parlait aux blessés, et ne voulut point se porter en avant que le dernier ne fût enlevé. Il ne garda personne avec lui, et il ordonna au maréchal Duroc de se charger de les faire relever tous et de faire activer le service des ambulances; le général Duroc était connu par son exactitude et sa sévérité, c'est pourquoi l'empereur aimait à lui donner quelquefois des commissions comme celle-là.

En parcourant le champ de bataille il s'arrêta sur l'emplacement qu'avaient occupé les deux divisions de Macdonald; il présentait le tableau d'une perte qui avait égalé leur valeur. La terre était labourée de boulets. L'empereur reconnut parmi les morts un colonel dont il avait eu à se plaindre. Cet officier, qui avait fait la campagne d'Egypte, s'était mal conduit après le départ du général Bonaparte et

avait montré de l'ingratitude envers son bienfaiteur, croyant sans doute plaire au général qui lui avait succédé. Au retour de l'armée d'Egypte en France, l'empereur, qui avait eu des bontés pour lui dans la guerre d'Italie, ne lui témoigna aucun ressentiment, mais il ne lui accorda aucune des faveurs dont il comblait tous ceux qui avaient été en Egypte. En le voyant étendu sur le champ de bataille, l'empereur dit : "Je suis fâché de n'avoir pu lui parler avant la bataille, "pour lui dire que j'avais tout oublié depuis long-temps."

A quelques pas de là, il trouva un jeune maréchal-des-logis de carabiniers qui vivait encore quoiqu'il eût la tête traversée d'un biscayen ; mais la chaleur et la poussière avaient coagulé le sang presque aussitôt, de sorte que le cerveau ne reçut aucune impression de l'air. L'empereur mit pied à terre ; lui tâta le pouls, et, avec son mouchoir, il lui débouchait les narines, qui étaient pleines de terre. Lui ayant mis un peu d'eau-de-vie sur les lèvres, le blessé ouvrit les yeux, parut d'abord insensible à l'acte d'humanité dont il était l'objet ; puis, les ayant ouverts de nouveau, il les fixa sur l'empereur, qu'il reconnut ; ils se remplirent de larmes, et il aurait sangloté s'il en avait eu la force. Le malheureux devait mourir, à ce que dirent les chirurgiens qu'on appela.

Après avoir parcouru le terrain sur lequel l'armée avait combattu, l'empereur fut au milieu des troupes, qui commençaient à se mettre en marche pour suivre l'armée ennemie. En passant près de Macdonald il s'arrêta, et lui tendit la main en lui disant : "Touchez là, Macdonald ! Sans rancune : d'aujourd'hui nous serons amis, et je vous enverrai, "pour gage, votre bâton de maréchal que vous avez si glorieusement gagné hier." Macdonald avait été dans une sorte de disgrâce depuis plusieurs années ; on aurait eu de la peine à expliquer pourquoi, autrement que par l'intrigue et la jalousie à laquelle un noble caractère est toujours en butte. La méchanceté était parvenue à le faire éloigner par

l'empereur, et la fierté naturelle de son âme l'avait empêché de faire aucune démarche pour se rapprocher d'un souverain qui le traitait moins bien qu'il croyait le mériter.

Les années de gloire se passaient et Macdonald ne prenait part à rien, lorsque la déclaration de guerre de 1809 détermina l'empereur à l'envoyer commander un corps d'armée sous les ordres du vice-roi d'Italie. La fortune couronna sa constance, et la victoire le remit à un poste qu'il s'est montré digne d'occuper dans des circonstances où tant d'autres le dégradaient à l'envi et perdirent l'estime de leurs compatriotes.

L'armée prit les deux routes de Vienne à Znaim et de Vienne à Brenn ; l'empereur suivit cette dernière route jusqu'à Wolkersdorf, et fit prendre, de là, la traverse qui mène à Znaim. Il coucha le 7 à Wolkersdorf, d'où il écrivit encore à l'empereur de Russie. Le 8 il alla coucher en arrière de la position de ses troupes, qui étaient déjà arrivées à Znaim, où l'on avait atteint l'arrière-garde des Autrichiens. Le 9, de grand matin, il expédia des ordres dans plusieurs directions, et eut une assez forte indisposition, résultat de tous ses travaux et de toutes ses veilles. Cela l'obligea à prendre un peu de repos pendant que les troupes marchaient.

Le maréchal Bernadotte vint dans ce moment-là pour voir l'empereur, qui avait défendu qu'on le dérangeât avant qu'il eût lui-même appelé ; je refusai de l'introduire. J'ignorais encore ce qui l'amenait. J'avais vu la mollesse avec laquelle ses troupes avaient combattu ; il n'avait cessé, dès le début de la campagne, de se plaindre du peu d'élan, de l'inexpérience de ses soldats,* et du peu de confiance que montraient

* Lettre de Bernadotte au Major-Général.

"Retz, le 6 mai 1809.

"Prince,

"J'ai reçu la lettre que Votre Altesse m'a écrite de Burckhausen sous la date du 30 avril. Votre Altesse ne me parlant plus de rester entre Ratisbonne

leurs chefs.* J'aurais épuisé toutes suppositions avant d'imaginer que, démentant tout à coup l'opinion fâcheuse

et la Bohême, je suis venu de Nabburg à Retz, et je me dispose à entrer en Bohême par Waldmünchen. Le commandant du petit corps laissé à Cham par le général Montbrun me marque qu'avant-hier ses postes à Neumarck et Waldmünchen ont été attaqués et forcés de se replier sur Furth et Schontal. Il me marque aussi que les avant-postes autrichiens sur ce point sont forts de deux bataillons et six escadrons, et qu'ils ont en outre quatre mille hommes campés à Klatau. Votre Altesse m'avait autorisé à appeler à mon corps d'armée la division Dupas ; mais elle a reçu le même jour un ordre contraire. Depuis, Votre Altesse m'a annoncé que je trouverais en marchant sur Ratisbonne des troupes françaises et des renforts ; je n'ai cependant encore aucun avis que des troupes doivent se joindre à moi, et chaque jour j'éprouve de plus en plus combien il serait essentiel que l'armée saxonne fût appuyée et stimulée par l'exemple de troupes un peu plus aguerries qu'elles ; cela me paraît indispensable, surtout étant destinée à opérer isolément sur le flanc de la grande armée. J'invite Votre Altesse à rappeler à l'attention de sa majesté cet objet qui intéresse réellement le bien de son service, et de me dire si je dois compter ou non sur quelques renforts de troupes françaises.

" J. BERNADOTTE."

* " Au camp de Lintz, le 28 mai 1809.

" Prince,

" M. Deveau vient de me remettre la lettre que Votre Altesse m'a écrite d'Ebersdorf, sous la date du 26 mai. Votre Altesse a maintenant reçu ma dernière lettre, par laquelle je lui exposais l'impossibilité où je me trouve d'attaquer l'ennemi. J'ai l'honneur de lui répéter que je croirais commettre une faute militaire très grave si je sortais de mes positions devant Lintz. L'ennemi est sur mon front et sur mes deux flancs, le long du Danube. Le général Kollowrath a reçu, depuis l'affaire du 17, des renforts de la Bohême, et il vient encore d'arriver à Zuelter dix mille hommes détachés de l'armée du prince Charles. Si je marche en avant, je ne puis pas répondre qu'une colonne ennemie ne pénètre par la droite ou par la gauche jusqu'au pont de Lintz. Votre Altesse peut vérifier ma position sur la carte. J'ai devant moi un pays hérissé de montagnes, où l'ennemi retranché et barricadé, peut, avec peu de monde, disputer long-temps le passage. Il faudrait donc, pour déboucher d'ici avec quelque espérance de succès, un corps plus nombreux que le mien, et surtout des troupes aguerries et des généraux expérimentés pour diriger les diverses colonnes. Les Saxons, je le répète, sont hors d'état d'agir isolément, et il n'y a aucun de leurs généraux à qui je puisse confier

qu'il avait donnée de leur courage, il avait rêvé que c'étaient eux qui avaient décidé la victoire que nous venions de remporter. L'empereur connut bientôt cet inconcevable ordre du jour, manda le trop avantageux maréchal, et lui retira ses troupes. La leçon ne suffit pas; Bernadotte, persistant à soutenir les ridicules félicitations qu'il avait adressées aux Saxons, les fit insérer dans les journaux. L'empereur fut outré de cette conduite; il ne pouvait tolérer qu'on inventât à la fois une inconvenance et un mensonge, mais ne voulait pas non plus blesser des hommes qui avaient exposé leur vie pour le servir. L'incartade était néanmoins trop forte, il ne crut pas pouvoir la laisser passer. Il donna un ordre du jour qu'il chargea le major-général de ne laisser connaître ni au public ni aux Saxons, dont il avait donné le commandement au général Reynier. « Mon cousin, lui écrivait-il, « vous trouverez ci-joint un ordre du jour que vous enverrez « aux maréchaux, en leur faisant connaître que c'est pour « eux seuls; vous ne l'enverrez pas au général Reynier;

une opération détachée. Je prie Votre Altesse de mettre ma situation sous les yeux de l'empereur. Il m'est impossible, pour le moment, de rien entreprendre d'offensif sans compromettre le pont de Lintz, auquel je pense que sa majesté tient avant tout. Si j'avais huit à dix mille Français, je pourrais encore tenter quelque chose, sans garantir de grands succès; j'aurais du moins à compter sur l'énergie et sur l'expérience de ces troupes; mais, je le répète, avec les Saxons je ne puis rien. Si l'ennemi vient à m'attaquer avec les forces qu'il a, de beaucoup supérieures aux miennes, je me regarderai comme fort heureux de pouvoir maintenir ma position. Dans tous les cas, sa majesté peut être certaine que je ferai mon devoir.

« J. Bernadotte.

« *P. S.* On a trompé Votre Altesse quand on lui a dit que le général Kollowrath n'était pas devant moi; il n'a pas cessé d'y être; il a aujourd'hui son quartier-général à Leonfelden, en arrière de ses camps d'Hirschiag et d'Helmansed. Il se lie avec les troupes qui sont à Haslach. Quant au général Jallachich, que Votre Altesse croit sur la rive gauche du Danube, il était ces jours derniers en Styrie, et a dû se retirer par le Buren. »

" vous l'enverrez aux deux ministres de la guerre ; vous l'en-
" verrez aussi au roi de Westphalie.

" Sur ce, je prie Dieu, etc., etc."

Ordre du Jour.

En notre camp impérial à Schœnbrunn, le 11 juillet 1809.

" Sa Majesté témoigne son mécontentement au maréchal prince de Ponte-Corvo pour son ordre du jour daté de Léopoldau, le 7 juillet, qui a été inséré à une même époque dans presque tous les journaux, dans les termes suivans : " Saxons, " dans la journée du 5 juillet, sept à huit mille d'entre vous " ont percé le centre de l'armée ennemie, et se sont portés à " Deutsch-Wagram, malgré les efforts de quarante mille " hommes, soutenus par cinquante bouches à feu ; vous avez " combattu jusqu'à minuit, et bivouaqué au milieu des lignes " autrichiennes. Le 6, dès la pointe du jour, vous avez " recommencé le combat avec la même persévérance, et au " milieu des ravages de l'artillerie ennemie, vos colonnes " vivantes sont restées immobiles comme l'airain. Le grand " Napoléon a vu votre dévouement ; il vous compte parmi ses " braves. Saxons, la fortune d'un soldat consiste à remplir " ses devoirs ; vous avez dignement fait le vôtre. Au bivouac " de Léopoldau, le 7 juillet 1809. Le maréchal commandant " le 9ème corps, Bernadotte." Indépendamment de ce que Sa Majesté commande son armée en personne, c'est à elle seule qu'il appartient de distribuer le degré de gloire que chacun a mérité—Sa Majesté doit le succès de ses armes aux troupes françaises et non à aucun étranger. L'ordre du jour du prince de Ponte-Corvo, tendant à donner de fausses prétentions à des troupes au moins médiocres, est contraire à la vérité, à la politique et à l'honneur national. Le succès de la journée du 5 est dû aux corps des maréchaux duc de Rivoli et Oudinot, qui ont percé le centre de l'ennemi, en même temps que le corps du duc d'Auerstaedt le tournait par sa gauche.

Le village de Deutsch-Wagram n'a pas été en notre pouvoir dans la journée du 5 ; ce village a été pris, mais il ne l'a été que le 6 à midi par le corps du maréchal Oudinot.—Le corps du prince de Ponte-Corvo n'est pas resté *immobile comme l'airain :* il a battu le premier en retraite ; Sa Majesté a été obligée de le faire couvrir par le corps du vice-roi, par les divisions Broussier et Lamarque, commandées par le maréchal Macdonald, par la division de grosse cavalerie aux ordres du général Nansouty et par une partie de la cavalerie de la garde. C'est à ce maréchal et à ses troupes qu'est dû l'éloge que le prince de Ponte-Corvo s'attribue. Sa Majesté désire que ce témoignage de son mécontentement serve d'exemple, pour qu'aucun maréchal ne s'attribue la gloire qui appartient aux autres.—Sa Majesté cependant ordonne que le présent ordre du jour, qui pourrait affliger l'armée saxonne, quoique les soldats sachent bien qu'ils ne méritent pas les éloges qu'on leur donne, restera secret, et sera seulement envoyé aux maréchaux commandant le corps d'armée.

NAPOLEON."

Après quelques heures de sommeil, l'indisposition qui avait forcé l'empereur à s'arrêter se passa, et il partit de suite pour se diriger sur Znaim, où l'on entendait une assez vive canonnade. Nous y arrivâmes en coupant la grande route de communication de Znaim à Brunn, et nous nous arrêtâmes au corps du général Marmont, qui était engagé avec l'arrière-garde ennemie. Un orage survint qui sépara un moment les combattans, et, de notre côte, il gâta les chemins au point que l'on ne pouvait plus faire avancer l'artillerie dans les terres fortes de la Moravie. L'empereur, qui avait eu de la fièvre de fatigue toute la nuit, eut encore cette averse sur les épaules sans qu'il se trouvât là un toit pour le mettre à l'abri.

Marmont avait reçu le matin un parlementaire du prince de Schwarzemberg qui couvrait la retraite des Autrichiens ;

il lui proposait un armistice ; Marmont n'étant pas autorisé à le conclure, ne put que répondre qu'il allait en référer à l'empereur, et qu'en attendant sa réponse il donnerait suite à ses opérations. L'empereur avait reçu cet avis avant de partir de son quartier-général ; il ne voulut point donner de réponse avant d'avoir vu lui-même l'état des choses, et ce que la fortune pourrait offrir d'avantageux à entreprendre.

Lorsqu'il fut arrivé sur le terrain, il reconnut que l'armée autrichienne était déjà en retraite, et qu'il allait être obligé d'entrer dans un système de manœuvres compliquées pour la forcer à une nouvelle bataille, c'est-à-dire recommencer un calcul de probabilités, de chances pour et contre, et enfin remettre tout en problème. Je suis fermement convaincu que s'il avait compté sur le secours de l'armée russe, il n'aurait pas balancé à chercher une nouvelle occasion d'amener les Autrichiens à un autre engagement ; mais les Russes, qui lui donnaient de belles paroles, n'agissaient pas, et l'empereur dut craindre que s'il avait avec les Autrichiens une affaire malheureuse comme il n'avait pas de réserve, les Russes ne se réunissent à eux pour achever notre destruction.

Une foule de considérations de tout genre le déterminèrent à finir cette guerre, dans laquelle il avait été engagé bien malgré lui. On s'est plu à le peindre comme un homme qui ne pouvait vivre sans une guerre ; et cependant, dans toute sa carrière, c'est lui qui a toujours fait la première démarche pacifique, et j'ai été mille fois le témoin de tout ce qu'il lui en coûtait de regrets quand il fallait recommencer la guerre. Avant la première et inouïe agression dont il fut l'objet en 1805, il croyait fermement à la foi jurée, et ne se serait jamais persuadé qu'aucun monarque cherchât à acquérir de la gloire par des moyens comme ceux qui furent employés contre lui cette année-là. Il regardait un traité comme inviolable tant que les conditions en étaient exactement observées, et ce n'est qu'après avoir été convaincu, dans trois occasions, que les monarques ne reconnaissaient point de bornes lorsque leur

puissance leur permettait de les franchir, qu'alors il s'est de son côté déterminé à faire usage de la sienne.

Je viens de dire qu'il se détermina à finir cette guerre. Voici comment il s'y prit. Il saisit le prétexte de la réponse à faire au parlementaire du prince Schwarzemberg. Il m'envoya porter au général Marmont l'ordre d'envoyer un de ses aides-de-camp dire au prince de Schwarzemberg, que l'empereur venait de l'autoriser à conclure l'armistice au sujet duquel il lui avait écrit le matin, si toutefois cela était encore dans ses intentions, ce dont il le priait de l'informer, afin qu'il pût prendre ses dispositions en conséquence, et en rendre compte à l'empereur.

Les troupes étaient encore en présence lorsque le parlementaire du général Marmont arriva chez les Autrichiens, et le prince de Schwarzemberg, qui était là, répondit de suite qu'il acceptait l'armistice, et nomma des commissaires pour régler les limites du pays que les deux armées allaient occuper; le soir même, au camp de l'empereur l'armistice fut signé entre le prince de Neuchâtel et les commissaires autrichiens. Notre armée reprit absolument les mêmes positions qu'elle avait occupées après la bataille d'Austerlitz, et dès le lendemain chaque corps de troupes partit pour un cantonnement, passant ainsi rapidement d'un état de guerre outré à celui d'un repos parfait. L'empereur nomma ce même soir trois maréchaux d'empire, qui furent les généraux Macdonald, Marmont et Oudinot. Pour le premier, cela parut juste.

De ce camp au-dessus de Znaim, l'empereur revint mettre son quartier-général à Schœnbrunn où il arriva le 10 ou le 11 au soir; il en était parti le 1er ou le 2, et avait mené pendant ces huit ou neuf jours une vie extrêmement fatiguante. Au milieu des occupations que lui donnaient les affaires de l'armée, il ne laissait pas d'ouvrir les dépêches de Paris, et de prêter l'oreille à ce que les lettres des uns et des autres apprenaient.

CHAPITRE XV.

Nouvelles de Portugal.—Le maréchal Soult.—Bruits singuliers.—Expédition anglaise à Walcheren.—Prise de Flessingue par les Anglais.—La garde nationale est mobilisée pour couvrir Anvers.—Conduite de Fouché à cette occasion.—Le pape.—Troubles à Rome.—Cette ville est réunie à l'empire.—Soulèvement dans le Tyrol.—Hoffer.—M. de Metternich.—Le prince Jean de Lichtenstein.—Conférences pour traiter de la paix.—L'empereur fait camper l'armée.—Il passe la revue des différens corps.—Sentimens du maréchal Marmont pour l'empereur.—Paroles de Napoléon aux autorités de Brunn.—Singulier recours en grâce d'un soldat.—Clémence de l'empereur.

La battaile d'Essling avait glacé tout le monde, et nos intrigans ayant conçu de nouvelles espérances à Paris y avaient remis les fers au feu pour profiter de plusieurs circonstances qui leur parurent propres à favoriser leurs projets.

Les Anglais, qui avaient évacué l'Espagne au mois de janvier, y étaient retournés par Lisbonne, et avaient marché contre le maréchal Soult, qui, de la Corogne, s'était avancé à Oporto. Il fut obligé d'abandonner son artillerie et de se retirer par des chemins difficiles, à travers mille obstacles que son talent lui fit surmonter.

Il parvint jusqu'à Schœnbrunn des bruits tendant à faire croire qu'il se serait passé des choses extraordinaires dans ce pays-là, dont on supposait que le maréchal Soult voulait usurper la souveraineté ; il est certain que l'on a fait là-dessus mille versions. Quelques-unes paraissaient mériter attention, parce que l'on avait généralement cru que l'empereur était perdu après la bataille d'Essling, et qu'ayant vu le grand-duc de Berg devenir roi de Naples, à la suite de faits d'armes glorieux, on pouvait supposer que chacun de ses

contemporains était atteint de la même ambition. L'empereur traita tout cela de folie ; cette affaire lui parut absurde ; il en rit beaucoup. Néanmoins, il écrivit au maréchal Soult, *qu'il ne conservait que le souvenir d'Austerlitz**, parce que l'on en avait trop parlé autour de lui pour que le maréchal Soult pût se persuader que l'empereur avait tout ignoré, et si l'empereur avait gardé le silence, cela aurait inquiété le maréchal.

L'empereur ne conserva effectivement de ressentiment contre personne, il fit approfondir cette affaire, dont on ne connut jamais bien le fond ; lui seul put en avoir une opinion motivée, mais je ne l'ai jamais entendu parler sur ce sujet. Depuis ce temps il est resté dans ma pensée qu'il avait accordé à ces bruits plus d'intérêt que nous n'avions cru d'abord, et que cela ne contribuerait pas peu à le déterminer à finir ses guerres le plus tôt qu'il pourrait. L'information de cette affaire fut suivie de la mise en jugement d'un officier de dragons, qui fut convaincu d'avoir été plusieurs fois clandestinement à l'armée anglaise ; il alléguait pour sa défense qu'il y avait été envoyé ; mais comme il ne put pas en exhiber la preuve, il fut traité comme un transfuge, et subit la peine prononcée contre les coupables de ce crime.

Une autre expédition anglaise venait de débarquer dans l'île de Walcheren à l'embouchure de l'Escaut ; j'ai dit plus haut que l'on avait pris tout ce qu'il y avait dans les dépôts pour composer l'armée que l'on était forcé de ramener encore une fois en Autriche. En sorte que l'on eut recours aux Hollandais pour défendre l'île et la place de Flessingue, où il n'y avait qu'une faible garnison française, commandée par le général Monnet, dans lequel l'empereur avait une grande confiance, quoiqu'il lui fût revenu sur son compte quelques

* A Austerlitz le maréchal Soult était celui dont l'empereur avait été le plus satisfait.

rapports défavorables : on l'accusait d'avoir favorisé le commerce interlope, et d'avoir gagné de grosses sommes par ce moyen.

Au grand étonnement de l'empereur, Flessingue se rendit, ainsi que toute l'île de Walcheren ; dès ce moment il crut à tous les rapports qu'on lui avait faits, mais il n'était plus temps, et il fallait s'occuper tout à la fois de reprendre l'île, et couvrir le port d'Anvers dans lequel l'empereur avait déjà enfoui des millions en constructions, en approvisionnemens de toute espèce, et où de plus il avait une flotte. A cette même époque les Anglais vinrent brûler une escadre française qui était à l'ancre dans la rade de l'île d'Aix. Nous y perdîmes cinq vaisseaux. L'empereur fut fort mécontent de la conduite de la marine dans cette occasion ; il observait que quand on aurait voulu favoriser les Anglais, on n'aurait pas fait pis, parce que le bon sens indiquait pour dernière ressource de faire rentrer l'escadre dans la Charente.

Ce n'était pas de Vienne qu'il pouvait faire un mouvement de troupes en faveur de cette partie de la frontière; d'ailleurs la paix n'était pas faite, et il était loin d'avoir des troupes de trop. Si la guerre avait dû continuer, il aurait même été impolitique de paraître réduit à cette extrémité.

Il ordonna donc en France de prendre des mesures pour couvrir Anvers et former une armée à opposer à celle des Anglais. Le ministre de l'intérieur, qui était M. Cretet, venait de mourir, l'empereur n'avait pas eu le temps de pourvoir à son remplacement, et il avait chargé M. Fouché, ministre de la police, de soigner par intérim le travail du ministère de l'intérieur. Pour exécuter les ordres de l'empereur, il n'y avait pas d'autre moyen que de mobiliser une partie de la garde nationale, et l'on profita de la latitude que l'empereur avait donnée pour appeler aux armes les gardes nationaux, non-seulement dans les départemens voisins de la frontière menacée, mais encore dans toute la France, et jus-

que dans le Piémont. Celle de Paris fut prête la première, M. Fouché se mit à la tête de ce mouvement. L'empereur n'en était point inquiet, parce qu'il était en position de faire la paix, si cela était devenu nécessaire ; mais on lui adressa beaucoup de rapports sur des projets que l'on supposait au ministre de la police, dans le cas où il surviendrait une occasion favorable à leur exécution. Dans le fait, il parut singulier à tout le monde de voir lever la garde nationale du Piémont pour marcher au secours d'Anvers contre une entreprise qui partait de Flessingue ; cela donna à penser à l'empereur, surtout lorsqu'il sut que M. Fouché lui proposait pour commander les gardes nationaux qui se rassemblaient à Anvers, le maréchal Bernadotte, qui venait d'être renvoyé de l'armée ; néanmoins il n'en fit aucune observation, mais il devint attentif. A ces inconvéniens il s'en joignit d'autres : l'Italie avait été entièrement évacuée de troupes qui tous avaient été appelées à l'armée ; on venait d'y demander une conscription qui avait excité de petits soulèvemens dans quelques endroits : la douceur n'ayant pas suffi pour les calmer, on employa des moyens coercitifs qui ne réussirent pas mieux.

D'un autre côté, le pape, encouragé par les événemens qui se passaient et qu'on lui exagérait, rompit tout-à-fait avec nous. La source de cette aigreur tenait à des circonstances politiques qui étaient déjà loin de l'époque dont il s'agit. La coalition de 1805 avait surpris un corps de quinze à vingt mille Français dans la presqu'île d'Otrante. Les Anglais croisaient dans la Méditerranée ; les Russes étaient attendus à Naples ; les alliés pouvaient d'un instant à l'autre se saisir de la citadelle d'Ancône qui était sur notre ligne de communication, et que le pape n'avait point armée. Napoléon demanda au souverain pontife de la mettre en état ou de la laisser occuper par un corps capable d'assurer nos derrières. Pie VII s'y refusa, prétendit qu'il était également le père de tous les fidèles, qu'il ne pouvait ni ne devait armer contre

aucun d'eux. La France répliqua que ce n'était point contre des fidèles qu'il s'agissait d'agir, mais seulement de fermer l'Italie aux hérétiques; qu'il n'y avait pas encore long-temps que le cabinet papal avait armé; la bannière de saint Pierre avait récemment marché contre la France à côté de l'aigle autrichienne; elle pouvait donc marcher aujourd'hui contre l'Autriche à côté de l'aigle française. Le pape persista, accueillant tous les agens de troubles que la coalition soudoyait en Italie; les circonstances devinrent plus fâcheuses, il fallut assurer nos communications avec Naples; on fut obligé d'occuper Rome et de saisir les Marches. Le conclave se répandit en menaces, on les méprisa. La cour pontificale, à laquelle on laissait librement exhaler sa bile, s'imagina qu'on la craignait et devint plus audacieuse. La guerre d'Autriche éclata, elle crut la circonstance favorable et lança sa bulle d'excommunication. La bataille d'Essling eut lieu, l'agitation se répandit dans le peuple, le pape se barricada; les troupes françaises étaient bravées, insultées, l'exaspération était à son comble. Un engagement pouvait avoir lieu d'un instant à l'autre; le géneral français ne voulut pas en courir la responsabilité. Il fit prévenir le pape du danger auquel ses mesures de défense l'exposaient, il n'obtint rien et fit enlever ce souverain pontife, afin de prévenir un malheur qu'une balle perdue, un incident imprévu pouvait amener.

L'empereur n'apprit l'événement qu'après coup; il n'y avait plus à s'en dédire. Il approuva ce qui avait été fait, établit le pape à Savone, puis réunit Rome à l'empire français, en annulant la donation de Charlemagne. Tout le monde fut fâché de cette réunion, parce que tout le monde désirait la paix; on ne prit intérêt au pape que parce que cela offrait un moyen de nuire à l'empereur.

Depuis long-temps, l'empereur était mécontent de la cour de Rome; elle avait cherché à souffler la discorde en France en envoyant secrètement des bulles à des maisons religieuses,

quoique cette conduite fût opposée aux stipulations du concordat. L'administration publique avait été obligée d'intervenir dans cette affaire. Au moment de toutes les insurrections partielles de l'Italie, l'on soupçonna les prêtres d'en être les moteurs et de n'agir qu'en vertu des instructions de Rome ; c'est en grande partie parce que l'on reconnut cette cour ennemie des idées libérales que l'on voulait consolider en France et en Italie, que l'on se détermina à l'attaquer ouvertement, parce que l'on crut que cela ne coûterait pas plus de temps ni de soins qu'il n'en faudrait pour triompher de toutes les tracasseries qu'elle ne cessait de susciter partout où elle faisait pénétrer son influence. On y serait indubitablement parvenu si l'empereur n'eût pas été engagé dans des travaux qui fixaient son attention, et l'empêchaient de donner aux affaires de Rome toute celle qu'elles méritaient. J'aurai encore plusieurs occasions de parler du mal qu'elles nous ont fait, et de déplorer que nous n'ayons pu les éviter.

En Allemagne les esprits étaient plus tranquilles, mais n'étaient pas plus contens : les Westphaliens se soulevaient ; un fils du duc de Brunswick avait levé une légion avec laquelle il courait le pays, et les Tyroliens résistaient avec avantage aux Bavarois. Presque toute l'armée de ce pays était occupée à cette guerre d'insurrection. Ces montagnards étaient commandés par un de leurs compatriotes, nommé Hoffer, artisan et propriétaire. Cet homme, né brave et actif, était dirigé par le baron d'Homayr. Il souleva ses compatriotes, les mena avec beaucoup d'adresse et les ramena victorieux de plusieurs entreprises. Dans cette position, l'empereur avait plus d'embarras après sa victoire qu'il n'en avait eu en commençant la campagne. Tout cela le détermina à traiter le plus tôt qu'il pourrait.

L'Autriche avait laissé à Paris son ambassadeur M. le comte de Metternich ; nous étions déjà maîtres de Vienne, qu'il était encore dans son hôtel à Paris, où on lui en voulait

un peu de cette guerre, que l'on regardait comme la conséquence des rapports qu'il avait faits à sa cour. On a su depuis qu'il n'y avait eu qu'une part ordinaire, mais non instigative.

Le ministre de la police, qui s'était plaint plusieurs fois de sa présence au milieu de la capitale, avait reçu ordre de le faire conduire à Vienne, où il était arrivé depuis peu, escorté par un officier de gendarmerie. Par suite de l'armistice conclu, il avait été renvoyé à l'armée autrichienne. Peu de temps après, il s'établit des communications entre les quartiers-généraux des deux armées. Elles commencèrent, selon l'usage, par n'être relatives qu'à l'échange des prisonniers; il n'y en avait pas beaucoup des deux côtés, car je ne crois pas que, pendant tout le cours de la campagne, nous en eussions fait plus de vingt mille, et les Autrichiens ne nous en avaient fait guère moins. Le commissaire qui vint le premier de la part de l'empereur d'Autriche, fut le prince Jean de Lichtenstein. On était accoutumé à le voir arriver chaque fois qu'il était question d'ouvertures pacifiques, et il n'était malgré cela jamais le dernier lorsqu'il fallait nous faire la guerre.

L'empereur l'estimait particulièrement beaucoup, et je lui ai entendu dire qu'il aurait voulu le voir arriver comme ambassadeur à Paris, parce qu'avec un esprit comme le sien, les deux états n'auraient jamais été en guerre.

J'ai eu occasion de voir ce prince chez lui à Vienne, où nous parlâmes des affaires qui occupaient tout le monde dans ce moment-là, et dans le cours de la conversation, il me montra un pouvoir que lui avait donné l'empereur d'Autriche pour traiter de la paix. Quoiqu'il ne fût conçu qu'en quatre lignes, écrites sur une simple feuille de papier à lettre, il était au moins la preuve de la grande estime dont jouissait le prince Jean de Lichtenstein en Autriche, et de celle que son maître avait pour lui. De notre côté, l'empereur lui en ac-

cordait aussi, et il avait spécialement recommandé que l'on plaçât des sauvegardes à son château de Fellerberg près de Vienne, et qu'on n'y logeât aucune troupe, (cela ne lui avait été demandé par personne). Je crois que c'est en traitant de l'échange des prisonniers que l'on a commencé à parler d'une paix définitive. L'Autriche la désirait d'autant plus, que nous écrasions le pays, et nous avions aussi beaucoup de raisons de ne pas la rejeter. On fut donc bientôt d'accord sur un lieu de conférences, où se rendirent, de la part de l'Autriche, MM. de Metternich, et, je crois M. de Stadion (je n'ose assurer que ce dernier y fût) ; de notre côté, ce fut M. de Champagny qui y assista. On choisit d'abord une petite ville située sur la route de Presbourg à Raab, que je crois être Altenbourg. Ce lieu fut choisi parce que, depuis l'armistice, toute la grande armée autrichienne avait fait une marche considérable par sa gauche, pour aller se réunir à l'armée de l'archiduc Jean, dans la Hongrie : la nôtre était restée dans ses cantonnemens, et le lieu dans lequel les conférences se tiendraient lui était indifférent. Cette réunion, dans laquelle on se faisait réciproquement beaucoup de politesses, sembla bientôt ne devoir pas être aussi expéditive en affaires qu'on s'en était flatté. La peur était passée, et chacun commençait à élever des difficultés qui n'eussent pas manqué de ramener encore des batailles.

L'Autriche, au milieu de toutes ses guerres, avait eu aussi des têtes ardentes ; et en même temps qu'il se formait dans ses armées des hommes impatiens de recommencer une guerre avec la France, il se formait aussi, dans ses cités, des philosophes qui réfléchissaient sur la source de toutes ces entreprises si souvent renouvelées contre un souverain qui avait le premier consacré les droits des peuples, qui tenait le sceptre par la volonté et le vœu d'un peuple qui l'avait proclamé et élevé sur le pavois.

Les philosophes, tout en maudissant la guerre, ne pou-

vaient s'empêcher de condamner les agresseurs, et de justifier celui dont les trophées étaient cependant si coûteux à leur patrie. Ils faisaient partout des prosélytes, et nous eûmes occasion de reconnaître combien l'on est dans l'erreur en France lorsqu'on croit que des contrées éloignées manquent de lumières et de civilisation : nous avons trouvé plus d'idées libérales et philosophiques dans des pays que nous croyions à peine civilisés, que dans des provinces de France qui sont la patrie de plusieurs hommes célèbres par l'étendue de leurs connaissances et de leurs lumières. Tous les philosophes allemands nous offraient plus d'un moyen de troubler la société ; les Hongrois nous envoyèrent des députés chargés de connaître jusqu'à quel point nous serions disposés à appuyer une insurrection tendant de leur part à recouvrer leur indépendance.

Il n'aurait pas été impossible d'exciter du mécontentement en Bohême ; tous ces différens moyens furent offerts à l'empereur, qui les fit écouter, mais qui ne reçut aucun des envoyés qui étaient venus dans les environs de son quartier-général. Il voulait sincèrement la paix, et trouvait de quoi la faire honorable sans démembrer la monarchie autrichienne. Il avait parfois de l'humeur contre les plénipotentiaires qui ne terminaient rien, et dans la crainte d'être encore joué, il fit camper toute l'armée dans chacun des arrondissemens qu'elle occupait. En même temps il fit construire un vaste camp retranché sur la rive gauche du Danube en face de Vienne.

Il y fit rétablir le pont sur pilotis qui avait été brûlé, et ajouta deux ponts de bateaux à cette communication.

De tous côtés on recommença à déployer de l'activité, et à se préparer à tout événement ; c'est à cette époque qu'il fit la revue des différens corps de l'armée, l'un après l'autre, se rendant lui-même aux lieux où ils étaient campés. Il commença par celui du général Marmont, qui était campé

à Krems ; il en fut si content qu'il suffisait que le nouveau maréchal lui demandât quelque chose pour qu'il le lui accordât de suite. Le maréchal Marmont, dans son délire d'être maréchal de France, ne savait comment exprimer sa reconnaissance pour l'empereur d'avoir été élevé à la première dignité militaire ; quoique depuis Marengo il ne se fût pas même trouvé sur un champ de bataille. Le sort l'en avait éloigné, et il voyait bien que cette distinction de l'empereur, dans la première occasion où il s'était fait voir en ligne, n'était qu'une marque de sa bienveillance pour lui. Il se regardait donc comme obligé à la justifier, plutôt qu'il ne la considérait comme une récompense, puisqu'il n'avait pas encore eu l'occasion de la mériter. Je me rappelle qu'un jour, étant allé à la chasse avec l'empereur, dans le parc du château impérial de Luxembourg, où résidait ordinairement l'empereur d'Autriche, je me trouvai revenir avec le maréchal Marmont. Nous étions tous deux seuls dans la même calèche ; il ne m'entretenait que de son bonheur, me répétant mille fois que la fortune l'avait servi à souhait, qu'il n'avait point d'enfans et n'en aurait vraisemblablement point ; que, conséquemment, il n'avait pas besoin de s'occuper d'acquérir des richesses, parce qu'en servant bien l'empereur, il lui ferait bien, tôt ou tard, cent mille écus de rente ; qu'avec cela, pourvu qu'il lui permît de vivre près de lui comme un de ses plus anciens amis, lorsqu'il n'aurait plus de guerre à faire, il serait heureux de lui consacrer sa vie et de l'employer à la direction de travaux qui intéressassent sa gloire. Rien ne paraissait plus noble que de tels sentimens.

De Krems l'empereur alla à Brunn pour voir le corps du maréchal Davout, qui était campé en grande partie sur l'ancien champ de bataille d'Austerlitz.

L'empereur logea à Brunn dans le même local qu'il avait occupé en 1805. Il reçut les autorités de la province,

qui profitèrent de l'occasion pour solliciter des dégrèvemens de charges. L'empereur leur répondit : " Messieurs, je " sens tout ce que vous souffrez ; je gémis avec vous des " maux que la conduite de votre gouvernement a fait tom-" ber sur vous ; je n'y puis rien. Il y a à peine quatre ans " que votre souverain me jura non loin d'ici, à la bataille " d'Austerlitz, que jamais il ne s'armerait contre moi ; je " croyais à une paix éternelle entre nous deux, et ce n'est " pas moi qui l'ai violée. Certainement si je n'avais pas " cru à la loyauté dont on m'avait fait tant de protesta-" tions, je ne m'en serais pas allé comme je l'ai fait alors. " Lorsque les monarques abusent des droits dont les a in-" vestis la confiance des peuples, et qu'ils attirent sur eux " autant de calamités, ceux-ci ont le droit de la leur re-" tirer."

Un des membres des autorités prit la parole pour justifier son maître, et finit sa réplique par cette phrase. " Rien ne " pourra nous détacher de notre bon François."

L'empereur reprit avec humeur : " Vous ne m'avez pas " compris, Monsieur, ou vous avez mal interprété ce que " je viens de dire comme principe général. Qui vous parle " de vous détacher de l'empereur François ? je ne vous ai " pas dit un mot de cela ; soyez-lui fidèle dans la bonne " comme dans la mauvaise fortune ; mais alors souffrez et " ne vous plaignez pas, parce qu'autrement c'est un reproche " que vous lui adressez."

Après avoir congédié les autorités, il alla visiter la citadelle de Brunn qu'il faisait armer et approvisionner. En en faisant le tour, il vit pendre un cordon par une des fénêtres de la prison ; à l'extrémité était attaché un morceau de papier avec ces mots : " Grâce ! grâce !" L'empereur me chargea de m'informer de ce que cela voulait dire, et, sur mon rapport, il ordonna qu'on fît paraître le soldat qui était dans cette prison, à la revue du corps d'armée

du maréchal Davout, qu'il passait le lendemain. Il alla parcourir toutes les positions qu'il avait fait occuper en 1805, et reconnaissait tous les chemins et les sentiers, aussi bien que s'ils avaient été ceux des environs de Saint-Cloud.

Le lendemain il visita la position qu'il avait la veille de la bataille, remonta sur le centon que défendait notre gauche, puis il revint à la butte où son bivouac avait été établi la nuit qui avait précédé la bataille. Il fit placer le corps du maréchal Davout dans le même ordre qu'observaient ceux des maréchaux Lannes et Soult avant de commencer l'action, et dans cette position, il en passa la revue, selon sa coutume, régiment par régiment, et n'en omettant pas un sans avoir parcouru les rangs de chaque compagnie, et vu chaque soldat. Il arriva au régiment auquel appartenait le soldat qui l'avait imploré la veille; son colonel l'avait fait mettre à sa droite. L'empereur était à pied; en s'approchant de la compagnie des grenadiers, il s'arrêta devant le soldat qui s'était mis à genoux, et demanda ce que cela voulait dire. Le colonel répondit que c'était l'homme qui lui avait demandé grâce hier à la citadelle. Là-dessus l'empereur, qui ne s'en souvenait plus, questionna et demanda dans quel cas il était. Ce malheureux homme, dans un moment d'ivresse, avait porté la main sur son supérieur, et il devait passer à un conseil de guerre, d'où il n'y avait aucune espérance de le sauver. L'empereur demanda tout haut: "Est-ce un brave homme?" Tous les grenadiers répondirent: "Oh! oui, sire, un bon soldat que nous "connaissons, et qui ne reste pas derrière." Alors l'empereur, s'approchant de ce malheureux qui était toujours à genoux, le prit par les deux oreilles, et lui secouant la tête, moitié par bonté et moitié avec un air de sévérité! il lui dit: "Comment, tu es un bon soldat, et tu fais des choses comme "celles-là! Dis-moi ce que tu serais devenu si j'avais "tardé à venir, seulement d'un jour." Puis lui ayant

donné deux tapes avec la main creuse, il lui dit : " Va-t-en " à ta compagnie, et n'oublie pas cette leçon." Dans ce moment il partit un cri de vive l'empereur ! de la droite à la gauche du régiment. Il aurait fallu entendre ces acclamations ! Comment pouvait-on s'étonner du délire qui s'emparait de l'esprit des troupes lorsqu'elles le voyaient passer ? Il leur laissait dire tout ce qu'elles voulaient, lorsqu'elles souffraient, et jamais elles ne lui auraient refusé de faire un effort, parce qu'elles étaient toujours enlevées et électrisées par sa présence.

La revue du corps d'armée dura très tard, et l'empereur ne rentra à Brunn qu'à la nuit. Tous les généraux dînèrent avec lui ce soir-là. En causant avec eux, il leur adressa cette question : " Voici la deuxième fois que je viens sur " le champ de bataille d'Austerlitz ; y viendrai-je encore " une troisième ?" On lui répondit : " Sire, d'après ce " que l'on voit tous les jours, personne n'oserait parier que " non."

Il partit de Brunn le lendemain, et vint par Goding, tout le long de la rivière de la Marche jusqu'à Marchek, et rentra à Vienne après avoir parcouru le champ de bataille de Wagram.

CHAPITRE XVI.

Grandes parades de Schœnbrunn.—L'empereur court le danger dê'tre assassiné.—Détails sur l'assassin.—L'empereur le fait comparaître devant lui.—Conversation avec ce jeune fanatique.—Distribution de faveurs au 15 août.—Nouvelles de l'état des affaires d'Espagne.—Réflexions de l'empereur à ce sujet.

Peu de jours après cette course, l'empereur alla passer la revue des Saxons, dont le quartier-général était à Presbourg ; il revint de cette visite faire celle de Raab et du cours de la rivière de ce nom. Il traversa le lieu des conférences diplomatiques, où il donna une courte audience aux plénipotentiaires. En rentrant à Vienne, au retour de cette revue d'une grande partie des cantonnemens de l'armée, il pressa encore davantage les travaux militaires : on travaillait comme si l'armistice allait être rompu. On le croyait, parce que l'on ne voyait rien de rassurant dans tout ce qui se passait depuis l'ouverture des conférences.

L'empereur avait tous les jours, dans la cour du château de Schœnbrunn, une grande parade, à laquelle il faisait venir successivemeut les hommes qui sortaient des hôpitaux, ainsi que tous les régimens qui avaient le plus souffert, afin de s'assurer par lui-même si on les soignait, et s'il leur rentrait du monde. Ces parades attiraient beaucoup de curieux, qui venaient exprès de Vienne pour voir cet imposant spectacle. Il avait soin de faire assister à ces cérémonies militaires tous les généraux et administrateurs de l'armée qui étaient à une distance raisonnable, et c'était dans ces occasions-là qu'il se faisait rendre compte des causes de la non-exécution des ordres qu'il avait donnés. C'est à une de ces parades qu'il manqua d'arriver un événement sur lequel on a fait mille ver-

sions déraisonnablas. Nous étions à la fin de septembre; l'empereur passait la revue de quelques régimens de ligne dans la cour du château de Schœnbrunn; il y avait toujours un monde prodigieux à ces parades, et l'on mettait des sentinelles de distance en distance pour écarter la foule.

L'empereur venait de descendre le perron du château, et traversait la cour pour gagner la droite du régiment qui formait la première ligne, lorsqu'un jeune homme de bonne mine s'échappa de la foule dans laquelle il était à attendre l'arrivée de l'empereur, et vint au devant de lui, en demandant à lui parler. Comme il s'expliquait assez mal en français, l'empereur dit au général Rapp, qui était là, de voir ce que voulait ce jeune homme. Le général Rapp vint lui parler; mais ne pouvant pas comprendre ce qu'il lui disait, il le regarda comme un pétitionnaire importun, et dit à l'officier de gendarmerie de service de le faire retirer. Celui-ci appelle un sous-officier, et faire conduire le jeune homme en dehors du cercle, sans y donner plus d'attention. On n'y pensait plus, lorsque l'empereur revenant à la droite de la ligne des troupes, le même jeune homme qui avait passé en arrière de la foule, sortit précipitamment du point où il s'était porté en second lieu, et vint de nouveau parler à l'empereur qui lui répondit: "Je ne puis vous comprendre; voyez le "général Rapp." Le jeune homme portait la main droite dans la poitrine comme pour prendre une pétition, lorsque le prince de Neuchâtel, en le prenant par le bras, lui dit: "Monsieur, vous prenez mal votre temps; on vous a dit "de voir le général Rapp." Pendant ce temps, l'empereur avait marché dix pas le long du front des troupes, et Rapp l'avait suivi. C'est alors que le prince de Neuchâtel dit à l'officier de gendarmerie de conduire ce jeune homme hors du cercle et de l'empêcher d'importuner l'empereur.

L'officier de gendarmerie avait de l'humeur d'être ainsi dans le cas de renvoyer deux fois le même homme. Il le fit

un peu rudoyer, et c'est en le prenant au collet qu'un des gendarmes s'aperçut qu'il avait quelque chose dans sa poitrine, d'où l'on tira un énorme couteau de cuisine, tout neuf, auquel il avait fait une gaîne de plusieurs feuilles de papier gris, ficelée avec du gros fil. Les gendarmes le menèrent chez moi, pendant que l'un d'eux venait me chercher. Pour éviter des longueurs, je rapporterai en peu de mots son aventure.

Ce jeune homme était le fils d'un ministre protestant d'Erfurth ; il n'avait pas plus de dix-huit à dix-neuf ans, avec une physionomie qui n'aurait pas été mal à une femme ; il avait entrepris de tuer l'empereur, parce qu'on lui avait dit que les autres souverains ne feraient jamais la paix avec lui ; et comme l'empereur était plus fort qu'eux tous, il avait résolu de le tuer pour que l'on eût plus tôt la paix.

On lui demanda quelle lecture il aimait. Il répondit : "L'histoire ; et dans toutes celles que j'ai lues, il n'y a que "la vie de la Vierge d'Orléans* qui m'ait fait envie, parce "qu'elle avait délivré la France du joug de ses ennemis ; et "je voulais l'imiter."

Il était parti d'Erfurth sur sa seule résolution, emmenant un cheval de son père ; le besoin le lui avait fait vendre en chemin, et il avait écrit à son père de ne pas s'en mettre en peine ; que c'était lui qui l'avait pris, pour exécuter un voyage qu'il avait promis de faire, ajoutant que l'on entendrait bientôt parler de lui. Il avait été deux jours à Vienne à prendre des renseignemens sur les habitudes de l'empereur, et était venu à la parade une première fois pour étudier son rôle et voir où il pourrait se placer. Lorsqu'il eut tout reconnu, il alla chez un coutelier acheter cet énorme couteau de cuisine que l'on trouva sur lui, et revint à la parade pour exécuter son projet.

* *La Pucelle.*

Pendant que le jeune homme me faisait cet aveu, la parade défilait, et je ne rejoignis l'empereur que dans son cabinet, pour lui rendre compte du danger qu'il avait couru sans s'en douter. Le général Rapp le lui avait déjà rapporté, et il ne voulait pas y croire, jusqu'à ce que, lui ayant montré le couteau pris sur le jeune homme, il répondit d'un air à moitié moqueur : "Ah! cependant il paraît qu'il y a quelque chose ; "allez me chercher le jeune homme, je veux le voir."

Il retint les généraux qui avaient assisté à la parade, et qui étaient encore dans les salles du château, et leur parla de cette aventure. J'arrivai avec le jeune homme. En le voyant entrer, l'empereur fut saisi d'un mouvement de pitié, et dit : "Oh ! oh ! cela n'est pas possible, c'est un enfant." Puis il lui demanda s'il le connaissait. Celui-ci, sans s'ébranler, lui répondit : "Oui, sire."

L'Empereur.—"Et où m'avez-vous vu ?"

Réponse.—"A Erfurth, sire, l'automne passé."

L'Empereur.—"Pourquoi vouliez-vous me tuer ?"

Réponse.—"Sire, parce que votre génie est trop supérieur à celui de vos ennemis et vous a rendu le fléau de notre patrie."

L'Empereur.—"Mais ce n'est pas moi qui ai commencé la guerre ; pourquoi ne tuez-vous pas l'agresseur ? cela serait plus juste."

Réponse.—"Oh non ! sire ! Ce n'est pas votre majesté qui a fait la guerre ; mais comme elle est toujours plus forte et plus heureuse que tous les autres souverains ensemble, il était plus aisé de vous tuer que d'en tuer tant d'autres, vos ennemis, qui ne sont pas aussi à craindre parce qu'ils n'ont pas autant d'esprit."

L'Empereur.—"Comment auriez-vous fait pour me tuer ?"

Réponse.—"Je voulais vous demander si nous aurions bientôt la paix, et si vous ne m'aviez pas répondu, je vous aurais plongé le couteau dans le cœur."

L'Empereur.—" Mais les militaires qui m'entourent vous auraient d'abord arrêté avant que vous n'eussiez pu me frapper, ensuite ils vous auraient mis en pièces."

Réponse.—" Je m'y attendais bien, mais j'étais résolu à mourir."

L'Empereur.—" Si je vous faisais mettre en liberté, iriez-vous chez vos parens, et abandonneriez-vous votre projet ?"

Réponse.—" Sire, si nous avions la paix, oui ; mais si nous avons encore la guerre je l'exécuterai."

L'empereur fit appeler le docteur Corvisart qui avait été mandé quelques jours auparavant de Paris à Vienne, où il était arrivé. Comme dans ce moment il se trouvait dans les appartemens de l'empereur, il le fit entrer, et, sans lui rien expliquer, il lui fit tâter le pouls à ce jeune homme et lui demanda comment il était. M. Corvisart lui répondit que le pouls était un peu agité, mais que l'homme n'était point malade ; que cette agitation n'était qu'une légère émotion nerveuse. Ce fut alors que l'empereur lui dit : " Eh bien ! " ce jeune homme vient de cent lieues d'ici pour me tuer ;" il lui conta ce que je viens de dire.

On ramena ce malheureux jeune homme à Vienne, où il fut traduit à un conseil de guerre et exécuté. On l'avait mis en prison à Vienne ; l'empereur partit pour Paris sans donner d'ordre à son égard : ces détails-là ne le regardaient pas, et ce fut l'autorité qui remettait Vienne aux Autrichiens, qui traduisit ce jeune homme devant une commission militaire avec les documens qui existaient sur lui. Il était difficile que l'on osât prendre sur soi de ne pas en débarrasser la société.

Cette singulière aventure fit penser plus d'une bonne tête : on avait vu combien il s'en était peu fallu qu'elle ne réussît, et on commença à craindre que l'exemple de ce jeune fanatique ne trouvât des imitateurs. Puis comme on oublie tout, cette affaire passa comme les autres. Elle fut cependant sue

à Vienne, et on ne manqua pas de trouver des hommes qui prétendirent qu'elle avait des ramifications; on eut beaucoup de peine à se convaincre que le projet n'était sorti que de cette jeune tête.

Après que l'empereur eut réuni son armée en aussi bon état qu'elle pouvait l'être après une si laborieuse campagne, il la fit manœuvrer souvent, et entretenait ainsi dans l'esprit des habitans une opinion morale, qui lui aurait été favorable, s'il avait dû recommencer les hostilités. C'est au 15 août 1809 que l'empereur, étant à Vienne, nomma le prince de Neuchâtel prince de Wagram, le maréchal Masséna prince d'Essling, et le maréchal Davout prince d'Eckmühl. Il créa ducs les ministres de la guerre, de la justice, des finances et des relations extérieures (c'est-à-dire MM. Clarke, Reynier, Gaudin et Champagny), ainsi que le ministre-secrétaire d'Etat, M. Maret. Les maréchaux Macdonald et Oudinot furent également nommés, le premier duc de Tarente, et le second duc de Reggio. Il y eut ce jour du 15 août, anniversaire de la naissance de l'empereur, un *Te Deum* chanté à la métropole de Vienne, auquel assistèrent les généraux de l'armée ainsi que les magistrats de la ville.

On venait d'apprendre par la voix publique, et particulièrement par les journaux anglais, qu'il s'était livré en Espagne une bataille entre notre armée et l'armée anglaise, et que le résultat avait été heureux pour celle-ci. Nous attendions tous les jours le courrier qui devait en apporter l'avis officiel avec des détails; mais la difficulté des communications entre Madrid et Bayonne ne permettait pas que l'impatience de l'empereur fût satisfaite. On attendit environ quinze jours avant de voir arriver M. Carion de Nisas, qui était porteur de cette nouvelle; il avait assisté à la bataille, et était bien informé de tout ce qui concernait nos affaires en Espagne. Tout ce qu'il raconta à l'empereur lui donna beaucoup d'humeur, et il disait hautement que, bien

que sa meilleure armée fût en Espagne, on n'y faisait que des sottises. Je n'ai point fait cette campagne, mais voici ce que j'en ai appris.

Le maréchal Soult, après sa malheureuse affaire d'Oporto, s'était retiré par Guimarens, Montolegne et Orense sur Luego, où il rejoignit le maréchal Ney, qui avait évacué la Corogne et réuni son corps d'armée. Il avait été obligé de prendre cette route, parce que les Anglais l'avaient débordé, et prolonger son mouvement en passant par Amarante et Chavez. Ces troupes anglaises étaient un détachement considérable de l'armée de lord Wellington, qui, pendant cette opération d'une partie de son armée, remontait la vallée du Tage avec le reste, en même temps qu'une armée espagnole s'avançait par la Manche sur Tolède.

Les maréchaux Soult et Ney, réunis à Luego, se concertèrent et convinrent de faire ensemble un mouvement sur Orense pour battre les Anglais, et disperser les rassemblemens d'insurgés qui les avaient déjà rejoints. Ils partirent en effet pour se porter sur Orense : mais, avant d'arriver à ce point, le maréchal Soult prit à sa gauche et vint gagner Sanabria ; le maréchal Ney prétendit qu'il ne l'avait pas prévenu de ce changement de résolution, qui le mit dans une position critique, ne l'ayant appris que par un incident ; le maréchal Soult dit lui en avoir fait part. Lequel des deux croire ? Je n'en sais rien ; mais il n'est pas présumable que le maréchal Soult ait pris plaisir à compromettre le maréchal Ney : ce qui est plus vraisemblable, c'est que l'ordonnance ou officier porteur de l'avis aura été pris en chemin.

Quelle que soit la manière dont le maréchal Ney ait été averti, il suivit le mouvement du maréchal Soult en évacuant toute la Galice, et ces deux corps vinrent passer l'Exla à Saint-Cébrian, pour se porter sur Zamora. Ils vinrent ensuite par Salamanque à Plasencia, où ils furent rejoints par le corps du maréchal Mortier, qui arrivait directement de Valla-

dolid. Ces trois corps étaient réunis à Plasencia, lorsque lord Wellington, en remontant la vallée du Tage avec toute son armée, s'avança jusqu'à Talavera de la Reyna. Au bruit de son approche, le roi était parti de Madrid, avec les maréchaux Jourdan, Victor, et le corps du général Sébastiani. Cette armée s'avança à la rencontre des Espagnols sur la route de Madrid à Tolède, et à la rencontre des Anglais sur celle de Madrid à Talavera.

Le roi fit prévenir les maréchaux réunis à Plasencia de son mouvement, et leur ordonna de passer et de descendre dans la vallée du Tage. Soit que son ordre arrivât trop tard, soit que lui-même eût trop précipité son mouvement offensif sur l'armée anglaise, on n'obtint pas ce que l'on avait espéré par un mouvement de manœuvre ; on réunit tout ce que l'on put du corps qui observait les Espagnols (c'était celui de Sébastiani) à celui que les maréchaux Jourdan et Victor commandaient en avant sur Talavera, et on attaqua maladroitement l'armée anglaise, qui se trouvait dans la situation la plus avantageuse où la fortune pouvait la placer pour nous, si les corps de Plasencia avaient pu prendre part à l'action. Au lieu de cela, on l'engagea avec des troupes venues de Madrid ; on se disputa les hauteurs des positions, on perdit des deux côtés beaucoup de monde, et on n'obtint aucun résultat. L'armée du roi, ne comptant plus sur l'attaque des trois maréchaux qui étaient à Plasencia, se retira pour se réunir au corps qui était opposé aux Espagnols, et couvrir Madrid.

L'armée anglaise fut obligée de se retirer le lendemain, ayant eu avis de la marche de l'armée des trois maréchaux, qui, étant partie de Plasencia, pouvait arriver avant elle, non seulement au pont d'Almaraza, mais à celui de l'Arzobispo, qui étaient, surtout ce dernier, les seuls points de retraite du général Wellington.

Il ne fallait pas l'attaquer avant qu'on ne fût en mesure de les occuper lorsqu'il se serait présenté pour repasser le Tage ;

il n'y avait même aucun inconvénient à laisser attaquer les trois maréchaux les premiers, et à se tenir prêt à suivre l'armée anglaise dans le mouvement rétrogade qu'elle aurait dû faire pour aller défendre son point de retraite. On aurait pu alors l'engager, et même la forcer à une action désastreuse pour elle ; au lieu de cela, on a été lui présenter une occasion d'assurer sa retraite en faisant battre le corps destiné par sa position à la poursuivre : aussi arriva-t-elle sans accident au pont de l'Arzobispo, qu'elle trouva libre, et elle n'eut aucun engagement avec l'armée des maréchaux. Cette campagne était le début de lord Wellington dans la carrière de gloire qu'il a parcourue avec tant d'éclat depuis ; et nous étions destinés à voir les meilleures troupes de France, celles de Boulogne, d'Austerlitz et de Friedland, condamnées à recevoir des humiliations des ennemis, parce qu'elles étaient confiées à des mains qui n'en surent pas tirer parti. L'empereur levait les épaules de pitié en écoutant ces détails, et nous qui étions témoins de la différence qu'il y avait entre l'armée d'Espagne et celle qu'avait l'empereur en Allemagne, où il venait d'exécuter de si prodigieuses choses, nous faisions déjà de tristes réflexions sur l'état où la France pourrait être réduite lorsqu'il n'y serait plus.

L'empereur nous disait, en parlant de ceux qui commandaient en Espagne (sans désigner personne) : " Ces gens-là " ont bien de la présomption ; on m'accorde un peu plus de " talent qu'à un autre, et pour livrer bataille à un ennemi " que je suis accoutumé à battre, je ne crois jamais avoir " assez de troupes ; j'appelle à moi tout ce que je puis réunir : " eux s'en vont avec confiance attaquer un ennemi qu'ils ne " connaissent pas, et n'emmènent que la moitié de leur " monde ! Peut-on manœuvrer ainsi ? Il faudrait que je " fusse partout. Que n'ai-je eu ici les trois corps de Soult, " Ney et Mortier, j'en aurais fait voir de belles à ceux-ci " (les Autrichiens) !

Il n'avait effectivement qu'un seul corps d'infanterie, celui du maréchal Davout, qui fût composé d'aussi bonnes troupes que celles qui étaient en Espagne. Cette bataille de Talavera donna à l'empereur un chagrin qui dura plusieurs jours ; il concevait aisément une mauvaise fortune de guerre, mais une faute que l'on pouvait éviter diminuait tout de suite la bonne opinion qu'il avait eue de celui qui l'avait commise. Malgré cela, il avait une bonté naturelle pour tous ceux qui avaient servi sous lui long-temps, et quoiqu'il les grondât parfois, il leur fournissait presque aussitôt les moyens de rentrer en grâce. Il ne pardonnait rien aussi facilement que les torts que l'on avait eus envers lui personnellement. Une bonne action détruisait, dans son esprit, l'effet de dix fautes ; mais un manque à l'honneur ou un manque de courage perdait sans retour celui qui s'en rendait coupable.

CHAPITRE XVII.

Les conférences sont transportées à Vienne.—Chimères de quelques intrigans.—Anecdote à ce sujet.—La paix est signée.—On fait sauter les remparts de Vienne.—Deux enfans viennent de France demander la grâce de leur mère.—Regret de l'empereur.—Singulière méprise.

On avait les yeux trop ouverts sur nos affaires dans toute l'Allemagne, pour ignorer les moindres de nos revers ; nos ennemis les comptaient comme autant d'avantages pour eux, et en devenaient plus difficiles dans les conférences où l'on traitait de la paix.

L'empereur était impatient des lenteurs des négociations, et, voulant avoir ses plénipotentiaires plus à sa portée, il avait transféré à Vienne le siége des conférences. C'était alors le prince Jean de Lichtenstein qui était le principal plénipoten-

tiaire pour l'Autriche. Ce changement fut cause que l'on savait à peu près dans tout Vienne les plus petits détails de ce qui se passait à ces conférences ; cela intéressait trop de monde pour que l'on eût rien négligé de ce qui pouvait faire découvrir quelques particularités. Il y avait autour de l'empereur quelques hommes qui s'opiniâtraient à croire que l'Autriche était disposée à ne pas rester plus long-temps sous le joug d'un gouvernement qui attirait sur elle autant de maux. Ces hommes ne laissaient échapper aucune occasion d'entretenir l'empereur de chimères qu'ils lui rapportaient comme l'opinion de plusieurs citoyens éclairés de Vienne, tandis que ce n'étaient que les rêves de quelques hommes à mouvement, dont les capitales ne manquent jamais. Dans presque tous les pays, ces intrigans paraissent avoir le privilége de duper les hommes de bien, et ceux de Vienne semblèrent avoir complètement réussi près des hommes les plus marquans de tout ce qui était à l'armée de l'empereur. Voici une anecdote qui m'a été racontée par un témoin oculaire. Le maréchal Bessières était à sa première sortie, depuis la blessure qu'il avait reçue à Wagram ; il était venu voir l'empereur à l'heure de son déjeuner, ce qui avait lieu après la parade ; l'empereur avait fait entrer le maréchal Bessières depuis quelques instans, lorsqu'on lui annonça un personnage qu'il fit entrer sans le laisser attendre. L'empereur, qui n'était pas accoutumé à le voir à cette heure-là, lui demanda d'un ton gai : « Qu'y a-t-il « de nouveau ? que disent les habitans de Vienne ? » Croirait-on qu'il répondit de bonne foi : « Sire, ils sont pénétrés d'ad« miration pour V. M., et chacun d'eux voit, dans le soldat « qu'il a à loger, un protecteur près du nouveau souverain « qu'il plaira à V. M. de leur donner ? »

L'empereur ne répondit pas, parce qu'il ne croyait pas un mot de cela. Il finissait son déjeuner lorsque je me fis annoncer comme ayant un compte à lui rendre ; il était en assez belle humeur, et me demanda aussi ce que disaient les Vien-

nois. Je lui répondis "qu'ils nous donnaient à tous les dia-" bles du matin au soir, et que bien sûrement ils entrepren-" draient de se défaire de nous, si nous devions prolonger" notre séjour parmi eux." L'empereur me répliqua (le maréchal Bessières présent) : "Ceci me paraît plus croyable, et il" ne faut pas s'abuser. Si la paix ne se fait pas, nous allons" être entourés de mille Vendées ; je n'écoute pas les faiseurs" de contes ; il est temps de s'arrêter. Aussi j'espère finir" dans deux ou trois jours ; cela ne tient qu'à des bagatelles." Effectivement, la paix fut signée très peu de jours après. Avait-on fait circuler le bruit d'un projet de changement de dynastie pour effrayer la maison d'Autriche et la faire hâter dans ses décisions ? Je l'ignore ; mais, bien certainement, l'empereur n'a pas eu cette idée-là, qui pouvait lui amener la guerre avec les Russes, indépendamment des deux guerres qu'il avait déjà, et qu'il soutenait au moyen de tous les efforts de son habileté. Je sais bien qu'on lui a supposé le projet de former un parti dans la nation, et de proclamer le grand-duc de Wurtzbourg empereur d'Autriche ; mais je ne crois pas qu'il ait jamais songé à une pareille chose. Il avait trop à faire en France et en Espagne pour s'engager dans une entreprise qui aurait infailliblement prolongé son séjour à Vienne.

Je me rappelle même qu'à cette époque, il me donna ordre de faire partir de Paris un équipage de campagne en chevaux de selle, train, etc., pour Bayonne, et, en même temps, d'écrire au grand-écuyer du roi d'Espagne, pour que le roi lui envoyât quelques-uns de ses meilleurs chevaux à Burgos, où il comptait se rendre de suite.*

La paix ayant été signée, elle fut envoyée à la ratification de l'empereur d'Autriche, qui ne tarda pas à la donner. L'empereur fit une proclamation aux habitans de Vienne, dans la-

* Je faisais le service du grand écuyer pendant cette campagne, M. Caulaincourt étant en Russie, et le général Nansouty à sa division.

quelle il les remerciait des soins qu'ils avaient donnés aux blessés de l'armée ; il leur témoignait combien il avait souffert de ne pouvoir alléger les maux qui avaient pesé sur eux, ajoutant que cette considération l'avait en partie décidé à terminer la guerre, plus que la crainte de la chance des batailles. Il terminait par leur dire que, si, pendant son long séjour près de leur capitale, il ne s'était pas montré davantage au milieu d'eux, c'était parce qu'il n'avait pas voulu détourner leurs respects et leurs hommages de l'amour qu'ils portaient à leur souverain. Ces adieux firent beaucoup de plaisir aux habitans de Vienne.

L'empereur leur avait laissé prendre un peu de licence. L'hiver approchait ; le petit peuple était très malheureux ; il leur laissa couper du bois dans les forêts impériales, et répondait aux employés autrichiens, qui voulaient les en empêcher en faisant faire des représentations à l'empereur : " Mais " comment ferait l'empereur votre maître ? Il faudra bien que, " non seulement il chauffe les malheureux, mais il faudra qu'il " les nourrisse : laissez-leur prendre du bois, et mettez cela " sur mon compte.*

Les magistrats de Vienne vinrent prendre congé de lui ; ils lui demandèrent d'épargner les remparts de la ville, que l'on avait minés depuis un mois pour les faire sauter. L'empereur le leur refusa, en observant qu'il était même dans leur intérêt qu'ils fussent détruits, parce qu'il ne prendrait plus fantaisie à qui que ce fût d'exposer leur ville à être brûlée, pour satisfaire une ambition particulière. Il dit que cela avait même été son projet en 1805 ; mais qu'ayant été exposé, cette fois-ci, ou à incendier Vienne, ou à courir des chances fâcheuses, s'il n'avait pu s'en faire ouvrir les portes, il ne voulait plus à l'avenir être dans ce cas. Les magistrats furent obligés de se

* L'empereur a eu la pensée de faire paver les faubourgs de Vienne, qui ne le sont pas : il voulait, disait-il, laisser ce souvenir aux Viennois, mais il n'en a pas eu le temps.

retirer, et lorsque l'empereur fut parti, on mit le feu aux différens fourneaux de mine qui avaient été établis sous les angles saillans de l'enceinte de la place ; il y eut, après l'explosion, seize ouvertures considérables. On fut très sensible à Vienne à cette opération; on la regarda comme une flétrissure ; mais l'empereur n'avait que l'intention d'ouvrir la place de manière à ce qu'on ne pût pas la défendre, et nullement celle d'humilier la population.

Nous entendîmes la détonation de ces fourneaux à quelque distance de Schœnbrunn. Par le traité de paix, on avait stipulé un temps déterminé pour évacuer la capitale et les Etats autrichiens ; ce fut le maréchal Davout qui fut chargé de l'arrière-garde, et de remettre le pays aux autorités autrichiennes. Il resta, en conséquence, encore quelque temps à Vienne.

On a souvent parlé d'exécutions et on a mis sur le compte de l'empereur des actes de rigueur auxquels il n'avait aucune part ; il a toujours sanctionné des jugemens rendus, mais jamais il n'a ordonné que l'on traduisît qui que ce soit en jugement sans qu'auparavant il n'y ait eu une information de suite, et qu'on ne lui ait présenté un rapport accompagné d'une proposition, soit pour la mise en jugement ou en liberté ; et toujours il approuvait ce qu'on lui proposait. Avant de partir de Vienne, il arriva une circonstance qui l'indisposa contre le ministre de la police.

L'empereur rentrait un jour d'une course à cheval ; il trouva dans la cour du château une dame d'un extérieur respectable accompagnée de deux petits enfans ; tous trois étaient en noir. L'empereur crut un instant que c'était la veuve de quelque officier tué à la bataille. Il s'approcha d'eux avec intérêt. Sa contenance changea quand il apprit qu'elle amenait ces enfans de Caen en Normandie pour solliciter de l'empereur la grâce de leur mère, condamnée à mort par le tribunal criminel de cette ville.

L'empereur n'avait, pour le moment, aucun souvenir d'avoir entendu parler de cette affaire ; il voyait cependant qu'elle devait être bien sérieuse pour que l'on fût venu de si loin pour lui demander la grâce d'une condamnée. Cette dame n'était munie d'aucune lettre de recommandation ; elle venait absolument surprendre un mouvement de sensibilité à l'empereur, qui lui demanda le nom de la personne en faveur de laquelle elle intercédait. C'est alors qu'elle nomma madame de D***; ce nom rappela à l'empereur toute l'affaire, et il répondit à cette dame qu'il était fâché de ne pouvoir la dédommager d'un aussi pénible voyage que celui qu'elle venait de faire, mais qu'il ne pouvait lui répondre sans connaître l'opinion du conseil, surtout sur un cas comme celui dont il était question, parce qu'il rappelait à son esprit des circonstances tellement graves, qu'il ne croyait pas pouvoir user du droit de faire grâce dans cette occasion.

J'ai vu le moment où il allait l'accorder ; son cœur avait déjà prononcé, mais d'autres considérations lui parlaient plus haut que la sensibilité ; il était fort en colère contre le ministre de la police, qui, après avoir fait un grand éclat de cette affaire et s'en être fait un mérite, donnait ensuite des passe-ports pour que l'on vînt lui demander grâce de l'exécution d'un jugement sur lequel il ne lui avait rien écrit ; il disait avec raison : “ Si c'est un cas graciable, pourquoi “ ne me l'avoir pas écrit ? et s'il ne l'est pas, pourquoi avoir “ donné des passe-ports à une famille que je suis obligé de “ renvoyer désolée ?” Il se plaignit beaucoup de ce manque de tact de la part du ministre de la police.

La personne pour laquelle on demandait grâce à l'empereur était une madame D***, divorcée d'avec son mari, et vivant fort légèrement avec tout le monde. Après son divorce elle s'était retirée chez sa mère avec ses deux enfans;

elle habitait un château à sept ou huit lieues de Caen, sur le bord d'une route.

Plusieurs fois la messagerie avait été arrêtée et volée non loin de là, sans que l'on pût parvenir à découvrir les auteurs de ce brigandage, qui était exercé par des hommes se disant chouans et royalistes, pour cacher leur honteux trafic, mais qui, au fait, ne faisaient que voler pour leur compte particulier. On cherchait partout des traces de ces voleurs, lorsqu'un incident, qu'il serait trop long de raconter, vint en faire découvrir quelques-uns ; on eut bientôt les autres : ils étaient tous de ce qu'on appelait autrefois des gens comme il faut, appartenant à de bonnes familles ; mais ayant fréquenté de mauvaises compagnies, ils s'étaient perdus. Madame D*** s'était associée à eux au point de leur donner asile dans son château, où ils se réunissaient pour aller commettre le vol, et où ils revenaient ensuite pour le partager après l'avoir exécuté. Ses désordres l'avaient conduite à cet état d'abaissement. Elle fut traduite devant le tribunal d'après les dépositions des complices ; elle y fut convaincue et condamnée. Son avocat lui avait probablement conseillé de se déclarer enceinte, afin d'obtenir une suspension à son exécution, et avoir le temps d'envoyer sa mère et ses enfans demander sa grâce.

Si elle pouvait l'obtenir sans blesser la morale publique, c'était au ministre à en informer l'empereur ; si elle ne le pouvait pas, le ministre ne devait pas laisser entreprendre un voyage à une famille qui s'en est retournée pleurant tout le long du chemin, et laissant croire qu'elle était victime de la cruauté de l'empereur.

Il arriva encore, avant de partir de Vienne, une aventure d'une autre espèce qui aurait pu avoir des suites désagréables, si l'empereur n'avait pas été si bien servi, que l'on y remédia sur-le-champ, sans que cela pût paraître.

Il venait de signer la paix, et avait dicté à M. de

Menneval, son secrétaire intime, deux lettres, l'une pour l'empereur d'Autriche, et l'autre pour l'empereur de Russie. Il n'attendit pas qu'elles fussent copiées, et alla voir défiler la parade. M. de Menneval, les ayant achevées, les mit sur le bureau de l'empereur afin qu'il les lût et les signât à son retour (l'empereur avait l'habitude de relire ce qu'il dictait) ; il disposa aussi deux enveloppes auxquelles il mit d'avance les adresses pour avoir plus tôt expédié les lettres au retour de l'empereur, qui ne tarda pas à rentrer.

Il lut et signa les deux lettres, et, pendant que M. de Menneval ajoutait à l'une d'elles ce qu'il venait de lui ordonner, il s'amuse à ployer l'autre lui-même, à la mettre dans l'enveloppe, à la cacheter, et va lui-même la donner au général autrichien Bubna, qui était, depuis la parade, à attendre dans le salon voisin. Celui-ci était déjà parti pour le quartier-général de l'empereur d'Autriche, lorsque Menneval, voulant mettre la deuxième lettre dans l'enveloppe, trouva que c'était l'enveloppe de l'empereur de Russie qui était restée, et il avait en main la lettre destinée à l'empereur d'Autriche ; en sorte que le général Bubna était parti avec la lettre destinée à l'empereur de Russie, dans l'enveloppe à l'adresse de l'empereur d'Autriche. Il n'est pas nécessaire, je crois, d'ajouter que ce n'était pas la même chose : aussi l'empereur vint-il lui-même pour faire courir après le général Bubna, que l'on joignit hors des grilles du château ; on lui dit que l'empereur désirait qu'il revînt, parce qu'il avait quelque chose à ajouter à la lettre dont il était porteur. On les remit chacune dans leur enveloppe, et cela ne se sut pas. Depuis cette anecdote, l'empereur ne se mêla plus de l'expédition de ses dépêches, et laissa ce soin à M. de Menneval, qui ne le quittait pas un seul jour.

CHAPITRE XVIII.

Pertes de l'Autriche.—Départ pour la France.—Arrivée à Fontainebleau.—M. de Montalivet.—Opinion de l'empereur sur cette famille.—Les rois de Saxe, de Wurtemberg et de Bavière à Paris.—Véritable motif du divorce de l'empereur.—Le prince Eugène chargé d'en parler à l'impératrice.—Cérémonie du divorce.

Par le traité de paix, l'Autriche perdit à peu près trois millions d'habitans; elle céda la Galicie avec les provinces illyriennes, et quelques territoires dans l'Innviertel, ainsi que le pays de Salzbourg. Les princes confédérés d'Allemagne eurent quelques augmentations de territoire; la Bavière particulièrement se trouvait doublée en population depuis 1805, et dans les deux guerres l'empereur avait remis deux fois sur le trône le souverain de ce pays; son armée avait acquis une gloire nationale en combattant avec nous. L'empereur aimait les Bavarois; le général Wrede, entre autres, était un de ceux qu'il distinguait le plus. Avant de quitter l'Allemagne, il lui donna une terre de 36,000 livres de rente; elle était située à la frontière de la Bavière, dans la portion de territoire qu'elle acquérait sur l'Autriche par ce traité de paix.

Il fallait que l'Autriche eût eu bien peur des suites d'une reprise d'hostilités pour s'être imposé de pareils sacrifices, ou bien qu'en y souscrivant elle eût conservé une arrière-pensée, parce que dans le nombre il y en avait d'incompatibles avec son existence. Il me semble que, si cela m'eût concerné, je me serais fort méfié de cette résignation. Je ne sais pas si l'empereur y croyait beaucoup; mais ce qui est certain, c'est qu'en partant de Vienne il vint à Passau

sur l'Inn, où il faisait exécuter des travaux de fortifications immenses, et qu'en les visitant tous, non seulement il n'ordonna pas d'en ralentir l'activité, mais au contraire il recommanda de mettre cette place dans le meilleur état de défense. Il avait ordonné que l'on y conduisît l'artillerie qu'on avait prise à Vienne. Il resta deux jours à Passau à attendre un courrier de Vienne que devait lui expédier M. de Champagny, et ce n'est qu'après l'avoir reçu que définitivement il partit pour la France.

Nous vînmes de Passau à Landshut, et de Freysing à Munich, où l'empereur fut reçu comme un véritable libérateur ; la cour était au château de Nymphenbourg : c'est là où l'empereur descendit ; il resta deux ou trois jours chez le roi de Bavière, et vint ensuite à Augsbourg chez l'ancien électeur de Trèves, qui, depuis le congrès de Ratisbonne était évêque d'Augsbourg. Il dîna avec lui, et partit de suite pour Stuttgard. Il voulut s'arrêter à Ulm chez M. de Grawenrenth, gouverneur civil du cercle, qui avait été ministre du roi de Bavière près de lui pendant la campagne de 1805. Il y soupa, et, ayant voyagé la nuit, il arriva le lendemain de bonne heure chez le roi de Wurtemberg, dont la cour était rentrée à Stuttgard : on lui fit une réception très-brillante ; il y resta également un jour, passa de même quelques instans à Carlsruhe, et arriva à Strasbourg, où il ne s'arrêta que le temps nécessaire pour recevoir des rapports sur tout ce qu'il avait ordonné de faire dans cette place et à Kehl. De là il ne s'arrêta plus jusqu'à Fontainebleau, où il avait ordonné à sa maison de venir le recevoir, ainsi qu'aux ministres de lui apporter leur travail. Mais il avait voyagé si vite, qu'il arriva le premier. Il n'y avait pas encore un domestique d'arrivé ; il attendit tout le monde en visitant les appartemens neufs qu'il avait fait faire. C'est cette année que l'on s'est servi, pour la première fois, du bâtiment situé dans la cour du Cheval Blanc, où était auparavant l'école militaire, qui

venait d'être transférée à Saint-Cyr. Il l'avait fait arranger en appartemens d'honneur, pour donner de l'ouvrage aux manufactures de Lyon et aux ouvriers de Paris. Ce qu'il vint de monde de toutes parts, pour le voir, ne peut se rendre; on ne trouvait pas d'expressions assez fortes pour lui exprimer son amour et son dévoûment. S'il est un monarque autorisé à compter sur les hommages des peuples qu'il gouverne, quel est celui qui en a reçu plus de témoignages que l'empereur n'en a reçu des Français et des populations d'un grand nombre d'autres pays ?

L'impératrice, qui était à Saint-Cloud, vint à Fontainebleau, et peu d'heures après son arrivée dans cette résidence, il y eut une réunion de toutes les dames les plus gracieuses dont cette cour a été le modèle. Il y en avait très peu qui n'eussent pas un mari, un frère, ou un fils, soit avec l'empereur, soit dans l'armée, et je ne crois pas qu'il ait oublié une seule fois de leur en donner lui-même des nouvelles en même temps qu'il leur en demandait des leurs. Dans ces occasions-là, il était moins un monarque qui venait recevoir des hommages et des marques de soumission, qu'un bon et excellent père qui aimait à voir réuni autour de lui tout ce qui touchait de près aux familles qu'il avait associées à sa destinée. Ce palais de Fontainebleau avait été tiré de l'état de ruine dans lequel il était tombé, et se trouvait, comme par magie, rétabli dans un état de magnificence qu'on n'y vit jamais, même dans les plus beaux jours de Louis XIV.

Nous étions arrivés à Fontainebleau le 29 octobre 1809, et l'empereur y resta jusqu'au 21 novembre suivant. Pendant ces trois semaines, il remplaça le ministre de l'intérieur, qui était mort pendant la campagne. Entre plusieurs candidats, il choisit M. de Montalivet, alors directeur-général des ponts et chaussées; il aimait beaucoup cette famille. En en parlant, il se servait de cette expression: « C'est une famille « d'une rigoureuse probité, et composée d'individus d'affec-

" tion ; je crois beaucoup à leur attachement." Il avait bien raison, et il n'a pas eu affaire à des ingrats, car M. de Montalivet était un homme de bien dans toute l'extension du mot.

L'empereur partit pour rentrer à Paris et en même temps pour voir le roi de Saxe, qui venait d'y arriver uniquement pour lui faire une visite et le remercier d'avoir délivré ses Etats, et en second lieu de les avoir agrandis. L'empereur lui fit donner le palais de l'Elisée, que l'on avait garni de tout ce qui était nécessaire à sa représentation, et tout ce qui composait les principales autorités de l'Etat s'empressa d'aller offrir ses hommages à ce vertueux monarque. Son exemple fut suivi par les autres princes confédérés, et nous vîmes arriver successivement le roi de Wurtemberg, que l'empereur fit loger au palais du Luxembourg, et le roi de Bavière, qui arriva un peu plus tard. Le prince primat ainsi que d'autres des bords du Rhin vinrent également.

Cet hiver fut remarquable par ses fêtes et ses plaisirs, et en même temps par le plus grand événement que nous eussions encore vu. Il y a eu mille contes de débités sur les motifs qui ont déterminé l'empereur à rompre les liens dans lesquels il s'était engagé depuis plus de quinze ans, et à se séparer d'une personne qui fut la compagne de sa vie pendant les circonstances les plus orageuses de sa glorieuse carrière. On lui a supposé l'ambition de s'allier au sang des rois et on s'est plu à répandre le bruit qu'il avait sacrifié toutes les autres considérations à celle-là ; on a été là-dessus dans une erreur absolue, et aussi injuste à son égard qu'on l'est d'ordinaire envers ceux qui sont au-dessus de nous. La vérité la plus exacte est que le sacrifice de l'objet de ses affections a été le plus pénible qu'il ait éprouvé pendant sa vie, et qu'il n'y a rien qu'il n'eût préféré à ce qu'il a été obligé de faire par des motifs que je vais décrire.

On fut généralement injuste envers l'empereur, lorsqu'il

mit la couronne impériale sur sa tête ; on ne l'a cru mû que par un sentiment d'ambition personnelle, et on était dans une grande erreur. J'ai déjà dit qu'il lui en avait coûté pour changer la forme du gouvernement, et que, sans la crainte de voir l'Etat troublé de nouveau par les divisions qui sont inséparables d'un gouvernement électif, il n'eût peut-être pas changé un ordre de choses qui semblait être la première conquête de la révolution.

Depuis qu'il avait ramené la nation aux principes monarchiques, il n'avait rien négligé pour consolider des institutions qui assuraient tout à la fois le retour des premiers, et qui maintenaient la supériorité des idées modernes sur les anciennes. La diversité d'opinions ne pouvait plus après lui amener de troubles, relativement à la forme du gouvernement ; mais cela ne suffisait pas : il fallait encore que la ligne d'hérédité fût déterminée d'une manière si précise, qu'elle n'offrît plus à sa mort une occasion de querelles entre des prétendans, parce que, si ce malheur était arrivé, il aurait suffi de la moindre intervention étrangère pour rallumer la discorde parmi nous. Son sentiment d'ambition particulière, dans ce cas, consistait à vouloir faire passer son ouvrage à la postérité, et à transmettre à son successeur un Etat fortement établi sur ses nombreux trophées.

Il ne pouvait se dissimuler que cette suite de guerres continuelles qu'on lui suscitait, dans le dessein de diminuer sa puissance, n'avait réellement d'autre but que de l'abattre personnellement, parce qu'avec lui tombait toute cette puissance qui n'était plus soutenue par l'énergie révolutionnaire qu'il avait lui-même comprimée, et pour continuer à imprimer au dehors une terreur dominatrice, il aurait fallu entretenir dans l'intérieur cette fièvre volcanique qui souvent sauve les empires, mais qui, dirigée par une main habile, les mène quelquefois à leur asservissement.

Il était toujours sorti victorieux des entreprises qui avaient

été formées contre lui ; presque toutes avaient produit un effet contraire à celui que ses ennemis s'étaient proposé, et c'est ainsi qu'eux-mêmes avaient réuni dans sa main cette masse de moyens qui leur parut plus redoutable encore avec un génie comme le sien ; mais aussi, puisqu'ils cherchaient si souvent à les lui arracher à lui-même, lorsqu'il commandait ses armées en personne, que ne devait-on pas craindre qu'ils entreprissent sous son successeur, qui d'abord ne pouvait être qu'un collatéral, et, en deuxième lieu, qui aurait trouvé la nation épuisée, l'armée dégoûtée et les ressorts de l'esprit public usés ! Ce sont ces considérations qui l'ont déterminé, et qui lui faisaient quelquefois dire, en parlant de ses ennemis : " Ils se sont donné rendez-vous sur ma tombe ; mais c'est à " qui n'y viendra pas le premier." Ce sont ces considérations, dis-je, qui l'ont déterminé à s'occuper du choix de son successeur.

L'empereur n'avait point d'enfans ; l'impératrice en avait deux, dont les destinées semblaient déjà fixées, et il n'aurait pu tourner sa pensée vers eux, sans tomber dans de graves inconvéniens, et sans faire quelque chose d'imparfait, qui aurait porté son principe de destruction avec son institution même. Je crois cependant que, si les deux enfans de l'impératrice avaient été seuls dans sa famille, il aurait pris quelque arrangement pour assurer son héritage au vice-roi, parce que la nation eût passé par cette transaction sans secousse ni déchirement, et que rien n'eût été dérangé de l'ordre qu'il avait établi. Le vice-roi était un prince laborieux, ayant une âme élevée, connaissant très-bien l'étendue de ses devoirs envers l'empereur, et il se serait lui-même imposé l'obligation de consolider tout le système du gouvernement qui lui aurait été remis.

Ce qui m'a donné cette opinion, c'est que j'ai toujours vu l'empereur content de sa soumission, et il disait quelquefois qu'il n'avait pas encore éprouvé un désagrément de la part du

vice-roi. Il ne s'arrêta pourtant pas à l'idée de fixer son héritage sur lui, parce que d'une part il avait des parens plus proches, et que par là il serait tombé dans les discordes qu'il voulait principalement éviter. Mais ensuite il reconnaissait la nécessité de se donner une alliance assez puissante pour que, dans le cas où son système eût été menacé par un événement quelconque, elle eût pu lui servir d'appui et se préserver d'une ruine totale. Il espérait aussi que ce serait un moyen de mettre fin à cette suite de guerres dont il voulait sortir à tout prix.

Tels furent les motifs qui le déterminèrent à rompre un lien auquel il était attaché depuis tant d'années: c'était moins pour lui que pour intéresser un Etat puissant à l'ordre de choses établi en France. Il pensa plusieurs fois à cette communication qu'il voulait faire à l'impératrice, sans oser lui parler; il craignait pour elle les suites de sa sensibilité, les larmes ont toujours trouvé le chemin le plus sûr de son cœur. Cependant il crut avoir rencontré une occasion favorable à son projet avant de quitter Fontainebleau; il en dit quelques mots à l'impératrice, mais il ne s'expliqua pas avant l'arrivée du vice-roi, auquel il avait mandé de venir: ce fut lui-même qui parla à sa mère et la porta à ce grand sacrifice; il se conduisit dans cette occasion en bon fils et en homme reconnaissant et dévoué à son bienfaiteur, en lui évitant des explications douloureuses avec une compagne dont l'éloignement était un sacrifice aussi pénible qu'il était sensible pour elle. L'empereur ayant réglé tout ce qui était relatif au sort de l'impératrice, qu'il établit d'une manière grande et généreuse, pressa le moment de la dissolution du mariage, sans doute parce qu'il souffrait de l'état dans lequel était l'impératrice elle-même, qui dînait tous les jours et passait le reste de la soirée en présence de personnes qui étaient les témoins de sa descente du trône. Il n'y avait entre lui et l'impératrice Joséphine aucun autre lien qu'un acte civil tel que cela était

d'usage dans le temps où il s'était marié. Or, les lois avaient prévu la dissolution de ces sortes de contrats; en conséquence à un jour fixe, il y eut le soir chez l'empereur une réunion des personnes dont l'office était nécessaire dans cette circonstance, parmi lesquelles étaient M. l'archi-chancelier et M. Régnault de Saint Jean-d'Angely. Là, l'empereur fit à haute voix la déclaration de l'intention dans laquelle il était de rompre son mariage avec Joséphine, qui était présente, et l'impératrice, de son côté, fit en sanglotant la même déclaration.

Le prince archi-chancelier ayant fait donner lecture de l'article de la loi, en fit l'application au cas présent, et déclara le mariage dissous.

CHAPITRE XIX.

L'impératrice Joséphine, son caractère, sa bonté.—Démêlés de Napoléon et de son frère Louis, roi de Hollande.—Ordre d'intercepter des dépêches.—Encore M. Fouché.—Position politique de l'empereur.

Les formalités une fois remplies, l'impératrice prit congé de l'empereur, et descendit dans son appartement qui était au rez-de-chaussée. D'après des arrangemens convenus à l'avance, elle partit le lendemain matin, pour aller s'établir à la Malmaison. De son côté, l'empereur alla le même jour à Trianon; il ne voulait pas rester seul dans cet immense château des Tuileries, qui était encore tout plein du souvenir de l'impératrice Joséphine. Elle descendit du rang suprême avec beaucoup de résignation, en disant qu'elle était dédommagée de la perte des honneurs par la consolation d'avoir obéi à la volonté de l'empereur. Elle quitta la cour, mais les

cœurs ne la quittèrent point; on l'avait toujours aimée, parce que jamais personne ne fut si bonne. Sa prévenance envers tout le monde fut la même étant impératrice qu'elle l'avait été auparavant; elle donnait avec profusion et avec tant de bonne grâce, qu'on aurait cru être impoli que de ne pas accepter; on ne pouvait entrer chez elle sans en revenir comblé. Elle n'a jamais nui à personne dans le temps de sa puissance; ses ennemis même en ont été protégés; il n'y a presque pas eu un jour de sa vie où elle n'ait demandé quelque grâce pour quelqu'un que souvent elle ne connaissait pas, mais qu'elle savait mériter son intérêt; elle a établi un grand nombre de familles, et dans ses dernières années elle était entourée d'une peuplade d'enfans dont les mères avaient été mariées et dotées par ses bontés. La méchanceté lui reprochait un peu de prodigalité dans ses dépenses: faut-il l'en blâmer? On n'a pas mis le même soin à compter les éducations qu'elle payait pour des enfans de parens indigens; on n'a point parlé des aumônes qu'elle faisait porter à domicile. Toute sa journée se dépensait à s'occuper des autres, et fort peu d'elle. Tout le monde la regretta pour l'empereur parce qu'on savait qu'elle ne lui disait jamais que du bien de presque tout ce qui le servait. Elle fut même utile à M. Fouché, qui avait voulu en quelque sorte se rendre l'instrument de son divorce un an plus tôt.*

Pendant son séjour à Malmaison, le grand chemin de Paris à ce château ne fut qu'une procession, malgré la mauvaise saison; chacun regardait comme un devoir de s'y présenter au moins une fois la semaine.

L'empereur de son côté faisait ce qu'il pouvait pour s'accoutumer à être seul à Trianon, où il avait été s'établir; il envoyait souvent savoir des nouvelles de l'impératrice à Malmaison; je crois que sans ses occupations il y aurait été le

* Ce fut elle qui sollicita l'empereur de le remettre en fonctions après la conjuration de George.

plus souvent lui-même. A l'occasion de cet événement, il avait appelé à Paris quelques membres de sa famille ; ils vinrent lui tenir compagnie à Trianon ; le roi et la reine de Bavière arrivèrent aussi à Paris dans ce temps-là. Ce fut celui des souverains de l'Allemagne qui y resta le dernier. L'hiver se passa gaiement en bals masqués et autres divertissemens de ce genre. L'empereur recommanda lui-même que l'on procurât beaucoup de distraction aux princes qui étaient venus lui faire visite. Il avait pris un soin particulier de ce qui concernait la reine de Bavière, au service d'honneur de laquelle il avait fait attacher des dames du palais de l'impératrice. A la fin de janvier, tous les princes étaient retournés chez eux ; il ne restait à Paris que quelques membres de la famille de l'empereur.

Au milieu de toutes ces distractions, l'empereur ne négligeait pas les affaires publiques. Les Anglais avaient été forcés d'évacuer Flessingue avec l'île de Walcheren, où les maladies avaient mis leur armée presque tout entière à l'hôpital. Par suite de cette occupation de Flessingue par les Anglais, l'empereur se plaignit au roi de Hollande de ce que ses troupes n'avaient pas fait leur devoir.* Il y avait un petit fort dans l'Escaut, appelé le fort de Bast, qui se rendit à la flotte anglaise sans avoir tiré un coup de canon. Il prétendit que le port et l'arsenal d'Anvers n'étaient pas suffisamment à couvert, avec des voisins comme les Hollandais, et voulut, par suite de cette opinion, prendre des arrangemens pour obtenir de lui une partie de la frontière militaire de la Hollande de ce côté-là. Il trouva de la résistance dans son frère, qui était aussi venu à Paris à l'occasion de la rupture du mariage. Cette résistance devint sérieuse. Je ne sais

* L'empereur disait qu'il n'avait laissé l'armée hollandaise dans le pays, lorsqu'il était parti pour la dernière campagne, que parce qu'il craignait pour Anvers, où il ne pouvait pas laisser de troupes, n'en ayant pas suffisamment.

qui est-ce qui avait mis dans l'esprit du roi de Hollande que, pendant qu'il était à Paris, l'empereur donnait des ordres aux troupes qui, depuis la paix étaient revenues à Anvers, d'entrer à Berg-op-Zoom, Bois-le-Duc et Breda, qui étaient les places de la nouvelle frontière que l'on voulait occuper pour être maître de l'Escaut oriental et du reste du cours de la Meuse, mais il est certain qu'il y avait un traître qui rapportait au roi de Hollande des projets qu'il avait peut-être supposés lui-même à l'empereur; car l'empereur, qui avait toujours des moyens particuliers pour être informé de tout, fut averti que le roi se proposait d'envoyer un courrier en Hollande, pour que ces trois places résistassent si les troupes françaises se présentaient pour les occuper. On prétendit de plus qu'il avait prescrit que quand même il y aurait un ordre de sa part pour les remettre aux Français, il ne fallait pas y obtempérer avant qu'il ne fût de retour dans ses états, voulant ainsi donner à penser qu'il aurait peut-être perdu sa liberté, ou qu'on lui aurait surpris cette transaction.

L'empereur, justement mécontent qu'on lui supposât un tel projet, le fut particulièrement du mal que pouvait produire en Hollande une pareille lettre, surtout lorsqu'il n'y avait aucun motif pour l'écrire. Il était au Théâtre français, le soir du jour où il apprit ces détails : j'avais eu l'honneur de l'accompagner. Il paraît qu'il était préoccupé de ce qu'on lui avait dit, parce qu'il me fit approcher pour me donner à voix basse l'ordre d'aller dire de sa part au ministre de la police de prendre des mesures pour saisir aux barrières tous les courriers qui partiraient de Paris pour la Hollande. Je trouvai le ministre chez lui; il donna ses ordres en ma présence, et demanda ses chevaux en me disant qu'il allait lui-même voir le roi de Hollande.

Il fallait bien qu'il craignît quelque chose par suite de ce qui avait été rapporté à l'empereur, ou de ce que le roi de Hollande se proposait de faire, parce que je ne lui avais rien

dit, ne sachant rien moi-même. Je vins rendre compte à l'empereur de l'exécution de ses ordres ; il était encore au spectacle, et parut un peu étonné que le ministre de la police ait été voir le roi de Hollande aussi promptement. Voici comment je me suis expliqué cela: le ministre de la police aimait à se mêler un peu de tout, et ménageait tous les partis. Il est entré dans ma pensée que c'était lui-même qui, après avoir jeté de l'inquiétude dans l'esprit du roi, l'aurait entendu tenir quelques propos qu'il avait été rapporter à l'empereur, et que, voyant l'ordre qu'il recevait de faire arrêter ses courriers, il s'était hâté d'aller l'en avertir, afin qu'il prît des précautions pour les dépêches importantes, laissant toutefois les insignifiantes, afin que l'on saisît quelque chose qui prouvât que l'on avait exécuté l'ordre donné. Arriva-t-il chez le roi avant ou après le départ du courrier qui était parti ce soir-là, et qui fut arrêté à la barrière : c'est ce que je ne sais pas ; mais ce que j'ai fortement soupçonné depuis, c'est que le courrier ayant été amené chez le ministre de la police, celui-ci ne remit à l'empereur que ce qu'il convenait au roi de Hollande de laisser voir, c'est-à-dire que si le courrier était déjà parti lorsque le ministre a été chez le roi, il lui a rendu ses dépêches, dont le roi a soustrait ce qu'il voulait, ou que s'il n'était parti qu'après la visite du ministre, l'infidélité a été encore plus facile.

Ce qu'il y a de certain, c'est que l'intention du roi était de résister ouvertement, et que l'on attendait ses ordres en Hollande. Que portait le courrier, si ce n'était cet ordre ? L'empereur savait bien en quels termes il était sur ce point avec le roi son frère, et n'était pas surpris qu'il écrivît en conséquence en Hollande, où il savait que l'on se disposait à la défense. Il fut bien plus étonné de ne rien voir dans les dépêches qu'on lui apportait. Cela m'a donné à penser que le ministre de la police ayant eu peur pour lui des suites d'une explication qui aurait vraisemblablement eu lieu entre

l'emperenr et le roi, si le ton des dépêches y avait donné lieu, il avait imaginé de les duper tous deux, parce qu'indubitablement le roi se serait justifié en disant que ses craintes venaient du ministre, et que l'empereur n'eût pas manqué de dire à son frère que c'était ce même ministre qui l'avait averti. L'empereur ne dit rien, mais il n'en pensa pas moins, et je crois qu'il mit cette anecdote au nombre de celles qu'il se proposait de ne pas oublier lorsqu'il en serait temps.

Le roi de Hollande eut une belle occasion de se plaindre de la violence qu'on lui faisait; les torts n'avaient pas l'air d'être de son côté; mais cependant lorsqu'il vit l'empereur tellement prononcé pour obtenir ce qu'il avait fait traiter officiellement par les relations extérieures, il céda, et le maréchal Oudinot, qui était sur la frontière, reçut ordre d'entrer en Hollande, et de prendre possession de la partie cédée.

Après la paix, l'empereur avait fait retourner une grande quantité de troupes vers l'Espagne, et le reste de l'armée était venu prendre des quartiers dans les provinces allemandes dont le sort avait été remis à sa disposition par les traités antérieurs. On s'écria beaucoup contre cette mesure, qu'elle était une preuve que l'empereur cherchait déjà une nouvelle guerre; on n'était dominé par la calomnieuse méchanceté, qui empêchait de réfléchir que les troupes qui vivaient sur les provinces étrangères, et qui étaient payées avec leur revenu, étaient autant de dégrèvement pour le trésor public, qui aurait été dans l'obligation d'envoyer au dehors des sommes énormes pour leur solde et entretien.

Les mêmes passions répliquaient qu'il n'y avait qu'à faire la paix! Mais ce n'était que pour faire la paix qu'il gardait les provinces étrangères et une aussi forte armée. Il avait dû la proportionner à toutes celles que ses ennemis pouvaient lui opposer; il gardait les provinces allemandes pour les rendre en retour de ce qu'il avait à demander à l'Angleterre,

tant pour lui que pour ses alliés. Il n'avait aucun moyen de reconquérir les possessions françaises et hollandaises d'outre-mer, dont les deux nations ont un égal besoin ; mais il avait en sa possession des provinces allemandes et des états entiers à rendre ou à leur indépendance ou à leur ancienne domination, qui étaient tous des alliés de l'Angleterre. Il fallait qu'il parvînt à faire la paix avec elle de cette manière, ou que la guerre fût éternelle.

L'Angleterre augmentait sa puissance dans les quatre parties du monde ; l'empereur n'augmentait la sienne qu'en Europe, et il ne retenait que ce qui intéressait l'Angleterre, pour avoir en main de quoi régler ses comptes avec elle. Croit-on, par exemple, que l'empereur eût jamais voulu garder Dantzick, Lubeck, Hambourg, le Hanovre, la Hollande, Erfurth, Fulde, etc., etc., etc.? Il aurait rendu tout cela pour le rétablissement d'un équilibre dans les possessions d'outre-mer entre les différentes puissances maritimes. Il y a même plus : c'est qu'il aurait fini par séparer l'Italie de la France, si l'Espagne avait pu faire sa révolution sans secousse ni guerre. Il n'a gardé l'Italie que pour la préserver de ses anciennes habitudes, et en même temps pour en tirer des moyens de résister à cette suite de coalitions qui se reformaient contre lui aussitôt qu'il les avaient dissipées ; s'il n'avait pas eu l'Italie, il aurait succombé à la première entreprise qui eût été bien dirigée. Elle lui donnait des hommes, de l'argent, des magasins, et mettait de l'intervalle et des obstacles entre lui et ses ennemis. S'il avait consenti à être indifférent envers l'Italie, il serait tombé de suite moins qu'au rang de deuxième puissance. L'Italie ne pouvait être neutre ; la force des habitudes y reprenant son influence, elle eût été ingrate, et eût bientôt porté tous nos moyens à nos ennemis ; et l'empereur n'ayant ni Naples ni l'Espagne, aurait été moins fort que ne l'était la France avant la révolution, surtout lorsque le temps serait revenu où les deux états au-

raient été gouvernés par des princes administrateurs, et tout à la fois belliqueux qui auraient cherché à affermir leur puissance en l'étendant.

Les princes, qui lui faisaient la guerre sous prétexte que sa puissance troublait la sécurité de tout le monde, ne permettaient pas que l'on s'effrayât de la leur, qui avait pris, pendant notre révolution et avant, une extension au-delà de toutes bornes.

CHAPITRE XX.

Projets d'alliance.—L'empereur penche vers la Russie.—Réponse de l'empereur Alexandre.—Intrigue.—Le chevalier de Florette.—M. de Semonville.—Réponse de la cour de Vienne.—Embarras de l'empereur.—Il consulte son conseil.—Diversité des opinions.

Nous étions à la fin de janvier 1810. Le divorce de l'empereur avait été prononcé dans le mois précédent, et vraisemblablement il avait déjà songé à former une nouvelle union avec une princesse qui, en resserrant les liens d'une alliance utile pour la France, pourrait lui donner un héritier que chacun regardait comme le seul obstacle au retour des dissensions intestines. Il n'y avait, à cette époque, de princesse en âge d'être mariée, dans les familles qui régnaient sur de grands états, qu'en Russie; et en Autriche S. A. I. madame l'archiduchesse Marie-Louise et une de ses sœurs, plus âgées toutes deux que la princesse de Russie.

L'empereur n'avait alors que quarante ans, et quoique la disproportion d'âge fût très-grande, il y avait plusieurs raisons qui l'avaient porté à sacrifier les convenances particulières à la politique de l'état. Il était, par inclination, attaché à l'empereur de Russie, avec lequel il était en alliance, et, malgré le ressentiment que lui avait donné la conduite de son armée

dans la campagne qu'il venait de terminer, il aurait encore saisi une occasion de resserrer des liens qui avaient paru tant convenir à tous deux, d'autant plus que l'alliance avec la Russie étant bien entretenue, et par conséquent bien observée, la paix ne pouvait jamais être troublée en Europe. En second lieu, il n'y avait rien entre ces deux grandes puissances qui s'opposât à une parfaite intimité : elles étaient indépendantes l'une de l'autre, et leurs armées, en se rencontrant, n'avaient appris qu'à s'estimer réciproquement ; au lieu qu'après tout ce qui s'était passé entre nous et l'Autriche, on ne pouvait pas s'arrêter à l'idée de tourner ses regards vers ce côté.

On croit que c'est à la fin de décembre, ou au commencement de janvier que l'empereur écrivit confidentiellement à M. de Caulaincourt, son ambassadeur en Russie, relativement au projet qu'il avait de s'unir avec la princesse Anne Paulowna, parce que je me rappelle qu'à un cercle au château des Tuileries, après qu'il fut de retour de Trianon, il me demanda à voix basse de lui désigner, parmi les dames qui étaient dans le salon, quelle était celle dont la figure avait le plus de rapport avec celle de la grande-duchesse Anne de Russie. Je me trouvais être le seul Français de tout ce qui était là, qui avait eu l'honneur de la voir ; mais elle n'avait alors que seize ans, et quoiqu'elle promît déjà beaucoup, j'eus de la peine à satisfaire sa curiosité. Il m'en reparla encore une fois depuis, et je crois que si la réponse à la lettre qu'il avait fait remettre par M. de Caulaincourt avait été telle qu'il la désirait, il n'eût pas différé un moment à donner suite à ce projet. Il l'attendait avec impatience, lorsqu'au lieu de ce qu'il espérait, il reçut une lettre de l'empereur de Russie, qui n'acceptait ni ne refusait.*

* Indépendamment de la lettre à M. de Caulaincourt, la demande en a été faite directement de l'empereur à l'empereur Alexandre, qui y a répondu de sa main, qu'il allait consulter sa mère.

Il fallait six semaines pour avoir une réponse à une demande faite de Paris à Saint-Pétersbourg, parce que l'on accordait quinze jours pour la communication officielle, et quinze jours à chaque courrier. Les six premières semaines étaient donc passées en pure perte ; mais pendant ce temps-là les esprits travaillaient : on pariait pour et contre, parce que dans une ville comme Paris, on sait tout, et on conjecture de tant de manières différentes sur les choses que l'on ne sait pas, que souvent on met le doigt sur la vérité. On parlait assez du prochain mariage de l'empereur avec une princesse de Russie, pour qu'il n'y ait plus qu'une opinion là-dessus, et chacun cherchait déjà à se faire une position à la cour de la nouvelle souveraine, lorsqu'un incident, œuvre d'une intrigue, vint déranger tous les calculs.

Depuis le dernier traité de paix, l'Autriche avait envoyé à Paris, comme ambassadeur, M. le prince Schwarzemberg (l'officier-général), sa position était réellement pénible ; et il fallait un bien grand dévouement à son souverain pour venir occuper ce poste à Paris, après des événemens aussi malheureux que ceux que l'Autriche avait éprouvés ; néanmoins il eut la constance d'y rester. Il avait chez lui des assemblées auxquelles un grand nombre de personnes se rendaient.

La maison d'un ambassadeur ne manque jamais d'hommes assidus, lorsque le dîner y est bon, et qu'avec cela le maître de la maison est poli. On avait déjà commencé à prendre des habitudes chez le prince de Schwarzemberg qui avait avec lui, comme chef d'ambassade, le chevalier de Florette ; celui-ci était fort connu à Paris, et je crois que c'est la raison qui avait déterminé le choix qui en avait été fait.

M. de S..., sénateur, avait été autrefois ambassadeur de France en Hollande, où il avait connu M. de Florette, qui y était employé à la légation autrichienne dans ce

pays.* Un certain soir, S... étant chez l'ambassadeur d'Autriche (prince de Schwarzemberg) y rencontra Florette, et dans un à parté que les diplomates aiment toujours, S... l'entretint des affaires du temps, et du bruit qui courait du mariage prochain de l'empereur avec une princesse de Russie; mais que cela n'était encore qu'un projet parce que rien n'était arrêté; en même temps il témoigna au chevalier de Florette son étonnement de ce que la cour d'Autriche, qui avait de belles princesses, ne faisait aucune démarche pour les faire préférer, ajoutant que cela était maladroit, parce que c'était le seul moyen de réparer les affaires; qu'il était d'ailleurs connu en Autriche que, cette occasion une fois manquée, elles pourraient encore aller pis.

Le chevalier de Florette, soit qu'il soupçonnât quelque chose d'officiel dans cette communication, ou qu'il la regardât comme une simple conversation, ne manqua pas de répondre à M. de S... comme un homme qui était enchanté de l'entendre; et pour connaître le fond de la vérité de ce qu'il lui disait, il lui répliqua que l'on serait sans doute très flatté à Vienne de recevoir une proposition de cette nature, mais que la bienséance ne permettait pas de parler de princesses dont le nom devait être respecté, et qu'avant tout, il faudrait savoir comment cela serait reçu aux Tuileries. Leur conversation finit là. M. de S... vint directement chez M. le duc de Bassano, secrétaire d'Etat; il le trouva au moment où il allait partir pour travailler avec l'empereur. Il lui rapporta la conversation qu'il venait d'avoir avec le chevalier de Florette, avec cette différence qu'il la raconta comme si c'était M. de Florette qui eût commencé à entrer en matière, et qui aurait dit: « Nous n'osons « point parler de nos princesses, parce que nous ne savons

* Je tiens ces détails du sénateur lui-même.

« pas comment cette proposition serait reçue, et malgré le « désir que nous en avons, nous devons attendre que les « regards se tournent de notre côté.*

Cette version était bien différente de la vérité ; l'on pouvait en induire que l'Autriche désirait ce mariage, et avait même donné des instructions secrètes à son ambassadeur, soit pour chercher à en parler, ou pour répondre sur ce point, si le cas s'en était présenté. Dans la première conversation, M. de S... avait donné une sorte d'avis particulier à M. de Florette, et il résultait de ce qu'il rapportait à M. de Bassano que c'était M. de Florette qui lui avait fait entendre que l'Autriche désirait cette alliance, pour laquelle elle n'osait se présenter de crainte d'un refus. M. le duc de Bassano n'eut garde d'oublier de rendre compte de cela à l'empereur ; il le désirait, et l'empereur y prêta l'oreille d'autant mieux, qu'il ne voyait pas net dans ce qui se passait en Russie relativement à la question qu'il y faisait traiter. Comme rien ne lui disait qu'elle se terminerait au gré de ses désirs, il chargea à tout événement M. de Bassano de voir semi-officiellement le prince de Schwarzemberg, comme s'il n'eût été question que d'approfondir quelles seraient les intentions dans lesquelles on

* Depuis que j'ai écrit ces Mémoires, j'ai lu une petite brochure qui paraît, au titre, être imprimée d'après une rédaction du général Bertrand, sur des matériaux assemblés par lui et laissés, à ce que l'on prétend, à l'île d'Elbe après le célèbre départ. Dans cette brochure, il est fort question du mariage de l'empereur avec l'archiduchesse Marie-Louise. Les détails que l'auteur en donne, quoique ceux d'un homme qui paraît avoir été aux écoutes, sont inexacts dans le point le plus important. C'est ce qui m'a fait douter de la vérité du reste. L'auteur prétend que M. Narbonne avait reçu à Vienne des ouvertures sur ce mariage de la part de l'empereur d'Autriche. Voici ma réponse : Après la paix de 1809, M. de Narbonne demanda à Vienne et obtint la permission d'aller visiter messieurs de France qui habitaient à Trieste, et a pu, à son retour par Vienne, y voir l'empereur d'Autriche ; mais il était de retour à Paris avant le divorce de l'empereur, et en pareille matière, on ne s'expose pas à avancer ce dont on n'est pas sûr : un courtisan ne s'expose pas à des regrets cuisans, et Narbonne avait sa fortune à faire.

trouverait le cabinet de Vienne sur cette proposition, si on la hasardait. L'ambassadeur ne put que donner les meilleures assurances; mais demanda, pour plus de sûreté, le temps d'expédier un courrier dont il ferait connaître la réponse à M. le duc de Bassano : cela fut fait ainsi. Il y avait tant de brillant pour les amour-propres particuliers dans cet événement, que l'on n'oublia rien de tout ce qui pouvait le faire réussir; et en conséquence, le sénateur, qui était ami du duc de Bassano, courut bien vite chez M. de Florette pour lui dire où l'on en était avec la cour de Russie, afin qu'il parût à la cour comme un homme bien informé, et qu'ils en retirassent tout le petit crédit qui devait leur en revenir pour avoir fait hâter cette négociation qui intéressait les deux pays.

Voilà donc un courrier sur le chemin de Vienne, pendant que l'on en attendait un de Saint-Pétersbourg; il va et revient deux fois avant que l'autre ait fait la moitié du chemin. Je ne pouvais comprendre quel mauvais génie avait soufflé sur nos affaires avec ce pays-là, surtout lorsque je vis que l'inquiétude de l'impératrice-mère sur l'âge trop tendre de sa fille était à peu près sans réplique; mais au moins il n'y aurait pas eu cette raison-là à alléguer, si l'aînée, qui avait alors vingt ou vingt-un ans, avait encore été à marier. Que de conjectures il est permis de tirer de cette malencontre! Pendant que la Russie faisait des objections (car il fut un moment où l'empereur regardait la chose comme faite, au point qu'il disait que cet événement amènerait sans doute l'empereur de Russie à Paris); pendant, dis-je, qu'elle tardait à se décider, le courrier de Vienne revint, apportant une réponse satisfaisante à tout ce que l'on pouvait désirer, et à laquelle la bienséance imposait de répondre avec le même empressement. L'empereur se trouva donc placé entre une espérance, et une proposition dont la conclusion dépendait de lui.

Il y avait beaucoup de raisons pour désirer de fixer promptement tous les esprits, car chacun avait pris part à

cet événement comme si cela avait été sa propre affaire. A Paris, on aime tant à causer de tout, que le mariage de l'empereur était devenu l'anecdote du jour et le sujet de toutes les conversations. De son côté, il était aussi bien aise de se voir marié, afin d'avoir l'esprit libre pour autre chose. Il voulut cependant, dans cette grande occasion, consulter son conseil privé ; il fut assemblé aux Tuileries. Le roi de Naples, qui y fut un des plus énergiques opposans à l'alliance autrichienne, M. l'archi-chancelier, M. l'archi-trésorier, M. de Talleyrand, les ministres, au nombre desquels était M. Fouché, en faisaient partie.

L'état de la question y fut posé tel qu'il était, c'est-à-dire, la Russie ne disant pas non, mais alléguant des motifs de retard qui couvraient peut-être d'autres projets étrangers à cet événement, tels que quelques transactions politiques ; et l'Autriche désirant l'alliance de suite, et la présentant de bonne grâce.

L'empereur aimait à connaître les opinions de tout le monde ; il demanda d'abord ce qui vaudrait mieux pour la France, d'épouser une princesse de Russie ou une princesse autrichienne. Beaucoup de voix furent en faveur de la Russie, et l'empereur, en ayant demandé les motifs, eut occasion de remarquer que le principal était la crainte qu'une princesse autrichienne ne fût accessible à quelque ressentiment particulier par suite de la mort du roi et de la reine de France, sa grande-tante. Or, ce n'était là qu'une considération secondaire, qui intéressait quelques personnes qui penchaient, par cette raison, pour la Russie, et l'empereur n'ayant pas vu qu'on lui assignât des motifs raisonnables pour en agir autrement, se décida pour S. A. I. madame l'archiduchesse Marie-Louise, parce que son âge lui convenait mieux, et que la manière avec laquelle l'Autriche la présentait était faite pour inspirer beaucoup de confiance.

Cette décision une fois prise, on en mena l'exécution si

rapidement, que le même soir le contrat de mariage de l'empereur fut dressé, signé par lui et envoyé à Vienne, en même temps que la demande en forme de la main de S. A. I. madame l'archiduchesse Marie-Louise. Conséquemment, on écrivit en Russie pour qu'il ne fût plus donné suite au projet que l'on y avait formé. J'ai eu occasion, depuis, de me convaincre de l'opinion que beaucoup de petits intérêts personnels avaient concouru à faire changer aussi promptement les résolutions de l'empereur, et même que quelqu'un, qui avait les facilités de l'approcher de très près, n'avait pas nui aux projets de l'Autriche, pour réclamer, dans un autre temps, l'intervention de cette puissance en faveur d'autres intérêts qui devenaient étrangers à la France.

Comme ceci est purement une anecdote, quelque fondée qu'elle soit, je n'ai pas jugé convenable de l'expliquer davantage. Lorsque l'empereur se fut prononcé, tout le monde trouva qu'il avait pris le meilleur parti : les uns disaient qu'une princesse russe aurait amené un schisme dans la religion ; d'autres, que l'influence russe nous aurait dominés de la même manière qu'elle cherchait à s'établir partout. On aurait cependant pu observer que l'exercice du rite grec n'aurait pas plus troublé l'église que les protestans et les juifs.

Le peuple, c'est-à-dire la classe marchande, qui n'avait pas tout-à-fait perdu confiance dans les augures, disait que les alliances avec l'Autriche avaient toujours été fatales à la France, que l'empereur serait malheureux, et mille autres prédictions superstitieuses dont la fatalité a voulu qu'une partie se réalisât.

CHAPITRE XXI.

Voyage de Marie-Louise vers la France.—Impatience de l'empereur.—Il va au-devant de la nouvelle impératrice.—Rencontre sur la route.—Arrivée à Compiègne.—Propos indiscrets.—Cérémonie du mariage civil.

A CETTE grande époque de sa vie, l'empereur songea à y asseoir les noms de ses plus anciens compagnons, et en les proclamant ainsi à la face de la France, il leur donnait le témoignage d'un sentiment qui surpassait sa bienveillance. Il envoya le prince de Neuchâtel pour demander la main de l'archiduchesse Marie-Louise, en même temps qu'il envoya à l'archiduc Charles une procuration pour l'épouser en son nom.

Depuis fort long-temps, il aimait le général Lauriston, qui avait été son aide-de-camp. Il lui donna la commission d'aller à Vienne, et d'accompagner l'impératrice jusqu'à Paris, comme capitaine des gardes.

Pour honorer la mémoire du maréchal Lannes (duc de Montebello), il nomma sa veuve dame d'honneur de la nouvelle impératrice; il ne pouvait pas lui donner une plus grande marque de son estime, car elle n'avait encore alors aucun titre pour arriver à une position qui devait la mettre tout d'un coup à la tête de la haute société.

Il fit partir sa sœur, la reine de Naples, pour aller jusqu'à Braunau, à la rencontre de l'impératrice; elle était accompagnée de quatre dames d'honneur. Nous avions encore à cette époque-là, à Braunau, le corps du maréchal Davout qui achevait l'évacuation de l'Autriche. Il prit les armes à l'arrivée de l'impératrice, et lui fit une réception aussi brillante que cette petite ville pouvait le permettre. La reine

de Naples reçut l'impératrice à Braunau,* où se fit la cérémonie de la remise de sa personne par les officiers chargés par son père de l'accompagner, de même que la remise de ses effets, et l'impératrice, une fois habillée avec tout ce qui avait été apporté de la garde-robe qui lui était destinée à Paris, passa tout-à-fait avec le service de ses dames du palais, et donna audience de congé à tout ce qui l'avait accompagné de Vienne, et qui allait y retourner. Tout cela se fit à l'instant même, c'est-à-dire qu'une heure après son arrivée à Braunau, tout était fini.

On partit de suite pour Munich, Augsbourg, Stuttgard, Carlsruhe et Strasbourg. Elle fut reçue dans les cours étrangères avec un très-grand éclat, et à Strasbourg avec enthousiasme : on attachait tant d'espérances à ce mariage, que tous les cœurs volaient à sa rencontre.

L'empereur avait été à Compiègne pour la recevoir ; toute la cour y était. Il lui écrivait tous les jours par un page, qui allait à franc étrier lui porter sa lettre et en rapporter la réponse. Je me rappelle que, lorsque la première arriva, l'empereur ayant laissé tomber l'enveloppe, on s'empressa de la ramasser et de venir la montrer au salon, pour juger de l'écriture de l'impératrice : il semblait que ce fût son portrait que l'on courait voir. On interrogeait les pages qui revenaient d'auprès d'elle ; en un mot, nous étions déjà devenus des courtisans aussi empressés que le furent jamais

* On y avait construit et décoré élégamment un long salon avec des portes aux deux extrémités. L'impératrice entra par la porte qui était du côté de l'Autriche, en même temps que la reine de Naples entrait par l'autre. Il y avait de ce côté-là un appartement où l'impératrice fit sa toilette. Elle était accompagnée des dames françaises, et donna sa main à baiser aux dames allemandes, qui sortirent par la porte qui était de leur côté, et partirent de suite.

ceux de Louis XIV, et nous n'étions presque plus ces hommes qui avaient dompté tant de peuples.

L'empereur n'était pas moins impatient que nous, et était plus intéressé à connaître ce qui lui arrivait ; il avait vraiment l'air amoureux. Il avait ordonné que l'impératrice vînt par Nancy, Châlons, Reims et Soissons. Il savait, pour ainsi dire, où elle se trouvait à chaque heure de la journée. Le jour de son arrivée, il partit lui-même le matin avec son grand-maréchal, et s'en alla seul avec lui dans une voiture simple, après avoir laissé ses ordres au maréchal Bessières, qui était resté à Compiègne.

L'empereur prit ainsi le chemin de Soissons et de Reims, jusqu'à ce qu'il rencontra la voiture de l'impératrice, que son courrier fit arrêter sans mot dire. L'empereur sortit de la sienne, courut à la portière de celle de l'impératrice, qu'il ouvrit lui-même, et monta dans la voiture. La reine de Naples, voyant l'étonnement de l'impératrice, qui ne comprenait pas ce que cela voulait dire, lui dit : " Madame, c'est l'empereur ;" et il revint avec elle et la reine de Naples jusqu'à Compiègne.

Le maréchal Bessières avait fait monter à cheval toute la cavalerie qui était à la résidence. Cette troupe, ainsi que tous les généraux et aides-de-camp de l'empereur, se rendit sur la route de Soissons, à un pont de pierre, dont je ne me rappelle pas le nom, qui est cependant très connu ; mais c'est à ce même pont que Louis XV alla recevoir madame la dauphine, fille de Marie-Thérèse, qui fut l'infortunée reine de France.

Il était nuit lorsque l'impératrice arriva, et nous avions été mouillés en l'attendant. Bien heureusement, il était inutile de chercher à l'apercevoir, car je crois que nous nous serions mis sous les roues de sa voiture pour en découvrir quelque chose.

La population de Compiègne avait trouvé moyen de se

placer dans les vestibules du château, et lorsque l'impératrice arriva, elle fut reçue au pied du grand escalier par la mère et la famille de l'empereur, toute la cour, les ministres et un grand nombre de personnes considérables. Il est inutile de dire sur qui les yeux furent fixés depuis le commencement de l'ouverture de la portière de la voiture jusqu'à la porte des appartemens; tout était dans l'ivresse et dans la joie. Il n'y eut point de cercle ce soir-là, chacun se retira de bonne heure.

Selon l'étiquette entre les cours étrangères, l'empereur était bien l'époux de l'archiduchesse Marie-Louise; mais d'après le Code civil il ne l'était pas encore: néanmoins on dit qu'il fit un peu comme Henri IV avec Marie de Médicis. Au reste, je ne répète que les mauvais propos du lendemain, parce que j'ai fait profession d'être véridique. Le monde prétendait tout voir et tout savoir; quant à moi, qui y voyais clair tout autant qu'un autre, je n'ai rien trouvé à redire à ce que je n'ai pas vu, malgré ce qu'on en dit: mais si cela m'eût regardé, j'en eusse fait tout autant.

C'était mon tour à coucher cette nuit-là dans le salon de service; l'empereur avait été s'établir hors du château, à sa maison de la chancellerie: on serait venu la nuit me dire que Paris brûlait, que je n'aurais pas été le réveiller, dans la crainte de ne trouver personne.

Le lendemain fut un jour fatigant pour la jeune souveraine, en ce que des personnes qu'elle connaissait à peine lui en présentaient une foule d'autres qu'elle ne connaissait pas du tout.

L'empereur présenta lui-même ses aides-de-camp, qui furent flattés de cette marque de bonté de sa part; la dame d'honneur présenta les dames du palais et les autres personnes du service d'honneur. Le lendemain du jour de cette présentation, l'empereur partit pour Saint-Cloud avec l'impératrice; les deux services d'honneur suivirent dans des

voitures séparées ; on n'entra point à Paris : on vint gagner Saint-Denis, le bois de Boulogne et Saint-Cloud ; toutes les autorités de Paris s'étaient rendues à la frontière du département de la Seine, du côté de Compiègne ; elles étaient suivies de la plus grande partie de la population, qui se livrait à la joie et à l'enthousiasme. Il y avait à Saint-Cloud, pour la recevoir, un monde prodigieux : les princesses de la famille impériale d'abord, parmi lesquelles on remarquait la vice-reine d'Italie, qui venait pour la première fois à Paris ; la princesse de Bade, les dignitaires, les maréchaux de France, les sénateurs, les conseillers d'Etat. Il était grand jour, lorsqu'on arriva à Saint-Cloud.

Ce ne fut que le surlendemain qu'eut lieu la cérémonie du mariage civil dans la galerie de Saint-Cloud. On avait dressé une estrade à son extrémité, sur laquelle était une table avec des fauteuils pour l'empereur et l'impératrice, des chaises et des tabourets pour les princes et princesses ; il n'y avait de présens que les personnes qui étaient attachées à ces différentes cours. Lorsque tout fut disposé, le cortége se mit en marche depuis les appartemens de l'impératrice, et vint, en traversant les grands appartemens, par le salon d'Hercule dans la galerie, où il se plaça, d'après l'ordre de l'étiquette, sur l'estrade qui avait été préparé. Tout le monde avait sa place désignée, de sorte que, dans un instant, il régna beaucoup d'ordre et un grand silence.

L'archi-chancelier était à côté d'une table recouverte d'un riche tapis de velours, sur laquelle était un registre que tenait M. le comte Regnault de Saint-Jean-d'Angely, secrétaire de l'état civil de la famille impériale. Après avoir pris les ordres de l'empereur, le prince archi-chancelier lui demanda à haute voix : " Sire, Votre Majesté a-t-elle intention de prendre pour sa légitime épouse S. A. I. madame l'archiduchesse Marie-Louise d'Autriche, ici présente ?" L'empereur répondit : " Oui, monsieur." Alors, l'archi-chancelier, s'a-

dressant à l'impératrice, lui dit : "Madame, est-ce la libre "volonté de V. A. I. de prendre pour son légitime époux "S. M. l'empereur Napoléon, ici présent ?" Elle répondit : "Oui, monsieur." Alors l'archi-chancelier, reprenant la parole, déclara au nom de la loi et des institutions de l'empire que S. M. l'empereur Napoléon et S. A. I. madame l'archiduchesse Marie-Louise d'Autriche étaient unis en mariage. Le comte Regnault de Saint-Jean-d'Angely présenta l'acte à signer à l'empereur, puis à l'impératrice, et ensuite à tous les membres de la famille,* ainsi qu'aux personnes dont l'office leur permettait d'avoir cet honneur.

Après la cérémonie, le cortége se remit dans le même ordre pour retourner aux appartemens. C'était pour le lendemain que chacun réservait sa curiosité, et effectivement personne n'était préparé à l'imposant spectacle dont un million de Français furent témoins. Pour le représenter fidèlement, il n'est pas besoin de préparer son imagination à voir tout en beau, parce que l'on ne peut pas tomber dans l'exagération en peignant tout ce qui fut étalé en pompe, en magnificence et en luxe ce jour-là.

* L'oncle de l'impératrice, qui était alors grand-duc de Wurtzbourg, était présent ; il signa aussi.

CHAPITRE XXII.

Cortége.—Entrée à Paris.—Cérémonie religieuse aux Tuileries.—Conduite des cardinaux.—Explication à ce sujet.—Départ de l'empereur et de l'impératrice pour la Belgique.—Canal de Saint Quentin.—Anvers.—M. Decrès.—Immenses résultats dus aux talens et à l'activité de ce ministre.—Retour de l'empereur à Paris.—Effet que produit la nouvelle impératrice.

JAMAIS aucune cour ne déploya autant de magnificence, et quoique je parle en présence de beaucoup de contemporains qui liront ces Mémoires, je ne puis m'empêcher de retracer au souvenir de ceux qui auront encore du plaisir à se les rappeler, les détails de cet événement, auquel chacun participait à l'envi, et que personne n'eût osé croire aussi voisin d'une catastrophe.*

L'empereur et l'impératrice partirent de Saint-Cloud dans la même voiture, attelée de huit chevaux isabelles ; une autre voiture vide, attelée de huit chevaux gris, la précédait ;† c'était celle destinée pour l'impératrice. Trente autres voitures à fond d'or, superbement attelées, composaient le cortége ; elles étaient remplies des dames et officiers des services d'honneur, ainsi que ce qui devait, par ses emplois, avoir l'honneur d'y être admis. Toute la garde à cheval escortait ce convoi, qui partit de Saint-Cloud vers huit à neuf heures du matin. Il passa par le bois de Boulogne, la porte Maillot, les Champs-Elysées, la place de la Révolution, le jardin des Tuileries, où toutes les voitures passèrent par-

* Le mariage devant l'église a eu lieu le 8 ou le 9 avril 1810, et la révolution de Fontainebleau est du 8 avril 1814.

† Cette voiture n'était là que pour la représentation.

dessous le grand péristyle, en s'arrêtant pour donner aux personnes qui étaient dedans le temps de mettre pied à terre.

Depuis la grille de la cour du château de Saint-Cloud, les deux côtés du chemin étaient bordés d'une multitude qui paraissait si considérable, qu'il fallait que la population des campagnes fût accourue à Saint-Cloud et à Paris ce jour-là. Cette foule allait en augmentant à mesure que l'on approchait de Paris ; à partir de la barrière jusqu'au château des Tuileries, elle était inconcevable. Le long des Champs-Elysées, il y avait, de distance en distance, des orchestres qui exécutaient des morceaux de musique. La France avait l'air d'être dans l'ivresse. Comme chacun faisait à l'empereur des sermens de fidélité, de dévoûment ! Comme il eût été taxé de folie celui qui eût osé prédire alors tout ce que l'on a vu depuis ! Lorsque toutes les voitures furent arrivées, le cortége se reforma en ordre dans la galerie de Diane aux Tuileries, et marcha par un couloir qui avait été pratiqué exprès pour arriver à la galerie du Museum, dans laquelle il entra par la porte qui est à son extrémité du côté du pavillon de Flore.

Ici commençait un nouveau spectacle : les deux côtés de cette immense galerie étaient garnis, d'un bout à l'autre, d'un triple rang de dames de la bourgeoisie de Paris ; rien n'égalait la variété du tableau qu'offrait cette quantité de jeunes personnes de toutes conditions, parées de leur jeunesse encore plus que de leurs ajustemens.

Le long des deux côtés de la galerie régnait une balustrade, afin que personne ne dépassât l'alignement, en sorte que le milieu de ce beau vaisseau restait libre ; et c'est par là que s'avançait le cortége, que tout le monde put dévorer des yeux jusqu'à l'autel. Le vaste salon qui est au bout de la galerie où se faisait ordinairement l'exposition des tableaux, avait

été disposé en chapelle. On avait établi dans tout son pourtour un triple rang de loges magnifiquement ornées ; elles étaient toutes remplies des dames les mieux mises, ainsi que de tout ce qu'il y avait de plus considérable à Paris à cette époque. Le grand-maître des cérémonies plaçait les personnes du cortége à mesure qu'elles arrivaient dans la chapelle ; on ne pouvait pas désirer plus d'ordre qu'on en observa dans cette cérémonie.

La messe fut célébrée par S. E. monseigneur le cardinal Fesch, et le mariage la suivit. C'est ici le moment de parler d'une anecdote qui fut remarquée de beaucoup de monde, et qui eut des suites fâcheuses. Le ministre des cultes avait convoqué tout le haut clergé qui se trouvait à Paris, ainsi que les évêques les plus voisins. Tout assistèrent à la cérémonie en habits pontificaux ; il n'y manqua que les cardinaux, qui, excepté deux qui se présentèrent à la messe, ne prirent pas même le soin de faire connaître les motifs de leur absence. J'expliquerai cela tout à l'heure ; mais le mariage n'en eut pas moins lieu. Le cortége retourna dans le même ordre au château des Tuileries, où l'empereur resta quelques jours pour recevoir les félicitations de toutes les autorités et des différens corps administratifs.

Il avait la conduite insolente des cardinaux dans l'esprit. Il blâma d'abord le ministre de la police de n'avoir pas su leur projet ou de ne l'avoir pas prévenu ; mais les cardinaux n'y perdirent rien : il commença par les exiler de Paris, et les envoya demeurer dans des lieux différens, à cinquante lieues de la capitale au moins. Ces cardinaux se trouvaient à Paris depuis que le pape avait été amené à Savone. L'empereur attendait qu'il eût un moment de loisir pour s'occuper des affaires ecclésiastiques, et, à cette fin, il avait mandé près de lui le sacré collége ; le mariage arriva avant qu'il eût pu y donner quelques soins, et ces prélats

saisirent cette occasion de montrer le mauvais esprit dont ils étaient animés.

A Paris, ils étaient sous la direction du ministre des cultes, qui n'avait pas manqué de les inviter, chacun séparément et par écrit, à se trouver à la chapelle des Tuileries le jour du mariage de l'empereur; et leur bouderie aurait pu faire grand mal à l'effet moral que produisait ce grand événement, si le bon sens n'avait pas été plus fort que les passions des ennemis de l'empereur, qui, n'osant pas approuver la conduite des princes de l'église, ne manquèrent pas de répandre que le pape leur avait défendu d'assister à cet hymen. Dans un autre temps, on aurait levé les épaules de pitié à une pareille conduite; mais comme nous avions beaucoup d'âmes pieuses sur lesquelles elle pouvait faire un mauvais effet, on jugea à propos de la réprimer d'une manière exemplaire. L'empereur aurait eu grand tort d'en agir autrement: il devait sévir contre des hommes qui venaient, dans le palais même du gouvernement, dire à l'épouse du chef de l'Etat qu'elle ne pouvait pas être unie légitimement en mariage avec celui qu'elle épousait de l'aveu de sa famille, en présence de l'Europe entière et de la patrie; c'est comme s'ils lui avaient dit: “ Vous ne pouvez pas être la femme “ légitime de l'empereur; c'est à vous de voir si vous con- “ sentez à être sa concubine.” Il n'y avait pas d'autre interprétation à donner à leur conduite, et c'est ce qui irrita particulièrement l'empereur, qui, dans cette occasion, fut trop bon envers des insensés qui, oubliant la sainteté de leur ministère, ne s'en servaient que pour jeter de l'odieux sur une jeune princesse qu'il y avait tant d'intérêt à montrer dans toute sa pureté à la nation entière, dont les regards étaient fixés sur elle.

Quel motif prétendaient-ils alléguer? Que l'empereur était marié, que le pape n'avait point autorisé son divorce? Il y a

eu un acte délivré à ce sujet par l'officialité de Paris. J'ai déjà dit que l'empereur n'avait point été marié devant l'église avec l'impératrice Joséphine, conséquemment l'église n'avait rien à voir dans son divorce; il était marié civilement: or, les lois prévoyaient le cas de divorce; l'on n'avait rien fait que d'après elles. Suivant les dogmes de ces perturbateurs, ce devait plutôt être la première femme de l'empereur qui aurait dû être considérée comme une concubine que celle qu'il prenait devant l'église. Mais si ce n'était pas ce motif qui les a portés à commettre cet acte d'inconvenance, il ne pouvait y avoir que la raison d'excommunication: or, s'il en eût été ainsi, l'empereur aurait encore eu un bien grand tort de ne pas faire enfermer des excitateurs qui ne venaient en France que pour prêcher la désobéissance et mettre le schisme dans l'église; car enfin il en serait résulté, tôt ou tard, que les prêtres des paroisses auraient dû prêcher la croisade contre lui.

Il n'y a pas un souverain qui n'eût tiré une vengeance éclatante de cette conduite; et s'il ne l'a pas punie comme elle le méritait, c'est qu'un esprit fort comme le sien s'est mis au-dessus de cette tracasserie. Il en a cependant tiré de la force pour répondre aux argumens qu'on lui fit, lorsque, quelques mois après, il voulut terminer les affaires du clergé. J'en parlerai un peu plus bas.

Peu de jours après les grandes cérémonies du mariage, l'empereur retourna à Compiègne avec l'impératrice. Ce voyage fut composé d'une société brillante et choisie, et le temps se passait en plaisirs. Tout le monde admirait comme l'empereur était aux petits soins pour sa nouvelle épouse; il faisait tous les jours inviter quelques personnes à dîner, pour lui fournir des occasions de connaître celles dont il voulait la voir approcher. Elle avait une grande timidité qui lui avait gagné beaucoup de cœurs, et on était heureux pour elle de voir l'empereur la soigner autant qu'il le faisait.

On ne resta pas plus de huit jours à Compiègne. Avant

qu'il emmenât l'impératrice faire un voyage en Belgique, il passa par Saint-Quentin; de Saint-Quentin pour venir à Cambrai, il passa sous la voûte souterraine du canal qui joint l'Escaut à l'Oise; ce canal était achevé, et avant d'y introduire les eaux, l'empereur voulut passer dans le lit encore à sec. Ce grand travail est tout-à-fait son ouvrage, et il portera à la postérité le témoignage de ses sollicitudes pour tout ce qui intéressait l'amélioration de position des provinces où il était possible d'exécuter d'aussi grandes conceptions. Certainement si l'empereur ne fût pas venu au gouvernement, ce canal, qui était projeté long-temps avant lui, n'aurait jamais été achevé.

De Cambrai, il alla à Bruxelles, et de Bruxelles à Anvers. Ce voyage était un véritable triomphe, on n'était fatigué que de plaisirs et d'honneurs.

Le grand-duc de Wurtzbourg en faisait partie, ainsi que la reine de Naples; plusieurs ministres, tant Français qu'étrangers, accompagnaient aussi l'empereur. M. le comte de Metternich était du nombre. De Bruxelles à Malines, l'empereur fit voyager l'impératrice en bateau par le canal de navigation qui joint ces deux villes. Il s'arrêta avant d'arriver à Malines pour s'embarquer sur le Ruppel, dans des chaloupes de la marine militaire, que le ministre de la marine avait fait remonter dans cette rivière jusqu'à Ruppelmonde. Nous fûmes de là par eau jusqu'à Anvers, et l'empereur n'avait pris ce moyen que pour voir lui-même les vaisseaux de l'escadre d'Anvers, que le ministre de la marine avait été obligé de faire remonter jusque dans la rivière de Ruppel pendant que les Anglais occupaient Flessingue, d'où l'on craignait qu'ils n'entreprissent de les brûler, comme ils avaient fait de ceux de Rochefort dans la même campagne.

Quelques vaisseaux étaient redescendus à Anvers, et nous n'en trouvâmes plus que six dans le Ruppel. Nous arrivâmes à Anvers à travers un nuage épais de fumée de poudre

à canon, occasionné par le salut que fit chaque bâtiment de guerre en voyant passer les canots qui portaient l'empereur et sa suite. C'était presque l'effet d'une bataille navale.

Nous restâmes huit jours à Anvers; l'empereur y fut retenu aussi long-temps, parce qu'il fallut résoudre une difficulté qui se renouvelait tous les ans; c'était de trouver un moyen d'abriter les vaisseaux des dommages que leur occasionnait les glaces à la fin de chaque hiver. On avait été obligé jusqu'alors d'avoir recours à des expédiens sur lesquels on ne pouvait pas trop compter. De la multitude de projets qui furent soumis à l'empereur, il n'adopta que celui de creuser un bassin dans l'intérieur de la ville, et de lui donner assez de capacité pour contenir toute l'escadre. Il n'y avait que la prodigieuse activité de l'empereur qui pût faire exécuter de pareils projets presque aussitôt qu'ils étaient conçus; je dis presque aussitôt, car je crois que cet énorme bassin fut en état de recevoir la flotte au mois de novembre ou de décembre, et nous étions alors dans les premiers jours de mai.

Ce port d'Anvers présentait chaque année quelque nouveau prodige. Certes, le ministre de la marine, M. Decrès, contre lequel on criait tant, ne pouvait pas mieux répondre à ses ennemis qu'en leur disant: Imitez-moi; car, toute partialité à part, il est un des hommes de cette époque qui savait le mieux entendre et exécuter les idées de l'empereur.

Il a créé plus de moyens maritimes, c'est-à-dire de vaisseaux et de frégates, qu'on n'en avait construit avant lui depuis Louis XIV, à quoi il faut ajouter le port de Cherbourg, ouvrage au-dessus de tout ce qu'on vante tant des Romains; celui d'Anvers, ses chantiers, son bassin; l'élargissement de l'ouverture de celui de Flessingue, de manière à y faire entrer les plus gros vaisseaux de guerre; l'augmentation du port de Brest, et enfin, dans le temps, la nombreuse flottille de Boulogne. Si avec tous ces immenses résultats nous n'avons pas

eu une marine, est-ce de la faute de cet habile ministre? Non, sans doute, il ne manquait que des hommes.

On n'embarquait plus que des conscrits, que l'on faisait matelots comme on les aurait faits soldats. Aussi toutes les fois qu'un bâtiment était rencontré en sortant, il était pris; mais s'il parvenait à gagner la haute mer, et à la tenir pendant quelques mois, son équipage s'était formé, et il pouvait, sans aucun danger, se mesurer avec un bâtiment de la même force que lui. On a été fort injuste envers le ministre de la marine, en lui attribuant nos désastres.

L'empereur vit lancer un vaisseau, puis il fut faire une reconnaissance du cours de l'Escaut et de tous ses bras.

Son frère, le roi de Hollande, qui retournait de Paris à Amsterdam, passa à Anvers pour prendre congé de lui. En poursuivant son voyage, il évita de passer par le pays qu'il venait d'être forcé de céder à la France.

En partant d'Anvers, l'empereur alla voir Berg-op-Zoom, Breda, Gertruidenberg, Bois-le-Duc, ainsi que toute la fortification du cours de la Meuse. Il revint par Laken, Gand, Ostende, Lille, Calais, Boulogne, Dieppe, le Havre et Rouen. Il était de retour à Saint-Cloud le 1er juin.

Attaqué d'une fièvre violente à Breda, j'avais obtenu de revenir à Paris. J'ai été bien étonné de lire, il n'y a pas longtemps, dans les Mémoires de M. Ouvrard, que l'empereur m'avait envoyé à Paris pour l'observer, lui, M. Ouvrard. En vérité, il se fait bien de l'honneur, et il se croit sans doute un personnage bien important. Il aurait été, en tout cas, le premier individu qui eût été pour moi l'objet d'une semblable mission. D'ailleurs, qu'il se persuade bien que, si la chose avait été comme il le dit, je ne lui aurais pas fait d'autre honneur que de le placer en lieu sûr, si cela en avait valu la peine; comme je l'ai fait la seule fois qu'on m'ait jamais parlé de lui, ainsi qu'on le verra dans le chapitre suivant.

Au retour de ce voyage de Belgique, l'impératrice avait déjà une idée des Français ; elle en avait été bien reçue partout, et commençait elle-même à s'accoutumer à un pays où tout ce qu'elle voyait pouvait lui donner l'espérance d'y vivre heureuse long-temps. Elle avait reçu cette excellente éducation qui l'avait persuadée qu'une femme ne doit pas avoir de volonté, parce qu'elle ne pouvait pas savoir à qui elle était destinée ; il aurait été question d'aller vivre dans les déserts, qu'elle n'aurait pas fait la moindre observation. Habitudes passives qui plus tard nous ont fait bien du mal. On commençait à l'aimer et à se féliciter d'avoir une souveraine exempte d'intrigues, et dans l'esprit de laquelle chacun pourrait être en bonne situation, sans avoir rien à redouter des suites des bavardages de cour. Les personnes qui venaient à la cour de loin en loin, et qui dès-lors la voyaient moins, prenaient pour de la roideur cette timidité naturelle qu'elle a conservée jusqu'au jour où elle nous a quittés. Ces personnes avaient tort, et je crois qu'elles s'en faisaient accroire à elles-mêmes, par suite de leur habitude de tout rapporter à la vieille cour de Versailles. Une chose contribuait encore à rendre l'impératrice timide pendant les premiers mois de son séjour en France, c'est qu'elle parlait le français moins facilement en arrivant qu'elle ne l'a parlé depuis. Elle le comprenait très-bien ; mais dans une conversation où elle aurait été obligée de s'observer parler, la construction de nos phrases lui demandait quelque soin, ce qui l'obligeait en quelque sorte à faire mentalement la traduction de la phrase allemande, qui lui venait sans effort, en langue française, dont les expressions n'arrivaient pas aussi vite. Elle ne s'est jamais aperçue combien ce léger embarras que l'on remarquait en elle, dans ces occasions, lui donnait de grâces.

CHAPITRE XXIII.

M. Ouvrard.—Ordre de son arrestation.—Détails à ce sujet.—Anecdote curieuse.—Le sénateur désappointé.—L'empereur me nomme ministre de la police.—Sensation que fait cette nouvelle à Paris.—M. Fouché me laisse un renseignement.—Instructions que me donne l'empereur.

Il y avait à peine huit jours que l'empereur était de retour à Saint-Cloud, qu'il arriva un changement de ministère. On lui avait dit que le ministre de la police négociait avec l'Angleterre, et que le sieur Ouvrard, que l'on ne croyait avoir été qu'en Hollande, avait été à Londres, et avait rapporté des lettres à M. le duc d'Otrante. On accompagnait cela de détails si positifs, que l'empereur le crut et voulut savoir la vérité. Il se détermina à faire arrêter le sieur Ouvrard, mais comme il se méfiait du ministre de la police, il me fit donner directement l'ordre de faire faire cette arrestation dans le jour même, et cela avant la fin du conseil des ministres, qui se tenait ce jour-là à Saint-Cloud, sans quoi M. Ouvrard serait averti, et je ne le trouverais plus ; et, une fois arrêté, de le faire conduire en prison où il devait être mis au secret. J'étais à Saint-Cloud moi-même lorsque je reçus cet ordre écrit de la main et signé de M. le duc de Bassano, qui me l'apporta dans le salon où j'étais. Je ne connaissais ni la demeure ni la figure de M. Ouvrard ; de plus, il était deux heures, et le conseil des ministres finissait ordinairement entre cinq et six heures. Depuis que j'avais l'honneur de servir l'empereur, c'était la seconde fois qu'il me faisait donner un ordre semblable : dans les deux cas, il avait lieu de suspecter de l'infidélité de la part du ministre de la police. Cela ne m'était jamais arrivé auparavant, et cela ne m'arriva jamais depuis, c'est-à-dire que, pendant seize ans, il ne s'est servi

que deux fois de moi, dont on croyait qu'il se servait tous les jours, pour de semblables missions.

Je revenais à Paris en rêvant par quel moyen je connaîtrais la demeure de M. Ouvrard, lorsqu'il me vint dans la pensée qu'une personne que je connaissais à Paris pourrait me donner son adresse. J'y allai, et sans lui avoir dit un mot du motif de ma visite, elle me pria de ne pas rester, mais de revenir, si je le désirais, vers cinq heures, parce qu'elle attendait deux visites pour lesquelles on lui avait demandé de fermer la porte; j'insistai pour rester et ne voulus point sortir qu'elle ne m'eût dit qui elle attendait. Comme cette personne croyait n'avoir aucune raison pour taire ces deux visites, elle me nomma M. de Talleyrand et M. Ouvrard. Quand cette rencontre eût été faite pour moi, elle n'aurait pu arriver plus à propos pour m'aider à trouver quelqu'un que je ne connaissais pas, et qu'il fallait avoir dans un temps donné.

J'eus l'air contrarié de cette visite et mis une espèce d'instance pour que je ne trouvasse plus personne à cinq heures, ayant quelque chose à lui dire en particulier: on me le promit. Je courus bien vite au quartier des gendarmes dont j'étais le colonel, et je choisis un capitaine, homme de fort bonne compagnie (il avait été avant la révolution écuyer de main de Mme la comtesse d'Artois,) incapable de manquer aux bienséances comme à son devoir, et qui, en même temps, connaissait de vue M. de Talleyrand. J'avais fait d'avance tous les ordres écrits dont il pouvait avoir besoin; je lui dis de quoi il était question, et lui donnai les renseignemens que je venais d'acquérir fortuitement. Il alla droit à la maison que je lui avais indiquée; il ne s'en laissa pas refuser la porte, je l'en avais prévenu, et il arriva effectivement jusqu'au salon, où il trouva M. de Talleyrand, qu'il connaissait, avec M. Ouvrard, qu'il cherchait et qu'il ne connaissait pas: il engagea la conversation avec lui comme ayant à lui parler en particulier.

M. Ouvrard sortit, il lui montra les ordres dont il était porteur, et s'en fit suivre dans une voiture qu'il avait préparée pour le conduire à Vincennes. Arrivé à ce château, le concierge ne voulut pas le recevoir sans un ordre du ministre de la police, de sorte que l'on fut obligé de déposer M. Ouvrard au greffe jusqu'à ce que l'on fût venu à Paris demander à M. le duc d'Otrante l'ordre dont on avait besoin ; j'avais oublié que cette formalité était nécessaire, et si, comme on le prétend, j'avais eu une surveillance quelconque dans cette maison, j'aurais bien pu en faire ouvrir la porte sans le secours de M. le duc d'Otrante. On le trouva comme il revenait de Saint-Cloud ; il avait reçu des ordres de l'empereur, et ne refusa point ceux qu'on lui demandait concernant M. Ouvrard. Mais il eut encore une belle occasion d'accabler la gendarmerie de mille autres faits étrangers à celui-ci. Lorsqu'il sut comment M. Ouvrard avait été trouvé, il se persuada qu'on me l'avait livré par perfidie ; il en a voulu à cette personne, qui n'en était pas plus coupable que lui. Il lui dit tant de balivernes sur moi, que pendant long-temps nous vécûmes en bouderie ouverte, tellement que je me promis bien de le revaloir à M. Fouché.

J'étais retourné le soir du même jour à Saint-Cloud. L'empereur, en me voyant arriver, me demanda si j'avais trouvé M. Ouvrard, et sur ma réponse, il donna quelques ordres que je ne me rappelle pas.

Le jeudi et le vendredi se passèrent ainsi sans nouvelles ; le samedi, j'étais de service près de lui, et il ne me dit pas un mot. Le lendemain, qui était un dimanche, en entrant dans le salon où il donnait le lever, il me vit encore, parce que l'aide-de-camp qui descendait de service y entrait d'ordinaire avec celui qui le montait. C'est seulement alors qu'il me demanda si je restais à Saint-Cloud, et sur ma réponse négative, il me dit de ne pas partir, qu'il me ferait appeler dans la journée.

Il y eut messe comme à l'ordinaire, et l'on y vit les personnes qui étaient accoutumées d'y venir. Aucun changement ne s'annonçait encore ; après la messe, étant resté absolument seul, je crus que l'empereur m'avait oublié, et je m'en fus chez la duchesse de Bassano lui demander à dîner, voulant me tenir à portée de revenir, si on m'appelait, et ne m'en aller qu'après que l'empereur serait couché. Madame de Bassano habitait une maison de campagne située à Sèvres, absolument en face du pont. J'étais loin de croire que je reviendrais un jour sur des détails qui ne me paraissaient mériter alors aucune attention.

Pendant que j'étais chez madame la duchesse de Bassano à attendre son mari pour dîner, nous le vîmes arriver de Paris, menant dans sa voiture M. le comte de S***, sénateur ; j'étais si accoutumé à voir sortir des portefeuilles de la voiture de M. le duc de Bassano que je ne fis pas attention que, dans le nombre de ceux que l'on en retirait, il se trouvait celui du ministre de la police ; mais je remarquai bien que l'on sortait de cette voiture un paquet à M. le comte de S***, lequel paquet renfermait un habit de sénateur avec tout ce qui en dépend, et enfin une épée et un chapeau à plumes. Comme j'avais vu le sénateur à la messe le matin, je ne pouvais concevoir comment il était retourné à Paris, ayant à revenir à Saint-Cloud aussi promptement ; je le lui demandai, et il me répondit qu'il avait à faire des visites à de vieilles douairières à Versailles, et qu'il attendait sa voiture pour y aller.

M. le duc de Bassano avait des comptes à rendre à l'empereur avant de dîner, en sorte que nous fûmes obligés de l'attendre, et pendant l'intervalle nous allâmes, M. de S*** et moi, faire une promenade dans le parc ; c'est lui qui m'apprit que le ministère de la police venait d'être retiré à M. Fouché, et que M. le duc de Bassano était dans le moment allé en reporter le portefeuille à l'empereur. Alors je commençai

à m'expliquer ce que signifiaient le paquet, l'épée et le chapeau, ainsi que le retour du sénateur. Je voulus lui en faire mon compliment, qu'il refusa, en me protestant qu'il ne voulait rien au monde.

Pendant que nous étions à nous promener, il arriva à cheval un piqueur des écuries de l'empereur avec un deuxième cheval de main ; il venait me chercher au plus vite. J'étais en bas de soie, et dans une toilette fort peu convenable à un écuyer. Néanmoins, le piqueur me pressant, j'imaginai de mettre mes souliers dans ma poche, et de passer les bottes de M. de Bassano par-dessus mes bas de soie. Dans la maison que je quittais, on était à cent lieues de se douter de ce qui allait m'arriver, et on riait autant que moi de mon accoutrement. J'arrivai à Saint-Cloud au galop, et rechaussai mes souliers au vestibule pour entrer aux grands appartemens. L'empereur était las de m'attendre : il allait monter en calèche pour faire sa promenade accoutumée avec l'impératrice, lorsqu'on m'annonça. Il me fit entrer tout seul, quoique M. l'archi-chancelier fût là, qui savait tout et ne disait rien ; puis en souriant, l'empereur me dit : « Eh bien ! Savary, « voilà une grande affaire ; je vais vous faire ministre de la « police. Vous sentez-vous la force de remplir cette place ? » Je répondis que je me sentais bien le courage de lui être dévoué toute ma vie ; mais que je n'avais aucune idée de cette besogne, à quoi il répliqua que tout s'apprenait. Il fit entrer de suite l'archi-chancelier et M. le duc de Bassano, qui me remit la formule du serment, que je prêtai, et auquel, certes, je n'ai pas manqué.

Je revins avec M. le duc de Bassano dîner chez lui ; il me recommanda de n'en rien dire, et cela était inutile ; j'étais plus mort que vif. Il n'y avait pas de voyages ni d'événemens auxquels je ne fusse plus préparé qu'à occuper un emploi de cette espèce. J'en eus une courbature, et ne pus ni manger ni parler pendant le dîner, après lequel le sénateur et

la maîtresse de la maison s'approchèrent du duc de Bassano pour lui demander des nouvelles de la nomination du ministre. Je l'entendis leur répondre, en me montrant de l'œil : " Le voilà, le ministre de la police." Ils en parurent aussi étonnés que moi. Le sénateur n'alla point faire de visites aux douairières de Versailles, et remporta son paquet à Paris.

Nous allâmes à Paris, M. le duc de Bassano et moi, pour qu'il me fît remettre l'hôtel du ministère de la police. Je ne rentrai chez moi que fort tard, n'ayant nulle envie de dormir, et ne pouvant m'accoutumer à l'idée de quitter ma profession pour prendre des fonctions dont j'avais réellement peur.

Le lendemain, lorsqu'on lut cette nomination dans le *Moniteur*, personne ne voulait y croire. L'empereur aurait nommé l'ambassadeur de Perse, qui était alors à Paris, que cela n'aurait pas fait plus de peur. J'eus un véritable chagrin de voir la mauvaise disposition avec laquelle on parut accueillir la nomination d'un officier-général au ministère de la police, et si je ne m'étais senti une bonne conscience, je n'aurais pas trouvé le courage dont j'avais besoin pour résister à tout ce que l'on disait à ce sujet.

J'inspirais de la frayeur à tout le monde ; chacun faisait ses paquets, on n'entendait parler que d'exils, d'emprisonnemens et pis encore ; enfin je crois que la nouvelle d'une peste sur quelque point de la côte n'aurait pas plus effrayé que ma nomination au ministère de la police. Dans l'armée, où l'on savait moins ce que c'était que cette besogne, on trouva ma nomination d'autant moins extraordinaire, que tout le monde croyait que j'y exerçais déjà quelque surveillance ; cependant je puis assurer sur l'honneur qu'avant d'être ministre, l'empereur ne m'a jamais chargé d'aucune mission de cette espèce, hors dans les deux occasions que j'ai citées. Les hommes de l'armée qui le faisaient dire étaient précisément, comme de coutume en pareil cas, ceux

qui dénonçaient leurs camarades chaque fois qu'ils en trouvaient l'occasion ; et en mettant cela sur moi, ils écartaient le soupçon de dessus eux. J'ai lu leurs rapports, j'ai respecté jusqu'à présent un secret qui n'était pas le mien ; mais il ne faut pas prendre la modération pour de l'oubli.

Jusqu'à l'époque de mon entrée dans les hautes fonctions administratives, je n'avais jamais envisagé le monde ni les affaires sous les rapports où j'ai été obligé d'apprendre à les connaître. Ce changement de situation m'obligea à mettre hors de mon esprit tout ce qui l'avait occupé jusqu'alors, pour y substituer les nouveaux élémens sur lesquels j'allais l'appliquer.

J'étais dans la confiance que mon prédécesseur me laisserait quelques documens propres à diriger mes premiers pas ; il me demanda de rester dans le même hôtel que moi, sous prétexte de rassembler, en même temps que les effets, les papiers qu'il avait à me communiquer ; j'eus la simplicité de le laisser trois semaines entières dans son ancien appartement, et le jour qu'il en sortit, il me remit pour tout papier un mémoire contre la maison de Bourbon, lequel avait au moins deux ans de date ; il avait brûlé le reste, au point que je n'eus pas traces de la moindre écriture. Il en fut de même lorsqu'il fallut me faire connaître les agens, de sorte que le fameux ministère de M. Fouché, dont j'avais eu, comme tout le monde, une opinion extraordinaire, commença à me paraître très peu de chose, ou au moins suspect, puisque l'on faisait difficulté de me remettre ce qui intéressait le service de l'Etat ; et plus j'ai été, plus je me suis convaincu que nous avions été dupes de la plus impudente charlatannerie dont on ait eu d'exemple, comme on sera à portée de le juger par la suite de ces Mémoires.

Je n'ai pas été long-temps à me persuader que ce ministère n'avait jamais eu une direction dans l'intérêt de l'empereur, que l'on s'en était servi pour se faire une position près

de lui, et en même temps contre lui, et qu'il était un instrument dangereux dans les mains d'un agitateur qui ne reconnaissait d'autres devoirs que de suivre la ligne de la prospérité. Néanmoins j'ai été utile à mon prédécesseur dans son revers de fortune; il m'a dû le recouvrement de grands capitaux qu'il avait mal à propos cru devoir mettre à l'abri d'une saisie qui n'était que l'effet de la peur dont son imagination était atteinte; l'empereur était mécontent de lui, mais ne lui voulait aucun mal, et jamais je ne me suis vu dans le cas d'apaiser dans son esprit aucun ressentiment contre M. le duc d'Otrante.

En me mettant à la tête de ce ministère, l'empereur me donna cette instruction en se promenant dans le parc de Saint-Cloud.

“ Voyez tout le monde, ne maltraitez personne; on vous croit dur et méchant, ce serait faire beau jeu à vos ennemis que de vous laisser aller à des idées de réaction; ne renvoyez personne; si par la suite vous avez à vous plaindre de quelqu'un, il ne faudra pas le déplacer avant six mois, et encore lui trouver une place égale à celle que vous lui ôterez. Pour me bien servir, il faut bien servir l'Etat; ce n'est pas en faisant faire mon éloge, lorsqu'il n'y a pas lieu, que l'on me sert, on me nuit au contraire, et j'ai été fort mécontent de tout ce qui a été fait jusqu'à présent là-dessus. Quand vous êtes obligé d'user des voies de rigueur, il faut toujours que cela soit juste, parce qu'alors vous pouvez les mettre sur le devoir de votre charge. Ne faites pas comme votre prédécesseur, qui mettait sur mon compte les rigueurs que je ne lui commandais pas, et qui s'attribuait les grâces que je lui ordonnais de faire, quoique souvent il ignorât jusqu'aux moindres détails relatifs à ceux qui en étaient les objets. Traitez bien les hommes de lettres, on les a indisposés contre moi en leur disant que je ne les aimais pas; on a eu une mauvaise intention en faisant cela; sans mes occupations je les verrais

plus souvent. Ce sont des hommes utiles qu'il faut toujours distinguer, parce qu'ils font honneur à la France.

« Pour bien faire la police, il faut être sans passions; méfiez-vous des haines; écoutez tout, et ne vous prononcez jamais sans avoir donné à la raison le temps de revenir.

« Jusqu'à présent, on m'a peint comme très méchantes un grand nombre de personnes que je ne connais pas, les unes sont exilées, d'autres sont en surveillance. Il faudra me faire un rapport sur tout cela, je ne crois pas à tout le mal qu'on m'en a dit; mais comme on ne m'a plus parlé d'elles, elles en sont restées là et doivent souffrir. Ne vous laissez pas mener par vos bureaux; écoutez-les, mais qu'ils vous écoutent et qu'ils suivent vos directions.

« J'ai changé M. Fouché, parce qu'au fond je ne pouvais pas compter sur lui; il se défendait contre moi, lorsque je ne lui commandais rien, et se faisait une considération à mes dépens. Il cherchait toujours à me deviner pour ensuite paraître me mener, et comme j'étais devenu réservé avec lui, il était dupe de quelques intrigans et s'égarait toujours; vous verrez que c'est comme cela qu'il aura entrepris de faire la paix avec l'Angteterre; je vous écrirai à ce sujet, je veux savoir comment cette idée-là lui est venue."

Cette instruction me donna du courage; pendant les premiers jours, j'allais au rapport chez l'empereur pour chercher de la force plutôt que pour lui porter rien qui vaille, et je m'aperçus bientôt qu'il avait plus d'une garde à carreau, et que c'était sans doute pourquoi il avait patienté si long-temps avec M. Fouché, ayant toujours un moyen de prévenir sa méchanceté.

La confiance me vint petit à petit; sans être méchant, j'étais parvenu à trouver aussi une assez bonne dose de malice, de laquelle j'ai fait un bon usage dans le cours de mon ministère. J'aurai occasion d'en citer plusieurs circonstances.

CHAPITRE XXIV.

Situation politique de la France.—L'empereur fait redemander ses lettres à M. Fouché.—M. Ouvrard est remis en liberté.—Fagan.—Hennecart.—Intrigue de M. Fouché.

C'est le 3 juin 1810 que je suis entré dans les fonctions de ministre de la police, environ six semaines après le mariage de l'empereur, c'est-à-dire lorsque toute la France était encore dans l'enthousiasme qu'avait excité cet événement. Jamais l'empereur n'avait paru plus fort qu'après son alliance avec la puissance qui semblait être sa rivale irréconciliable, et après avoir donné un gage de son désir de la paix, en même temps que la preuve non équivoque qu'il n'était atteint d'aucun projet subversif du pouvoir de la maison d'Autriche, ainsi qu'on s'est plu à le répandre. En France, on se repaissait d'idées de tranquillité auxquelles se rapportaient toutes les conjectures et toutes les espérances : on se voyait au mieux avec l'Autriche, on ne craignait pas la Prusse, et on n'entrevoyait plus rien à démêler avec les Russes.

Il n'y avait plus qu'avec l'Espagne et avec l'Angleterre que nous avions la guerre; on faisait marcher une grande partie des troupes d'Allemagne vers l'Espagne, en sorte que la question ne pouvait pas y rester long-temps indécise; on y avait même fait prendre l'offensive en Andalousie, en faisant marcher par la Sierra-Morena l'armée qui avait combattu à Talavera, et qui, depuis lors, occupait la Manche. Je reviendrai à l'Espagne; mais je vais raconter les événemens dans l'ordre où ils sont survenus. Je ne saurais trop répéter que la France était ivre de joie et d'espérance, et qu'il n'y avait rien à faire pour former l'opinion sur le mariage de l'empereur. Il y

aurait même eu de l'imprudence à faire supposer que les expressions d'allégresse universelle étaient le résultat de quelques soins administratifs.

Je crois avoir dit plus haut qu'avant de partir de Vienne, l'empereur avait fait des dispositions pour se rendre en Espagne aussitôt qu'il serait arrivé à Paris; mais tous ces événemens et les suites d'un nouvel hymen lui firent abandonner ce projet; pourtant il laissa la garde impériale, ainsi que son train de guerre, s'avancer jusqu'en Castille, parce que cela avait l'air de ne le précéder que de quelques jours, et ne pouvait produire qu'un bon effet sur les troupes et sur les ennemis.

Avant de parler de la situation générale des affaires, j'ai besoin d'achever ce qui est relatif à M. le duc d'Otrante. L'empereur, en lui retirant le portefeuille du ministère, lui avait donné, comme une marque de son estime, le gouvernement de Rome; il était au moment de partir, lorsque l'empereur lui fit redemander les lettres qu'il lui avait écrites pendant le cours de son administration. L'habitude était de les renvoyer au cabinet de l'empereur, afin de prévenir le mauvais usage que l'on aurait pu en faire, particulièrement de celles adressées à un ministre de la police; M. Fouché n'avait pas prévu cela, et fit dire qu'il les avait brûlées. Cette réponse non seulement ne satisfit pas l'empereur, mais il lui retira sa commission de gouverneur de Rome, et lui ordonna de voyager en Italie; néanmoins il ne lui retira aucun des nombreux bienfaits dont il l'avait couvert.*

Cette légèreté d'avoir brûlé les lettres de l'empereur lui

* Comme duc d'Otrante une dotation évaluée à 90,000 francs net. Une sénatorerie, évaluée à 30,000 fr. net, et même au-dessus; c'était celle d'Aix en Provence. Il avait 200,000 francs de rente du produit de ses économies pendant les neuf années de son administration; pendant tout le cours desquelles il a eu environ 900,000 francs de revenus de toute espèce, et venant de l'empereur, depuis le premier jusqu'au dernier écu.

donna de l'humeur; il n'y crut d'abord pas, et regarda cette réponse comme une défaite, d'autant plus que l'idée d'un projet d'abuser de ces lettres ne discordait pas avec celle d'avoir voulu ouvrir directement des communications avec l'Angleterre sans la participation de l'empereur, qui ne pouvait revenir de cette folie. C'est alors qu'il m'écrivit pour que je me fisse rendre compte de suite de tout ce qui concernait cette intrigue, que j'étais bien éloigné de soupçonner avoir été aussi importante.

On se rappelle d'abord que M. Ouvrard était à Vincennes; je reçus ordre de laisser entrer dans le donjon une personne du cabinet de l'empereur, qui était envoyée pour l'interroger: c'était M. Mounier, qui était à cette époque auditeur au conseil d'Etat. Je crus d'abord qu'on ne l'en avait chargé que parce que j'étais considéré comme un novice, mais je ne tardai pas à en connaître la véritable raison. Je n'ai su les détails de la mission qui avait amené la détention de M. Ouvrard que plusieurs années après, et c'est lui-même qui me les a appris. L'on avait dit à l'empereur qu'il avait été en Angleterre; c'est sur cette base qu'il fut interrogé; or comme l'assertion était fausse, l'interrogatoire n'aboutit à rien; on fut donc obligé de le remettre en liberté, parce que l'on reconnut qu'il n'était pas sorti de Hollande, où il avait été autorisé à se rendre. M. Ouvrard était un homme trop adroit pour donner de la prise sur lui; il n'avait répondu à M. Mounier qu'en lui remettant une lettre pour l'empereur, dans laquelle il se disculpait, mais l'empereur n'y avait pas foi.

L'on n'était pas encore satisfait de ce que l'on apprenait, l'empereur persistait à soutenir que quelqu'un avait été de Paris à Londres, et c'était sur cela qu'il voulait qu'on dirigeât ses recherches. Je n'avais pas encore beaucoup d'expérience; mais cependant je fis si bien feuilleter les registres des allans et venans d'Angleterre, que je découvris qu'un

sieur Fagan y avait fait deux voyages successifs en très peu de temps. Ce Fagan était connu à la police, et je l'envoyai chercher ; il ne me déguisa rien : c'était un ancien officier irlandais au service de France, qui menait à Paris une conduite fort équivoque, mais qui n'avait aucune raison pour cacher ses actions.

Il me déclara que, vivant fort paisiblement à Paris, un M. Hennecart, qu'il connaissait, était venu le voir et lui dire que M. le duc d'Otrante cherchait quelqu'un qui pût aller en Angleterre pour remplir la mission la plus délicate dont un homme de talent pût être chargé, et que lui, Hennecart, s'était engagé à le lui trouver, demandant toutefois de prévenir cette personne avant de le lui faire connaître. Cet Hennecart dit à Fagan que le duc d'Otrante était chargé d'affaires diplomatiques, et que lui, Fagan, pouvait se faire beaucoup d'honneur et une belle position en servant le ministre de la police dans cette occasion. Fagan accepta ; alors Hennecart lui dit de se présenter sous un prétexte quelconque chez le duc d'Otrante, auquel Hennecart ne dirait rien de leur conversation, afin de donner une entière sécurité au ministre, qui n'accorderait pas sa confiance à un indiscret.

On verra pourquoi Hennecart recommandait si fort à Fagan de ne pas dire au duc d'Otrante qu'ils s'étaient vus ; c'est que lui-même, Hennecart, n'avait pas vu le duc d'Otrante, et quoiqu'il fût agent de police, il servait dans cette circonstance une autre intrigue. Fagan alla voir le duc d'Otrante, qui le connaissait sous les mêmes rapports qu'il connaissait Hennecart ; en bon serviteur, il lui parle des facilités d'informations qu'il peut avoir à Londres, où il connaissait particulièrement le marquis de Wellesley, et enfin offre au ministre son dévoûment.

M. Fouché n'eut garde de laisser échapper cette occasion de pénétrer ce qu'il ne savait qu'imparfaitement par la cor-

respondance d'Amsterdam, d'autant plus qu'il ne se doutait pas du piége, parce que Fagan était agent de police. En conséquence, le voilà qui donne à ce messager argent et instructions pour aller à Londres, et en même temps il lui indique une voie pour qu'il lui expédie ses rapports, afin qu'ils échappent à la curiosité des observateurs.

A peine cette mission était-elle donnée à Fagan, que Hennecart arrive chez lui pour le féliciter, et après les complimens d'usage, il lui dit qu'il a encore à l'entretenir d'une chose pour l'avantage de sa fortune personnelle, à lui Fagan, et il commença par lui parler des protections qu'il pouvait obtenir près de l'empereur même contre un caprice ou une injustice du duc d'Otrante, qui pouvait enfin être trompé par un mauvais rapport. Fagan l'ayant prié de s'expliquer, Hennecart lui parla net, et lui dit que, s'il voulait lui envoyer de Londres à lui-même la copie de tous les rapports qu'il serait dans le cas d'adresser à M. Fouché, il lui promettait qu'il s'en trouverait bien, parce que, disait-il, les rapports seront remis directement à l'empereur par M. le duc de Bassano, qui les tiendra de M. de S...., à qui je les remettrai. Fagan, après avoir réfléchi, accepta, et comme Hennecart n'eut pas de peine à lui démontrer la nécessité d'être informé le premier pour avoir le temps de faire parvenir, aussitôt que pourrait le faire M. Fouché, le rapport qu'il lui adresserait, il fut convenu que l'un aurait sur l'autre l'intervalle d'un ordinaire de courrier. Ce dernier point réglé, le sieur Fagan partit pour Londres.

C'est maintenant le cas de dire par quel motif M. le duc d'Otrante l'y envoya, et pour me faire mieux comprendre, je vais reprendre les choses de plus haut.

CHAPITRE XXV.

Plans de l'empereur.—Son désir de faire la paix avec l'Angleterre.—Tentatives par le roi de Hollande.—M. de Labouchère autorisé par l'empereur.—M. Ouvrard employé par M. Fouché.—Une intrigue renverse les espérances de pacification.—Détails.

Depuis que l'empereur s'était allié à la maison d'Autriche, il croyait avoir atteint le but vers lequel il tendait, qui était de lier une grande puissance au système établi en France, et par conséquent avoir assuré la paix en Europe, c'est-à-dire qu'il ne se croyait plus exposé à être encore traversé par quelque nouvelle coalition ; il n'avait donc plus que la paix à faire avec l'Angleterre, et pour que l'Espagne ne devînt pas une difficulté, c'est-à-dire pour que sa possession ne pût pas être contestée, et pût être comptée comme un effet négociable pour la France au moment où l'on aurait pu entrer en négociation avec l'Angleterre, il faisait marcher dans la Péninsule des forces tellement considérables, que la conquête devait lui en être assurée. Elles se réunirent toutes en Castille ; ensemble elles composaient l'armée dont l'empereur avait le projet d'aller prendre le commandement, et depuis qu'il s'était déterminé à rester à Paris, il avait envoyé le maréchal Masséna pour le commander, avec l'ordre de marcher droit à l'armée anglaise en Portugal, en même temps que l'armée, sous les ordres du roi et du maréchal Soult, qui était son major-général, marcherait en Andalousie et sur Cadix. Avec ces deux grandes opérations se liaient aussi celles que le général Suchet conduisait en Catalogne, où il faisait les siéges successifs des places qui bordent le cours de l'Ebre, et qui couvrent cette province. Ce vaste plan d'opé-

rations avait été dressé par l'empereur, et il s'était flatté que, quoique absent de l'armée, la même obéissance et le même désir de faire son devoir auraient animé tous ceux qui devaient y coopérer; malheureusement il arriva le contraire. J'en parlerai lorsqu'il en sera temps.

La paix avec l'Angleterre lui tenait plus à cœur; il se voyait entre les mains de quoi donner des compensations à cette puissance, tant en retour de ce qui lui était nécessaire d'en obtenir qu'en dédommagement des sacrifices qu'on aurait pu lui demander, sans avoir de moyens d'appuyer les réclamations qu'on était dans le cas de lui adresser; car telle était notre position, qu'il fallait que l'Angleterre le voulût bien, autrement il ne pouvait y avoir de terme à la guerre.

On avait employé deux fois l'intervention de la Russie pour ouvrir une négociation avec le gouvernement anglais; celui-ci l'avait rejetée dans des termes qui n'offraient même pas les moyens de lui faire préciser les termes de son refus, de sorte que l'on en était encore à croire en Angleterre au projet d'une puissance continentale universelle de la part de l'empereur, comme on croyait en France à un projet de puissance maritime et commerciale exclusive de la part de l'Angleterre. L'empereur, malgré ces contrariétés, ne voulait pas croire à l'impossibilité de faire comprendre des propositions raisonnables en retour de celles qu'il était disposé à écouter; il chercha les moyens de faire sonder les dispositions du ministère à Londres, afin de savoir ce qu'il était permis d'en espérer. Cette démarche ne pouvait pas être faite directement, parce qu'elle eût porté son cachet, et qu'en cas de refus, tous les inconvéniens eussent été pour l'empereur personnellement.

La Hollande avait encore plus besoin de la paix maritime que la France; le roi Louis y jouissait de l'estime des peuples qu'il gouvernait, et lui-même ne craignait pas de dire à l'em-

pereur tout ce qu'il entrevoyait de fâcheux pour lui, s'il devait encore régner long-temps sur un pays auquel il ne restait plus de ressources, et qui était encore blessé depuis la dernière réunion à la France, d'une partie de son territoire.

C'est par lui-même, avec l'approbation de l'empereur, que se firent les premières démarches vis-à-vis de l'Angleterre; elles portèrent le masque d'affaires de commerce simples. La maison Hopp d'Amsterdam était celle qui avait le plus de relations avec l'Angleterre, et qui, par sa grande considération, pouvait, en y traitant ses propres affaires, prendre le caractère qui devait appartenir à celles qu'elle aurait traitées entre les deux gouvernemens. Cette maison avait un de ses associés, M. de Labouchère, qui était allié à une famille du haut commerce de Londres.

Ce fut sur lui que le roi de Hollande jeta les yeux pour la mission qu'il s'était chargé de remplir; il donna des instructions à M. de Labouchère, et un passe-port avec lequel il se rendit à Londres. Il avait des moyens de se faire accueillir qui étaient naturels, et qui le dispensaient de tout ce qui aurait pu apporter des entraves à ses démarches; il était d'ailleurs connu pour un homme si estimable, que tout ce qu'il aurait pu dire ne pouvait être atteint de la suspicion. M. de Labouchère adressait ses rapports à la maison Hopp d'Amsterdam, qui les remettait au roi, lequel les faisait parvenir à l'empereur.

Non-seulement M. de Labouchère, dans ses premières dépêches, était rassurant sur les dispositions du gouvernement anglais, mais il était encore encourageant, et il se flattait que, pour peu qu'il y eût un peu de bonne volonté dans les concessions, tout pourrait s'arranger au gré des impatiens désirs de tout le monde, parce que, lorsqu'on en serait venu à négocier ouvertement sur le chapitre des sacrifices réciproques, le premier une fois fait, on eût été facilement d'accord sur les choses essentielles, et on ne se serait point arrêté à des bagatelles qui

ne pouvaient être mises en comparaison avec les pertes énormes que cet état de guerre causait continuellement.

Les choses allaient assez bon train, lorsque M. le duc d'Otrante fut informé que M. de Labouchère était en Angleterre ; il faut observer qu'il avait pu le savoir, soit par la correspondance du commerce de Londres avec celui de Paris, ou par celle du commerce de Londres, d'abord, avec Amsterdam, et ensuite d'Amsterdam avec Paris. Cet avis fut accompagné de détails assez piquans pour éveiller la curiosité de M. le duc d'Otrante, qui pouvait d'ailleurs avoir un autre motif, parce qu'un ministre de la police est autorisé à tout suspecter; mais dans ce cas-ci, il paraît n'avoir eu que celui d'être informé de ce qui se préparait à l'horizon politique pour régler la marche qu'il devait prendre lui-même. Il lui fut facile de se donner le moyen d'être bien informé de ce que faisait M. de Labouchère à Londres, parce que celui-ci était fort lié avec M. Ouvrard qu'il fit venir, et auquel il parla de circonstances qui pouvaient favoriser des spéculations. Enfin, sans lui témoigner le moindre désir de curiosité, il lui dit que c'était avec l'assentiment de l'empereur qu'il lui tenait ce langage, et lui proposa d'aller à Amsterdam pour être l'intermédiaire entre lui, Fouché, et M. de Labouchère, qui était à Londres, et avec lequel il se mettrait en communication en lui écrivant aussitôt son arrivée, pour tâcher de pénétrer ce qu'il faisait à Londres, et enfin, que d'Amsterdam il lui enverrait à Paris ses rapports. M. Fouché n'avait pas encore dit un mot de tout cela à l'empereur, qui, de son côté, ne lui disait plus rien depuis longtemps.

M. Ouvrard ne fut pas autorisé à se douter que le ministre abusait du nom de l'empereur. Il partit donc pour Amsterdam, persuadé qu'il y était envoyé par ordre de l'empereur, et écrivit en conséquence à M. de Labouchère, qui, sans se départir de la marche qui lui avait été tracée avant de quitter la Hollande, continua à lui adresser ses rapports à la maison Hopp,

pour qu'elle les remît au roi, qui les renvoyait à l'empereur. Néanmoins, comme il connaissait beaucoup M. Ouvrard, il lui accusa réception de ses lettres, et peut-être que pour se préserver lui-même du soupçon d'intrigue particulière, dont on aurait pu accuser sa discrétion, si les affaires étaient venues à mal tourner, il se détermina à instruire sommairement M. Ouvrard de ce qui se passait et de ce qu'il espérait, d'autant plus qu'il ne lui aurait pas été défendu de saisir une occasion favorable pour une grande opération de commerce.

Ce ne fut qu'après que M. Fouché eut reçu les premières lettres que M. Ouvrard lui écrivait comme à quelqu'un qu'il supposait non seulement au fait de la mission de M. de Labouchère, mais qu'il croyait chargé de le diriger, et qu'en un mot il regardait comme le véritable négociateur entre la France et l'Angleterre ; ce n'est qu'alors, dis-je, que M. Fouché parla à l'empereur du voyage de M. Ouvrard en Hollande, ne disant pas que c'était lui qui l'avait envoyé, mais qu'il n'avait pas eu de raison pour lui refuser un passe-port, d'autant plus qu'il était correspondant de la maison Hopp, avec laquelle il avait à régler, et que de temps en temps il lui donnait des nouvelles. Il se crut suffisamment en règle après avoir rendu ce compte à l'empereur ; il ne parla même du voyage de M. Ouvrard que pour se trouver à couvert si les choses étaient venues à mauvaise fin, et qu'on les eût imputées à M. Ouvrard. L'empereur retint cela, mais n'en devint pas plus communicatif avec M. Fouché, qui fut obligé de deviner ce qui se traitait à Londres sur ce que M. Ouvrard lui mandait d'Amsterdam, d'après les lettres qu'il recevait de M. de Labouchère. Celui-ci avait trop d'esprit pour écrire ce qui ne pouvait pas se dire, de sorte que la curiosité de M. Fouché était continuellement excitée et jamais satisfaite ; il en voyait cependant assez pour juger que l'empereur travaillait à la paix, et il en conclut qu'il fallait prendre ce langage : en même temps, il songea à tirer sa part de la considération dans l'œuvre

de la paix, en faisant tout ce qui était nécessaire pour fasciner les yeux de la multitude, et en persuadant que c'était lui qui l'avait faite, ou qui avait forcé à la faire. Il allait hardiment, parce qu'il la croyait sûre, persuadé que l'empereur était en négociations ouvertes. Il en parlait aux uns pour qu'ils en parlassent à leur tour, et en même temps il ne négligeait rien de ce qui pouvait le tenir régulièrement informé de l'état de cette question, autour de laquelle il tournait sans pouvoir la pénétrer. Il était inquiet d'une chose, c'est que, comme il avait coutume de s'attribuer tout ce qui était populaire, si la paix était venue à se faire sans qu'il en fût prévenu, sa prévoyance aurait été en défaut, et son crédit s'en serait altéré.

C'est en parlant ainsi de la paix avec l'Angleterre qu'il promettait à tout le monde, qu'il fit attacher sur lui des yeux observateurs, et qu'il revint aux oreilles de M. de Bassano, ou de M. de S....*, que M. Fouché traitait de la paix avec l'Angleterre par le canal de M. Ouvrard, qui était à Amsterdam, et l'on ajoutait qu'il allait et revenait de Londres dans cette ville : soit curiosité, soit jalousie de la part de ceux qui, ayant fait le mariage de l'empereur, convoitaient des ministères, ou au moins celui vers lequel ils voyaient que M. Fouché tendait †, ils voulurent déjouer son projet, ou son intrigue si elle avait été tramée contre l'Etat. Cela leur fut facile par le moyen de cet Hennecart ‡, que M. de S.... avait tout-à-fait gagné. De son côté, Hennecart, quoiqu'attaché au ministère de la police, avait gagné les sieurs Vera père et fils, qui étaient tous deux employés supérieurs à la préfecture de police, laquelle était presque continuellement en rivalité avec

* M. de S. avait été ambassadeur en Hollande et avait des moyens faciles d'informations à Amsterdam.

† *Les relations extérieures.* Fouché n'avait pas cessé de convoiter ce ministère depuis que M. de Talleyrand l'avait quitté.

‡ Cet Hennecart est de Cambrai ; c'était un émigré, anciennement officier au régiment de Beauvoisis.

le ministère de la police ; par ce moyen, lorsqu'on voulait jouer un mauvais tour à M. Fouché, on donnait un mauvais bulletin à Hennecart, qui le remettait au sieur Vera, et celui-ci au préfet de police, qui ne manquait pas d'en faire la matière d'une anecdote de police pour l'empereur. C'était par de misérables moyens comme ceux-là qu'on entravait la marche des affaires les plus importantes en faisant parade d'un zèle exclusif et sans pareil pour le service de l'empereur. Je ne puis pas assurer si M. de Bassano rapporta à l'empereur que M. Fouché était en négociations ouvertes avec l'Angleterre par le moyen d'Ouvrard, et si c'est l'empereur qui l'aurait, par suite, chargé de prendre des informations sur ce que pouvait faire M. Ouvrard, soit à Amsterdam ou à Londres ; ou bien si lui, M. de Bassano, avait fait prendre des informations avant d'en rendre compte à l'empereur. Néanmoins j'ai toujours cru qu'on lui en avait fait parvenir le premier avis par la préfecture de police, ainsi que je viens de le dire. Du reste, voici un fait exactement vrai.

Lorsque j'eus reçu la déclaration du sieur Fagan, dont j'ai parlé tout à l'heure, je fis venir le sieur Hennecart et lui parlai un peu vivement en ces termes :

" Monsieur, vous qui m'avez fait tant d'offres de service, " qui m'avez parlé de l'ingratitude du duc d'Otrante envers " l'empereur, qui trouvez si bien que l'on ait fait arrêter M. " Ouvrard, je trouve, moi, que personne ne mérite mieux que " vous un pareil traitement, et si vous ne me répondez pas " catégoriquement, cela pourra bien vous arriver tout à " l'heure.

" Qui est-ce qui a dit d'aller engager Fagan à se charger d'une mission pour l'Angleterre ?" Il me répondit, d'un ton fort consterné, qu'à la vérité il avait été le trouver et le lui proposer ; que cela avait été arrangé entre M. de S.... et lui, et que, sans cette intrigue, ils ne seraient jamais parvenus à déplacer M. Fouché pour me faire entrer au ministère. Je

lui répondis : « Comment ! vous ne me connaissiez pas, et « vous me vouliez tant de bien ! »

Il crut m'en imposer en me disant que l'opinion me désignait comme le seul homme, entre ceux dévoués à l'empereur, capable de bien remplir cette place, etc., etc. Enfin il me raconta tout ce que je viens de dire sur ce qui s'était passé entre Fagan et lui, en ajoutant qu'il n'avait fait cela que de concert avec S...., et que c'était à S.... qu'il remettait les bulletins que Fagan lui envoyait.

Ainsi M. Fouché, dont l'habileté a été tant vantée, avait employé dans cette circonstance, si délicate pour lui, un agent qui, quoiqu'à ses gages, lui avait été mis dans la main par M. de S...., qui préparait sa perte*. Si M. de S.... n'était pas d'accord avec M. de Bassano, il l'a dupé en lui remettant, comme venant d'une autre source, des bulletins qui venaient de Fagan ; et s'il était d'accord avec M. de Bassano, tous deux ont complètement dupé M. Fouché.

Je n'ai pas encore dit quel était le motif de celui-ci en envoyant Fagan à Londres : il pouvait en avoir deux.

1° Comme Fagan disait avoir des moyens d'introduction près du marquis de Wellesley, il pouvait par là connaître l'état de la question entre le ministre et les propositions de la partie dont M. de Labouchère était l'organe, et au moyen de la correspondance de Fagan (qui avait causé avec M. de Wellesley), comparée avec celle de M. Ouvrard, laquelle était extraite des lettres de M. Labouchère, qui avait de même causé avec le marquis de Wellesley. M. Fouché pouvait être très près de deviner les intentions des deux partis qui traitaient, et juger d'avance du résultat, et en même temps conjecturer quelles devaient être les instructions des négociateurs.

* Mais il est juste d'observer que, si M. Fouché avait douté de sa fidélité, il n'était pas autorisé à soupçonner les moyens employés pour le corrompre, et quand même il les aurait découverts, il n'aurait pu s'en plaindre ; d'abord on ne l'eût pas cru, et ensuite il ne l'aurait pas osé.

C'est au retour du premier voyage que fit Fagan, que M. Fouché ne douta plus du succès des négociations de paix, et qu'il s'arrangea, soit pour s'attribuer dans l'opinion la gloire d'avoir amené l'Angleterre à conclure la paix, ce que personne n'avait pu faire jusqu'alors ; soit pour s'emparer de la négociation, lorsque le moment serait arrivé où l'empereur aurait voulu et en même temps pu traiter ouvertement, parce qu'alors il lui aurait dit qu'il était au fait de la question, qu'il la suivait des yeux depuis long-temps, ce qui, selon lui, aurait paru un assez grand avantage pour que l'empereur le nommât négociateur, puis enfin ministre des relations extérieures, où il aspirait à arriver, étant las de la police. C'était là son motif en envoyant Fagan à Londres ; mais il s'empressa trop de faire le négociateur, et se trompa de chemin comme un homme qui veut conduire ceux qui ne lui ont pas dit où ils veulent aller. Il renvoya son messager à Londres, d'où il était parti peu auparavant, ayant vu et entretenu le marquis de Wellesley. Il se présenta de nouveau chez ce ministre, auquel il rapporta des conversations, et peut-être même des légèretés de M. Fouché, qui était aussi ministre, et qui pouvait paraître à Londres chargé par l'empereur de négocier. Voilà donc ce Fagan qui se trouva avoir une sorte de caractère, parce qu'enfin le marquis de Wellesley pouvait bien accorder autant de confiance à ce que Fagan lui disait de la part de M. Fouché, que M. Fouché paraissait en avoir accordé à ce que ce même Fagan lui avait rapporté de la part du marquis de Wellesley; mais malheureusement pour M. Fouché, ce que Fagan disait au marquis de Wellesley ne ressemblait pas tout-à-fait à ce dont M. de Labouchère l'entretenait, et que Fouché ne pouvait pas savoir aussi promptement, par la raison que ce qui devait être envoyé à M. de Labouchère était adressé directement de Paris au roi de Hollande, de là à Londres, et que M. Fouché ne pouvait en être informé qu'après que l'avis était revenu sur ses pas,

c'est-à-dire lorsque M. de Labouchère avait bien voulu en écrire à M. Ouvrard, qu'il croyait informé du motif de son séjour à Londres. Il résulta de ce tripotage que le marquis de Wellesley fut autorisé à croire qu'on voulait le duper, ou que l'on faisait jouer à M. de Labouchère le rôle d'une dupe pour bercer les Hollandais de l'espérance de la paix, puisqu'il lui parlait dans un sens, et que M. Fouché lui faisait parler dans un autre qui ne pouvait pas être exactement conforme au premier; il ne soupçonnait pas la sincérité de celui qui ne craignait pas de prendre un caractère officiel, et n'accordait pas autant de confiance à celui qui cependant la méritait mieux que l'autre, mais qui, n'étant pas autorisé à prendre un caractère, pouvait être désavoué quand on voudrait.

Il chercha auquel des deux il devait ajouter foi, et, ne voyant que des contradictions dans ce que l'un et l'autre disaient, il ne put voir là que de l'intrigue, et cessa toute communication avec tous deux, et bientôt après leur fit donner l'ordre de quitter l'Angleterre, observant que, si la France avait réellement envie de faire la paix, elle devait avoir d'autres moyens à employer pour se faire entendre.

Il fallut bien rendre compte à l'empereur du retour de M. de Labouchère à Amsterdam; on lui avait caché l'envoi du sieur Fagan à Londres, en ne lui remettant les bulletins de ce Fagan, par M. de S***, que comme des bulletins de la négociation de M. Fouché, sans explications. L'empereur ne connaissait que le départ de M. Ouvrard pour Amsterdam, et comme on se garda bien de l'éclairer sur celui de Fagan pour Londres (que M. de Bassano ignorait peut-être lui-même), il attribua naturellement à M. Ouvrard ces bulletins de la négociation de M. Fouché. C'est pourquoi l'empereur crut d'abord que M. Ouvrard avait été lui-même à Londres, et il ordonna son arrestation. On y poussa l'empereur, parce que l'on voulait lui persuader que M. Ouvrard

était le prête-nom de M. de Talleyrand, que l'on voulait écarter comme un homme qui faisait peur.

Je laisse aux hommes éclairés à former leur opinion sur cette intrigue, qui ressemble même plutôt à de la fourberie de laquais qu'à de la haute intrigue. Ils jugeront, dans toute cette suite de piéges tendus à la bonne foi, quel est celui qui a été le plus coupable.

CHAPITRE XXVI.

Le roi de Hollande abdique —Il nomme la reine régente.—Réflexions.—Inquiétudes de l'empereur.—Opinion de l'empereur Alexandre sur le blocus continental.—Détails sur le chagrin de l'empereur Napoléon à la nouvelle de l'abdication de son frère.—Considérations politiques.—La Hollande est réunie à l'empire français.

Il fallut renoncer à l'espérance de faire la paix, et cette nouvelle produisit encore un plus mauvais effet en Hollande qu'en France. Le désespoir s'empara de la majeure partie du commerce. Le roi lui-même, dont les goûts pour la solitude s'accordaient peu avec les agitations de circonstances aussi graves ; le roi, effrayé d'avance de désordres qu'il regardait comme inévitables, et ne sentant pas en lui sans doute l'énergie nécessaire pour y faire face, se laissa aller à son inclination naturelle. Il se détermina tout à coup à abdiquer un pouvoir qu'il avait reçu, pour ainsi dire, malgré lui, et il ne craignit pas de susciter à l'empereur de nouveaux embarras, en laissant, par son départ subit, la Hollande sans gouvernement.

Il est bien vrai que, par son acte d'abdication, il avait nommé la reine régente ; mais ce n'était pas dans une monarchie nouvelle, comme l'était celle de Hollande, qu'une

reine étrangère pouvait exercer une souveraineté, d'autant plus que, moins encore que son mari, elle était en état d'apporter remède à des maux dont la perspective l'avait déterminé à se retirer.

Il était inutile de se dissimuler qu'il devait arriver de deux choses l'une, ou que le gouvernement serait assez fort pour comprimer tous les mécontens, c'est-à-dire tous les Hollandais, ou bien que ceux-ci secoueraient le joug de la France et appelleraient les Anglais, et alors une régente étrangère au pays, placée tout à coup à la tête des affaires, pouvait-elle réunir des forces assez imposantes pour faire respecter son autorité et contenir des soulèvemens ; en supposant même que, jeune et sans expérience, elle eût assez de force morale pour résister au déchirant tableau d'une nation divisée, malheureuse, et qui n'aurait pas manqué de lui attribuer tous les maux qui l'accablaient ?

Dans un état de paix et de tranquillité, où un esprit juste, éclairé, joint à un cœur généreux et élevé, peut suffire pour administrer, sans doute la Hollande n'aurait pu mieux trouver que sa régente ; mais les circonstances n'étaient ni aussi favorables ni aussi heureuses, et il y avait des intérêts qui parlaient plus haut que les siens.

Le roi de Hollande a été blâmé sous beaucoup de rapports : on lui a généralement reproché d'avoir abandonné des peuples qui lui rendaient justice et ne lui avaient refusé ni fidélité ni obéissance ; d'avoir, par sa retraite, attiré sur eux des maux qu'il aurait évités en les préservant au moins de tous ceux qui sont inséparables de l'écroulement d'un gouvernement. Enfin on lui a reproché d'avoir, par son acte d'abdication, désigné l'empereur comme la cause d'un sacrifice qu'il s'imposait, tandis que sa santé et surtout ses goûts de retraite y avaient plus de part que de l'influence de l'empereur sur la Hollande ; influence d'ailleurs qui était

moindre peut-être qu'elle ne l'avait été sous le gouvernement électif de ce pays.

Ce n'était pas sans raison que l'empereur disait quelquefois, en parlant de ses frères, qu'aussitôt qu'ils étaient revêtus d'un pouvoir, ils adoptaient la politique de celui auquel ils avaient succédé, en sorte qu'il avait peu gagné au change, ajoutant qu'il ne lui en coûterait pas davantage de faire gouverner tous ces pays par des vice-rois.

A peine le roi de Hollande eut-il signé son abdication, qu'il partit incognito, passa par les Etats de son frère qui régnait en Westphalie, traversa la Saxe pour se rendre d'abord, dit-on, aux eaux de Tœplitz en Bohême, puis enfin alla s'établir à Gratz en Styrie, où il vécut sans suite comme un simple citoyen.

L'empereur était au château de Rambouillet, lorsqu'il eut connaissance de cette abdication. La première nouvelle en était arrivée à Paris, par le commerce, et comme il n'avait rien reçu par ses relations officielles, il conçut de l'inquiétude sur quelques menées particulières du pays même, dont la retraite du roi aurait été probablement un des résultats convenus. Il fut un moment fort occupé de cette idée, jusqu'à ce que l'officier-général qui commandait ses troupes en Hollande l'eût rassuré par toutes les mesures qu'il avait prises pour préserver les troupes hollandaises de toute participation à un mouvement étranger que l'on croyait lié avec le parti qui avait décidé le roi à abdiquer.

L'exécution rigoureuse du système continental était devenue l'ancre de salut de l'empereur en ce qu'elle pouvait seule amener l'Angleterre à conclure la paix. Ce système, contre lequel l'opinion s'est tant soulevée, avait été mûrement médité et fortement conçu. Quitte à anticiper un peu sur l'ordre des faits, qu'on me permette de m'appuyer ici du témoignage non suspect de l'empereur Alexandre.

En 1814, ce monarque avait l'habitude d'aller quelquefois rendre visite à l'impératrice Marie-Louise au château de Schœnbrunn. Il y rencontra M. de Menneval qu'il reconnut aisément, et dans le cours de la conversation il lui raconta que, pendant le voyage qu'il venait de faire en Angleterre après la paix de Paris, il avait voulu avoir le cœur net sur l'effet qu'on s'était promis du système continental ; qu'il ne s'en était pas tenu à de simples observations verbales ; qu'il avait été à Manchester, à Birmingham et autres grandes villes manufacturières d'Angleterre ; qu'il avait bien vu, bien examiné, bien questionné, et qu'il en avait rapporté la conviction que, si ce système eût encore duré un an, l'Angleterre aurait inévitablement succombé, ajoutant que c'était une grande et belle conception dont il n'avait jamais compris toute la force.

Mais ce que la perspicacité de l'empereur Alexandre n'avait aperçu qu'en 1814, le génie de l'empereur Napoléon l'avait senti dès l'origine ; aussi mettait-il une grande importance à l'exécution de cette mesure si effective, et cependant si peu comprise. La Hollande était la partie de l'Europe la plus essentielle à faire observer à cause de ses innombrables affluens et de la diversité de ses relations commerciales.

L'empereur avait souvent eu à se plaindre au roi Louis de la négligence qui était apportée sur ses côtes à l'exécution d'un système qui l'intéressait autant que lui ; mais, par son opposition et son opiniâtreté que l'empereur n'a jamais pu vaincre, et par ses menées sourdes, le roi Louis a nui, au lieu d'aider. On ne saurait nier que son abdication et sa fuite n'aient fait un grand tort à l'empereur dans l'opinion.

Un témoin oculaire qui se trouvait près de l'empereur, quand il reçut le courrier qui lui annonçait cet événement, m'a raconté qu'il ne l'avait jamais vu aussi atterré ; qu'il avait gardé quelque temps le silence, puisqu'en sortant de cette

espèce de stupeur momentanée, il avait paru vivement ému. Il ne pensait pas alors à l'influence que cette circonstance aurait sur la politique, il ne songeait qu'à l'ingratitude de son frère. Il était frappé au cœur. " Concevez-vous, " disait-il, une malveillance aussi noire du frère qui me doit " le plus ? Quand j'étais lieutenant d'artillerie, je l'élevai " sur ma solde ; je partageai avec lui le pain que j'avais, et " voilà ce qu'il me fait !" Et l'émotion de l'empereur était si vive, qu'on assure que la douleur lui arracha quelques sanglots.

Le roi Louis a voulu paraître quitter le diadème sans fortune, et a voulu qu'on crût à Gratz qu'il était pauvre. Il a dédaigneusement refusé et protesté dans les gazettes étrangères contre l'apanage que l'empereur faisait à la reine. Il ne m'appartient pas de traiter cette question personnelle ; je pourrais cependant faire l'énumération de tout ce que Louis Bonaparte devait à l'empereur, et je pourrais bien aussi raconter ensuite comment il s'est conduit envers son bienfaiteur, qui lui a reproché, à son lit de mort, dans son testament politique, d'avoir publié contre lui un livre appuyé de pièces dénaturées et même fausses.

L'empereur n'avait jamais pensé à opprimer la Hollande, il s'était même prêté à tout ce qui pouvait alléger la situation des Hollandais, sans annuler les effets de son système. Il avait accordé des licences et autres priviléges commerciaux ; mais dans la position nouvelle où se trouvaient les choses, que fallait-il qu'il fît ? Abandonner la Hollande à elle-même ? Oui, sans doute, s'il avait voulu que le lendemain elle devînt anglaise, et qu'elle ne rendît plus mauvaise encore notre position avec l'Angleterre.

Cette puissance ne demandait pas mieux que de traiter séparément avec tous nos alliés sans nous, et nous n'avions de moyens, pour la déterminer à nous écouter, qu'en ne nous séparant pas d'eux, et en opprimant même ceux qu'elle était

le plus intéressée à voir ménager. Il n'y avait donc, dans l'intérêt de la politique à laquelle la Hollande était soumise, que deux partis à prendre dans la circonstance où l'événement l'avait placée, savoir, l'occuper comme conquête, ou bien la réunir définitivement à l'empire. Quel était des deux le moins désastreux pour elle, et le plus conforme aux intérêts de la France ?

Pour occuper la Hollande comme conquête, il aurait fallu y envoyer une armée et en retirer les troupes nationales, c'est-à-dire qu'il aurait fallu retirer une portion de celles qui étaient en Espagne pour les porter en Hollande ; ce qui était déjà un grave inconvénient, parce qu'il n'y avait pas un régiment de trop dans cette partie. En second lieu, l'occupation de la Hollande de cette manière aurait dû nécessairement être calculée sur sa défense extérieure, sur celle des places dont elle est couverte, enfin sur le maintien de l'ordre public et de la soumission de toute une population répandue sur une surface de pays coupé de canaux dans tous les sens ; les grandes villes seules auraient exigé une armée pour les contenir, si le moment était devenu favorable pour un soulèvement. Faute de toutes ces précautions, on se serait exposé à voir arriver une armée anglaise en Hollande, où elle aurait été secondée par une insurrection générale du pays avec le secours de laquelle elle serait devenue inexpugnable à travers tous les obstacles qu'elle aurait pu mettre entre elle et nous.

En occupant la Hollande comme conquête, il aurait fallu lui laisser ses administrateurs, ses lois et toutes ses coutumes, et néanmoins la couvrir de douaniers dont le nom seul suffisait pour la porter à la révolte.

A tous ces inconvéniens se serait joint le pire de tous, qui aurait été nécessairement d'être soumise à une autorité militaire, contre l'arbitraire de laquelle elle n'aurait point eu de recours. Dans cette situation, elle aurait éprouvé tous les désavantages d'une réunion, et n'eût eu aucuns des dédom-

magemens qu'elle pouvait y trouver, tels que ne pas ressortir de la volonté, d'un général particulier, d'avoir ses représentans au sénat, au corps-législatif, au conseil d'Etat et à la cour de cassation ; de ne pouvoir pas être plus foulée qu'autre province de France ; de confondre sa dette nationale avec celle de la France, qui devenait tout entière garant des engagemens du gouvernement hollandais sous ce rapport, et enfin de voir disparaître la ligne de douaniers qui était sur sa frontière territoriale.

Depuis long-temps, le gouvernement n'avait plus d'existence extérieure que celle que lui avait acquise son ancienne réputation ; toutes les sources de sa prospérité publique s'étaient successivement taries ; la représentation même du gouvernement de cet Etat était devenue un fardeau pour lui, et ne pouvant pas s'affranchir, un grand nombre de Hollandais préféraient leur réunion à la France plutôt que d'être exposés aux vexations continuelles inséparables d'un changement continuel de gouvernement.

Il eût sans doute mieux valu que l'on ne fût pas réduit à cette extrémité, mais l'événement avait été indépendant de la volonté de l'empereur ; antérieurement il avait eu des circonstances moins désavantageuses, pour réunir ce pays à la France (si cela avait été son projet), que celles dans lesquelles l'abdication de son frère le força de le faire.

Il eût sans doute mieux aimé lui voir prendre le courage de supporter le fardeau de ce gouvernement, mais il n'avait rien pu sur ses déterminations ; il ne dut donc penser qu'à prévenir les effets fâcheux qu'elle pouvait avoir pour la France, avant même d'envisager les intérêts des Hollandais. D'autres considérations, ajoutées à celle-là, lui firent prendre le parti de réunir définitivement la Hollande, plutôt parce qu'il ne savait qu'en faire que dans le but d'augmenter sa puissance. Lorsqu'il décréta cette réunion, le corps-législatif n'était pas assemblé : il ne pouvait donc le consulter.

L'on s'est beaucoup récrié en Europe sur cette occupation définitive de la Hollande, qui faisait disparaître du nombre des puissances un pays à l'existence duquel presque toutes les nations de l'Europe étaient intéressées. Toutes y avaient des relations, et la plupart en avaient fait leur maison de banque. Aussi toutes prirent-elles part au sort qu'on lui imposait, et commencèrent-elles alors à s'échanger leurs sentimens sur cet acte politique, qui ne plut à aucune. On n'entra point dans les raisons qui avaient déterminé l'empereur, on trouva meilleures celles que l'on avait de lui résister; et si, dès ce moment, il n'y eut pas encore entre elles de communications à ce sujet, il y eut au moins une conformité d'opinion. Cet acte politique de l'empereur devint le signal d'une nouvelle croisade contre lui, et on ne tarda pas à s'apercevoir que tous les princes disposés à se coaliser ne cherchaient plus qu'une main dans laquelle ils remettraient le sceptre de leur ligue. Je reviendrai sur ce point lorsque j'aurai parlé d'autres détails qui doivent avoir ici leur place.

CHAPITRE XXVII.

Changemens dans l'administration hollandaise.—Effet que produit en France la réunion de la Hollande.—Mort du prince d'Augustembourg.—La couronne de Suède est offerte à Bernadotte.—Etat dans lequel je trouve le ministère de la police.—Papiers de la famille d'Orléans.—L'empereur les lit.—Ses paroles à ce sujet.

En réunissant la Hollande, on prit toutes les mesures qui parurent devoir rendre cette opération le moins désagréable possible aux Hollandais. L'empereur recommanda que l'on y envoyât comme préfets ce que l'administration française

offrait de plus probe et de plus recommandable. Il en fut de même dans toutes les autres branches de l'administration ; il n'y eut que les maires et quelques employés des finances qui restèrent à leur poste.

Les autres employés hollandais vinrent en France occuper les places des Français qui avaient été envoyés pour les remplacer. On ne négligeait rien de ce qui semblait devoir amener une fusion parfaite et étouffer les germes de dissensions intestines ; on n'y parvint pas, parce que les intérêts commerciaux du pays rendaient les Hollandais sourds à toute espèce d'arrangemens qui ne leur laissaient pas entrevoir le retour de leur navigation, à laquelle ils devenaient chaque jour plus étrangers. On espéra tout du temps ; mais une suite d'événemens malheureux fit bientôt perdre cette espérance.

La réunion de la Hollande ne plut pas en France, autant parce que l'on entrevoyait que cela rallumerait la guerre, que parce que l'on ne comprenait pas une extension de puissance qui dépassait les bornes des intelligences même peu ordinaires. Il y eut beaucoup de censeurs dont le caractère indépendant de toute crainte fit écouter des réflexions très-justes sur cet accroissement de territoire.

On voulait toujours s'obstiner à croire que l'empereur réunissait définitivement tout ce qui lui convenait, tandis que le terme de ces réunions était soumis à l'époque où ses parties adverses rendraient elles-mêmes ce qu'elles avaient réuni à leur domination, en vertu de titres qui ne valaient pas mieux que ceux qu'il se donnait. En même temps que les censeurs critiquaient, il y avait des courtisans qui louaient, et il était devenu à la mode de rechercher jusqu'où s'était étendu l'empire romain dans sa plus grande splendeur, comme si, à moins d'être déshonorée, la France eût dû reculer les bornes de son territoire jusque-là. Ce n'était le

langage ni des uns ni des autres qui influençait les décisions de l'empereur, dont les opérations avaient un but dont il n'entretenait peut-être pas ceux qui auraient pu le servir ; et pendant ce temps-là elles étaient dénaturées par de vaniteux courtisans dont l'astucieuse malveillance ne tardait pas à s'en emparer. C'est à cette même époque que mourut d'une mort singulière le prince d'Augustembourg, qui avait été élu par la diète de Suède prince héréditaire de ce pays, dont le roi, fort âgé, n'avait point d'enfans.

Cet événement mit les Suédois dans l'obligation de procéder à une nouvelle élection ; ils témoignèrent des dispositions à faire un choix qui les rapprochât de la France. On ne les repoussa point ; ils connaissaient de réputation le maréchal Bernadotte, ils avaient été en communication avec lui pendant la guerre de 1809, et en avaient été bien traités. Ils penchèrent pour lui entre tous les choix qu'ils auraient pu faire. L'empereur n'en fut pas fâché : il n'était pas fort content du maréchal Bernadotte ; mais il avait une vieille amitié pour tout ce qui avait servi en Italie, en sorte que non seulement il ne contraria pas le choix de la diète, qui était une sorte d'hommage rendu à l'armée française dans les rangs de laquelle elle venait choisir un roi, mais même il l'agréa, et donna au maréchal Bernadotte tout ce qui lui était nécessaire pour arriver en Suède d'une manière convenable au rang qu'il allait occuper. Il lui donna un million de son propre argent. C'est là la première époque de mon entrée dans l'administration, et je commençais déjà à voir que tout ce qui se disait sur la réunion de la Hollande était le pendant de ce qui s'était dit sur l'Espagne. Je n'apercevais rien dans la marche de mon prédécesseur qui pût m'indiquer le chemin à prendre pour aller à la rencontre de ce qui me paraissait devoir corroder l'opinion. Je croyais le ministère dont j'étais pourvu une puissance, et je ne le voyais

qu'un fantôme ; il me semblait être dans un tambour sur lequel chacun frappait sans que je pusse connaître autre chose que le bruit. Je demandais à tout ce qui m'entourait comment faisait M. Fouché, et l'on me répondait le plus souvent qu'il laissait faire ce qu'il ne pouvait empêcher.

J'étais aussi honteux de mon embarras que tourmenté de ne pouvoir le surmonter, et si je n'avais été encouragé par des hommes de bien que je trouvai dans le ministère même, et auxquels on rendait bien peu de justice, j'aurais fait comme le roi Louis. Le courage me vint, et il me ramena de la confiance. J'avais heureusement une mémoire extraordinaire pour retenir les noms et les lieux.

Je voyais bien que M. Fouché m'avait joué en brûlant son cabinet,* et je pris le parti de m'en créer un autre. De ma vie je n'avais employé des agens ; je ne connaissais même pas assez le monde dans lequel il était nécessaire de les lancer pour leur donner une direction sans me découvrir moi-même. Mon inexpérience des hommes de la révolution, avec lesquels ma charge m'obligeait à être journellement en contact, me fit sentir la nécessité de chercher dans le passé la prévoyance pour l'avenir.

J'avais depuis ma jeunesse une grande prévention contre le duc d'Orléans : c'était la suite des opinions où l'on était à l'époque de mon entrée au service, et elle s'était fortifiée par tout ce que j'entendais depuis que nos salons s'étaient repeuplés des débris de naufrage de tous les partis. J'employai plus d'un mois à lire seul toutes les volumineuses liasses des papiers du duc d'Orléans, lesquelles étaient encore dans le

* Pendant les deux dernières années de son administration, M. Fouché avait fait rechercher soigneusement tous les écrits qui avaient été publiés pendant la révolution, et dans lesquels on exaltait son patriotisme, tels que sa correspondance avec le comité du salut public, lorsqu'il était son commissaire à Lyon en 1793 ; il avait brûlé tout cela.

même état qu'elles avaient été apportées au ministère depuis leur saisie, et malgré que je fusse souvent dérangé, j'en vins à bout.

Je sentais mon opinion personnelle se redresser souvent à la lecture de tous ces papiers. J'y en trouvai de singuliers, en ce qu'ils étaient d'hommes que j'entendais souvent déclamer contre le duc d'Orléans, et j'avais sous les yeux la preuve qu'ils étaient ses obligés. J'y trouvai même des reçus d'argent, et dans presque tous une reconnaissance exprimée de manière à ne laisser aucun doute sur son motif. Je fis un choix de ceux de ces papiers qui concernaient des hommes que je voyais fort assidus aux Tuileries, et d'autres qui cherchaient à acquérir du crédit.

Je portai un jour tout cela à l'empereur à Rambouillet ; là il y avait ordinairement peu de monde, et l'on trouvait plus de temps pour la conversation. Comme je ne savais pas lui mentir, je lui dis que, vaincu par toutes mes craintes d'être un jour en défaut vis-à-vis de lui, et par ce que j'avais entendu dire toute ma vie contre le duc d'Orléans, je m'étais méfié de l'avenir et de moi, et avais puisé dans les archives de la maison d'Orléans, qui étaient à mon ministère, les papiers que je lui apportais, en ajoutant qu'il y en avait de curieux. L'empereur les prit en me disant : " J'étais bien informé que les archives de cette maison existaient là ; mais on m'avait dit que l'on n'y avait rien trouvé : ceci prouverait, ou que l'on ne s'en est pas occupé, ou qu'on l'a jugé peu important."

Il m'emmena dans le quinconce qui lui servait de promenade sous les fenêtres du château, près du grand étang.

Il lut tout d'un bout à l'autre, ce qui dura long-temps, puis il fit quelques tours en silence, et me dit : " Vous voyez qu'il ne faut jamais juger sur les apparences ; vous étiez prévenu contre ce prince, et si vous aviez trouvé occasion de nuire à quelques-unes de ses créatures, vous eussiez écouté les res-

sentimens que l'on avait excités en vous, et qui venaient peut-être de ceux qui sont ses obligés ; vous avez donc bien fait de vous livrer à cette recherche : c'est toujours ainsi qu'il faut faire. Il m'est bien prouvé que le duc d'Orléans n'était pas un méchant homme. S'il avait eu les vices dont on entache sa mémoire, rien ne l'aurait pu empêcher d'exécuter le projet qu'on lui a supposé : il n'a été que le levier dont se sont servis les meneurs de cette époque, qui l'ont compromis avec eux, pour trouver des prétextes de lui extorquer de l'argent, et il paraît bien qu'une fois qu'ils ont commencé, les demandes n'ont plus eu de bornes.

« Il ne faudrait même pas s'étonner que tous ceux qui étaient ses débiteurs se fussent entendus sur le moyen de lui arracher quittance, et n'eussent tramé sa perte en soulevant contre lui l'indignation publique. L'exacte vérité est que le duc d'Orléans s'est trouvé dans une circonstance extraordinaire qu'il ne pouvait prévoir, lorsqu'il est entré dans la révolution, ce qui prouve qu'il y était entré franchement comme toute la France. Que voulait-on qu'il fît ? L'exaspération des partis, à cette époque, lui avait fermé les pays étrangers. Je n'approuve pas ce qu'il a fait ; mais je le plains, et ne voudrais être le garant de personne, si le sort l'avait jeté dans une situation semblable. C'est une grande leçon que l'histoire recueillera.

« Je n'ai nul intérêt à m'occuper de cela : je crois bien que le parti du duc d'Orléans a existé au temps de nos discordes ; je crois même qu'il se ranimerait, si le trône devenait vacant ; mais, tant que je vivrai, c'est une chimère qui ne ferait point de prosélytes.

« Chacun a tout ce qu'il espérait avoir, et même au-delà ; croyez-vous qu'il ne soit pas aussi assuré de posséder avec moi qu'avec le duc d'Orléans ? Voyez vous-même combien d'existences je menacerais, si je devenais accessible à la crainte d'après ce que vous m'apportez là ; c'est-à-dire que

je ne verrais plus de sécurité pour personne, parce que les faiseurs viendraient aussi m'assiéger, et quand une fois on sévit, le plus sage a de la peine à s'arrêter. Voilà mon opinion, et il ne faut plus me parler de cela sans de graves raisons. Brûlez tout ce fatras, et laissez tous ces gens-là en repos : qu'ils ne sachent jamais que j'ai lu cela, je conçois l'embarras dans lequel ils seraient; il y en a d'ailleurs dont je fais cas. Ils ont cru que c'était le bon parti alors, ils pouvaient avoir raison.

" Je n'épouse aucun parti que celui de la masse ; ne cherchez qu'à réunir, ma politique est de compléter la fusion. Il faut que je gouverne avec tout le monde sans regarder à ce que chacun fait : on s'est rallié à moi pour jouir en sécurité ; on me quitterait demain, si tout rentrait en problême."

CHAPITRE XXVIII.

M. Fouché ne me fait connaître que quelques agens subalternes.—Moyens que j'emploie pour découvrir les autres.—Je trouve de la bonne volonté.—Mon oratoire se remplit, les saints de toutes les classes n'y manquent pas.—Intrigans de Paris.—Intrigans d'été dans la haute société.—Complaisance des courtisans pour l'empereur.—Bals masqués.—Bienfaisance de l'empereur.—Les femmes de Paris.

M. Fouché s'était joué de moi en me désignant des agens qui étaient des hommes de la dernière classe et que même il ne recevait pas, hormis un ou deux individus qui lui permirent de me les présenter. Il ne m'en fit pas connaître d'autres. Moi, je ne fus pas si fier; je les vis tous pour savoir d'eux-mêmes à quoi on les employait, j'en trouvai qui valaient mieux que leur extérieur, et je me suis bien trouvé

d'avoir été généreux envers eux. Mes premiers essais furent de ressaisir, par la ruse, tous les fils qu'avait rompus mon prédécesseur par méchanceté. Mon intelligence me fit bientôt trouver des moyens naturels qui m'y firent réussir.

Il y a dans toutes les grandes administrations un régistre d'adresses, afin que les porteurs de lettres, qui sont des hommes que l'on a *ad hoc*, sachent de quel côté ils doivent commencer leurs courses pour abréger le chemin. Celui du ministère de la police était assez riche en ces sortes d'indications. Il était gardé par les garçons de bureau, et comme je ne voulais pas laisser apercevoir mon projet, je choisis un soir où je pouvais me débarrasser de mon monde pour donner une longue commission au domestique qui était de garde ce soir-là, et je lui permis d'aller se coucher, au lieu de rentrer chez moi; il ne fut pas plus tôt dehors, que j'allai moi-même enlever le registre, ainsi que la liasse des reçus que les commissionnaires ont soin de conserver en cas de réclamation sur la remise des lettres.

Je me renfermai dans mon cabinet pour faire moi-même le relevé de ces adresses. Quelques-unes désignaient la profession. Je passai la nuit à le copier et à chercher dans la liasse des reçus tous ceux qui portaient la date d'un même jour pouvant correspondre à celui où M. Fouché formait la liste des convives de ses dîners de représentation, qui avaient lieu les mercredis, en hiver seulement; ceux-là ne piquaient pas autant ma curiosité que ceux dont je n'apercevais pas le motif qui avait pu les faire mander au ministère. Lorsque j'eus fini, je remis les choses à leur place. J'avais une belle légende de noms et d'adresses; il y en avait dans le nombre qui m'étaient connus, et que j'aurais cherchés plutôt en Chine que sur ce catalogue. Il y avait plusieurs noms qui n'étaient désignés que par une majuscule; je jugeai bien que ce devait être les meilleurs, et je vins à bout de les connaître, en leur

jouant le tour dont je parlerai, et que l'embarras de ma situation rendait excusable, d'autant plus qu'il n'avait que le caractère de la curiosité.

Je divisai mon catalogue d'adresses par arrondissement, c'est-à-dire en douze parties, et chargeai quelqu'un, dans chaque arrondissement, de me faire la note détaillée de ce qu'était chacun des individus désignés, de quel pays il était, depuis quand il était à Paris, de quoi il y vivait, ce qu'il y faisait, et de quelle réputation il jouissait ; sans donner d'autres motifs de ma demande, je fus servi à souhait, parce qu'il n'y a pas de ville en Europe où l'on retrouve aussi promptement qu'à Paris, un homme déjà connu. Le simple bon sens me fit apercevoir ce qui pouvait me convenir dans ces renseignemens, et je ne craignis pas de porter un jugement favorable à mes projets, sur quelques-uns qui étaient précisément les agens de mon prédécesseur. Je les fis mander par billet à la troisième personne, et sans indiquer d'heure pour l'audience ; seulement j'eus soin de les appeler à des jours différens. Aucun n'y manqua, et ils reprirent naturellement leurs habitudes de venir à la nuit. L'huissier de mon cabinet, en me les annonçant, me remettait le billet que je leur avais écrit, et qui leur avait servi pour entrer chez moi. Avant de les faire entrer, je retenais un moment l'huissier, pour lui demander si ce monsieur ou cette dame venaient souvent voir le duc d'Otrante, et à quelle heure. Il était rare qu'il ne les connût pas. Alors je savais comment il fallait recevoir la personne annoncée, qui arrivait persuadée que je savais tout, qu'autrement on ne l'eût pas devinée. J'avais soin de prendre l'air d'avoir été informé par M. Fouché lui-même, et moyennant des promesses de discrétion, j'eus bientôt renouvelé les relations de tout ce monde-là avec mon cabinet.

Les noms à lettres majuscules finirent aussi par y venir. Pour les connaître, j'employai le moyen d'agens habitués, qui prirent dans toutes les maisons portant les numéros indi-

qués sur l'adresse des renseignemens sur les personnes dont les noms commençaient par la majuscule. Quelquefois il y en avait plusieurs dont le nom commençait par la même lettre; je me fis donner les mêmes notes sur le compte de chacune, et lorsque j'étais embarrassé par la similitude des noms, j'imaginais de leur écrire encore à la troisième personne, sans mettre leurs noms, mais seulement la majuscule, qui était le seul renseignement que j'eusse; j'envoyais porter mes lettres par les garçons de mon bureau, qui étaient le plus souvent connus des portiers, chez lesquels ils allaient quelquefois, et comme ces derniers sont d'ordinaire très au fait des allées et venues des personnes qui logent chez eux, ils ne manquaient jamais de porter la lettre à la personne à laquelle elle était destinée, quoiqu'il n'y eût qu'une majuscule pour désignation sur l'adresse; ils étaient accoutumés à voir arriver ces sortes de lettres ployées et cachetées de la même manière. La personne qui la recevait se croyait prise, et ne songeait plus qu'à faire un nouvel arrangement; elle ne concevait pas qu'on l'eût nommée au nouveau ministre sans sa permission. Quelquefois le portier remettait à la même personne les deux lettres qu'on lui avait apportées avec la même majuscule pour adresse, ce qui était une preuve que je ne m'étais pas trompé, et celle-ci, en venant à mon cabinet, les rapportait toutes deux, en m'observant que c'était sans doute par inadvertance qu'on lui avait écrit deux fois. Cela était mis facilement sur le compte d'une erreur, parce que chaque lettre indiquait un jour différent pour se rendre chez moi. De cette manière, je connus toutes les relations de M. Fouché, que je croyais bien plus nombreuses, et surtout bien plus précieuses. Il m'est arrivé que, dans une maison où il y avait deux noms semblables, le portier était nouveau et remit les lettres aux deux personnes pour lesquelles il les croyait destinées. Elles m'arrivèrent toutes deux; mais comme l'huissier connaissait la bonne, je ne manquai pas de trouver dans

la note statistique de l'autre de quoi justifier son appel près de moi. J'employai encore un autre moyen pour retrouver toutes les traces de mon prédécesseur : j'ordonnai à mon caissier de m'avertir lorsque les habitués se présenteraient pour toucher de l'argent ; je n'entendais par habitués que ceux qui n'avaient point de fonctions ostensibles. Le premier mois, la fierté eut le dessus, je ne vis personne ; mais le second, on reconnut qu'il n'y avait pas de sot métier, et qu'il n'y avait que de sottes gens : on vint, sous un prétexte quelconque, demander au bureau si on continuerait à payer ; je reçus tout le monde, ne diminuai les émolumens de personne, et augmentai considérablement la plupart de ceux que j'employais, et de tout ce qui travaillait sous moi. Ce petit noviciat, auquel je fus forcé pour me créer des instrumens qu'on aurait dû me laisser, ne me nuisit pas, mais ne m'avait pas découvert des sources d'informations bien précieuses ; je ne concevais pas qu'il n'y eût que cela, car je ne voyais pas de quoi employer la moitié de la somme que l'empereur donnait pour cet article, dont cependant il restait peu de chose à la fin de chaque année.

Je tirai encore de cette petite ruse une autre leçon, c'est que j'appris que l'on pouvait se mettre en relation avec la société sous mille rapports dont, auparavant, je n'aurais jamais osé faire la proposition à qui que ce fût. Cela me donna connaissance du degré d'estime qu'il faut accorder aux hommes et le taux des complaisances de chacun, qui est subordonné à leur position, à leur goût pour les désordres, et à leur inclination pour l'inconduite.

Chez d'autres, je pris des moyens obliques pour arriver au même but ; je trouvais qu'un homme était déjà assez malheureux d'en être réduit là, et je crus y gagner davantage en les obligeant d'une manière à leur relever l'âme, au lieu de l'avilir. Chez plusieurs, cela m'a réussi ; je recevais leurs avis, et les rémunérais en les remerciant. Ceux-là sont venus me voir lorsque la fortune m'a abandonné, et les au-

tres ne m'ont pas donné signe de vie ; quelques-uns même m'ont calomnié.

Ce peu de connaissances que j'avais acquis m'avait donné la hardiesse de chercher les moyens de l'étendre ; je vis bientôt que je n'avais eu peur que d'une ombre, car j'avais poussé les informations si loin, que moi-même j'avais peine à y croire. Lorsque j'eus ainsi meublé mon oratoire, je songeai à l'employer. La haute société, comme celle du commerce et de la bourgeoisie, se divise aisément par coteries ; je ne mis pas long-temps à faire ma division, et j'étais parvenu à la faire d'une manière assez juste pour me tromper rarement sur le nom des personnes qui avaient composé une assemblée, un bal, ou ce que l'on appelait alors une *bouillotte*, lorsque j'étais averti qu'il y en avait une dans telle ou telle maison.* Il ne faut pas croire que l'on mettait pour cela de l'importance à savoir tout ce qui s'y disait ; il y aurait eu autant de peine à en recueillir quelque chose d'utile qu'à compter les grains de sable du bord de la mer. Mais ce qui faisait le sujet d'une observation constante, c'était l'attention de remarquer si l'on ne venait pas profiter de ces réunions pour y répandre quelques mauvais bruits, ou des nouvelles désastreuses, comme quelques projets de guerre, ou de nouveaux plans de finance ; les colporteurs malveillans avaient ordinairement le soin de semer cela dans les cercles qu'ils savaient composés des personnes dont les intérêts pouvaient en être le plus aisément alarmés. Lorsque le cas se présentait, l'observateur écoutait le conteur, et en le fréquentant, il manquait rarement de découvrir où il avait pris la nouvelle dont il venait tourmenter les paisibles citoyens. C'est ainsi que l'on était parvenu à former des listes de tous les débiteurs de contes, et, lorsqu'ils se mettaient dans le cas

* La haute société et le haut commerce avaient des jours fixes dans la semaine.

La bourgeoisie prenait assez généralement le dimanche.

d'être réprimés, on leur faisait tout à la fois solder le compte de leurs indiscrets bavardages.

Il y a à Paris une classe d'hommes qui vivent aux dépens de la crédulité et de la bonhomie des autres . ceux-là ont un grand intérêt à être informés de tout, vrai ou faux ; ils ont un compte courant qu'ils chargent de tout ce qu'ils apprennent ; c'est avec ces gentilles bagatelles qu'ils paient leur dîner ou leur place au spectacle ; ils portent une nouvelle pour en écouter une autre. Ce sont des hommes précieux pour un ministre de la police : il les a sans peine en les tirant des mauvaises affaires où ils ne manquent jamais de se jeter. On s'en sert pour donner de la publicité à ce qu'on veut répandre, pour découvrir d'où part la publicité que l'on donne à ce qu'il faut taire.

L'intrigue marche toujours, parce qu'elle a des besoins continuels qui l'obligent à avoir l'esprit toujours dans l'activité. Un intrigant sans activité est bientôt à l'hôpital, et celui qui a de l'activité trouverait moyen de tondre sur un œuf.

Un intrigant connaît les liaisons de cœur de tous ses amis ; il conseille l'amant et l'amante, les brouille, les réconcilie ; il étudie les haines, les passions ; il observe les dérangemens de conduite des autres, en les associant à ceux de la sienne propre ; il y a peu de lieux intéressans où il n'ait pas les yeux ou les oreilles. Cherchez-vous le soir un homme de plaisir ? il sait dans quelle partie galante on doit le trouver, chez quel restaurateur il aura dîné, à quel spectacle il aura été. Est-ce une étourdie ? il la connaît de même à l'étiquette du sac. Il n'y a pas dans le monde une petite ville où l'on trouve plus vite un individu que l'on cherche qu'à Paris.

L'été, lorsque toute la haute société est dans ses châteaux, on sait moins promptement ce que l'on veut savoir ; mais il y a aussi un moyen infaillible de découvrir ce qu'on croit utile de savoir. Les parties de château ont des charmes de

bien des espèces. Avec un peu d'habitude de la bonne compagnie, on connaît, avant la fin de la mauvaise saison, toutes les parties de campagne qui doivent avoir lieu depuis la fin de juin jusqu'en novembre. On sait que dans tel mois c'est telle société qui est à tel château, d'où elle va le mois suivant à tel autre, et où elle est remplacée par telle autre. On fait ainsi le tour de toute une province, et il arrive rarement que les personnes qui ont fait cette promenade ne disent pas à leur retour tout ce qu'elles ont vu ou entendu ; et si l'on a un motif d'être informé de ce qui s'est passé dans une de ces maisons, il est bien rare que ce qui vous revient innocemment ne vous mette pas sur la trace de ce qu'il y aurait de plus important à connaître.

La plupart de ces châteaux ont des messagers qui portent et rapportent les lettres de leurs sociétés du bureau de poste le plus voisin. S'il y avait qnelque chose de sérieux, on aurait cent moyens d'en être prévenu, parce que l'innocence ne se déguise pas, et que, quand elle se trouve à côté des coupables, elle les décèle ingénument. On a attribué à une inquisition de la part de l'empereur tout ce que l'imagination de quelques esprits faibles ou déraisonnables croyait apercevoir ou éprouver en tracasseries, tandis que ce n'étaient que les effets de l'animosité de quelques esprits particuliers, qui, pour mieux se venger, se donnaient le manteau de l'autorité. J'ai connu des individus qui croyaient l'empereur indisposé contre eux, et j'ai su depuis que même il ne connaissait pas leurs noms, ou n'avait d'eux qu'une bonne opinion.

On croyait que l'empereur mettait un grand intérêt à connaître des détails de ménage, ainsi que toutes les particularités qui les concernaient ; je sais même qu'il est arrivé à M. Fouché de se servir, en parlant de cela, de cette expression : "L'empereur ! vous ne le connaissez pas ; il voudrait "pouvoir faire la cuisine de tout le monde." Il m'a tenu à moi-même ce propos. Certainement de tous ceux qui ont

occupé le ministère de la police, s'il y a eu quelqu'un que l'empereur n'eût pas craint de charger des menus détails qui auraient excité sa curiosité, ce quelqu'un c'était moi. Or, je déclare que, dans les quatre années que j'ai occupé cette charge, jamais il ne m'a demandé aucune particularité sur l'intérieur de qui que ce soit, excepté lorsqu'il était question de pourvoir quelqu'un d'un emploi auquel était attaché une considération qui entraînait les hommages d'une portion de la société ou d'un pays entier, comme une préfecture, par exemple ; alors il voulait absolument que l'on fût sans reproche, et j'ai vu quelques cas où la déconsidération que des écarts avaient attirée sur un intérieur privait une famille d'une aisance qui lui serait arrivée sans cet inconvénient.

Cependant on était étonné que l'empereur connût une assez bonne quantité de petites histoires amusantes, que l'on croyait ne pouvoir être arrivées jusqu'à lui que par le ministre de la police. Avant de l'être moi-même, je le croyais aussi; mais voici où l'empereur puisait des informations. Il n'était pas toujours dans son cabinet ; il voyait du monde ; il aimait la société, et particulièrement celle des femmes, et il faut convenir que, depuis vingt-cinq ans, ce sexe a adopté un genre de passe-temps et d'occupations si différent de celui auquel il se livrait dans les cercles, où, avec les mêmes agrémens, il cultivait et meublait davantage son esprit, qu'il n'est presque plus possible de faire parler une femme sur le compte d'une autre, sans que la médisance n'ait une grande part à la conversation. Il résultait de là, que la jalousie et la rivalité, pour obtenir des grâces, faisaient commettre des indiscrétions, ou débiter des calomnies. Il y avait l'hiver des bals masqués de cour, qui étaient les seuls amusemens dans lesquels l'empereur avait les avantages de l'incognito, et où il pouvait causer à son aise ; j'ai souvent fait partie de sa suite dans ces sortes d'occasions. J'ai même été avec lui à ceux du grand Opéra, à ceux de cour. La société, quoique nombreuse, était choisie ; tout le monde se savait dans la meil-

leure compagnie, et malgré cela il y a eu plusieurs tours de joués qui étaient de véritables guet-apens. L'empereur avait-il besoin de charger le ministre de la police de le mettre au courant de toutes ces misères ? Il avait bien d'autres soins à lui confier, et il ne manquait pas de courtisans pour lui en dire plus qu'il n'aurait voulu en entendre, si une fois il avait permis que l'on fatiguât son oreille de semblables narrations. Je dois cependant un hommage à la vérité : il m'a quelquefois demandé des détails concernant des familles, et cela à deux époques de l'année, à Noël et le jour du 15 août, qui était sa fête. Il indiquait lui-même les noms des familles, et il n'avait d'autre but que celui de connaître l'état de malaise de chacune, pour saisir cette occasion de venir à leur secours. J'ai connu beaucoup de dons de cent mille francs, qu'il a donnés à la fois dans un seul ménage, et beaucoup d'une somme moindre. Ce n'est pas mon secret ; je n'ai pas le droit de le divulguer, mais ceux qui les ont reçus et qui me liront pourront juger si je ne dis pas la vérité.

J'ai reçu vingt lettres de lui, par lesquelles il m'ordonnait fréquemment des rapports sur l'état de fortune des familles d'officiers-généraux des services desquels il était satisfait. Les premières lettres que j'ai reçues de lui étaient relatives aux exilés et aux prisonniers d'Etat. J'en parlerai plus tard.

Il est néanmoins juste de dire, à la louange de la société des femmes de Paris, qu'elle gagne beaucoup à être connue dans ses détails intérieurs. J'ai eu maintes preuves des calomnies dont elle était chargée, et je ne crois pas que, hormis un petit nombre des femmes pour lesquelles la célébrité est un besoin de l'âme, il y ait un pays où l'on trouve autant de cœurs élevés qui ont placé leurs affections dans l'accomplissement de leurs devoirs, et j'ai vu aussi que ceux qui s'arrogeaient le droit de les décrier étaient toujours ceux qui en étaient le moins distingués.

CHAPITRE XXIX.

Position dans laquelle je me trouve.—Organisation nouvelle de la police.—Commissaires dans les départemens. — Diverses améliorations.—Voitures publiques.—Anecdote à ce sujet.

Lorsque j'eus divisé les sociétés de Paris, je m'occupai à faire descendre la surveillance jusque dans toutes les classes d'artisans qui habitent les faubourgs; cela me regardait moins que le préfet de police, mais j'étais bien aise d'être dans la possibilité de retrouver moi-même les traces d'un mouvement agitateur, s'il était arrivé que je ne fusse pas satisfait des rapports que la préfecture m'aurait adressés : c'était uniquement par précaution. Je m'étais déjà aperçu que le moyen le plus puissant de mon administration était de faire agir les haines et les rivalités, comme c'était son devoir d'en prévenir les effets ; il est dangereux d'en faire usage, et il faut se sentir un grand fonds de probité pour ne pas craindre d'en abuser, ou d'être trompé soi-même par des informations dictées par une animosité ou une passion particulière. Je n'en fis guère usage que pour être informé des antécédens qui me manquaient, et desquels j'avais un extrême besoin pour connaître le personnel avec lequel j'étais journellement en rapport. J'étais étranger à la révolution, je n'avais connu ni les assemblées nationales, ni les clubs, ni les déchiremens de la guerre civile, et par conséquent j'ignorais tout ce qui était relatif aux hommes qui avaient marqué dans ces différentes circonstances, et qui cependant occupaient la plupart des emplois considérables : les hommes de la révolution avaient fait leur domaine de toutes les charges publiques. J'étais comme un aveugle au milieu de tout cela. On venait manger

mes bons dîners, les carrosses faisaient queue à la porte de mon hôtel ; ma représentation était grande, il n'y avait guère de lundi où je ne visse pas quatre cents personnes : mais si j'avais été obligé de tirer une conclusion, ou de me former une opinion de tout ce que l'on m'avait dit dans ces tumultueuses soirées, j'aurais induit en erreur et n'aurais fait qu'un mensonge ; je le voyais bien, aussi n'ai-je pas choisi là mon régulateur.

Je me voyais seul de mon parti et sans appui ni prôneurs, non pas que j'eusse des arrière-projets qui me missent dans l'obligation d'y avoir recours, mais parce que, dans le pays que j'habitais et sur le terrain que j'exploitais, il me fallait des armes contre le ridicule, qui est en France l'ennemi le plus puissant que l'on puisse faire agir contre un homme en place. Je résolus donc de me faire une clientelle, et comme tous mes collègues avaient une avance de dix ans sur moi, pendant lesquels ils avaient bien renforcé la leur, je devais marcher au même but par toutes les routes qu'il m'était possible de m'ouvrir pour me trouver au pair.

Je commençai par m'emparer d'autorité de la nomination à toutes les places qui ressortaient de la préfecture de police ; cela était considérable, et me convenait d'autant mieux, qu'elles étaient fort répandues et fournissaient des moyens d'information tout naturels si le cas d'un désordre était arrivé. J'aimais mieux le témoignage d'un homme qui, étant sur les lieux, avait vu ce qu'il me disait, qu'un rapport fait dans un cabinet, et qui n'avait été établi qu'après en avoir défalqué ce qui pouvait être à la charge de tel ou tel individu qu'on protégeait. J'aimais à connaître la vérité, et m'en rapportais assez à mon jugement pour ne pas m'en laisser imposer ; d'ailleurs s'il y avait quelques bontés à avoir pour quelqu'un, j'étais spécialement jaloux d'en être le dispensateur immédiat : c'était le dédommagement de la plus désagréable besogne qui fût jamais.

J'eus de la peine à m'approprier la nomination aux places de la préfecture de police, et il fallut un décret impérial pour cela ; l'empereur même ne se souciait pas de changer ce qui existait, et je fus obligé de lui démontrer que c'était pour le plus grand avantage de son service que je réclamais ces nominations. Je pus dès-lors me créer des moyens d'informations, et tous les employés de la préfecture y gagnèrent, parce qu'ils dépendaient plus de la manière dont ils remplissaient leurs devoirs, que d'un mauvais rapport, comme ils y étaient auparavant exposés.

Petit à petit je me donnai de bons commissaires de police dans les grandes villes et dans celles à grandes communications ; j'avais soin qu'ils fussent des hommes non seulement lettrés, mais d'une perspicacité propre à suivre une information avec beaucoup de bonnes formes, et sans que l'intérêt de la société en souffrît. Je récompensais ceux qui faisaient beaucoup sans attirer de plaintes, et je changeais de résidence tous ceux qui faisaient porter des plaintes contre eux ; mais je n'abandonnais jamais un homme courageux qui ne se ménageait pas dans les informations.

Lorsque je voyais un agent placé dans un poste où il ne trouvait pas de quoi employer la moitié de ses moyens, je le faisais placer sur un plus grand théâtre.

J'avais déjà posé un grand nombre de jalons qui me servaient plutôt comme points de recours que comme moyens d'informations, lorsque je voulus faire établir le réglement sur la police des domestiques, qui, à Paris, composent une armée. Ce qui m'y avait déterminé, c'est que j'avais remarqué que la plus grande partie des vols étaient commis par des domestiques ; tous les hommes détenus pour quelque prévention de délits étaient des domestiques.

Il n'y a pas de ville au monde où l'on prenne moins de renseignemens qu'à Paris sur un domestique qui se présente pour entrer au service d'une maison,

Les mauvais sujets connaissent aussi les imperfections de la société, c'est là le champ qu'ils ont mis en exploitation. Lorsqu'un voleur s'échappe d'une prison ou des galères, il vient à Paris ; il commence par se mettre domestique pour avoir des occasions de connaître des camarades, et de faire ses observations sous la sauve-garde de ses maîtres. Cette nombreuse classe d'hommes ne peut pas être subdivisée de manière à y établir une surveillance, j'en vins cependant à bout sous l'administration de M. Pasquier.

Je n'avais en vue que les intérêts des propriétaires en proposant la mesure par laquelle il serait défendu à qui que ce soit de prendre un domestique qui n'aurait pas son livret visé à la préfecture de police. Ces livrets resemblaient à ceux que l'on donne aux soldats. On écrivait sur la première feuille le nom, l'âge, le signalement, le nom des pères et mères, le pays et la profession du sujet ; la date de son arrivée à Paris en relatant les attestations de bonne conduite.

Si les propriétaires n'en avaient pas pris sans qu'ils eussent de livret, il en serait résulté que tous les domestiques auraient été obligés de se présenter à la préfecture pour se pourvoir de ce livret, et celle-ci aurait profité de cette circonstance pour les enregistrer tous et en faire des listes par ordre alphabétique dans lesquelles elle aurait ensuite examiné s'il y avait quelques noms ou signalemens qui eussent du rapport avec ceux qu'elle recherchait.

Dans la mesure que je proposais, un propriétaire devait s'emparer du livret de son domestique, et lorsqu'il le renvoyait, il écrivait dessus le jour qu'il avait quitté son service, sans y ajouter de réflexions ; il pouvait en envoyer séparément, mais non les mettre sur le livret, afin de ne pas exposer ces malheureux à des injustices. Il ne remettait pas le livret au domestique, mais il le renvoyait à la préfecture, qui enregistrait dans la note de cet homme sa sortie de la maison dans laquelle il était placé, et y mentionnait les motifs de son renvoi,

si le maître les avait fait connaître. Le domestique était obligé de se représenter à la préfecture dans un délai très court pour reprendre son livret; autrement il était puni d'autant de jours de prison qu'il en avait mis à se mettre en règle, de même que le maître du logement qui lui aurait donné asile sans s'être assuré qu'il avait son livret.

Cette mesure, simplement administrative, bonne dans toutes ses dispositions, qui ne coûtait que peu de soins et devait produire de très bons résultats, trouvait cependant de l'opposition au conseil d'Etat; il y eut des esprits de travers qui ne virent dans ma proposition qu'un moyen d'espionnage contre leur intérieur, et qui s'élevèrent comme des énergumènes contre elle; elle n'eût pas passé sans M. Pasquier, qui en démontra l'utilité, et dont le bon esprit triompha de toutes les oppositions. Il l'emporta; la mesure fut mise à exécution, et dès les premiers mois elle mit entre les mains de l'administration, je crois, neuf cents ou mille individus, qui étaient tous ou déserteurs de l'armée, ou échappés de prisons, de galères, ou en fuite de leur pays pour quelque poursuite de justice. Ils devinrent observateurs les uns des autres, et cela alla bien pendant quelque temps.

Je voulus profiter des momens que je croyais favorables pour faire organiser de même les cochers de fiacres et de cabriolets, qui sont à Paris au nombre d'environ trois mille; mais malgré les motifs puissans que je faisais valoir pour y réussir, la même opposition de la part du conseil d'Etat prévalut, et je fus obligé d'y renoncer.

Je voulais diviser les fiacres de Paris, ainsi que les cabriolets, par compagnies de vingt-cinq, et les mettre à l'entreprise: un entrepreneur aurait souscrit pour une ou plusieurs compagnies; une société se serait réunie pour souscrire pour une ou pour plusieurs aussi. Les obligations auraient été d'avoir toujours les voitures d'une même compagnie de la même

couleur, ainsi que les chevaux du même poil par compagnie; les cochers vêtus en manteaux de la même couleur et en chapeaux de toile cirée ; de soumettre les chevaux à la visite des vétérinaires tous les mois, et une peine d'amende, si l'on voyait sur la place un cheval attaqué de la morve, du farcin, de la gale ou de la pousse, etc., etc. Il y aurait eu également une amende d'imposée, si les harnois n'avaient pas été en état de solidité ; elle aurait été supportée par le cocher, si le harnois ou une partie quelconque de l'équipement était venu à se rompre pendant une course. Il y aurait eu une amende plus forte, à la charge de l'entrepreneur, si la voiture ou une roue avait manqué et mis les personnes qui auraient été dedans dans l'obligation de mettre pied à terre avant d'être rendues où elles devaient être conduites.

L'administration gagnait à cela, 1° d'avoir de bons répondans dans la personne des entrepreneurs ; 2° d'avoir des voitures plus propres, d'un meilleur service ; 3° d'avoir des chevaux moins hideux ; et dont la bonne santé n'aurait point exposé ceux qui auraient pu se trouver à côté d'eux, et enfin elle aurait gagné sous un rapport qui n'était pas indifférent pour elle.

Il y a des fiacres à Paris qui portent des numéros composés de quatre chiffres ; il y a peu de mémoires qui soient capables de les bien retenir, au lieu qu'en ne les numérotant que par compagnie, tout le monde pouvait dire : J'avais la 20ème voiture de la première compagnie. Si ç'avait été le soir qu'on l'aurait pris, comme les chevaux d'une même compagnie auraient été de la même couleur, et que la voiture elle-même aurait eu sa couleur, tout le monde, en sortant d'une partie de plaisir, pouvait dire : A telle heure dans telle rue, j'ai pris une voiture jaune ayant des chevaux gris ; voilà déjà la compagnie désignée, il ne me reste plus qu'à rechercher dans vingt-cinq cochers quel était celui qui se trouvait dans le quartier, ce qui est une bagatelle, parce que ceux qui n'ont rien à se repro-

cher accuseront toujours vrai, et que le coupable restera pour le dernier, s'il ne se fait pas connaître de suite.* Si j'avais pu faire adopter cette mesure, il aurait fallu moins d'un an pour que Paris n'eût plus que de bonnes remises pour voitures publiques avec des équipages et des cochers à l'avenant, et que ces hideuses voitures eussent disparu. De plus les cochers, qui sont des hommes de toute main, auraient été soumis à un examen, et placés sous la responsabilité des entrepreneurs, qui n'auraient pas pu prendre des hommes qui n'auraient pas eu leur livret de la préfecture de police.

M. Pasquier ne put faire passer ce projet, qui était fondé sur de bons principes et sur les meilleures intentions administratives possibles, en sorte que je dus laisser tel qu'il était ce cloaque, où tous les mauvais sujets allaient se mettre à l'abri

* En 1797, j'arrivai à Paris avec un de mes camarades, qui avait avec lui un sac de 1,200 francs. C'était au mois de novembre; nous descendîmes avec la messagerie rue des Fossés-Saint-Victor, vers six ou sept heures du soir; nous y prîmes un fiacre pour nous rendre à notre hôtel, rue de Richelieu. En arrivant, nous descendons, et prenons nos effets avec tant de précipitation, que mon camarade oublie son sac. Nous étions l'un et l'autre fort jeunes. C'était jour d'Opéra, nous voulûmes finir notre journée à ce spectacle; il allait se terminer, lorsque la mémoire rappela à mon compagnon son sac. Comment faire pour courir après le fiacre? aucun de nous deux n'avait pris son numéro; il était fort en peine, lorsqu'il me vint une idée. J'avais remarqué que le fiacre était blanc, et avait un cheval de ce poil avec un autre d'une autre couleur. Je lui observai que peut-être le cocher ne se serait pas aperçu de notre oubli, et qu'il se serait placé près de l'Opéra, espérant finir la journée par ramener quelqu'un de son quartier; qu'il fallait nous mettre à visiter toutes les voitures qui étaient autour de l'Opéra.—Nous trouvâmes effectivement la nôtre, qui était une des premières à la tête de la file de celles qui devaient commencer à être appelées à la sortie du spectacle. Nous montâmes dedans, et dîmes au cocher de nous conduire rue des Fossés-Saint-Victor: il ne nous reconnut pas. Nous nous mîmes à chercher dans la voiture, et nous trouvâmes le sac, qu'il avait cependant mis dans le coffre de sa voiture. Comme il passait devant la porte de notre hôtel, nous l'arrêtâmes. Il nous vit descendre avec notre argent, et n'osa pas réclamer la moindre chose; il préféra avoir l'air de ne pas s'être aperçu que ce sac était dans sa voiture, et se repentit assurément d'avoir voulu gagner encore un petit écu en restant à la sortie de l'Opéra.

des recherches actives dont ils étaient l'objet. J'avais beaucoup entendu louer l'administration de M. Lenoir, qui était lieutenant de police à la fin du règne de Louis XVI ; je voulais que celle de la préfecture la surpassât, et elle était déjà capable de faire des choses auxquelles M. Lenoir n'aurait pas pu atteindre, quoique la surveillance fût plus facile à exercer de son temps qu'actuellement.

Avant 1790 les maîtrises existaient encore; elles divisaient naturellement la population par profession. Les jurandes et les corporations des différens artisans existaient aussi, et établissaient une division dans la partie de la population la plus remuante. De plus, le guet à cheval et le guet à pied étaient sous les ordres du lieutenant de police, ce qui donnait à M. Lenoir d'immenses ressources, tant pour être informé que pour réprimer ou prévenir de fâcheux événemens. Lors de mon entrée en fonctions, au contraire, les troupes municipales de Paris même étaient sous les ordres du chef militaire de la capitale et sous l'autorité immediate du ministre de la guerre. Ce ne fut qu'un an après que j'obtins de faire créer cette légion de gendarmerie à pied et à cheval qui existe aujourd'hui, et de la faire mettre sous les ordres immédiats du préfet de police.

Au bout de quelques mois, j'en étais venu à être bien informé de ce qui arrivait à Paris par la poste et par les messageries, de même que de ce qui partait des grandes villes de France pour la capitale ; cela n'était pas nécessaire, mais cela entrait dans les matériaux qui composaient les renseignemens auxquels on pouvait être dans le cas de recourir.

Cette surveillance était bonne pour rechercher les causes d'un fait, mais je ne voyais pas encore de quoi aller à la rencontre de ce qu'il pouvait être très important de prévenir. C'est ce qui me donna une autre pensée : je laissai la préfecture s'occuper de Paris, que je commençais à connaître assez pour comprendre ce que l'on m'en disait, et revins l'envisager sous un autre rapport.

CHAPITRE XXX.

Exilés.—Prisonniers d'Etat.—Madame d'Aveaux.—Rappel des exilés du faubourg Saint-Germain.—L'ancienne noblesse vient à la cour de l'empereur.—MM. de Polignac sortent de Vincennes.

Pour dire les choses selon l'ordre dans lequel elles sont arrivées, j'ai à rappeler que l'empereur m'avait ordonné de lui faire un rapport sur les exilés et les prisonniers d'Etat.

Les premiers exilés dataient de 1805, c'est-à-dire du retour d'Austerlitz; ils étaient, je crois, au nombre de quatorze. Je voulus connaître moi-même les matériaux qui devaient servir de base au rapport que je voulais en faire à l'empereur, et c'est à cette occasion que j'acquis la conviction que l'empereur ignorait jusqu'à la moindre des particularités qui concernaient les personnes qui avaient été frappées par cette mesure. Il ne savait ce que je voulais lui dire lorsque je lui en parlai; je fus curieux de savoir d'une manière précise ce qui avait conduit à lui demander l'ordre d'exiler ces quatorze personnes. Voici la version la plus exacte sur l'intrigue dont elles étaient victimes: j'ai dit qu'en 1805, pendant que l'empereur faisait sa campagne d'Austerlitz, les billets de banque ainsi que les fonds publics avaient éprouvé une baisse notable, qui attira des réprimandes au ministre de la police. Celui-ci s'excusa en disant que le faubourg Saint-Germain (qui se trouva là fort à propos) gâtait l'opinion par toute sorte de contes; que c'était lui qui avait débité de mauvaises nouvelles, qui avait mis en doute les succès de l'armée, etc., etc. L'empereur se fâcha, et ordonna que l'on fît une enquête à ce sujet; le ministre de la police fut dès-lors obligé de s'expliquer, et de désigner les personnes qu'il regardait comme les plus coupables de ces sortes de

propos, et il reçut l'ordre de leur signifier d'aller demeurer dans leurs terres. Il n'y eut qu'un cri contre cette mesure, et dans la crainte qu'on ne la lui attribuât, parce qu'il était difficile de persuader que, de l'armée, l'empereur eût attaché de l'importance à des verbiages dont personne ne pouvait l'avoir entretenu que la police, il eut grand soin de dire à ces mêmes personnes qu'il était tout-à-fait étranger à ce qui leur arrivait; que l'empereur lui avait donné un ordre direct, sur l'exécution duquel il ne pouvait pas transiger; qu'il avait des polices partout, me désignant toujours comme celui qu'il croyait être chargé par l'empereur de ces sortes d'informations. Il accordait à ces personnes quelques délais pour leur départ, et les renvoyait encore contentes, et à mille lieues de penser que c'était lui qui s'était fait donner l'ordre de les exiler.

Voilà le fait exact, et ce que je vais dire vient à l'appui. Lorsque je présentai le rapport à l'empereur, j'eus avec lui quelques conversations à ce sujet; je chargeai M. Fouché, parce que je connaissais ses sources d'informations, lesquelles m'avaient déjà fourni mille détails si révoltans sur des personnes recommandables de la société, que j'aurais rougi d'en faire usage. Par exemple, le ministre avait fait croire à ces exilés qu'il n'avait rien dit à l'empereur contre eux; voici la preuve qu'il sacrifiait l'empereur à son intérêt particulier. Parmi ces quatorze exilés se trouvait madame d'Aveaux, célèbre par sa grande amabilité et par une fidélité constante en amitié pour une personne qui professait un peu haut des opinions qui étaient particulièrement dans les attributions du ministre de la police. Lorsque celui-ci dénonça le faubourg St-Germain à l'empereur comme dénaturant les rapports qui venaient de l'armée, il ne lui fut pas difficile de faire appliquer cela à cette personne, qui vivait des bontés de madame d'Aveaux; il aurait paru même plus étonnant de la voir oubliée que de la voir désignée la première dans cette proscription.

Dans les matériaux que j'ai trouvés sur madame d'Aveaux, l'accusation dirigée contre elle était tout entière basée sur la délation d'un domestique qui, je crois, avait eu à se plaindre de sa maîtresse ; or, comment supposer que l'empereur ait pu entretenir des relations de cette nature qui eussent fait parvenir jusqu'à lui la délation d'un domestique? Il ne faut pas beaucoup de sens commun pour voir que, s'il avait été accessible à cette faiblesse, il ne lui serait pas resté un moment pour ses autres occupations. D'ailleurs, s'il avait, sans rapport préalable de la police, donné directement l'ordre d'exiler tout ce monde, comment ce document concernant madame d'Aveaux serait-il parvenu à la police, qui me l'a remis? Il est bien plus probable que c'est la police qui se l'est procuré, et qu'elle en a fait le motif de la mesure qui a été appliquée à madame d'Aveaux.

L'empereur me donna l'ordre de lever tous les obstacles qui s'opposaient au retour de ces mêmes personnes dans leurs familles, excepté madame de Chevreuse, madame de Staël, M. de Duras, M. de La Salle et madame Récamier.

J'ai peut-être oublié quelqu'un, mais ma mémoire ne me la rappelle pas. J'expliquerai mieux comment, après ces rappels, l'empereur se trouva dans le cas de recourir encore aux exils.

Avant d'expliquer les motifs de l'exil de ceux-ci, il est juste de dire que l'empereur, en rappelant les autres, ajouta : « Mais je ne vois pas là dedans de quoi mettre un enfant en « pénitence." Il demanda à cette occasion ce que l'on entendait lui dire toutes les fois qu'on se servait de cette expression : « C'est le faubourg St.-Germain," et quelles étaient les personnes que l'on voulait particulièrement désigner. C'est sur cette demande que je fis faire cette longue liste d'individus, femmes et hommes, à laquelle j'ajoutai toutes les notes que j'avais pu me procurer sur chacun ; je la lui remis comme l'état du troupeau dans lequel on avait jusqu'a-

lors choisi les victimes qu'on lui avait fait immoler, lorsqu'on n'avait pas pu lui prouver son zèle par une œuvre meilleure. L'empereur, en lisant cette nomenclature, répétait sans cesse qu'il ne se doutait pas qu'il existât autant d'individus des anciennes familles nobles, et qu'il voulait qu'on lui présentât tout ce qui était encore en âge de voir le monde.

Je ne me le fis pas dire deux fois, et c'est dès ce moment que j'avisai aux moyens de les déterminer les uns et les autres à se faire présenter à la cour, profitant même de la circonstance du mariage de l'impératrice pour achever de lever les scrupules que quelques-uns m'opposaient encore ; je réussis si bien que, hormis les grand'mamans, je fis rentrer dans le monde tout ce qui était sur mon catalogue désigné comme ennemi du gouvernement, et qui était l'objet de mille autres contes ridicules. De cette manière, ces familles se trouvèrent hors de la portée de leurs calomniateurs, qui n'eurent plus de possibilité de les rendre encore le sujet de quelques mauvais rapports, qui auraient fini par les faire exiler*.

Les douairières murmuraient un peu, mais toute la jeunesse en général en fut fort aise, parce que cela la fit inviter à tous les plaisirs, dont elle faisait l'ornement. Je me trouvai particulièrement très bien de cette mesure, en ce qu'elle me dispensait de jamais avoir rien de désagréable à faire vis-à-vis de qui que ce fût ; mais en même temps il me resta dans l'esprit qu'il fallait qu'il y eût une raison pour que l'on eût toujours fait un monstre de ce faubourg Saint-Germain, que l'on pouvait dissiper avec des violons.

La vérité est que l'on s'en était fait un moyen de popu-

* Je dois faire observer que la plupart de ces jeunes femmes et de ces jeunes gens avaient de vieux parens qui les élevaient dans un éloignement total du nouvel ordre de choses établi en France, et qui propageaient ainsi une opposition dans laquelle leurs enfans n'avaient aucun intérêt de se ranger. Une fois qu'ils furent échappés de la cage dans laquelle on les tenait renfermés, ils firent tous comme ceux qui avaient pris leur parti depuis dix ans.

larité ; on lui faisait croire qu'on le protégeait contre les rigueurs de l'empereur, qui ne l'aimait pas et ne cherchait qu'une occasion de le frapper. C'est ainsi qu'on l'indisposait en lui faisant peur de l'empereur, qui, de son côté, était entretenu dans la persuasion que toutes ces anciennes familles avaient de l'éloignement pour lui, parce qu'on ne cessait de lui dire qu'elles ne passaient leur temps qu'à en dire du mal.

J'eus le bonheur de faire disparaître en grande partie cette désunion d'une portion de la société avec l'autre, sans être obligé de contrarier personne, et dès-lors ce que l'on appelait le faubourg Saint-Germain était plus à la cour que dans une direction opposée comme auparavant. A cette même époque, je pris sur moi de mettre en liberté sur parole MM. de Polignac, dont la détention paraissait ne devoir plus avoir de terme ; je le fis sur les instances de personnes qui me répondirent qu'ils ne chercheraient point à abuser de ce que je faisais à leur égard.

Je trouvai du plaisir à obliger ces deux messieurs, et j'en fus aussi récompensé par un retour d'opinion de la société, qui me devint moins défavorable qu'elle ne l'avait été à mon avènement au ministère. On commençait à n'avoir plus autant peur de moi. J'avais mis avec intention de la coquetterie à me charger d'améliorer le sort de MM. de Polignac ; je les avais envoyés chercher à Vincennes, et les fis entrer chez moi par mon jardin, le jour même où je savais que madame de Polignac, qui me prenant pour un ogre (d'après ce qu'on lui avait dit), devait venir chez moi toute tremblante pour me demander de lui continuer la permission d'aller les voir au donjon. Je la reçus dans mon cabinet, qui donnait sur le jardin, et lui fis la surprise de lui remettre son mari et son frère, qu'elle plaça, pour sa plus grande facilité à aller les visiter, dans une maison de santé non loin du quartier qu'elle habitait elle-même. L'empereur sut cela et ne m'en parla qu'en bons termes ; ce qui

est une preuve de plus qu'il n'était pas naturellement rigoureux, et que si, par un calcul très perfide, on ne lui avait pas aussi souvent rompu la tête de mauvais rapports, jamais personne n'aurait été l'objet d'une mesure de sévérité.

On s'est plu à répandre que l'empereur avait de la faiblesse pour les anciens grands seigneurs, et qu'il se serait cru en république, s'il n'en avait pas été entouré.

Ce reproche est mal fondé : l'empereur, en arrêtant les désastres de la révolution, voulait couvrir tous les partis de sa puissante protection, et les obliger à se rapprocher. Aurait-on voulu qu'il n'eût rappelé en France tous ceux que le malheur des temps en avait fait sortir, que pour achever plus sûrement leur destruction ? On ne peut pas le penser. Dès-lors il fallait les mettre à l'abri des traits de la méchanceté. Or, pouvaient-ils être plus en sûreté qu'autour de sa personne ? Si même il les avait placés dans l'administration, quels cris n'aurait-on pas jetés, quand même ils auraient été capables ! Que pouvait-il faire d'hommes de cour trop âgés pour se défaire des habitudes qu'ils avaient contractées depuis leur enfance ? Il semble qu'il ne pouvait mieux faire que de les laisser dans leur sphère, c'est-à-dire les mettre à sa cour, pour ne pas être dans le cas de les mettre à Vincennes, où les passions d'un parti (que l'empereur contenait) cherchaient à les pousser.

Il faut les distinguer et bien connaître les catégories dans lesquelles ils se subdivisaient, pour juger les reproches que l'on a adressés à l'empereur de les avoir préférés à ceux d'illustration nouvelle.

La conduite de l'empereur a été toute politique dans ce cas-là. Il avait pu remarquer, dès l'aurore de son entrée au pouvoir, que toute la fortune foncière de France était encore possédée par celles des anciennes familles nobles qui, après avoir fait la révolution de 89, y avoir adhéré, n'avaient pas cessé d'habiter les antichambres de toutes les factions qui

s'étaient arraché le pouvoir depuis Robespierre inclusivement, jusqu'au directoire, qui les lui légua avec le mobilier du palais du Luxembourg. Ces familles n'avaient garde de manquer de se rapprocher d'un gouvernement plus fort que celui qu'elles venaient d'abattre, et qui annonçait vouloir gouverner avec modération. Aussi le premier consul fut-il dispensé d'en appeler aucune. Elles mirent toutes de l'empressement à venir à lui, et l'on vit bientôt les fauteuils du sénat occupés par MM. les ducs de Luynes, de Praslin et autres, sans compter nombre de postulans. Après ces familles, il y en avait d'autres, non moins illustres autrefois, qui avaient pris le parti de l'émigration, sans courir la chance des combats. De ce nombre sont les Archambaud, les Noailles et autres. Ils avaient trouvé moyen de rentrer, même sous le directoire, en produisant toute sorte de certificats, tels que des attestations qu'ils n'avaient point porté les armes contre la France.

Le premier consul ne pouvait pas être plus sévère que le gouvernement directorial. En conséquence, il régularisa la rentrée de ces familles, en les rayant de la liste des émigrés, et en leur restituant ceux de leurs biens qui n'étaient pas vendus, toutefois hormis les bois.

Les familles qui avaient pris parti dans la guerre civile étaient rentrées dans l'état social commun, depuis le traité de pacification des départemens de l'Ouest, et par conséquent leur fortune foncière leur était garantie. Il ne restait, à proprement parler, que la pauvre noblesse de province, qui avait émigré par principes d'honneur et de dévoûment à la cause du roi, qui avait porté les armes comme simple soldat dans l'armée de Condé, et qui, réduite à l'indigence après la dissolution de ce corps, s'était abandonnée au généreux désespoir de venir se jeter en France à tous risques et périls, sans même prendre la peine de se procurer des passe-ports autres que ceux que le prince de Condé lui avait fait délivrer

en la licenciant. Cette confiance de sa part ne fut point déçue : non seulement le premier consul défendit qu'on l'inquiétât, mais il ordonna sous main qu'on ne repoussât pas, pour cause d'émigration, les demandes que le plus grand nombre formait pour obtenir de petites places dans les différentes branches de l'administration, et je dois le dire à la louange de tous, aucun d'eux n'a manqué aux principes d'honneur, ni aux engagemens qu'il avait contractés.

Cette classe nombreuse et respectable se trouvait presque totalement dépouillée, parce que le peu de bien qu'elle possédait avant son émigration avait été plus facilement vendu, en raison des facilités qu'avaient les acquéreurs pour les acheter. Aussi le plus grand nombre d'entre eux était-il rentré de bonne foi dans la classe industrielle.

Lorsque le premier consul eut pris la couronne impériale, et qu'il eut éprouvé, par conséquent, le besoin de faire concourir à son lustre les notabilités foncières du pays, il dut adopter toutes les familles qui s'en trouvaient en possession. Il avait bien remarqué, le premier de tous sans doute, qu'aucune des notabilités créées par sa gloire ne possédait de fortune foncière patrimoniale, et il s'était imposé d'en élever de là son institution des majorats, qui eut lieu plus tard, et dans laquelle il surpassa en munificence tout ce que ses prédécesseurs avaient fait, sans en excepter Louis XIV, et cela sans prendre une obole dans le trésor public.

Par un étrange abus d'autorité, après la paix de 1814, on a dépouillé tous ces donataires des biens qu'il leur avait donnés, dont personne n'avait droit de les priver, et desquels on ne pouvait pas disposer, si même il y avait force majeure, sans les indemniser. Les fureurs de l'esprit de parti peuvent seules expliquer cette aberration d'esprit, et il doit être permis d'espérer que ceux qui avaient acquis ces fortunes en défendant leur pays trouveront un jour une administration assez équitable pour les faire indemniser d'une spoliation

qu'ils n'avaient pas consentie; et je ne crains pas d'en appeler à l'honneur de ceux des émigrés qui, ayant perdu leurs biens pour avoir porté les armes contre la France, en ont obtenu le paiement en vertu d'une décision des chambres.

L'empereur n'avait donc témoigné aucune préférence pour les anciennes familles; il avait été juste envers elles, et hormis quelques têtes exaltées auxquelles il voulut bien ne pas faire attention, et que l'on classait généralement parmi les fous, il n'a eu à se plaindre d'aucune de ces familles. Il les aimait, parce qu'il avait confiance dans l'honneur de leur caractère; il s'en entourait avec plaisir, parce qu'elles ne l'approchaient jamais qu'avec une respectueuse déférence. Ces familles, de leur côté, s'étaient attachées à lui comme à un ancre de salut, au sortir d'une tempête qui avait failli les engloutir.

Toutes s'étaient montrées sensibles à la gloire nationale, et au lustre qu'il faisait rejaillir sur tous les genres de services, et j'en appelle à ceux qui sont les plus opposés à ces familles, qu'ils disent quel est l'individu, parmi elles, qui, étant attaché au service ou à la personne de l'empereur, a fait un trafic de son devoir ou de son honneur pour se créer une position nouvelle au milieu des désastres de 1814.

CHAPITRE XXXI.

Prisonniers d'Etat.—Leur nombre.—Leurs délits.—Prêtres immoraux.—Visites annuelles des prisons d'Etat par deux conseillers d'Etat.—Leurs rapports au conseil privé.—Anecdote sur deux conseillers.

DANS les premières semaines de mon administration, l'empereur voulut revoir les motifs de la détention des prisonniers d'Etat; je dus commencer par les examiner moi-même, et j'avoue que je ne jetais qu'en tremblant un regard observateur sur les registres de ces détenus, parce que, d'après ce que j'avais entendu dire, je m'attendais à trouver des gouffres où des victimes innocentes étaient enterrées toutes vivantes. Dans quelle erreur l'on était, et combien la lâche calomnie s'est exercée sur ce point! Je vais expliquer sans détour dans quel état j'ai trouvé cette partie de mon administration.

On appelait prisonnier d'Etat un détenu qui ne pouvait pas être jugé par les tribunaux, parce que sa famille s'était réunie pour demander sa réclusion et éviter la diffamation d'un jugement qui aurait été porté contre lui. Dans ce cas, la famille faisait une demande en forme à l'administration locale, qui faisait constater la réalité des motifs que les parens avaient pour faire détenir le membre de leur famille qui avait encouru une peine infamante; après les avoir reconnus et certifiés, l'administration du lieu en faisait un rapport au ministre de la police, qui demandait l'agrément de l'empereur pour constituer le prisonnier, et afin d'éviter des humiliations à sa famille, on le transférait dans une maison de détention fort éloignée. Ceci avait, en quelque sorte, remplacé les lettres de cachet de l'ancien régime; et comme on n'avait plus de colonies où l'on pouvait, comme autrefois, envoyer

tous les mauvais sujets, il avait bien fallu adopter un moyen d'en débarrasser la société, sur la demande et dans l'intérêt des familles.

Après cette espèce de prisonniers, il y en avait une autre qui était composée d'hommes ayant passé aux tribunaux pour des cas graves dans lesquels ils avaient été impliqués, et dont ils s'étaient tirés par quelques incidens qui les avaient mis hors de l'atteinte de la loi, mais qui cependant n'en étaient pas moins les complices de quelques bandes de chauffeurs, de voleurs de recette publique et de messageries, et qui, croyant déguiser leurs désordres en les mettant sous la couleur d'un parti, se donnaient le nom de royalistes, ou enfin qui étaient les moteurs reconnus de tous les mauvais sujets d'un quartier. Ces hommes étaient le plus souvent retenus après le jugement, soit à la requête du procureur impérial près le tribunal même, ou à la demande de l'administration des lieux, fondée sur la conservation de l'ordre et de la tranquillité publique ; mais jamais ils n'étaient retenus arbitrairement.

Une troisième classe était celle des détenus pour délits politiques ; tout le monde s'imaginait qu'elle était fort nombreuse, et c'était celle qui l'était le moins : elle ne s'élevait pas à plus de quarante personnes sur la population de la France, de la Belgique, du Piémont, de la Toscane et des Etats romains ; ce n'est pas dans la proportion d'un par million. Il faut comprendre là dedans les individus arrêtés à la suite de la guerre civile, et qui s'étaient de rechef mis dans des entreprises hasardeuses : la plus grande partie étaient susceptibles d'être renvoyés devant des tribunaux spéciaux d'où assurément pas un ne serait revenu. C'est l'empereur qui ne le voulut pas, parce que, disait-il, le temps arrangeait tout, et qu'il rendrait la raison à ces individus, comme elle était revenue à tant d'autres en France.

Il faut y comprendre ceux qui avaient été condamnés à

mort, et dont la peine avait été commuée en une détention indéfinie. Il faut enfin y comprendre les prêtres qui avaient été arrêtés pour avoir employé leur ministère à mettre le trouble dans les familles. Par exemple, j'ai connu tels de ces misérables qui s'étaient servis de la confession pour porter de jeunes femmes, assez faibles pour les écouter, à rompre le lien conjugal qui les unissait avec leurs maris, sous prétexte que ceux-ci avaient servi l'Etat, ou qu'ils avaient acheté des biens nationaux. Il y en avait d'autres qui avaient refusé le baptême à des enfans nés de mariages contractés pendant la révolution ; enfin il y avait de ces prêtres détenus pour avoir attiré chez eux, sous prétexte d'exercices de piété, des jeunes filles qu'ils avaient ensuite soumises à toute la dépravation la plus honteuse. Ce n'était pas par ménagement pour ces hypocrites qu'on ne les avait point envoyés devant les tribunaux, mais c'était à cause de la honte qui en serait retombée sur la famille des enfans dont ils avaient souillé l'innocence, par ménagement pour le clergé et par respect pour la morale publique.

Toutes ces différentes classes de prisonniers formaient un total de six cents et quelques personnes, en y comprenant les étrangers, c'est-à-dire ceux que l'on avait trouvés dans cet état en réunissant un pays à la France, de même que les Espagnols qui, après avoir prêté serment au roi Joseph, l'avaient trahi pour passer chez les insurgés où ils avaient été repris.*

Il ne s'est pas passé un an du règne de l'empereur, sans

* On a méchamment imprimé, dans le commencement de 1814, un état des prisonniers existans dans les maisons de détention de Paris, et l'on a mis cela sur le compte des prisons d'Etat : c'est l'esprit de parti qui a voulu confondre les détenus de toute espèce pour favoriser ses projets. Il a mis les maisons de correction, celle pour dettes, celle des filles publiques, celle des fous, etc., etc., dans la même catégorie. Tout ce qui pouvait exciter la vengeance contre le gouvernement impérial lui convenait.

que lui-même écrivît au ministre de la police, pour lui faire connaître qu'il avait nommé par décret deux conseillers d'Etat pour aller faire la visite de tous les prisonniers d'Etat, et qu'il eût (le ministre de la police) à leur communiquer tous les documens en vertu desquels chacun était arrêté et retenu. Il fallait alors remettre à ces deux conseillers d'Etat le dossier de chaque détenu, et avec cette quantité de papiers, ils faisaient le tour de toutes les prisons de France dans lesquelles ces prisonniers se trouvaient renfermés.

Ils avaient un ordre du ministre de la police pour qu'on les leur ouvrît autant de fois que bon leur semblerait. Ils avaient pour instruction de visiter les prisonniers homme par homme, et afin que l'on n'en soustrayât pas, ils commençaient par constater si l'état que leur avait remis le ministre de la police à leur départ de Paris était conforme au registre du greffe de la prison, d'après lequel on fait les feuilles de dépense des prisonniers, en sorte que si on avait voulu en mettre un de plus dans la prison sans l'enregistrer au greffe il en serait résulté que le commandant de la maison ou château fort aurait dû l'entretenir de ses propres deniers, ce qui serait une supposition invraisemblable. Par là on s'assurait d'une manière bien évidente qu'il n'y avait pas un prisonnier de plus que ceux que l'on montrait. Après cela, les conseillers d'Etat les interrogeaient l'un après l'autre, et étaient chargés de constater la validité des motifs pour lesquels ils étaient détenus ; ils écrivaient aux familles, ils voyaient les autorités des lieux, et faisaient ainsi la censure rigoureuse du ministre de la police.

Cette visite durait plusieurs mois, et c'était ordinairement au mois de novembre que l'empereur entendait le rapport des conseillers d'Etat, qui étaient le plus souvent de retour à la fin d'octobre. Ce rapport se faisait en conseil privé, lequel était composé de l'archi-chancelier, de l'archi-trésorier, du prince de Bénévent, du grand-juge, du ministre de la

guerre, de celui de l'intérieur, de celui de la police, des présidens du tribunal de cassation, des présidens des sections de l'intérieur et de législation du conseil d'Etat, de plusieurs sénateurs, des quatre conseillers d'Etat attachés au ministère de la police, et enfin du secrétaire d'Etat.

Devant ce conseil ainsi composé, les deux conseillers d'Etat lisaient leurs rapports, et donnaient leur opinion sur chacun des prisonniers qu'ils avaient visités; après qu'ils avaient parlé sur un individu, le ministre de la police était obligé de faire connaître les motifs de sa détention: alors l'empereur prenait l'opinion du conseil, membre par membre, sur chaque individu, soit pour maintenir sa détention, soit pour le mettre en liberté.

Tout ne pouvait pas se faire en une seule séance; mais peu importait, on y revenait jusqu'à ce qu'il eût été prononcé sur le dernier prisonnier.

Après ce travail, le ministre-secrétaire d'Etat faisait le relevé des individus; mis en liberté et de ceux maintenus en détention; il adressait au ministre de la police une expédition du procès-verbal de ces différentes séances, avec le résultat du travail qui y avait été arrêté: alors le ministre de la police délivrait aux commandans des différens donjons où étaient les prisonniers, l'ordre de les mettre en liberté.

En supposant qu'il y eût eu quelques projets d'en éluder l'exécution, cela n'aurait pas pu se faire, parce que le ministre-secrétaire d'Etat faisait la même expédition au grand-juge qu'au ministre de la police; le grand-juge chargeait les procureurs impériaux de veiller à l'exécution des dispositions du décret de l'empereur, et de lui en rendre compte.

Voilà au juste l'équité avec laquelle on décidait de la liberté des citoyens. Je n'ai jamais connu de *détentions cachées*,*

* Il n'y a eu de détention sous des noms supposés que dans deux cas, pour éviter toute entreprise de communiquer au dehors. Elles concernaient deux chefs d'insurgés espagnols, qui, dans les registres du greffe, avaient d'autres

ni aucune espèce de mauvais traitemens ordonnés par l'empereur, et j'ai reçu vingt ordres de lui, dans lesquels il me recommandait de ne jamais me permettre de sortir des bornes de la constitution, sans auparavant lui faire connaître le cas qui aurait pu m'y obliger. J'ai même reçu une fois une lettre de lui, dans laquelle il me disait qu'il y avait deux arbitraires de trop en France, le sien et le mien.

Je me rappelle qu'à un de ces conseils privés, l'empereur s'aperçut que, dans le rapport que lui avaient fait, de la visite des prisons, deux conseillers d'Etat, qui étaient MM. Dubois et Corvetto, qu'il chargeait assez souvent de ces sortes de tournées, ils ne présentaient pas d'opinion à eux sur les notes que je leur avais remises, avant leur départ, sur une prison des Alpes. L'empereur devina qu'ils n'y avaient pas été. Il leur en fit la question ; ils n'osèrent pas lui déguiser la vérité, et ils se bornèrent à dire, pour leur justification, qu'ils avaient appris son retour à Paris plus tôt qu'ils ne le pensaient, et qu'ils n'avaient pas voulu allonger leur tournée, dans la crainte de lui faire attendre leurs rapports. L'empereur leur témoigna beaucoup de mécontentement, et les fit partir dès le lendemain pour leur faire visiter cette prison.

noms ; mais les conseillers d'Etat les visitaient comme les autres tous les ans. On avait pris le parti de leur donner de faux noms, pour que des suborneurs n'entreprissent point de les faire évader.

FIN DE LA SECONDE PARTIE ET DU TOME DEUXIÈME.

LONDRES :
DE L'IMPRIMERIE DE G. SCHULZE, 13, POLAND STREET.

